



N° 2016-11 (2^{ème} partie)

Publié le : 26 décembre 2016

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME

*Le contenu intégral des actes et des délibérations peut être consulté sur demande auprès du groupement de
l'Administration générale et des affaires juridiques*

*Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime
6 rue du verger
CS 40078
76192 Yvetot Cedex
www.sdis76.fr*

N°2016-BCA-106

- Membres théoriques : 5
- Membres en exercice : 5
- Membres présents : 5
- Votants : 5

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

CONGES BONIFIES

Le 07 décembre 2016, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 22 novembre 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Un sapeur de 1^{ère} classe, recruté au Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) en février 2015 et originaire de la Guadeloupe, a récemment émis le souhait de pouvoir bénéficier de congés bonifiés.

Les agents territoriaux titulaires originaires d'un département d'Outre-Mer ou de Saint-Pierre-et-Miquelon qui exercent en métropole peuvent, sous certaines conditions, bénéficier des congés bonifiés institués pour les fonctionnaires de l'État. Ces congés sont prévus par l'article 57 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. Une circulaire du 3 janvier 2007 est venue en préciser les termes.

Pour pouvoir en bénéficier, les fonctionnaires territoriaux résidant en métropole doivent avoir, dans ces départements, leur résidence habituelle. Celle-ci s'entend comme le lieu où se trouvent leurs centres d'intérêts moraux et matériels. Ils doivent également justifier d'une durée minimale de service ininterrompue de 36 mois en tant que fonctionnaire stagiaire ou titulaire.

L'octroi de ce dispositif se caractérise en premier lieu par l'attribution d'une bonification de congés d'une durée maximale de 30 jours tous les trois ans, qui doit suivre obligatoirement le congé annuel. La durée maximale du congé bonifié ne peut alors excéder 65 jours consécutifs (trajets, samedi, dimanche et jour férié inclus).

Concomitamment, et pendant toute la durée de leur congé (hors jours d'embarquement et de débarquement), les bénéficiaires perçoivent un complément de rémunération appelé « indemnité de cherté de vie ». Celle-ci représente 40% du traitement indiciaire brut du bénéficiaire, et est soumise à l'impôt sur le revenu.

Enfin, le fonctionnaire concerné, son conjoint (sous conditions) et ses enfants à charge ayant moins de 20 ans au moment du départ voient leur frais de voyage supportés par la collectivité. Le remboursement de ces frais intervient à l'issue du congé bonifié et sur présentation des pièces justificatives dédiées.

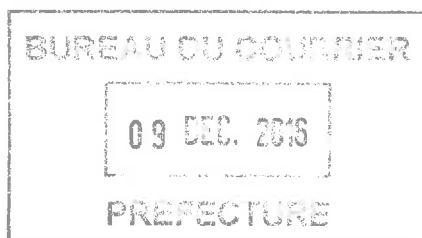
Il vous est ainsi proposé :

- d'émettre un avis favorable à l'attribution des congés bonifiés si un agent dispose des conditions requises par les dispositions réglementaires ;
- d'autoriser le président à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre des congés bonifiés au sein du Sdis 76 ;
- d'autoriser le président à engager les dépenses afférentes à l'application du dispositif ;
- d'abroger et remplacer les délibérations n°5 du 9 juillet 2008 et n°2012-CA-09 portant sur les congés bonifiés.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent, à l'unanimité, ce dossier.



Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

- Membres théoriques : 5
- Membres en exercice : 5
- Membres présents : 5
- Votants : 5

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONVENTION D'AFFECTATION D'UN OFFICIER DE SAPEUR-POMPIER
AU SEIN DE LA PREFECTURE DE SEINE-MARITIME**

Le 07 décembre 2016, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 22 novembre 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le bureau peut valablement délibérer. .

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Les derniers mois ont été marqués, tant localement qu'au plan national, par des événements particulièrement exigeants pour l'ensemble des acteurs de la sécurité civile : actes terroristes, événements climatiques ou technologiques. En chaque occasion, la complémentarité des acteurs et leur connaissance mutuelle ont été identifiées comme des facteurs majeurs de réussite pour la conduite de la crise.

*
* *

1. L'émergence de la demande et les intérêts réciproques à donner suite

Dans ce contexte, en répondant favorablement à la demande de la préfecture d'intégrer en son sein un officier de sapeur-pompier professionnel, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) s'inscrit dans une démarche expérimentale qui se veut innovante mais aussi cohérente avec la volonté d'un nécessaire rapprochement, autour de l'autorité préfectorale, des services en charge des questions de sécurité des populations.

Il s'agit pour le Sdis 76 d'une opportunité forte de faire reconnaître ses compétences en matière de planification et de gestion opérationnelle. Cette démarche confirme la volonté d'ouverture du Sdis vers les partenaires extérieurs, déjà concrétisée par la mise à disposition de cadres sapeurs-pompiers au sein des CNPE de Paluel et Penly ou bien de la plateforme Total Normandie.

*
* *

. Intérêts pour le Sdis 76

Le Sdis souhaite tirer profit de cette expérimentation pour renforcer les relations existantes avec le Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Économiques de Défense et de la Protection Civile (SIRACEDPC), et au-delà, avec les différents services concourant aux missions de sécurité civile. Le Sdis s'inscrit en cela dans le développement d'une culture commune de sécurité civile et renforce ainsi sa position d'acteur majeur en la matière.

Il s'agit pour l'officier de sapeur-pompier du Sdis de porter et d'explicitier les positions du service, et, en regard, d'être au fait des positions des autres partenaires. Il s'assure en cela de la bonne compréhension mutuelle.

En disposant d'un cadre assurant un lien permanent, il s'agit également pour le Sdis de détecter au plus tôt les situations nécessitant un partage entre les services. Cet officier ne supprime pas les représentants habituels du Sdis mais se veut un facilitateur en veillant aux bonnes relations entre les interlocuteurs.

Ce cadre doit donc être vu comme un officier de liaison mais également comme un conseiller technique. Il s'agit pour le Sdis d'apporter son expertise propre en matière de gestion opérationnelle.

Il porte une attention toute particulière à la cohérence entre le Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR) et les autres contrats ou schémas directeurs des services tels que le Schéma régional d'organisation des soins (SROS) et le Contrat territorial de réponse aux risques et aux effets des menaces (CoTRRiM) pour lequel il participe activement dans son élaboration au titre du Sdis 76.

En matière de planification, le service tire profit de cette affectation par une approche plus globale des enjeux de sécurité civile en s'assurant de la cohérence entre les doctrines opérationnelles qui lui sont propres et les dispositions ORSEC.

La présente démarche fera l'objet d'une évaluation permanente afin de juger des bénéfices retirés par la préfecture, le Sdis 76 et l'officier de sapeur-pompier professionnel.

*

* *

. Intérêts pour la préfecture

L'intégration au sein du SIRACEDPC d'un officier de sapeurs-pompiers, du grade de commandant ou de lieutenant-colonel dont l'expérience opérationnelle et la connaissance du département sont reconnues, permet de renforcer les équipes en place par un cadre expérimenté.

A ce titre, il intervient dans les domaines suivants :

- planification et élaboration des dispositions ORSEC,
- appui à la réalisation du CoTRRiM,
- élaboration des dispositifs spécifiques de sécurité civile, du type grandes manifestations, opérations de déminage etc...,
- élaboration et animation des exercices interservices de sécurité civile,
- participation à la formation des acteurs de la sécurité civile (cadres de l'Etat, cadres territoriaux, élus etc...),
- formation commune des agents de la préfecture assurant les astreintes de sécurité civile et des officiers de la chaîne de commandement du Sdis,
- participation au développement d'outils communs de gestion de crise (ex : salle COD),
- aide à la compréhension des situations d'urgence (niveau de maîtrise, enjeux, besoins spécifiques du Sdis). Il explicite les actions menées par les sapeurs-pompiers et contribue au partage de l'information.

En cas d'activation du COD, l'officier représente le Sdis dès les premiers instants, dans l'attente des effectifs prévus à cet effet.

La présence de cet officier est une ressource susceptible d'apporter, au quotidien, un éclairage dans ses domaines de compétence que sont la gestion opérationnelle et les risques technologiques. Il faut y voir une réponse de proximité, pouvant être très simplement sollicitée à titre d'expertise ou de conseil.

*
* *

2. Un poste en réponse à un besoin émergent

L'opportunité de l'affectation d'un officier du Sdis au sein de la préfecture, sans être une chose nouvelle, se trouve particulièrement renforcée par le contexte.

En effet, la réalisation sur le territoire national de risques liés à la menace terroriste nécessite d'élaborer des procédures nouvelles. Ce type d'événement impose une coordination accrue des opérations menées par les différents acteurs.

Les instructions édictées au niveau central, et le retour d'expérience des événements vécus ces derniers mois, incitent largement au partage de connaissance, en amont, entre les services et au développement d'une politique conjointe d'exercices et d'entraînements, ainsi qu'au rapprochement, autour de l'autorité préfectorale, des services concourants de façon globale à la sécurité.

Plusieurs Sdis ont initié la démarche en plaçant un officier en préfecture, au sein du SIDPC ou SIRACEDPC selon le cas. Cette démarche s'inscrit dans le cadre du plan « préfectures nouvelle génération » (PPNG) et la directive nationale d'orientation des préfectures qui ont mis la gestion locale des crises au rang des missions amenées à être renforcées, notamment par le rapprochement de l'ensemble des services en charge des questions de sécurité au sein des préfectures et la parfaite connaissance des acteurs de la gestion de crise. C'est en ces termes que le Ministre de l'intérieur le rappelait dans sa note NOR inte1621377J du 22 juillet 2016.

A ce titre, et compte tenu du niveau de risques présenté par le département, il apparaît justifié que le Sdis s'inscrive aujourd'hui dans une telle démarche.

*
* *

La préfecture de Seine Maritime et le Sdis 76 souhaitent acter au travers de cette expérience d'affectation d'un officier de sapeur-pompier professionnel au sein du SIRACEDPC :

- les intérêts mutuels d'un rapprochement de leurs structures et le renforcement de leurs contacts au quotidien,
- l'apport de connaissances et d'expertises en matière de planification et de gestion opérationnelle,
- la réponse à un besoin émergent de doctrine commune pour la prise en compte de la menace terroriste,

- l'évaluation continue de l'expérimentation afin de juger de l'opportunité de pérenniser un tel dispositif.

*
* *

Ainsi, il convient d'autoriser le président à signer la convention jointe en annexe ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent, à l'unanimité, ce dossier et autorisent le président à signer la convention ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

Le président du conseil d'administration,


André CAUTIER



CONVENTION RELATIVE A L'AFFECTATION D'UN OFFICIER DE SAPEUR-POMPIER AU SEIN DE LA PREFECTURE DE LA SEINE MARITIME

ENTRE le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime représenté par Monsieur André GAUTIER, Président du Conseil d'administration en exercice

ET la préfecture de la Seine-Maritime, représentée par Madame Nicole KLEIN, Préfète de la Région Normandie, Préfète de la Seine-Maritime en exercice

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - Objet

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime met en poste au profit de la préfecture de la Seine-Maritime, monsieur le lieutenant-Colonel Jérôme SEJOURNE.

ARTICLE 2 - Nature des fonctions exercées par le fonctionnaire

Monsieur le lieutenant-colonel Jérôme SEJOURNE est chargé de représenter le Sdis au sein du SIRACEDPC et plus particulièrement :

- de veiller à la qualité des relations entre le Sdis et le SIRACEDPC,
- d'apporter son expertise en matière de gestion opérationnelle et de risques technologiques,
- d'apporter un appui à la réalisation du Contrat territorial de réponse aux risques et aux effets des menaces (CoTRRiM),
- de participer à l'élaboration des dispositifs spécifiques du type grands rassemblements, opérations de déminage etc...,
- de participer à la formation des acteurs concourant aux missions de sécurité civile,
- de participer aux retours d'expérience.

En cas d'événement particulier, il assurera, dans les premiers instants, la représentation du Sdis au sein du Centre Opérationnel Départemental dans l'attente des effectifs prévus à cet effet.

La fiche de poste décrivant la nature des activités est annexée à la présente convention.

ARTICLE 3 - Durée de l'affectation au sein de la préfecture

L'affectation au sein de la préfecture prend effet le 1^{er} janvier 2017 pour une durée de 3 ans.

ARTICLE 4 - Conditions d'emploi du fonctionnaire

Monsieur le lieutenant-colonel Jérôme SEJOURNE est affecté à la préfecture de la Seine Maritime, 7 place de la Madeleine à ROUEN, au sein du SIRACEDPC.

Il demeure placé sous l'autorité hiérarchique de Monsieur le directeur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

Les conditions de travail de Monsieur le lieutenant-colonel Jérôme SEJOURNE sont organisées par la préfecture. Un temps de présence au sein du Sdis sera défini entre les partenaires afin que l'officier assiste aux réunions en lien avec son activité et aux formations continues, à caractère opérationnel.

Monsieur le lieutenant-colonel Jérôme SEJOURNE continue à exercer une activité opérationnelle au sein de la chaîne de commandement du Sdis. Il peut exercer des astreintes de sécurité civile au titre de la préfecture.

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime gère la situation administrative de Monsieur le lieutenant-colonel Jérôme SEJOURNE.

Les congés annuels et les congés pour raison de santé sont accordés par le Sdis sur proposition de la préfecture.

ARTICLE 5 - Rémunération du fonctionnaire

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime continue à verser à Monsieur le lieutenant-colonel Jérôme SEJOURNE la rémunération correspondant à son grade d'origine (émoluments de base, supplément familial, indemnités et primes liées à l'emploi).

La préfecture de la Seine-Maritime ne verse aucun complément de rémunération à l'exception, le cas échéant, des remboursements de frais professionnels et des frais de formation.

ARTICLE 6 – Remboursement de la rémunération

La préfecture de la Seine-Maritime est exonérée du remboursement de la rémunération du fonctionnaire au Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARTICLE 7 - Modalités de contrôle et d'évaluation des activités du fonctionnaire

La préfecture de la Seine-Maritime transmet un rapport annuel sur la manière de servir du fonctionnaire au Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, en vue de l'établissement de l'évaluation professionnelle du fonctionnaire. Ce rapport est établi après un entretien individuel ; il est transmis au fonctionnaire pour lui permettre de présenter ses observations.

En cas de faute disciplinaire commise dans l'organisme d'accueil, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est saisi par la préfecture de la Seine-Maritime au moyen d'un rapport circonstancié.

ARTICLE 8 - Fin de l'affectation

L'affectation au sein de la préfecture peut prendre fin avant le terme fixé à l'article 3 de la présente convention à la demande :

- de la préfecture de la Seine-Maritime
- du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime
- de Monsieur le lieutenant-colonel Jérôme SEJOURNE

sous réserve d'un préavis de deux mois.

Si au terme de l'affectation, le fonctionnaire ne peut être réaffecté dans les fonctions qu'il exerçait au sein du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Seine Maritime, il sera affecté dans l'un des emplois vacants correspondant à son grade.

ARTICLE 9 – Pérennisation du dispositif

L'affectation d'un officier au sein de la préfecture est réalisée à titre expérimental pour une durée de 3 ans. A l'issue, une évaluation quant à l'intérêt des parties de pérenniser un tel dispositif sera réalisée.

Les conditions devront alors être revues, et notamment les modalités de prise en charge de la rémunération du fonctionnaire.

ARTICLE 10 - Juridiction compétente en cas de litige

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de ROUEN.


Fait en trois exemplaires à, le

**Le Président
du Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime**

André GAUTIER

**La Préfète de
la région Normandie, Préfète de
la Seine-Maritime**

Nicole KLEIN

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	OFFICIER DE SAPEUR-POMPIER AU SEIN DU SIRACEDPC	N° du poste :
	Réf. :	Mise à jour le : 18/11/2016

Mode de recrutement <input checked="" type="checkbox"/> Voie statutaire <input type="checkbox"/> Voie contractuelle (durée réglementaire maximale) : mois	Poste budgétaire <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
--	--

Lieux de travail / résidences administratives : Préfecture de la Seine Maritime 7, place de la Madeleine 76000 ROUEN Mis à disposition du SIRACEDPC Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime 6, rue du verger 76190 YVETOT	Catégorie et grade : Catégorie : A Grade cible : commandant ou lieutenant-colonel
---	--

Missions du SIRACEDPC : - élaboration et mise en œuvre du dispositif ORSEC départemental, - élaboration des documents d'information préventive des populations, - gestion de crise : mise en œuvre et animation du COD, - organisation des exercices de sécurité civile, - animation de la CCDSA.

Autorité hiérarchique : – Directeur du Sdis Autorité fonctionnelle : – N+1 : chef du SIRACEDPC – N+2 : directeur de cabinet	Liaisons fonctionnelles : – Internes à la préfecture : principalement avec les chefs de bureaux du SIRACEDPC. – Externes : représentants des services de l'Etat concourant aux missions de sécurité civile (police, gendarmerie, SAMU...) . au sein du SDIS, les chefs des groupements opérations / prévision et prévention ainsi que l'adjoint au chef de groupement EAC, en charge de la formation.
---	---

Missions principales	Missions générales – Assure la représentation du SDIS au sein du SIRACEDPC, – Veille à la qualité des relations entre le SDIS et le SIRACEDPC (mise en relation des interlocuteurs), – Détecte les situations nécessitant un partage entre les services, – Participe aux points réguliers entre le DDSIS et le GOP, – Assure l'ensemble de ses missions sans se substituer aux interlocuteurs habituels du SDIS. Missions d'expertise et de conseil – Participe aux différentes missions de sécurité civile (planification, exercices, manifestations, dispositifs spécifiques), – Apporter un appui à la réalisation du Contrat territorial de réponse aux risques et aux effets des menaces (CoTRRiM), – Apporte une expertise dans les domaines de la gestion opérationnelle et des risques technologiques, – Contrôle de manière continue la cohérence entre le SDACR et les dispositions des autres schémas directeurs des services,
-----------------------------	---

	<ul style="list-style-type: none"> - S'assure de la cohérence entre la doctrine opérationnelle du SDIS et les dispositions ORSEC, - Participe à la réflexion sur les outils de gestion de crise (ex : salle COD). <p>Missions de formation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Participe à la conception des stages de gestion de crise organisés par le SIRACED PC au profit des élus, des personnels de la préfecture et des autres services concourant à la sécurité civile, - Participe à l'encadrement de ces mêmes stages, - Participe à la formation de la chaîne de commandement du SDIS. <p>Missions à caractère opérationnel</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aide à la compréhension des situations d'urgence (enjeux, niveau de gravité) et explicite les actions engagées par le SDIS, - En cas d'activation du COD, et si présent, assure la représentation du SDIS dans les premiers instants dans l'attente des effectifs prévus à cet effet. 	
Missions opérationnelles	Emploi opérationnel : Chef de site Secteur d'astreinte : Chef de site départemental ou chef de site EST Assure des astreintes de sécurité civile pour la préfecture	
Compétences requises	Formations et diplômes	<ul style="list-style-type: none"> - GOC 5, - FAE de chef de groupement, - Conseiller technique en RCH/RAD souhaité.
	Connaissances	<ul style="list-style-type: none"> - Bonne connaissance du département et de ses risques, - Connaissances de la planification ORSEC et des dispositions spécifiques (NRBC, CNPE, etc...), - Connaissances de l'organisation de la sécurité civile et de la compétence des services afférents, - Expérience dans le domaine de l'opération / prévision, - Maîtrise du SDACK et du RO.
	Savoir-faire	<ul style="list-style-type: none"> - Expérience reconnue dans le domaine opérationnel et dans la gestion d'événements en interservices, - Capacité de synthèse.
	Savoir-être	<ul style="list-style-type: none"> - Qualités relationnelles et facultés d'adaptation, - Sens des responsabilités.
Conditions d'exercice du poste	Quotité de travail	<ul style="list-style-type: none"> - Temps complet au profit de la préfecture avec présences ponctuelles au sein du SDIS (réunions, formations) - Régime de travail SHR, - Horaires irréguliers avec amplitude variable en fonction des obligations du service, - Grande disponibilité, - Mise à disposition d'une durée de 3 ans renouvelables.
	Moyens matériels	<ul style="list-style-type: none"> - Moyens informatiques et bureautiques, - Véhicule et téléphone de service.
	Spécificités	<ul style="list-style-type: none"> - Accès aux formations à caractère opérationnel, (dispensées au sein du SDIS et de l'ENSOSP) et de gestion de crise (INHESJ, IHEDN...), - Habilitation confidentiel défense, - Membre du comité de direction du SDIS.
Rémunération	<input checked="" type="checkbox"/> Salaire indiciaire au grade concerné <input checked="" type="checkbox"/> Régime indemnitaire <input type="checkbox"/> hors indemnité de responsabilité <input checked="" type="checkbox"/> dont indemnité de responsabilité : 30 % <input checked="" type="checkbox"/> Œuvres sociales : CNAS	
Renseignements	Chef des groupements Opérations/prévision et Equipement 02.35.56.11.74	

N°2016-BCA-108

- Membres théoriques : 5
- Membres en exercice : 5
- Membres présents : 5
- Votants : 5

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

SORTIE DE L'ACTIF – VENTE DE MATERIELS

Le 07 décembre 2016, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 22 novembre 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Il vous est proposé de sortir du patrimoine du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime les matériels énoncés ci-dessous.

Ces matériels seront pour l'essentiel mis en vente en ligne sur le site internet de la société Agorastore.

MATERIEL MOBILE D'INCENDIE ET DE SECOURS

N° Inventaire comptable	Année	Article budgétaire	Marque-modèle	Immat.	Kms	Prix d'acquisition	Mise à prix
2006000000016	2006	2182	CLIO 3	2777YL76	217640	11 898,84 €	2 000 €
2006000000460	2006	21561	VSAV MASTER	3106ZD76	166705	65 212,80 €	3 000 €
2007000000161	2007	21561	VSAV MASTER	3459ZN76	113713	67 560,42 €	3 000 €
2007000000162	2007	21561	VSAV MASTER	3461ZN76	144769	67 560,42 €	3 000 €
21601	2000	2150	VTP 9 PLACES	4697TG76	124465	24 294,27 €	2 500 €
REP8701	1987	2147	REP100PAM	5127MY76	XX		300 €
2006000000300	2006	21561	CLIO 3	5993YQ76	238391	13 183,10 €	2 000 €
25371	2002	2150	VLR BERLINGO CITROEN	82VF76	183099	15 514,43 €	1 500 €
2005000000243	2005	21561	CLIO 2	8541XQ76	181257	12 683,22 €	1 500 €
2005000000244	2005	21561	CLIO 2	8543XQ76	168341	12 683,22 €	1 500 €
2005000000246	2005	21561	CLIO 2	8561XQ76	207848	12 683,22 €	1 500 €
2005000000249	2005	21561	CLIO 2	8565XQ76	134264	12 683,22 €	1 500 €
2005000000250	2005	21561	CLIO 2	8567XQ76	150891	12 683,22 €	1 500 €
981482	1998	2150	VTU RENAULT MASTER	8884SJ76	30017	25 738,48 €	2 000 €

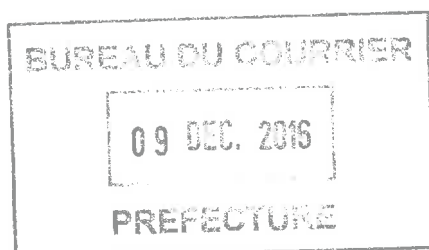
MATERIEL DIVERS

N° Inventaire comptable	année	Article budgétaire	Matériel	Fournisseur	Prix d'achat unitaire	Mise à prix
2012000000063	2012	2183	1 ordinateur portable HP6200	UGAP	528,63 €	30 €


*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent, à l'unanimité, ce dossier.



Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
13
- Pouvoirs :
3
- Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**RAPPORT RELATIF A LA MISE A JOUR DU SCHEMA DEPARTEMENTAL
D'ANALYSE ET DE COUVERTURE DES RISQUES (SDACR)**

Le 14 décembre 2016, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 22 novembre 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes, Pierrette CANU, Mme Florence DURANDE, Agnès FIRMIN LE BODO, Blandine LEFEBVRE.

MM. Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Luc LEMONNIER, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

M. Philippe LEROY, Mme Fabienne DUPARC.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental par intérim, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Hervé TESNIERE, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Caporal Mathieu GIBASSIER, Dominique PROUST, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Mme Sophie ALLAIS à Monsieur Sébastien TASSERIE,
Mme Florence THIBAUDEAU RAINOT à Monsieur André GAUTIER,
Mme Chantal COTTEREAU à Monsieur Gérard JOUAN.

Étaient absents excusés :

Mmes Sophie ALLAIS, Chantal COTTEREAU, Florence THIBAUDEAU RAINOT.
MM. Bastien CORITON, Jean-Pierre THEVENOT, le Capitaine André HENRY, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Le Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (Sdacr) a été arrêté par le préfet le 17 décembre 2015.

Un SDACR évolutif

Conformément au principe d'évaluation et de revue périodique arrêté dans le Sdacr, depuis sa signature, un certain nombre d'ajustements a donné lieu en juin 2016 à une mise à jour concomitante des différentes composantes du référentiel opérationnel (Sdacr, règlement opérationnel, règlement intérieur).

Depuis, de nouvelles évolutions recensées peuvent être intégrées et mises à jour, elles concernent :

- **les évolutions du territoire**, par la création d'une commune nouvelle, Terre-de-Caux,
- **la dissolution du corps communal de Longroy**,
- **l'ajustement du plan de déploiement départemental**,
- **le contexte local et national face aux risques particuliers** nécessitant une actualisation du catalogue des risques particuliers,
- **les erreurs matérielles identifiées**.

La mise à jour du mois de juin avait permis d'identifier des évolutions nécessitant un travail important et concerté avant d'être intégrées dans le Sdacr. À ce jour, seule, la réflexion relative à la reconnaissance des centres dont le mode d'organisation est la disponibilité a fait l'objet d'une réflexion aboutie. Elle propose des mesures favorisant la reconnaissance de ces Cis. Elles ne sont pas de nature à modifier le Sdacr.

Le travail de réflexion doit être initié pour les évolutions suivantes :

- le rôle opérationnel des chefs de centre,
- l'organisation et le fonctionnement des centres d'incendie et de secours dans la gestion et la planification des potentiels opérationnels journaliers (POJ).

Elles feront l'objet d'une intégration courant 2017. Dans l'immédiat, il est proposé d'intégrer les évolutions suivantes.

Évolutions du territoire

Les communes nouvelles

Le territoire de la Seine-Maritime connaît une évolution constante avec la création de communes nouvelles. Le processus initié en janvier 2016 se poursuit par le regroupement de 7 anciennes municipalités pour créer la commune nouvelle Terre-de-Caux. La Seine-Maritime comptera désormais au 1^{er} janvier 2017, 712 communes contre 718 jusqu'en 2016.

Cette évolution conduit conformément au principe arrêté, à considérer les anciennes communes comme des quartiers de la commune nouvelle d'appartenance ; ceci permet le maintien en adéquation des critères de population et de densité déterminant le classement des communes en zone A, B ou C.

La dissolution du Corps communal de Longroy

Sur délibération du conseil municipal de la commune de Longroy, après avis du directeur départemental du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le Corps communal de Longroy est dissout par arrêté préfectoral en date du 30 août 2016. Les missions de secours sont assurées par le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime sur la commune de Longroy depuis le 1^{er} septembre 2016.

L'ajustement du plan de déploiement départemental (PDD)

Dans le respect des principes du Sdac qui reposent sur les notions d'efficience (priorité au centre le plus proche) et d'efficacité (priorité aux délais d'intervention) pour assurer une réponse opérationnelle optimale et pérenne, le plan de déploiement départemental est mis en œuvre. Aussi, les retours du terrain mettent en évidence encore quelques écarts entre le délai théorique du système d'information géographique (SIG) et la réalité de terrain. Il est nécessaire dans l'intérêt de la victime de procéder à l'ajustement du plan de déploiement départemental.

Un contexte local et national prégnant face aux risques particuliers

Les risques naturels

Le risque mouvement de terrain

L'érosion naturelle des falaises du littoral Seino-marin a été particulièrement prononcée durant la période estivale 2016. On a enregistré de nombreux effondrements de falaise soudains dont le plus important (50 000 m³ de roche calcaire) s'est localisé sans faire de victime sur la commune de Saint-Martin-aux-Buneaux à proximité de la plage des Petites Dalles.

Le risque de submersion marine

Le CENtre d'ALerte Tsunami (CENALT) a informé les Sdis côtiers qu'un séisme de magnitude 7.1 a été enregistré au large des côtes atlantiques françaises. Toutefois, il a indiqué dans son message d'information : « Un séisme a pu être ressenti, mais aucune vague consécutive à ce séisme ne devrait toucher le littoral et qu'en conséquence, il n'y avait pas lieu de prendre de mesure de sauvegarde, ni d'alerter la population ».

Les risques sociaux/sociétaux/de société

Les menaces terroristes

Les événements tragiques de l'été 2016 aux conséquences humaines importantes, Nice, Saint-Etienne-du-Rouvray, démontrent que la menace est omniprésente. Ces événements confirment la nécessité pour les pouvoirs publics, les forces de l'ordre, de sûreté et les services de secours de s'adapter et d'intégrer les nouveaux concepts opérationnels d'intervention tirés des retours d'expérience.

Dans ce domaine, il convient de poursuivre la consolidation du volet « attentats » par :

- l'appropriation des modes d'action entre les acteurs,
- l'adaptation des équipements de protection individuelle (EPI balistiques) pour les personnels du Sdis (force concourante),
- le dénombrement et la catégorisation des victimes par le déploiement de l'outil interministériel SINUS.

Les risques liés aux bâtiments et aux infrastructures

Bâtiments collectifs

Un incendie dans un établissement recevant du public à usage de débit de boisson « le Cuba Libre » s'est déclaré au sous-sol de l'établissement où était réuni un groupe de jeunes personnes pour fêter un anniversaire. L'incendie s'est rapidement propagé aux revêtements isophoniques du sous-sol dégageant ainsi une épaisse fumée toxique et provoquant la mort de 14 personnes par asphyxie.

Les risques technologiques et industriels

Le risque industriel et agricole

Un important feu de stock orphelin de pneus dans une ancienne sucrerie friche industrielle commune de Nointot a généré un conséquent engagement opérationnel de moyens du Sdis sur plusieurs jours et nécessité des moyens d'extinction spécifiques et coûteux (émulseur, sable).

Le risque radiologique/nucléaire

Dans le cadre des opérations de grand carénage, le centre nucléaire de production d'électricité CNPE de Paluel a connu deux sinistres de grande ampleur, occasionnant de graves désordres techniques sur les installations aux conséquences économiques importantes :

- le feu sur un condenseur (feu de métaux) salle des machines hors zone contrôlée Tranche 2 ayant nécessité d'importants moyens de protection des installations permettant de limiter la propagation,
- la chute d'un générateur de vapeur dans le bâtiment réacteur Tranche 2 lors de l'extraction du générateur de vapeur 3.

Dans ce cadre, le volet retour d'expérience de l'ensemble de ces risques recensés dans le catalogue des risques particuliers est actualisé.

De plus, les incendies complexes de grande ampleur de Nointot et du CNPE Paluel conduisent à préciser dans le *chapitre V - Analyse et couverture des risques particuliers* du Sdacr, « que l'origine des moyens engagés (moyens du Sdis 76, de la zone de défense, nationaux), peuvent être complétés par des **moyens privés identifiés et le cas échéant avec lesquels une convention ou un accord cadre ont été établis** ».

L'ensemble des mises à jour intégrées dans le document source Sdacr et ses annexes abroge la version V0.1. L'adoption de la mise à jour du Sdacr (version V0.2) conduit à abroger les délibérations et les actes en découlant.

Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, les avis suivants ont été recueillis :

- la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours s'est prononcée le 06 décembre 2016 avec avis favorable à la majorité absolue,
- le comité technique s'est prononcé le 07 décembre 2016 avec avis favorable à la majorité du collège des représentants du personnel et avis favorable à l'unanimité du collège de l'administration,
- le comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires s'est prononcé le 07 décembre 2016 avec avis favorable à l'unanimité,
- le collège des chefs de service de l'État a rendu un avis favorable le 02 décembre 2016.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration saisis pour un avis conforme émettent un avis favorable à l'unanimité.

Le président du conseil d'administration,



André GAUTIER

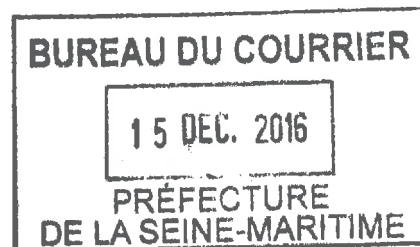


Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques

TYPE de Document

SDACR

MAJ - Version

XX/XX/XX - 0.12

Table des matières du Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques

CHAPITRE I : AVANT-PROPOS	1
1. BASES LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES	1
2. NECESSITE DE LA REVISION	1
3. ENJEUX ET OBJECTIFS DU SDACR	1
4. PRINCIPES : SDACR EVOLUTIF	2
CHAPITRE II : PRESENTATION DU DEPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME	5
1. LOCALISATION GEOGRAPHIQUE	5
2. DECOUPAGE ADMINISTRATIF ET POPULATION	5
3. GEOGRAPHIE	5
4. DEMOGRAPHIE (SOURCE INSEE 2014)	7
5. ACTIVITES ECONOMIQUES ET TOURISTIQUES	11
6. INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT	16
7. INFRASTRUCTURES SANITAIRES	27
CHAPITRE III : PRESENTATION DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME	33
1. COMPETENCES ET AUTORITES DU Sdis	33
2. ORGANISATION ADMINISTRATIVE DU Sdis	35
3. ORGANISATION OPERATIONNELLE	37
4. ÉQUIPES SPECIALISEES ET UNITES OPERATIONNELLES SPECIQUES	44
CHAPITRE IV : ANALYSE ET COUVERTURE DES RISQUES COURANTS	47
1. ANALYSE DES RISQUES COURANTS	47
2. ORGANISATION TERRITORIALE ET COUVERTURE DES RISQUES COURANTS	49
3. ANALYSE ET LIMITES DE L'ORGANISATION	65
4. ENGINS ET ENGAGEMENT	69
5. PERSONNELS	78
6. EVOLUTION DES ACTIONS DU SERVICE DE SANTE ET DE SECOURS MEDICAL (SSSM)	115
7. CHAINE DE COMMANDEMENT – CHEFS DE GROUPE	120
8. EVOLUTION DU CTA-CODIS	122
CHAPITRE V : ANALYSE ET COUVERTURE DES RISQUES PARTICULIERS	123
1. DEFINITION, TYPOLOGIE DES RISQUES PARTICULIERS, METHODE D'ANALYSE	123
2. PRINCIPE D'INVENTAIRE DES RISQUES PARTICULIERS	125
3. PRINCIPES DE COUVERTURE DES RISQUES PARTICULIERS	131
4. CATALOGUE D'ANALYSE DES RISQUES PARTICULIERS	138
5. SYNTHESE DES BESOINS ET LIMITES DE SIMULTANEITES	140
6. APPROCHE PAR LES SITES A RISQUES	140
7. OBJECTIFS D'EVOLUTION DE L'ORGANISATION DES EQUIPES SPECIALISEES	149
8. OBJECTIFS D'EVOLUTION DE LA CHAINE DE COMMANDEMENT – CHEFS DE COLONNE/SITE	153
CHAPITRE VI : LA DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE EN SEINE-MARITIME	158
1. CONSTAT	158
2. PERSPECTIVES	158
CHAPITRE VII : COUVERTURE DES BESOINS DE PREVENTION ET DE PREVISION	160
1. LA PREVENTION	160
2. LA PREVISION	161
CHAPITRE VIII : EVALUATION DU SDACR	163

1. SUIVI DE L'ACTIVITE DES CIS.....	163
2. EVALUATION DE LA QUALITE DE LA REPONSE OPERATIONNELLE	163
3. SUIVI DE LA COUVERTURE OPERATIONNELLE.	163
4. LES INDICATEURS DE SUIVI	164
CHAPITRE IX : ANNEXE – CLASSEMENT DES COMMUNES ET QUARTIERS	168
CHAPITRE X : TABLE DES FIGURES	188
CHAPITRE XI : TABLE DES TABLEAUX.....	190
CHAPITRE XII : TABLE DES ACRONYMES	191
CHAPITRE I : AVANT-PROPOS	1
1. BASES LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES	1
2. NECESSITE DE LA REVISION	1
3. ENJEUX ET OBJECTIFS DU SDACR	1
4. PRINCIPES : SDACR EVOLUTIF	2
CHAPITRE II : PRESENTATION DU DEPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME.....	5
1. LOCALISATION GEOGRAPHIQUE	5
2. DECOUPAGE ADMINISTRATIF ET POPULATION	5
3. GEOGRAPHIE	5
4. DEMOGRAPHIE (SOURCE INSEE 2014).....	7
5. ACTIVITES ECONOMIQUES ET TOURISTIQUES.....	11
6. INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT.....	16
7. INFRASTRUCTURES SANITAIRES	27
CHAPITRE III : PRESENTATION DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME.....	33
1. COMPETENCES ET AUTORITES DU Sdis	33
2. ORGANISATION ADMINISTRATIVE DU Sdis	35
3. ORGANISATION OPERATIONNELLE	37
4. EQUIPES SPECIALISEES ET UNITES OPERATIONNELLES SPECIQUES	44
CHAPITRE IV : ANALYSE ET COUVERTURE DES RISQUES COURANTS	47
1. ANALYSE DES RISQUES COURANTS	47
2. ORGANISATION TERRITORIALE ET COUVERTURE DES RISQUES COURANTS	49
3. ANALYSE ET LIMITES DE L'ORGANISATION.....	62
4. ENGINS ET ENGAGEMENT	66
5. PERSONNELS.....	75
6. EVOLUTION DES ACTIONS DU SERVICE DE SANTE ET DE SECOURS MEDICAL (SSSM).....	112
7. CHAINE DE COMMANDEMENT – CHEFS DE GROUPE	117
8. EVOLUTION DU CTA-CODIS	119
CHAPITRE V : ANALYSE ET COUVERTURE DES RISQUES PARTICULIERS.....	120
1. DEFINITION, TYPOLOGIE DES RISQUES PARTICULIERS, METHODE D'ANALYSE	120
2. PRINCIPE D'INVENTAIRE DES RISQUES PARTICULIERS	122
3. PRINCIPES DE COUVERTURE DES RISQUES PARTICULIERS	128
4. CATALOGUE D'ANALYSE DES RISQUES PARTICULIERS.....	135
5. SYNTHESE DES BESOINS ET LIMITES DE SIMULTANETES.....	137
6. APPROCHE PAR LES SITES A RISQUES	137
7. OBJECTIFS D'EVOLUTION DE L'ORGANISATION DES EQUIPES SPECIALISEES	146
8. OBJECTIFS D'EVOLUTION DE LA CHAINE DE COMMANDEMENT – CHEFS DE COLONNE/SITE	150
CHAPITRE VI : LA DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE EN SEINE-MARITIME.....	155
1. CONSTAT	155
2. PERSPECTIVES	155
CHAPITRE VII : COUVERTURE DES BESOINS DE PREVENTION ET DE PREVISION	157

1.— LA PREVENTION	157
2.— LA PREVISION	158
CHAPITRE VIII : EVALUATION DU SDACR	160
1.— SUIVI DE L'ACTIVITE DES CIS	160
2.— EVALUATION DE LA QUALITE DE LA REPONSE OPERATIONNELLE	160
3.— SUIVI DE LA COUVERTURE OPERATIONNELLE	160
4.— LES INDICATEURS DE SUIVI	161
CHAPITRE IX : ANNEXE CLASSEMENT DES COMMUNES ET QUARTIERS	165
CHAPITRE X : TABLE DES FIGURES	184
CHAPITRE XI : TABLE DES TABLEAUX	186
CHAPITRE XII : TABLE DES ACRONYMES	187

PROJET

Chapitre I : Avant-propos

1. Bases législatives et réglementaires

Le Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (Sdacr) dresse l'inventaire des risques de toute nature pour la sécurité des personnes et des biens dont la couverture relève principalement des missions du Service départemental d'incendie et de secours.

Le Sdacr détermine les objectifs de couverture de ces risques. Ces objectifs constituent des objectifs de résultats pour le Sdis.

Conformément aux dispositions de l'article R1424-38 du Code général des collectivités territoriales, le Sdacr est arrêté par le préfet après :

- avis :
 - du comité technique départemental du Sdis,
 - de la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours,
 - du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires,
 - du conseil départemental,
- avis du collège des chefs de service de l'État,
- avis conforme du conseil d'administration du Sdis.

2. Nécessité de la révision

L'organisation opérationnelle du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime reposait jusqu'alors sur le Sdacr adopté en juillet 2009 et sur le Règlement opérationnel (Ro) adopté en 2005.

Ces deux documents, conçus à des époques différentes, nécessitent d'être ajustés aux réalités actuelles des risques et d'être homogénéisés.

Par ailleurs, la lettre d'observation de la chambre régionale des comptes de mars 2011 appuie le besoin d'optimisation de ces documents en soulignant les difficultés d'évaluation du Sdacr notamment dues à l'absence de précision des objectifs retenus dans le document.

Enfin, l'activité opérationnelle du service connaît des évolutions majeures qui imposent de repenser l'organisation afin de pouvoir y répondre.

3. Enjeux et objectifs du Sdacr

1. Concept d'accès équitable

Le concept d'accès équitable au service public d'incendie et de secours est le fondement des travaux sur le nouveau Sdacr et le nouveau Ro. Ce concept est défini comme la possibilité donnée à tous les habitants de bénéficier de ce service aux meilleures conditions de délai pour les personnes secourues et de coût pour la collectivité, compatibles avec les caractéristiques géographiques et démographiques du site de l'intervention. Il répond à des objectifs d'équité sociale et de développement durable du territoire, mais aussi de maîtrise de la dépense publique.

Ce principe fondateur a permis d'inscrire la refonte du Sdacr dans une dynamique de progrès autour de deux objectifs majeurs :

- l'équité de la distribution des secours,
- l'efficacité de l'organisation opérationnelle dans un cadre budgétaire maîtrisé.

2. L'état des lieux

Les travaux de refonte du Sdacr ont conduit le Sdis 76 à prendre en compte de nouveaux éléments. Ces éléments nouveaux sont les résultats de différentes études menées :

Le bilan du Sdacr de 2009

Le bilan du Sdacr de 2009 met en évidence :

Des ressources en nombre mais peu optimisées.

Un zonage du territoire minorant les risques.

Des objectifs de couverture ambitieux mais pas atteignables.

Les observations de la Chambre régionale des comptes d'avril 2011

Les observations de la Chambre régionale des comptes aboutissent aux éléments suivants :

Pas de bilan d'exécution du schéma précédent.

Risques encourus par les populations limitrophes non rappelés.

Pas ou peu de références à des documents utiles à la compréhension.

Aucune évaluation financière ni d'échéancier proposés.

Imprecisions sur la couverture des risques particuliers.

L'évolution de l'activité opérationnelle entre 2007 et 2014

L'étude de l'évolution de l'activité opérationnelle entre 2007 et 2014 révèle que :

Le nombre d'interventions incendie a baissé de 23 %.

Le secours d'urgence aux personnes a augmenté de 48 % et représente près de 72 % des interventions en 2014.

Les opérations diverses ont dans le même temps diminué de 75 %.

3. Fondement du nouveau Sdacr

Le fondement du nouveau Sdacr est donc de garantir aux citoyens **un accès équitable** aux secours en **tous points du département** à un **coût maîtrisé**.

Pour cela, le Sdis de la Seine-Maritime a mené ses travaux de façon à :

Redéfinir le zonage territorial

Rendre l'organisation plus flexible

Adopter une organisation plus efficiente

Bénéficier au mieux de la force du volontariat

Utiliser la complémentarité des départements limitrophes

4. Principes : Sdacr évolutif

Classiquement, la révision d'un Sdacr suppose un processus long et lourd, incompatible avec les exigences de réactivité imposées par l'évolution continue des risques et de l'activité. De ce fait, structurellement, entre deux révisions du Sdacr, l'adéquation de la couverture des risques peut perdre en pertinence.

C'est pourquoi, le présent Sdacr rompt avec le modèle classique, afin de garantir de manière plus continue la coïncidence entre les besoins de couverture des risques et les choix d'organisation, d'allocation de moyens et de distribution des secours. Dans cette perspective, l'élaboration du présent Sdacr s'est appuyée sur trois principes :

1. L'usage de règles et de modèles informatisés

La détermination des ressources requises dans chaque centre (engins, effectifs de garde et d'astreinte, effectif global, compétences, volume et nature des formations,...) a fait l'objet d'un travail de définition de règles de gestion et de modélisation informatique. Ces modèles permettront de réévaluer et d'ajuster périodiquement le niveau et l'allocation des moyens afin de garantir une distribution des secours optimale.

2. Une évaluation périodique

Dans une logique d'amélioration continue de la performance, le Sdis procédera périodiquement à une revue des moyens alloués, des objectifs fixés et des réalisations constatées.

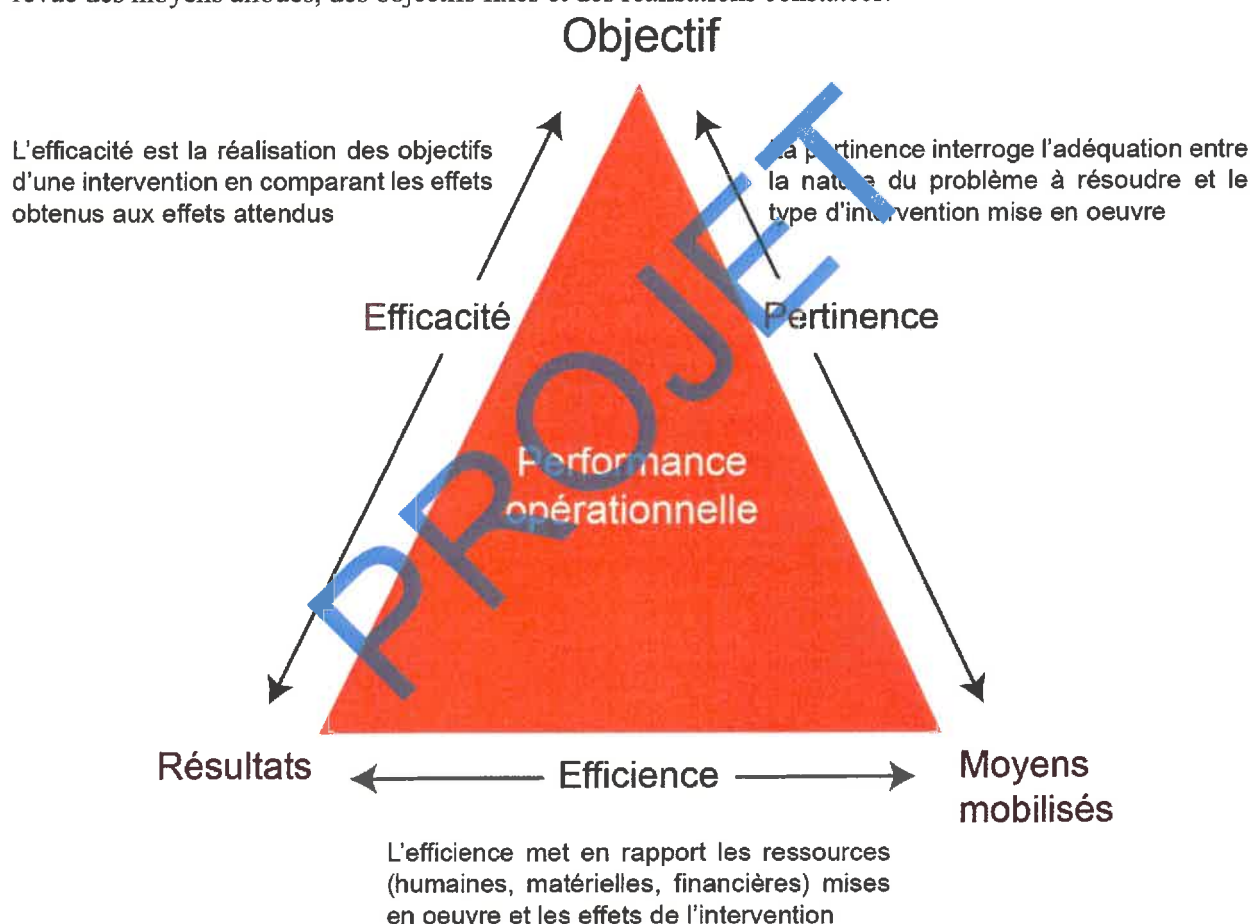


Figure 1 : Principe de l'évaluation continue du Sdacr (Modèle de Gilbert 1980)

3. Une structuration du Sdacr permettant son évolutivité

Dans sa présentation, le corps du Sdacr comporte, au regard de l'analyse des risques, la réponse opérationnelle en terme d'objectifs et d'orientations générales. La concrétisation détaillée de ces choix se retrouve en annexe du Sdacr (ainsi que dans le Ro et dans les plans) afin de simplifier les mises à jour qui pourraient résulter de l'évaluation périodique.

Un couplage fort entre le Sdacr, le Ro et les planifications des ressources du Sdis

Les ajustements éventuels qui résulteront du processus de revue périodique donneront lieu à une mise à jour concomitante des différentes composantes du référentiel opérationnel (Sdacr, règlement opérationnel, règlement intérieur) et leurs déclinaisons en matière de gestion des ressources (plan d'emploi des personnels, programme immobilier, plan d'acquisition des engins et moyens, plan de formation, convention de financement).

Le schéma suivant illustre le couplage entre ces différents documents.

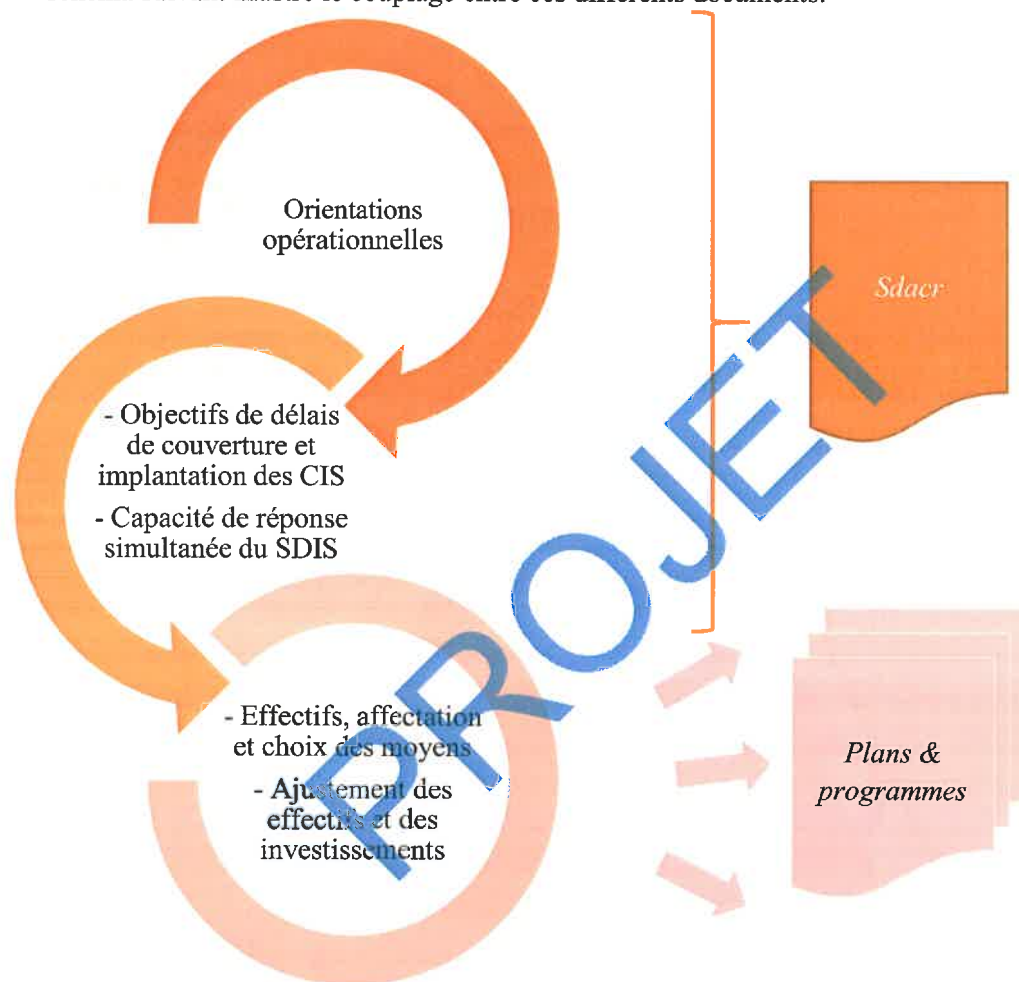


Figure 2 : Modèle de Sdacr dynamique

Chapitre II : Présentation du département de la Seine-Maritime

1. Localisation géographique

Située à moins de 100 km au nord-ouest de Paris, la Seine-Maritime fait partie de la région Normandie. Elle est limitrophe des départements de la Somme, de l'Oise, de l'Eure et du Calvados.

Unités administratives

- Département
- Région

Localités

- Sous-préfecture
- ▲ Préfecture de département
- Préfecture de région



Figure 1. Localisation géographique de la Seine-Maritime

2. Découpage administratif et population

Administrativement, le département s'organise autour de 3 arrondissements (Rouen, Le Havre et Dieppe) et 714 communes.

L'arrondissement de Rouen rassemble près de 50% de la population du département (31% pour l'arrondissement du Havre et 19% pour l'arrondissement de Dieppe).

Au 1^{er} janvier 2016, le département comptait 2 communes de plus de 100 000 habitants (Le Havre, Rouen), 18 communes de 10 000 à 99 999 habitants (Dieppe, Sotteville-lès-Rouen, Saint-Étienne-du-Rouvray, Le Grand-Quevilly, Le Petit-Quevilly, Bois-Guillaume-Bihorel, Mont-Saint-Aignan, Fécamp, Elbeuf, Montivilliers, Canteleu, Barentin, Yvetot, Bolbec, Maromme, Oissel, Déville-lès-Rouen, Grand-Couronne), 162 communes de 1 000 à 9 999 habitants, et 5306 communes de moins de 1000 habitants.

3. Géographie

1. La Seine-Maritime en un coup d'œil

Quatre grands paysages se distinguent en Seine-Maritime. La Côte d'Albâtre, remarquable par ses hautes falaises blanches et ses plages de galets, s'étend sur 154 km de côtes et 31 km d'estuaire et de marais au nord-ouest du département. À l'est, le Pays de Bray est une terre de bocage et d'élevage alors qu'à l'ouest, le plateau du Pays de Caux, composé de cultures et de champs, est sillonné par de larges vallées humides à fond plat creusées par les fleuves côtiers. Au sud, la Vallée de Seine aux vastes méandres encaissés dans la craie, serpente d'Elbeuf au Havre, rejointe par ses affluents.

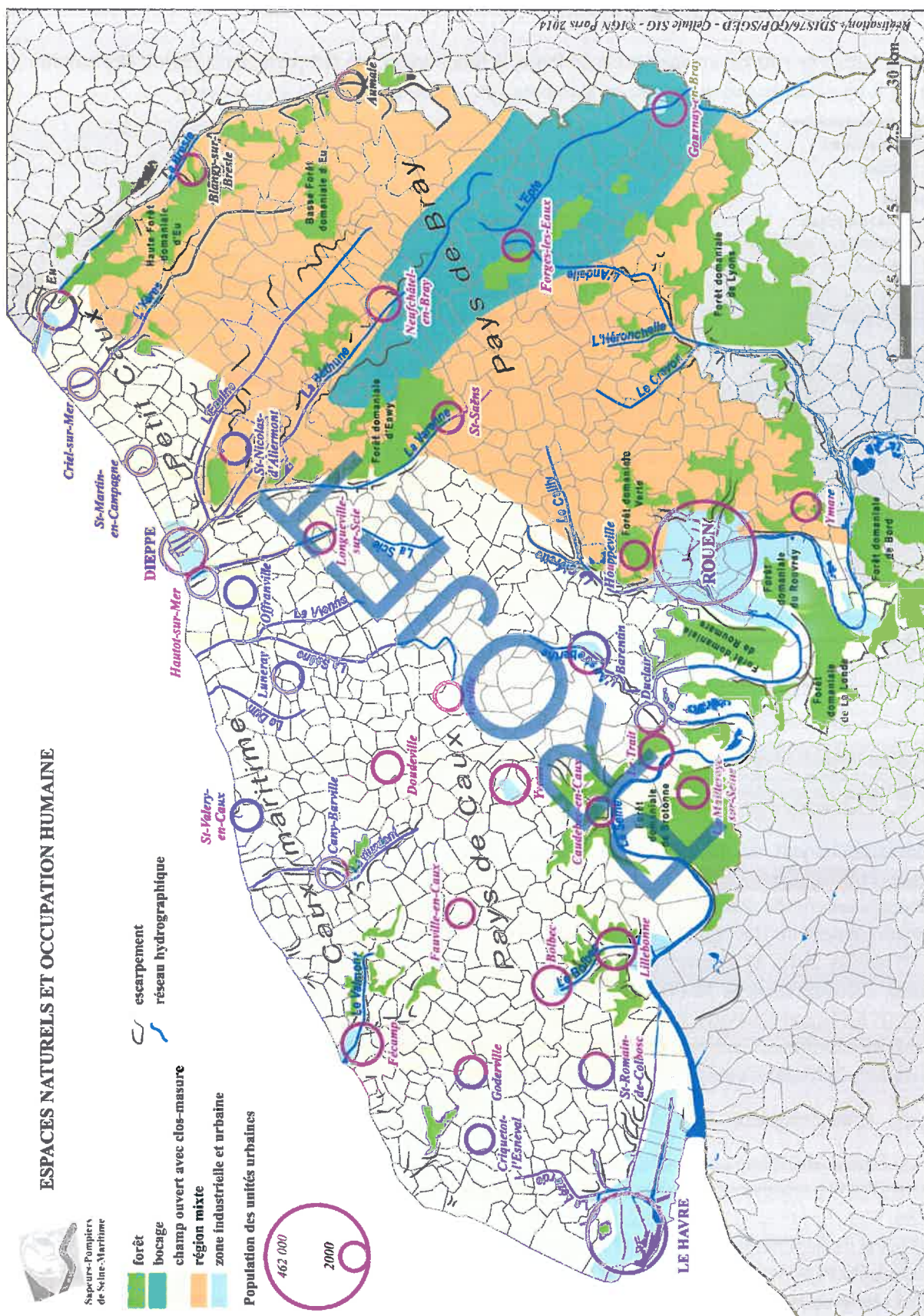


Figure 4 : Géographie du département de la Seine-Maritime

2. Le climat de la Seine-Maritime

D'une saison à l'autre, d'une année à l'autre, les nuances du climat normand varient. Il apparaît, dans son ensemble, comme un climat océanique dont l'originalité provient de la proximité de l'Atlantique et de la Manche.

La différence des températures entre l'océan et le continent explique l'importance des précipitations au cours des mois froids.

Les vents marins favorisent la pénétration des influences maritimes : minima d'hiver peu élevés, maxima d'été atténués, amplitudes médiocres, abondance des pluies.

La région peut ainsi être soumise, sur un laps de temps plus ou moins long, au renforcement de conditions climatiques d'origines polaire ou tropicale.

Comme pour de nombreuses régions côtières, la Normandie laisse apparaître un maximum pluviométrique parallèle à la côte et situé entre 10 et 30 km du rivage. En hiver, l'air marin se refroidit rapidement en arrivant sur le continent. Les précipitations apparaissent et augmentent d'intensité à quelques kilomètres du rivage. En été, la dorsale pluvieuse est plus éloignée (23 à 28 km environ dans le pays de Caux), le temps pour l'air marin de se réchauffer et de devenir instable.

Impact du changement climatique

Le changement climatique, lié au réchauffement, se traduit au niveau mondial par une accélération de l'élévation du niveau moyen de la mer par l'augmentation des masses d'eau (fonte des glaciers, calottes glaciaires...) et à la dilatation thermique des océans. La montée de la mer et les modifications associées à ce changement du niveau des eaux (modifications des courants de marée et de l'orientation des houles ainsi que les échanges sédimentaires) vont modifier le trait de côte et, en conséquence, les profils de plage.

Le scénario de l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique (ONERC) retenu est une élévation de soixante centimètres du niveau moyen de la mer en 2100.

Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), la France va connaître des vagues de chaleur plus fréquentes, des sécheresses plus marquées et, dans certaines régions, des pluies plus violentes : avec le réchauffement, la planète doit se préparer à une intensification des épisodes météorologiques extrêmes.

4. Démographie (source Insee 2014)

Avec une population relativement importante de 1 276 908 habitants (14^{ème} rang national) et une superficie relativement limitée de 6 278 km² (78^{ème} rang national), le département de la Seine-Maritime présente une densité de population élevée (203 hab/km²), proche du double de la moyenne de la France Métropolitaine (116 hab/km²).

La population est répartie de manière diffuse sur le territoire du département avec toutefois une densité de population nettement supérieure au niveau des agglomérations.



DENSITE DE LA POPULATION PAR COMMUNES EN 2014

classification des communes en fonction de la densité de population

discretisation selon la méthode des quantiles sur la base de la population officielle INSEE 2014
des communes de Seine-Maritime

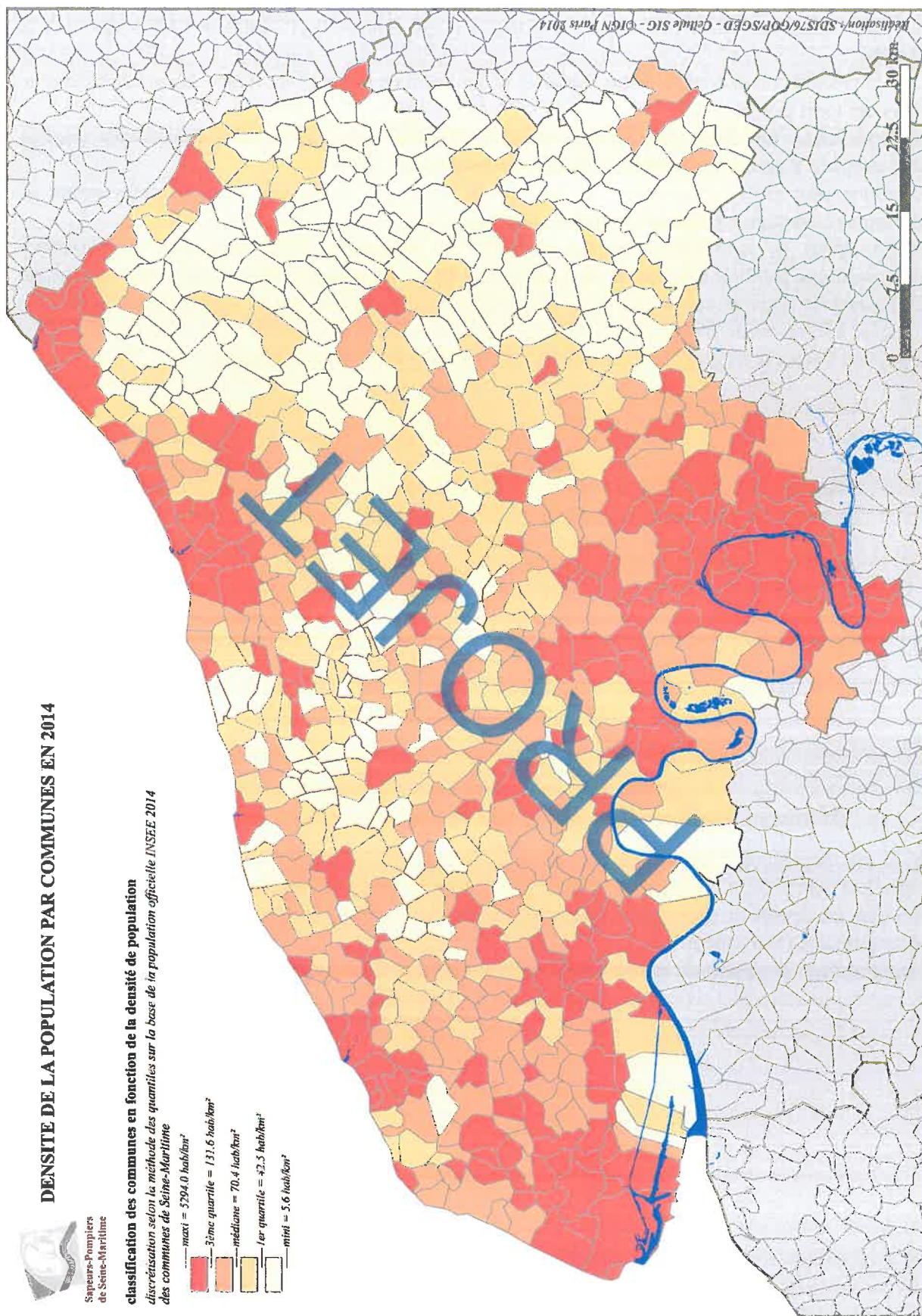
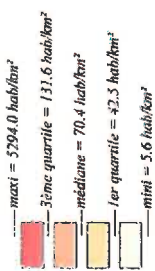


Figure 5 : Densité de population basée sur les données INSEE (population légale en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2014, avec pour date de référence statistique le 1^{er} janvier 2011)

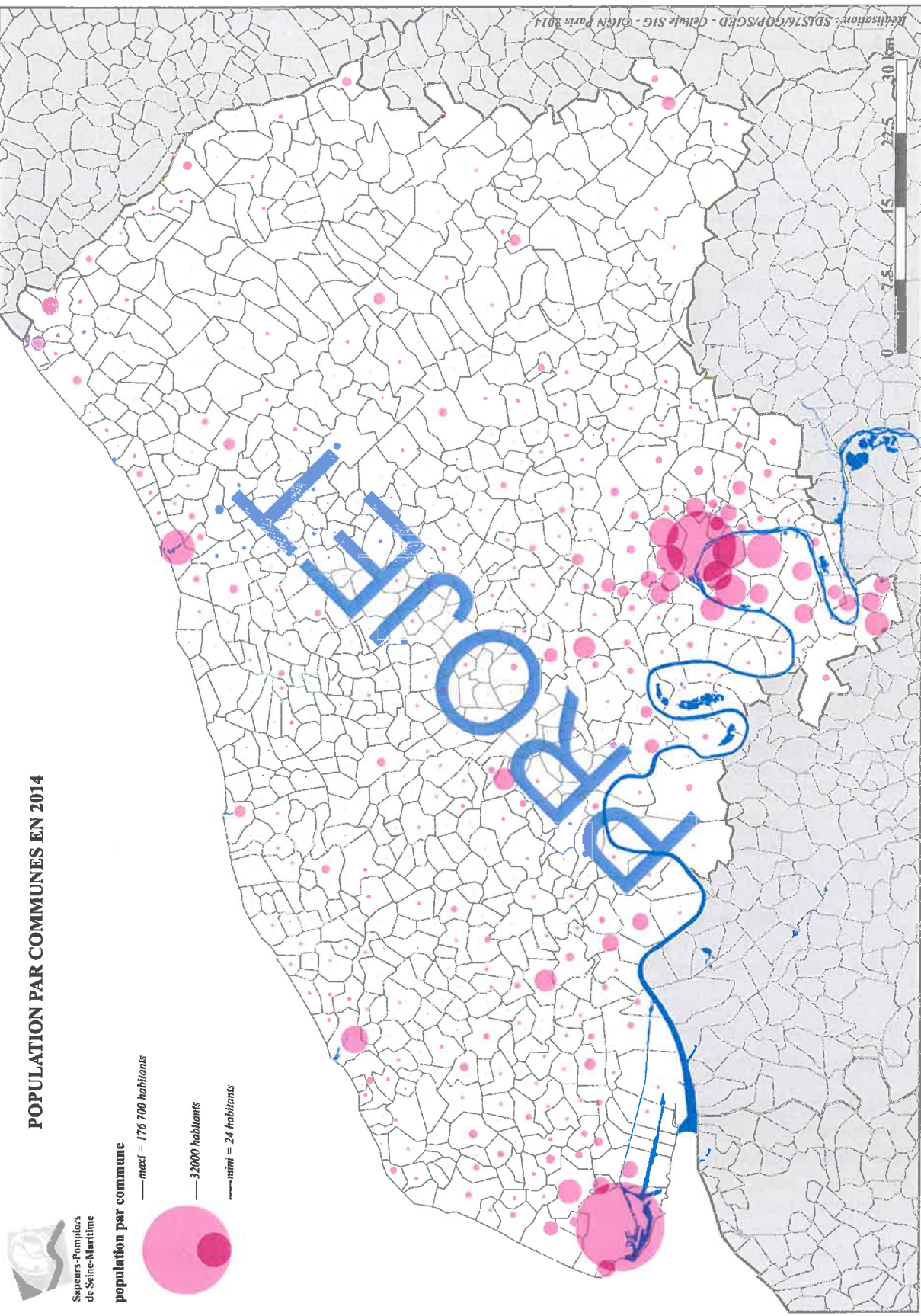


Figure 6 : Densité de population basée sur les données INSEE (population légale en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2014, avec pour date de référence statistique le 1^{er} janvier 2011)

La population est plutôt urbaine avec 72% des habitants regroupés dans des villes de plus de 2 000 habitants.

La croissance démographique de la Seine-Maritime a subi une forte érosion lors du dernier demi-siècle et celle-ci se situe aujourd'hui au 83^{ème} rang national.

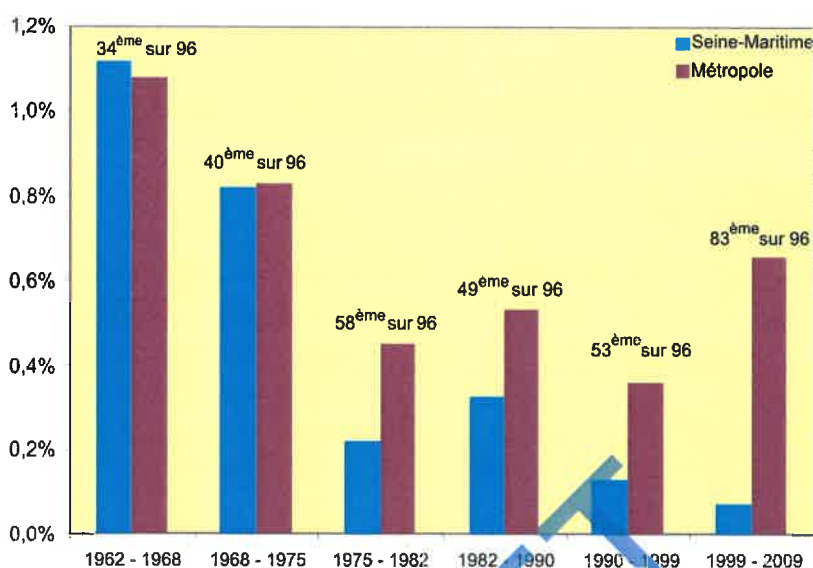


Figure 7 : Taux de croissance annuel moyen de la population (données INSEE Janvier 2012)

La répartition par tranche d'âge est globalement dans la moyenne nationale, avec néanmoins une proportion de jeunes légèrement supérieure à la moyenne et une proportion de seniors légèrement moindre.

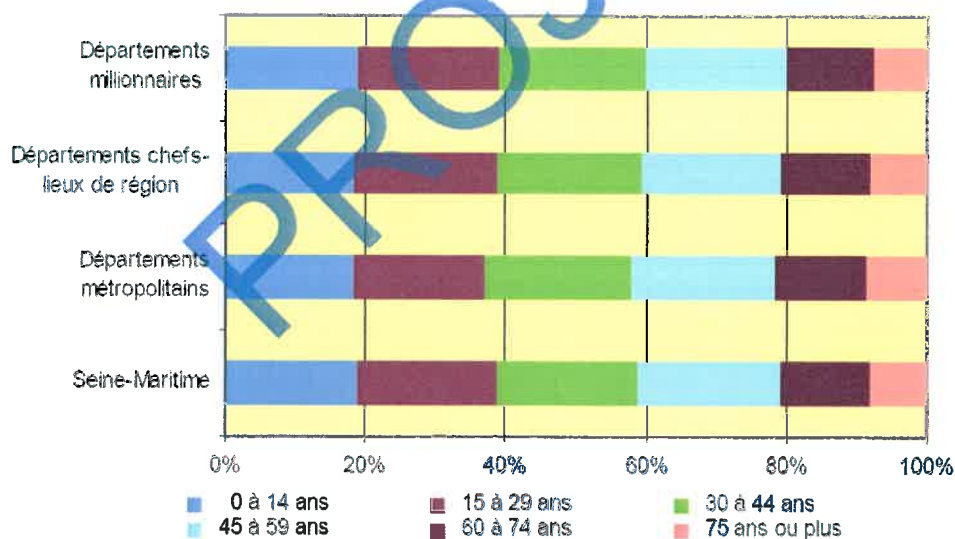


Figure 8 : Structure par âge de la population seino-maritime comparée aux autres départements (données INSEE de 2007)

Le vieillissement de la population se poursuit en Seine-Maritime : la population âgée de 60 ans et plus va augmenter de près d'un tiers d'ici 2020. Suivant cette progression, le nombre de personnes âgées dépendantes devrait augmenter de 18 % dans les quinze prochaines années.

Comme dans beaucoup de départements, le vieillissement de la population est un facteur susceptible d'augmenter la sollicitation du service dans le cadre des missions de secours d'urgence aux personnes.

5. Activités économiques et touristiques

1. Activités économiques de la Seine-Maritime

La Seine-Maritime possède un patrimoine économique riche : industries reconnues au niveau international, filières porteuses d'avenir et pourvoyeuses d'emplois, deux grands ports maritimes (Rouen et Le Havre), un goût prononcé pour les nouvelles technologies, le tourisme, le commerce et l'artisanat...

Établissements	Seine-Maritime (76)	France métropolitaine
Nombre d'établissements actifs au 31 décembre 2010	80 821	5 615 424
Part de l'agriculture, en %	9,3	11,5
Part de l'industrie, en %	5,8	5,7
Part de la construction, en %	8,3	9,5
Part du commerce, transports et services divers, en %	60,4	59,6
dont commerce et réparation automobile, en %	18,2	16,8
Part de l'administration publique, enseignement, santé et action sociale, en %	16,2	13,9
Part des établissements de 1 à 9 salariés, en %	30,5	26,6
Part des établissements de 10 salariés ou plus, en %	9,1	6,6

Champ : ensemble des activités

Source : Insee, CLAP (connaissance locale de l'appareil productif)

Tableau 1 : Répartition des emplois par secteur d'activité de la Seine-Maritime vis-à-vis de la France Métropolitaine (Source : INSEE, CLAP)

Industrie

Le département de Seine-Maritime se classe notamment au :

- 1^{er} rang français pour le raffinage du pétrole, les huiles et additifs, la fabrication d'engrais, la culture du lin,
- 2^{ème} rang français pour le trafic portuaire,
- 1^{er} rang mondial pour le blasonage de luxe.

En Seine-Maritime, l'industrie est une tradition ancienne, née autour du textile puis déclinée au sein des complexes pétrochimiques et des aménagements de pointe dans les domaines de l'énergie, du transport, etc.

La plupart des grands secteurs industriels sont aujourd'hui présents dans le département. Prédominant la chimie, les équipements mécaniques et surtout la construction automobile, véritable fer de lance de l'économie départementale assurant plus de 15 % des exportations. Le système productif est caractérisé par de très grands établissements. Une dizaine d'entre eux compte plus d'un millier de salariés et une trentaine plus de 500.

Les employeurs les plus importants du secteur sont :

- les usines Renault de Sandouville et Cléon (effectif de plus de 6 000 salariés),
- la plateforme de raffinage et de pétrochimie Total sur la zone industrielle havraise,
- les verreries du Courval dans le Pays de Bray,
- Saint-Gobain Desjonquères au Tréport.

Un cinquième (soit plus de 100 000) des emplois salariés en Seine-Maritime sont industriels :

- 36 % dans la production de biens intermédiaires (chimie, plastiques, papier, métallurgie),
- 19 % dans les biens d'équipement (aéronautique, mécanique, électronique),
- 15 % dans l'industrie automobile,
- 11 % dans l'industrie agro-alimentaire,
- 10 % dans l'énergie (centrales nucléaires de Paluel et Penly, centrale thermique du Havre),
- 9 % dans les biens de consommation.

Les principales zones industrielles sont situées en vallée de Seine, notamment dans les agglomérations de Rouen-Elbeuf et du Havre ainsi qu'à Port-Jérôme qui constitue un des principaux sites pétrochimiques européens. La vallée de la Bresle quant à elle est spécialisée dans le travail du verre. D'autres spécialités liées principalement à l'activité automobile se sont installées en Seine-Maritime, comme le pôle mécanique de précision de Saint-Nicolas-d'Aliermont ainsi que de nombreux équipementiers automobiles, autour de Sandouville.

Si l'emploi industriel tend à la baisse, les petites et moyennes entreprises se développent. C'est notamment le cas du secteur de la chimie fine, de la biologie et de la santé avec des industries pharmaceutiques (Sanofi, Aventis), mais aussi des secteurs de la logistique et du transport.

Industrie portuaire

En Seine-Maritime, le secteur du transport est mis à l'honneur puisqu'il représente 9,3 % des emplois contre 6,1 % à l'échelle nationale. Les ports du Havre (premier port français pour le commerce extérieur et le nombre de conteneurs), de Rouen (premier port européen pour l'exportation des céréales), et de Dieppe (port fruitier et transmanche), témoignent de cette filière en développement.

Services et sous-traitance

Le secteur des services est le plus gros employeur de la Seine-Maritime (plus de 60 % des emplois). Facilitée par sa proximité vis-à-vis des entreprises, la sous-traitance génère bien plus d'emplois, que la moyenne nationale.

Santé, action sociale, administration publique, enseignement

Ce secteur encore une fois se situe au-dessus de la moyenne nationale bénéficiant de la forte densité de population.

Technologies innovantes

Les technologies de l'information et de la communication sont aussi installées en Seine-Maritime. En effet, le territoire accueille le centre de ressources informatiques de Haute-Normandie (CRIHAN) sur le Technopôle du Madrillet, mais aussi le parc d'activités technologiques de la Vatine sur l'agglomération de Rouen.

Énergies

Avec deux centrales nucléaires, Paluel et Penly (respectivement 4 tranches et 2 tranches de 1 300 MW) et le centre de production thermique du Havre, la Seine-Maritime a produit près de 50,5 milliards de kWh en 2007, soit 9,3 % de la production d'électricité nationale. Les deux raffineries situées en basse vallée de la Seine traitent près du tiers du pétrole brut importé en France et fabriquent 35 millions de tonnes de produits pétroliers divers.

Projets d'avenir

Les activités de fabrication et d'assemblage d'éoliennes au Havre

Deux consortiums ont été convaincus par la position géostratégique du port du Havre : Areva Wind et Alstom/EDF Énergies Nouvelles.

A°) Areva Wind et ses partenaires GDF Suez, Vinci et CDC Infrastructure

Areva Wind et ses partenaires GDF Suez, Vinci et CDC Infrastructure ont confirmé l'implantation d'un site industriel sur 36 hectares, quai Joannès Couvert.

Du 2 en 1 pour le site Areva puisqu'il comprendrait en réalité deux usines :

- l'une doit être consacrée à l'assemblage des nacelles des éoliennes,
- l'autre usine développera la fabrication des pales.

Un gage de productivité donc, mais également de qualité via la présence, toujours sur le site, d'un banc de test et d'essai grandeur nature avant l'installation du matériel en mer. Ce site industriel se traduira par la création de près de 2 000 emplois industriels directs dans les deux usines.

B°) Alstom et EDF Énergies Nouvelles

Le consortium formé par Alstom et EDF Énergies Nouvelles a également annoncé son implantation dans le port du Havre afin d'y développer l'éolien offshore.

Son projet : construire une unité de production de "fondations gravitaires", des cônes creux qui permettent la fixation des mâts d'éoliennes. Le consortium - qui réunit aussi Dong Énergies et WPD - a remporté les concessions pour les futurs champs d'éoliens offshore de Saint-Nazaire, Courseulles-sur-Mer et Fécamp, lors du dernier appel d'offres du Gouvernement, en avril 2012. L'usine qui s'érigera sur le quai de Bougainville devrait employer 600 personnes. 200 autres emplois seront créés, toujours au Havre, pour le fonctionnement du "port de base", qui permettra le transfert des fondations vers la pleine mer, en direction du parc éolien de Fécamp.

Areva, tout comme le consortium Alstom-EDF Énergies Nouvelles souhaitent tous deux démarrer l'activité de leurs usines en 2016.

Le programme EDF "Grand Carénage"

Programme de maintenance approfondie et de remplacement de gros composants, qui sera déployé sur l'ensemble du parc nucléaire à partir de 2015. Ce programme prévoit les modifications nécessaires pour prolonger la durée d'exploitation des centrales au-delà des 40 années initialement prévues. Il intègre également les enseignements tirés de l'accident de Fukushima.

Avec ses 4 réacteurs de 1300 MW, la centrale nucléaire de Paluel produit près de 9% de l'électricité d'origine nucléaire en France. Tête de série du palier 1300 MW, elle va ouvrir la voie du «Grand Carénage» du parc nucléaire, à partir de 2015 : un vrai challenge à relever pour EDF et l'ensemble de ses partenaires industriels.

Au cours des 4 visites décennales qui se dérouleront de 2015 à 2018, Paluel verra ses installations rénovées, modernisées, renforcées pour permettre la poursuite de son exploitation en toute sûreté.

Artisanat

Avec 12 000 entreprises, l'artisanat génère 36 500 emplois principalement dans les secteurs de la réparation, du transport, du bâtiment, ou de l'alimentation.

Agriculture

La surface du territoire seino-marin est partagée entre les grandes cultures céréalières dont les trois quarts des récoltes sont exportées (notamment via le port de Rouen) et l'élevage de vaches laitières et allaitantes.

Les céréales cultivées en Seine-Maritime sont principalement :

- le colza, servant à la fabrication de biocarburants (ester de colza et éthanol avec le blé et la betterave) dans deux usines du département,
- le lin, dont la culture est particulièrement adaptée au climat et aux sols locaux représente 25 000 hectares. La Seine-Maritime assure 30 % de la production française et sa qualité est reconnue mondialement. La fibre de lin est utilisée dans l'industrie textile mais aussi dans la fabrication des billets de banque et les équipements automobiles.

Sur un total de 9 000 exploitations représentant 11 000 emplois (équivalents plein temps), 4 700 sont professionnelles et regroupent 93 % de la surface agricole utilisée du département. Depuis vingt ans, les petites unités laissent place aux plus grosses structures.

Pêche

Cette activité, à 90% artisanale, s'exerce à partir des ports de Dieppe, Le Tréport, Fécamp, le Havre et Saint-Valery-en-Caux. Elle se pratique principalement avec de petits navires de moins de 12 mètres qui sortent pour de courtes durées (moins de 48h) en Manche-Est et dans la baie de Seine.

Projets d'avenir

Modernisation de la flotte

Conscient du potentiel de la filière pêche mais aussi de sa fragilité, le département de la Seine-Maritime a mis en place des outils destinés à préserver cette ressource, renforcer la pérennité de ce secteur et contribuer à un développement durable de la filière.

Modernisation des ports de pêches

Le Département favorise la modernisation des équipements, des ports de pêche, des criées et des marchés aux poissons dans un souci de transparence, de meilleure exploitation des données et d'augmentation de la traçabilité des produits.

2. Activités touristiques

La Seine-Maritime touristique en chiffres :

- 3 destinations : Côte d'Albâtre, vallée de Seine et campagnes (pays de Caux, pays de Bray, vallée de la Bresle),
- 1 site classé UNESCO : le centre du Havre reconstruit par Auguste Perret,
- 3 stations nautiques : Le Havre, Côte d'Albâtre et Dieppe,
- 130 km de côte,
- 4 Villes et Pays d'art et d'histoire (Le Havre, Fécamp, Dieppe et l'ensemble du territoire de l'agglomération Rouennaise),
- 29 châteaux et manoirs,
- 74 musées et 35 parcs et jardins,
- 1 Parc naturel Régional : PNR des Boucles de la Seine Normande,
- 5 bases de loisirs,
- 55 705 hectares de forêts et 1 500 km de cours d'eau,
- 10 stations vertes,
- 7 ports de plaisance,
- 26 plages surveillées,
- 9 casinos et 10 golfs,
- 250 hôtels soit 15 500 lits,
- 65 campings soit 18 474 lits,
- 8 abbayes,
- 80 itinéraires de randonnées soit 1421 km,
- 25 offices de tourisme et 4 syndicats d'initiative.

Un tourisme des 4 saisons

Le nombre total des nuitées françaises en Seine-Maritime s'élève à 9,8 millions (*Source* : SOFRES 2012).

La Seine-Maritime se situe dans le 1^{er} quart des départements français en nombre de destination des Français (2,5 millions).

L'augmentation de la durée moyenne des séjours dans le département (4 nuits) permet à la Seine-Maritime de faire partie des « destinations de vacances » et non plus seulement d'être une « destination de week-ends et courts séjours ».

Qui sont nos visiteurs ?

Les français qui visitent le département de la Seine-Maritime viennent majoritairement d'Ile-de-France (41 %) puis des régions limitrophes et de Normandie (35 %). Les autres provenances sont diverses (Rhône-Alpes, Centre, Bretagne, ...) et ne représentent que 24 % des touristes français qui viennent en Seine-Maritime.

En ce qui concerne les visiteurs provenant de l'étranger, un quart de ces touristes sont originaires de Grande-Bretagne, 15% de Belgique, 15 % des Pays-Bas et 14 % d'Allemagne.

La majorité des courts voyages sont d'ordre personnel et en représentent 69,4 %.

L'hébergement à titre gratuit représente 72,6 % des nuitées pour motif personnel (hébergement en résidence secondaire et famille ou amis).

6. Infrastructures de transport

1. Infrastructures routières et autoroutières :

Le département de la Seine-Maritime dispose d'un réseau routier particulièrement dense : aux 6 787 km d'autoroutes, routes nationales et départementales (6^{ème} rang national) viennent s'ajouter 9 210 km de voies communales (18^{ème} rang national). Ce réseau comporte six itinéraires dits « stratégiques » car ils assurent un lien majeur entre le littoral, la vallée de la Seine, le pays de Bray et le pays de Caux. Il s'agit de la RD 915 entre Dieppe et Gournay-en-Bray, la RD 919/A28 jusqu'à Forges-les-Eaux, la RD 925 du Havre au Tréport en passant par Fécamp et Dieppe, la RD 926 entre Fécamp et la RN15, la RD 982 et 43 de Rouen à Tancarville via Rives-en-Seine et les RD 131, 490 et 913 sur l'axe Yvetot, Pont de Brotonne, Arelaune-en-Seine. Sur ces six axes, la fréquentation a augmenté de 5 % sur une année.

Pas moins de 5 000 à 12 000 véhicules par jour sillonnent ces routes qui quadrillent la Seine-Maritime d'est en ouest et du nord au sud.

Les axes autoroutiers traversant le département sont les suivants :

- A28 : au nord, elle permet de relier Rouen à Abbeville, pour rejoindre l'Angleterre via le tunnel sous la Manche. Au sud, le tronçon entre Rouen et Tours permet d'accéder à l'autoroute A10 qui lie Paris à Bordeaux.
- A29 : avec le pont de Normandie, elle soude le Havre à Montfleury. Au sud, elle permet un accès direct à la Bretagne par l'autoroute des estuaires. Au nord, elle conduit vers Amiens et l'Europe du Nord.
- A13 et A131 : elles permettent, grâce au pont de Tancarville, de joindre Paris depuis Le Havre en passant au sud de Rouen.
- A150 et A151 : relayées par des sections de voies rapides, elles permettent de rapprocher Rouen d'Yvetot et de Dieppe.

Depuis début 2015, le prolongement de l'autoroute A150 est actif. Il permet :

- le bouclage de la liaison autoroutière Rouen-Le Havre (80 km) par le nord de la Seine,
- la desserte du pays de Caux (Saint-Valéry-en-Caux, Fécamp, Etretat), depuis Rouen et Paris,
- d'améliorer la sécurité routière : la route départementale existante, la RD 6015, régulièrement congestionnée, enregistre un taux élevé d'accidents (70 accidents dont 15 mortels recensés en 5 ans).

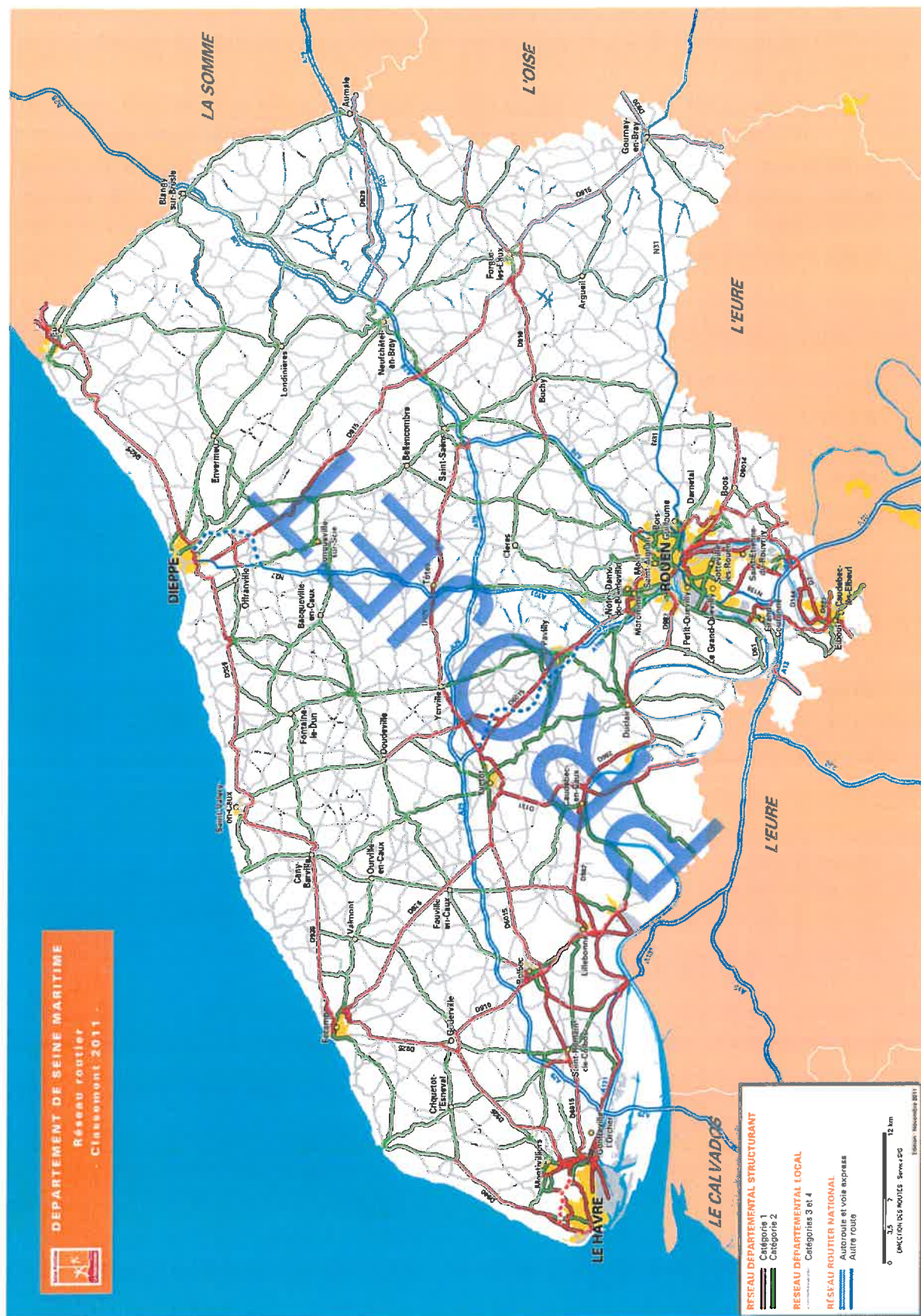


Figure 9 : Le réseau routier seino-marin de compétence partagée (Source : Conseil départemental de la Seine-Maritime)

Le réseau routier se décompose en deux types de réseau :

- le réseau structurant, soit 2 150 km, lequel comprend les routes de :
 - 1^{ère} catégorie : axes dont le trafic est très élevé et regroupe les itinéraires départementaux stratégiques et les routes assurant les connexions au réseau national concédé et non concédé.
 - 2^{ème} catégorie : réseau d'échanges structurant destiné à permettre les liaisons rapides de desserte entre les grands pôles économiques, le contournement des agglomérations, ...
- le réseau routier local, soit 4 400 km, qui regroupe les routes de 3^{ème} et 4^{ème} catégories. Ce réseau permet un maillage complémentaire pour une desserte affinée du territoire. Son rôle est essentiellement d'accueillir les différents modes de déplacement (véhicules légers et poids lourds occasionnellement pour la desserte).

Le réseau routier national non transféré et non concédé de la Seine-Maritime concerne les voies suivantes :

- RN 15,
- RN 27,
- RN 28,
- RN 31,
- RN 138,
- RN 282,
- RN 182,
- RN 338,
- A28,
- A131,
- A150,
- A151,
- RN 1338 et RN 2338 (Pont Flaubert et ses accès).

2. Infrastructures ferroviaires

Le transport de passagers par la SNCF est réparti sur 3 axes transitant par Rouen :

- Rouen-Amiens,
- Rouen-Dieppe,
- Rouen-Yvetot-Le Havre.

Ce dernier constitue l'axe majeur du réseau ferroviaire du département.



Figure 10 : Le réseau TER de la Haute-Normandie

3. Infrastructures portuaires et traversée de la Seine

Les activités portuaires sont réparties sur différents sites en Seine-Maritime :

- le grand port maritime du Havre dont le port pétrolier d'Antifer (2^{ème} port français, 1^{er} port français pour le trafic de conteneurs),
- le grand port maritime de Rouen (5^{ème} port français, 1^{er} port européen de céréales),
- les ports secondaires de Dieppe, Fécamp, et Le Tréport.

En parallèle du transport de marchandises, les ports de Dieppe et du Havre proposent des traversées transmanche régulières à destination de l'Angleterre :

- la compagnie Brittany Ferries assure la ligne le Havre-Portsmouth à raison d'une traversée (aller-retour) quotidienne pour un maximum de 650 passagers, 127 voitures et 51 camions,
- la société Dfds Seaways assure la ligne Dieppe-Newhaven. Elle dispose de deux navires pouvant transporter 140 voitures, 40 camions et 600 passagers. Un navire assure deux fois par jour la liaison Dieppe-Newhaven.

Le transport de marchandises est présent sur le parcours de la Seine où les navires de fret peuvent également croiser des bateaux de transport collectif (navires de croisières, bateaux à voiles).

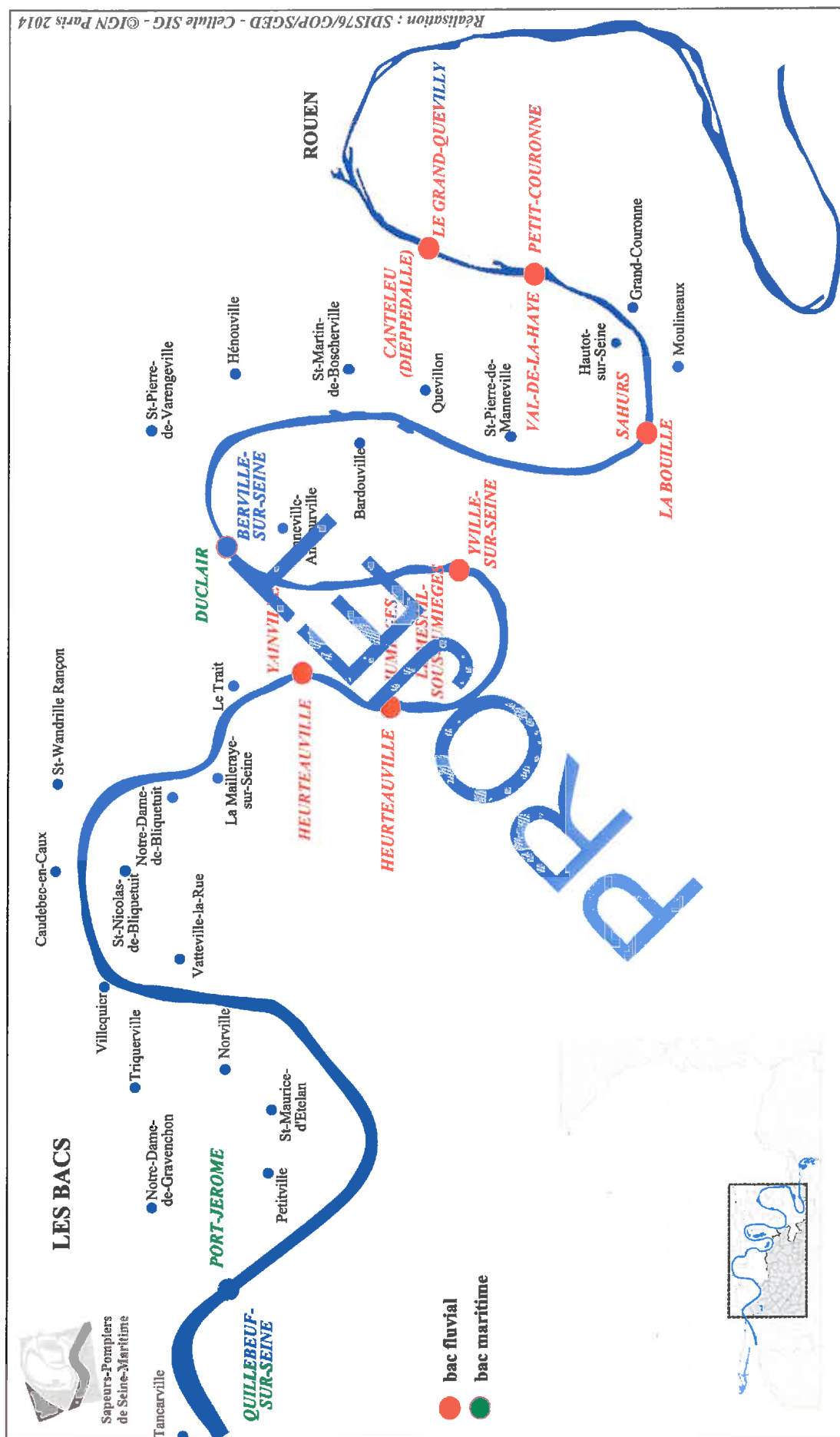
Bacs

Huit bacs assurent la traversée de la Seine aux véhicules et aux passagers toute l'année, week-end et jours fériés compris. Ils sont gérés par le Conseil départemental de la Seine-Maritime et transportent chaque année plus de 10 millions de passagers.

Ils permettent la liaison entre les communes suivantes :

- La Bouille - Sahurs,
- Duclair - Berville-sur-Seine,
- Jumièges - Heurteauville,
- Le Mesnil-sous-Jumièges - Yville-sur-Seine,
- Petit-Couronne - Val-de-la-Haye,
- Port-Jérôme - Quillebeuf-sur-Seine,
- Yainville - Heurteauville ,
- Canteleu (Dieppedalle) - Grand-Quevilly.

PROJET



Ponts

En complément des huit bacs, treize ponts routiers sont répartis le long de la Seine entre le Havre et Elbeuf pour franchir ce fleuve. Six d'entre eux supportent la majeure partie du trafic :

- le pont de Normandie avec l'A29,
- le pont Flaubert avec l'A150,
- le pont Mathilde reliant l'A28,
- le pont de Tancarville avec l'A131 reliant l'A13 et l'A29 aux portes du Havre,
- le viaduc d'Oissel avec l'A13,
- le viaduc de Criquebeuf-sur-Seine avec le prolongement de l'A13.

PROJET

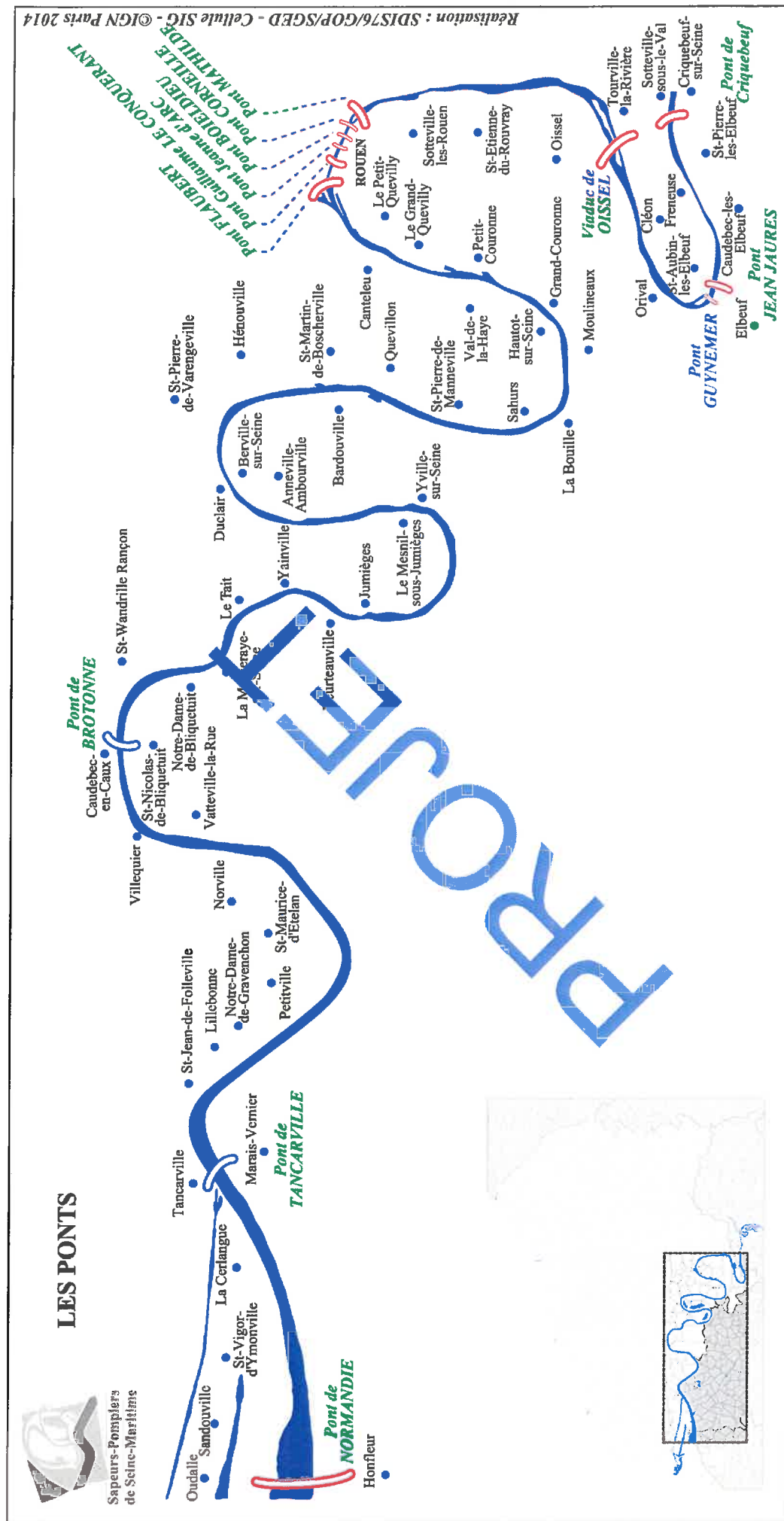


Figure 12 : Localisation des ponts sur la Seine en Seine-Maritime

En ce qui concerne le trafic moyen quotidien sur ces ponts, certains d'entre eux bénéficient d'un comptage assuré par les services du Conseil départemental précisant également la part des poids lourds :

Pont	Trafic moyen quotidien en nombre de véhicules	% de Poids Lourds dans le trafic
Pont de Normandie	27000	15.3%
Pont de Tancarville	18500	24.4%
Pont de Brotonne	9600	10.9%
Pont Flaubert	46700	NC
Pont Guillaume le Conquérant - Rouen	36000	NC
Pont Jeanne d'Arc - Rouen	NC	NC
Pont Boieldieu - Rouen	NC	NC
Pont Pierre Corneille - Rouen	11600	NC
Pont Mathilde - Rouen	80600	8.8%
Viaduc d'Oissel	92000	10.1%
Pont Guynemer - Elbeuf	NC	NC
Pont Jean Jaurès - Elbeuf	21000	2.6%
Viaduc de Criquebeuf-sur-Seine	76600	11.3%

Tableau 2 : Trafic moyen quotidien sur les ponts

4. Infrastructures aéroportuaires

Le département de la Seine-Maritime dispose de deux aéroports proposant des vols réguliers à destination des principaux aéroports français et européens.

L'aéroport du Havre	L'aéroport de Rouen - Vallée de Seine
<p>Situé à 6 km du centre-ville du Havre, l'aéroport s'étend le long de la côte (constituée de falaises), sur les communes du Havre et d'Octeville-sur-Mer.</p> <p>L'aéroport propose des activités d'aviation de loisir et d'affaire.</p> <p>Il propose aussi des vols « vacances » saisonniers avec les allers-retours uniques. Par exemple pour l'année 2014, les destinations proposées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Hiver - Chypre, Laponie - Printemps - Croatie, Malte, Crète, Iles Canaries, Monténégro, Norvège, Budapest, Bulgarie, Pays Baltes, Pologne, Saint-Petersbourg, Corse, Irlande, Madère - Eté - Grèce, Croatie, Madère, Portugal <p>L'aéroport représente pour l'année 2013 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un trafic total de 13 607 passagers, - et aucun fret (8 en 2012). 	<p>Situé à 10 km du centre-ville de Rouen, l'aéroport s'étend sur les espaces agricoles des communes de Boos, Franqueville-Saint-Pierre et Saint-Aubin-Celloville.</p> <p>L'aéroport propose des activités d'aviation de loisir et d'affaire.</p> <p>L'aéroport propose aussi des activités de baptême de l'air, de location d'avions et de formation de pilotes.</p> <p>Une ligne « vacances » est également proposée. Elle relie Rouen à Figari (Corse), du mois de mai à septembre, un jour par semaine avec Brussels Airlines et compte 97 sièges à bord.</p> <p>L'aéroport représente pour l'année 2013 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un trafic total de 4 636 passagers, - et 7 frets (3 en 2012).

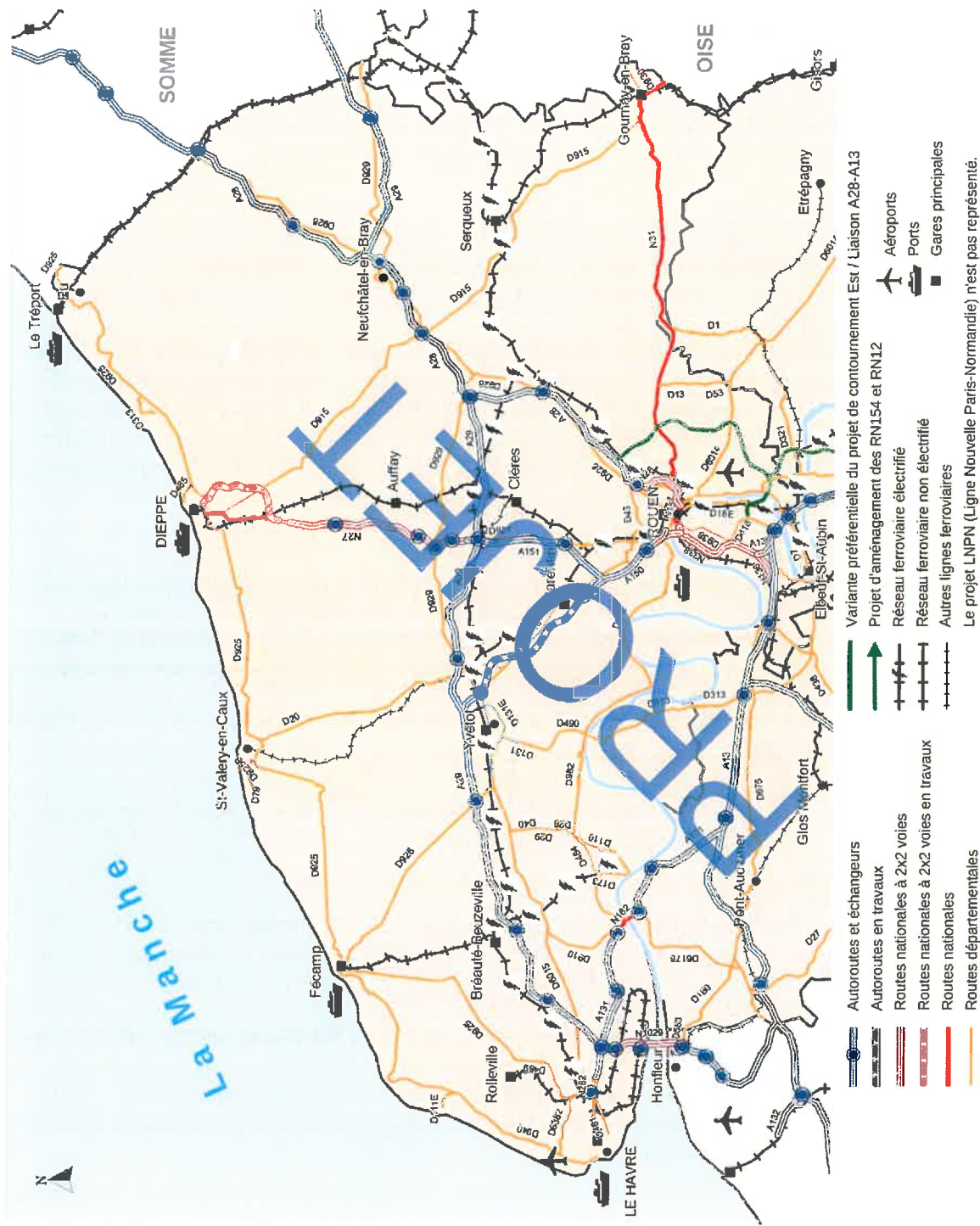


Figure 13 : Grandes infrastructures de transport de la Seine-Maritime (Source : DREAL)

Projets d'avenir

La ligne nouvelle Paris-Normandie

Le projet : créer une ligne nouvelle entre Paris et le Havre via Rouen, et entre Paris et Caen.

Les enjeux :

- améliorer l'accessibilité de la Normandie*
- contribuer à faire de la vallée de la Seine un axe de développement du Grand Paris, et du Havre le port de la capitale.*

Les objectifs :

Placer les villes du Havre et de Caen à 1 heure 15 de Paris au lieu de 1 heure 45 à 2 heures aujourd'hui, Rouen à 45 minutes au lieu de 1 heure 10 minimum. A la clef également, un nouvel accès à la Défense, en plus d'un terminus maintenu à Paris Saint-Lazare.

HAROPA 2030

HAROPA 2030 est la stratégie d'un ensemble portuaire (le Havre, Rouen, Paris) qui veut définir sa place dans le monde qui vient, en conjuguant les atouts et les spécificités des 3 ports qui le composent. Le projet prévoit notamment qu'en 2030 le trafic maritime sera de 120 à 140 Mt, soit une hausse de 50% par rapport à 2012.

Les ports d'HAROPA, associé à PNA (Ports Normands Associés), au Syndicat Mixte du Port de Dieppe et au Conseil départemental de la Seine-Maritime, ont notamment initié une démarche collaborative qui associera les acteurs institutionnels pour mener à bien un projet proposant des solutions d'avitaillement en carburants alternatifs comme le GNL (Gaz Naturel Liquéfié) aux armements maritimes et fluviaux et des solutions de distribution et stockage respectueuses de l'environnement.

Le contournement Est de Rouen (jonction A13 – A28)

Carrefour de nombreuses routes et autoroutes très fréquentées, l'agglomération rouennaise est victime d'une importante congestion routière qui dégrade la qualité de vie des habitants.

En créant une liaison directe entre l'A28, au nord-est de Rouen et l'A13, au sud-ouest de Rouen, le projet entend détourner une part du trafic de transit du réseau local, notamment des poids-lourds et la maintenir sur une infrastructure autoroutière.

De même, les trafics desservant les zones logistiques et portuaires pourront emprunter un itinéraire 2x2 voies sécurisé, évitant la traversée du centre-ville de Rouen par le fret routier et les transports de matières dangereuses. Le projet s'accompagnera de mesures de restriction de circulation des poids-lourds sur de nombreux axes routiers.

La gare de Rouen rive gauche

Le projet d'implantation d'une nouvelle gare rive gauche est attendu pour améliorer les transports et pour la dynamique économique qu'il devrait impulser. Le projet prévoit la construction d'une nouvelle gare au cœur de Rouen, sur la rive gauche, au pied de la tour des archives, dans le quartier Saint-Sever.

Le choix de ce site permettra de favoriser la construction de logements, de bureaux et d'équipements.

La création d'un quartier d'affaires emblématique, lié à la nouvelle gare, donc bien relié à l'Ile-de-France, a pour but de relancer le dynamisme économique du marché de l'emploi à Rouen, et dans toute la Haute-Normandie.

7. Infrastructures sanitaires

Source : Sros 2012-2017 de la Haute-Normandie

Les ressources de l'Etat et de l'assurance maladie sont rassemblées et administrées sur le plan régional au niveau des agences régionales de santé (ARS) pour renforcer l'efficacité collective et garantir l'avenir du service public de la santé. En Haute-Normandie, l'ARS a arrêté le 1^{er} octobre 2010 quatre territoires de santé :

- le territoire de Rouen/Elbeuf,
- le territoire du Havre,
- le territoire de Dieppe,
- le territoire d'Evreux/Vernon.

Ils représentent la dimension territoriale des orientations stratégiques de l'ARS sur tous ses champs de compétence. Ils sont représentés sur la carte suivante :

PROJET

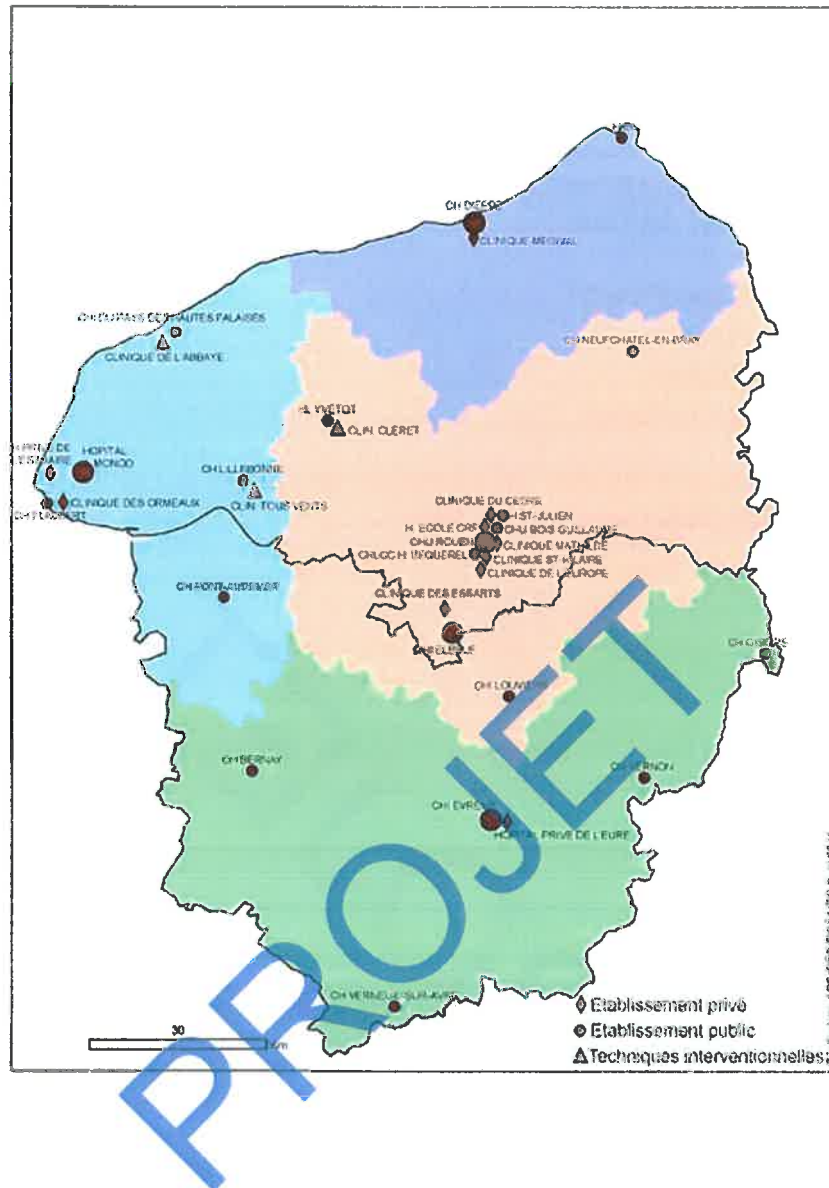


Figure 14 : Les établissements hospitaliers répartis par territoires de santé en Haute-Normandie prévues pour 2016 (Source : Sros 2012-2017)

1. Les établissements hospitaliers publics et privés de la Seine-Maritime

Les établissements hospitaliers publics et privés qui sont le siège d'au moins une structure d'urgence en Seine-Maritime sont les suivants :

	Établissements de santé :			
	publics de recours ou de référence	avec plateaux techniques en imagerie, biologie, et comportant des unités de chirurgie et/ou de médecine	publics de proximité sans plateau technique	spécialisés dans la prise en charge des urgences pédiatriques
Territoire de Rouen/Elbeuf	- CHU de Rouen (adulte) - CHI Elbeuf-Louviers, (site des Feugrais)	- CHU de Rouen (site de l'hôpital Saint Julien), - CHI Elbeuf Louviers (site de l'hôpital de Louviers), - Clinique du Cèdre, - Clinique de l'Europe.		- CHU de Rouen
Territoire du Havre	- Groupe Hospitalier du Havre (site Monod : adulte et pédiatrique).	- CH Fécamp, - CH Pont-Audemer, - CH Lillebonne, - Clinique des Ormeaux, - Hôpital privé de l'estuaire (HPE).		- Groupe Hospitalier du Havre
Territoire de Dieppe	- CH de Dieppe		- CH d'Eu	

Tableau 3 : Les établissements publics et privés de la Seine-Maritime (Sros 2012-2017)

2. L'organisation et les moyens de la prise en charge de l'urgence pré-hospitalière

La prise en charge de l'urgence vitale pré-hospitalière est articulée autour de 2 services d'aide médicale urgente (SAMU), 8 structures mobiles d'urgence et de réanimation (SMUR) et une équipe SMUR pédiatrique :

- SAMU-centres 15 : SAMU 76A (Rouen), SAMU 76B (Le Havre),
- 2 centres de régulation de la permanence des soins inclus dans les centres 15.
- 7 SMUR :
 - territoire de Rouen : CHU de Rouen, centre hospitalier d'Elbeuf-Louviers (site les Feugrais),
 - territoire de santé du Havre : Groupe Hospitalier du Havre, centre hospitalier de Fécamp, Lillebonne ainsi que la récente installation en 2007 du SMUR de Pont-Audemer,
 - territoire de Dieppe : centre hospitalier de Dieppe et une antenne de SMUR au CH de EU rattachée au CH de Dieppe.

- les transports pédiatriques et néonataux médicalisés sont réalisés par le SMUR de Rouen, spécifiquement médicalisé par des compétences en pédiatrie, et du Havre

L'accessibilité des SMUR aux communes de la Haute-Normandie est présentée sur la figure suivante :

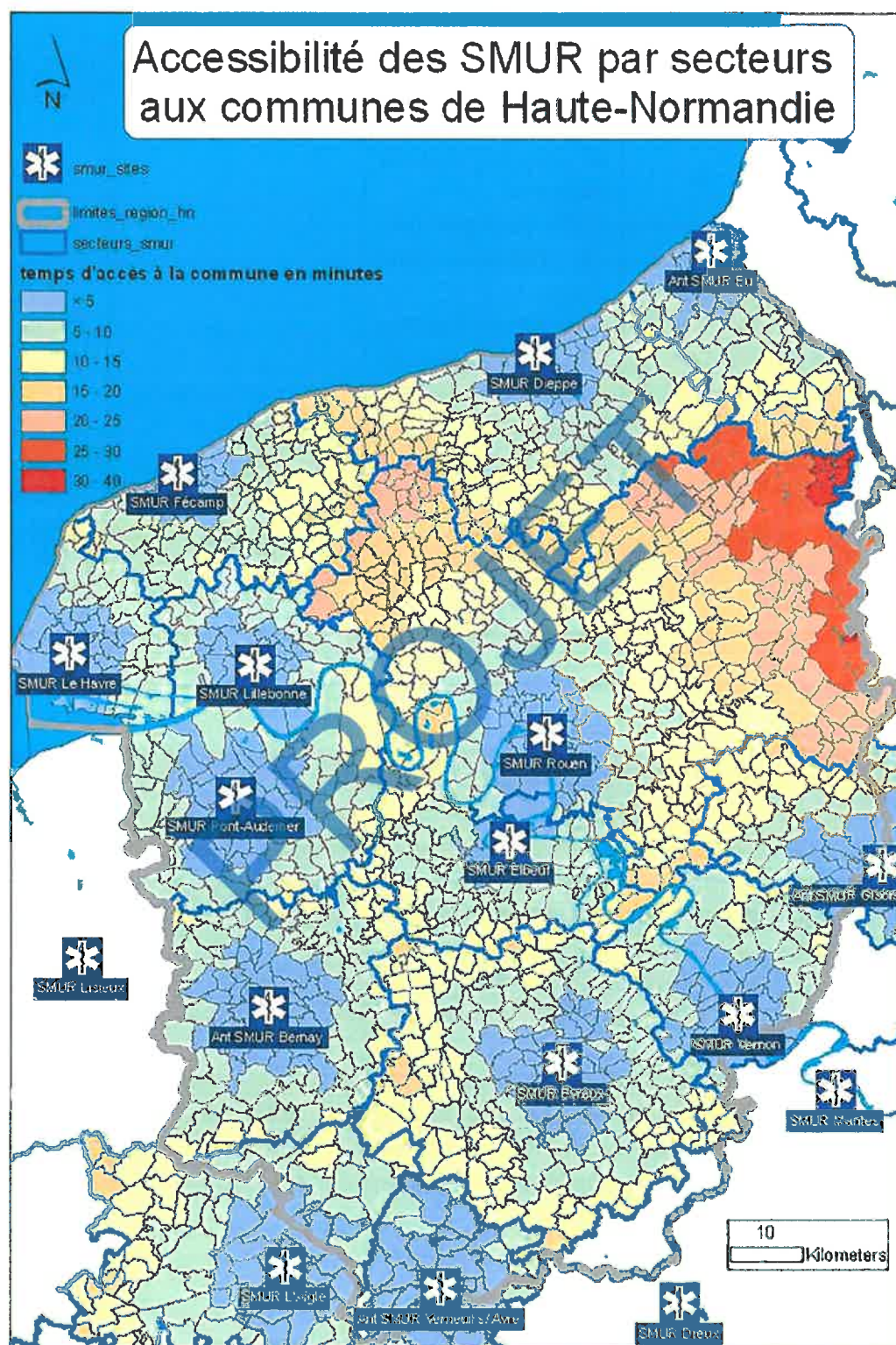


Figure 15 - Accessibilité des SMUR en Haute-Normandie (2008) (Source : Sros 2012-2017)

En ce qui concerne la Seine-Maritime, il existe une zone située à l'Est pour laquelle l'accès des SMUR s'effectue avec un délai de route pouvant aller de trente à quarante minutes.

Dans le cadre de la circulaire interministérielle DHOS/O1/DDSC/BSIS n° 2007-457 du 31 décembre 2007, précisant la nécessité d'établir une mise en cohérence des Sdacr et des Sros, le Sdis participe à l'aide médicale urgente (AMU) par le biais de ses médecins et infirmiers de sapeurs-pompiers afin d'assurer la prise en charge des victimes dans l'attente de l'équipe médicale hospitalière.

A ce titre, un dispositif de type véhicule léger infirmier (VLI) a été mis en place les weekends au CIS de Forges-les-Eaux. Il constitue une première réponse AMU fournie par le Sdis sur l'est du département de la Seine-Maritime. Les infirmiers participant à ce dispositif répondent aux exigences du protocole infirmier de soins d'urgence (PISU).

Ces dispositions ont été confortées par l'arrêté du 5 juin 2015 portant modification de certaines annexes du référentiel commun d'organisation du secours aux personnes et de l'aide médicale urgente du 25 juin 2008, mis en œuvre par l'arrêté du 24 avril 2009.

De plus, la mise en œuvre récente d'un hélismur permet d'optimiser la réponse de l'aide médicale d'urgence notamment sur l'est et le centre du territoire de la Seine-Maritime. De même, ce vecteur doit permettre de réduire le temps de mobilisation des moyens du Sdis dans le cadre de transports médicalisés.

3. Transports sanitaires privés

Les transports sanitaires d'urgence (TSU) ont pour mission d'assurer les transports sanitaires des personnes qui le nécessitent dans le cadre d'une prescription médicale et dans le respect du libre choix du patient.

Ils sont organisés au sein d'une association départementale des transports sanitaires urgents 76 (ADTSU 76).

Conformément au décret n°2003-617 du 23 juillet 2003 relatif à l'organisation de la garde départementale assurant la permanence du transport et notamment, dans le cadre du cahier des charges arrêté par le préfet et fixant les conditions d'exercice de la garde obligatoire pour toutes les entreprises, ils répondent sans délais aux demandes du SAMU, seul organisme habilité à les mobiliser.

Hors période de garde, l'ADTSU 76 organise une réponse permanente avec des ambulanciers volontaires.

Dans le cadre de leur participation à l'aide médicale urgente, les ambulanciers privés sont chargés d'assurer, conformément à la décision de la régulation du SAMU, les transports sanitaires urgents vers les établissements de santé.

Depuis 2014, l'Agence Régionale de Santé (ARS) de la Haute-Normandie a initié la révision du schéma régional d'organisation des transports sanitaires en Haute-Normandie.

Cette révision s'inscrit dans le prolongement du décret n° 2012-1007 du 29 août 2012 qui modifie certaines dispositions relatives à l'agrément des entreprises de transports sanitaires et à l'autorisation de mise en service des véhicules sanitaires afin d'améliorer la régulation de l'offre de véhicule et d'assurer une meilleure adéquation aux besoins de la population en matière de transport allongé et assis de patients.

Cette perspective doit permettre de favoriser un rééquilibrage du parc en termes de catégorie des véhicules ou de leur implantation en fonction des quotas départementaux et ainsi, optimiser la gestion de disponibilité de ces vecteurs.

En conséquence, le nouveau Schéma régional d'organisation des transports sanitaires en Seine-Maritime devrait engendrer à terme, une diminution du nombre de sollicitation des moyens du Sdis par carence de moyens de transports sanitaires privés.

PROJET

Chapitre III : Présentation du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

1. Compétences et autorités du Sdis

1. Compétences du Sdis

La loi du 3 mai 1996 relative à l'organisation des services d'incendie et de secours attribue au Sdis :

- une **compétence exclusive** en matière de prévention, de protection et de lutte contre les incendies,
- une **compétence partagée** pour la protection et la lutte contre les autres accidents, sinistres et catastrophes, pour l'évaluation et la prévention des risques technologiques ou naturels et pour le secours d'urgence. Ces missions sont réalisées avec d'autres services (SAMU, gendarmerie, etc.) ou des opérateurs privés. Elles sont énumérées à l'article L.1424-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) :
 - la prévention et l'évaluation des risques de sécurité civile,
 - la préparation des mesures de sauvegarde et l'organisation des moyens de secours,
 - la protection des personnes, des biens et de l'environnement,
 - les secours d'urgence aux personnes victimes d'accidents, de sinistres, catastrophes, ainsi que leur évacuation.

En complément de ces missions légales, le Sdis peut être amené à réaliser **d'autres interventions** qui n'entrent pas dans son champ de missions. C'est par exemple le cas pour les destructions d'hyménoptères, les services de sécurité dans les établissements recevant du public (ERP), les transports sanitaires effectués à la demande du SAMU, suite à une carence des transporteurs privés, les interventions sur le réseau autoroutier. Ces interventions peuvent faire l'objet d'une facturation¹ dans des conditions déterminées par décret interministériel (carences ambulancières) ou par délibération du conseil d'administration (autres cas).

2. Attributions des autorités

Le Sdis est un établissement public administratif placé sous la double autorité :

- du **préfet**, représentant de l'Etat dans le département pour ce qui concerne le domaine opérationnel,
- du **président du Conseil d'administration** pour la gestion administrative et financière du Sdis.

Le Sdis met ses moyens pour emploi, à la disposition des **maires** et du préfet dans le cadre de l'exercice de leur pouvoir de police administrative.

¹ Cette faculté a été utilisée par le Sdis pour préserver son potentiel opérationnel et recentrer son activité sur ses missions de base (cf. bilan du Sdacr 2009).

Attributions du président du Conseil d'administration du Sdis de la Seine-Maritime

Le président du Conseil départemental de la Seine-Maritime ou le membre qu'il désigne est le garant de la bonne administration du Sdis de la Seine-Maritime. À ce titre, il :

- prépare et exécute les délibérations du Conseil d'administration,
- convoque le Conseil d'administration,
- passe les marchés et est l'ordonnateur de l'établissement,
- représente le Sdis en justice,
- donne son accord pour la nomination du Directeur,
- signe, avec le préfet, l'arrêté d'organisation du corps départemental.

Attributions du préfet de la Seine-Maritime

Le préfet :

- dispose des pouvoirs de police au niveau supra-communal,
- met en œuvre les moyens du Sdis de la Seine-Maritime,
- arrête le règlement opérationnel,
- arrête conjointement avec le président du Conseil d'administration l'organisation du corps départemental,
- assiste de plein droit aux séances du Conseil d'administration : (N.B. : il peut demander une nouvelle délibération si cette dernière est de nature à affecter la capacité opérationnelle du Sdis de la Seine-Maritime),
- nomme les officiers et chefs de centre conjointement avec le président du Conseil d'administration ou le maire,
- arrête le Sdacr qui est élaboré par le Sdis de la Seine-Maritime sous son autorité,
- donne son avis conjointement pour la nomination du Directeur,
- peut donner délégation de signature au Directeur.

Attributions du maire

Conformément aux articles L.2212.1 et suivants du CGCT, le maire exerce le pouvoir de police municipale et notamment :

« (Il a) le soin de prévenir, par des précautions convenables, et de faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les accidents et les fléaux calamiteux ainsi que les pollutions de toute nature, tels que les incendies, les inondations, les ruptures de digues, les éboulements de terre ou de rochers, les avalanches ou autres accidents naturels, les maladies épidémiques ou contagieuses, les épizooties, de pourvoir d'urgence à toutes les mesures d'assistance et de secours et s'il y a lieu de provoquer l'intervention de l'administration supérieure. »

Lorsque le sinistre et ses conséquences directes n'excèdent pas les limites du territoire communal, le maire assure les fonctions de Directeur des Opérations de Secours (DOS).

Attributions du directeur départemental des services d'incendie et de secours (DDISIS)

Gestion opérationnelle

Sous l'autorité du préfet, le Directeur assure :

- la direction opérationnelle du CDSP,
- la direction des actions de prévention relevant du Sdis de la Seine-Maritime,
- le contrôle et la coordination de l'ensemble des corps communaux et intercommunaux de sapeurs-pompiers.

Pour l'exercice de ses attributions et sous l'autorité du préfet ou du maire, le Directeur dispose, en tant que besoin, de l'ensemble des moyens du Sdis de la Seine-Maritime et des corps communaux et intercommunaux. Il a autorité sur tous les personnels du Sdis de la Seine-Maritime et, pour leurs missions opérationnelles, il a autorité sur tous les personnels des corps communaux et intercommunaux. Le Directeur peut être chargé par le préfet ou le maire de mettre en œuvre tout autre moyen public ou privé.

Gestion administrative et financière

La gestion administrative et financière est exercée par le Directeur sous l'autorité du président du Conseil d'administration du Sdis de la Seine-Maritime. Le Directeur est assisté d'un directeur départemental adjoint. En cas d'empêchement du directeur départemental, le directeur départemental adjoint le remplace dans l'ensemble de ses fonctions.

2. Organisation administrative du Sdis

L'organisation administrative du Sdis s'articule autour d'une direction départementale, organisée en 8 **groupements et services fonctionnels**, et de 3 **groupements territoriaux** qui viennent en appui des structures opérationnelles.

1. Groupements et services fonctionnels

- groupement opérations-provision,
- groupement technique et infrastructures,
- groupement prévention,
- groupement des finances et de la commande publique,
- groupement des emplois, des activités et des compétences,
- groupement de l'administration générale et des affaires juridiques,
- groupement des systèmes d'informations,
- service de santé et de secours médical (SSSM).

2. Groupements territoriaux

Le territoire départemental a été découpé en 3 groupements territoriaux correspondant aux arrondissements des sous-préfectures. Chaque groupement dispose d'un état-major dont le rôle est de coordonner les centres d'incendie et de secours du territoire.

L'organisation du Sdacr 2009 est représentée sur la carte ci-après.

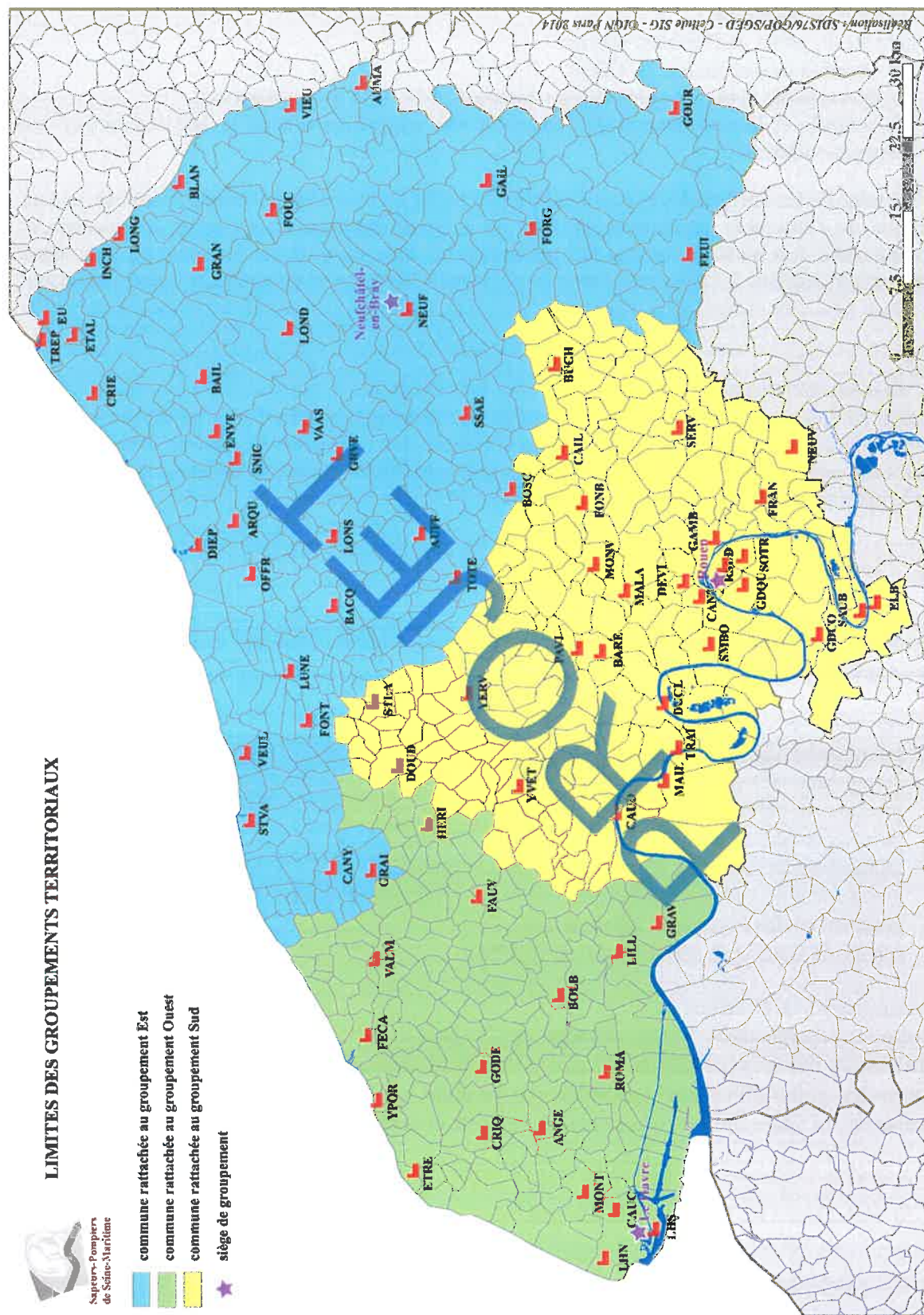


Figure 16 : Les limites des groupements territoriaux du Sdis de la Seine-Maritime après le Sdacr de 2009

	Groupement Territorial Sud	Groupement Territorial Ouest	Groupement Territorial Est	Total
Commune siège du groupement	Rouen	Le Havre	Neufchâtel-en-Bray	
Nombre de communes concernées	212	174	332	718
Population concernée	621 404	410 167	235 225	1 276 908
Nombre de CIS	28	17	34	79

Tableau 4 : Les caractéristiques des groupements territoriaux du Sdis de la Seine-Maritime (situation au 1^{er} juin 2016)

3. Organisation opérationnelle

L'activité opérationnelle du Sdis repose sur le Centre de traitement de l'alerte (CTA), le Centre opérationnel départemental d'incendie et de secours (CODIS), les centres d'incendie et de secours (CIS), le Service de santé et de secours médical (Sssm), la chaîne de commandement et les équipes spécialisées.

1. Le centre de traitement de l'alerte (CTA)

Le Sdis de la Seine-Maritime dispose d'un CTA unique, implanté dans les locaux de la direction départementale des services d'incendie et de secours basée à Yvetot.

Le CTA assure la réception, le traitement et la diffusion de l'alerte consécutifs à toutes les demandes de secours reçues sur les numéros d'appels d'urgence 18 et 112.

Conformément au plan départemental d'acheminement des appels d'urgence, l'ensemble des communes de la Seine-Maritime est rattaché au CTA-CODIS du Sdis 76.

Plus particulièrement, il est chargé :

- de recevoir, d'authentifier et d'enregistrer les demandes de secours, en les orientant, si nécessaire, vers le service compétent (SAMU, gendarmerie, police, gestionnaire de voirie,...),
- de l'envoi des secours et du contrôle de leur présentation sur les lieux du sinistre,
- de la coordination et du suivi des interventions ne présentant pas de caractère particulier,
- de l'alerte des services publics concourant aux missions de secours (gendarmerie nationale, Erdf, Grdf SAMU, direction des routes (DR), direction inter-régionale des routes nord-ouest (DIRNO), centre régional opérationnel de surveillance et sauvetage (CROSS), ...),
- de la prise en compte des demandes de renforts sollicitées par les commandants des opérations de secours (COS),
- de veiller et de diriger les réseaux radioélectriques du Sdis,
- de l'information de la chaîne de commandement et des autorités.

Le CTA est activé en permanence.

Les opérateurs sont chargés de la réception, du traitement et du suivi des opérations courantes. Le CTA répond à plus de 500 000 appels par an.

Le chef de salle coordonne l'action des opérateurs et doit adapter l'organisation du CTA à l'activité opérationnelle. A ce titre, il est l'interlocuteur privilégié des chefs de centre, chefs de garde, ... pour toute difficulté rencontrée, qu'elle soit technique, opérationnelle ou relationnelle.

2. Le centre opérationnel départemental d'incendie et de secours (CODIS)

Le Sdis de la Seine-Maritime dispose également d'un CODIS contigu au CTA situé dans les locaux de la direction départementale à Yvetot. Il est particulièrement chargé du suivi et de la coordination opérationnels dans le cadre de la gestion de crise, découlant d'un ou de plusieurs événements, localisés ou étendus à un territoire important, survenant de façon ponctuelle ou en masse.

Le CODIS est veillé par un officier chef de salle CTA-CODIS et un chef de salle CODIS. Sa montée en puissance est réalisée par l'officier CODIS qui est présent en garde sur site. Lorsqu'il est renforcé, le CODIS est l'interlocuteur privilégié du COS, des autorités départementales et communales.

Chaque jour, le CTA-CODIS renseigne les autorités préfectorales et les cadres du Sdis sur l'activité opérationnelle des dernières 24h00.

Intégré au sein de la direction, le CTA-CODIS unique est localisé avec le CODIS qui est activé en permanence.

Lors de la construction du CTA-CODIS, en 1997, le Sdis était précurseur dans l'installation d'une structure moderne et adaptée aux besoins. Aujourd'hui, le dispositif global (système de gestion opérationnelle (SGO), salle opérationnelle, adaptation des effectifs à la sollicitation opérationnelle,...), nécessite d'être repensé afin d'une part, d'améliorer les performances du SGO, l'ergonomie des salles CTA et CODIS.

Par ailleurs, les exigences et recommandations du référentiel commun relatif aux secours d'urgence aux personnes et à l'aide médicale urgente, affirmées par l'arrêté de juin 2013, nécessitent la poursuite du développement de l'interopérabilité du SGO avec celui du SAMU afin de permettre une meilleure adéquation de la réponse opérationnelle en matière de SUAP.

Enfin, la résilience du système de gestion d'alerte doit être revue, afin de garantir la continuité du service public.

3. Les centres d'incendie et de secours (CIS)

Les centres d'incendie et de secours correspondent à l'échelon le plus local de représentation du Service départemental d'incendie et de secours. Si leurs missions principales relèvent de l'opérationnel et de la gestion de leurs propres interventions, ils n'en restent pas moins des pivots de l'organisation structurelle du service et sont utilisés comme un indicateur de qualité de l'organisation.

Ils sont répartis sur l'ensemble du territoire du département en fonction des objectifs de couverture établis dans le Sdacr. Les CIS sont classés en :

- centres de secours principaux (CSP),
- centres de secours (CS),
- centres de première intervention (CPI).

Avec le Sdacr de 2009, le département de la Seine-Maritime comptait 82 centres d'incendie et de secours organisés de la manière suivante :

- 11 centres de secours principaux (CSP) assurant simultanément au moins quatre départs (un pour une mission de lutte contre l'incendie, deux pour des missions de secours d'urgence aux personnes, et un autre départ),
- 3 centres de secours 13 (CS 13) assurant simultanément au moins trois départs (un pour une mission de lutte contre l'incendie, un pour une mission de secours d'urgence aux personnes, et un autre départ),
- 6 centres de secours 10 (CS 10) assurant simultanément au moins deux départs (un pour une mission de lutte contre l'incendie, et un autre départ),
- 30 centres de secours (CS) assurant au moins soit un départ pour une mission de lutte contre l'incendie, soit 2 départs (l'un pour une mission de secours d'urgence aux personnes et un autre départ),
- 31 centres de première intervention (CPI) assurant au moins un départ (soit pour une mission de lutte contre l'incendie soit pour une mission de secours d'urgence aux personnes, soit un autre départ),
- 1 corps communal non intégré situé sur la commune de Longroy.

La répartition et le mode d'organisation des centres d'incendie et de secours résultant de l'application du Sdacr de 2009 et de son évolution sont représentés sur la carte suivante.

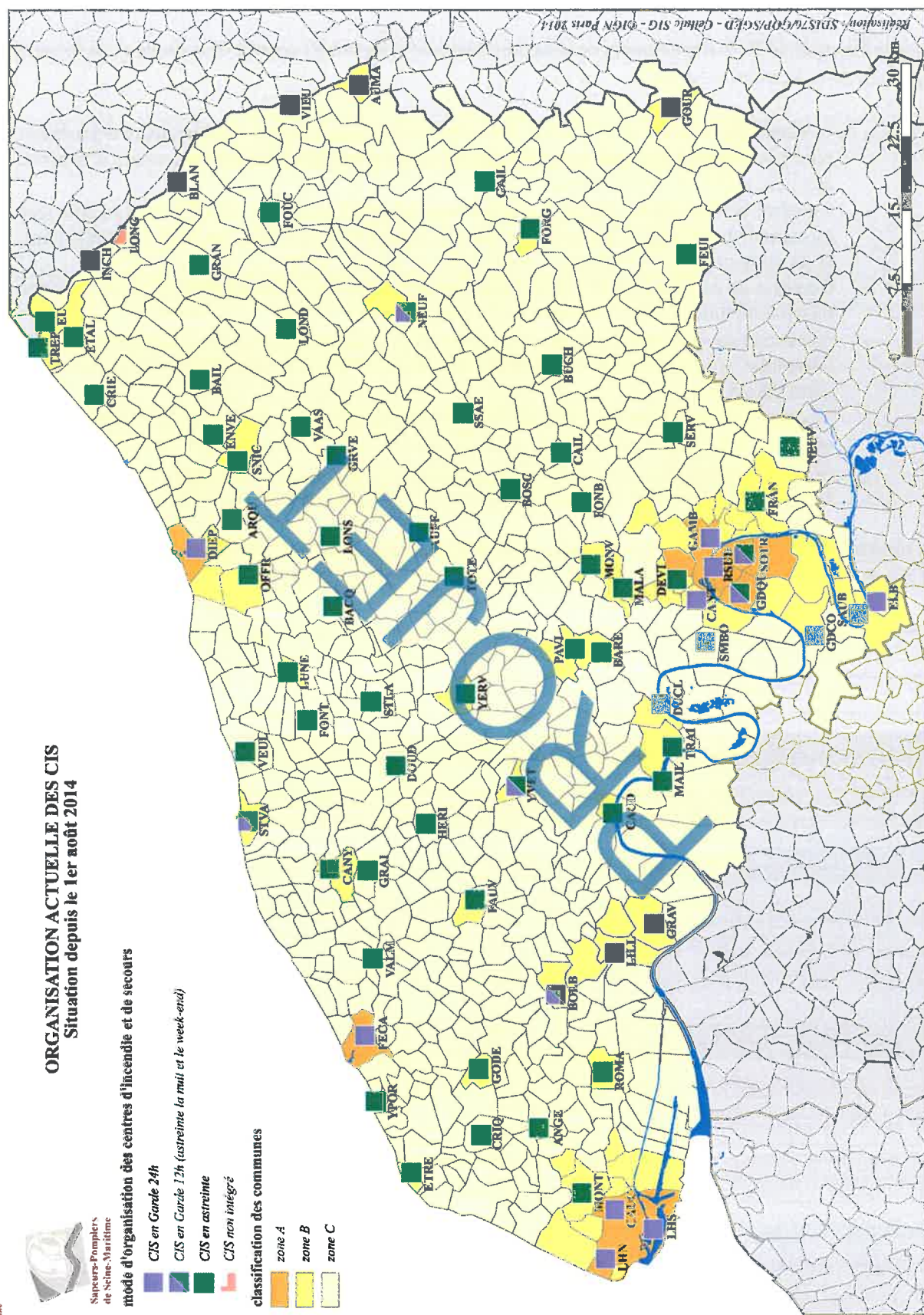


Figure 17 : Carte de l'organisation actuelle des centres d'incendie et de secours au 1^{er} août 2014

Les CIS, qu'ils soient CSP, CS ou CPI, sont chargés, des missions de secours, et à ce titre, ils doivent :

- organiser la permanence opérationnelle des effectifs,
- s'assurer de la disponibilité des moyens matériels,
- engager les moyens sollicités dans le respect de l'ordre de départ émis par le CTA ou le CODIS,
- rédiger les comptes rendus de sorties de secours (CRSS) consécutifs aux interventions.

Le système de traitement de l'alerte mis en place au sein du Sdis de la Seine-Maritime repose sur un principe de gestion de la disponibilité des ressources humaines. Chaque sapeur-pompier dispose d'un accès portail web lui permettant de déclarer ses disponibilités. De plus, les sapeurs-pompiers sont dotés d'un « appareil à appel sélectif » individuel de type alphanumérique. Ce type d'appareil permet la réception de messages courts, associés à un signal d'alerte.

4. Le Service de santé et de secours médical (SSSM)

L'organisation du Service de santé et de secours médical

Les missions opérationnelles du SSSM mises en œuvre depuis 2009 étaient les suivantes :

- le soutien sanitaire,
- le secours d'urgence aux personnes dont les missions entrant dans le cadre du dispositif ORSEC nombreuses victimes (NOVI),
- les opérations impliquant des animaux.

En outre, le SSSM joue un rôle d'expertise auprès de l'officier CODIS et du commandant des opérations de secours (COS) sur les questions d'ordre sanitaire.

La participation du Sdis à l'aide médicale urgente afin de diminuer les délais de prise en charge des victimes dans l'attente de l'équipe médicale hospitalière est concrétisée dans le cadre de la complémentarité Sdacr/Sros sous la forme d'un dispositif de type "véhicule léger infirmier" (VLI) mettant à disposition une garde infirmière les week-ends notamment au CIS de Forges-les-Bains.

Figure 18 : Durée moyenne des interventions relevant du secours aux personnes représentée par secteurs de 1^{er} appel des centres d'incendie et de secours

La durée moyenne des interventions relevant du secours aux personnes, sur les secteurs de premier appel des centres d'incendie et de secours calculée sur 3 ans, varie de moins d'une heure à plus de deux heures quinze. Cette variation d'un secteur géographique à l'autre est liée aux implantations territoriales des infrastructures sanitaires et des centres d'incendie et de secours et plus particulièrement à la proximité ou l'éloignement des CIS avec les structures dotées de services d'urgence.

PROJET

5. La chaîne de commandement

La chaîne de commandement permet au Sdis d'assurer la cohésion et la montée en puissance du commandement des interventions.

Le commandement des opérations de secours relève, sous l'autorité du préfet ou du maire agissant dans le cadre de leurs pouvoirs de police respectifs, du Directeur départemental des services d'incendie et de secours (DD SIS).

Précédemment, le Sdis de la Seine-Maritime avait adapté la doctrine nationale de la chaîne de commandement autour du concept d'état-major opérationnel départemental. Ainsi, le commandement des opérations de secours était assuré, pour les interventions le nécessitant, par un officier appartenant à l'état-major opérationnel départemental (EMOD).

Dans son rapport (réf IDSC-2014-11) d'évaluation périodique du Service d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, l'inspection de la défense et de la sécurité civiles mettait en évidence la nécessité d'une évolution sémantique au profit de la terminologie utilisée dans le cadre de la gestion opérationnelle du commandement (GOC).

En parallèle de cette évolution, le Sdis de la Seine-Maritime souhaitait repenser l'ensemble de la sectorisation et du mode d'organisation de la chaîne de commandement.

4. Équipes spécialisées et unités opérationnelles spécifiques

Pour intervenir face aux risques locaux, le Sdis de la Seine-Maritime dispose d'équipes spécialisées et d'unités opérationnelles spécifiques qui relèvent d'un cadre réglementaire général, au travers de guides nationaux, de référentiels emplois activités compétences (CNR, REAC, RAC-SPV), et d'une politique départementale.

1. Missions des spécialistes

Sauvetage déblaiement (SDE)	La spécialité SDE permet d'intervenir en matière de reconnaissance, de sauvetage et de sécurisation d'un site dans les milieux effondrés ou menaçant ruine, où les moyens traditionnels des sapeurs-pompiers sont inadaptés ou dont l'emploi s'avère dangereux en raison des risques présentés.
Groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux (GRIMP)	La spécialité GRIMP permet d'intervenir en matière de reconnaissance et de sauvetage dans les milieux naturels et artificiels où les moyens traditionnels des sapeurs-pompiers sont inadaptés ou dont l'emploi s'avère dangereux en raison de la hauteur ou de la profondeur et des risques divers liés au cheminement.
Sauvetage aquatique (SAV) eaux intérieures	Les spécialistes SAV eaux intérieures participent au sauvetage de personnes en difficulté en surface, en eaux intérieures.
Sauvetage aquatique (SAV) côtiers	Les spécialistes SAV côtiers participent au sauvetage de personnes en difficulté en surface, en mer.
Interventions, secours et sécurité en milieu aquatique et hyperbare	Les différentes missions que les scaphandriers autonomes légers (SAL) sont susceptibles d'assurer sont : <ul style="list-style-type: none"> - sauvetage et assistance, - prompts secours en milieu hyperbare, - reconnaissances, - sécurité des interventions en site aquatique, - dispositif prévisionnel de secours aquatique ou subaquatique et hyperbare, - travaux subaquatiques et hyperbares d'urgence, - assistance pour la lutte contre les pollutions et la protection de l'environnement, - recherches diverses.
Risque chimique (RCH)	La spécialité RCH permet de vérifier l'existence du risque chimique et biologique, prendre les mesures conservatoires, déterminer la nature du risque, protéger les personnes et l'environnement, et agir sur le terme source pour en limiter les effets. Les spécialistes RCH peuvent également intervenir en cas de menace NRBC.
Risque radiologique (RAD)	Les spécialistes RAD interviennent en cas de situation d'urgence radiologique.
Sauvetage nucléaire radiologique biologique chimique (NRBC)	Intervention de sauvetage de masse en ambiance NRBC contaminée pour l'extraction des victimes et la mise en œuvre d'un PRV "Chimique" de décontamination d'urgence.
Décontamination NRBC	Décontamination approfondie radiologique et chimique grâce à la mise en œuvre d'une unité mobile de décontamination approfondie.
Interventions à bord des navires (IBN)	Certaines embarcations (navires ou bateaux) présentent une structure, un compartimentage des volumes, des natures de cargaison, des dimensions, des accès et des cheminements qui rendent souvent les reconnaissances et les opérations de sauvetage et de lutte contre l'incendie longues et difficiles. La spécificité IBN précise les principes généraux d'intervention, de reconnaissance, d'évaluation, de sauvetage et d'extinction, sur un bateau ou un navire, tant en eaux intérieures qu'en zones maritimes, et propose une méthodologie opérationnelle spécifique s'appuyant sur l'intervention d'unités d'attaque.

Tableau 5 : Missions des équipes spécialisées et unités opérationnelles spécifiques

Si les équipes spécialisées et celles liées aux spécificités des risques locaux étaient organisées et gérées au niveau départemental, l'effectif total de ces équipes départementales était réparti au sein de certains centres de secours (sièges de la spécialité) pour garantir la couverture des risques sur le territoire.

La contrainte d'effectif minimal journalier de spécialistes imposée à chaque centre siège devait respecter les prescriptions des référentiels nationaux (Guides Nationaux de Référence ou Référentiels emplois, activités, compétences).

2. Evolutions

L'analyse des risques particuliers, l'évolution des textes de référence de chaque spécialité (notamment des référentiels emplois, activités et compétences (REAC)) conduisent le Sdis à réviser cette organisation en matière d'équipes spécialisées et liées aux spécificités des risques locaux.

Ces dispositions sont amenées à évoluer dans l'objectif d'optimiser la réponse opérationnelle et de conserver le niveau de performance des spécialistes seino-marins.

Le détail de l'organisation des équipes spécialisées et liées aux spécificités des risques locaux seront décrites dans le règlement opérationnel et ses annexes.

PROJET

Chapitre IV : Analyse et couverture des risques courants

1. Analyse des risques courants

1. Définition, typologie, méthode

Définition des risques courants

Les « risques courants » présentent deux caractéristiques :

- une **probabilité** d'occurrence (ou fréquence) **élevée**,
- une **gravité faible**.

Ils représentent l'essentiel de l'activité du Sdis. Ils sont facilement maîtrisés avec des moyens, des méthodes, des procédures et un commandement prévus dans le fonctionnement quotidien du Sdis.

Typologie des risques courants

L'étude des risques courants par nature est un préalable qui permet d'ajuster les moyens opérationnels courants (localisation, nature et nombre) en fonction d'objectifs de couverture (délais de secours cibles).

Classiquement on distingue les risques courants en fonction des grandes natures de missions qu'ils engendrent :

- les missions de **secours d'urgence aux personnes (SUAP)** dont
 - les missions de secours à victimes : elles consistent à apporter une assistance médico-secouriste dans les situations d'accident, de malaise, de maladie, de noyade, d'intoxication, d'asphyxie.

Ces missions représentent près de 71% de l'activité du Sdis. Elles peuvent comporter deux phases :

1. une réponse technique pour placer la victime en survie (gestes de réanimation, arrêt d'hémorragie, immobilisation de fracture),
2. un transport vers la structure hospitalière désignée par le médecin régulateur du SAMU.

Le moyen secouriste du Sdis adapté à ces missions est le VSAV (Véhicule de Secours Aux Victimes). Ce véhicule permet de réaliser les actions secouristes, le relevage et le transport. Il peut être complété par un VLM (Véhicule Léger Médicalisé) avec des infirmiers protocolés (actions de paramédicalisation) ou des médecins (action de médicalisation) du SSSM. Dans les cas les plus graves peuvent s'ajouter des moyens des SMUR placés sous la tutelle du SAMU.

- les accidents de circulation : il s'agit d'assurer le secours aux personnes impliquées dans un accident d'un ou plusieurs engins à moteur (terrestre, aérien ou fluvial) et d'exécuter deux actions supplémentaires :
 1. systématique : la protection des lieux de l'accident (pré-balisage, éclairage,...),
 2. éventuelle : la désincarcération des victimes.

Ces missions représentent 9% de l'activité du Sdis.

Les moyens de base du Sdis adaptés à ces missions sont les Engins de Secours Routiers.

- l'aide à la personne : les missions entrant dans ce champ sont les relevages de personnes et les recherches de personnes.
- les missions de lutte contre l'**incendie** (INC) : elles visent à prendre en charge les actions d'urgence au regard d'un risque d'incendie ou d'un incendie d'un local (habitation, commercial, artisanal, industriel, agricole,...), d'un véhicule (terrestre, aérien, fluvial), ou de végétation (récolte, broussailles, talus,...). Ces missions représentent 9% de l'activité du Sdis.

Les engins pompe-tonne sont les véhicules adaptés aux missions de lutte contre l'incendie. Ces véhicules permettent de réaliser des missions de sauvetage, de lutte contre la propagation, d'extinction et de déblais. Ils peuvent être complétés par un moyen aérien pour assurer des sauvetages, des reconnaissances en hauteur, une attaque dominante des foyers.

- les missions d'**opérations diverses** (OD) : elles s'inscrivent dans le cadre de la protection des biens (fuites d'eau, inondations, ouvertures de portes) et comprennent diverses opérations d'urgence ne relevant ni de l'incendie, ni du SUAP (fausses alertes, faits d'animaux, éboulements, effondrements, engins explosifs).
Ces missions représentent 14% de l'activité du Sdis.
Le moyen de base du Sdis adapté à ces missions est le VTU (Véhicule Tout Usage).
- les missions de **risques technologiques** (RT) sont composées des fuites et odeurs de gaz, des autres odeurs que le gaz, des faits dus à l'électricité, des pollutions et contaminations.

Méthode d'analyse des risques courants

L'étude des risques courants par nature se base essentiellement sur une analyse statistique de l'activité opérationnelle du Sdis. En pratique, on distingue deux concepts : les interventions et les sorties de secours :

- une intervention : c'est l'action conduite par le Sdis, avec un ou plusieurs engins d'un ou plusieurs centres, pour prendre en charge une demande de secours,
- une sortie : c'est l'action d'un engin d'un centre de secours dans le cadre d'une intervention.

Le nombre d'interventions est un indicateur d'activité sur un territoire (le département, une commune, le secteur de 1^{er} appel d'un centre de secours).

En revanche, le nombre de sorties de secours est, lui, un indicateur d'activité d'un centre de secours.

2. Analyse de l'activité opérationnelle

Evolution générale

L'évolution de l'activité opérationnelle globale laisse apparaître un changement en 2011 avec :

- une baisse d'activité de 18% obtenue grâce à l'efficacité du recentrage de l'activité du Sdis sur ses missions,
- une progression annuelle ralentie : 6,5% en moyenne avant 2011, 4,4% en moyenne après 2011.

Si l'ensemble des catégories incendies, opérations diverses, risques technologiques enregistre une certaine stabilité voire une diminution, le secours à victimes, quant à lui, est en constante augmentation depuis 2007.

Répartition par famille de sinistres

Depuis 2009, la répartition des interventions a évolué de façon globale.

En effet, la part des incendies a diminué de 3% et rejoint ainsi le niveau moyen national, alors que la part globale du secours aux personnes a, quant à lui, augmenté de 11% pour atteindre 77% de l'activité opérationnelle du Sdis. La part des opérations diverses, elle, a chuté de 22% à 14% de l'activité opérationnelle globale.

Le recentrage du Sdis sur ses activités réglementaires, engagé en 2009 a permis de réduire considérablement la part des missions pour carence (elle représentait 29% des missions en 2009 contre 10% en 2013). Leur poids actuel semble désormais peu compressible.

Répartition temporelle

La répartition mensuelle des interventions présente un profil identique quelle que soit la famille de sinistres considérée. Des pointes d'activités sont observées durant les mois de juillet et de décembre.

L'activité globale du Sdis durant le week-end est supérieure à la semaine et est principalement due à une activité dans le domaine du secours à victimes plus soutenue durant cette période.

Deux tiers des interventions ont lieu la journée entre 7h00 et 19h00. Ce constat illustre la nécessité d'adapter les EOJ pour les faire coïncider avec les périodes durant lesquelles la sollicitation des CIS augmente.

L'activité dans le domaine du secours aux personnes est très réduite entre 0h00 et 7h00 (moins de 3 interventions par heure), elle est, en revanche, très élevée entre 10h00 et 19h00 (près de 7 interventions par heure).

Les incendies, quant à eux, semblent se produire en plus grand nombre entre 15h00 et 3h00 avec un maximum à minuit et un minimum de 6h00 à 10h00.

D'une manière générale, l'activité globale du Sdis est très réduite de 23h00 à 07h00.

Répartition géographique

Plus de 75% des sorties de secours sont assurées par 2 centres d'incendie et de secours. Leur activité est supérieure à 2 sorties par jour. Seuls 2 CIS assurent moins d'une sortie par semaine. Le reste des CIS assure 25% des sorties.

2. Organisation territoriale et couverture des risques courants


Partant de l'analyse de la réponse opérationnelle, ce paragraphe détaille les nouveaux critères de zonage des communes et de computation des délais nécessaires à la formulation des objectifs de couverture.

La stratégie permettant l'atteinte de ces objectifs dans le respect du concept d'accès équitable au service public d'incendie et de secours (défini dans le paragraphe traitant des enjeux et objectifs du Sdacr), se base sur l'actualisation du maillage, du fonctionnement, de la classification et de l'armement (en engins et personnels) des centres d'incendie et de secours.

1. Evolution du zonage territorial

Garantir un accès équitable aux secours

En gardant en toile de fond les objectifs globaux, le travail de refonte du Sdacr a mis en exergue des éléments d'orientation de l'évolution de l'organisation territoriale :

 Objectifs globaux	Éléments d'évolution territoriale
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Priorité à l'intérêt de la victime ✓ Garantie d'un accès équitable aux secours ✓ Adoption de l'efficience ✓ Anticipation de l'évolution des risques et de l'activité opérationnelle 	<ul style="list-style-type: none"> - Redéfinir le zonage territorial - Redéfinir les objectifs de couverture - Adapter le maillage territorial - Adapter la classification et le fonctionnement des centres - Analyser les taux de couverture - Analyser les zones non couvertes - Mettre en cohérence le plan de déploiement - Utiliser la complémentarité des départements limitrophes - Proposer une nouvelle sectorisation opérationnelle - Faire évoluer l'organisation et les modes de permanence de la chaîne de commandement

Pour cela, plusieurs critères ont été retenus afin de respecter le concept équitable d'accès au secours :

- se rapprocher au mieux des critères nationaux de classement des communes (nombre d'habitants, densité...),
- intégrer les réflexions de l'INSEE sur la limite urbain/rural,
- augmenter le nombre de communes classées en zone B,
- prendre les délais de couverture correspondant à la couverture A, B, C des Sdis de première catégorie,
- adapter la formulation des objectifs de couverture pour encadrer davantage la dispersion des délais observés (remplacement des moyennes par des percentiles),
- prendre en compte l'évolution du territoire notamment la création de nouvelles communes en considérant les anciennes municipalités en tant que quartiers de la nouvelle commune d'appartenance. Suivant ce principe, s'appliquent aux quartiers les critères de population et de densité déterminant le classement des communes en zone A, B ou C permettant de rester en adéquation avec les classements antérieurs. Cette segmentation en quartiers autorise une couverture multi-centres des nouvelles communes dont le territoire est pour certaines très étendu.

Définition ajustée du zonage territorial

Les nouveaux critères retenus pour établir le classement des communes et quartiers ainsi que l'évolution concomitante du zonage sont présentés dans le tableau suivant :

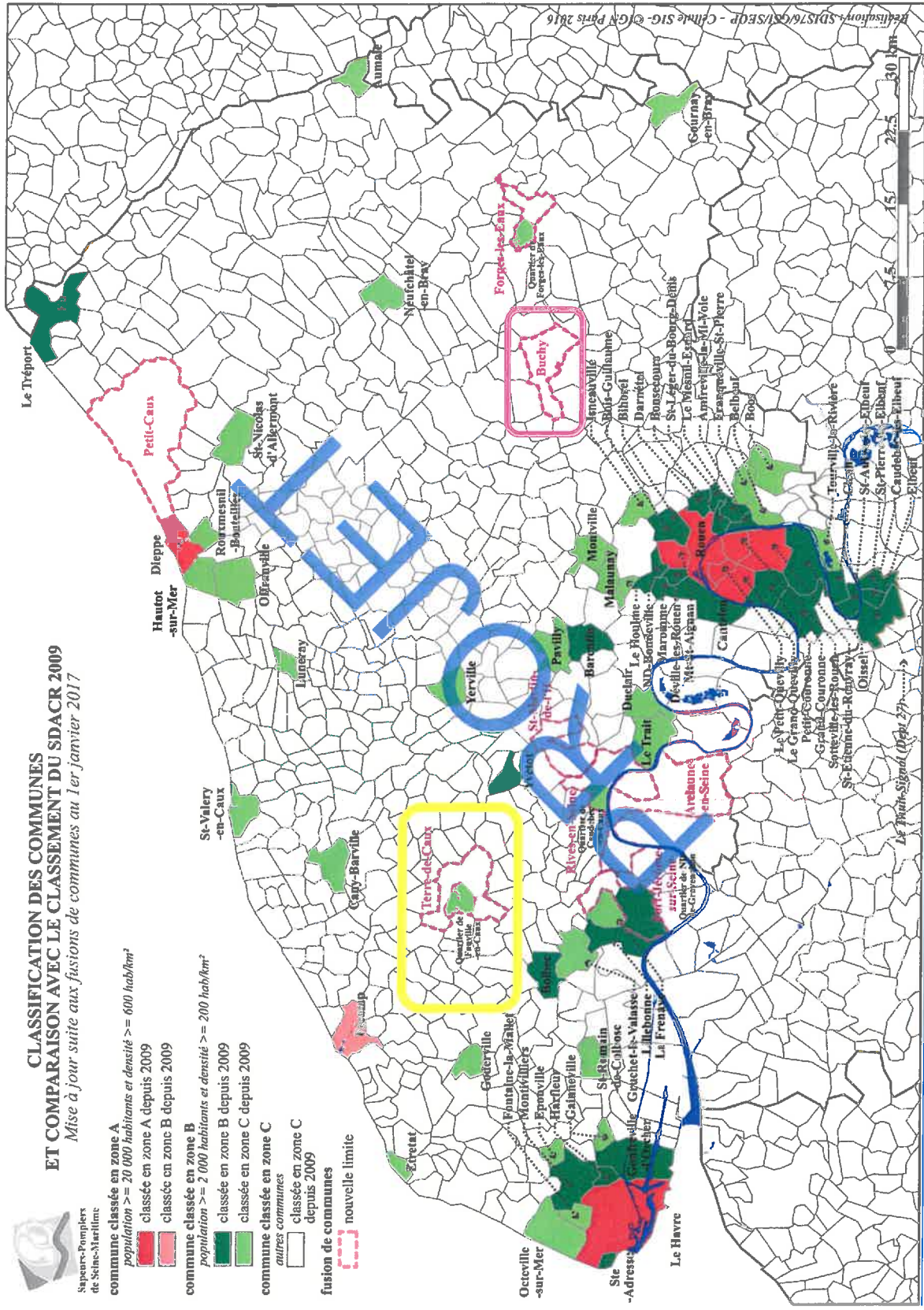
	Zone A	Zone B	Zone C
Critères / seuils	pop > 20 000 hab & densité > 600 hab/km ²	20 000 hab ≥ pop > 2 000 hab & 600 hab/km ² ≥ densité > 200 hab/km ²	pop ≤ 2 000 hab & densité ≤ 200 hab/km ²
Répartition des communes et quartiers	9	64	672
Ecart / Sdacr 2009	+1	+32	-33

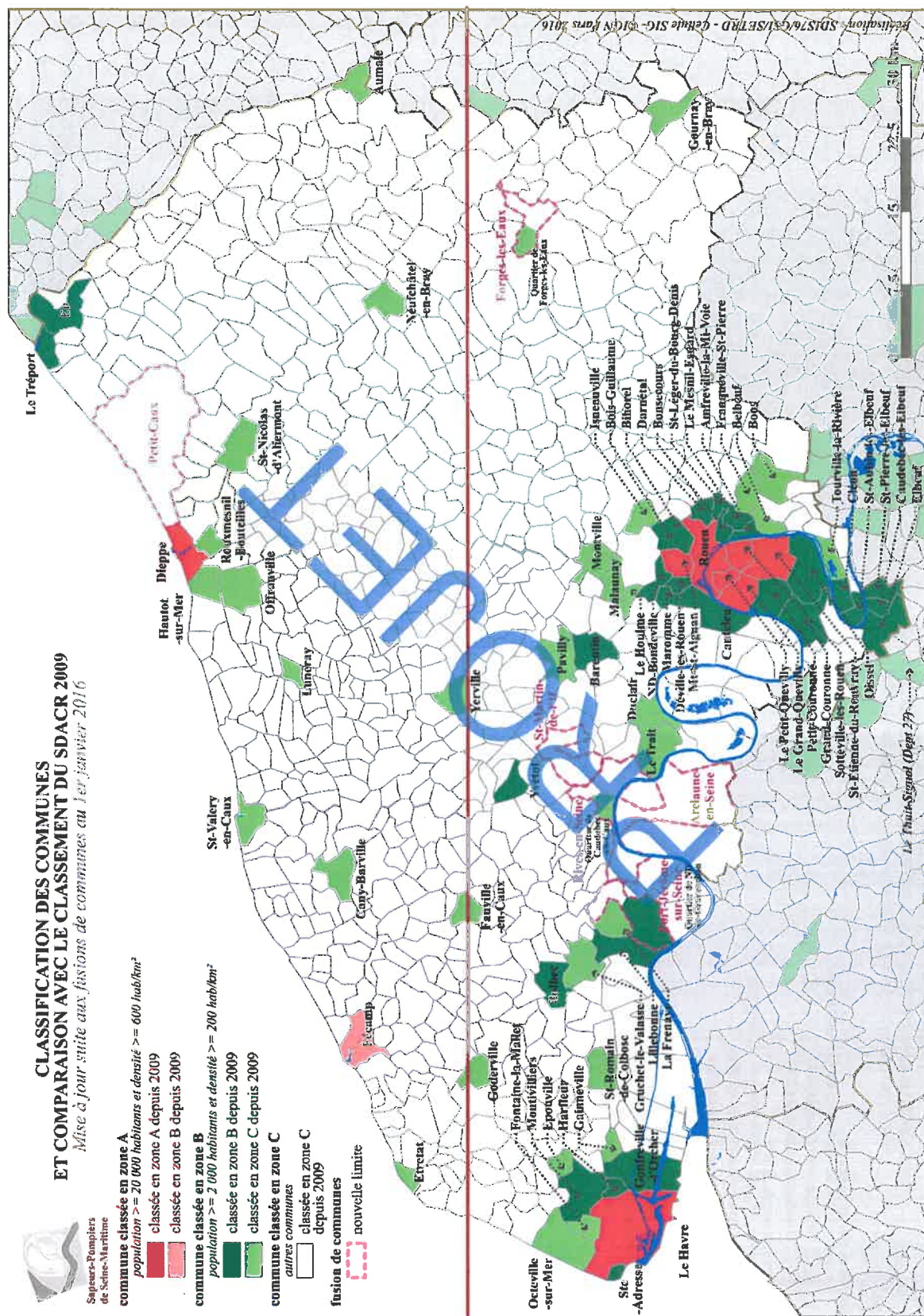
Tableau 6 : Evolution du zonage des communes

PROJET

| L'évolution de la classification des communes entre le Sdaer 2009 et le Sdaer 2015 **V0.1-2** est représentée sur la carte ci-après :



PROJET







CLASSIFICATION DES COMMUNES ET COMPARAISON AVEC LE CLASSEMENT DU SDACR 2009 Mise à jour suite aux fusions de communes du 1er janvier 2017


commune classée en zone A
 population $\geq 20\,000$ habitants et densité ≥ 600 hab/km²

-  classée en zone A depuis 2009
-  classée en zone B depuis 2009


commune classée en zone B
 population $\geq 2\,000$ habitants et densité ≥ 200 hab/km²

-  classée en zone B depuis 2009
-  classée en zone C depuis 2009

commune classée en zone C
 autres communes

-  classée en zone C depuis 2009

fusion de communes
 nouvelle limite

- 

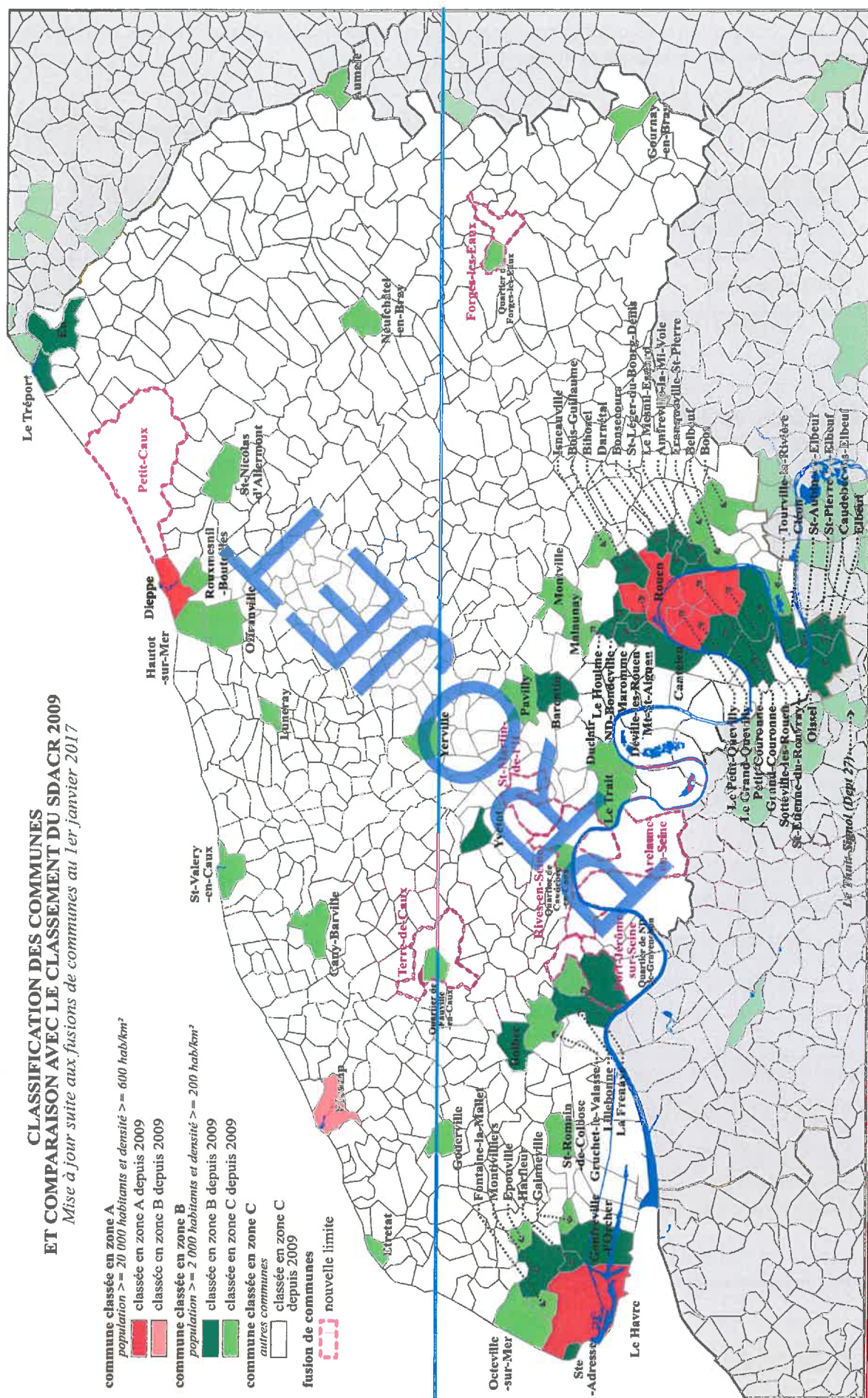


Figure 19 : Évolution de la classification des communes entre les Sdac 2009 et le Sdac 2015 (V0.42)

Le tableau suivant précise la répartition démographique et la superficie des zones urbaines, périurbaines et rurales du département de la Seine-Maritime :

Zone	Nombre de communes ou quartiers	Superficie (km ²)	Population (nombre d'hab)	Population (%)
A	9	154	435 820	36%
B	64	633	393 315	32%
C	672	5548	394 477	32%
Département	745	6 335	1 223 612	100 %

Tableau 7 : Caractéristiques territoriales résultant du classement des communes et quartiers

La liste détaillée du classement des communes et quartiers de la Seine-Maritime est jointe en annexe (cf. chapitre IX – Annexe – Classement des communes et quartiers).

PROJET

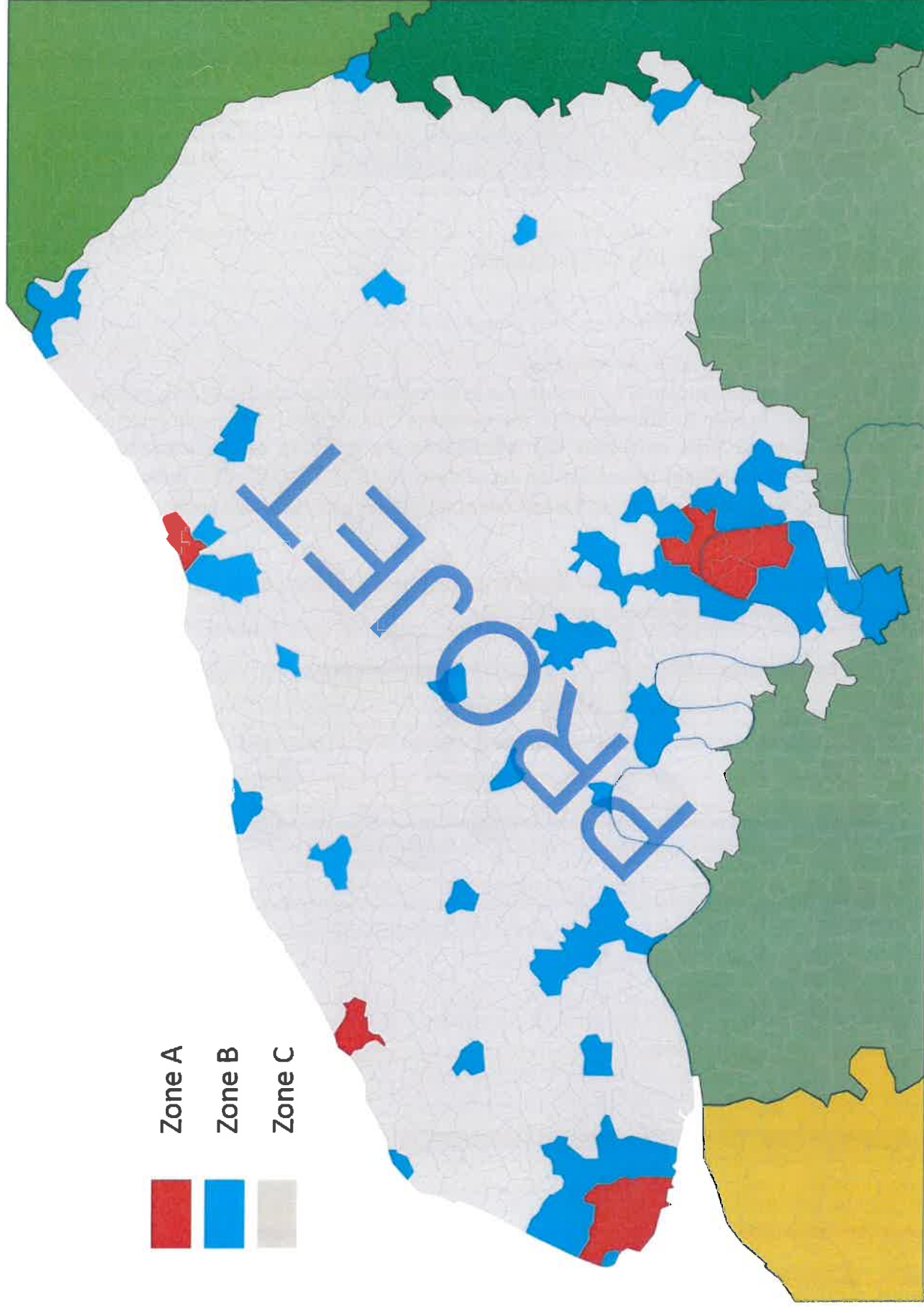


Figure 20 : La classification des communes de la Seine-Maritime

Nouveaux objectifs globaux de couverture

Les objectifs de couverture retenus permettront d'apporter un **premier geste de secours** dans un délai de **vingt minutes au plus**.

Zone A	Zone B	Zone C
Zone urbaine	Zone périurbaine	Zone rurale
10 min	15 min	20 min

Tableau 8 : Nouveaux objectifs de couverture

Ces délais, en accord avec la tendance nationale, devront être assurés dans un objectif global, pour toutes les missions entrant dans le cadre du risque courant :

- dans 90 % du temps,
- sur 90 % du territoire.

Evolution des critères de délais de couverture

La durée de traitement des alertes ne pouvant être de la responsabilité exclusive du Sdis, puisqu'au-delà du temps dédié à la prise d'informations par les opérateurs CTA-CODIS, elle dépend également :

- du temps de prise en compte des informations des appelants par les services partenaires (régulation médicale, interconnexion des services 18-15-17, CROSS, CTA limitrophes),
- des difficultés de localisation des appelants (appel à partir de téléphone portable),
- du stress des requérants.

Ainsi, les délais retenus concernant les objectifs globaux de couverture retenus par le Sdis de la Seine-Maritime sont repris dans le schéma suivant :

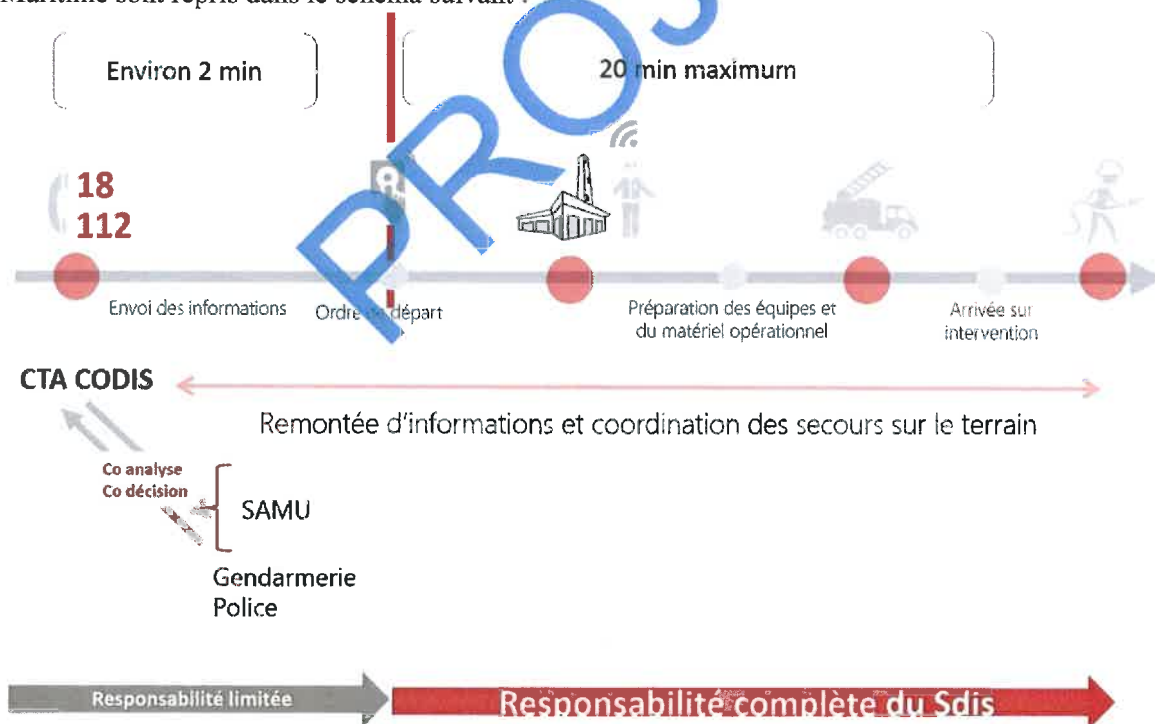


Figure 21 : Les nouveaux paramètres de computation des délais

Les **délais de mobilisation** dépendent aussi du mode d'organisation du centre de secours. Ils comprennent :

- le **délai de trajet** pour qu'un personnel en astreinte puisse se rendre au centre de secours,
- le **délai de préparation** du personnel au centre de secours pour prendre en compte l'alerte, s'équiper, rejoindre l'engin et partir.

Ainsi considérant que le **délai de préparation** est de **3 min**, de jour comme de nuit, et que le **délai de trajet** pour les personnels en astreinte ne peut excéder **8 min**, il en ressort que le mode d'organisation des centres dans les différentes zones dépend des objectifs de couverture précédemment exposés.

Le schéma suivant exprime les possibilités d'organisation des centres de secours et les délais qui sont associés à chaque étape en fonction des zones :

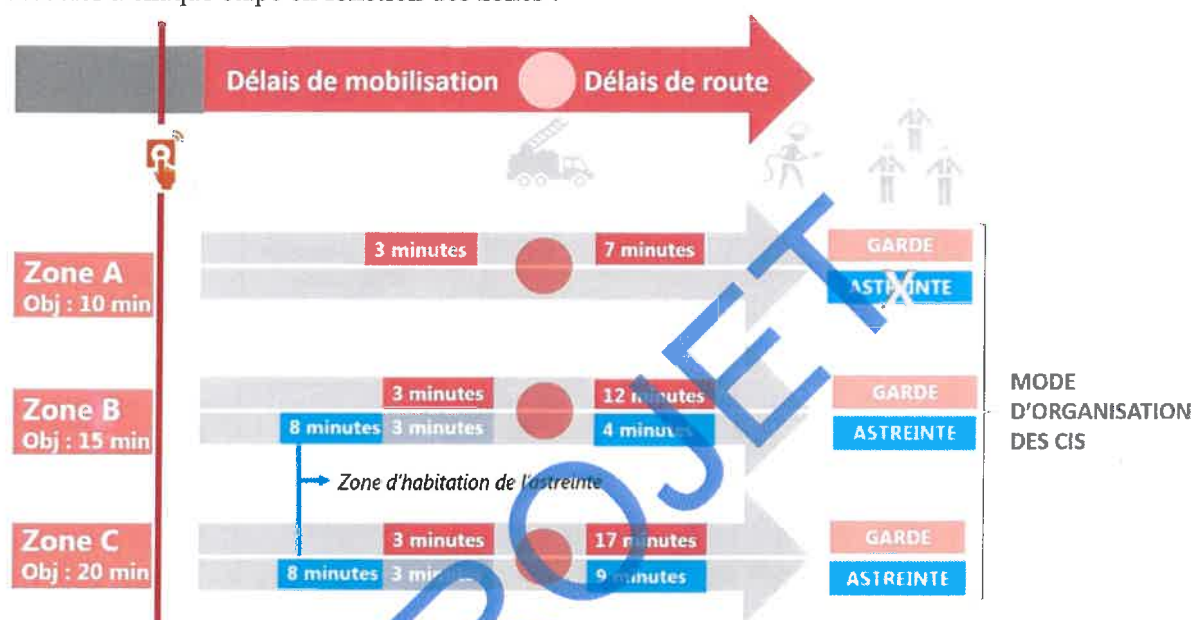


Figure 22 : Nouveaux critères de computation des délais-Mode d'organisation des Cis

Ces nouveaux objectifs de couverture imposent de revoir le maillage territorial des centres de secours et leurs modes d'organisation.

2. Le mode d'organisation des CIS

L'attribution d'un mode d'organisation à un centre de secours a été réalisée sur la base d'une étude multiparamétrique sur les périodes « jour en semaine » et « nuit et week-end ». Les critères examinés pour chaque centre de secours sont les suivants :

- la classification des communes de son secteur de premier appel,
- la possibilité pour son secteur d'être intégralement recouvert par au moins un autre centre en respectant les objectifs de couverture,
- l'activité opérationnelle potentielle du secteur de premier appel (par analyse de la demande du territoire indépendamment des anciens secteurs),
- les risques et enjeux présents sur le territoire,
- les paramètres organisationnels du centre de secours.

La combinaison de ces différents critères permet d'aboutir au choix du mode d'organisation le plus adapté pour le centre de secours étudié.

Les différents modes d'organisation possibles pour un centre de secours en Seine-Maritime sont les suivants :

- centre en garde et/ou en astreinte
Il s'agit d'un centre dans lequel la disponibilité des personnels est programmée sous l'autorité du chef de centre qui doit veiller au respect des effectifs opérationnels journaliers (EOJ) à satisfaire.
- centre en disponibilité
Il s'agit d'un centre dans lequel la disponibilité des personnels est à leur propre initiative, sans objectif d'EOJ à satisfaire.

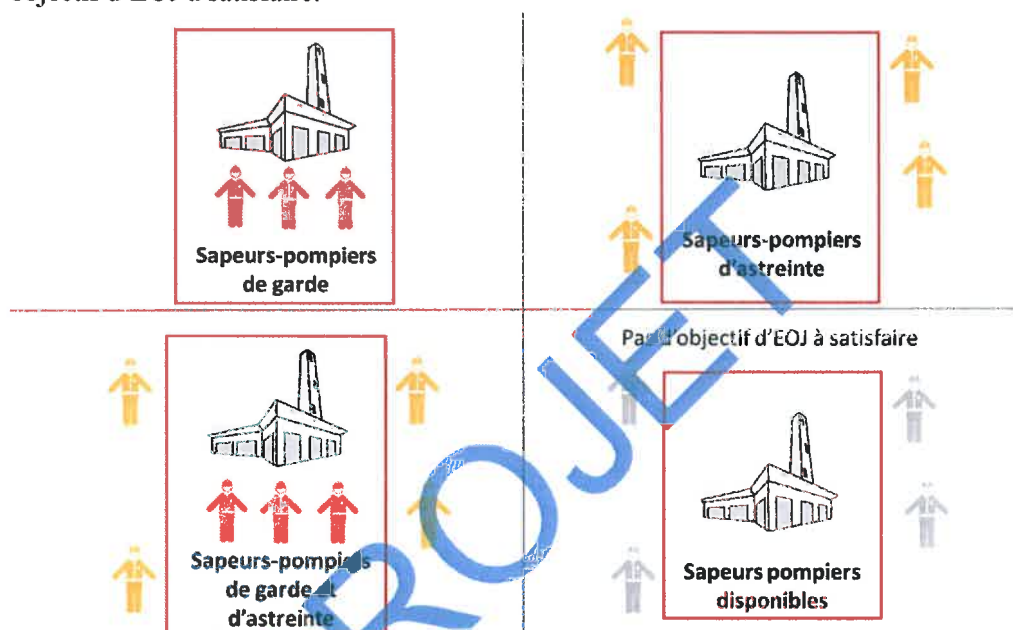


Figure 23 : Organisation des centres d'incendie et de secours

3. Logique d'efficacité ou efficience

L'analyse du mode d'organisation proposé pour chacun des centres d'incendie et de secours a conduit le Sdis de la Seine-Maritime à se positionner sur les notions d'efficacité (priorité aux délais d'intervention) et d'efficience (priorité au CIS le plus proche) pour assurer une réponse opérationnelle optimale et pérenne.

Le choix de l'efficience permet de maintenir un maillage de proximité et la conservation des ressources en cas d'évènement majeur, tout en optimisant la réponse opérationnelle. Ainsi, les centres d'incendie et de secours de premier appel adopteront le principe d'efficience pour lequel le centre le plus proche de l'intervention sera sollicité en priorité dans la mesure où les délais de réponse opérationnelle sont compatibles avec les délais requis dans le présent document.



Figure 24 : Principe de l'efficience

En revanche, pour les centres d'incendie et de secours des autres rangs (à partir du 2^{ème} et suivants), le principe d'efficacité sera appliqué. Ce principe prend en compte la seule performance des délais d'intervention.

Le plan de déploiement choisi est donc le suivant :

- CIS en premier appel = principe d'efficience
- CIS des rangs 2 à 5 = principe d'efficacité

Dans les cas d'urgence absolue où une vie humaine est en jeu, la notion d'efficacité domine.

4. Les évolutions de l'organisation territoriale

Après avoir défini le mode d'organisation des centres de secours, une analyse théorique du respect des objectifs de couverture sur le territoire a été réalisée. La présence de zones pour lesquelles les délais cibles sont dépassés conduit à envisager des modifications qui peuvent impacter :

- le maillage territorial des centres de secours par la création d'un nouveau centre, si les enjeux le justifient,
- le mode d'organisation initialement proposé en passant en garde un centre de secours à proximité d'une zone mal couverte.

Ces analyses successives aboutissent aux évolutions, dans le mode d'organisation des centres de secours et dans le maillage territorial, présentées dans les tableaux et sur la carte ci-après.

CIS	Évolutions cibles du maillage
Barentin	Regroupement des CIS
Pavilly	
Cany-Barville	Transfert de la garde de Saint-Valery-en-Caux à Cany-Barville
Saint-Valery-en-Caux	
Rouen Zénith	Regroupement des CIS Sotteville-lès-Rouen et Le Grand-Quevilly sur un CIS situé entre Oissel et le Grand-Quevilly
Le Grand-Quevilly	
Sotteville-lès-Rouen	
Etalondes	Regroupement des CIS sur le centre d'Eu
Eu	
Le Tréport	
Rouen Nord	Création
Bolbec	Transfert de la garde de Bolbec à Lillebonne
Lillebonne	

Tableau 9 : Évolutions cibles du maillage

Ces évolutions n'excluent pas d'autres évolutions consécutives à des opportunités organisationnelles et/ou immobilières qui se présenteraient, permettant une amélioration du service rendu à la population.

La mise en service des nouveaux centres (Rouen Nord, Rouen Zénith, Barentin-Pavilly) conduira à un réexamen de la distribution des secours de toutes les zones limitrophes.

	Aujourd'hui	Cible
Garde J/N	9	14
Garde J/ Astreinte N	6	7
Astreinte J/N	66	43
Disponibilité J/Astreinte N	0	1
Disponibilité J/N	0	12
TOTAL	81	77

Figure 25 : Evolution de la répartition du nombre de centres d'incendie et de secours en fonction de leur organisation

PROJET

La carte ci-dessous représente le maillage territorial actuel des CIS en prenant en compte les changements de modes d'organisation induits par l'application des critères du Sdacr 2015[pc1].

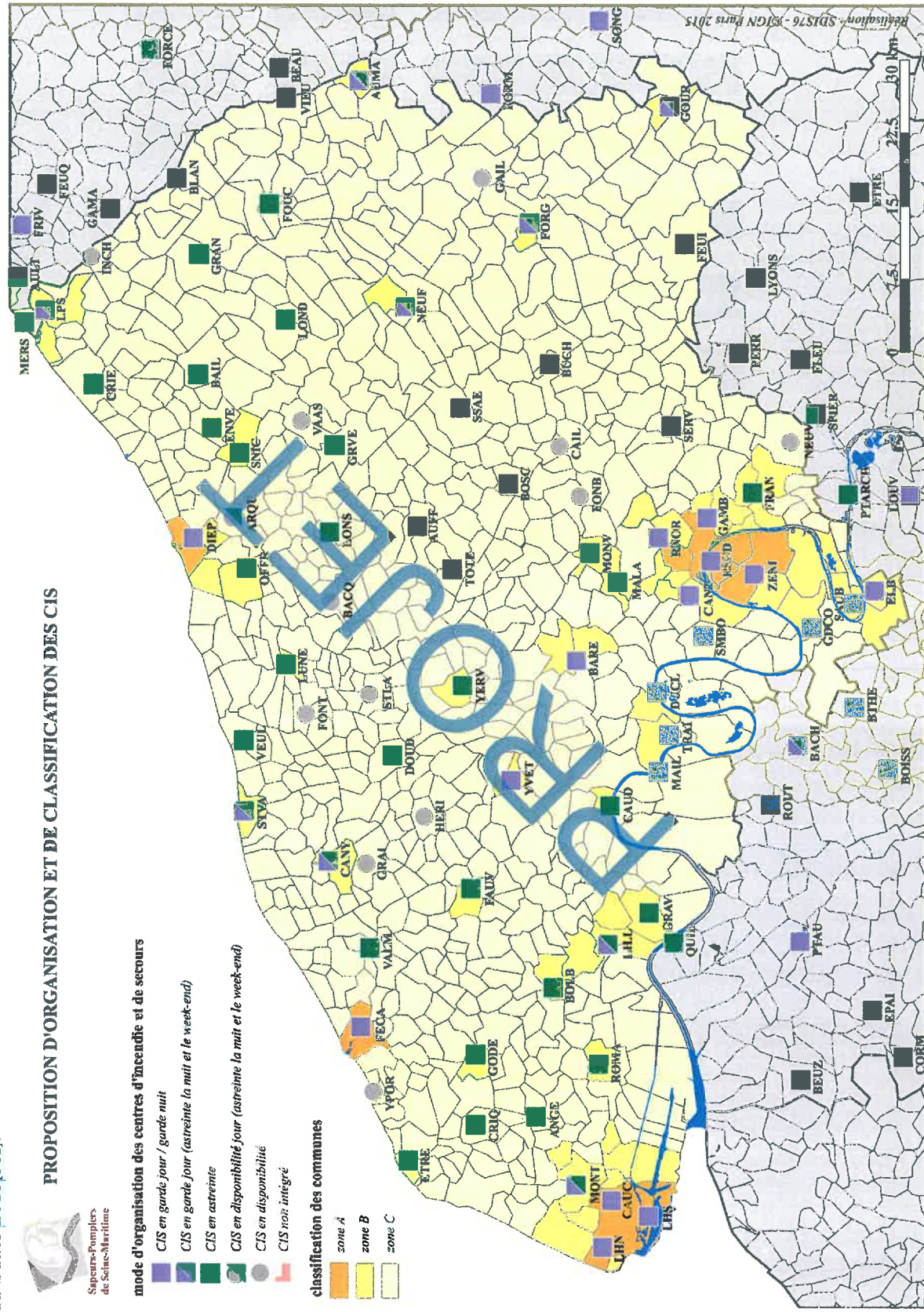


Figure 26 – Proposition d'organisation et de classification des centres d'incendie et de secours du Sdis 76

3. Analyse et limites de l'organisation

1. Analyse du taux de couverture des communes du département

Les données relatives au zonage des communes et aux objectifs de couverture associés, ainsi que le mode d'organisation des centres permettent d'évaluer le taux de couverture théorique du département.

Zone	La journée en semaine					
	Défaut de couverture (km ²)	Superficie couverte dans les délais (km ²)	Taux de couverture du territoire dans les délais	Population non défendue dans les délais (hab)	Population défendue dans les délais (hab)	Taux de couverture de la population dans les délais
A	36	118	76,6%	45916	389904	89,5%
B	77	556	87,8%	8134	385181	97,9%
C	658	4890	88,1%	14239	380238	96,4%
Couverture du département en 20 min	694	5641	89,0%	15403	1208209	98,7%

Tableau 10 - Analyse des taux de couverture des communes du département en fonction du zonage en période journée semaine

Zone	La nuit et la journée en week-end					
	Défaut de couverture (km ²)	Superficie couverte dans les délais (km ²)	Taux de couverture du territoire dans les délais	Population non défendue dans les délais (hab)	Population défendue dans les délais (hab)	Taux de couverture de la population dans les délais
A	36	118	76,6%	45916	389904	89,5%
B	84	549	86,7%	8433	384882	97,9%
C	951	4597	82,9%	20767	373710	94,7%
Couverture du département en 20 min	978	5357	84,6%	21705	1201907	98,2%

Tableau 11 - Analyse des taux de couverture des communes du département en fonction du zonage la nuit et la journée en week-end

La comparaison des taux de couverture théoriques du département avec les objectifs de couverture est la suivante :

Objectif de couverture		Taux de couverture du territoire dans les délais	Taux de couverture de la population dans les délais
		90 %	90 %
Couverture théorique du territoire départemental	Période journée semaine	87,8 %	94,1 %
	Période nuit + week-end	83,1 %	93,9 %

Tableau 12 - Comparaison des taux de couverture théoriques du département et des objectifs de couverture

Avec les choix de maillage et de mode de fonctionnement des centres explicités précédemment, le taux de couverture théorique de la population dans les délais est conforme à l'objectif formulé (même sensiblement supérieur). En revanche, le taux de couverture théorique du territoire dans les délais est inférieur à l'objectif.

La formulation des objectifs de couverture prévoyait également que les objectifs de couverture soient atteints pendant 90% du temps. Cette analyse ne peut être estimée théoriquement en amont de la mise en œuvre du Sdacr. Le suivi des interventions permettra, a posteriori, de vérifier si cet objectif est atteint.

2. Complément de couverture

Le détail des communes pour lesquels les objectifs de couverture, prévus dans le Sdacr, ne sont théoriquement pas atteints est représenté sur la carte suivante :

PROJET

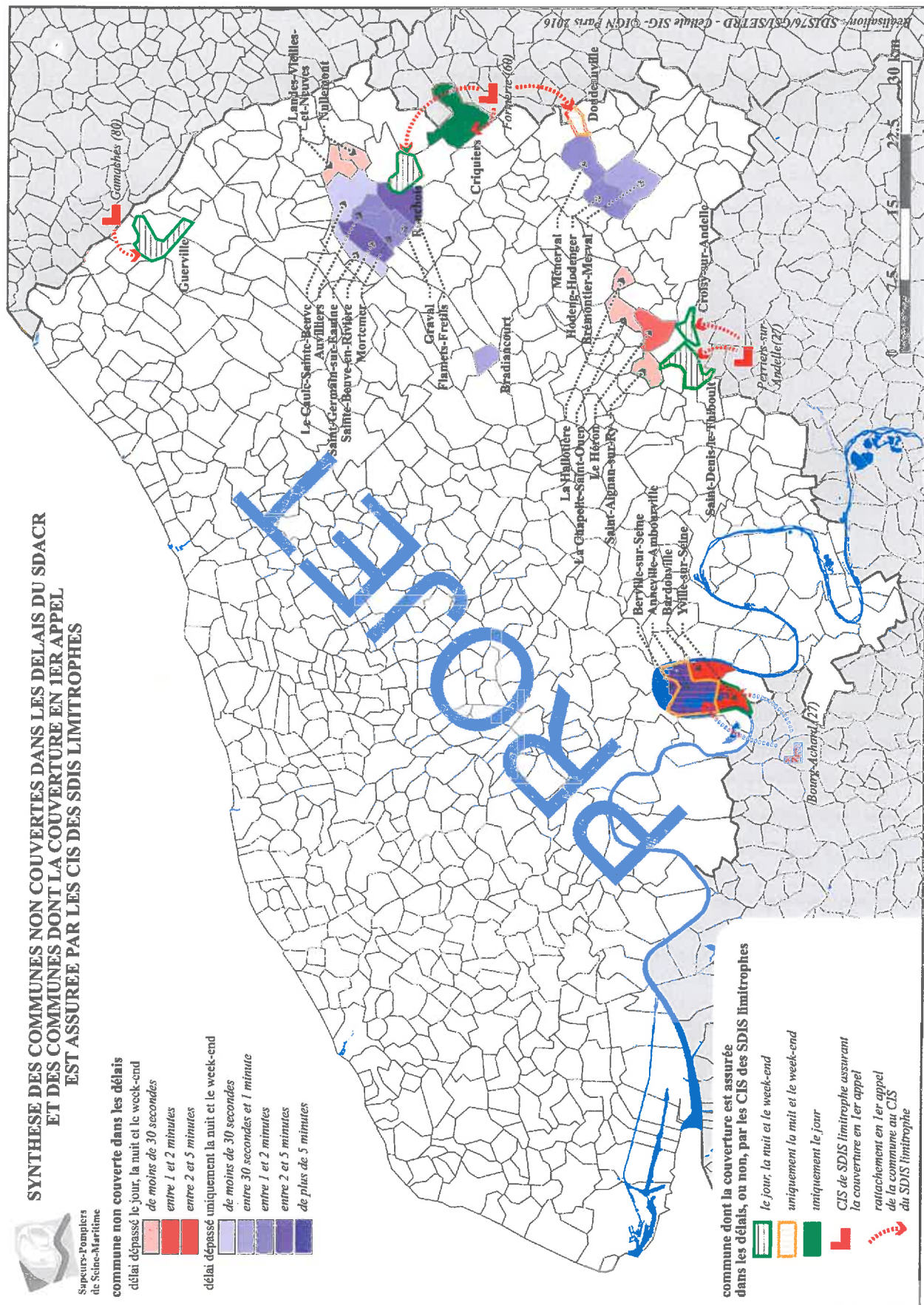


Figure 27 – Les communes non couvertes par le Sdis dans les délais prévus par le Sdac

Toutefois, afin de s'approcher au plus près de ces objectifs de couverture, le Sdis 76 élabore des conventions interdépartementales d'assistance mutuelle permettant aux Sdis limitrophes de couvrir en premier appel certaines communes de la Seine-Maritime.

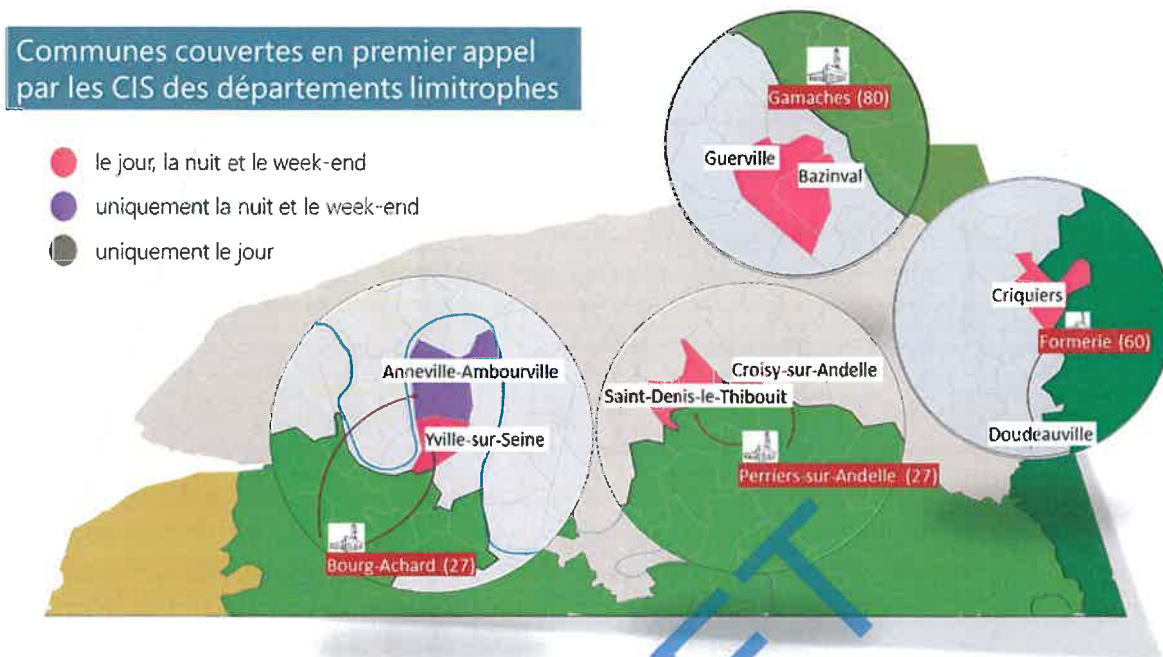


Figure 28 : Communes faisant l'objet de conventions interdépartementales d'assistance mutuelle

3. Limites prévisibles de l'organisation

Délais supérieurs à 20 minutes

Malgré les mesures mises en place dans l'organisation, les objectifs de délai de couverture seront parfois dépassés. Ces dépassements, allant de quelques secondes à plus de cinq minutes, ont été identifiés, et dimensionnés en fonction de la période de la semaine et de la journée.

Ces dépassements sont représentés dans le graphique ci-dessous :

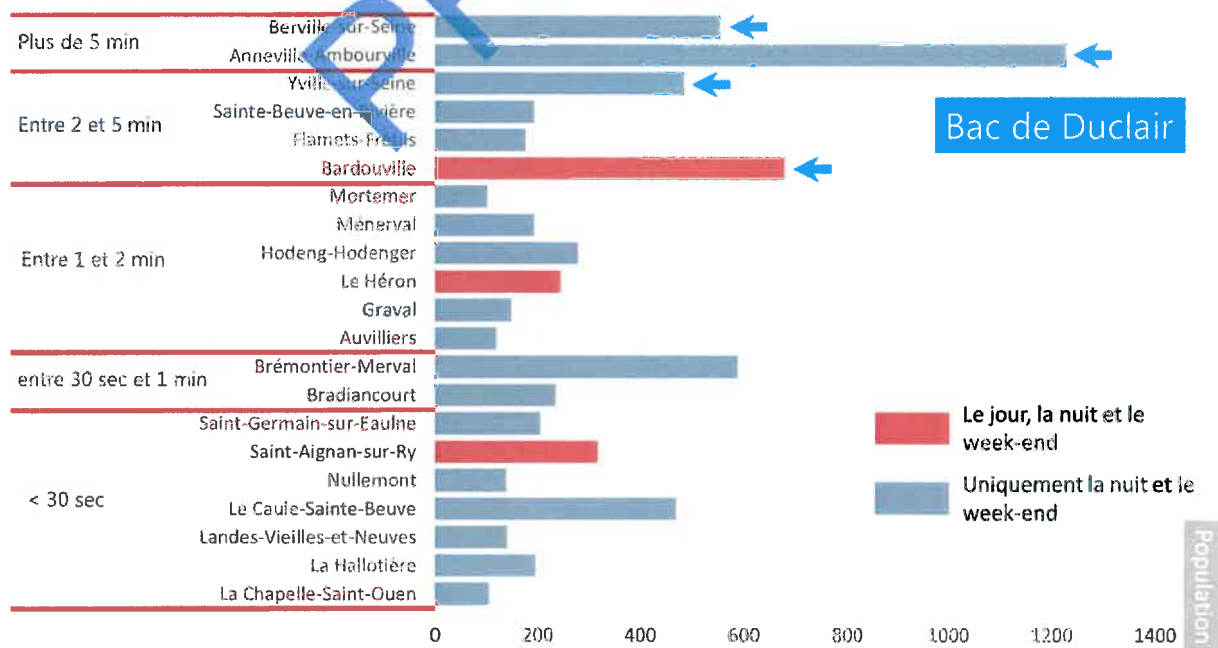


Figure 29 : Identification des dépassements des délais de couverture

Communes hors délais

De la même manière, certaines communes seraient couvertes hors délais, notamment en fonction du moment de la journée et de la semaine.

Ces communes sont identifiées sur la carte suivante :

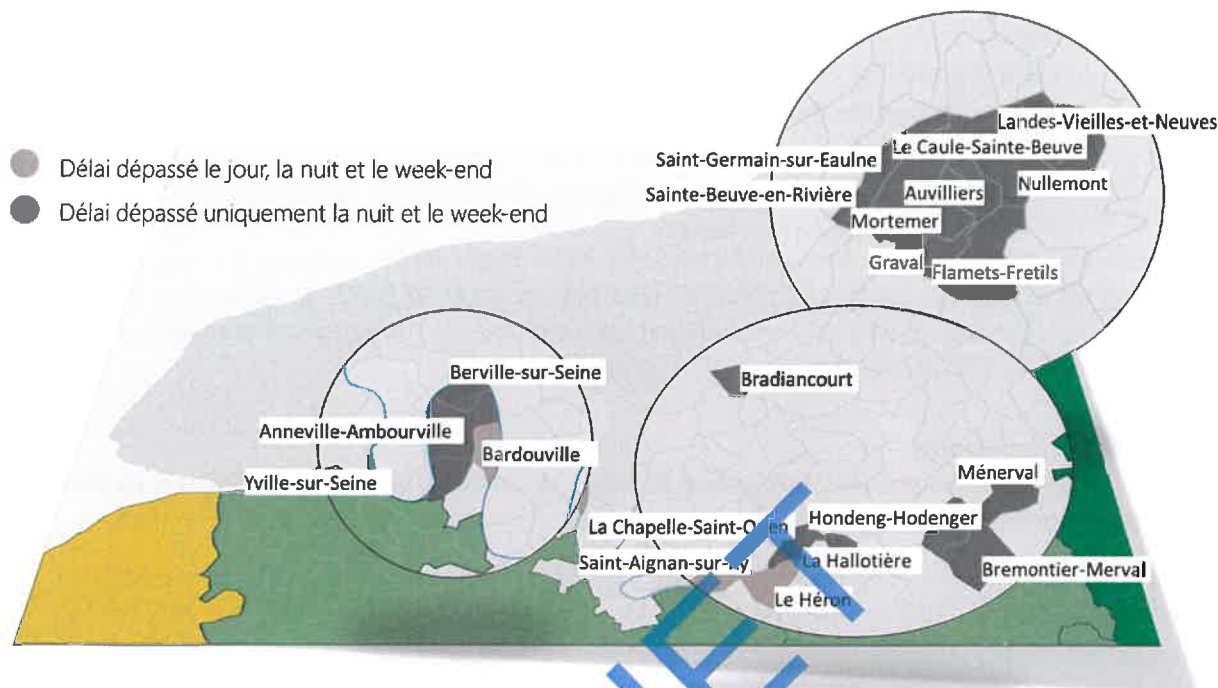


Figure 30 : Communes hors délais

4. Engins et engagement

1. Objectifs d'ajustement des moyens courants

Les moyens courants sont définis comme étant les moyens de secours d'urgence aux personnes (SUAP), incendie (INC), secours routier (SR), opérations diverses (OD).

Démarche

Les évolutions dans le mode d'organisation des centres de secours présentées précédemment conduisent à adapter l'attribution des véhicules.

Une étude visant à établir des règles d'attribution des moyens a été réalisée. Elle se base sur les principes suivants :

- tous les CIS assurent des missions de lutte contre l'incendie,
- tous les CIS assurent des missions de secours d'urgence aux personnes,
- tous les CIS assurent des opérations diverses,
- la réponse opérationnelle du service utilise des moyens qualifiés d'adaptés, ou d'adaptables et peut intervenir dans un mode dégradé.

Définitions

- **moyens de secours adaptés** : la couverture des risques courants est assurée par des moyens de secours adaptés qui répondent aux dispositions de l'article R1424-42 du code général des collectivités territoriales, dans des délais conformes aux objectifs du Sdacr.

- **moyens de secours adaptables** : la couverture des risques courants peut également être assurée par un moyen de secours adaptable. Celui-ci est pourvu des équipements et des personnels en nombre et qualité lui permettant de réaliser les premières actions de secours. Il ne peut assurer seul certaines missions.
- le **mode dégradé** est envisagé lorsque :
 - la couverture des risques courants ne peut plus être assurée par des moyens adaptés ou adaptables dans les délais de couvertures cibles,
 - la situation revêt une extrême urgence : une action de secours est de nature à préserver la vie d'une ou plusieurs victimes.

Lorsqu'un moyen est engagé en première intention en mode dégradé, la couverture est, elle-même, dite «dégradée». Cet engagement est systématiquement complété par l'engagement d'un moyen de secours adapté issu d'un autre CIS pouvant intervenir hors délai Sdacr.

Attribution des moyens

Le tableau ci-dessous précise l'équipement de base des centres d'incendie et de secours en fonction du mode d'organisation retenu (astreinte, garde, disponibilité).

TYPES DE CIS	Moyens de secours d'urgence aux personnes	Opérations Diverses	Moyens incendie	Moyens aériens	Moyens de secours routiers
CIS en disponibilité	Adaptable/Adapté*	Adapté	Adaptable/Adapté*		
CIS en astreinte	Adaptable/Adapté*	Adapté	Adaptable/Adapté*	Selon les risques du secteur	Selon les risques du secteur
CIS en garde	Adapté	Adapté	Adapté	Selon les risques du secteur	Selon les risques du secteur

Tableau 13 - Dotation en moyens adaptés ou adaptables en fonction du mode d'organisation des CIS

* Selon les règles d'allocation spécifiques de la mission.

2. Démarche de travail

La quantité et la nature (adapté ou adaptable) des engins alloués à un CIS est déterminée sur la base de l'analyse de paramètres spécifiques aux différentes missions assurées par les CIS.

Les paramètres pris en compte dans les règles d'attribution des véhicules sont les suivants :

- Indice de recouvrement : capacité d'un CIS à être aidé par les CIS voisins dans les délais du Sdacr
- Durée moyenne des sorties de secours par type de mission
- Classification de communes du secteur
- Etudes spécifiques du territoire
- Simultanéité des événements

L'étude de ces paramètres a été complétée par une étude statistique visant le potentiel d'évènements sur les territoires établi grâce à la moyenne triennale des interventions [2011-2013].

Au-delà de deux engins adaptés attribués, une étude spécifique sera réalisée pour répondre au mieux au besoin.

3. Règles d'attribution des engins par mission

Moyens incendie (INC)

La mission incendie étant la mission exclusive des sapeurs-pompiers, tous les centres d'incendie et de secours assurent les missions de lutte contre les incendies.

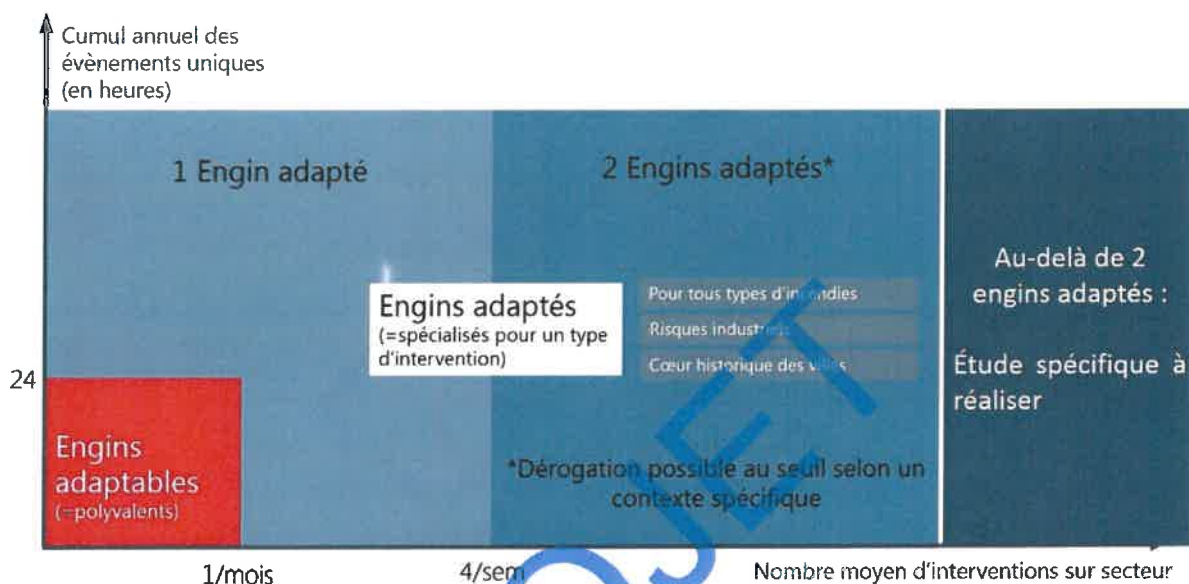


Figure 31 : Règles d'attribution des engins de lutte contre l'incendie

Moyens de secours d'urgence aux personnes (SUAP)

Les interventions pour secours d'urgence à la personne étant la mission première des sapeurs-pompiers, tous les centres d'incendie et de secours assureront cette mission. A ce titre, tous les CIS seront équipés d'un sac de premiers secours permettant de faire une autre mission SUAP simultanément.



Figure 32 : Règle d'attribution des engins de secours d'urgence aux personnes

Moyens de secours routiers

Les engins de secours routiers nécessitent également une politique d'attribution. Les critères d'affectation prennent en compte une intervention en deux temps :

- un premier abordage des victimes par un VSAV,
- puis le complément de réponse opérationnelle par des moyens de désincarcération.

Les moyens de désincarcération seront affectés de façon privilégiée dans les CIS organisés en garde et proches de grands axes routiers ou d'établissements industriels importants pour pouvoir garantir un premier moyen de désincarcération en 30 minutes.

Règles d'attribution des véhicules de désincarcération

1^{er} temps : Prise en charge des victimes avec un VSAV

2^{ème} temps : les moyens de désincarcération viennent compléter la réponse opérationnelle

1^{er} moyen de désincarcération à 30 minutes

Maillage des VSRM à 40 minutes



Figure 33 : Règles d'attribution des moyens de désincarcération

Moyens de balisage

En ce qui concerne le balisage, la nécessité de conserver les véhicules de secours routiers pour la réalisation du balisage dans le département a été mise en exergue.

En effet, si le balisage est systématique pour une intervention avec désincarcération, il est nécessaire sur les grands axes routiers et selon l'importance du flux de circulation ou la configuration géographique. Aussi, le Sdis de la Seine-Maritime a choisi de développer la fonction balisage sur tous ses véhicules tout usage (VTU).

Intervention avec désincarcération

Balisage systématique

Intervention sans désincarcération

Balisage non systématique

mais nécessaire sur les grands axes et selon l'importance du flux de circulation ou la configuration géographique



Figure 34 : Règles opérationnelles relatives aux véhicules de balisage

Moyens aériens

Les moyens aériens disposent également de règles d'attribution basées sur l'analyse des risques en termes de besoin de ce type de véhicules.

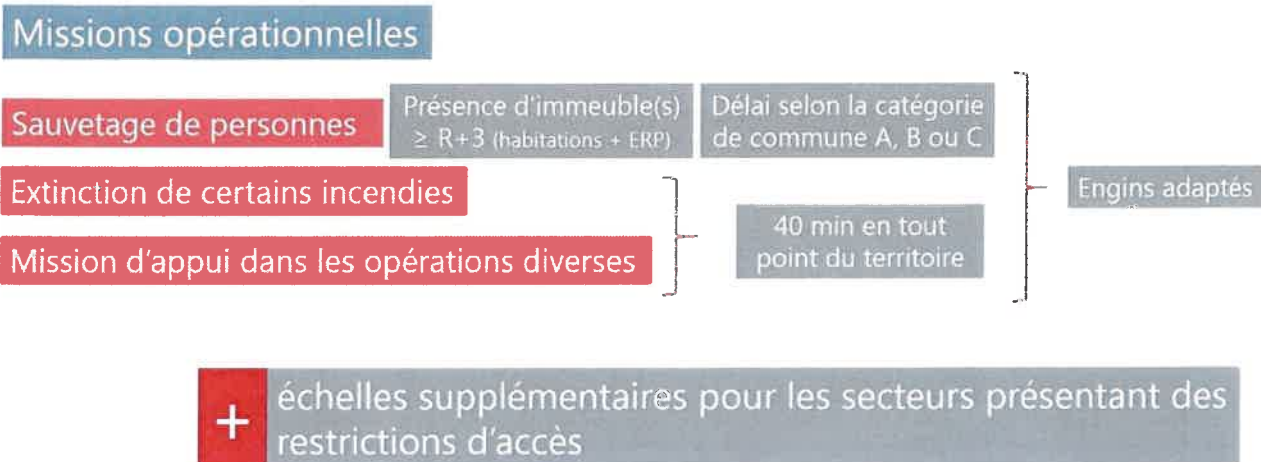


Figure 35 : Règles d'attribution des échelles et bras élévateurs aériens

4. Les évolutions des moyens

L'application de ces règles conduit aux évolutions cibles du parc de véhicules opérationnels.

Les nouvelles règles d'allocation permettent d'apporter une première réponse en tout point du territoire dans les délais proposés par ce schéma. Ce premier niveau de réponse peut être apporté par un moyen adapté à l'intégralité des missions auxquelles il est dévolu (SUAP ou INC) ou par un moyen adaptable capable d'en assurer une partie.

Les engins adaptables viendront ainsi compléter le parc des engins adaptés de façon à assurer un premier niveau de réponse en tout point du département.

De cette manière, les règles d'allocation des moyens ont conduit à une évolution des moyens adaptés et adaptables telle que suit :

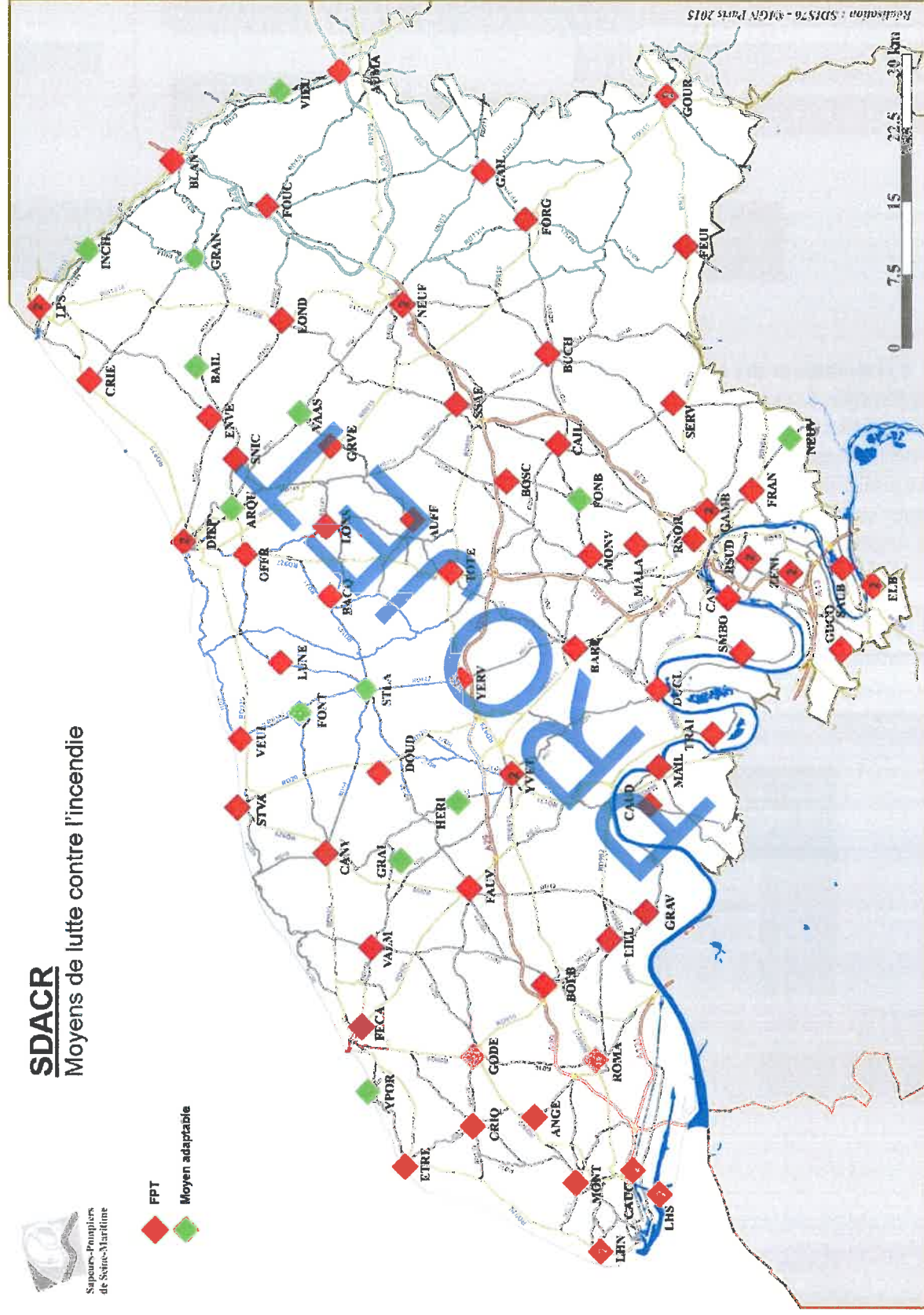
Le nombre d'engins

	Nombre d'engins SUAP			Nombre d'engins INC			Nombre d'engins de Secours Routier		Nombre d'engins aériens		
	Adaptés	Adaptables	Total	Adaptés	Adaptables	Total	Adaptés	Total	18 m 42 m	15 m	Total
Aujourd'hui	90	12	102	92	2	94	31	31	25	10	35
Évolution proposée	+6	+2	+8	+15	+11	+26	+1	+1	+2	+6	+8
Cible visée	84	14	98	77	13	90	32	32	27	16	43

SUAP = Secours d'urgence aux personnes
INC = Incendie

Tableau 14 – Evolution des moyens opérationnels du Sdis 76 dédiés à la couverture des risques courants

La répartition des engins de secours courants est représentée sur les cartes ci-après. Le détail à l'échelle du centre d'incendie et de secours est précisé dans le règlement opérationnel.



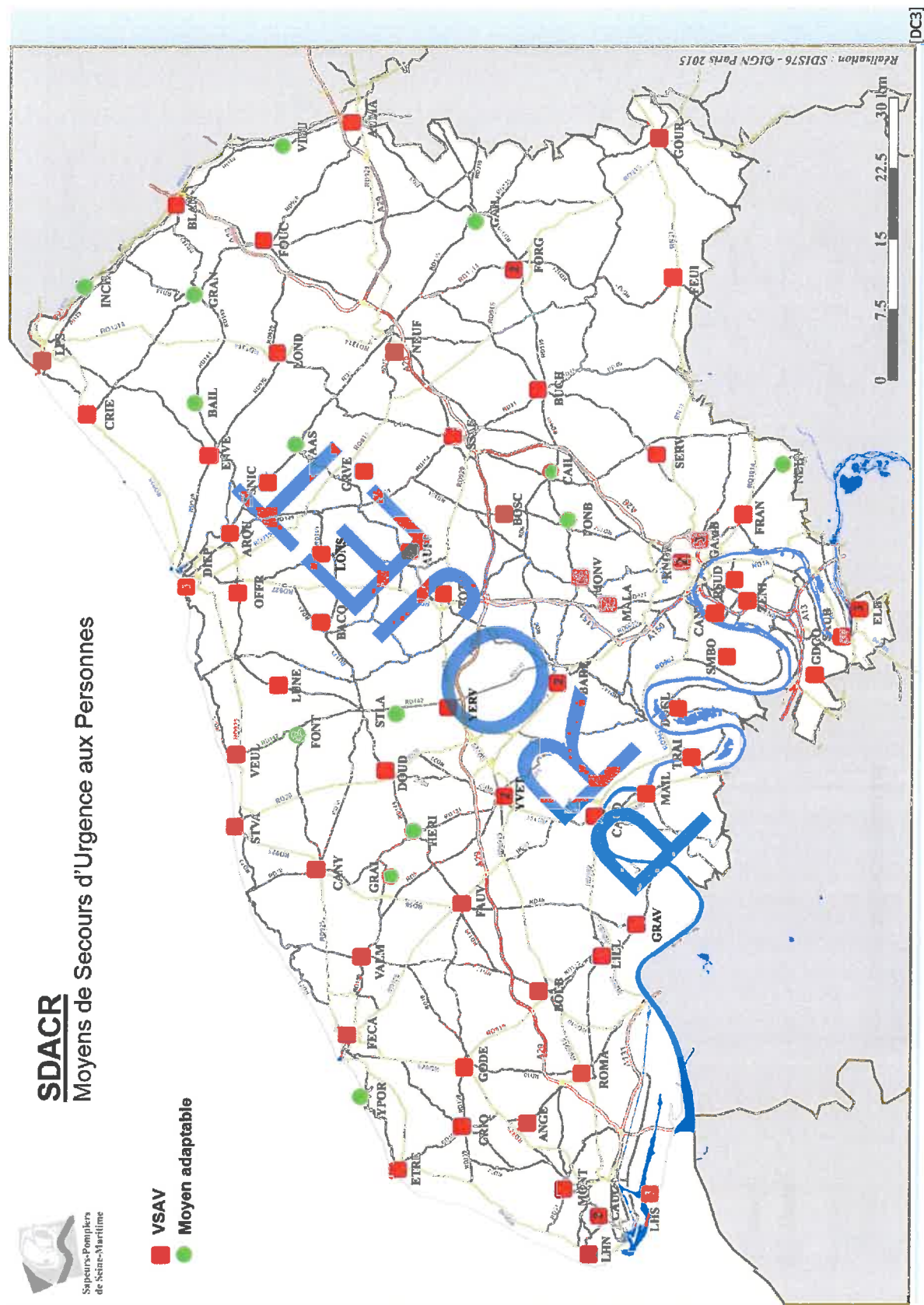


Figure 37 : Répartition des moyens de secours d'urgence aux personnes (SUAP)

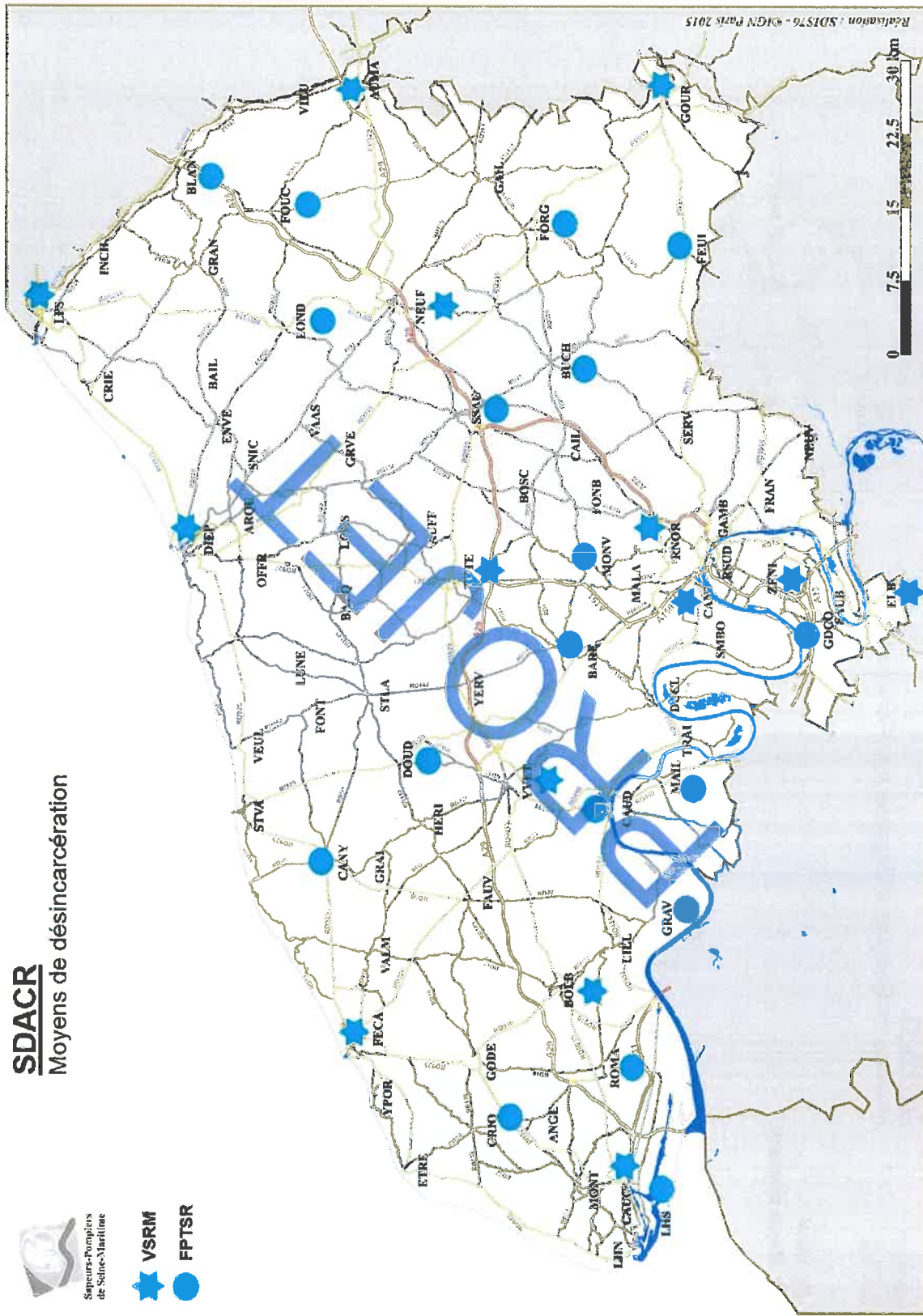


Figure 38 : Répartition [DC4] des moyens de désincarcération

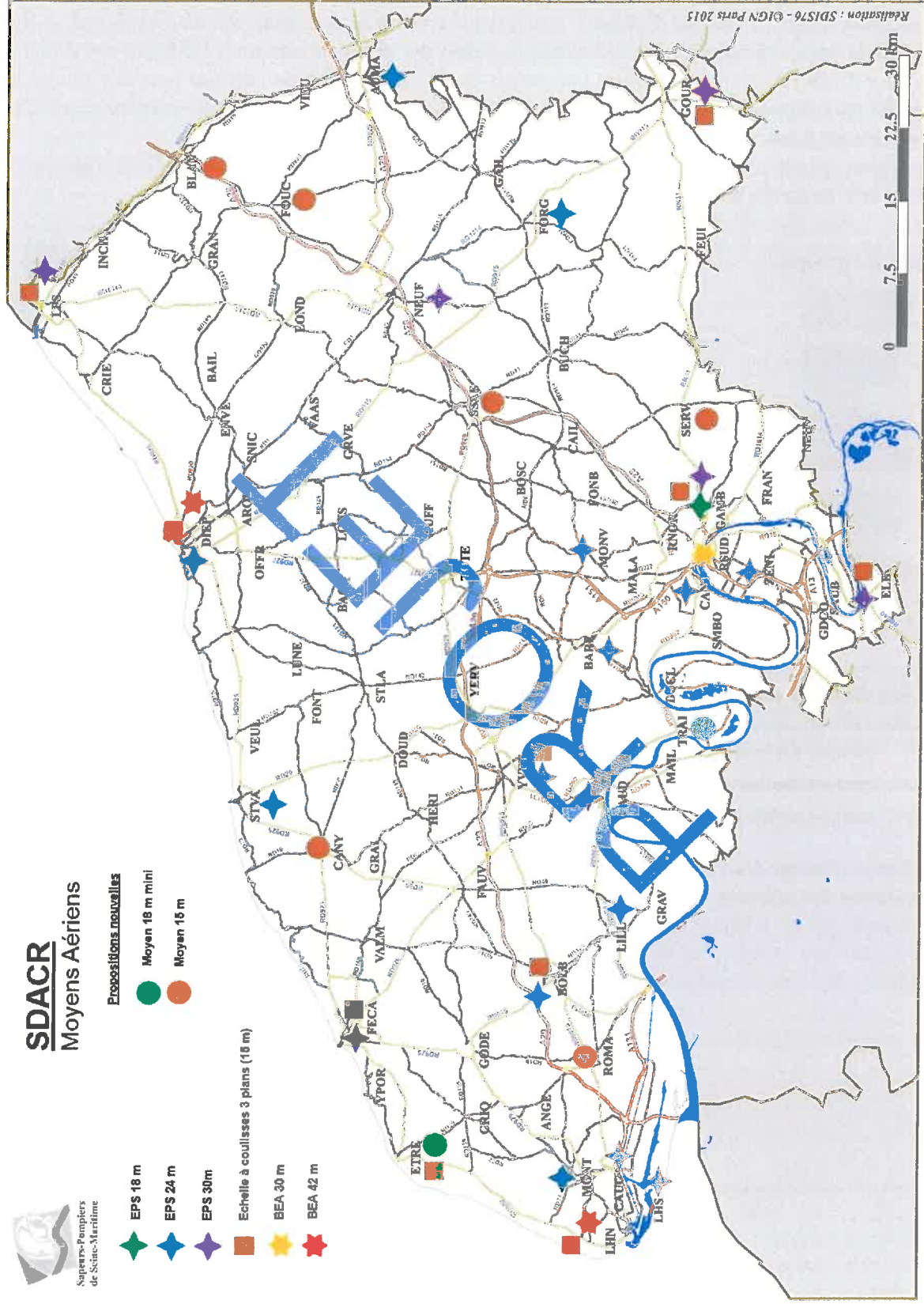


Figure 39 : Répartition des moyens[DC5] aériens

5. Personnels

1. Potentiel opérationnel journalier (POJ), effectifs et compétences – la méthode de travail

Les analyses menées en termes d'effectifs (analyse par créneau horaire, jour, semaine/week-end, et par mois, étude de la simultanéité des sollicitations, calcul des seuils de rupture à l'effectif opérationnel journalier actuel jour/nuit - week-end) ont permis de définir un **seuil de rupture** pour déterminer le **potentiel opérationnel journalier** nécessaire à l'accomplissement des différentes missions de chaque centre dans les délais prévus par le Sdacr.

Le potentiel opérationnel journalier est constitué des effectifs opérationnels journaliers (EOJ) (personnel SPP ou SPV de garde) ainsi que des effectifs opérationnels d'astreinte.

Choix du groupe 1

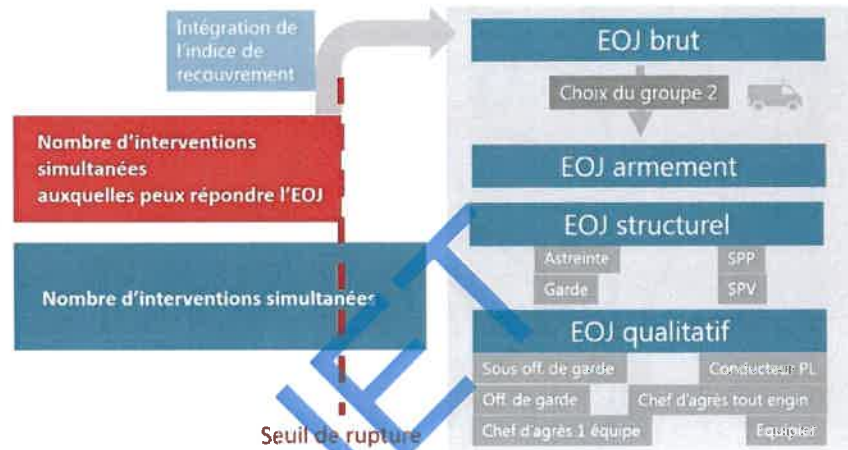


Figure 40 : Méthode de détermination du POJ

2. Des objectifs multiples

Les objectifs de cette évolution sont multiples :

- adapter les ressources aux besoins au regard de l'analyse du territoire,
- trouver des leviers de flexibilité organisationnelle,
- utiliser toutes les compétences, qu'elles soient SPP ou SPV.

3. Les évolutions des effectifs

L'évolution des effectifs, en fonction du mode d'organisation, obtenue par la démarche de travail est représentée par les schémas suivants.

L'évolution des effectifs va se faire de façon progressive à compter du 1^{er} février 2016 jusqu'à la réalisation de toutes les préconisations du Sdacr (fusions, constructions, création, ...).

Potentiel opérationnel journalier au 1^{er} Juil 2016



	POJ Jour		POJ Nuit (Début de nuit)	
Lundi au vendredi	501	222 de garde 279 d'astreinte	510	141 de garde 369 d'astreinte
Samedi	504	147 de garde 357 d'astreinte	510	141 de garde 369 d'astreinte
Dimanche	498	129 de garde 369 d'astreinte	498	129 de garde 369 d'astreinte

* Regroupement des Cis Eu-Le Tréport-Etalondes

Potentiel opérationnel journalier à terme



	POJ Jour		POJ Nuit (Début de nuit)	
Lundi au vendredi	521	237 de garde 284 d'astreinte	516	147 de garde 369 d'astreinte
Samedi	507	150 de garde 357 d'astreinte	516	147 de garde 369 d'astreinte
Dimanche	507	141 de garde 366 d'astreinte	510	141 de garde 369 d'astreinte

Figure 41 : Evolution du potentiel opérationnel journalier

Tableau 15 : Potentiel Opérationnel Journalier au 1^{er} juillet 2016

Tableau bilan :

	POJ JOUR			POJ début de nuit			POJ fin de nuit		
	Garde	Astreinte	Total	Garde	Astreinte	Total	Garde	Astreinte	Total
Lundi au Vendredi	222	279	501	141	369	510	129	369	498
Samedi	147	357	504	141	369	510	129	369	498
Dimanche	129	369	498	129	369	498	129	369	498

Tableau de détail :

Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1^{er} juillet 2016

	POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)						
	Garde			Astreinte	Garde						
	EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures + nuits dimanche	Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
79 CIS hors CTA/CODIS	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	4	4
Angerville- l'Orcher	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	6	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	6	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	6	6
Arques-la- Bataille	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	6	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	6	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	6	6

Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1^{er} juillet 2016

		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
		Garde			Astreinte	Garde					SPV	SPV
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde		EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures + nuits dimanche		
79 CIS hors CTA/CODIS	Lundi au Vendredi	3	0	3	6	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
Auffay	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Bacqueville-en-Caux	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bailly-en-Rivière	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Barentin	Lundi au Vendredi	6	2	4	3	3	0	0	3	0	9	9
	Samedi	3	0	3	6	3	0	0	3	0	9	9
	Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9
Blangy-sur-Bresle	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7

Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1^{er} juillet 2016

		POJ Jour (12 heures)			POJ Nuit (12 heures)						Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures	
		Garde			Astreinte	Garde							
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures + nuits dimanche	SPV	SPV	
79 CIS hors CTA/CODIS	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	9	9	
	Samedi	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9	
	Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9	
Bolbec	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	7	7	
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7	
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7	
Bosc-le-Hard	Lundi au Vendredi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7	
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7	
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7	
Buchy	Lundi au Vendredi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7	
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7	
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7	
Caillly	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Canteleu	Lundi au Vendredi	12	9	3	3	9	9	6	3	3	3	3	
	Samedi	9	6	3	3	9	9	6	3	3	3	3	
	Dimanche	9	6	3	3	9	9	6	3	3	3	3	

Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1^{er} juillet 2016

		POJ Jour (12 heures)			POJ Nuit (12 heures)						Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
		Garde			Astreinte	Garde					SPV	SPV
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde		EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures + nuits dimanche		
79 CIS hors CTA/CODIS	Lundi au Vendredi	3	0	3	4	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0		0	0	0	0	0	7	7
	Lundi au Vendredi	15	15	0	3	15	15	12	3	3	3	3
	Samedi	15	12	3	3	15	15	12	3	3	3	3
	Dimanche	15	12	3	3	15	15	12	3	3	3	3
	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
Caudebec-en- Caux	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Criel-sur-Mer	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Criquetot- l'Esneval	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4

Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1^{er} juillet 2016

		POJ Jour (12 heures)			POJ Nuit (12 heures)						Astreinte	
		Garde			Astreinte	Garde					début de nuit 4 heures	fin de nuit durée 8 heures
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures + nuits dimanche	SPV	SPV
79 CIS hors CTA/CODIS	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Deville-lès Rouen	Lundi au Vendredi	15	12	3	3	12	12	9	3	3	3	3
	Samedi	12	9	3	3	12	12	9	3	3	3	3
	Dimanche	12	9	3	3	12	12	9	3	3	3	3
Dieppe	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Doudeville	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	6	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
Duclair	Lundi au Vendredi	15	12	3	3	12	12	9	3	3	3	3
	Samedi	12	9	3	3	12	12	9	3	3	3	3
	Dimanche	12	9	3	3	12	12	9	3	3	3	3
Elbeuf	Lundi au Vendredi	0	0	0	3	0	0	0	0	0	3	3
	Samedi	0	0	0	3	0	0	0	0	0	3	3
	Dimanche	0	0	0	3	0	0	0	0	0	3	3

Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1^{er} juillet 2016

		POJ Jour (12 heures)			POJ Nuit (12 heures)					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures	
		Garde			Astreinte	Garde						
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures + nuits dimanche	SPV	SPV
79 CIS hors CTA/CODIS	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	4	4
Etretat	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
Les Prés salés	Lundi au Vendredi	6	2	4	6	0	0	0	0	0	9	9
	Samedi	3	0	3	6	0	0	0	0	0	9	9
	Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9
Fauville-en-Caux	Lundi au Vendredi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
Fécamp	Lundi au Vendredi	9	6	3	3	6	6	0	6	6	6	6
	Samedi	6	0	6	6	6	6	0	6	6	6	6
	Dimanche	6	0	6	6	6	6	0	6	6	6	6
La Feuillie	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7

Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1^{er} juillet 2016

		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)						Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
		Garde			Astreinte	Garde							
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures + nuits dimanche	SPV	SPV	
79 CIS hors CTA/CODIS	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Fontaine-le-Dun	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Forges-les-Eaux	Lundi au Vendredi	3	0	3	6	0	0	0	0	0	7	7	
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7	
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7	
Foucarnont	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	7	7	
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7	
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7	
Franqueville-Saint-Pierre	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	6	6	
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6	
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6	
Gaillefontaine	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1^{er} juillet 2016

		POJ Jour (12 heures)			POJ Nuit (12 heures)						Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
		Garde			Astreinte	Garde					SPV	SPV
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde		EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures + nuits dimanche		
79 CIS hors CTA/CODIS	Lundi au Vendredi	30	30	0	0	24	24	24	0	0	0	0
	Samedi	27	27	0	0	24	24	24	0	0	0	0
	Dimanche	24	24	0	0	24	24	24	0	0	0	0
Grand-Coucoune	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	6	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
Goderville	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
Gournay-en-Bray	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	9	9
	Samedi	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9
	Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9
Grainville-la-Teinturière	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Grandcourt	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4

Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1^{er} juillet 2016

		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
		Garde			Astreinte	Garde						
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures + nuits dimanche		
79 CIS hors CTA/CODIS	Lundi au Vendredi	9	5	4	3	3	0	0	3	0	9	9
	Samedi	3	0	3	6	3	0	0	3	0	9	9
	Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9
Notre-Dame-de-Gravenchon	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
Les Grandes-Ventes	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Le Havre Nord	Lundi au Vendredi	15	15	0	3	15	15	12	3	3	3	3
	Samedi	15	12	3	3	15	15	12	3	3	3	3
	Dimanche	15	12	3	3	15	15	12	3	3	3	3
Le Havre Sud	Lundi au Vendredi	15	15	0	3	15	15	12	3	3	3	3
	Samedi	15	12	3	3	15	15	12	3	3	3	3
	Dimanche	15	12	3	3	15	15	12	3	3	3	3
Héricourt-en-Caux	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1^{er} juillet 2016

		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
		Garde			Astreinte	Garde					SPV	SPV
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde		EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures + nuits dimanche		
79 CIS hors CTA/CODIS	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Lillebonne	Lundi au Vendredi	6	2	4	3	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
Londinières	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
Longueville-sur-Scie	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Luneray	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
La Mailleraye-sur-Seine	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4

Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1^{er} juillet 2016

		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
		Garde			Astreinte	Garde					SPV	SPV
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde		EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures + nuits dimanche		
79 CIS hors CTA/CODIS	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Malaunay	Lundi au Vendredi	3	0	3	6	0	0	0	0	0	9	9
	Samedi	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9
	Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9
Montivilliers	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
Montville	Lundi au Vendredi	9	5	4	3	0	0	0	0	0	9	9
	Samedi	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9
	Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9
Neufchâtel- en-Bray	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
La Neuville- Chant-d'Oisel	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Offranville	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	6	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6

Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1^{er} juillet 2016

		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
		Garde			Astreinte	Garde					SPV	SPV
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde		EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures + nuits dimanche		
79 CIS hors CTA/CODIS	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Saint- Romain-de- Colbosc	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
Rouen-Sud	Lundi au Vendredi	24	21	3	0	21	21	18	3	3	0	0
	Samedi	21	18	3	0	21	21	18	3	3	0	0
	Dimanche	21	18	3	0	21	21	18	3	3	0	0
Saint-Aubin- lès-Elbeuf	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
Servaville	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Saint-Martin- de- Boscherville	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4

Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1^{er} juillet 2016

		POJ Jour (12 heures)			POJ Nuit (12 heures)						Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
		Garde			Astreinte	Garde					SPV	SPV
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde		EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures + nuits dimanche		
79 CIS hors CTA/CODIS	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	6	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
Saint-Nicolas- d'Aliermont	Lundi au Vendredi	9	5	4	3	3	0	0	3	0	6	6
	Samedi	3	0	3	6	3	0	0	3	0	6	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
Sotteville-lès- Rouen	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
Saint-Saëns	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Saint-Laurent- en-Caux	Lundi au Vendredi	6	2	4	3	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
Saint-Valéry- en-Caux	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
Tôtes	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6

Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1^{er} juillet 2016

		POJ Jour (12 heures)			POJ Nuit (12 heures)						Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
		Garde			Astreinte	Garde					SPV	SPV
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde		EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures + nuits dimanche		
79 CIS hors CTA/CODIS	Lundi au Vendredi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
Saint-Vaast-d'Equiqueville	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Valmont	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Veules-les-Roses	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Vieux-Rouen-sur-Bresle	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Yerville	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6

Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1^{er} juillet 2016

		POJ Jour (12 heures)			POJ Nuit (12 heures)					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
79 CIS hors CTA/CODIS		Garde			Astreinte	Garde					SPV
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde		EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures + nuits dimanche	
Yport	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Yvetot	Lundi au Vendredi	9	5	4	6	3	0	0	3	0	9
	Samedi	3	0	3	6	3	0	0	3	0	9
	Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9

Tableau 16 : Effectif opérationnel journalier CTA-CODIS

LUNDI - MARDI						
	7h30	9h00	19h30	21h00	7h30	
Officier superviseur	1	1	1	1	1	
Chefs de salle – adjoints au chef de salle	2	2	2	1	1	
Opérateurs - chef opérateurs	5	8	9	6	6	
Opérateurs PATS	3	3				
EOJ CTA - CODIS	11	14	11	8	8	
MERCREDI - JEUDI						
	7h30	9h00	19h30	21h00	7h30	
Officier superviseur	1	1	1	1	1	
Chefs de salle – adjoints au chef de salle	2	2	1	1	1	
Opérateurs - chef opérateurs	6	8	8	6	6	
Opérateurs PATS	2	3	1			
EOJ CTA - CODIS	11	14	11	8	8	
VENDREDI						
	7h30	9h00	19h30	21h00	7h30	
Officier superviseur	1	1	1	1	1	
Chefs de salle – adjoints au chef de salle	2	2	2	2	2	
Opérateurs - chef opérateurs	6	9	10	7	7	
Opérateurs PATS	2	3	1			
EOJ CTA - CODIS	11	15	14	10	10	
SAMEDI						
	7h30	9h00	19h30	21h00	7h30	
Officier superviseur	1	1	1	1	1	
Chefs de salle – adjoints au chef de salle	2	2	2	2	2	
Opérateurs - chef opérateurs	6	9	10	7	7	
Opérateurs PATS	2	3	1			
EOJ CTA - CODIS	11	15	14	10	10	

DIMANCHE					
	7h30	9h00	19h30	21h00	7h30
Officier superviseur	1	1	1	1	1
Chefs de salle – adjoints au chef de salle	2	2	2	1	2
Opérateurs - chef opérateurs	7	8	8	7	5
EOJ CTA - CODIS	10	11	11	9	8

Tableau 17 : Projection du potentiel opérationnel journalier cible

Tableau bilan :

	POJ JOUR			POJ début de nuit			POJ fin de nuit		
	Garde	Astreinte	Total	Garde	Astreinte	Total	Garde	Astreinte	Total
Lundi au Vendredi	237	284	521	147	369	516	141	369	510
Samedi	150	357	507	147	369	516	141	369	510
Dimanche	141	366	507	141	369	510	141	369	510

Tableau de détail :

Détail de la projection du potentiel opérationnel journalier cible										
	POJ Jour (12 heures)					POJ Nuit (12 heures)				
	Garde			Astreinte		Garde			Astreinte	
	EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	Astreinte	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures + nuits dimanche
77 CIS										
	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0
	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0
Angerville-l'Orcher										
	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0
	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0
Arques-la-Bataille										
	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0
	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0

Détail de la projection du potentiel opérationnel journalier cible

		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
		Garde			Astreinte	Garde					SPV	SPV
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde		EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures + nuits dimanche		
77 CIS	Lundi au Vendredi	3	0	3	6	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
Auffay	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Bacqueville-en-Caux	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bailly-en-Rivière	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
(Barentin/Pavilly) *	Lundi au Vendredi	9	5	4	3	3	0	0	3	0	9	9
	Samedi	3	0	3	6	3	0	0	3	0	9	9
	Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9

Détail de la projection du potentiel opérationnel journalier cible

		POJ Jour (12 heures)			POJ Nuit (12 heures)						Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
		Garde			Astreinte	Garde					SPV	SPV
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde		EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures + nuits dimanche		
77 CIS	Blangy-sur-Bresle	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	7	7
		Samedi	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
		Dimanche	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Bolbec	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	9	9
		Samedi	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9
		Dimanche	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9
	Bosc-le-Hard	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	7	7
		Samedi	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
		Dimanche	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Buchy	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	7	7
		Samedi	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
		Dimanche	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Cailly	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
			0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Détail de la projection du potentiel opérationnel journalier cible

		POJ Jour (12 heures)			POJ Nuit (12 heures)						Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
		Garde			Astreinte	Garde						
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures + nuits dimanche	SPV	SPV
77 CIS	Lundi au Vendredi	12	9	3	3	9	9	6	3	3	3	3
	Samedi	9	6	3	3	9	9	6	3	3	3	3
	Dimanche	9	6	3	3	0	9	6	3	3	3	3
	Lundi au Vendredi	6	2	4	3	0	0	0	0	0	7	7
Canteleu	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Lundi au Vendredi	18	15	3	3	15	15	12	3	3	3	3
	Samedi	15	12	3	3	15	15	12	3	3	3	3
Caucuriauville	Dimanche	15	12	3	3	15	15	12	3	3	3	3
	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
Caudebec-en-Caux	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Criquel-sur-Mer	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4

Détail de la projection du potentiel opérationnel journalier cible

		POJ Jour (12 heures)			POJ Nuit (12 heures)							
		Garde			Astreinte	Garde					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures + nuits dimanche	SPV	SPV
77 CIS	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Lundi au Vendredi	15	12	3	3	12	12	9	3	3	3	3
Dieppe	Samedi	12	9	3	3	12	12	9	3	3	3	3
	Dimanche	12	9	3	3	12	12	9	3	3	3	3
	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Doudeville	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	6	6
Duclair	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Lundi au Vendredi	15	12	3	3	12	12	9	3	3	3	3
Elbeuf	Samedi	12	9	3	3	12	12	9	3	3	3	3
	Dimanche	12	9	3	3	12	12	9	3	3	3	3

Détail de la projection du potentiel opérationnel journalier cible

		POJ Jour (12 heures)			POJ Nuit (12 heures)						Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
		Garde			Astreinte	Garde					SPV	SPV
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde		EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures + nuits dimanche		
77 CIS	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	7	7
Etretat	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Lundi au Vendredi	6	2	4	6	0	0	0	0	0	9	9
	Samedi	3	0	3	6	0	0	0	0	0	9	9
Les Prés Salés	Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9
	Lundi au Vendredi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
Fauville-en-Caux	Lundi au Vendredi	9	6	3	3	6	6	0	6	6	6	6
	Samedi	6	0	6	6	6	6	0	6	6	6	6
	Dimanche	6	0	6	6	6	6	0	6	6	6	6
	Lundi au Vendredi	6	0	6	6	6	6	0	6	6	6	6

Détail de la projection du potentiel opérationnel journalier cible

		POJ Jour (12 heures)			POJ Nuit (12 heures)						Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
		Garde			Astreinte	Garde					SPV	SPV
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde		EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures + nuits dimanche		
77 CIS	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fontaine-le-Bourg	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fontaine-le-Dun	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Forges-les-Eaux	Lundi au Vendredi	3	0	3	6	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	7	7
Foucarmont	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7

Détail de la projection du potentiel opérationnel journalier cible

		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)						Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
		Garde			Astreinte	Garde					SPV de garde fin de nuit 8 heures + nuits dimanche	SPV	SPV
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures				
77 CIS	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	0	6	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	0	6	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	0	6	6
	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Gaillfontaine	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Lundi au Vendredi	21	18	3	3	18	18	15	3	3	3	3	3
	Samedi	18	15	3	3	18	18	15	3	3	3	3	3
Gambetta	Dimanche	18	15	3	3	18	18	15	3	3	3	3	3
	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	0	6	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	0	6	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	0	6	6
Grand-Couronne	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	0	7	7
	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Goderville	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Détail de la projection du potentiel opérationnel journalier cible

		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
		Garde			Astreinte	Garde					SPV	SPV
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde		EOJ Garde début de nuit 4 heures	FOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures + nuits dimanche		
77 CIS	Lundi au Vendredi	6	2	4	3	0	0	0	0	0	9	9
	Samedi	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9
	Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9
	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Grainville-la-Teinturière	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Grandcourt	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
Notre-Dame-de-Gravenchon	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Les Grandes-Ventes	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4

Détail de la projection du potentiel opérationnel journalier cible

		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)						Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
		Garde			Astreinte	Garde					SPV de garde fin de nuit 8 heures + nuits dimanche	SPV	SPV
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures				
77 CIS	Lundi au Vendredi	15	12	3	3	12	12	9	3	3	3	3	3
	Samedi	12	9	3	3	12	12	9	3	3	3	3	3
	Dimanche	12	9	3	3	12	12	9	3	3	3	3	3
	Lundi au Vendredi	21	18	3	3	18	18	15	3	3	3	3	3
Le Havre Sud *	Samedi	18	15	3	3	18	18	15	3	3	3	3	3
	Dimanche	18	15	3	3	18	18	15	3	3	3	3	3
	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Héricourt-en-Caux	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Incheville	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Lundi au Vendredi	6	2	4	3	0	0	0	0	0	7	7	7
Lillebonne	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7	7

Détail de la projection du potentiel opérationnel journalier cible

		POJ Jour (12 heures)			POJ Nuit (12 heures)						Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures			
		Garde			Astreinte	Garde					SPV	SPV			
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures + nuits dimanche					
77 CIS	Londinières	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	7	7	SPV	
		Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7		
		Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7		
		Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4		
Longueville-sur-Scie		Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4	4	
		Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4		
		Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	7	7		7
		Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7		
Luneray		Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7	7	
		Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4		
		Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4		
		Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4		
La Mailleraye-sur-Seine		Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4	4	
		Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4		
		Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4		
		Lundi au Vendredi	3	0	3	6	0	0	0	0	0	9	9		9
Montivilliers		Samedi	0	0	0	9	0	0	0	0	9	9	9		
		Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	0	9	9			

Détail de la projection du potentiel opérationnel journalier cible

		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)						Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
		Garde			Astreinte	Garde							
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures + nuits dimanche	SPV	SPV	
77 CIS	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4	
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4	
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4	
	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	9	9	
Montville	Samedi	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9	
	Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9	
	Lundi au Vendredi	9	5	4	3	0	0	0	0	0	9	9	
	Samedi	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9	
Neufchâtel-en-Bray	Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9	
	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
La Neuville-Chant-d'Oisel	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	6	6	
Offranville	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6	
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6	

Détail de la projection du potentiel opérationnel journalier cible

		POJ Jour (12 heures)			POJ Nuit (12 heures)						Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
		Garde			Astreinte	Garde					SPV	SPV
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde		EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures + nuits dimanche		
77 CIS	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Lundi au Vendredi	15	12	3	3	12	12	9	3	3	3	3
Rouen-Nord *	Samedi	12	9	3	3	12	12	9	3	3	3	3
	Dimanche	12	9	3	3	12	12	9	3	3	3	3
	Lundi au Vendredi	18	15	3	3	15	15	12	3	3	3	3
	Samedi	15	12	3	3	15	15	12	3	3	3	3
Rouen-Sud	Dimanche	15	12	3	3	15	15	12	3	3	3	3
	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
Saint-Aubin-lès- Elbeuf	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Servaville	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4

Détail de la projection du potentiel opérationnel journalier cible

		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)						Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
		Garde			Astreinte	Garde							
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures + nuits dimanche	SPV	SPV	
77 CIS	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4	
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4	
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4	
	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	6	6	
Saint-Nicolas-d'Aliermont	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6	
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6	
	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	7	7	
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7	
Saint-Saëns	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7	
	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Saint-Laurent-en-Caux	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Lundi au Vendredi	3	0	3	6	0	0	0	0	0	7	7	
Saint-Valéry-en-Caux	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7	
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7	

Détail de la projection du potentiel opérationnel journalier cible

		POJ Jour (12 heures)			POJ Nuit (12 heures)						Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
		Garde			Astreinte	Garde					SPV	SPV
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde		EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures + nuits dimanche		
77 CIS	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Lundi au Vendredi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
Le Trait	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Saint-Vaast-d'Équiquerville	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Valmont	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Veules-les-Roses	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4

Détail de la projection du potentiel opérationnel journalier cible

		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
		Garde			Astreinte	Garde					SPV	SPV
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde		EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures + nuits dimanche		
77 CIS	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
Yerville	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Yport	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Lundi au Vendredi	9	5	4	6	3	0	0	3	0	9	9
	Samedi	3	0	3	6	3	0	0	3	0	9	9
	Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9
Yvetot	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Détail de la projection du potentiel opérationnel journalier cible

		POJ Jour (12 heures)			POJ Nuit (12 heures)						
		Garde			Astreinte	Garde				Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures + nuits dimanche	SPV
77 CIS	Lundi au Vendredi	15	12	3	3	12	12	9	3	3	3
	Samedi	12	9	3	3	12	12	9	3	3	3
	Dimanche	12	9	3	3	12	12	9	3	3	3
	Rouen (Zénith) *										

* Construction nouvelle

Tableau 18 : Répartition qualitative prévisionnelle des effectifs opérationnels journaliers

Répartition qualitative des potentiels opérationnels journaliers						
POJ	Départs	CA TE	CA 1E	Chef d'équipe	Conducteur PL	Équipier
3	1 Sortie « SUAP »	0	1	0	0	2
4	1 Sortie « Incendie adaptable »	1	0	1	1	1
6	1 Sortie « Incendie »	1	1	2	1	1
7	1 Sortie « SUAP » + 1 Sortie « Incendie adaptable »	1	1	2	1	2
9	1 Sortie combinée « Incendie + SUAP »	1	2	2	1	3
12	2 Sorties « Incendie », ou 2 Sorties « SUAP » + 1 Sortie « Incendie »	2	2	4	2	2
15	2 Sorties « Incendie » + 1 Sortie « SUAP »	2	2	4	2	5
18	2 Sorties « Incendie » + 2 Sorties « SUAP »	2	3	4	2	7
21	3 Sorties « Incendie » + 1 Sortie « SUAP »	3	3	6	3	6
24	3 Sorties « Incendie » + 2 Sorties « SUAP »	3	4	6	3	8
27	3 Sorties « Incendie » + 3 Sorties « SUAP »	3	5	6	4	9
30	4 Sorties « Incendie » + 2 Sorties « SUAP »	4	5	8	4	9

CA TE : Chef d'agrès tout engin

CA 1 E : Chef d'agrès une équipe engin

Nota : les données de ce tableau sont des minimums qui peuvent être adaptés en fonction de l'armement des Cis

6. Evolution des actions du service de santé et de secours médical (SSSM)

Tenant compte des évolutions réglementaires du référentiel commun d'organisation du secours aux personnes et de l'aide médicale urgente du 25 juin 2008, le Sdis 76 intégrera les évolutions identifiées en matière d'offres de soins d'urgence. Dans ce sens, le Sdis s'attachera à intégrer les axes de progression de la circulaire interministérielle relatifs à l'amélioration du service dont les premiers objectifs sont :

- améliorer la qualité du service rendu aux usagers en clarifiant les missions et en favorisant la coopération des acteurs mobilisables dans le cadre des secours et soins d'urgence,
- renforcer les outils permettant d'assurer la complémentarité des moyens humains et matériels, tant terrestres qu'hélicoptérés.

1. Objectifs d'évolution des actions du service de santé et de secours médical (SSSM)

Les objectifs envisagés entrant dans le cadre des actions menées par le SSSM concernent les points suivants :

- faire évoluer le soutien sanitaire opérationnel (SSO) en introduisant une astreinte pour les personnels SSSM de proximité (infirmiers sapeurs-pompiers - ISP ou médecins sapeurs-pompiers - MSP),
- faire évoluer les règles de déclenchement du SSO (engagement systématique des officiers santé pour un niveau de commandement de colonne sur des critères de cotation établis à partir des caractéristiques de l'intervention pour un niveau de commandement inférieur),
- compléter le dispositif opérationnel par la mise en place d'une astreinte DSM (directeur des services médicaux) accessible aux médecins professionnels titulaires de la formation dispensée par le ministère de l'intérieur.

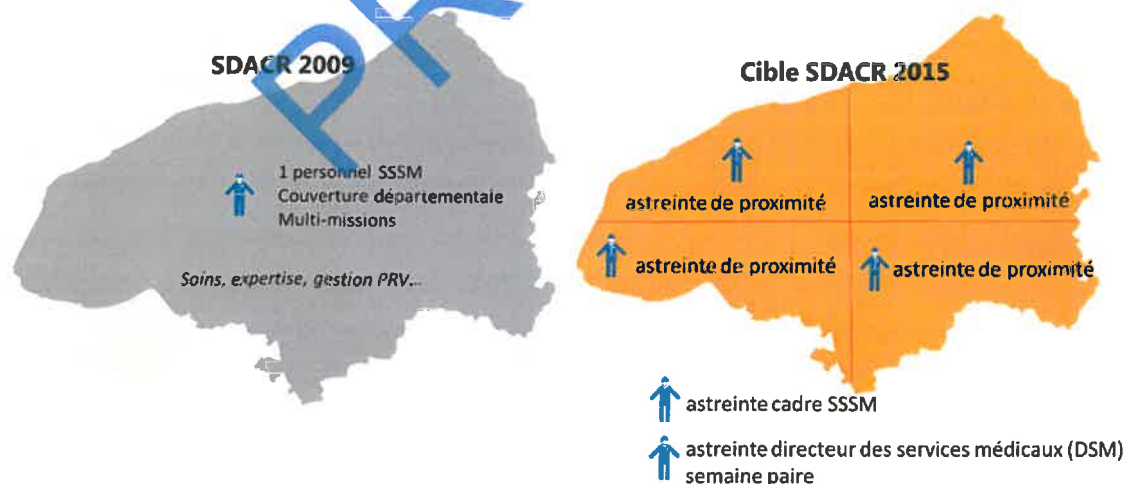


Figure 42 : Objectifs d'évolution des actions du SSSM

De façon globale, l'amélioration de la continuité de la couverture opérationnelle et du service rendu aux victimes par la simplification et l'adaptation des procédures et des moyens, a guidé les travaux du SSSM en vue de l'évolution du service.

2. Réflexions par thématique

Ces travaux ont conduit à des réflexions et des objectifs d'évolution sur plusieurs thèmes.

Gestion des appels

	Sdacr 2009	Cible Sdacr 2015
Problématique	/ Schéma de régulation complexe lié à la pathologie, à l'environnement...	Départ réflexe (prévu par le référentiel commun)
Solution		Sinon, régulation SAMU systématique
Mise en œuvre	<p><i>L'envoi des moyens est lié soit au caractère urgent de la situation > « prompt secours » soit à l'environnement :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Voie publique - ERP avec ou sans infirmerie - Milieu scolaire - Stade - Lieu de travail - Domicile 	<p><i>L'envoi des moyens relève du départ réflexe sur les situations identifiées dans le référentiel commun. Toutes les autres demandes sont systématiquement régulées.</i></p> <p><i>(ACR, Détresse respiratoire, pendaison, accident de circulation avec victime).</i></p>

En effet, les motifs de départ réflexe des moyens des services d'incendie et de secours (SIS) ont été clarifiés et déclinés réglementairement dans le référentiel commun par l'arrêté du 5 juin 2015 portant modification de l'annexe I et de l'annexe VI du référentiel commun d'organisation du secours aux personnes et de l'aide médicale urgente du 25 juin 2008.

Ces motifs sont fonction de :

- situations cliniques particulières (arrêt cardiaque, détresse respiratoire ou de conscience, hémorragies),
- circonstances particulières (noyade, pendaison, électrisation, nombreuses victimes),
- l'environnement et du lieu de survenue de la détresse notamment sur la voie publique.

Interopérabilité des systèmes

	Sdacr 2009	Cible Sdacr 2015
Problématique	/ Interconnexion téléphonique uniquement	Interopérabilité des systèmes
Solution		

A l'occasion de la sortie de cette circulaire interministérielle, la nécessité de l'interconnexion des moyens radiotéléphoniques et informatiques a été réaffirmée. L'interopérabilité permettra d'optimiser la qualité et la sécurité des informations et surtout simplifiera le traitement de l'appel pour l'appelant. Les orientations choisies pour mettre en œuvre ce dispositif sont :

- l'enregistrement systématique des conversations grâce à :
 - la systématisation de l'utilisation des bandes ANTARES dédiées au sanitaire (SSU A et SSU B),
 - la mise en place de conférences à trois, si l'utilisation du téléphone est indispensable,
 - l'échange de données (data) relatives à l'appelant.

- le développement des nouvelles technologies, notamment dans la mise à disposition de matériel informatique embarqué (de type tablette).

Diversification de l'orientation de la victime

De la même manière, le Sdis sera amené à accompagner la démarche du SAMU dans la diversification de l'orientation de la victime en termes de destination (exemple des maisons médicales), de moyens (par exemple les moyens hélicoptérés), de méthode (par exemple mise en place de relais avec des ambulances privées pour transporter une victime sur de grandes distances).

Cela se traduira aussi pour le Sdis, par l'intégration des nouveaux lieux d'accueil déterminés dans le système d'information géographique (SIG), la formation et l'information auprès des équipes, etc.

Carences d'ambulances

	Sdacr 2009	Cible Sdacr 2015
Problématique	Réponse systématique et	Adaptation à l'urgence de la demande
Solution	immédiate	Hors délais Sdacr
Mise en œuvre	La sollicitation du SAMU pour les carences entraîne une prise en charge identique aux interventions à caractère urgent alors que ces missions ne sont pas du ressort du service.	Elles seront réalisées dans le cadre de la continuité du service public en adaptant le délai de réponse afin de : - maintenir le potentiel opérationnel local, - préserver la sécurité des intervenants,

Relevages

	Sdacr 2009	Cible Sdacr 2015
Problématique	Sollicitation importante du Sdis	Limiter les interventions de relevage
Solution	dans ce cadre	
Mise en œuvre		Limiter les prises en charge dans les institutions avec présence de personnels soignants, ceux-ci étant compétents pour assurer le bilan et le relevage. Prise en charge par des services identifiés : associations, CCAS, ...

Ivresses

	Sdacr 2009	Cible Sdacr 2015
Problématique	/ Impasse sur la prise en charge	Convention interservices
Solution		ARS/Forces de l'ordre
Mise en œuvre	Délai d'attente des forces de l'ordre qui sont longuement immobilisées aux urgences entre chaque prise en charge dans l'attente de la rédaction des certificats médicaux de non-hospitalisation.	Faciliter le passage des forces de l'ordre aux urgences. - Équipes plus disponibles, - Interventions plus rapides, - Immobilisation des moyens Sdis diminuée.

Bariatrie

	Sdacr 2009	Cible Sdacr 2015
Problématique	/ Matériel inadapté	Prise en charge adaptée
Solution		
Mise en œuvre	Importante sollicitation pour les prises en charge de victime souffrant de grand surpoids. La Haute Normandie est la 4 ^{ème} région de France dans ce domaine.	Dotation de matériel spécifique (VSAV renforcé, lève-malade, brancard grande taille, brassard de TA....). Formation des personnels.

Hospitalisation sous contrainte

	Sdacr 2009	Cible Sdacr 2015
Problématique	/ Complexe / Carences de la PDS	Simplifié / Responsabilité du médecin régulateur
Solution		
Mise en œuvre	Nécessité d'un certificat médical établi par un médecin présent sur place.	Une convention multipartite visant à l'organisation dans chaque territoire de santé de la région Haute-Normandie d'un dispositif de réponse aux urgences psychiatriques (santé, justice, Sdis, forces de l'ordre, représentant de malades) sous l'égide de la préfecture a été rédigée.

Aide médicale urgente (AMU)

	Sdacr 2009	Cible Sdacr 2015
Problématique / Solution	Gestion aléatoire	Intégration dans l'aide médicale urgente des MSP et ISP en complément des SMUR et médecins correspondants SAMU (cohérence Sros/Sdacr).

L'arrêté du 5 juin 2015 portant modification de l'annexe I et de l'annexe VI du référentiel commun d'organisation du secours aux personnes et de l'aide médicale urgente de 25 juin 2008, marque la complémentarité SAMU – sapeurs-pompiers. Ainsi, le rôle des infirmiers sapeurs-pompiers est pleinement intégré dans le cadre de protocole infirmier de soins d'urgence (PISU), jusqu'à l'intervention d'un médecin.

Les situations cliniques le permettant ont été clarifiées, il s'agit des cas de :

- arrêt cardiaque, mort subite,
- hémorragie sévère,
- choc anaphylactique,
- hypoglycémie,
- état de mal convulsif,
- brûlures,
- asthme aigu grave de la personne asthmatique connue et traitée,
- intoxication aux fumées d'incendie,
- douleur aiguë.

Le Sdis de la Seine-Maritime participe à cet objectif dans le cadre de la convention Sdis – ARS.

Directeur des secours médicaux (DSM)

	Sdacr 2009	Cible Sdacr 2015
Problématique / Solution	Compétence exclusive SAMU	Compétence partagée

3. Conclusion générale sur les évolutions du SSSM

Compte tenu des évolutions prévues, il apparaît nécessaire, dans un accord commun entre le Sdis et les directeurs d'hôpitaux sièges des SAMU, de réécrire la convention bipartite qui englobe ces thématiques, sous l'égide de l'ARS.

7. Chaîne de commandement – Chefs de groupe

En ce qui concerne les objectifs d'évolution de la chaîne de commandement au niveau des chefs de groupe, les travaux de refonte du présent document ont mis en exergue plusieurs principes à respecter :

- respect de la doctrine nationale « GOC »,
- mixité professionnels/volontaires,
- conformité aux objectifs du présent document,
- flexibilité du mode d'organisation (jour/nuit – garde/astreinte – séquençage semaine),
- cohérence des secteurs opérationnels,
- présence physique de la chaîne de commandement sur le secteur d'intervention,
- parcours d'intégration pour chaque niveau,
- maintien des compétences,
- liste opérationnelle préfectorale.

Afin de respecter ces précédents principes, mais aussi de rééquilibrer la sollicitation opérationnelle sur le territoire, le Sdis 76 a engagé une réorganisation opérationnelle pour les chefs de groupe. Ainsi les chefs de groupe de premier départ en agglomération (Rouen, Le Havre, Dieppe) sont placés en garde et soutenu par des chefs de groupe de deuxième départ placés en astreinte.

Le détail de l'organisation de la chaîne de commandement est précisé dans le règlement opérationnel.

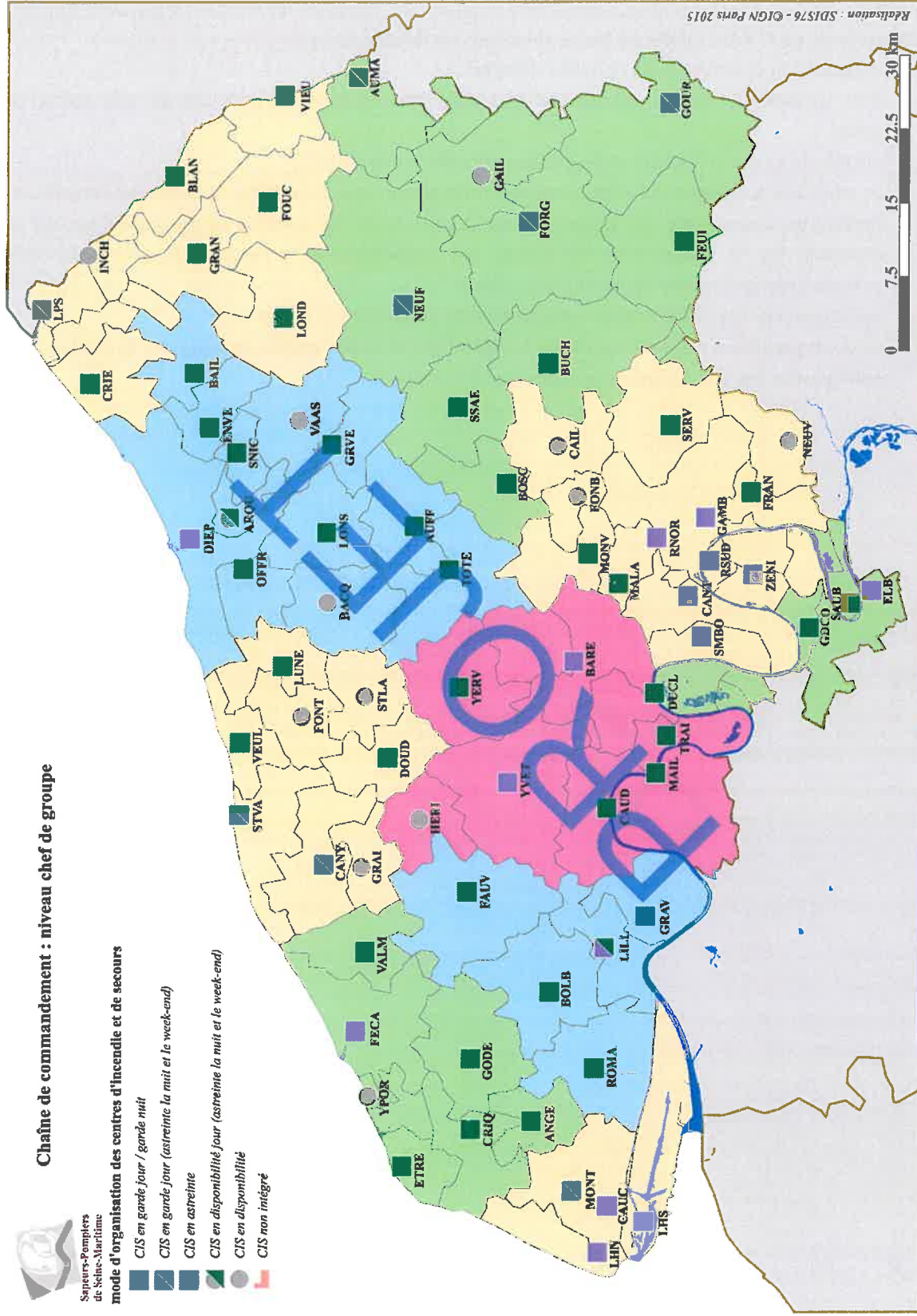


Figure 43 : Chaîne de commandement[DC6] - Chefs de groupe

8. Evolution du CTA-CODIS

L'évolution de l'activité opérationnelle, de l'organisation du travail au sein du CTA-CODIS ainsi que des outils de gestion des opérations conduisent à engager une mutation du CTA-CODIS. A ce titre, un projet de refonte du CTA-CODIS est lancé, il traitera les thèmes suivants :

- organisation opérationnelle et outils afférents :
cette thématique inclura notamment la mixité professionnels/volontaires au sein même du centre.
- refonte du système d'alerte et de gestion opérationnelle (SGO) :
ce sujet devra intégrer les évolutions technologiques, opérationnelles et organisationnelles en mettant en concurrence les acteurs du marché des SGO. Le système devra être en mesure de s'adapter, par le paramétrage de masse, aux modifications de l'organisation opérationnelle générées par le caractère dynamique du Sdacr :
- aménagement spatial des salles opérationnelles et des locaux de vie :
ce point permettra de mettre à niveau les installations et de prendre en compte l'évolution de la sollicitation des agents ainsi que leur espace de travail.

PROJET

Chapitre V : Analyse et couverture des risques particuliers

1. Définition, typologie des risques particuliers, méthode d'analyse

1. Définition du risque particulier

Si le terme « risque » peut être défini par la probabilité de survenue d'un événement dommageable et la gravité de ses effets, le risque particulier, quant à lui, est caractérisé par une faible probabilité d'occurrence mais des effets importants.

De ce fait, la sollicitation opérationnelle induite est elle-même particulière et spécifique de par :

- le volume des moyens engagés,
- la spécificité des moyens engagés (moyens spéciaux ou spécialisés),
- l'origine des moyens engagés (moyens du Sdis 76, de la zone de défense, nationaux, moyens privés identifiés et le cas échéant avec lesquels une convention ou un accord cadre ont été établis).

Cette notion de sollicitation opérationnelle induite introduit deux niveaux différents de risques particuliers :

- les risques particuliers de proximité, complexes et de courte ou de moyenne durée, qui nécessitent une coordination, une mobilisation, des formations et des équipements adaptés. Ils restent néanmoins gérés sur un plan strictement départemental,
- les risques particuliers dits moyens ou majeurs, spéciaux et de moyenne ou longue durée qui nécessitent des moyens particuliers, une organisation de réflexion et de commandement, et des transmissions. Ils font appel à des moyens zonaux ou nationaux en complément d'un premier niveau de réponse apporté par le Sdis. Ils créent une perturbation importante de la vie sociale et ont une importante répercussion médiatique.

2. Typologie des risques particuliers de la Seine-Maritime

La Seine-Maritime est confrontée à l'ensemble des risques particuliers suivants :

- risques naturels,
- risques sanitaires,
- risques de défaillance des systèmes,
- risques sociaux,
- risques liés aux bâtiments et aux infrastructures,
- risques liés aux transports en commun,
- risques liés aux transports de matières dangereuses,
- risques technologiques.

Chaque risque est détaillé dans la partie analyse des risques particuliers.

3. Méthode d'analyse des risques particuliers

Le tableau suivant exprime les choix d'analyse qui ont été faits en fonction du type de risque étudié.

Classification des risques	Risque courant	Risque particulier DE PROXIMITE	Risque particulier dit MOYEN ou MAJEUR
<i>Probabilité</i>	Élevée	Faible à modérée	Faible
<i>Gravité des effets</i>	Faible	Modérée à élevée	Élevée
<i>Méthode d'analyse</i>	Approche statistique	Approche déterministe + « Sites à risques »	Approche déterministe

Tableau 19 : Tableau récapitulatif des méthodes d'analyse des risques

L'approche déterministe choisie a permis d'inventorier dans un premier temps, l'ensemble des risques particuliers du département de la manière la plus exhaustive possible. A la suite de cet inventaire, chacun des risques particuliers a été étudié indépendamment de façon à exposer :

- une définition du risque considéré,
- une évaluation du risque,
- la localisation du risque en Seine-Maritime,
- les retours d'expérience sur ce risque de niveau international, national ou départemental,
- les scénarii majorants (de proximité et/ou moyen ou majeur) du département,
- la grille de couverture et de montée en puissance.

Au-delà de l'analyse des risques particuliers du département, un travail a été mené pour identifier et définir les limites d'intervention des moyens du Sdis 76, les limites opérationnelles, et ainsi mettre en évidence les impossibles opérationnels et les risques moyens ou majeurs.

Un impossible opérationnel fait référence aux situations pour lesquelles :

- le Sdis 76 ne pourrait pas mettre en œuvre ses moyens (exemple : le Sdis pourrait lui-même être touché par un événement de type scénario majorant).

A la différence d'un impossible opérationnel, une limite opérationnelle serait atteinte lorsque la complexité de l'intervention :

- nécessiterait d'autres moyens en complément de ceux mis en œuvre par le Sdis 76 pour en assurer la réponse (exemple : intervention nécessitant des moyens cynophiles, des moyens privés, ...),
- ne permettrait plus de respecter les délais de réponse du présent document (exemple : accessibilité difficile voire impossible au lieu de l'intervention).

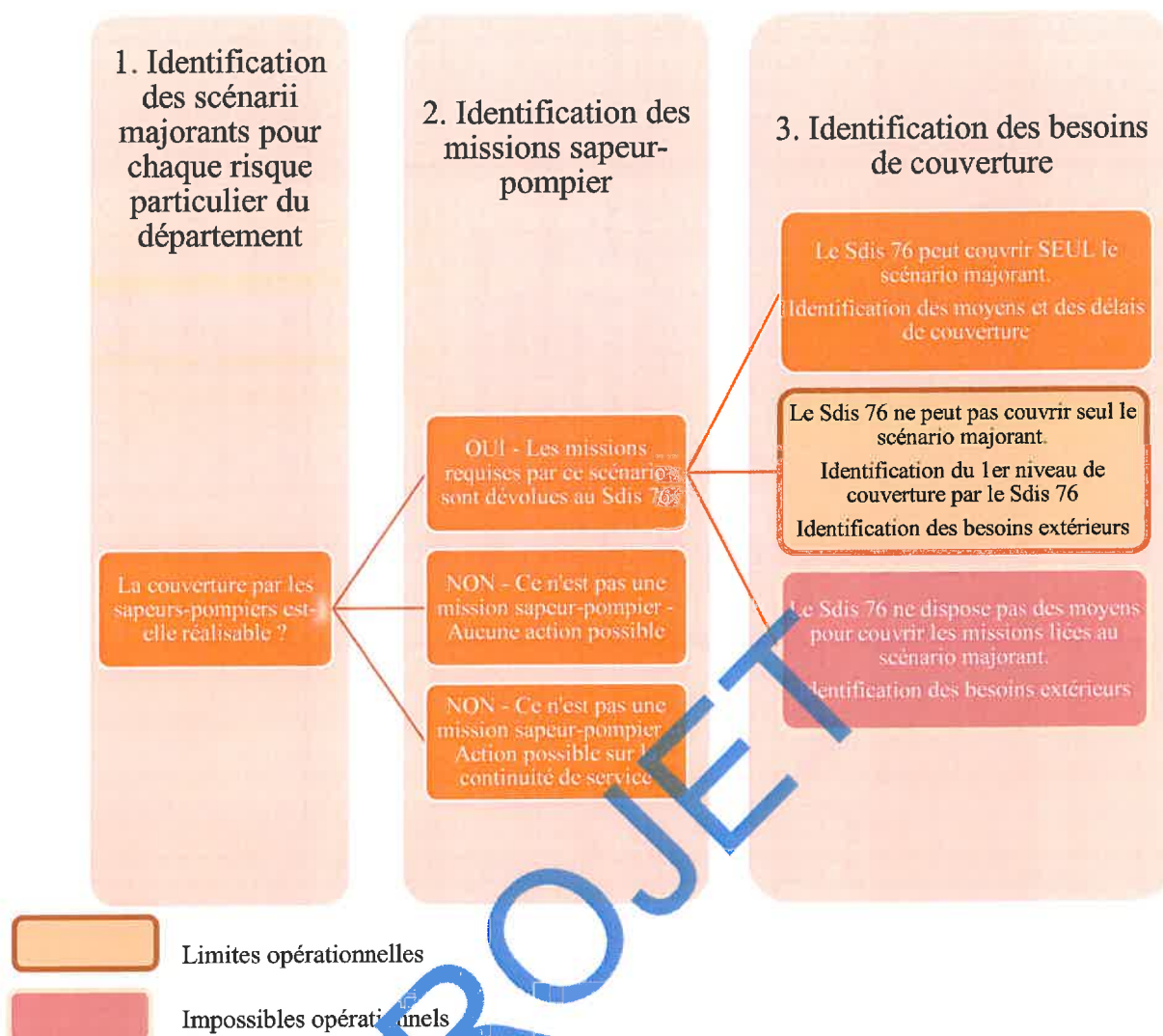


Figure 44: Méthode de définition des limites d'intervention des moyens du Sdis 76 et des impossibles opérationnels

2. Principe d'inventaire des risques particuliers

L'étude des risques particuliers est disponible dans son intégralité dans le catalogue des risques particuliers.

L'inventaire des risques particuliers de la Seine-Maritime fait ressortir 72 risques particuliers dont 25 risques identifiés pour la première fois dans cette version. Ces 72 risques ont fait l'objet de 44 analyses de risques.

Risques naturels
Risques sanitaires
Risques de défaillance des systèmes
Risques sociaux
Risques liés aux bâtiments et aux infrastructures
Risques liés aux transports en commun
Risques liés aux transports de matières dangereuses
Risques technologiques

72 risques identifiés dont 25 risques « émergents »¹

¹ Risques qui n'avaient pas fait l'objet d'une étude spécifique

1. Inventaire des risques particuliers de la Seine-Maritime

Tableau 20 : Inventaire des risques particuliers de la Seine-Maritime

Type de risque	Catégories de risques	Sous-catégories de risques	Couverture e spécifique proposée par le Sdis	Localisatio n diffuse ou ponctuelle	Limites opérationnelles / Impossibles opérationnels
Les risques naturels	Le risque feu de végétation/feu en espace naturel	Le risque feu de végétation/feu en espace naturel	oui	localisé	Plusieurs GIFF en œuvre
		Le risque mouvement de terrain			
	Le risque inondation	Les cavités souterraines	oui	diffus	Pas d'unité cynotechnique dans le Sdis 76
		Mouvement de terrain		diffus	
		Les falaises		localisé	
	Les risques sanitaires	Le risque phénomènes météorologiques paroxysmiques/exceptionnels	Ruissellement pluvial et coulées de boue	oui	localisé
Débordement de cours d'eau et remontée de nappe phréatique			localisé		
Abondance de chutes de neige			diffus		
Pluies diluviennes / Orages violents					
Le risque de submersion marine		Pluies verglaçantes	oui	diffus	En fonction de l'accessibilité et de la praticabilité des axes routiers
Les risques sanitaires	Les températures extrêmes	Le risque de submersion marine	oui	localisé	En fonction de l'activité opérationnelle à l'instant t, plusieurs de chantiers simultanés de : - mise en sécurité (10 familles) - assèchement - retour à la normale
		Grand froid			
		Canicule			

	Les épizooties		Les épizooties		non	diffus	
	Les épizooties/ Les risques infectieux et les pandémies	Les impacts de pollutions sur la santé	Les épidémies/ Les risques infectieux et les pandémies	Les épidémies/ Les risques infectieux et les pandémies			
Les risques de défaillance des systèmes			Pollution de l'eau (au niveau d'un cours d'eau, d'une nappe phréatique, d'une zone de captage)		non	diffus	
			Pollution de l'air (particulièrement aux abords de sites industriels)		non	diffus	
			Pollution des sols (aux abords des sites industriels et agricoles)		non	diffus	
			Les nuisances olfactives		non	localisé	
			Intoxication de masse	Toxi-infection alimentaire collective (TIAC)	oui	diffus	En fonction de l'activité opérationnelle à l'instant t, intoxication de plusieurs dizaines de personnes
			Pénurie médicamenteuse	Intoxication collective au CO	non	diffus	
			Pénurie alimentaire	Pénurie médicamenteuse	non	diffus	
			Pénurie en eau potable	Pénurie alimentaire	non	diffus	
			Réseaux informatiques	Pénurie en eau potable	non	diffus	
			Réseaux radioélectriques et téléphonie	Défaillance sur le réseau informatique	non	diffus	
Les risques sociaux/sociétaux /de société			Réseaux de transport d'énergie	Réseaux radioélectriques et téléphonie	non	diffus	
			Approvisionnement en eau (hydrants, industrie,...)	Hydrocarbures	non	diffus	
			Approvisionnement en eau (hydrants, industrie,...)	Electricité	non	diffus	
			Grands rassemblements/ Rassemblements de foule	Approvisionnement en eau (hydrants, industrie,...)	non	diffus	
			Mouvements sociaux spontanés, phénomènes festifs et émeutes/Grèves et mouvements sociaux	Grands rassemblements/ Rassemblements de foule	oui	localisé	
			Mouvements sociaux spontanés, phénomènes festifs et émeutes/Grèves et mouvements sociaux	Mouvements sociaux spontanés, phénomènes festifs et émeutes/Grèves et mouvements sociaux	non (courant)	diffus	

Menaces conventionnelles ou NRBC	Menaces terroristes	Menaces conventionnelles ou NRBC	Menaces terroristes	oui	localisé	- menace biologique - simultanéité de plusieurs actions en même temps et/ou en plusieurs endroits
Les risques liés aux bâtiments et aux infrastructures	Incivilités et violences urbaines	Incivilités et violences urbaines	Incivilités et violences urbaines	non (courant)	localisé	
	Le risque animalier/Les NAC	Le risque animalier/Les NAC	Le risque animalier/Les NAC	non	diffus	
	Les arrivées massives de réfugiés/migrants	Les arrivées massives de réfugiés/migrants	Les arrivées massives de réfugiés/migrants	non (courant)	localisé	
	Bâtiments collectifs	Les bâtiments collectifs d'habitation	Les bâtiments collectifs d'habitation	oui	diffus	En fonction de l'activité opérationnelle à l'instant t, prise en charge de plusieurs dizaines de personnes
	Ouvrages d'art	Les IGH et ITGH	Les IGH et ITGH	oui	localisé	Idem secours aux personnes
		Les ERP de type U - J	Les ERP de type U - J	oui	localisé	Idem secours aux personnes
		Les ERP	Les ERP	oui	localisé	Idem secours aux personnes
		Les ponts et viaducs	Les ponts et viaducs	oui	localisé	Beaucoup de spécialités sollicitées => besoin de recouverture pour le courant dans les CIS sièges de spécialités
	Patrimoine historique et culturel	Les barrages, digues, et bassins de rétention	Les barrages, digues, et bassins de rétention	oui	localisé	cf. inondations
		Les écluses	Les écluses	oui	localisé	cf. submersion marine
		Les tunnels	Les tunnels	oui	localisé	Accident de train de voyageurs dans un tunnel ou sur un viaduc
Les parcs de stationnement	Patrimoine historique et culturel (vieux centres urbains)	Patrimoine historique et culturel (vieux centres urbains)	Patrimoine historique et culturel (vieux centres urbains)	oui	localisé	
	Bâtiments administratifs ou techniques sensibles	Bâtiments administratifs ou techniques sensibles	Bâtiments administratifs ou techniques sensibles	oui	localisé	
	Les parcs de stationnement	Les parcs de stationnement	Les parcs de stationnement	oui	localisé	Unité d'investigation longue durée externe au Sdis 76
Sites névralgiques	Sites névralgiques	Sites névralgiques (points d'intérêt vitaux)	Sites névralgiques (points d'intérêt vitaux)	non	localisé	

Les risques liés aux transports collectifs	Les énergies renouvelables	Les énergies renouvelables (sites éoliens onshore/offshore, champs de panneaux photovoltaïques,...)	non (courant)	diffus	
Les risques liés aux transports collectifs	Transport en commun routier	Transport en commun routier	oui	diffus	2 autocars pleins ensemble (plusieurs dizaines de victimes) 1 autocar plein contre 1 TMD
	Transport collectif aérien	Transport collectif aérien	oui	localisé	Accident à l'atterrissage d'un vol charter, avec un départ de feu, impliquant 235 passagers dont une centaine de blessés graves et une centaine de blessés légers
	Transport collectif fluvial	Transport collectif fluvial	oui	localisé	Collision entre un navire de croisière et un pétrolier sur la Seine (cf. Perte de manœuvre du pétrolier) impliquant 600 passagers à bord d'un navire au milieu de la Seine, présentant une voie d'eau et ayant subi l'effet d'une explosion partielle du pétrolier
	Transport collectif maritime	Transport collectif maritime	oui	localisé	Collision entre un ferry et un pétrolier en entrée du port du Havre (dans le cas par exemple de la perte de manœuvre du pétrolier) impliquant 600 passagers à bord du ferry, présentant une voie d'eau et un incendie avec explosion partielle du pétrolier, devant la plage du Havre.
	Transport collectif ferroviaire	Transport collectif ferroviaire	oui	localisé	Déraillement de train à cinétique assez élevée, impliquant 300 passagers dont un tiers de blessés graves et deux tiers de blessés légers, avec une très forte déformation de 3 wagons (nécessitant des opérations de désincarcération importantes).
	Transport collectif guidé	Transport collectif guidé (tramway, funiculaire et projets de téléphériques)			
	Transport par canalisations	Transport par canalisations	oui	localisé	

Les risques liés au transport de matières dangereuses	Transport maritime	Transport maritime	oui	localisé	
	Transport routier	Transport routier	oui	localisé	
	Transport fluvial	Transport fluvial	oui	localisé	
	Transport ferroviaire	Transport ferroviaire	oui	localisé	
Les risques technologiques	Le risque industriel et agricole	Grands entrepôts de matières combustibles	oui	localisé	PPI
		Installations de réfrigération à l'ammoniac	oui	localisé	PPI
		Silos ou installations de stockage de céréales ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables	oui	localisé	PPI
		Raffinage et dépôt d'hydrocarbures	oui	localisé	Incendie d'un compartiment de 6000 m ²
		Industries utilisant ou stockant des produits toxiques	oui	localisé	Scénario PPI mettant en œuvre du chlore ou de l'ammoniac (rupture franche de l'enveloppe).
		Installations de production d'énergie électrique	oui	localisé	Scénario PPI mettant en œuvre du chlore ou de l'ammoniac
		Installations agricoles	oui	localisé	PPI
		Installations de traitement de déchets	oui	localisé	PPI
		Les sources présentes sur les sites industriels	oui	localisé	
		Les CNPE	oui	localisé	PPI
Explosifs et munitions	Le risque radiologique /nucléaire	Les établissements de santé	oui	localisé	
		Découvertes d'engins explosifs	oui	localisé	

Risques particuliers émergents

2. La répartition des réponses opérationnelles

Le graphique suivant exprime la répartition des réponses opérationnelles face aux risques particuliers identifiés, en fonction du niveau de réponse, apporté par le Sdis ou non.

Il met ainsi en évidence que :

- 75% des risques particuliers identifiés relèvent d'une couverture opérationnelle sapeur-pompier pour laquelle le Sdis pourra apporter à minima un premier niveau de réponse,
- 19% des risques particuliers identifiés ne relèvent pas des missions du Sdis mais peuvent avoir un impact sur le fonctionnement du service et sa continuité (par exemple, le dysfonctionnement des réseaux de télécommunication),
- 6% des risques particuliers identifiés ne relèvent pas des missions du Sdis et n'ont pas d'impact prévisible sur le service (par exemple, les épisodes de grand froid).

3. Les risques majeurs et risques débordants

Parmi les risques particuliers, certains sont répertoriés dans le dossier départemental des risques majeurs (DDRM). Ils présentent par définition une gravité très élevée et une probabilité d'occurrence très faible. Ils pourraient avoir des conséquences à l'extérieur du département, sur les populations, les biens ou sur l'environnement. Ils peuvent être d'origine naturelle ou anthropique.

Les risques majeurs répertoriés dans le DDRM sont :

- le risque inondation,
- le risque submersion marine,
- le risque de cavités souterraines,
- les falaises,
- le risque nucléaire,
- le transport de matières dangereuses,
- le risque industriel.

Sans correspondre strictement aux risques majeurs, de par leur gravité pas forcément très élevée ni par leur probabilité d'occurrence très faible, des risques particuliers, qualifiés de « débordant », peuvent avoir un impact sur l'un des départements limitrophes. Ces risques et leur couverture sont pris en compte dans les conventions interdépartementales d'assistance mutuelle et le protocole interdépartemental d'information.

3. Principes de couverture des risques particuliers

Pour faire face aux risques particuliers, les moyens de secours courants peuvent ne pas être suffisants. C'est pourquoi la réponse opérationnelle du Sdis pour couvrir ces situations particulières, se base sur l'engagement de groupes opérationnels départementaux.

Il peut s'agir de groupes standardisés (constitués de moyens courants) ou de groupes plus spécifiques (comportant un ou plusieurs moyens particuliers).

Le tableau ci-après énonce les groupes départementaux, qu'ils soient standardisés ou spécifiques, et précise pour chacun d'entre eux :

- l'objectif de couverture du département,
- la capacité opérationnelle d'un groupe,
- la composition d'un groupe.

Groupe/entités polyvalent(e)s ou standardisé(e)s
Groupe spécifiques

Les délais de couverture annoncés dans le tableau tiennent compte des éléments suivants :

- le t_0 correspond à l'heure de la demande des moyens,
- le délai inscrit dans le tableau correspond pour chaque groupe au délai d'**acheminement du dernier moyen** du groupe,
- le délai s'applique à la couverture du risque,
- dans le cas de l'identification d'un scénario majorant par le CTA-CODIS, le premier moyen adapté à la mission du premier groupe engagé devra être acheminé dans les délais compatibles avec la réponse courante (par exemple : dans le cas de l'engagement d'un groupe SAP, le premier VSAV devra être sur les lieux en 10, 15 ou 20 min en fonction de la zone).

Les moyens identifiés comme limitants, c'est-à-dire dont les délais de couverture sont les plus pénalisants, sont les :

- fourgons mousse grande puissance (FMOGP),
- fourgons pompe tonne grande puissance (FPTGP),
- cellules d'assistance respiratoire (CEAR),
- cellules électro ventilation épuisement (CEEVEP),
- cellules dévidoir grande puissance (CEDGP),
- moyens aériens (EPSA et BEA),
- cellules de sauvetage (CESA),
- cellules émulseur (CEEM),
- dévidoirs automobiles (DA),
- moyens du SSSM,
- ainsi que les moyens de spécialité

Tableau 21 : Groupes départementaux

Groupe/ Entité	Potentiel du Sdis 76	Délai (min)	Capacités et objectifs d'un groupe/d'une entité	Moyens limitants
Commandement de colonne	1	45	Mise en œuvre d'un PC de colonne	1 VPC
Commandement de site	1	60	Mise en œuvre d'un PC de site	2 VPC
Soutien sanitaire opérationnel	1	fonction du niveau de comman- dement engagé	Assurer le soutien sanitaire en opération	Moyens SSSM
Incendie	4	1 ^{er} en 45 2 ^e en 60 3 ^e en 90 4 ^e en 90	Fournir 4000 L/min à 1000 m du point d'attaque	1 DA-MPR ₁₂₀ 1 Moyen aérien
SAP	2	1 ^{er} 30 2 ^e 45	Prise en charge d'environ 10 victimes	aucun
Sauvetage / extraction	2	1 ^{er} 60 2 ^e 90	Mission de sauvetage avec : - mise en œuvre de 8 équipes de sauvetage à pied ou Missions au niveau de la chaîne médicale des secours du NOVI avec : - constitution de 8 équipes de ramassage à pied et un parc matériel - animation d'un PRV pouvant accueillir environ 40 victimes	Moyens SSSM 1 CESA
Évacuation	2	1 ^{er} 60 2 ^e 90	Prise en charge d'environ 15 victimes	aucun
Epuisement léger	3	30	Capacité d'épuisement : 3 x 120 m ³ /h soit 360 m ³ /h Épuisement d'environ 10 pavillons	aucun
Protection	1	45	300 m ² de protection des locaux	aucun

Groupe/ Entité	Potentiel du Sdis 76	Délai (min)	Capacités et objectifs d'un groupe/d'une entité	Moyens limitants
Feux de végétation ²	1	45	Extinction d'un front de flammes de 100 m de large	Moyens en eau >9000L
LIF	2	1 ^{er} 60 2 ^e 90	Fournir 4000 L/min (2 canons à mousse de 2000L/min) à 1000 m du point d'eau Autonomie de 50 min	1 DA-MPR ₁₂₀ 1 CEEM
Feux de dépôts ZIP (Zones industriales portuaires)	1	90	8000 L/min (RLC480 ou 2*4000) à 500 m du point d'eau Autonomie de 40 min OU 6000L/min (LCT6000) à 500 m du point d'eau Autonomie 50 min	1 FMOGP ³ (RLC480 facultatif)) 1 DA-MPR ₁₂₀ 1 CEEM 1 CEDGP
Alimentation	1	60	Alimentation de deux groupes incendie OU Alimentation d'un LIF à 1000 m (4000L/min en 1 * Ø 152 ou 2 * Ø 110) OU Alimentation d'un feu de dépôts ZIP à 500m (8000L/min en 2 * Ø 152 + 2 * Ø110)	2 DA-MPR ₁₂₀ CEDGP
Epuisement très grande capacité	1	60	Capacité d'épuisement : 2 x 140m ³ /h + 480 m ³ /h soit 760 m ³ /h Épuisement de grands sites	1 (DA+ MPE 140) 1 CEDGP ou CEEVEP
Feux routiers	1	60	Mise en œuvre en autonomie d'eau d'1 LM8 ou 2 LM4 avec une autonomie mini de 5 min correspondant à l'objectif d'extinction (opération qui consommerait 4000L d'eau) ou de 12 min (10000L d'eau) OU Mise en œuvre pendant 5 min d'un canon d'un débit de solution moussante de 2000 L/min, puis après alimentation (en eau) de	1 FMOGP ou FPTGP Moyens en eau >9000L 1 CEEM

² Le libellé « feux de végétation » a été préféré à « feux de forêt » en raison de l'absence du risque majeur feux de forêt sur le territoire de la Seine-Maritime.

³ 1 FMOGP = 2 FPTGP en termes de capacité

Groupe/ Entité	Potentiel du Sdis 76	Délai (min)	Capacités et objectifs d'un groupe/d'une entité	Moyens limitants
			l'engin, autonomie en émulseur de 55 min à 2000L/min avec FMOGP ou FPTGP (3600 L d'émulseur) ou CEEM (6000L)	
Sauvetage intempéries	1	45	Mise en sécurité de 15 personnes en moins d'une heure	aucun
Désincarcération	1	45	Prise en charge jusqu'à 4 chantiers de désincarcération simultanés. Réalisation de 3 à 4 désincarcérations successives. Soit environ 10 chantiers de désincarcération.	aucun
Sauvetage NRBC	2	1 ^{er} 60 2 ^e 90	Intervention au niveau de la chaîne de sauvetage/extraction pour environ 20 à 40 victimes	Moyens SSSM CESA
Décontamination NRBC	1	90	Intervention au niveau de la chaîne de sauvetage/extraction pour armer le PIV chimique (capacité de traitement = 60 à 100 victimes/h)	Moyens SSSM FPT_DEC KDEC CEMD
CMIC	1	60	Mesures conservatoires. Qualification de l'accident Suppression ou réduction du risque en agissant sur la source, le flux et les cibles avec le matériel dont la CMIC dispose	FRT
CMIR	1	60	Mesures conservatoires. Qualification de l'accident Suppression ou réduction du risque en agissant sur la source, le flux et les cibles avec le matériel dont la CMIR dispose	FRT
Equipe d'intervention RCH/RAD	1	45	Mesures conservatoires. Qualification de l'accident Suppression ou réduction du risque en agissant sur la source, le flux et les cibles avec le matériel dont l'équipe dispose	FRT
Unité SDE	1	90	Missions SDE simultanées ou de longue durée ou sur un espace étendu	CESD
Demi-unité SDE	1	60	Une seule mission, de courte durée, sur un espace réduit (ex : un étalement ou un sauvetage ou une recherche de victime)	CESD

Groupe/ Entité	Potentiel du Sdis 76	Délai (min)	Capacités et objectifs d'un groupe/d'une entité	Moyens limitants
Equipe de reconnaissance SDE	1	60	Reconnaissance et/ou conseil technique	aucun
Unité cynotechnique	0	-	Recherche de victimes dans les décombres	tous
Groupe IBN	0,5	1 ^{ère} Unité d'attaque IBN 60 2 ^{ème} Unité d'attaque IBN 90	Intervention, reconnaissance, évaluation, sauvetage et extinction, sur un bateau ou un navire, en eaux intérieures ou en zones portuaires Sécurité des intervenants	1 CEAR 1 Moyen aérien VTU + KIBN
Unité d'attaque IBN	1	60	Intervention, reconnaissance, évaluation, sauvetage et extinction, sur un bateau ou un navire, en eaux intérieures ou en zones portuaires	aucun
Unité SAL	1	60	sauvetage et assistance, prompts secours en milieu hyperbare, reconnaissances, sécurité des interventions en site aquatique, dispositif prévisionnel de secours aquatique ou subaquatique et hyperbare, travaux subaquatiques et hyperbares d'urgence, assistance pour la lutte contre les pollutions et la protection de l'environnement, recherches diverses.	embarcation + matériel adapté
Unité SAV eaux intérieures	1	45	Sauvetage de personnes en difficulté en surface, en eaux intérieures. Activités complémentaires : - Sauvetage en eaux intérieures vives - Conduite d'une embarcation Réalisation d'un sauvetage par hélicoptère	Embarcation + matériel adapté
Unité SAV mer	1	45	Sauvetage de personnes en difficulté en surface en mer.	Embarcation + matériel adapté

Groupe/ Entité	Potentiel du Sdis 76	Délai (min)	Capacités et objectifs d'un groupe/d'une entité	Moyens limitants
Unité GRIMP	1	60	Intervenir en matière de reconnaissance et de sauvetage dans les milieux naturels et artificiels où les moyens traditionnels des sapeurs-pompiers sont inadaptés, insuffisants ou dont l'emploi s'avère dangereux en raison de la hauteur ou de la profondeur et des risques divers liés au cheminement.	VGRIMP
Unité investigation longue durée	0		En cours de réflexion	

PROJET

4. Catalogue d'analyse des risques particuliers

1. Le contenu du catalogue des risques particuliers

Le catalogue des risques particuliers développe donc la méthode déterministe et propose pour chacun des risques particuliers identifiés :

- une définition du risque,
- une évaluation du risque,
- une localisation du risque.

Ce catalogue aborde également les retours d'expérience marquants.

De même, il met en évidence le ou les scénario(s) majorant(s) retenu(s) et propose une couverture opérationnelle lorsque le Sdis peut en être acteur.

Ce document met aussi en exergue les limites et impossibles opérationnels auxquels le Sdis de la Seine-Maritime pourrait avoir à faire face.

(cf. annexe catalogue des risques particuliers de la Seine-Maritime)

2. Un exemple, le risque particulier des mouvements de terrain

(cf. annexe catalogue des risques particuliers de la Seine-Maritime)

Définition du risque

Les mouvements de terrain = ensemble des déplacements du sol et du sous-sol. Origine naturelle ou anthropique.

On distingue :

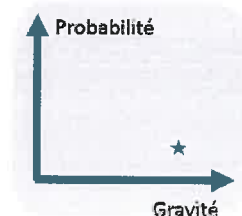
- affaissements et effondrements de cavités
- d'anciennes mines
- chutes de pierre et éboulement de type folaie
- glissements de terrain
- modifications des berges de cours d'eau
- tassements de terrain (venant des alternances de sécheresse / réhydratation des sols)

Cinétique lente ou rapide → fonction de : météo, initiateur, matériaux considérés, structure de ces matériaux

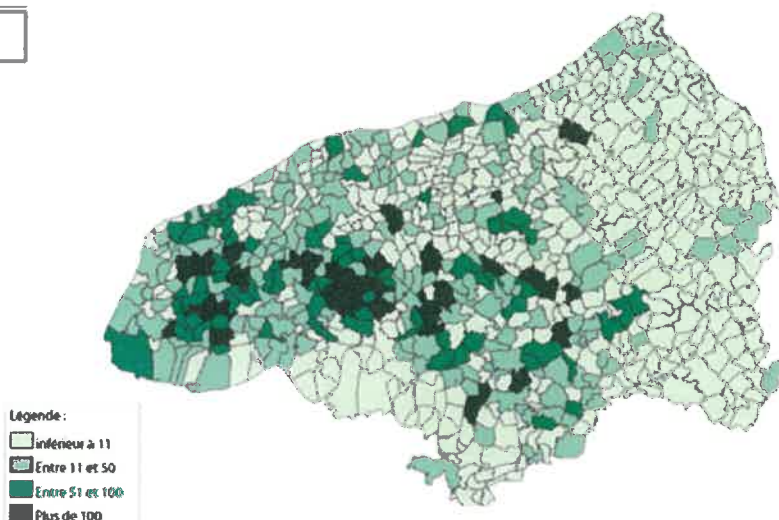
Evaluation du risque

Mouvements ponctuels, MAIS risque majeur en raison des conséquences possibles :

- chutes de blocs de rochers et de bouillis sur des zones urbanisées ou des voies de communication
- habitations endommagées, voire effondrées avec des victimes à l'intérieur
- interruptions sensibles de distribution d'énergie ou de fluides et des réseaux de communication
- éboulements d'édifices
- ensevelissements de personnes et de biens
- accidents de moyens de transport
- chômages techniques
- dégâts sur les sites industriels



Localisation du risque



Retour d'expérience

Départemental			
Mesnil Panneville	11 février 1995	Après que des centaines d'effondrements se soient produits dans le département de la Seine-Maritime, une maison est engloutie dans un cratère de 10 mètres	
Neuville sur Authon (27)	31 mars 2001	Ouverture d'une marnière devant une maison ; un homme de 24 ans sort et tombe ; il n'a jamais été retrouvé	
Maromme	20 mai 2012	Etat de catastrophe naturelle, cavité ouverte à proximité d'une route et d'une habitation	
Flocques	9 octobre 2012	6 maisons d'un lotissement évacuées suite à l'ouverture d'une marnière	

Couverture opérationnelle

Quel risque particulier ?	Mouvement de terrain et cavités souterraines						
Scénario majorant	Glissement de terrain/ouverture de marnière/éboulement/coulée de boue en zone habitée provoquant l'ensevelissement de bâtiments et la disparition de personnes						
	Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)					
		20'	30'	45'	60'	90'	180'
Moyens du SDIS	Groupe SAP	1					
	Groupe Commandement de colonne			1			
	Unité SDE				0,5	0,5	
	Unité GRIMP (en renfort si nécessaire)				1		
Autres moyens	Unité CYN						
	Engins-TP, ...						

5. Synthèse des besoins et limites de simultanités

Le catalogue des risques particuliers met en évidence les limites opérationnelles liées à la couverture des scénarios majorants par le Sdis 76 dans la mesure où des moyens seraient engagés en nombre. Deux cas peuvent être généralisés pour la réponse aux scénarios majorants :

- engagement d'un très grand nombre d'engins courants et de personnels non spécialistes, formés au tronc commun (ex. NOVI),
- engagement d'un nombre moins conséquent d'engins spéciaux ou de spécialités et de leurs équipages, nécessitant un niveau de formation et une préparation particulière (ex. feu de dépôt de liquide inflammable).

De manière plus générale, ces limites sont intimement liées à plusieurs facteurs :

- prise en compte du « bruit de fond » de l'activité opérationnelle à l'instant t,
- gestion simultanée de la couverture du courant à garantir,
- capacité du Sdis à pouvoir répondre simultanément à plusieurs événements dimensionnant ou mettant en œuvre du matériel spécialisé ou spécifique.

Globalement, ces limites peuvent être :

- matérielles
 - matériel indisponible (hors service, utilisé pour la formation, sous l'objet d'un contrôle),
 - défaillance de matériel en cours d'utilisation,
 - matériel insuffisant.
- techniques ou opérationnelles
 - accessibilité au lieu du sinistre,
 - action sur la source impossible,
 - qualification non détenue par le Sdis 76 (ex. équipes cynotechnique).
- liées aux moyens humains
 - en termes de compétences,
 - en termes de quantité.

6. Approche par les sites à risques

L'approche par sites à risques a été nécessaire afin d'identifier des zones de risques par thématique en fonction des moyens et équipes spécialisés susceptibles d'y intervenir.

1. Sites à risque pouvant impliquer l'intervention des spécialistes en milieu périlleux

Les sites identifiés comme pouvant nécessiter en particulier la sollicitation des spécialistes du groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux (GRIMP) sont :

- les falaises,
- les zones portuaires (compte tenu du matériel spécifique de manutention utilisé),
- les silos verticaux,
- les immeubles de grande hauteur,
- les parcs éoliens,
- ...

Cependant, le milieu périlleux peut par définition se retrouver partout, sur le secteur public comme privé, en hauteur comme en excavation ou en suspension. Il est donc pertinent d'associer aux sites localisés un caractère diffus de ce risque.

PROJET



2. Sites à risques pouvant impliquer l'intervention des spécialistes nautiques

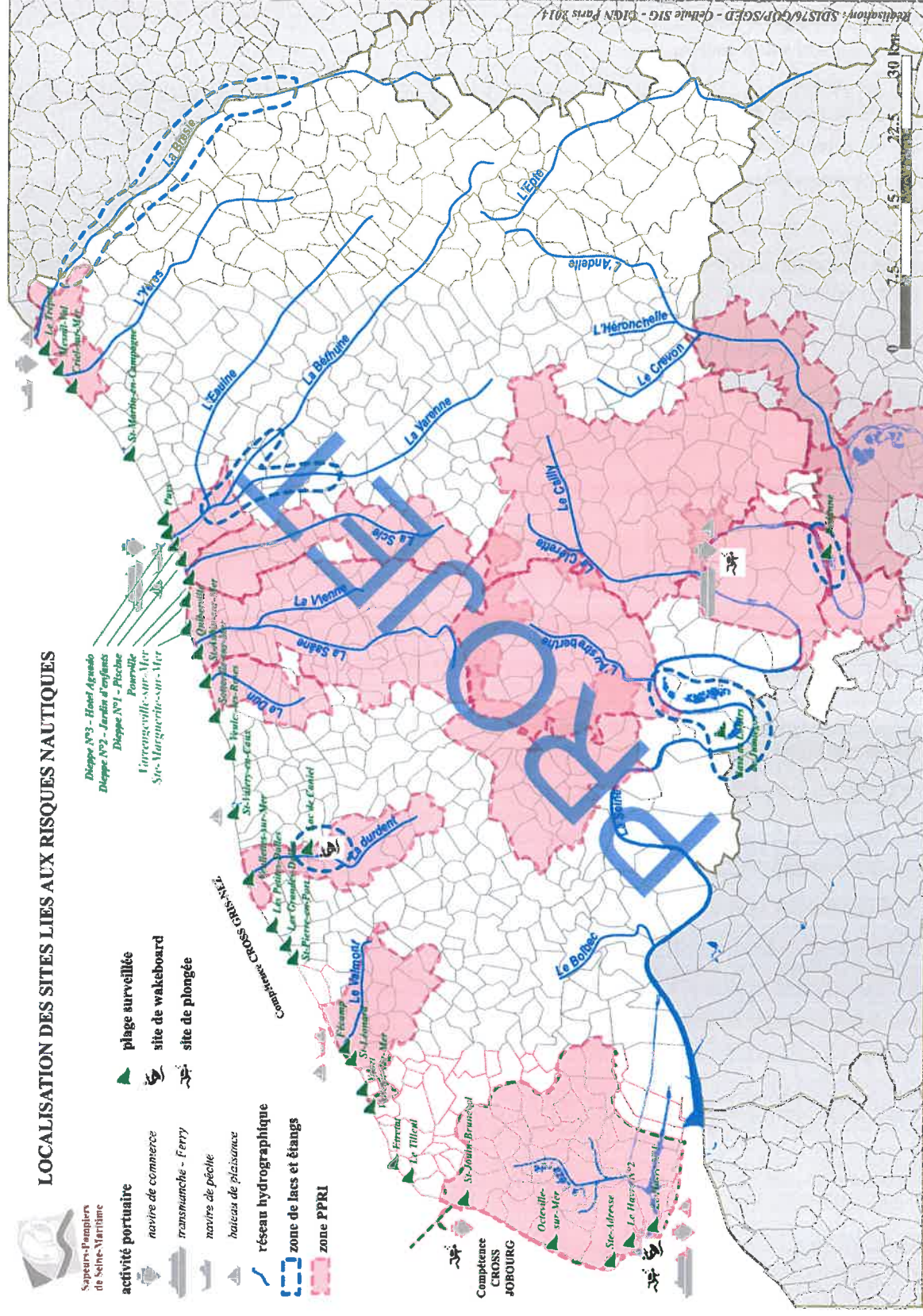
Les sites identifiés comme pouvant nécessiter la sollicitation des spécialistes nautiques (plongeurs ou sauveteurs aquatiques) sont :

- le littoral seino-marin,
- les plages,
- les zones de lacs et d'étangs,
- les sites d'activités nautiques,
- les zones inondables,
- ...

En ce qui concerne la spécialité des scaphandriers autonomes légers, quelques particularités que peuvent présenter certains types de plongée ont été identifiées. Elles sont recensées dans le tableau suivant :

Tableau 22 : Tableau récapitulatif des particularités de plongée en Seine-Maritime

Type d'interventions possibles	Localisation	Profondeur approximative
Missions de plongée	Port du Havre	16 m à 25 m
	Port 2000	16 m à 25 m
	Antifer	> 30 m
	Chenal de Saint-Valéry	11 m
	Seine – Rouen, Port Guillaume Le Conquérant	15 m
Surface non libre (bateaux)	Rouen	-
	Le Havre	-
	Dieppe	-
	Fécamp	-
	Le Tréport	-
	Saint-Valery-en-Caux	-
Surface non libre (quais)	Rouen	-
	Le Havre	-
	Dieppe	-



3. Sites à risques pouvant impliquer l'intervention des spécialistes de sauvetage-déblaiement

Les sites identifiés comme pouvant nécessiter en particulier la sollicitation des spécialistes de sauvetage et déblaiement sont :

- les axes de transport routier et ferroviaire (cas des manœuvres de force sur de lourds accidents impliquant poids-lourds ou sécurisations de site),
- les sites de marnières,
- ...

Cependant, au même titre que les marnières ont, en Seine-Maritime, un caractère omniprésent, le risque d'explosion et de fragilisation des structures peut se retrouver sur tout le territoire, il est donc pertinent d'associer aux sites localisés un caractère diffus de ce risque.

PROJET

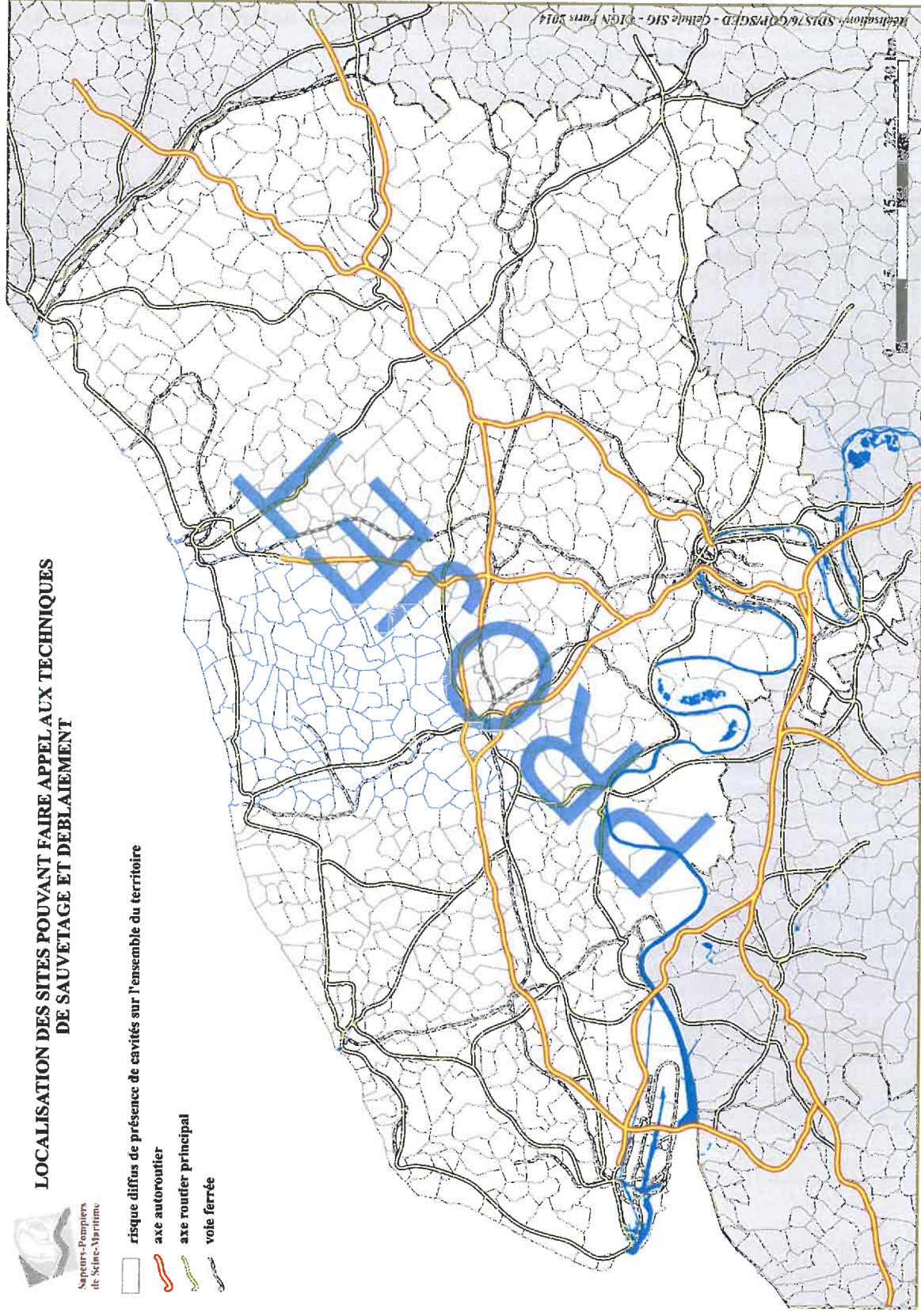


Figure 47 : Localisation des sites pouvant nécessiter l'intervention des spécialistes sauvetage et déblaiement

4. Sites à risque pouvant impliquer l'intervention des spécialistes en risque chimique et risque radiologique

Les sites identifiés comme pouvant nécessiter en particulier la sollicitation des spécialistes en risque technologique sont :

- les communes concernées par un plan particulier d'intervention établi ou prescrit (PPI),
- les communes traversées par une ou des canalisations de transport de matières dangereuses,
- les communes impactées par le transport ferroviaire de matières dangereuses.

Toutefois, il faut également prendre en compte

- le transport de matières dangereuses par voie routière qui concerne l'ensemble des communes du département,
- les nombreux établissements industriels isolés, non concernés par un PPI, et dont les activités nécessitent tout de même l'utilisation de produits à risques.

Il est donc pertinent d'associer aux sites localisés un caractère diffus à ce risque.

PROJET

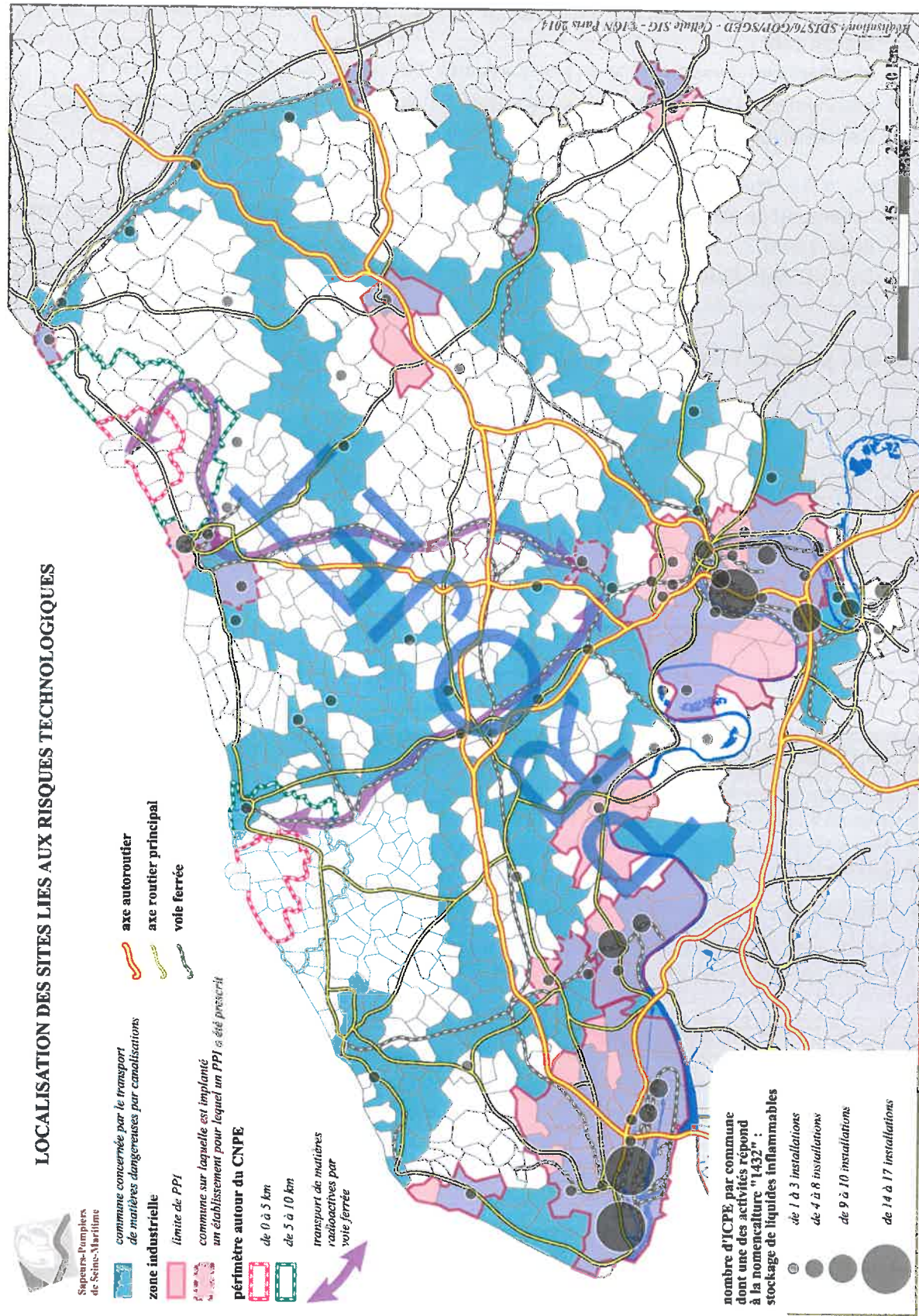


Figure 48 : Localisation des sites liés aux risques technologiques

5. Sites à risque pouvant impliquer l'intervention des spécialistes intervention à bord de navires

Les sites identifiés comme pouvant nécessiter en particulier la sollicitation des spécialistes intervention à bord des navires sont :

- les zones portuaires,
- la frange littorale,
- la Seine.

7. Objectifs d'évolution de l'organisation des équipes spécialisées

En réponse à l'existence des sites à risques, le Sdis de la Seine-Maritime est doté d'équipes spécialisées. Dans le but d'améliorer la couverture opérationnelle tout en optimisant ses ressources et en respectant les préconisations nationales, le Sdis de la Seine-Maritime a mené une étude technique sur chaque spécialité afin d'en déceler les besoins d'évolution, que ce soit en termes d'organisation ou d'effectifs.

1. Cadre de l'évolution

Afin de clarifier la terminologie utilisée, une distinction entre équipe spécialisée et « unité opérationnelle spécifique » doit être faite :

- une équipe spécialisée est régie par un référentiel national (guide national de référence, référentiel emploi, activité, compétences) qui en définit les règles générales et orientations en termes d'aptitudes, de formation, etc. Ces règles générales sont adaptées localement au travers du règlement opérationnel.

Comme abordé dans le chapitre V. 7. Sites à risques, la présence importante de risques pouvant faire intervenir chacune des équipes spécialisées en justifie la présence au niveau départemental.

Le Sdis de la Seine-Maritime dispose, pour assurer la couverture de ses sites à risques, des équipes spécialisées suivantes :

Sites à risques	Thématique à couvrir	Spécialité
Littoral, eaux intérieures	Risque subaquatique	Scaphandriers autonomes légers – SAL
Eaux intérieures (plans d'eau, rivières), littoral	Risque aquatique (nautisme, inondations, ...)	Sauveteurs aquatiques – SAV
Industries isolées, zones industrielles, zones industrialo-portuaires, transport de matières dangereuses.	Risque chimique	Risques « chimique » - RCH
CNPE, transport de matières radioactives, activités de gammagraphie.	Risque radiologique	Risques « radiologique » - RAD
Milieus périlleux : falaises, zones industrielles.	Risque milieux périlleux	Groupe d'intervention en milieu périlleux – GRIMP
Cavités souterraines, structures instables, ...	Risque d'instabilité des structures	Sauveteurs / Déblayeurs – SDE

Tableau 23 : Couverture des sites à risques par les équipes spécialisées

- une unité opérationnelle spécifique n'est pas définie par des règles nationales, mais correspond à un besoin local (en termes de formation, d'entraînements, de suivi médical, etc.) lié à la présence de risques particuliers.

En Seine-Maritime, les unités opérationnelles spécifiques identifiées sont :

Sites à risques	Unités opérationnelles spécifiques
Ports, façade littorale, activités portuaires, maritimes et fluviales.	Intervention à bord des navires – IBN
Parkings souterrains, grottes, tunnels.	Investigation de longue durée – ILD

2. La démarche de l'étude

Cette étude fait intervenir à la fois des critères communs à toutes les spécialités ainsi que des critères propres à chacune. Elle permet ainsi de faire évoluer les spécialités du Sdis 76 en ajustant l'organisation et les effectifs aux besoins réels du département.

Détermination de la localisation et distribution de l'équipe spécialisée

Critères propres à chaque spécialité selon :

- la localisation des risques - risque diffus sur tout le territoire (ex. cavités souterraines) ou risque localisé (ex. falaises),
- les objectifs de couverture de ceux-ci - objectifs attribués dans le tableau des groupes opérationnels départementaux,
- le type de réponse - réponse unique (toute l'équipe doit être sur place en même temps), ou premier niveau de réponse possible en attendant l'équipe au complet.

Détermination de l'effectif des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques

La méthode utilisée pour déterminer les effectifs de spécialistes se base sur la démarche générale, également utilisée pour calibrer les besoins en effectifs de tronc commun. Elle permet, en partant des objectifs de couverture identifiés dans le Sdacr, de déterminer des besoins en effectifs opérationnels journaliers bruts.

Cette démarche préliminaire est ensuite complétée par une approche spécifique aux spécialités. Celle-ci identifie selon des critères assortis de coefficients les besoins propres aux spécialités en termes d'organisation, de localisation et de spécialité propre.

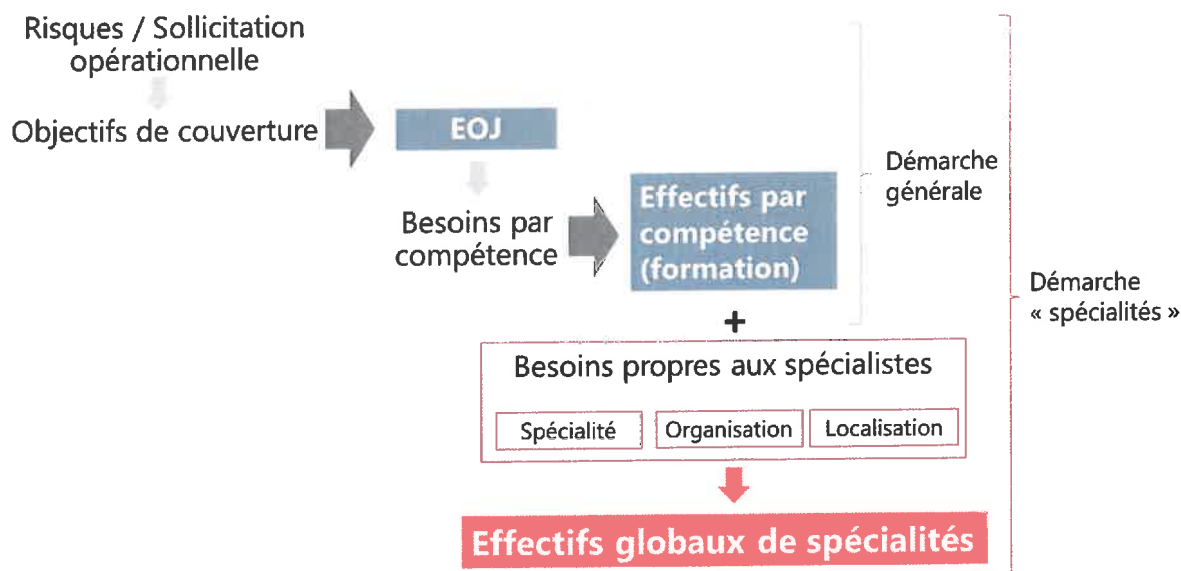


Figure 49 : Démarche de calcul des effectifs de spécialité

Ces critères, identifiés dans le tableau suivant, apportent des coefficients de majoration ou de non-majoration en fonction de chaque spécialité, de leur organisation et de leur localisation.

Critères liés à la spécialité	Critères de localisation	Critère d'organisation du CIS siège de la spécialité
Délai de recouvrement des autres spécialistes	Secteur d'intervention	Répartition des spécialistes dans les EOJ
Contrainte FMPSA	Présence / Importance du risque	
Notion de sauvetage	Présence d'un hélicoptère	
Dangerosité intrinsèque de la spécialité	Annulé le recouvrement	
Contrainte médicale	Enjeux économiques et sociétaux	

Tableau 24 : Critères de Coefficient des effectifs de spécialité

3. Résultat des évolutions

Tableau 25 : Evolution des spécialistes

Spécialité ou unité opérationnelle spécifique	Associée à un risque localisé ?	Mode d'organisation	Organisation de la réponse
SAV	Risque localisable	Gestion par bassin possible	Personnel minimum pour la sauvegarde de vies humaines puis équipe complétée sur place
SAL	Risque localisable	Gestion par bassin possible	Personnel minimum pour la sauvegarde de vies humaines puis équipe complétée sur place
RCH	Risque localisable	Gestion par bassin possible	Personnel minimum pour la sauvegarde de vies humaines puis équipe complétée sur place
RAD	Risque localisable	Gestion par bassin possible	Personnel minimum pour la sauvegarde de vies humaines puis équipe complétée sur place
SDE	Risque diffus	Gestion par bassin possible	Personnel minimum pour la sauvegarde de vies humaines puis équipe complétée sur place
GRIMP	Risque localisable	Gestion par bassin possible	Personnel minimum pour la sauvegarde de vies humaines puis équipe complétée sur place
DEC	Risque diffus	CIS détenant les moyens spécialisés	Personnel minimum pour la sauvegarde de vies humaines puis équipe complétée sur place
IBN	Risque localisable	Gestion par bassin possible	en cours de réflexion
ILD	Risque diffus	Gestion par bassin envisagée	en cours de réflexion

8. Objectifs d'évolution de la chaîne de commandement – Chefs de colonne/site

En ce qui concerne les objectifs d'évolution de la chaîne de commandement aux niveaux des chefs de colonne et chefs de site, les travaux de refonte du présent document ont mis en exergue plusieurs principes à respecter :

- respect de la doctrine nationale « GOC »,
- mixité professionnels / volontaires,
- conformité aux objectifs du présent document,
- flexibilité du mode d'organisation (jour/nuit – garde/astreinte – séquençage semaine),
- cohérence des secteurs opérationnels,
- présence physique de la chaîne de commandement sur le secteur d'intervention,
- parcours d'intégration pour chaque niveau,
- maintien des compétences,
- liste opérationnelle préfectorale.

Afin de respecter ces précédents principes, mais aussi de rééquilibrer l'activité opérationnelle des agents et de ramener une certaine cohérence dans la répartition des risques au niveau territorial, le Sdis 76 a engagé un redécoupage opérationnel pour les chefs de colonne et chefs de site.

Le détail de l'organisation de la chaîne de commandement est précisé dans le règlement opérationnel.

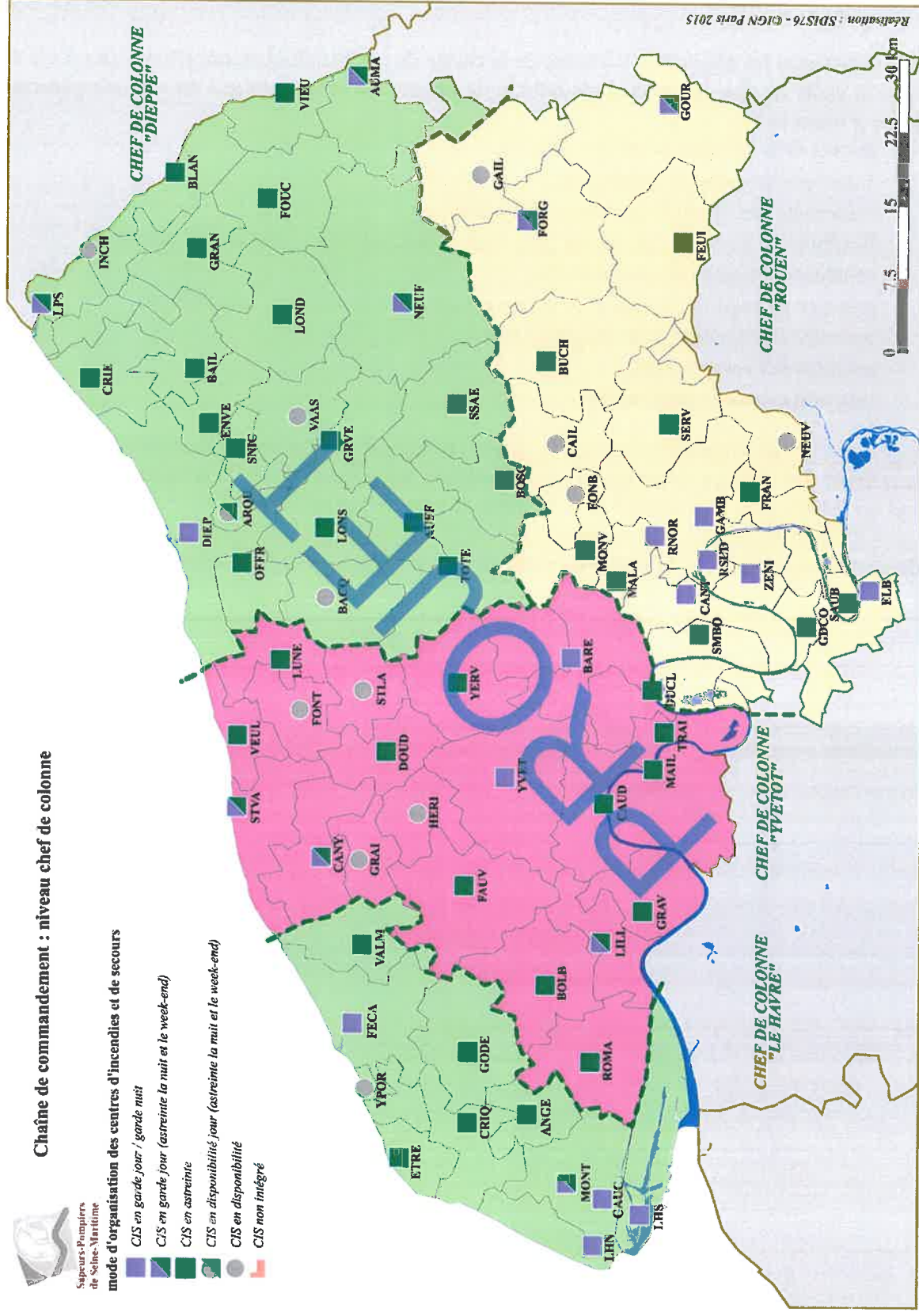


Figure 50 : Chaîne de commandement [DC7] – Chefs de colonne

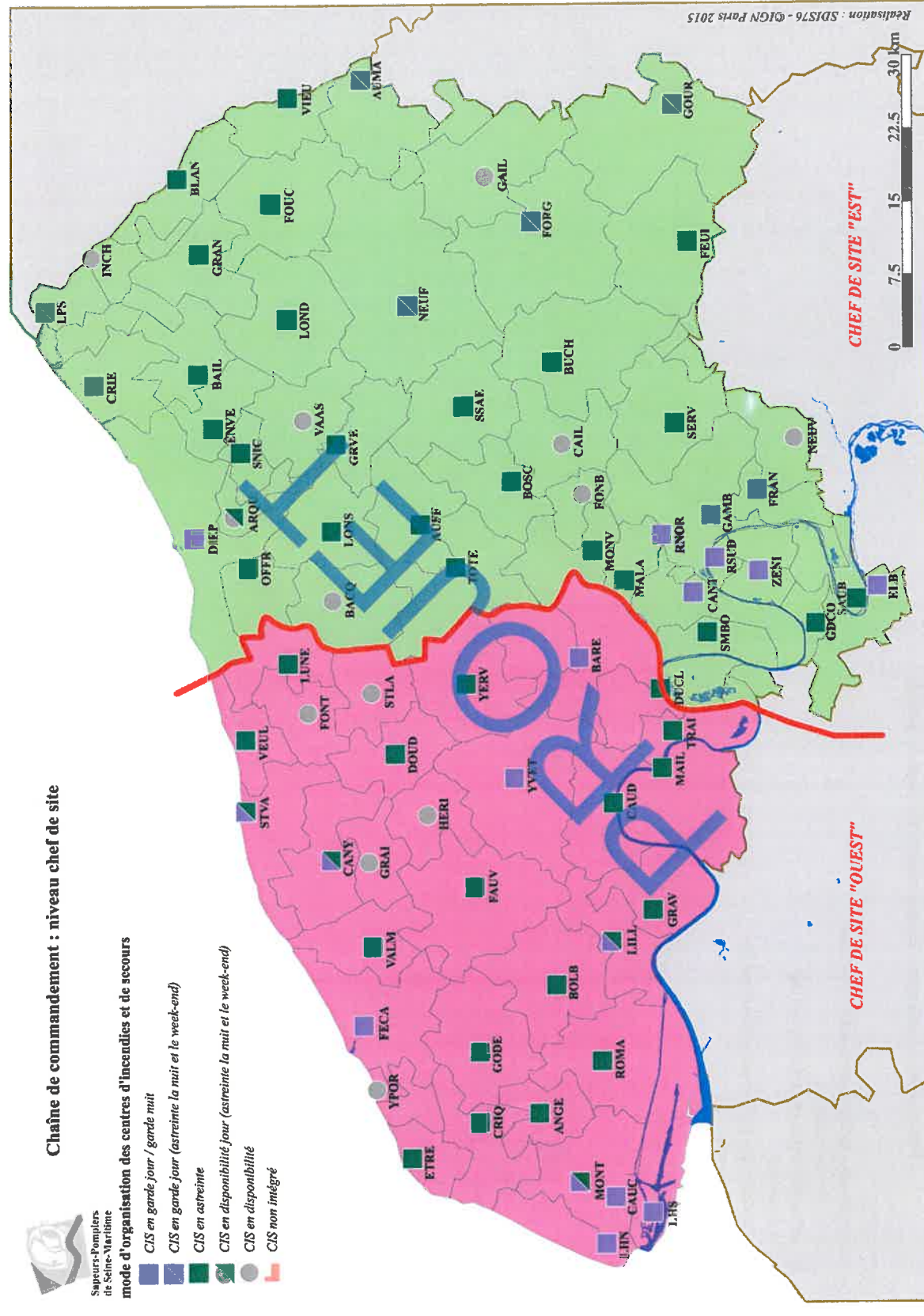
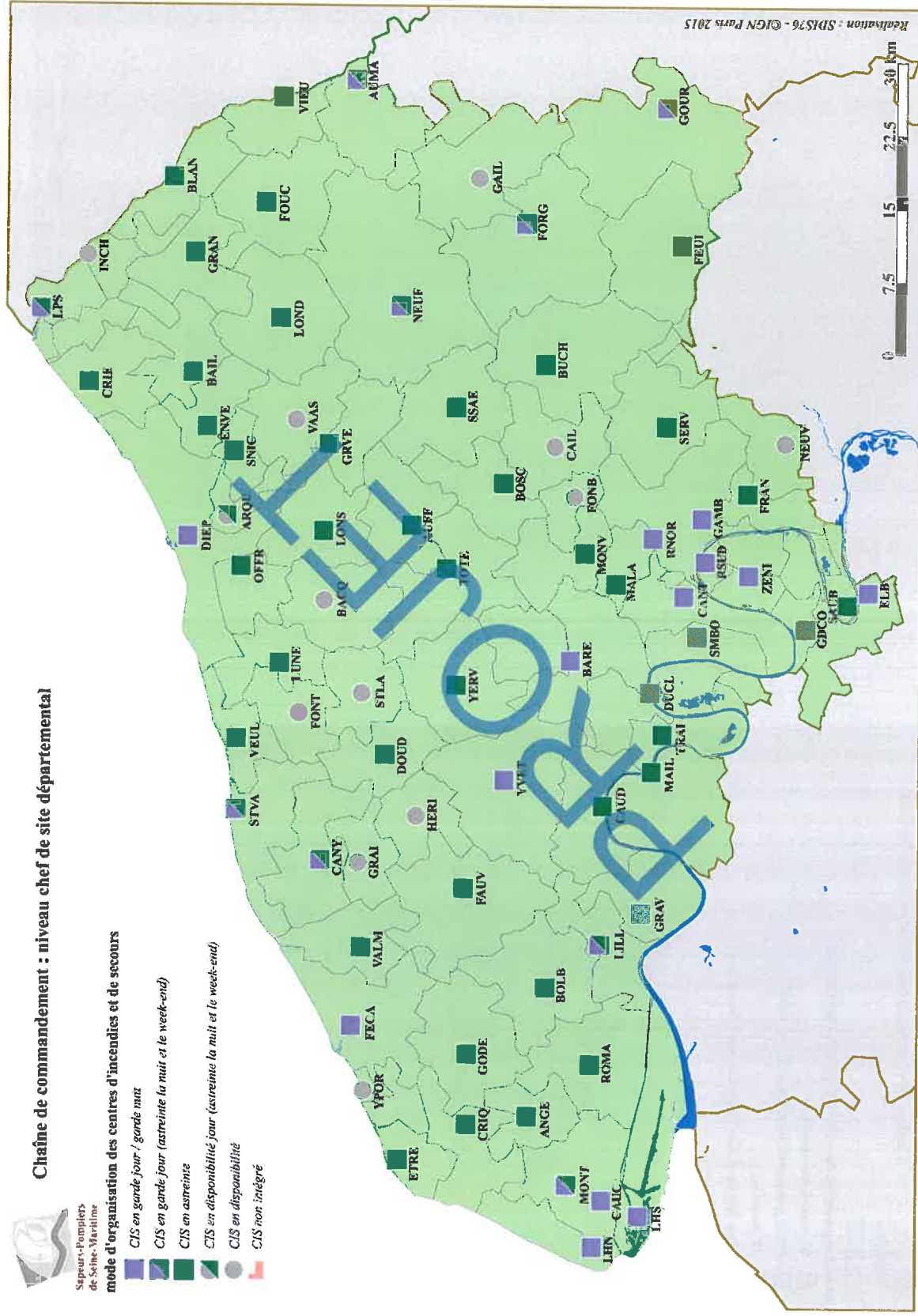


Figure 51 : Chaîne de commandement[DC8] - Chefs de site



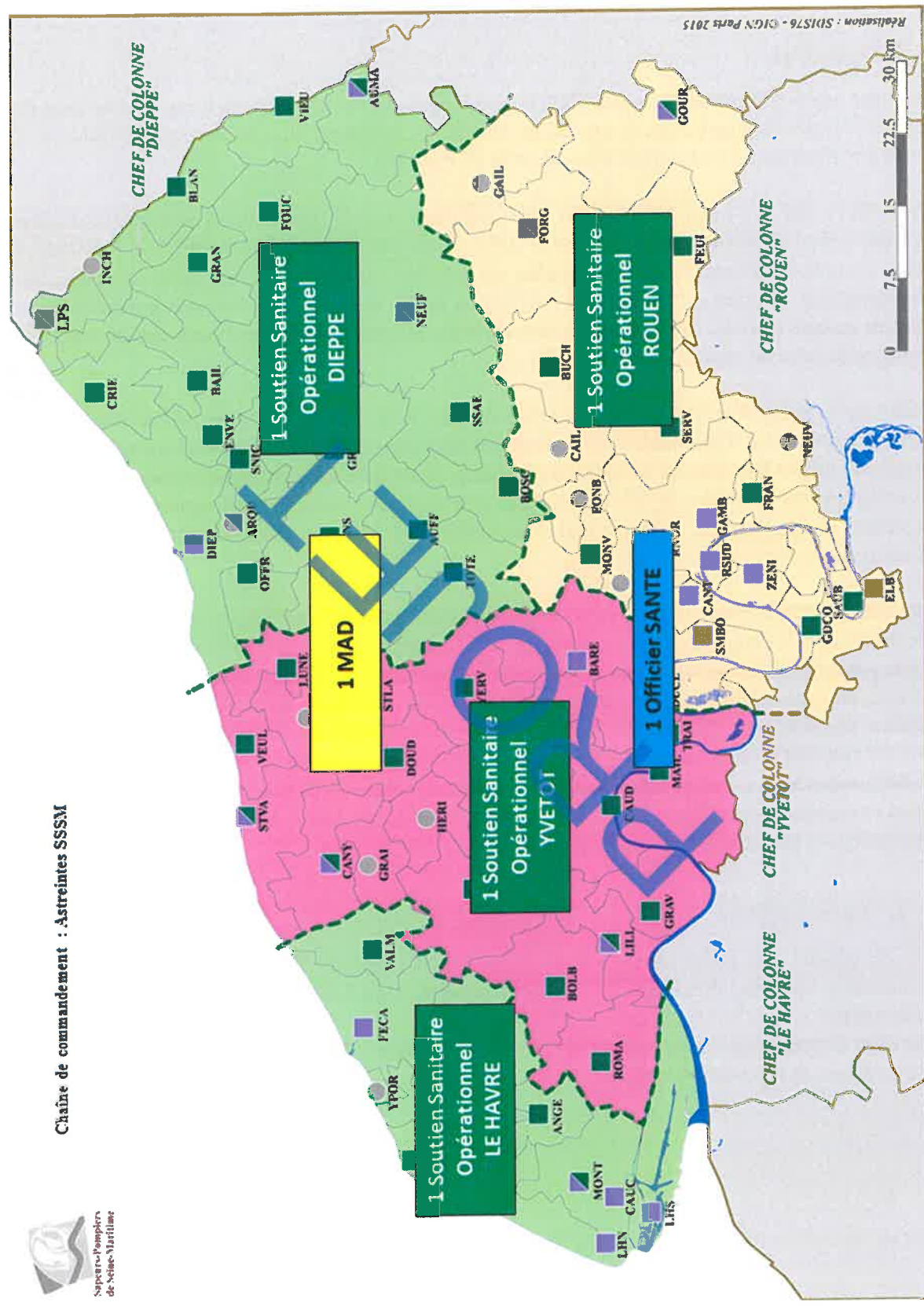


Figure 53 : Chaîne de commandement - Soutien[DC10] sanitaire opérationnel

Chapitre VI : La défense extérieure contre l'incendie en Seine-Maritime

1. Constat

La défense extérieure contre l'incendie (DECI) a pour objet d'assurer, en fonction des besoins issus des analyses de risques à prendre en compte, l'alimentation en eau des moyens des services d'incendie et de secours par l'intermédiaire de points d'eau identifiés à cette fin.

La loi n°2011-525 du 17 mai 2011, relative à la simplification et à l'amélioration de la qualité du droit, a créé une police administrative spéciale de la DECI placée sous l'autorité du maire. Il est prévu que ce pouvoir de police spéciale puisse être transféré au président de l'établissement public de coopération intercommunale. Toutefois, le référentiel national de DECI précisera les rôles et responsabilités des différents acteurs (maires, EPCI, Sociétés concessionnaires de réseau, Sdis...) ainsi que les modalités techniques de mise en œuvre de cette réforme.

Le Sdis de la Seine-Maritime exerce actuellement auprès de maires, des missions de conseil et de vérification des points d'eau publics concourant à la DECI en utilisant un référentiel normatif ancien et souvent peu adapté à la prise en compte des problèmes de défense des communes rurales.

La vérification des quelques 16 000 points d'eau référencés intervient actuellement afin de constater l'existence, la signalisation, l'état général, l'accessibilité et l'état de bon fonctionnement de chaque hydrant et point d'eau naturel ou artificiel.

La qualité de la DECI pour la couverture du risque courant n'est pas uniforme sur le département : en règle générale, elle peut être qualifiée de bonne en zone urbaine où les caractéristiques du réseau d'eau potable permettent de disposer d'une densité appréciable de points d'eau et des débits convenables. A contrario, en zone rurale, la faiblesse des performances des réseaux amènent très souvent les maires à implanter des réserves artificielles en nombre limité qui satisfont aux besoins de couverture dans un périmètre restreint mais laissent des zones distantes dépourvues de toute ressource utilisable.

La DECI adaptée à la couverture des risques particuliers est considérée au cas par cas selon des exigences réglementaires et des critères de dimensionnement spécifiques. Dans certains cas la charge de cette couverture incombe au générateur du risque.

2. Perspectives

Le Code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.) intègre dès 2015 un pouvoir de police administrative spéciale, donnant à la défense extérieure contre l'incendie les caractéristiques d'un service public.

Si le maire dispose toujours de la compétence de la gestion de la DECI, son transfert vers un EPCI ou une métropole est désormais possible.

Les dispositions du CGCT prévoient également :

- la définition des rôles et des missions des différents acteurs,
- l'autorité ayant compétence en matière de DECI est responsable de la création, du suivi, du maintien en état, du contrôle périodique de performance (débit et pression) des points d'eau incendie (PEI). Le Sdis, quant à lui, assure une reconnaissance opérationnelle annuelle.
- la création d'un outil de gestion partagée des données relatives à la DECI,
- la possibilité pour les communes de se doter de schémas communaux de DECI,
- le renforcement du Sdis dans son rôle de conseil auprès des collectivités et des EPCI.

En résumé		
	Avant	Après
Règles	Nationales et forfaitaires	Départementales et adaptées au risque
Pouvoir de police	Administrative générale	Spéciale
Autorité	Exclusive du maire	Maire ou Président d'EPCI
Ouvrages	Points d'Eau d'Incendie (PEI) Techniquement identiques aux ouvrages existants	

Cette réforme de la DECI permettra d'adapter la politique départementale de défense extérieure contre l'incendie aux réalités du terrain identifiées dans l'analyse des risques conduite dans le présent document.

Cette analyse conduira à la rédaction du règlement départemental de DECI qui sera arrêté par le préfet et pris en conformité avec le référentiel national de DECI.

Chapitre VII : Couverture des besoins de prévention et de prévision

1. La prévention

Dans le cadre de ses compétences (article L 1424-2 du CGCT), le Sdis exerce des missions de prévention.

Différents domaines sont concernés :

1. Le contrôle de la réglementation de sécurité incendie dans les établissements recevant du public (ERP) et l'animation des commissions de sécurité

Le rôle et les missions du Sdis sont fixés par le Code de la construction et de l'habitation, le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à l'organisation des commissions de sécurité et la circulaire d'application afférente du 22 juin 1995.

Les principales actions menées sont :

- la tenue à jour du fichier départemental des ERP assujettis à visite périodique,
- être rapporteur auprès des 11 commissions de sécurité du département des études de projets et des visites,
- la participation au suivi des avis défavorables en lien avec les autorités de police administrative,
- le secrétariat de la Sous-commission départementale de sécurité,
- le secrétariat partiel des Commissions d'arrondissement de Dieppe et du Havre.

Activité de contrôle des ERP

La Seine-Maritime dénombre 4 045 ERP soumis à visite périodique.

2. Le contrôle d'habitations collectives

Les maires et les services d'urbanisme qui le souhaitent consultent le Sdis, sur la base de l'article R 423-50 du Code de l'urbanisme.

En conséquence, le groupement prévention étudie les projets de construction, d'extension ou de réhabilitation qui lui sont soumis.

Ces études, qui constatent si la réglementation en matière de sécurité incendie est respectée, peuvent comporter des prescriptions, des recommandations et si nécessaire une analyse de risque.

3. Les industries

Le groupement prévention est consulté par les services préfectoraux, dans le cadre de l'article R512-21 du Code de l'environnement, pour les demandes d'autorisation d'exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE).

Il peut être également saisi, de manière facultative, par les maires et les services instructeurs dans le cadre des permis de construire industriels et tertiaires.

L'étude réalisée dans ces différentes situations porte à minima sur les accès du site, les moyens de secours internes et externes et les mesures facilitant l'intervention des secours publics.

Dans certains cas, des prescriptions ou recommandations peuvent être émises en complément, en rapport avec les autres aspects des réglementations liées à la sécurité incendie applicables aux projets.

En partenariat avec la DREAL de la Haute-Normandie, le Sdis de la Seine-Maritime exerce des contrôles inopinés en industrie dans le cadre de mesures de vérification de la maîtrise des outils de planification de l'urgence des industriels.

2. La prévision

1. Rôle de la prévision au sein du Sdis

La prévision permet au Sdis de s'intégrer à la réponse opérationnelle en tant qu'acteur du dispositif d'organisation de la réponse de sécurité civile (ORSEC).

Elle permet de développer les connaissances du service sur l'ensemble des risques auxquels il doit faire face et ainsi d'élaborer une réponse à l'occurrence éventuelle d'événements non souhaités (tels que perturbations de la vie sociale et économique, accidents, sinistres, catastrophes).

Cette action de planification nécessite la prise en compte des ressources mais aussi des contraintes liées à l'aspect opérationnel.

2. Activités et missions de prévision

Soutenue par ses services déconcentrés, le service prévision du Sdis de la Seine-Maritime aborde diverses thématiques.

Défense extérieure contre l'incendie

Une des activités clé de la prévision est la défense extérieure contre l'incendie. A ce titre, les 16 000 points d'eau incendie assurant la défense contre l'incendie des communes ainsi que des établissements industriels sont répertoriés par le Sdis. Ceux qualifiés de publics font annuellement l'objet d'une vérification opérationnelle.

Cette activité est développée dans le chapitre VI.

Gestion des manifestations

La présence de manifestations ou de grands rassemblements peut générer des risques nouveaux ou est susceptible d'altérer le niveau de sécurité dans l'environnement au sein duquel ils prennent place (présence de foule, accessibilité diminuée, etc.). Chaque année en Seine-Maritime, une centaine de manifestations sportives et de grands rassemblements de personnes nécessitent un avis technique à la demande du préfet ou des maires. Cet avis est rédigé par le service prévision.

Ainsi, près de 800 événements programmés font annuellement l'objet d'une information formalisée auprès du CTA-CODIS et des CIS.

Plans d'établissements répertoriés

Afin de mettre en évidence les données essentielles à la gestion d'incidents au sein d'établissements ou de lieux particuliers, des plans d'établissements répertoriés sont rédigés. Ils constituent un niveau essentiel du dispositif ORSEC pour les premiers intervenants du Sdis. La doctrine départementale intègre un processus de rédaction et de mise à jour qui permet une homogénéité de ces documents d'intervention.

Environ 550 plans d'établissements répertoriés ont été élaborés à ce jour.

Représentation du service

Le service prévision assure également la représentation du Sdis au sein de réunions et commissions techniques à la demande des exploitants d'établissements, d'organismes de manifestations, des maires et du préfet.

Avis du Service départemental d'incendie et de secours

Le service prévision prépare également les avis du directeur départemental du Service d'incendie et de secours sur les projets des dispositions, schémas ou protocoles d'intervention, intégrés dans les dispositions générales et spécifiques de l'ORSEC départemental (plans particuliers d'intervention) ainsi que sur d'autres sujets pour lesquels il est spécifiquement missionné.

De même, le service prévision peut être amené à porter conseil sur l'accessibilité aux moyens de secours publics des sites, bâtiments et structures.

Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (Sdacr)

Le service prévision est aussi chargé d'établir l'inventaire et l'analyse des risques du département. Ainsi, il concourt, avec les autres composantes du Sdis, à l'élaboration du Sdacr.

3. Organisation de la prévision

Les missions de prévision se trouvent déconcentrées jusqu'au niveau des CIS.

Service prévision de la direction départementale des services d'incendie et de secours

Le service prévision de la direction départementale a en charge le pilotage, l'élaboration de la doctrine, l'appui, le suivi et le contrôle des missions déconcentrées dans les groupements territoriaux. Il assure également l'interface avec la direction des services déconcentrés de l'Etat.

Services opérations-prévision territoriaux

Les services opérations-prévision des groupements organisent, coordonnent et contrôlent l'action des bureaux opérations-prévision des CIS et suppléent si besoin. Ils sont amenés à effectuer le suivi de certains dossiers particuliers. Ils assurent la représentation du Sdis auprès des services et élus de leur arrondissement de compétence.

Bureaux opérations-prévision

Les bureaux opérations-prévision dans les CIS assurent l'exécution des missions de prévision en liaison avec les services de groupement et les acteurs extérieurs locaux (services techniques des communes).

Chapitre VIII : Evaluation du Sdacr

Le processus d'évaluation est construit autour de trois axes d'analyse. Chaque axe est matérialisé par un tableau de bord, ayant pour objectif de suivre différents indicateurs afin d'évaluer des éléments d'activité ou à enjeux.

Ce qui se traduira par une périodicité et des destinataires différents.

1. Suivi de l'activité des CIS

De périodicité mensuelle, ce tableau de bord est destiné aux chefs de centre d'incendie et de secours, aux chefs de groupements territoriaux et au groupement Opérations-Prévisions.

Ce document a vocation à suivre l'activité quotidienne et spécifique de chaque centre. Il doit également permettre d'identifier rapidement des pistes de réflexion concernant l'organisation au niveau du centre.

2. Evaluation de la qualité de la réponse opérationnelle

Ce tableau de bord a vocation à être trimestriel et distribué au comité de direction.

Son objectif est de suivre l'efficacité et l'efficience de nos moyens de façon plus globale. Cette vision stratégique doit permettre de nous assurer que nous tenons les grands objectifs fixés dans ce Sdacr. Ces données concerneront donc l'ensemble du territoire, éventuellement une répartition entre les groupements territoriaux, mais pas de niveau de détail plus fin.

Pour cela, la liste d'indicateurs résulte de l'expérience acquise des Sdacr précédents, des recommandations formulées dans des audits (Direction générale de la sécurité civile, Chambre régionale des comptes), des conseils issus des rapports nationaux relatifs à l'organisation et à l'activité des Sdis et des indicateurs nationaux des services d'incendie et de secours (INSIS).

3. Suivi de la couverture opérationnelle.

Le public cible est à nouveau le comité de direction, mais la périodicité annuelle.

La finalité de ce document est de suivre les éléments déterminants de la disposition prévisionnelle, c'est-à-dire visant à positionner les moyens humains et matériels sur le territoire.

Autrement dit, il s'agit de mesurer l'évolution des critères structurant le Sdacr. Par exemple, suivre la densité des populations communales afin de déterminer si celles-ci se situent en zone A, B ou C ; déterminant le délai maximal d'intervention des secours.

Néanmoins, cet outil est également l'occasion de produire des indicateurs pertinents sur de longues périodes et de concentrer des éléments de bilan d'activité annuelle.

4. Les indicateurs de suivi

Légende :

Indicateurs à destination du tableau de bord de suivi de l'activité des CIS

Indicateurs à destination du tableau de bord de suivi de la réponse opérationnelle

Indicateurs à destination du tableau de bord de suivi de la couverture opérationnelle

1. Indicateur de suivi des mises à jour

Nombre de mises à jour du Sdac

2. Indicateurs de suivi de l'évolution du département

Nombre de communes et EPCI (par strate de population) + zoom sur les EPCI qui détiennent la compétence incendie

Vérification des critères de classement des communes en zone A, B ou C

3. Indicateurs de suivi de l'évolution du Sdis de la Seine-Maritime

Suivi des moyens techniques

Nombre de pannes des terminaux d'alerte des CIS

Nombre de pannes du système d'alerte

Nombre de coupures de l'auto commutateur au CTA

Taux de réalisation des contrôles périodiques équipements de protection individuelle (EPI), matériels et installations techniques des bâtiments + les résultats des contrôles

4. Indicateurs de suivi d'analyse et de couverture des risques courants

Analyse des risques courants

Nombre d'interventions et de sorties par type + Nombre global

Répartition des interventions par commune (et par quartier pour les agglomérations)

Durée calculée en hommes-heures des interventions par commune [+ détail par grade (vacations)]

Nombre d'appels reçus (et répartition par appelant)

Nombre de victimes prises en charge

Taux de victimes prises en charge suite à l'intervention des sapeurs-pompiers

Organisation territoriale et couverture des risques courants

Durée moyenne des sorties par type d'intervention + Durée globale

Taux (et/ou nombre) de départs sans chef d'agrès + Taux global

Taux de respect des délais de départ (distinction jour/nuit et par engin)

Taux de réponse de la disponibilité du CIS sur les créneaux semaine - jour / nuit et week-end - jour / nuit

Répartition des départs en 1er appel / renfort

Temps de traitement moyen d'un appel SUAP

Nombre d'alarmes provenant de système de détection automatique d'incendie (répartition vraies/fausses alertes pour ERP / industries / habitations)

Délai moyen de décroché

Temps de traitement moyen d'un appel

Délai moyen de traitement de l'alerte

Délai de mobilisation des personnels

Délai de départ engins
Délai de trajet engins (depuis le CIS jusqu'au lieu d'intervention)
Délai moyen d'intervention sur zone
Taux de délai d'arrivée sur les lieux supérieur au seuil d'acceptabilité
Taux / Nombre de départs hors délai
Répartition des interventions des CIS en 1^{er} appel (efficacité) ou rang 2 à 5 (efficacité)
Taux de départ avec chef d'agrès sous-officier ou officier (distinction entre une équipe / tout engin avec un zoom sur les VTU / VSAV / FPT)
Nombre d'interventions pour 1 000 habitants
Nombre d'interventions de longue durée (supérieure à 8h)
Nombre d'interventions payantes
Taux de facturation des interventions payantes
Nombre d'interventions pour carence (+ évaluation de la recette correspondante)
Nombre de carences pour 1 000 habitants
Délai d'évacuation de l'hôpital
Taux (ou nombre) d'interventions avec moyen hélicopté (répartition Dragon / Viking)
Moyen hélicopté : nombre de réponses favorables / défavorables à nos sollicitations
Vérification des critères de classement des CIS (en CSP, CS et CPI)
Répartition des CIS en gardes 24 heures, gardes 12 heures, astreintes et disponibles
Taux de suppléance de couverture (départ non réalisé par le CIS de 1^{er} appel) et distinction des causes

Analyse et limites de l'organisation

Taux de sorties sur / hors secteur (détail jour/nuite et semaine/week-end et nombre global + par type d'engin) + Taux global
Activité extra départementale (suivi des conventions interdépartementales d'assistance mutuelle)
Suivi du taux de couverture du territoire et de la population

Engins et engagement

Nombre de départs par engin
Fréquence de sorties par engin
Taux (et/ou Nombre) de départs non assurés et dégradés (par engin) + Taux global
Nombre d'engins en panne ou en maintenance
Suivi du contrôle technique des véhicules
Répartition des interventions : moyens de secours adaptés / adaptables

Personnels

Répartition de l'effectif (gardes et astreintes) : absence, inférieur, égal ou supérieur au seuil du potentiel opérationnel journalier fixé
Nombre d'astreintes de recouvrement (nombre de rappels dans le CIS)
Nombre d'engagements opérationnels des personnels d'astreinte rappelés au CIS dans le cadre des recouvrements
Nombre moyen d'interventions par sapeurs-pompiers
Taux du temps passé en intervention
Nombre de conventions de mise à disposition pour les sapeurs-pompiers volontaires
Sollicitation opérationnelle des sapeurs-pompiers volontaires conventionnés
Taux d'engagement des sapeurs-pompiers volontaires sur intervention
Nombre d'heures pendant lesquelles le potentiel opérationnel journalier n'est pas atteint
Répartition de l'effectif de garde : absence, inférieure, égale ou supérieure au seuil du potentiel opérationnel journalier (POJ) fixé
Taux d'absence dans les effectifs de garde (SPP et/ou SPV)

Taux d'absentéisme

Reprise des indicateurs sur les risques psychosociaux

Nombre d'instructions de dossiers de changement de chef de CIS

Durée moyenne de fidélisation des sapeurs-pompiers volontaires

Evolution des actions du SSSM

Répartition des interventions secours d'urgence aux personnes (SUAP) : carence, ivresse, bariatrie, relevage, hospitalisation sous contrainte, aide médicale urgente (AMU)

Nombre de protocole infirmier déclenché pour 1 000 interventions

Taux de sollicitation opérationnelle du service de santé et de secours médical (SSSM) (aide médicale urgente (AMU) : infirmiers et médecins sapeurs-pompiers)

Nombre d'utilisation de défibrillateurs semi-automatiques

Nombre d'interventions du véhicule de liaison infirmier (VLI)

Nombre de déclenchement du soutien sanitaire opérationnel (SSO) par secteur

Répartition du SSO : départ réflexe (prompt secours) / départ régulé (lié à l'environnement)

Suivi des visites médicales : taux d'atteinte des objectifs réglementaires

Taux d'inaptitude suite aux visites médicales (répartition définitives / temporaires / partielles)

Taux de visite sur demande au médecin de prévention

Taux de l'effectif de garde dont la visite médicale n'est pas à jour (répartition : 1-2, 3-4, 5-6 et > 6 mois)

Nombre de sollicitations du médecin sapeur-pompier dans le cadre desastreintes de médecin d'astreinte départementale (MAD)

Taux de participation du SSO aux interventions

Evolution de la chaîne de commandement

Nombre de sollicitations de la chaîne de commandement (par secteur et niveau)

Taux d'intervention avec niveau d'encadrement insuffisant

Suivi de la couverture des risques courants

Durée calculée en hommes-heures par type d'intervention

Taux d'erreur sur les lieux d'intervention (fiabilité des adresses enregistrées)

Taux de suppléance de couverture

Taux de modification d'engin au départ (modification des engins prévus initialement à l'alerte)

Taux de renfort (évaluation de l'engagement insuffisant des moyens)

Nombre de pré contentieux opérationnels en cours

Nombre de contentieux opérationnels en cours

Nombre de contentieux démarrés sur la période

Nombre de retours d'expérience réalisés dans l'année

Nombre de retours d'expérience pour 1 000 interventions

Nombre d'Anatechs réalisés dans l'année

Nombre d'Anatechs pour 1 000 interventions

5. Indicateur de suivi de l'analyse et de la couverture des risques particuliers

Suivi des principes de couverture des risques particuliers

Respect des délais pour les risques particuliers

Suivi des objectifs d'évolution de l'organisation des équipes spécialisées

Répartition du potentiel opérationnel journalier par spécialité : absence, inférieur, égal ou supérieur au seuil fixé

Répartition du nombre d'interventions : groupement, département et hors département

Répartition du nombre d'interventions en 1^{er} appel / en renfort

Durée minimale, moyenne et maximale d'une intervention par équipe spécialisée

Nombre d'interventions par équipe spécialisée

Taux d'intervention avec équipes spécialisées

Suivi de la couverture des risques particuliers

Ratio sur le nombre de risques particuliers par rapport aux risques courants

Répartition des risques particuliers : de proximité (département), moyens (zone) et majeurs (hors zone)

6. Indicateurs de suivi de la défense extérieure contre l'incendie

Nombre d'hydrants à contrôler / contrôlés

Taux de réalisation des contrôles des points d'eau

Répartition du nombre de moyens disponibles et indisponibles

Durée moyenne de contrôle d'un hydrant

7. Indicateurs de suivi des travaux de prévention et de prévision

Indicateurs de suivi des travaux de prévention

Nombre de visites d'ERP et d'industries

Taux de visite de contrôle des ERP et industries

Nombre / Taux d'avis défavorables

Nombre / Taux d'ERP ouverts à avis défavorable

Nombre d'études de permis de construire et autorisations de travaux

Nombre de participations aux réunions des commissions de sécurité départementale

Nombre d'équivalents temps plein préventionniste pour le service industries et ERP

Suivi des avis défavorables : nombre/taux d'établissements passent en avis favorable dans l'année

Nombre d'interventions avec départ renforcé suite à un avis défavorable ou à des éléments particuliers concernant l'établissement

Indicateurs de suivi des travaux de prévision

Nombre d'avis sur les manifestations publiques (y compris les grands rassemblements)

Nombre de manifestations recensées

Nombre de plans d'établissements répertoriés (création trimestrielle et cumulée)

8. Suivi des objectifs et orientations du Sdacr

Répartition des recommandations (à démarrer, en cours, réalisé) de l'inspection DGSCGC et du cabinet Actéis

Chapitre IX : Annexe – Classement des communes et quartiers

Zone A

INSEE	Nom de la commune	Classement
76217	Dieppe	A
76259	Fécamp	A
76322	Le Grand-Quevilly	A
76351	Le Havre	A
76451	Mont-Saint-Aignan	A
76498	Le Petit-Quevilly	A
76540	Rouen	A
76575	Saint-Étienne-du-Rouvray	A
76681	Notre-Dame-de-Bondeville	A

PROJET

Zone B

INSEE	Nom de la commune (quartier)	Classement
76005	Amfreville-la-Mi-Voie	B
76035	Aumale	B
76057	Barentin	B
76069	Belbeuf	B
76095	Bihorel	B
76108	Bois-Guillaume	B
76114	Bolbec	B
76103	Bonsecours	B
76116	Boos	B
76157	Canteleu	B
76159	Cany-Barville	B
76165	Caudebec-lès-Elbeuf	B
76178	Cléon	B
76212	Darnétal	B
76216	Déville-lès-Rouen	B
76222	Duclair	B
76231	Elbeuf	B
76238	Épouville	B
76254	Étretat	B
76255	Eu	B
76258	Fauville-en-Caux (Forges-de-la-Claye) Fauville-en-Caux	B
76270	Fontaine-la-Mallet	B
76276	Forges-les-Eaux (Forges-les-Eaux)	B
76475	Fréneuse	B
76281	La Trépaye	B
76296	Gainneville	B
76302	Goderville	B
76305	Gonfreville-l'Orcher	B
76312	Gournay-en-Bray	B
76319	Grand-Couronne	B
76329	Gruchet-le-Valasse	B
76341	Harfleur	B
76349	Hautot-sur-Mer	B
76366	Le Houlme	B
76377	Isneauville	B
76384	Lillebonne	B
76400	Luneray	B
76402	Malaunay	B
76410	Maromme	B
76429	Le Mesnil-Esnard	B
76447	Montivilliers	B

76452	Montville	B
INSEE	Nom de la commune	Classement
76462	Neufchâtel-en-Bray	B
76474	Notre-Dame-de-Bondeville	B
76481	Octeville-sur-Mer	B
76482	Offranville	B
76484	Oissel	B
76495	Pavilly	B
76497	Petit-Couronne	B
76476	Port-Jérôme-sur-Seine (<i>Notre-Dame-de-Gravenchon</i>)	B
76164	Rives-en-Seine (<i>Caudebec-en-Caux</i>)	B
76545	Rouxmesnil-Bouteilles	B
76561	Saint-Aubin-lès-Elbeuf	B
76599	Saint-Léger-du-Bourg-Denis	B
76624	Saint-Nicolas-d'Alhiermont	B
76640	Saint-Pierre-lès-Elbeuf	B
76647	Saint-Romain-de-Colbosc	B
76655	Saint-Valery-en-Caux	B
76552	Sainte-Adresse	B
76705	Tourville-la-Rivière	B
76709	Le Trait	B
76711	Le Tréport	B
76752	Yerville	B
76758	Yvetot	B

Zone C

INSEE	Nom de la commune (<i>quartier</i>)	Classement
76001	Allouville-Bellefosse	C
76002	Alvimare	C
76004	Ambrumesnil	C
76006	Amfreville-les-Champs	C
76007	Anceaumeville	C
76008	Ancourt	C
76009	Ancourteville-sur-Héricourt	C
76010	Ancretiéville-Saint-Victor	C
76011	Ancretteville-sur-Mer	C
76012	Angerville-Bailleul	C
76014	Angerville-l'Orcher	C
76013	Angerville-la-Martel	C
76015	Angiens	C
76017	Anglesqueville-l'Esneval	C
76016	Anglesqueville-la-Bras-Long	C
76020	Anneville-Ambourville	C
76019	Anneville-sur-Scie	C
76021	Annouville-Vilmesnil	C
76022	Anquetierville	C
76023	Anvéville	C
76024	Ardouval	C
76401	Arelaune-en-Seine (La Mailleraye-sur-Seine)	C
76401	Arelaune-en-Seine (Saint-Nicolas-de Bliquetuit)	C
76025	Argueil	C
76026	Arques-la-Bataille	C
76028	Aubéguimont	C
76029	Aubermesnil-aux-Érables	C
76030	Aubermesnil-Beaumais	C
76032	Auberville-la-Manuel	C
76033	Auberville-la-Renault	C
76034	Auffay	C
76036	Auppegard	C
76038	Authieux-Ratiéville	C
76039	Les Authieux-sur-le-Port-Saint-Ouen	C
76040	Autigny	C
76041	Autretot	C
76042	Auvilliers	C
76043	Auzebosc	C
76044	Auzouville-Auberbose	C
76045	Auzouville-l'Esneval	C

76046	Auzouville-sur-Ry	C
76047	Auzouville-sur-Saône	C
INSEE	Nom de la commune (quartier)	Classement
76048	Avesnes-en-Bray	C
76049	Avesnes-en-Val	C
76050	Avremesnil	C
76051	Bacqueville-en-Caux	C
76052	Bailleul-Neuville	C
76053	Baillolet	C
76054	Bailly-en-Rivière	C
76055	Baons-le-Comte	C
76056	Bardouville	C
76058	Baromesnil	C
76059	Bazinval	C
76060	Beaubeac-la-Rosière	C
76062	Beaumont-le-Hareng	C
76064	Beaurepaire	C
76065	Beaussault	C
76066	Beautot	C
76063	Beauval-en-Caux	C
76067	Beauvoir-en-Lyons	C
76068	Bec-de-Mortagne	C
76070	Bellencombre	C
76071	Bellengreville	C
76072	Belleville-en-Caux	C
76074	La Bellière	C
76075	Belmesnil	C
76076	Bénarville	C
76077	Bénesville	C
76078	Bennetot	€
76079	Bénouville	C
76080	Bermonville	€
76082	Bernières	C
76083	Bertheauville	C
76084	Bertreville	C
76085	Bertreville-Saint-Ouen	C
76086	Bertrimont	C
76087	Berville	C
76088	Berville-sur-Seine	C
76090	Beuzeville-la-Grenier	C
76091	Beuzeville-la-Guéraud	C
76092	Beuzevillette	C
76093	Bézancourt	C
76094	Bierville	C

INSEE	Nom de la commune (<i>quartier</i>)	Classement
76096	Biville-la-Baignarde	C
76097	Biville-la-Rivière	C
76099	Blacqueville	C
76100	Blainville-Crevon	C
76101	Blangy-sur-Bresle	C
76104	Blosseville	C
76105	Le Bocasse	C
76106	Bois-d'Ennebourg	C
76107	Bois-Guilbert	C
76109	Bois-Hérault	C
76110	Bois-Himont	C
76111	Bois-l'Évêque	C
76112	Le Bois-Robert	C
76113	Boissay	C
76115	Bolleville	C
76117	Bordeaux-Saint-Clair	C
76118	Bornambusc	C
76119	Bosc-Bérenger	C
76120	Bosc-Bordel	C
76121	Bosc-Édeline	C
76123	Bosc-Guérard-Saint-Adrien	C
76124	Bosc-Héons	C
76125	Bosc-le-Haut	C
76126	Bosc-Mesnil	C
76127	Bosc-Roger-sur-Buchy	e
76128	Bosville	C
76129	Boudeville	C
76130	Bouelles	C
76131	La Bouille	C
76132	Bourdainville	C
76133	Le Bourg-Dun	C
76134	Bourville	C
76135	Bouville	C
76136	Brachy	C
76138	Bracquetuit	C
76139	Bradiancourt	C
76140	Brametot	C
76141	Bréauté	C
76142	Brémontier-Merval	C

76143	Bretteville-du-Grand-Caux	C
76144	Bretteville-Saint-Laurent	C

INSEE	Nom de la commune (quartier)	Classement
76146	Buchy (Buchy/Buchy)	C
76146	Buchy (Buis-Roger-sur-Buchy)	C
76146	Buchy (Esclapartville-Esclapart)	C
76147	Bully	C
76148	Bures-en-Bray	C
76149	Butot	C
76732	Butot-Vénesville	C
76151	Cailleville	C
76152	Cailly	C
76122	Callengeville	C
76153	Calleville-les-Deux-Églises	C
76154	Campneuseville	C
76155	Canehan	C
76156	Canouville	C
76158	Canville-les-Deux-Églises	C
76160	Carville-la-Folletière	C
76161	Carville-Pot-de-Fer	C
76162	Le Catelier	C
76163	Catenay	C
76166	Le Caule-Sainte-Beuve	C
76167	Cauville-sur-Mer	C
76168	Les Cent-Acres	C
76169	La Cerlangue	C
76170	La Chapelle-du-Bourgay	C
76171	La Chapelle-Saint-Ouen	C
76172	La Chapelle-sur-Dun	C
76173	La Chaussée	C
76174	Cideville	C
76175	Clais	C
76176	Clasville	C
76177	Claville-Motteville	C
76179	Clères	C
76180	Cleuville	C
76181	Cléville	C
76182	Cliponville	C
76183	Colleville	C
76184	Colmesnil-Manneville	C
76185	Compainville	C

76186	Conteville	C
76187	Contremoulins	C
76188	Cottévrard	C
76189	Crasville-la-Mallet	C
76190	Crasville-la-Rocquefort	C
INSEE	Nom de la commune (quartier)	Classement
76191	Cressy	C
76192	Criel-sur-Mer	C
76193	La Crique	C
INSEE	Nom de la commune (quartier)	Classement
76194	Criquebeuf-en-Caux	C
76196	Criquetot-l'Esneval	C
76195	Criquetot-le-Mauconduit	C
76197	Criquetot-sur-Longueville	C
76198	Criquetot-sur-Ouville	C
76199	Criquières	C
76200	Critot	C
76201	Croisy-sur-Andelle	C
76203	Croix-Mare	C
76202	Croixdalle	C
76204	Cropus	C
76205	Crosville-sur-Scie	C
76206	Cuerville	C
76207	Cuerville-sur-Yères	C
76208	Cuy-Saint-Fiacre	C
76209	Dampierre-en-Bray	C
76210	Dampierre-Saint-Nicolas	C
76211	Dancourt	C
76213	Daubeuf-Serville	C
76214	Dénestanville	C
76218	Doudeauville	C
76219	Doudeville	C
76220	Douvrend	C
76221	Drosay	C
76223	Écalles-Alix	C
76224	Écraiville	C
76225	Écretteville-lès-Baons	C
76226	Écretteville-sur-Mer	C
76227	Ectot-l'Auber	C
76228	Ectot-lès-Baons	C
76229	Elbeuf-en-Bray	C
76230	Elbeuf-sur-Andelle	C
76232	Életot	C
76233	Ellecourt	C
76234	Émanville	C

76235	Envermeu	C
76236	Envronville	C
76237	Épinay-sur-Duclair	C
76239	Épretot	C
76240	Épreville	C
76241	Ermenouville	C
INSEE	Nom de la commune (quartier)	Classement
76242	Ernemont-la-Villette	C
76243	Ernemont-sur-Buchy	C
INSEE	Nom de la commune (quartier)	Classement
76244	Esclavelles	C
76245	Eslettes	C
76247	Esteville	C
76248	Estouteville-Écalles	€
76249	Étaimpuis	C
76250	Étainhus	C
76251	Étalleville	C
76252	Étalondes	C
76253	Étoutteville	C
76257	Fallencourt	C
76260	Ferrières-en-Bray	C
76261	La Ferté-Saint-Samson	C
76262	Fesques	C
76263	La Feuillie	C
76264	Flamanville	C
76265	Flamets-Framet	C
76266	Flocqueville	C
76268	Fongueuseville	C
76269	Fontaine-en-Bray	C
76271	Fontaine-le-Bourg	C
76272	Fontaine-le-Dun	C
76273	Fontaine-sous-Préaux	C
76274	La Fontelaye	C
76275	Fontenay	C
76276	Forges-les-Eaux (Le Fossé)	C
76278	Foucarmont	C
76279	Foucart	C
76280	Fréauville	C
76282	Freneuse	C
76283	Fresles	C
76284	Fresnay-le-Long	C
76285	Fresne-le-Plan	C
76286	Fresnoy-Folny	C
76287	Fresquiennes	C

76288	Freulleville	C
76290	Frichemesnil	C
76291	Froberville	C
76292	Fry	C
76293	Fultot	C
76294	La Gaillarde	C
76295	Gaillefontaine	C
76297	Gancourt-Saint-Étienne	C

INSEE	Nom de la commune (quartier)	Classement
76298	Ganzeville	C
76299	Gerponville	C
76300	Gerville	C
76303	Gommerville	C
76304	Gonfreville-Caillet	C
76306	Gonnetot	C
76307	Gonneville-la-Mallet	C
76308	Gonneville-sur-Scie	C
76309	Gonzeville	C
76311	Goupillières	C
76313	Gouy	C
76314	Graimbouville	C
76315	Grainville-la-Teinturière	C
76316	Grainville-sur-Ry	C
76317	Grainville-la-Neuve	C
76318	Grand-Camp	C
76320	Grandcourt	C
76321	Les Grandes-Ventes	C
76323	Graval	C
76324	Grèges	C
76325	Grémonville	C
76327	Greuville	C
76328	Grigneuseville	C
76330	Gruchet-Saint-Siméon	C
76331	Grugny	C
76332	Grumesnil	C
76333	Guerville	C
76334	Gueures	C
76335	Gueutteville	C
76336	Gueutteville-les-Grès	C
76338	La Hallotière	
76339	Le Hanouard	C
76340	Harcanville	C

76342	Hattenville	C
76343	Haucourt	C
76344	Haudricourt	C
76345	Haussez	C
76346	Hautot-l'Auvray	C
76347	Hautot-le-Vatois	C
76348	Hautot-Saint-Sulpice	C

INSEE	Nom de la commune (quartier)	Classement
76350	Hautot-sur-Seine	C
76352	La Haye	C
76353	Héberville	C
76354	Hénouville	C
76355	Héricourt-en-Caux	C
76356	Hermanville	C
76357	Hermeville	C
76358	Le Héron	C
76359	Héronchelles	C
76360	Heugleville-sur-Scie	C
76361	Heuqueville	C
76362	Heurteauville	C
76363	Hodeng-au-Bosc	C
76364	Hodeng-Hodenger	C
76365	Houdetot	C
76367	Houpeville	C
76368	Houquetot	C
76369	La Houssaye-Béranger	C
76370	Hugleville-en-Caux	C
76371	Les Ifs	C
76372	Illois	C
76373	Imbleville	C
76374	Incheville	C
76375	Ingouville	C
76378	Jumièges	C
76379	Lamberville	C
76380	Lammerville	C
76381	Landes-Vieilles-et-Neuves	C
76382	Lanquetot	C
76383	Lestanville	C
76385	Limésy	C
76386	Limpiville	C
76387	Lindebeuf	C

76388	Lintot	C
76389	Lintot-les-Bois	C
76390	Les Loges	C
76391	La Londe	C
76392	Londinières	C
76393	Longmesnil	C
76394	Longroy	C
76395	Longueil	C
76396	Longuerue	C
76397	Longueville-sur-Scie	C
INSEE	Nom de la commune (quartier)	Classement
76398	Louvetot	C
76399	Lucy	C
76403	Malleville-les-Grès	C
76404	Manéglise	C
76405	Manéhouville	C
76406	Maniquerville	C
76407	Manneville-ès-Plains	C
76408	Manneville-la-Goupil	C
76409	Mannevillette	C
76411	Marques	C
76412	Martainville-Épreville	C
76413	Martigny	C
76414	Martin-Église	C
76415	Massy	C
76416	Mathonville	C
76417	Maucomble	C
76418	Maulévrier-Sainte-Georgie	C
76419	Mauny	C
76420	Mauquenchy	C
76421	Mélamare	C
76422	Melleville	C
76423	Ménerval	C
76424	Ménonval	C
76425	Mentheville	C
76426	Mésangueville	C
76427	Mesnières-en-Bray	C
76428	Le Mesnil-Durdent	C
76430	Mesnil-Follemprie	C
76431	Le Mesnil-Lieubray	C
76432	Mesnil-Mauger	C
76433	Mesnil-Panneville	C
76434	Mesnil-Raoul	C
76435	Le Mesnil-Réaume	C
76436	Le Mesnil-sous-Jumièges	C

76437	Meulers	C
76438	Millebosc	C
76439	Mirville	C
76440	Molagnies	C
76441	Monchaux-Soreng	C
76442	Monchy-sur-Eu	C
76443	Mont-Cauvaire	C
76445	Montérolier	C

INSEE	Nom de la commune (<i>quartier</i>)	Classement
76446	Montigny	C
76448	Montmain	C
76449	Montreuil-en-Caux	C
76450	Montroty	C
76453	Morgny-la-Pommeraye	C
76606	Morienne	C
76454	Mortemer	C
76455	Morville-sur-Andelle	C
76456	Motteville	C
76457	Moulineaux	C
76458	Muchedent	C
76459	Nesle-Hodeng	C
76460	Nesle-Normande	C
76463	Neuf-Marché	C
76461	Neufbosc	C
76464	La Neuville-Chant-d'Oisel	C
76465	Neuville-Pontiers	C
76467	Néville	C
76468	Nointot	C
76469	Nolléval	C
76470	Normanville	C
76471	Norville	C
76472	Notre-Dame-d'Aliermont	C
76473	Notre-Dame-de-Bliquetuit	C
76477	Notre-Dame-du-Bec	C
76478	Notre-Dame-du-Parc	C
76479	Nullemont	C
76480	Ocqueville	C
76483	Oherville	C
76485	Omonville	C
76486	Orival	C
76487	Osmoy-Saint-Valery	C
76488	Ouainville	C

76489	Oudalle	C
76490	Ourville-en-Caux	C
76491	Ouville-l'Abbaye	C
76492	Ouville-la-Rivière	C
76493	Paluel	C
76494	Parc-d'Anxtot	C
76618	Petit-Caux (<i>Assigny</i>)	C
76618	Petit-Caux (<i>Auquemesnil</i>)	C
76618	Petit-Caux (<i>Belleville-sur-Mer</i>)	C
76618	Petit-Caux (<i>Berneval-le-Grand</i>)	C
INSEE	Nom de la commune (<i>quartier</i>)	Classement
76618	Petit-Caux (<i>Biville-sur-Mer</i>)	C
76618	Petit-Caux (<i>Bracquemont</i>)	C
76618	Petit-Caux (<i>Brunville</i>)	C
76618	Petit-Caux (<i>Derchigny-Graincourt</i>)	C
76618	Petit-Caux (<i>Glicourt</i>)	C
76618	Petit-Caux (<i>Gouchaupre</i>)	C
76618	Petit-Caux (<i>Greny</i>)	C
76618	Petit-Caux (<i>Guilmécourt</i>)	C
76618	Petit-Caux (<i>Intraville</i>)	C
76618	Petit-Caux (<i>Penly</i>)	C
76618	Petit-Caux (<i>Saint-Martin-en-Campagne</i>)	C
76618	Petit-Caux (<i>Saint-Quentin-au-Bosc</i>)	C
76618	Petit-Caux (<i>Tocqueville-sur-Eu</i>)	C
76618	Petit-Caux (<i>Tourville-la-Chapelle</i>)	C
76499	Petiville	C
76500	Pierrecomte	C
76501	Pierrefigues	C
76502	Pierreval	C
76503	Pissy-Pôville	C
76504	Pleine-Sève	C
76505	Pommereux	C
76506	Pommeréval	C
76507	Ponts-et-Marais	C
76476	Port-Jérôme-sur-Seine (<i>Auberville-la-Campagne</i>)	C
76476	Port-Jérôme-sur-Seine (<i>Touffreville-la-Cable</i>)	C
76476	Port-Jérôme-sur-Seine (<i>Triquerville</i>)	C
76508	La Poterie-Cap-d'Antifer	C
76509	Préaux	C
76510	Prétot-Vicquemare	C
76511	Preuseville	C
76512	Puisenval	C
76513	Quevillon	C
76514	Quévreville-la-Poterie	C

76515	Quiberville	C
76516	Quièvreclercourt	C
76517	Quincampoix	C
76518	Raffetot	C
76519	Rainfreville	C
76520	Réalcamp	C
76521	Rebets	C
76522	La Remuée	C
76523	Rétonval	C
76524	Reuville	C
76525	Ricerville	C
INSEE	Nom de la commune (quartier)	Classement
76526	Ricarville-du-Val	C
76527	Richemont	C
76528	Rieux	C
76164	Rives-en-Seine (Saint-Wandrille-Rançon)	C
76164	Rives-en-Seine (Villequier)	C
76529	Riville	C
76530	Robertot	C
76531	Rocquefort	C
76532	Rocquemont	C
76533	Rogerville	C
76534	Rolleville	C
76535	Roncherolles-en-Bray	C
76536	Roncherolles-sur-le-Vivier	C
76537	Ronchois	C
76538	Rosay	C
76541	Roumare	C
76542	Routes	C
76543	Rouville	C
76544	Rouvray-Catillon	C
76546	Royville	C
76547	La Rue-Saint-Pierre	C
76548	Ry	C
76549	Saâne-Saint-Just	C
76550	Sahurs	C
76551	Sainneville	C
76554	Saint-Aignan-sur-Ry	C
76555	Saint-André-sur-Cailly	C
76556	Saint-Antoine-la-Forêt	C
76557	Saint-Arnoult	C
76558	Saint-Aubin-Celloville	C
76559	Saint-Aubin-de-Crétot	C
76560	Saint-Aubin-Épinay	C

76562	Saint-Aubin-le-Cauf	C
76563	Saint-Aubin-Routot	C
76564	Saint-Aubin-sur-Mer	C
76565	Saint-Aubin-sur-Scie	C
76568	Saint-Clair-sur-les-Monts	C
76570	Saint-Crespin	C
76572	Saint-Denis-d'Aclon	C
76573	Saint-Denis-le-Thibault	C
76574	Saint-Denis-sur-Scie	C
76576	Saint-Eustache-la-Forêt	C
76580	Saint-Georges-sur-Fontaine	C
76582	Saint-Germain-d'Étables	C
INSEE	Nom de la commune (quartier)	Classement
76581	Saint-Germain-des-Essourts	C
76583	Saint-Germain-sous-Cailly	C
76584	Saint-Germain-sur-Eaulne	C
76585	Saint-Gilles-de-Crétot	C
76586	Saint-Gilles-de-la-Neuville	C
76588	Saint-Hellier	C
76589	Saint-Honoré	C
76590	Saint-Jacques-d'Aliermont	C
76591	Saint-Jacques-sur-Darnétal	C
76592	Saint-Jean-de-Folleville	C
76593	Saint-Jean-de-la-Neuville	C
76594	Saint-Jean-du-Caron	C
76595	Saint-Jouin-Bruneval	C
76596	Saint-Laurent-de-Bèvedent	C
76597	Saint-Laurent-en-Caux	C
76598	Saint-Léger-aux-Bois	C
76600	Saint-Léonard	C
76602	Saint-Maclou-de-Folleville	C
76603	Saint-Maclou-la-Brière	C
76604	Saint-Mards	C
76612	Saint-Martin-au-Bosc	C
76611	Saint-Martin-aux-Arbres	C
76613	Saint-Martin-aux-Buneaux	C
76614	Saint-Martin-de-Boscherville	C
76289	Saint-Martin-de-l'If (Betteville)	C
76289	Saint-Martin-de-l'If (La Folletière)	C
76289	Saint-Martin-de-l'If (Fréville)	C
76289	Saint-Martin-de-l'If (Mont-de-l'If)	C
76615	Saint-Martin-du-Bec	C
76616	Saint-Martin-du-Manoir	C
76617	Saint-Martin-du-Vivier	C
76620	Saint-Martin-l'Hortier	C

76619	Saint-Martin-le-Gaillard	C
76621	Saint-Martin-Osmonville	C
76622	Saint-Maurice-d'Ételan	C
76623	Saint-Michel-d'Halescourt	C
76626	Saint-Nicolas-de-la-Haie	C
76627	Saint-Nicolas-de-la-Taille	C
76628	Saint-Ouen-du-Breuil	C
76629	Saint-Ouen-le-Mauger	C
76630	Saint-Ouen-sous-Bailly	C
76631	Saint-Paër	C
76632	Saint-Pierre-Bénouville	C
76634	Saint-Pierre-de-Manneville	C
INSEE	Nom de la commune (quartier)	Classement
76636	Saint-Pierre-de-Varengeville	C
76635	Saint-Pierre-des-Jonquières	C
76637	Saint-Pierre-en-Port	C
76638	Saint-Pierre-en-Val	C
76639	Saint Pierre-Lavis	€
76641	Saint-Pierre-le-Vieux	C
76642	Saint-Pierre-le-Viger	C
76644	Saint-Rémy-Boscrocourt	C
76645	Saint-Riquier-en-Rivière	C
76646	Saint-Riquier-ès-Plains	C
76648	Saint-Saëns	C
76649	Saint-Saire	C
76650	Saint-Sauveur-d'Émalleville	C
76651	Saint-Sylvain	C
76652	Saint-Vaast-d'Equieville	C
76653	Saint-Vaast-d'Heppedalle	C
76654	Saint-Vaast-du-Val	C
76656	Saint-Victor-l'Abbaye	C
76657	Saint-Vigor-d'Ymonville	C
76658	Saint-Vincent-Cramesnil	C
76553	Sainte-Agathe-d'Aliermont	C
76566	Sainte-Austreberthe	C
76567	Sainte-Beuve-en-Rivière	C
76569	Sainte-Colombe	C
76571	Sainte-Croix-sur-Buchy	C
76577	Sainte-Foy	C
76578	Sainte-Geneviève	C
76587	Sainte-Hélène-Bondeville	C
76608	Sainte-Marguerite-sur-Duclair	C
76607	Sainte Marguerite-sur Fauville	€

76605	Sainte-Marguerite-sur-Mer	C
76609	Sainte-Marie-au-Bosc	C
76610	Sainte-Marie-des-Champs	C
76660	Sandouville	C
76662	Sassetot-le-Malgardé	C
76663	Sassetot-le-Mauconduit	C
76664	Sasseville	C
76665	Sauchay	C
76666	Saumont-la-Poterie	C
76667	Sauqueville	C
76668	Saussay	C
76669	Saussezemare-en-Caux	C
76670	Senneville-sur-Fécamp	C
76671	Sept-Meules	C
INSEE	Nom de la commune (quartier)	Classement
76672	Serqueux	C
76673	Servaville-Salmonville	C
76674	Sévis	C
76675	Sierville	C
76676	Sigy-en-Bray	C
76677	Smermesnil	C
76678	Sommery	C
76679	Sommesnil	C
76680	Sorquainville	C
76682	Sotheville-sous-le-Val	C
76683	Sotheville-sur-Mer	C
76684	Tancarville	C
76238	Terres-de-Caux (Auberville-Auberbase)	C
76238	Terres-de-Caux (Bémécourt)	C
76238	Terres-de-Caux (Bermouville)	C
76238	Terres-de-Caux (Bucaille)	C
76238	Terres-de-Caux (Saint-Pierre-Lavie)	C
76238	Terres-de-Caux (Saint-Marguerite-sur-Fécamp)	C
76685	Thérouldeville	C
76686	Theuville-aux-Maillots	C
76688	Thiergeville	C
76689	Thiétreville	C
76690	Thil-Manneville	C
76691	Le Thil-Riberpré	C
76692	Thiouville	C
76693	Le Tilleul	C
76694	Tocqueville-en-Caux	C
76695	Tocqueville-les-Murs	C
76697	Torcy-le-Grand	C

76698	Torcy-le-Petit	C
76699	Le Torp-Mesnil	C
76700	Tôtes	C
76702	Touffreville-la-Corbeline	C
76703	Touffreville-sur-Eu	C
76706	Tourville-les-Ifs	C
76707	Tourville-sur-Arques	C
76708	Toussaint	C
76710	Trémauville	C
76712	La Trinité-du-Mont	C
76714	Les Trois-Pierres	C
76715	Trouville	C
76716	Turretot	C
76717	Val-de-la-Haye	C
76018	Val-de-Saône	C
INSEE	Nom de la commune (quartier)	Classement
76718	Valliquerville	C
76719	Valmont	C
76720	Varengeville-sur-Mer	C
76721	Varneville-Bretteville	C
76723	Vassonville	C
76724	Vatierville	C
INSEE	Nom de la commune (quartier)	Classement
76725	Vattetot-sous-Beaumont	C
76726	Vattetot-sur-Mer	C
76727	Vatteville-la-Rue	C
76728	La Vaupalière	C
76729	Veauville-lès-Baons	C
76730	Veauville-lès-Quelles	C
76731	Vénestanville	C
76733	Ventes-Saint-Rémy	C
76734	Vergetot	C
76735	Veules-les-Roses	C
76736	Veulettes-sur-Mer	C
76737	Vibeuf	C
76738	Vieux-Manoir	C
76739	Vieux-Rouen-sur-Bresle	C
76740	La Vieux-Rue	C
76741	Villainville	C
76743	Villers-Écalles	C
76744	Villers-sous-Foucarmont	C
76745	Villy-sur-Yères	C
76746	Vinnemerville	C
76747	Virville	C
76748	Vittefleur	C

76749	Wanchy-Capval	C
76750	Yainville	C
76751	Yébleron	C
76753	Ymare	C
76754	Yport	C
76755	Ypreville-Biville	C
76756	Yquebeuf	C
76757	Yvecrique	C
76759	Yville-sur-Seine	C

PROJET

Chapitre X : Table des figures

Figure 1 : Principe de l'évaluation continue du Sdacr (Modèle de Gilbert 1980).....	33
Figure 2 : Modèle de Sdacr dynamique.....	44
Figure 3 : Localisation géographique de la Seine-Maritime.....	55
Figure 4 : Géographie du département de la Seine-Maritime.....	66
Figure 5 : Densité de population basée sur les données INSEE (population légale en vigueur depuis le 1 ^{er} janvier 2014, avec pour date de référence statistique le 1 ^{er} janvier 2011).....	88
Figure 6 : Densité de population basée sur les données INSEE (population légale en vigueur depuis le 1 ^{er} janvier 2014, avec pour date de référence statistique le 1 ^{er} janvier 2011).....	99
Figure 7 : Taux de croissance annuel moyen de la population (données Insee Janvier 2012).....	1010
Figure 8 : Structure par âge de la population seino-marine comparée aux autres départements (données INSEE de 2007).....	1010
Figure 9 : Le réseau routier seino-marin de compétence partagée (Source : Conseil départemental de la Seine-Maritime).....	1717
Figure 10 : Le réseau TER de la Haute-Normandie.....	1919
Figure 11 : Répartition des bacs de traversée de la Seine.....	2121
Figure 12 : Localisation des ponts sur la Seine en Seine-Maritime.....	2323
Figure 13 : Grandes infrastructures de transport de la Seine-Maritime (Source : DREAL).....	2525
Figure 14 : Les établissements hospitaliers répartis par territoires de santé en Haute-Normandie prévues pour 2016 (Source : Sros 2012-2017).....	2828
Figure 15 - Accessibilité des SMUR en Haute-Normandie (2008) (Source : Sros 2012-2017).....	3030
Figure 16 : Les limites des groupements territoriaux du Sdis de la Seine-Maritime après le Sdacr de 2009.....	3636
Figure 17 : Carte de l'organisation actuelle des centres d'incendie et de secours au 1 ^{er} août 2014.....	4040
Figure 18 : Durée moyenne des interventions relevant du secours aux personnes représentée par secteurs de 1 ^{er} appel des centres d'incendie et de secours.....	4242
Figure 19 : Évolution de la classification des communes entre les Sdacr 2009 et le Sdacr 2015 V0.1.....	5552
Figure 20 : La classification des communes de la Seine-Maritime.....	5754
Figure 21 : Les nouveaux paramètres de computation des délais.....	5855
Figure 22 : Nouveaux critères de computation des délais-Mode d'organisation des Cis.....	5956
Figure 23 : Organisation des centres d'incendie et de secours.....	6057
Figure 24 : Principe de l'efficience.....	6158
Figure 25 : Evolution de la répartition du nombre de centres d'incendie et de secours en fonction de leur organisation.....	6360
Figure 26 – Proposition d'organisation et de classification des centres d'incendie et de secours du Sdis 76.....	6461
Figure 27 - Les communes non couvertes par le Sdis dans les délais prévus par le Sdacr.....	6764
Figure 28 : Communes faisant l'objet de conventions interdépartementales d'assistance mutuelle.....	6865
Figure 29 : Identification des dépassements des délais de couverture.....	6865
Figure 30 : Communes hors délais.....	6966
Figure 31 : Règles d'attribution des engins de lutte contre l'incendie.....	7168
Figure 32 : Règle d'attribution des engins de secours d'urgence aux personnes.....	7168
Figure 33 : Règles d'attribution des moyens de désincarcération.....	7269
Figure 34 : Règles opérationnelles relatives aux véhicules de balisage.....	7269
Figure 35 : Règles d'attribution des échelles et bras élévateurs aériens.....	7370
Figure 36 : Répartition des moyens incendie.....	7471
Figure 37 : Répartition des moyens de secours d'urgence aux personnes (SUAP).....	7572
Figure 38 : Répartition des moyens de désincarcération.....	7673
Figure 39 : Répartition des moyens aériens.....	7774
Figure 40 : Méthode de détermination du POJ.....	7875
Figure 41 : Evolution du potentiel opérationnel journalier.....	7976
Figure 42 : Objectifs d'évolution des actions du SSSM.....	115112
Figure 43 : Chaîne de commandement - Chefs de groupe.....	121118
Figure 44: Méthode de définition des limites d'intervention des moyens du Sdis 76 et des impossibles opérationnels.....	125122
Figure 45 : Localisation de certains sites liés aux risques en milieux périlleux.....	142139
Figure 46 : Localisation des sites liés aux risques nautiques.....	144141
Figure 47 : Localisation des sites pouvant nécessiter l'intervention des spécialistes sauvetage et déblaiement.....	146143

Figure 48 : Localisation des sites liés aux risques technologiques	148145
Figure 49 : Démarche de calcul des effectifs de spécialité.....	151148
Figure 50 : Chaîne de commandement - Chefs de colonne	154151
Figure 51 : Chaîne de commandement - Chefs de site	155152
Figure 52 : Chaîne de commandement - Chef de site départemental.....	156153
Figure 53 : Chaîne de commandement - Soutien sanitaire opérationnel	157154

PROJET

Chapitre XI : Table des tableaux

<i>Tableau 1 : Répartition des emplois par secteur d'activité de la Seine-Maritime vis-à-vis de la France</i>	
<i>Métropolitaine (Source : INSEE, CLAP)</i>	<i><u>1111</u></i>
<i>Tableau 2 : Trafic moyen quotidien sur les ponts.....</i>	<i><u>2424</u></i>
<i>Tableau 3 : Les établissements publics et privés de la Seine-Maritime (Sros 2012-2017).....</i>	<i><u>2929</u></i>
<i>Tableau 4 : Les caractéristiques des groupements territoriaux du Sdis de la Seine-Maritime (situation au 1^{er} juin 2016).....</i>	<i><u>3737</u></i>
<i>Tableau 5 : Missions des équipes spécialisées et unités opérationnelles spécifiques.....</i>	<i><u>4545</u></i>
<i>Tableau 6 : Evolution du zonage des communes</i>	<i><u>5151</u></i>
<i>Tableau 7 : Caractéristiques territoriales résultant du classement des communes et quartiers</i>	<i><u>5653</u></i>
<i>Tableau 8 : Nouveaux objectifs de couverture.....</i>	<i><u>5855</u></i>
<i>Tableau 9 : Évolutions cibles du maillage.....</i>	<i><u>6259</u></i>
<i>Tableau 10 - Analyse des taux de couverture des communes du département en fonction du zonage en période journée semaine</i>	<i><u>6562</u></i>
<i>Tableau 11 - Analyse des taux de couverture des communes du département en fonction du zonage la nuit et la journée en week-end</i>	<i><u>6562</u></i>
<i>Tableau 12 - Comparaison des taux de couverture théoriques du département et des objectifs de couverture</i>	<i><u>6562</u></i>
<i>Tableau 13 - Dotation en moyens adaptés ou adaptables en fonction du mode d'organisation des CIS.....</i>	<i><u>7067</u></i>
<i>Tableau 14 – Evolution des moyens opérationnels du Sdis 76 dédiés à la couverture des risques courants</i>	<i><u>7370</u></i>
<i>Tableau 15 : Potentiel Opérationnel Journalier au 1^{er} juillet 2016</i>	<i><u>8077</u></i>
<i>Tableau 16 : Effectif opérationnel journalier CTA-CODIS</i>	<i><u>9592</u></i>
<i>Tableau 17 : Projection du potentiel opérationnel journalier cible</i>	<i><u>9794</u></i>
<i>Tableau 18 : Répartition qualitative prévisionnelle des effectifs opérationnels journaliers</i>	<i><u>114111</u></i>
<i>Tableau 19 : Tableau récapitulatif des méthodes d'analyse des risques.....</i>	<i><u>124121</u></i>
<i>Tableau 20 : Inventaire des risques particuliers de la Seine-Maritime.....</i>	<i><u>126123</u></i>
<i>Tableau 21 : Groupes départementaux.....</i>	<i><u>133130</u></i>
<i>Tableau 22 : Tableau récapitulatif des particularités de l'ongée en Seine-Maritime.....</i>	<i><u>143140</u></i>
<i>Tableau 23 : Couverture des sites à risques par les équipes spécialisées</i>	<i><u>149146</u></i>
<i>Tableau 24 : Critères de coefficient des effectifs de spécialité</i>	<i><u>151148</u></i>
<i>Tableau 25 : Evolution des spécialistes.....</i>	<i><u>152149</u></i>

Chapitre XII : Table des acronymes

Acronyme utilisé	Signification
AST	Astreinte
BEA	Bras élévateur automatique
BSL / BIS	Bateau d'intervention et de sauvetage
CCF	Camion citerne feux de forêt
CCI	Camion citerne d'incendie
CCR	Camion citerne rural
CEAR	Cellule d'assistance respiratoire
CEDA	Cellule dévidoir automobile
CEDGP	Cellule dévidoir grande puissance
CEEM	Cellule émulseur
CEEVEP	Cellule électro ventilation épuisement
CELP	Cellule de lutte contre les pollutions
CEMD	Cellule mobile de décontamination
CESA	Cellule de sauvetage
CESD	Cellule sauvetage déblaiement
CESR	Cellule de secours routier
CMIC	Cellule mobile d'intervention chimique
CMIR	Cellule mobile d'intervention radiologique
Cyno	Cynophilie
DA	Dévidoir automobile
DEC	Décontamination
EPSA	Echelle pivotante semi-automatique
FMOGP	Fourgon mousse grande puissance
FPT	Fourgon pompe tonne
FPTGP	Fourgon pompe tonne grande puissance
FPTL	Fourgon pompe tonne léger
FPTSR	Fourgon pompe tonne secours routier
FRT	Fourgon risques technologiques
IBN	Intervention à bord des navires
IMP	Intervention en milieu périlleux
ISP	Infirmier sapeur-pompier
KCRM	Kit "centre de regroupement des moyens"
KIBN	Kit "intervention à bord des navires"
KOXY	Kit "oxygène"
KRAM	Kit "ramassage"

Moyen aérien	Echelles aériennes, bras élévateurs
MPE	Motopompe d'épuisement
MPR	Motopompe remorquable
MPR 120	Motopompe remorquable 120 m ³ /h
MPR 60	Motopompe remorquable 60 m ³ /h
MSP	Médecin sapeur-pompier
RAD	Risques radiologiques
RCH	Risques chimiques
REEP	Remorque éclairage et épuisement
REP	Remorque épuisement
RT	Risques technologiques
SAL	Scaphandrier autonome léger, plongeur
SAV	Sauveteur aquatique (en surface)
SDE	Sauvetage déblaiement
SERV	Servitude
TLD	Tenue légère de décontamination
VATRA	Véhicule atelier transmission
VBS	Véhicule balisage
VGRIMP	Véhicule du Groupe d'intervention en milieu périlleux
VL	Véhicule de liaison
VLB	Véhicule de liaison blanc
VLHR	Véhicule léger hors route
VLOG	Véhicule logistique
VPC	Véhicule poste de commandement
VSAQ	Véhicule de secours aquatique
VSAV	Véhicule de secours et d'assistance aux victimes
VSRM	Véhicule de secours routier moyen
VSS	Véhicule de soutien sanitaire
VTP	Véhicule de transport de personnes
VTU	Véhicule tout usage
VTU Pro	Véhicule tout usage option protection
VTUBS	Véhicule tout usage option balisage



**Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime**

SDIS76

Catalogue des Risques Particuliers

TYPE de Document

**Catalogue Risques
Particuliers**

MAJ - Version

XX/XX/XX - 0.2

PROJET

Table des matières

Préambule	6
Les risques naturels.....	7
Le risque feu de végétation/feu en espace naturel	7
Le risque mouvement de terrain.....	9
Le risque inondation	13
Le risque de submersion marine	17
Le risque phénomènes météorologiques paroxysmiques/exceptionnels	20
Les risques sanitaires	23
Les températures extrêmes.....	23
Les épizooties.....	25
Les épidémies/Les risques infectieux et les pandémies	26
Les impacts de pollution sur la santé	28
Les nuisances olfactives.....	31
Intoxication de masse.....	32
Pénurie médicamenteuse.....	33
Pénurie alimentaire	34
Pénurie en eau potable	34
Les risques de défaillance des systèmes	36
Réseaux informatiques, radioélectriques et téléphonie.....	36
Réseaux de transport d'énergie.....	36
Approvisionnement en eau (hydrant, industrie,...)	38
Les risques sociaux/société/dé société	39
Grands rassemblements/Rassemblements de foule.....	39
Mouvements sociaux spontanés, phénomènes festifs et émeutes/Grèves et mouvements sociaux.....	40
Menaces terroristes conventionnelles ou NRBC	41
Incivilités et violences urbaines	47
Le risque animalier/Les nouveaux animaux de compagnie (NAC)	48
Les arrivées massives de réfugiés ou de migrants	49
Les risques liés aux bâtiments et aux infrastructures	50
Bâtiments collectifs.....	50
Ouvrages d'art	54
Définition.....	54
Evaluation du risque	54
Localisation.....	55
Retour d'expérience.....	55
Scénario majorant retenu	56
Couverture opérationnelle.....	57

Patrimoine historique et culturel (vieux centres urbains)	59
Définition	59
Evaluation du risque	59
Localisation.....	59
Retour d'expérience.....	59
Scénario majorant identifié.....	59
Couverture opérationnelle.....	59
Bâtiments administratifs ou techniques sensibles	60
Définition	60
Evaluation du risque	60
Localisation.....	60
Retour d'expérience.....	60
Scénario majorant identifié.....	61
Couverture opérationnelle.....	61
Les parcs de stationnement	61
Sites névralgiques	63
Les énergies renouvelables (sites éoliens onshore/off shore, champs de panneaux photovoltaïques,...).....	63
Définition.....	63
Evaluation du risque	64
Localisation.....	64
Scénario majorant retenu	64
Retour d'expérience.....	64
Couverture opérationnelle.....	64
Les risques liés aux transports collectifs.....	65
Transport en commun routier.....	65
Transport collectif aérien	67
Définition.....	67
Evaluation du risque	68
Localisation du risque.....	68
Retour d'expérience.....	68
Scénario majorant retenu	69
Couverture opérationnelle.....	69
Limites et impossibles opérationnels	71
Transport collectif fluvial.....	71
Définition.....	71
Evaluation du risque	72
Localisation du risque.....	72

Retour d'expérience.....	72
Scenarii majorants retenus.....	73
Couverture opérationnelle.....	73
Limites et impossibles opérationnels.....	74
Transport collectif maritime.....	75
Définition.....	75
Evaluation du risque	75
Localisation du risque.....	76
Retour d'expérience.....	76
Scenarii majorants retenus.....	77
Couverture opérationnelle.....	77
Limites et impossibles opérationnels.....	77
Transport collectif ferroviaire.....	78
Définition.....	78
Evaluation du risque	78
Localisation du risque.....	78
Retour d'expérience.....	80
Scenarii majorants retenus.....	81
Couverture opérationnelle.....	81
Transport collectif guidé.....	82
Définition.....	82
Localisation du risque.....	82
Evaluation du risque	82
Retour d'expérience.....	83
Scenarii majorants retenus.....	84
Couverture opérationnelle.....	84
Limites et impossibles opérationnels.....	85
Les risques liés au transport de matières dangereuses	86
Définition.....	86
Evaluation du risque	86
Transport par canalisations.....	86
Transport fluviomaritime.....	86
Transport routier	86
Transport ferroviaire.....	87
Localisation du risque.....	87
Transport par canalisations.....	87
Transport fluviomaritime.....	87
Transport routier	87

Transport ferroviaire.....	88
Retour d'expérience	88
Transport par canalisation.....	88
Transport routier	90
Transport ferroviaire	91
Transport fluviomaritime.....	94
Scenarii majorants retenus	95
Transport par canalisations	95
Transport fluviomaritime.....	95
Transport routier	95
Transport ferroviaire	96
Couverture opérationnelle.....	96
Transport par canalisations	96
Transport fluviomaritime.....	97
Transport routier	98
Transport ferroviaire	100
Impossibles opérationnels :	101
Cas particulier du transport radiologique.....	101
Scenarii majorants	101
Couverture opérationnelle.....	101
Les risques technologiques	103
Le risque industriel et agricole.....	103
Le risque radiologique/nucéaire.....	115
Explosifs et munitions.....	122
Table des acronymes.....	124

Préambule

Ce catalogue des risques particuliers de la Seine-Maritime développe une méthode déterministe et propose pour chacun des risques particuliers identifiés :

- une définition du risque,
- une évaluation du risque,
- une localisation du risque.

Ce catalogue aborde également les retours d'expérience marquants.

De même, il met en évidence le ou les scénario(s) majorant(s) retenu(s) et propose une couverture opérationnelle lorsque le Sdis peut en être acteur.

Ce document met aussi en exergue les limites et impossibles opérationnels auxquels le Sdis de la Seine-Maritime pourrait avoir à faire face.

Pour faire face aux risques particuliers, les moyens de secours courants peuvent ne pas être suffisants. Ainsi, la réponse opérationnelle du Sdis pour couvrir ces situations particulières, se base sur l'engagement de groupes opérationnels départementaux qui sont énoncés et précisés dans le règlement opérationnel.

Il peut s'agir de groupes standardisés (constitués de moyens courants) ou de groupes plus spécifiques (comprenant un ou plusieurs moyens particuliers).

Ce catalogue des risques particuliers propose une possibilité de couverture pour chaque scénario majorant identifié pour lequel le Sdis 76 pourrait avoir une réponse. Les délais de couverture énoncés dans ces tableaux de couverture des risques tiennent compte, au même titre que le tableau des groupes départementaux du règlement opérationnel, des éléments suivants :

- le t_0 correspond à l'heure de la demande des moyens,
- le délai inscrit dans le tableau correspond pour chaque groupe au délai d'**acheminement** du **dernier moyen** du groupe,
- le délai s'applique à la couverture du risque,
- dans le cas de l'identification d'un scénario majorant par le CTA-CODIS, le premier moyen adapté à la mission du premier groupe engagé devra être acheminé dans les délais compatibles avec la réponse courante (par exemple : dans le cas de l'engagement d'un groupe SAP, le premier VSAV devra être sur les lieux en 10, 15 ou 20 min en fonction de la zone).

Les risques naturels

Le risque feu de végétation/feu en espace naturel

Définition du risque

Le feu de végétation ou feu en espace naturel découle le plus souvent d'une action incontrôlée, accidentelle ou criminelle, impliquant le développement d'un sinistre caractérisé par différents paramètres que sont :

- la typologie,
- les conditions climatiques,
- le type de combustible intéressé.

On distingue les catégories suivantes :

- les feux de forêts ou de sous-bois,
- les feux de récoltes,
- les feux de roselières.

Quelques feux de broussailles peuvent être générés de manière aléatoire par les transports ferroviaires. Signalons également la particularité des feux dits de "tourbe", issus des feux de strates arbustives inférieures et impliquant l'engagement des moyens parfois sur de longues durées.

Il peut revêtir, au cours de l'intervention, une pression forte sur les intervenants de la part des exploitants agricoles misant leur saison financière sur la récolte menacée par le sinistre.

Evaluation du risque

Les forêts occupent 96 200 hectares en Seine-Maritime, soit un taux de boisement de 15 % pour une moyenne nationale de 28 %. En revanche les forêts occupent des superficies importantes :

- forêt d'Eu 9 293 ha
- forêt d'Eawy 7 217 ha
- forêt de Brotonne 6 714 ha
- forêt de La Londe - Rouvray 4 924 ha
- forêt de Lyons 10 700 ha (dont 4561 en Seine-Maritime)
- forêt de Roumare 3 992 ha
- forêt du Trait - Mauévrier 3 011 ha
- forêt Verte 1 398 ha
- forêt d'Arques-la-Bataille 999 ha
- forêts privées (13 500 propriétaires) 1 500 ha

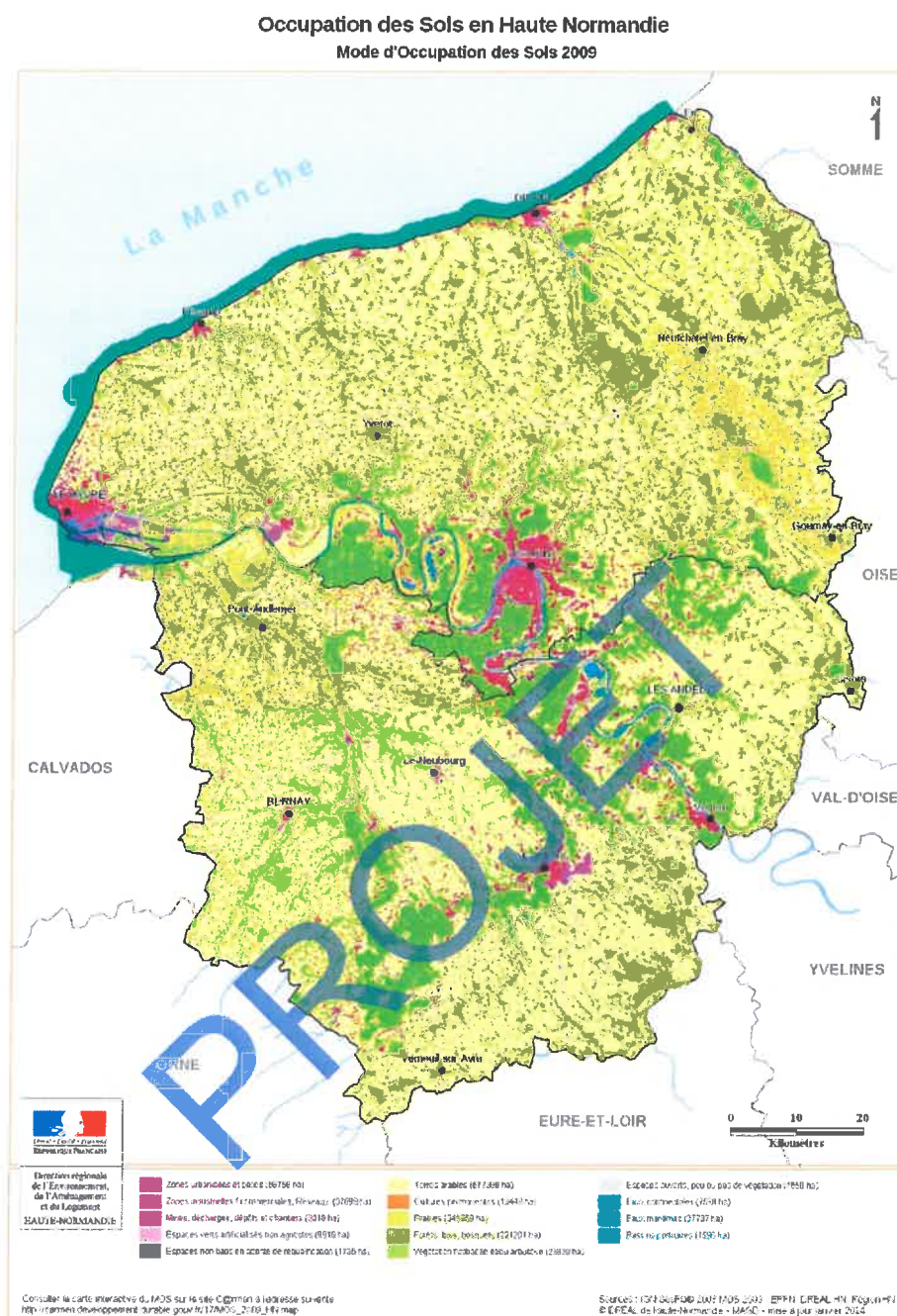
La surface agricole utilisée, 421 426 hectares, représente plus de 67 % de la superficie du département.

L'estuaire de la Seine, entre La Cerlangue et Gonfreville-l'Orcher, constitue une importante réserve naturelle couverte de 1 290 hectares de roselières.

En revanche, les conditions climatiques et plus particulièrement l'ensoleillement estival de la Seine-Maritime permettent de qualifier la probabilité d'occurrence du risque feux de forêts comme très faible.

Les événements redoutés les plus probables restent donc les feux de récoltes et de roselières. Les éventuelles difficultés d'accès des secours sur les lieux du sinistre représentent un facteur aggravant.

Localisation du risque



Retour d'expérience

Départemental		
Monchy-le-Preux	23 juillet 2012	Un incendie a ravagé une partie d'un champ situé à Monchy-le-Preux, à la sortie de Campneuseville. Les sapeurs-pompiers ont été alertés en début d'après-midi. Près de 20 hectares ont néanmoins été ravagés par l'incendie.

Scénario majorant retenu

Feu de récoltes sur pieds/de roselières avec un front de flamme d'une largeur de 100 m.

Couverture opérationnelle

Quel risque particulier ?	Feu de végétation/feu en espace naturel
Scénario majorant	Feu de récoltes sur pieds/de roselières avec un front de flamme d'une largeur de 100 m

	Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)				
		Délai risque courant	30'	45'	60'	90'
Moyens du Sdis	Groupe feux de végétation			1		

Limites et impossibles opérationnels

La mise en œuvre de plusieurs groupes feux de végétation serait une limite opérationnelle.

Le risque mouvement de terrain

Définition du risque

Les mouvements de terrain concernent l'ensemble des déplacements du sol et du sous-sol, qu'ils soient d'origine naturelle ou occasionnés par l'homme.

Parmi ces différents phénomènes, on distingue :

- les affaissements et les effondrements de cavités* ou d'anciennes mines,
- les chutes de pierre et éboulement de type falaise**,
- les glissements de terrain,
- les modifications des berges et cours d'eau,
- les tassements de terrain provoqués par les alternances de sécheresse et de réhydratation des sols.

Leur cinétique peut être lente ou rapide, en fonction du mécanisme initiateur, des matériaux considérés et de leur structure.

* les cavités souterraines sont des espaces vides qui affectent le sous-sol et dont l'origine, notamment dans notre département, peut être soit humaine (grottes, gouffres, marnières, puisards, bétoires, carrières de pierre à bâtir, carrière de sable, argile, silex et grès) soit naturelle (vides karstiques).

Les cavités ne dépassent généralement pas quelques centaines de mètres de développement sauf dans de rares exceptions.

La répartition des cavités est essentiellement liée aux zones d'affleurement de la craie.

Ponctuellement, des cavités sont présentes sur les zones de plateaux à la faveur d'exploitations traditionnelles de la craie (carrière, marnière, puits).

D'autres risques peuvent être recensés : chutes, égarement, atmosphère viciée, obstruction des accès par éboulement ou montée des eaux.

** L'évolution naturelle des falaises et des versants rocheux est à l'origine de chutes de pierres, de blocs ou d'éboulement en masse.

Ces blocs isolés rebondissent ou roulent vers le versant. Dans le cas des éboulements de masse, un volume important de roches peut parcourir une grande distance à une vitesse élevée.

Les risques engendrés par les éboulements et les chutes de pierres et blocs sont particulièrement importants par leur caractère soudain et destructeur.

Evaluation du risque

Si ces mouvements restent ponctuels, ils constituent un risque majeur en raison des conséquences qu'elles peuvent entraîner :

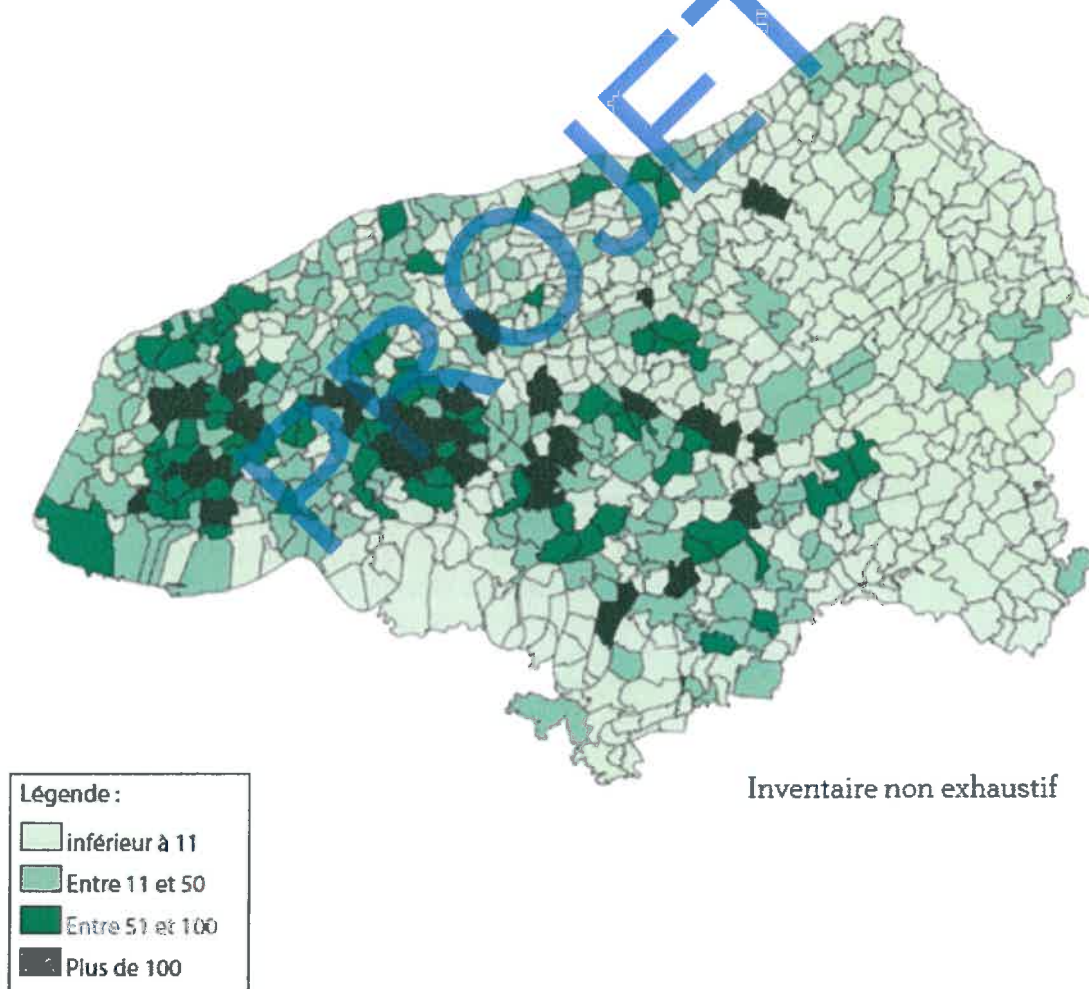
- des chutes de blocs de rochers et d'éboulis sur des zones urbanisées ou des voies de communication,
- des habitations endommagées, voire effondrées avec des victimes à l'intérieur,
- des interruptions sensibles de distribution d'énergie ou de fluides et des réseaux de communication,
- des éboulements d'édifices,
- des ensevelissements de personnes et de biens,
- des accidents de moyens de transport,
- des chômages techniques,
- des dégâts sur les sites industriels.

Localisation du risque

Le DDRM de la Seine-Maritime de 2014 a établi un recensement des communes soumises au risque mouvement de terrain.

On peut constater qu'en Seine-Maritime, le risque est diffus et concerne 675 communes.

Figure 1: Répartition du nombre de cavités souterraines par commune (Source : [DDRM 2014](#))



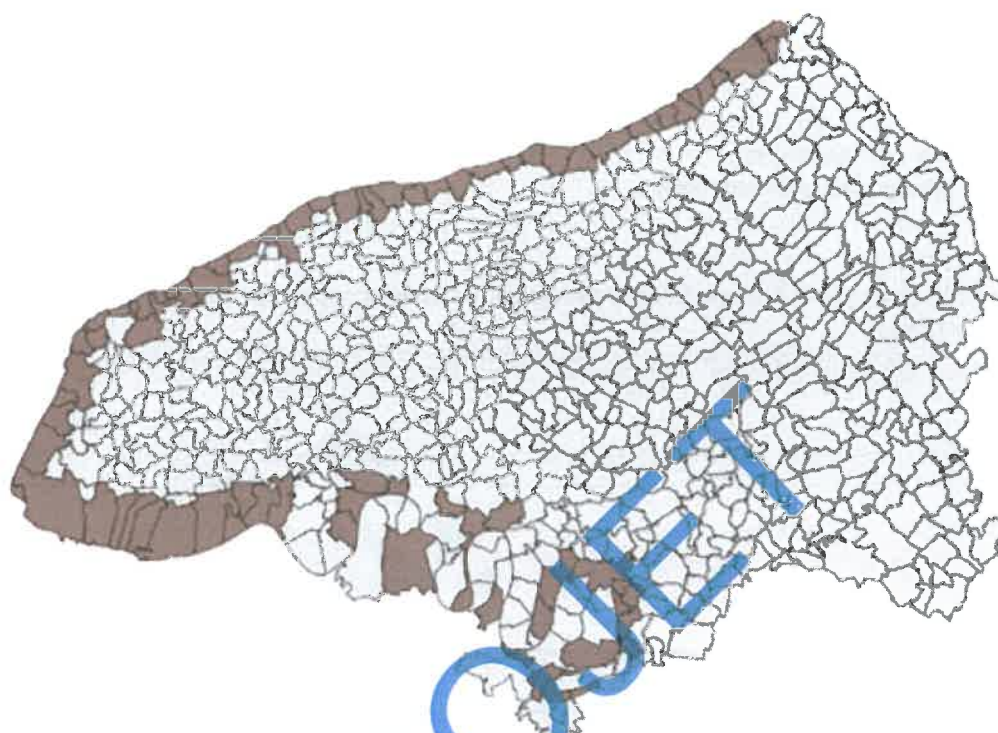
Les marnières sont présentes sur la quasi-totalité du département ; le chiffre de 80 000 marnières existantes est avancé.

La base de données du BRGM fait état de 185 mouvements de terrain dans le département depuis 2001 (seules interventions ayant fait l'objet d'un rapport du BRGM).

Toutes les zones surplombant les routes et les habitations, tous les ouvrages de type « murs de soutènement » présentent ce type de risque.

Les éboulements et chutes de blocs et de pierres affectent la falaise sur l'ensemble du littoral.

Figure 2: Communes concernées par le risque falaise (Source : DDRM 2014)



Retour d'expérience

Départemental		
<ul style="list-style-type: none"> Glissement de terrain 		
Epouville	14 février 2007	La vidange rapide d'un bassin d'orage de la CODAH, situé en amont d'une habitation à Epouville, a provoqué un glissement de talus et l'effondrement du muret de soutènement avec coulée de boue dans la maison. Celle-ci a fait l'objet d'un arrêté municipal d'interdiction d'habiter pour péril imminent.
<ul style="list-style-type: none"> Effondrement de falaises 		
Saint-Martin-aux-Buneaux	25 août 2016	50 000 m ³ de roche calcaire se sont effondrés en pied de falaise à proximité de la plage des Petites Dalles.
Saint-Jouin-Bruneval	15 juillet 2013	10 000 m ³ de roche calcaire ont glissé sur le sable alors que la partie argileuse du pied de falaise s'est dérobée.
Pourville-sur-Mer	22 décembre 2012	Une maison a été emportée par un effondrement de falaise après avoir été coupée en 2 ; quelques jours plus tôt par un autre mouvement de terrain (50 000 m ³ s'étaient effondrés).
<ul style="list-style-type: none"> Marnières 		

Mesnil-Panneville	11 février 1995	Après que des centaines d'effondrements se soient produits dans le département de la Seine-Maritime, une maison est engloutie dans un cratère de 140 mètres.
Neuville-sur-Authon (27)	31 mars 2001	Ouverture d'une marnière devant une chaumière ; un homme de 24 ans sort et tombe ; il n'a jamais été retrouvé.
Maromme	20 mai 2012	Etat de catastrophe naturelle, cavité ouverte à proximité d'une route et d'une habitation.
Flocques	9 octobre 2012	6 maisons d'un lotissement évacuées suite à l'affaissement d'une marnière.

Scénario majorant retenu

Glissement de terrain/ouverture de marnière/éboulement/coulée de boue en zone habitée provoquant l'ensevelissement de bâtiments et la disparition de personnes.

Eboulement de falaise en zone habitée/éboulement sur le littoral avec victimes ensevelies

Couverture opérationnelle

La présence d'unités SDE dans chaque département limitrophe constitue un atout car la couverture interdépartementale est envisageable sur toutes les opérations se déroulant en périphérie du département.

Mouvement de terrain et cavités souterraines

Quel risque particulier ?	Mouvement de terrain et cavités souterraines
Scénario majorant	Glissement de terrain/ouverture de marnière/éboulement/coulée de boue en zone habitée provoquant l'ensevelissement de bâtiments et la disparition de personnes

	Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)					
		20'	30'	45'	60'	90'	180'
Moyens du Sdis	Groupe SAP		1				
	Groupe Commandement de colonne			1			
	Unité SDE				0,5	0,5	
	Unité GRIMP (en renfort si nécessaire)				1		
Autres moyens	Unité CYN						
	Engins TP, ...						

Effondrement de falaise

Quel risque particulier ?	Effondrement de falaise
Scénario majorant	Eboulement de falaise en zone habitée/éboulement sur le littoral avec victimes ensevelies

	Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)					
		Délai risque courant	30'	45'	60'	90'	180'
Moyens du Sdis	Groupe SAP		1				
	Groupe Commandement de colonne			1			
	Unité SDE				0,5	0,5	

	Unité SAV mer (en renfort si nécessaire)			1			
	Unité GRIMP (en renfort si nécessaire)				1		
Autres moyens	Hélicoptère (reconnaissance)						
	Unité CYN						
	Engins TP						

Limites et impossibles opérationnels

Le Sdis 76 ne dispose pas d'unité cynotechnique, leur concours constituerait donc une limite opérationnelle.

Le risque inondation

Définition

Une inondation est une submersion plus ou moins rapide d'une zone, avec des hauteurs d'eau et des vitesses d'écoulement variables ; elle est provoquée par des pluies importantes et durables ou des pluies exceptionnelles à caractère orageux, plus brèves et plus intenses.

On distingue 3 types d'inondations :

- la montée lente des eaux en région de plaine par débordement d'un cours d'eau ou remontée de la nappe phréatique :

Les inondations par débordement de rivière interviennent en fonction de l'intensité et de la durée des précipitations dans le bassin versant.

Pour la Seine, en aval de Rouen, des basses pressions et des vents forts, associés à des coefficients de marée importants, peuvent provoquer des débordements avec des cotes supérieures à celles atteintes lors des crues exceptionnelles, en particulier celle de 1910, de référence centennale.

Plus en amont, les boucles de la Seine d'Elbeuf connaissent des débordements liés à un fort débit du fleuve (cote au seuil strict) et d'autres facteurs : conditions atmosphériques, surcote de mer ou la conjonction de l'ensemble de ces phénomènes.

Si les crues de la Seine sont prévisibles et ont une cinétique lente durant généralement entre 3 et 15 jours, les petits fleuves côtiers ou les affluents de la Seine connaissent des crues pouvant se manifester en quelques heures seulement, souvent en association avec du ruissellement sur les versants.

- la formation rapide de crues torrentielles consécutives à des averses violentes :

Lorsque des précipitations intenses tombent sur tout un bassin versant, les eaux ruissellent et se concentrent rapidement dans le cours d'eau, d'où des crues brutales et violentes dans les torrents et les rivières torrentielles. Le lit du cours d'eau est en général rapidement colmaté par le dépôt de sédiments et des bois morts qui peuvent former des barrages. Lorsqu'ils viennent à céder, ils libèrent une énorme vague, qui peut être mortelle.

Les inondations par crues torrentielles sont associées à des bassins versants pour lesquels le temps de concentration est généralement inférieur à douze heures.*

Ce phénomène se rencontre principalement lorsque le bassin versant intercepte des précipitations intenses à caractère orageux (en zones montagneuses et en région méditerranéenne), mais aussi sur les petits bassins versants à forte capacité de ruissellement.

** temps de concentration : durée nécessaire pour qu'une goutte d'eau tombant sur le point «hydrologiquement» le plus éloigné atteigne l'exutoire*

- le ruissellement pluvial renforcé par l'imperméabilisation des sols et les pratiques culturales limitant l'infiltration des précipitations :

Le ruissellement pluvial présente un risque faible s'il est de courte durée et d'un débit faible. En revanche, des lors qu'il se prolonge dans le temps, la saturation des milieux d'absorptions entraînent une montée continue du niveau d'eau. Dès lors, le facteur aggravant sera la vitesse d'écoulement du lit créé. Plus le débit observé sera important plus les forces appliquées aux ouvrages et bâtiments seront conséquentes. Si en amont des surfaces de concentration des écoulements, le sol est une terre agraire dont les couches superficielles ne sont ni protégées artificiellement, ni fixées par des végétaux, nous observons une coulée boueuse. Les fines particules de terre viennent se mettre en suspension dans le ruissellement d'eau. Les vitesses d'écoulement restent sensiblement identiques, c'est le facteur de dégradation qui sera augmenté.

Les dernières grosses intempéries (décembre 1999, mai et décembre 2000) ont mis en évidence la présence du risque de ruissellement et de coulées boueuses sur l'ensemble du département, ainsi que la vulnérabilité des zones urbanisées situées en aval et dans les points bas des bassins versants.

Associés aux phénomènes de ruissellement, des infiltrations d'eau vers la nappe induisent une dégradation ponctuelle de la qualité des eaux mises en distribution (notamment en termes de turbidité), ce qui nécessite souvent l'interdiction provisoire de la consommation d'eau. Le risque particulier pénurie en eau potable a été étudié dans la partie traitant des risques sanitaires.

Evaluation du risque

L'ampleur d'une inondation peut varier en fonction de :

- l'intensité et la durée des précipitations (pluie de longue durée ou à caractère orageux),
- la surface et la pente du bassin versant,
- la couverture végétale et la capacité d'absorption du sol,
- la présence d'obstacles à la circulation des eaux,
- le niveau et le débit du cours d'eau situé à l'exutoire du bassin versant.

D'une façon générale, la vulnérabilité d'une personne est induite par sa présence en zone inondable. Sa mise en danger survient principalement lorsque les délais d'alerte et d'évacuation sont trop courts ou inexistant, dans le cas de crues rapides ou torrentielles. Dans toute zone urbanisée, il existe un danger d'être emporté ou noyé, mais aussi d'être isolé sur des îlots coupés de tout accès.

L'interruption des communications peut avoir de graves conséquences sur l'intervention des secours. Si les dommages aux biens touchent essentiellement les biens mobiliers et immobiliers, on estime cependant que les dommages indirects (perte d'activité, chômage technique, etc.) sont souvent les plus importants.

Enfin, l'érosion, les dépôts de matériaux et les déplacements du lit ordinaire de la rivière entraînent des dégâts sur le milieu naturel. Lorsque des zones industrielles sont situées en zone inondable, une pollution ou un accident technologique peuvent également se surajouter à l'inondation.

Le DDRM précise que 601 communes sur les 745 communes du département sont concernées par le risque inondation.

Localisation (cartographie)

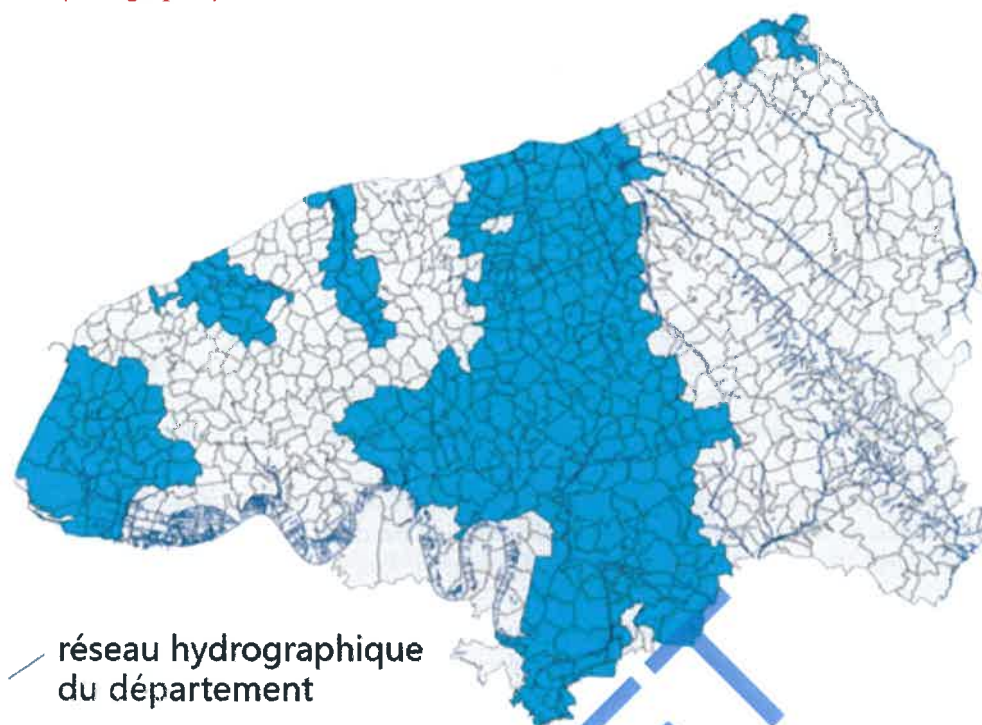


Figure 3: Communes concernées par le PPRi (Source : DDRM 2014)

Retour d'expérience

Départemental		
Seine-Maritime	18 juillet 2014	Essentiellement localisées sur Bolbec, Lillebonne et Fécamp, 102 interventions pour inondations, dégagements de voie publique et reconnaissances ont été réalisées par les sapeurs-pompiers suite aux orages qui ont balayé le département. Trois commerces dont les locaux ont été inondés sont en situation de chômage technique (1 boulangerie et 2 salons de coiffure). La foudre a généré un feu sur un bâtiment agricole d'environ 60 m ² rapidement maîtrisé par les secours dans la commune de Rouville et un feu d'habitation sur la commune de la Frénaye.
Seine-Maritime	21 mai 2014	Les orages et les fortes pluies ont entraîné 250 interventions pour les sapeurs-pompiers en Seine-Maritime : aucun blessé n'est à déplorer mais des demandes de secours pour de soudaines inondations dans les habitations. Les orages ont balayé le département sur une large bande de 30 kilomètres de largeur, partant d'Elbeuf jusqu'à Dieppe. Le ruissellement de l'eau à proximité du chantier en cours de l'autoroute A150 a provoqué une coulée de boue à Barentin, une dizaine de maisons ont été envahies par l'eau et la boue.
Le Havre	01 juin 2003	Évènement : Violents orages avec pluies torrentielles sur l'agglomération havraise. Conséquences : Plus de 1 000 interventions comptabilisées par les pompiers sur les secteurs du Havre et de Montivilliers. Environ 2 500 foyers ont été privés d'électricité dans l'ensemble de l'agglomération havraise. Les pompiers ont dû procéder à des évacuations par hélitreuillage à Montivilliers. Une vague d'une hauteur de 1,50 m à 2 m est venue grossir les flots de la Lézarde qui est sortie de son lit ; les magasins du centre commercial la Lézarde ont été touchés. A Harfleur, la Lézarde a submergé le quartier Beaulieu qui a causé de

		gros dégâts matériels chez les habitants. Au Havre, ce sont les secteurs de la gare SNCF, de l'université, du quartier de l'Eure mais également du centre Coty et de l'hôtel de ville qui ont été particulièrement inondés. Ces intempéries ont également touché d'autres communes proches du Havre.
Le Havre	04 juillet 2000	<p>Le centre-ville du Havre, ainsi que d'autres quartiers de l'agglomération, ont été sinistrés par des inondations, suite à des pluies torrentielles.</p> <p>L'importance des inondations est due aux 40 mm d'eau tombés en trois heures de 10 h 30 à 13 h 30, conjugués à une marée montante de coefficient 102. Les égouts étaient incapables d'évacuer ce flot qui est ressorti en surface. On a pu observer des geysers de 1,60 m au-dessus des plaques d'égouts. Toute la ville basse a été recouverte de 40 cm et 1 m d'eau.</p> <p>Deux personnes ont été emportées par les flots dans le tunnel Jenner (30 cm d'eau pendant 50 minutes) et récupérées de justesse, tandis qu'une vingtaine d'autres étaient mises en sécurité par les pompiers. Six personnes ont été blessées dont quatre par des éclats de verre. Des centaines de caves, parkings, garages, magasins, grande surface, équipements municipaux (dont l'hôtel de ville) ont été inondées. Des milliers d'usagers ont été privés d'électricité pendant plus de dix heures (dont certaines grandes surfaces et l'hôtel de ville). Un bouchon de près de 10 km s'est formé entre la Brèque et la mer. Au total, 22 communes de l'agglomération havraise ont été touchées par ces pluies ; 24 centres de secours ont été mobilisés, soit 120 pompiers.</p>
Villers-Ecalles	30 mai 2000	<p>Villers-Ecalles est située sur le bassin versant de la rivière Austreberthe, qui coule sur une partie du territoire de la commune. La partie urbanisée de la commune s'étend du plateau jusqu'au fond de la vallée. En mai 2000, un orage violent s'est produit et ce n'est pas le débordement de la rivière qui a causé l'inondation, mais le ruissellement des eaux de pluie depuis le plateau jusqu'au fond du talweg. Les conséquences en termes d'atteinte à la vie économique sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'usine de production Ferrero, qui emploie jusqu'à 500 personnes sur le site, a vu arriver une soixantaine de centimètres d'eau boueuse dans ses locaux principaux. Après évacuation de l'eau, il est resté 20 cm de boue. Les lignes de production ont été mises à l'arrêt une dizaine de jours. Le coût pour l'entreprise a été chiffré à 892.000€ en prestations diverses et pièces détachées sans compter les 10 jours de pertes d'exploitation et les salaires pour cette même période. • un transformateur a été emporté et cela a causé une coupure d'électricité pendant deux jours dans la vallée sinistrée. Sur le reste de la commune, il y a également eu une coupure d'électricité pendant 3h empêchant les pompes vide-cave de fonctionner. Par conséquent, les maisons situées sur le plateau ont été inondées par les sous-sols. • le réseau d'assainissement et le réseau d'eaux pluviales ont été en partie détruits au niveau du talweg, occasionnant des travaux importants sur une centaine de mètres. La voirie a également subi de nombreux dégâts et les travaux de réparation ont pris environ 6 mois. Les travaux ont coûté à la municipalité 2,4 millions de francs en investissement, soit environ 400 000 euros.

Scénario majorant retenu

Crue dépassant le niveau de référence de la crue décennale.

Couverture opérationnelle

Quel risque particulier ?	Inondation
Scénario majorant	Crue dépassant le niveau de référence de la crue décennale. L'hypothèse retenue est la mise en sécurité de 10 familles, chantiers d'assèchement et de retour à la normale.

	Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)					
		Délai risque courant	30'	45'	60'	90'	120'
Moyens du Sdis	Groupe Sauvetage intempéries			1			
	Groupe SAP		1				
	Groupe de Commandement de colonne			1			
Autres moyens	Hélicoptère						
	Moyens et organisation du plan communal de sauvegarde (PCS)						

Moyens pour le retour à la normale	
Moyens du Sdis	1 groupe épuisement léger
	1 CEEL
	1 groupe épuisement très grande capacité
Autres moyens	Moyens du plan communal de sauvegarde (PCS)
	Hélicoptère
	Unité(s) SAV
	Moyens de sécurité civile

Limites et impossibles opérationnels

Un évènement qui nécessiterait l'intervention des moyens du Sdis au-delà de 3 chantiers simultanés constituerait une limite opérationnelle.

Le risque de submersion marine

Définition

Les submersions marines sont liées à une élévation anormale du niveau de la mer due à la combinaison de plusieurs phénomènes :

- l'intensité de la marée (niveau marin dû principalement aux phénomènes astronomiques et à la configuration géographique),

- le passage d'une tempête produisant une surélévation du niveau marin (appelée surcote) selon trois processus principaux :
 - la forte houle où les vagues contribuent à augmenter la hauteur d'eau,
 - le vent (perpendiculaire à la côte, en particulier) qui exerce des frottements à la surface de l'eau, ce qui génère une modification des courants et du niveau de la mer (accumulation d'eau à l'approche du littoral),
 - la diminution de la pression atmosphérique. Le poids de l'air décroît alors à la surface de la mer et, mécaniquement, le niveau de la mer monte.

Vient s'ajouter le déferlement des vagues qui se traduit par un mouvement des masses d'eau se propageant sur l'estran (zone alternativement couverte et découverte par la marée). Les jetées, digues et autres infrastructures peuvent alors être franchies, fragilisées ou endommagées.

Les surcotes dues aux conditions météorologiques peuvent atteindre près de 2 mètres et provoquer des inondations significatives lorsqu'elles s'observent au moment des grandes marées : l'inondation se produit alors à partir des bassins portuaires qui débordent et se propage dans la partie basse des réseaux pluviaux jusque dans les zones bâties (sous-sols inondés ou rez-de-chaussée, voirie, etc.).

Les effets des vagues, éventuellement accentués par l'amaigrissement, voire la disparition des cordons de galets, se font sentir à l'arrière des digues et ouvrages de défense en inondant les parties les plus basses, par déferlement.

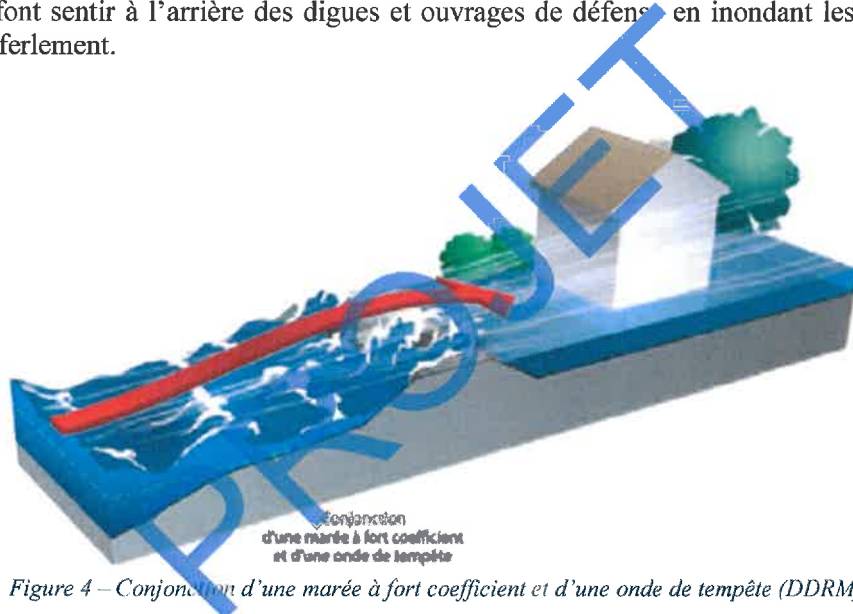


Figure 4 – Conjonction d'une marée à fort coefficient et d'une onde de tempête (DDRM)

Evaluation du risque

Les submersions marines provoquent des inondations sévères et rapides du littoral, des ports et des embouchures de fleuves et rivières. Les voies de communication, les habitations, les zones d'activités sont susceptibles d'être inondées et endommagées en quelques heures, voire moins, même à plusieurs kilomètres du trait de côte.

Les dommages aux personnes et aux biens provoqués par les vagues et les submersions dépendent donc de facteurs naturels, ainsi que de l'implantation des activités humaines (occupation des sols notamment). Les vagues peuvent endommager des infrastructures côtières par effet mécanique, provoquer des envahissements d'eau par projection, transporter des objets ou matériaux (notamment des galets) et en faire des projectiles susceptibles de blesser des personnes, d'endommager des biens ou de gêner la circulation en bord de mer.

Les objets insuffisamment arrimés peuvent être emportés. Les bateaux, même amarrés au ponton dans les ports, peuvent être soulevés et emportés sur la terre ferme.

À proximité des estuaires, l'écoulement des cours d'eau peut également être ralenti, voire stoppé, ce qui génère alors des débordements. Les dégâts peuvent être aggravés en cas de violentes rafales de vent, de fortes pluies, de crues concomitantes ou de ruptures de digues.

Localisation du risque

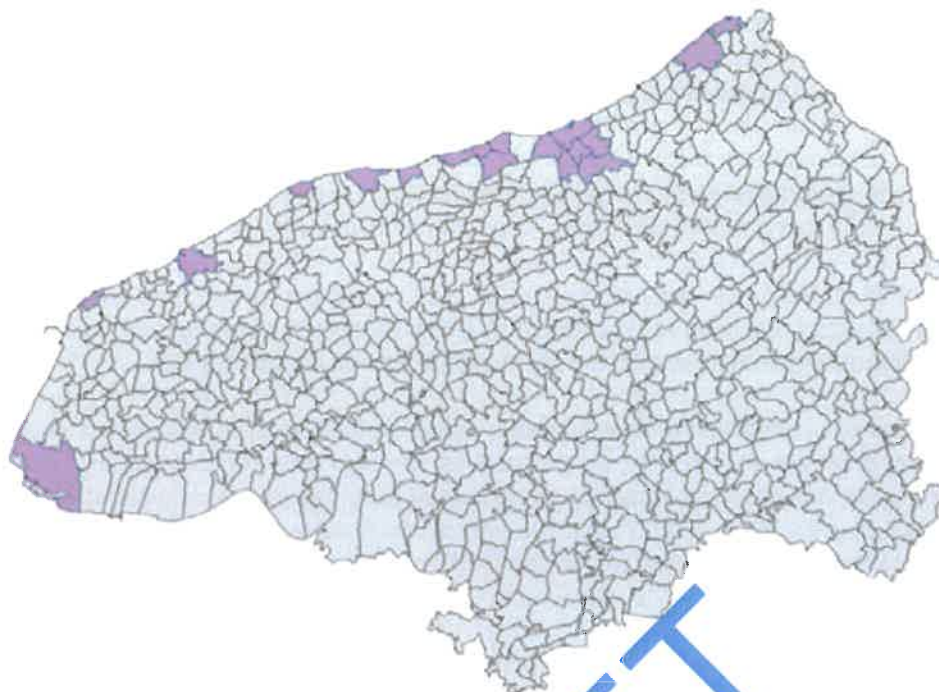


Figure 5 – Communes concernées par le risque de submersion marine (Source DDRM)

Retour d'expérience

National		
Charente-Maritime et Vendée	Février 2010	La tempête baptisée Xynthia provoque une submersion marine sur les côtes de Charente-Maritime et de Vendée. L'évènement se produit au milieu de la nuit, à l'heure où la marée était la plus haute. Les digues censées protéger la côte sont submergées puis cèdent sous la pression de l'eau. Deux communes du littoral sont alors envahies par les eaux qui ont piégé leurs habitants. Une cinquantaine de personnes périssent noyées.
Bretagne	04 février 2014	La tempête Petra a frappé la façade atlantique et plus particulièrement la Bretagne dans la soirée du mardi 4 février, provoquant des dégâts sur les côtes et à l'intérieur des terres. Jusqu'à 40 000 foyers ont été privés d'électricité. Sur la côte basque, un cargo espagnol s'est échoué sur une digue à Anglet, provoquant le déclenchement d'un plan anti-pollution.
Départemental		
Littoral	29 août 2016	Le Sdis est informé par le CENTre d'Alerte Tsunami (CENALT) qu'un séisme de magnitude 7.1 vient de se produire au large des côtes atlantiques françaises. Il indique dans son message d'information : « Un séisme a pu être ressenti, mais aucune vague consécutive à ce séisme ne devrait toucher le littoral. En conséquence, il n'y a pas lieu de prendre de mesure de sauvegarde, ni d'alerter la population ».
Côte d'Albâtre	12 février 1990 et 27 février 1990	L'état de catastrophe naturelle pour inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues a été reconnu suite aux submersions marines survenues sur de nombreuses villes côtières telles que Fécamp, Étretat, Criel-sur-Mer, Dieppe, Hautot-sur-Mer, Quiberville, Saint-Aubin-sur-Mer, Saint-Jouin-Bruneval, Sainte-Marguerite-Sur-Mer, Saint-Valery-en-Caux, Le Tréport, Veules-les-Roses, Veulettes-sur-Mer.

Scénario majorant retenu

Inondation et endommagement rapide de zones d'habitation ou des voies de communication.

Couverture opérationnelle

Quel risque particulier ?	Submersion marine
Scénario majorant	Inondation et endommagement rapide de zones d'habitation ou des voies de communication

	Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)					
		Délai risque courant	30'	45'	60'	90'	120'
Moyens du Sdis	Groupe Sauvetage intempéries			1			
	Groupe SAP		1				
	Groupe de Commandement de colonne			1			
Autres moyens	Hélicoptère						
	Moyens et organisation du PCS						

Moyens pour le retour à la normale	
Moyens du Sdis	1 groupe épuisement léger
	1 CEEL
	1 groupe épuisement très grande capacité
Autres moyens	Moyens du PCS

Limites et impossibles opérationnels

Un évènement qui nécessiterait l'intervention des moyens du Sdis au-delà de 3 chantiers simultanés constituerait une limite opérationnelle.

Le risque phénomènes météorologiques paroxysmiques/exceptionnels

Définition

Située à proximité de la Manche, la Seine-Maritime présente un climat fortement influencé par les divers changements climatiques.

D'origine maritime, l'air qui envahit le département de la Seine-Maritime est humide, souvent instable. Cet air peut ainsi provoquer des phénomènes météorologiques qui, lorsqu'ils se manifestent avec une intensité élevée, génèrent des risques particuliers. On recense :

- les abondantes chutes de neige et pluies verglaçantes,
- les tempêtes (les météorologues nomment « tempêtes » les rafales de vent approchant les 100 km/h dans l'intérieur des terres et 120 km/h sur les côtes),
- les pluies diluviennes et orages violents.

Evaluation du risque

- les abondantes chutes de neige, pluies verglaçantes et tempêtes.
Il résulte généralement de ces phénomènes :
 - des habitations, des exploitations agricoles et des ERP isolés par la neige,
 - des interruptions sensibles de distribution d'énergie ou de fluide et des réseaux de communication,
 - des toitures endommagées voire effondrées,
 - des voies de communication obstruées ou impraticables,
 - des accidents en série,
 - des naufragés de la route.
- les pluies diluviennes et orages violents :
les dégâts provoqués dépendent des caractéristiques de la zone touchée : le relief, la nature et l'état de saturation en eau du sol, l'implantation des activités humaines et les mesures préventives telles que les barrages, l'aménagement de zones inondables. Le phénomène peut passer inaperçu dans une zone peu habitée. En secteur urbain, le fort ruissellement sur les surfaces imperméabilisées peut saturer le réseau d'évacuation des eaux pluviales et causer des inondations avec des dégâts considérables (Nîmes, le 3 octobre 1988). Les précipitations intenses provoquent aussi des crues-éclair dévastatrices, en particulier dans les zones montagneuses (Vaison-la-Romaine le 22 septembre 1992, Le Grand-Bornand le 14 juillet 1987). Les dégâts peuvent être aggravés par d'autres facteurs : violentes rafales de vent, glissements de terrain, ruptures de digues, grêle, fortes vagues (Montpellier, octobre 2014).

Localisation du risque

Ce risque peut survenir de manière diffuse sur le département.

Retour d'expérience

National		
<ul style="list-style-type: none"> Tempêtes 		
FRANCE	26 et 28 Décembre 1999	<p>Deux tempêtes des latitudes moyennes en développement rapide, nommées respectivement Lothar et Martin, ont traversé successivement la France d'ouest en est. La tempête a fait 88 victimes pour la France. L'ONF chiffre à environ 110 millions de mètres cubes le volume de bois arraché ou brisé par le vent, soit trois fois la production annuelle de la forêt française.</p> <p>En Seine-Maritime, des vents de 200 km/h ont été mesurés au Pont de Normandie.</p> <p>Un bâtiment de production de la société CITRON située à Rogerville s'envole. L'exploitant a dû investir 60 millions de francs durant l'année 2000 pour les réparations.</p>
Départemental		
<ul style="list-style-type: none"> Abondantes chutes de neige et pluies verglaçantes 		
Seine-Maritime	Mars 2013	<p>Dans la nuit du lundi 11 au mardi 12 mars, d'abondantes chutes de neige ont rendu le réseau routier impraticable : des centaines de personnes sont restées bloquées dans leur voiture où dans des trains arrêtés en pleine voie. Des congères pouvant atteindre plus de 8 m de haut se sont formées à différents endroits du territoire.</p>
<ul style="list-style-type: none"> Pluies diluviennes/Orages violents 		

Seine-Maritime	Du 6 au 11 mai 2000	La Seine-Maritime a connu plusieurs épisodes orageux consécutifs entre le 6 et le 12 mai 2000 qui ont engendré le décès de deux personnes et des dégâts considérables sur plusieurs bassins versants.
Seine-Maritime	16 juillet 2007	Violentes pluies orageuses provoquant des ruissellements et coulées de boue. L'état de catastrophe naturelle est retenu pour 32 communes de Seine-Maritime.
Région de Rouen	16 juin 1997	De violents orages se sont abattus sur la région de Rouen provoquant de graves inondations et la mort de quatre personnes.

Scénario majorant retenu

« Marée blanche » avec congères paralysant tout ou partie du département.

Tempête ou tornade atteignant des zones habitées ou des voies de communication.

La couverture du risque pluies diluviennes est prise en compte dans le risque ruissellement pluvial.

Couverture opérationnelle

Quel risque particulier ?	Phénomènes météorologiques paroxysmiques -
Scénario majorant	Marée blanche – congères paralysant tout ou partie du département. OU Tempête ou tornade atteignant des zones habitées ou des voies de communication

	Moyens	Délais (10 = heure de la demande)					
		Délai au risque courant	30'	45'	60'	90'	120'
Moyens du Sdis	Groupe SAR		1				
	Groupe Sauvetage intempéries			1			
	Groupe Protection			1			
	Commandement de colonne			1			
Autres moyens	Hélicoptère						
	Moyens hors chemin (autres Sdis)						
	Moyens et organisation du PCS						

Afin d'assurer la continuité du service les moyens conventionnels devront être équipés de pneus adaptés. De même, les moyens hors chemins départementaux doivent être en mesure de cheminer sur la neige (pneus adaptés).

Limites et impossibles opérationnels

Les impossibles opérationnels seront principalement liés à l'accessibilité des infrastructures de transport.

Les risques sanitaires

Les températures extrêmes

Définition

Canicule

Le mot « canicule » désigne un épisode de températures élevées, de jour comme de nuit, sur une période prolongée. Elle constitue un danger pour la santé de tous. En France, la période des fortes chaleurs pouvant donner lieu à des canicules s'étend généralement du 15 juillet au 15 août, parfois depuis la fin juin. Des jours de fortes chaleurs peuvent survenir en dehors de cette période. Toutefois avant le 15 juin ou après le 15 août, les journées chaudes ne méritent que très rarement le qualificatif de "canicule". Les nuits sont alors suffisamment longues pour que la température baisse bien avant l'aube.

Grand froid

Une vague de froid est un épisode de temps froid caractérisé par sa persistance, son intensité et son étendue géographique. L'épisode dure au moins deux jours. Les températures atteignent des valeurs nettement inférieures aux normales saisonnières de la région concernée. Le grand froid, constitue un danger pour la santé de tous.

Les périodes de grand froid sont à l'origine d'autres phénomènes météorologiques aux effets dangereux. La neige et le verglas se forment par temps froid et peuvent affecter gravement la vie quotidienne en interrompant la circulation routière, ferroviaire ou encore aérienne.

En France métropolitaine, les températures les plus basses de l'hiver surviennent habituellement en janvier ou février sur l'ensemble du pays. Mais des épisodes précoces (en novembre ou décembre) ou tardifs (en mars) sont également possibles.

Evaluation du risque

Grand froid

Le grand froid diminue, souvent insidieusement, les capacités de résistance de l'organisme. Le grand froid peut tuer indirectement en aggravant des pathologies déjà présentes.

Le froid affecte différemment chaque personne. Les risques sanitaires sont cependant accrus pour toutes les personnes fragiles (personnes âgées, nourrissons, convalescents) ou atteintes de maladies respiratoires ou cardiaques.

Canicule

L'exposition à de fortes chaleurs constitue une agression pour l'organisme. C'est la transpiration qui permet au corps de maintenir sa température. Lorsque le corps ne contrôle plus sa température et qu'elle augmente rapidement, une personne peut être victime d'un coup de chaleur. Elle est alors en danger de mort. Les personnes déjà fragilisées (âgées, celles atteintes d'une maladie chronique, nourrissons, etc.) sont particulièrement vulnérables. Lors d'une canicule, elles risquent une déshydratation, l'aggravation de leur maladie chronique ou encore un coup de chaleur.

Les personnes en bonne santé (notamment les sportifs et travailleurs manuels exposés à la chaleur) ne sont cependant pas à l'abri si elles ne respectent pas quelques précautions élémentaires.

Localisation du risque

Tous ces événements peuvent survenir de façon diffuse sur l'ensemble du département.

Retour d'expérience

National		
<ul style="list-style-type: none"> Grand froid 		
<p style="text-align: center;">Vagues de froid en France Période 1947-2012</p> <p>La surface des sphères symbolise l'intensité globale des vagues de froid. Les sphères les plus grandes correspondant aux vagues de froid les plus sévères.</p> <p>Figure 6 - Recensement météo France des vagues de froid en France sur la période 1947 - 2012</p>		
<ul style="list-style-type: none"> Canicule 		
France	Recensement des vagues de chaleur remarquables depuis 1950	<p>Météo-France a relevé depuis 1950 plusieurs vagues de chaleur remarquables :</p> <ul style="list-style-type: none"> un épisode d'intensité exceptionnelle du 2 au 14 août 2003 des épisodes de forte intensité du 23 juin au 7 juillet 1976, du 9 au 31 juillet 1983 et du 10 au 28 juillet 2006. des épisodes d'intensité modérée en 1952, 1957, 1975, 1990, 1994, 1998 et 2005 des épisodes de faible intensité en 1989, 1992 et 1995. <p>La canicule exceptionnelle de l'été 2003 a entraîné une surmortalité estimée à près de 15 000 décès en France. Ces canicules entraînent également une surconsommation électrique et en carburant pour alimenter les climatisations, avec une incidence sur l'environnement.</p>
Départemental		
<ul style="list-style-type: none"> Grand froid 		
Normandie	Hiver 1985	<p>Froid intense. Températures descendant autour de -26,5 °C. Le Havre : des records de minima sont atteints au Havre (-13 °C) Elbeuf : une personne sans abris trouve la mort.</p>

Scénario majorant retenu

Survenue d'un épisode de grand froid de longue durée sur le territoire.

Survenue d'un épisode de canicule de longue durée sur le territoire.

Couverture opérationnelle

Une augmentation du nombre de missions de secours d'urgence aux personnes est à prévoir.

Les épizooties

Définition

Le mot épizootie décrit une maladie qui frappe simultanément un grand nombre d'animaux de même espèce ou d'espèces différentes. Des maladies peuvent apparaître et se diffuser sur notre territoire par les mouvements commerciaux d'animaux ou de produits ou au fil des flux migratoires d'oiseaux sauvages.

Evaluation du risque

La gravité du risque est définie par :

- la rapidité de la propagation de la maladie,
- le nombre d'animaux malades,
- les effets causés par la maladie,
- l'absence de traitement efficace contre la maladie.

La probabilité du risque est liée :

- à l'absence de vaccin contre la maladie,
- aux modes de propagation de la maladie.

L'épizootie a des conséquences majeures pour les filières concernées et peut même affecter l'économie générale de notre pays.

En outre, plusieurs de ces maladies peuvent représenter un risque important pour la santé humaine.

Localisation du risque

La Seine-Maritime est un département disposant de nombreuses activités d'élevage (poulets, vaches laitières, chevaux...) réparties sur l'ensemble du territoire. Ce risque peut donc survenir de façon diffuse sur l'ensemble du département.

Retour d'expérience

International et National		
Grande Bretagne	2001	Véritable fléau, la fièvre aphteuse sévit dans de nombreux pays, et infecte partiellement l'Europe, l'Afrique, l'Asie et l'Amérique du Sud. Comme elle peut frapper de nombreux animaux hôtes, sa diffusion est rapide et représente pour le monde entier une grande préoccupation. En Grande-Bretagne l'épidémie de 2001 a contraint à abattre beaucoup d'animaux sur le territoire européen et a coûté plusieurs milliards d'euros au secteur de l'élevage européen et à la collectivité.
Malte	1861	La brucellose est une zoonose décrite chez l'homme pour la première fois en 1861 sur l'île de Malte. Elle reste une maladie rare en France qui peut entraîner des complications graves si un traitement n'est pas rapidement mis en place. Comme pour toute maladie infectieuse, la prévention (surveillance et éradication de la maladie chez le bétail) reste le meilleur moyen de lutte. Les porcs, les ovins, les caprins, les bovins et les canidés peuvent être porteurs de la maladie et la transmettre à l'homme souvent dans le cadre d'un contexte professionnel.
Europe	1986 - 2010	Identifiée en 1986, l'ESB (encéphalopathie spongiforme bovine) dite « maladie de la vache folle » est à l'origine d'une grave crise frappant l'élevage européen : embargo sur le bœuf britannique, inquiétude et contamination des consommateurs (maladie de Creutzfeldt-Jakob), chute des revenus de la filière agricole, affrontements économiques et dissensions politiques, abattage de millions de bovins... De 1986 à 2010, plus de 190 000 cas d'ESB ont été recensés dans l'Union européenne.

Scénario majorant retenu

Épizootie touchant simultanément un grand nombre d'animaux de même espèce ou d'espèces différentes sur le territoire.

Couverture opérationnelle

Conformément au Plan d'Intervention contre les Epizooties Majeures de la Seine-Maritime, l'efficacité de la réponse dépend des services opérationnels et de leur rapidité à identifier et à circonscrire une suspicion de foyer de maladie épizootique, ainsi qu'à éradiquer tout foyer confirmé.

Ce plan est conçu sur la base des plans ministériels DGAL/SDSPA/N2001-8095 du 10 juillet 2001 relatif à la présentation du plan d'urgence « pestes aviaires » et DGAL/SDSPA/N2003-8050 du 10 mars 2003 relatif au plan d'urgence contre la fièvre aphteuse.

L'objectif du Plan d'Intervention contre les Epizooties Majeures est d'empêcher l'introduction d'une épizootie sur le territoire départemental, et de préparer les mesures qui devront être mises en œuvre en cas d'apparition d'une épizootie, afin d'en maîtriser la diffusion, d'en limiter l'extension et de l'éradiquer.

L'intervention du Service départemental d'incendie et de secours est de fournir, à la demande du préfet, les personnels et matériels nécessaires notamment à l'approvisionnement initial en eau des rotoluves et pédiluves et à la surveillance des bûchers de destruction des cadavres et matériaux infectés.

Les épidémies/Les risques infectieux et les pandémies

Définition

L'Organisation Mondiale de la Santé définit une épidémie comme une maladie acquise par un nombre relativement élevé de personnes dans une région donnée durant un intervalle de temps relativement court. En d'autres termes, c'est le développement et la propagation rapide d'une maladie contagieuse, le plus souvent d'origine infectieuse dans une population (ces maladies infectieuses sont causées par des micro-organismes pathogènes, tels que les bactéries, les virus, les parasites ou les champignons. Ces maladies peuvent se transmettre, directement ou indirectement, d'une personne à l'autre). L'avion constitue le principal vecteur de propagation des épidémies au niveau mondial. Si l'épidémie s'étend, elle devient une pandémie. Si elle est localisée dans l'espace géographique, elle devient une endémie.

Evaluation du risque

La gravité du risque est définie par :

- la rapidité de la propagation de la maladie,
- le nombre de personnes malades,
- les effets sur la santé causés par la maladie,
- l'absence de traitement efficace contre la maladie.

La probabilité du risque est liée :

- à l'absence de vaccin contre la maladie,
- aux modes de propagation de la maladie.

On peut notamment redouter les maladies suivantes :

- la grippe qui sévit de manière récurrente sur un mode épidémique saisonnier essentiellement automno-hivernal. Une pandémie grippale est une épidémie caractérisée par la diffusion rapide et géographiquement très étendue (plusieurs continents ou monde entier) d'un nouveau sous-type de virus résultant d'une transformation génétique conséquente. Le virus possédant des caractéristiques immunologiques nouvelles par rapport aux virus habituellement circulants, l'immunité de la population est faible voire nulle ce qui a pour conséquence de permettre à la maladie de se propager rapidement.

- la maladie à virus Ebola est l'une des maladies virales les plus graves connues chez l'homme. Le taux de létalité peut atteindre 90%. Les flambées de fièvre hémorragique provoquées par le virus Ebola surviennent principalement en Afrique. Le virus Ebola se transmet à l'homme à partir des animaux sauvages et se propage ensuite dans les populations par transmission interhumaine : par contact direct avec le sang, les liquides biologiques ou les tissus des sujets et animaux infectés. Il n'existe aucun traitement ni vaccin et la prise en charge repose généralement sur un traitement symptomatique.

Localisation du risque

Ce risque peut donc survenir de façon diffuse sur l'ensemble du département, avec toutefois une probabilité plus élevée au niveau des zones urbanisées.

Retour d'expérience

International		
• Epidémies		
Afrique – Maladie à virus Ebola	2014	Depuis le début de l'année 2014, des cas de maladie à virus Ebola ont été rapportés dans quatre pays d'Afrique : Guinée, Libéria, Sierra Leone et Nigeria. Les autorités sanitaires de ces pays, en lien avec l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et l'ensemble des partenaires, sont mobilisées pour prévenir l'expansion du virus à d'autres pays. Au total, 1 603 cas et 887 décès ont été rapportés par l'OMS (létalité observée de 55 % au 4 août 2014).
• Pandémies mondiales		
Grippe A	2009	Le 11 juin 2009, l'OMS a annoncé la première pandémie du XXI ^e siècle (virus A(H1N1)). Une grande campagne nationale de sensibilisation et de vaccination avait alors eu lieu. Le Gouvernement, tirant les enseignements de la gestion de l'épisode pandémique de 2009 et des différents retours d'expériences et évaluations qui ont été conduits, a procédé à une réforme en profondeur du Plan national de prévention et de lutte « Pandémie grippale ».
Grippe Espagnole	1918 - 1919	Les estimations disponibles sur le site de l'OMS indiquent qu'au moins 40 millions de personnes en sont décédées.
Grippe asiatique	1957-1958	Le virus a été identifié pour la première fois dans la province du Guizhou et s'est étendu à Singapour en février 1957. Il a atteint Hong-Kong en avril, et les États-Unis en juin. Aux États-Unis, le nombre de décès était d'environ 69 800. Les estimations de décès dans le monde entier par cette pandémie est très variable en fonction de la source, allant de 1 à 4 millions. L'OMS les estime à 2 millions.
Grippe de Hong-Kong	1968-1969	En août 1968, 500 000 personnes sont infectées à Hong-Kong. Le virus fait ensuite près de 50 000 morts aux États-Unis en 3 mois, avant de se propager en Europe de l'Ouest en 1969, avec 32 000 victimes en France. A l'échelle mondiale, le bilan de la pandémie est de un million de morts.

Scénario majorant retenu

Survenue d'une épidémie/pandémie de longue durée sur le territoire.

Couverture opérationnelle

Un dispositif spécifique est prévu par le Sdis pour faire face à un évènement susceptible de désorganiser son fonctionnement courant et ayant pour origine la transmission d'une maladie de façon épidémique. Son objectif est de planifier la continuité du service en arrêtant des mesures organisationnelles devant concourir au seul maintien de l'activité opérationnelle et de celles concourant au soutien direct de cette dernière.

Il a été élaboré dans un contexte d'épidémie de grippe aviaire. Il demeure néanmoins que les dispositions prises sont applicables à toutes situations présentant des caractéristiques semblables, à savoir :

- absentéisme important des personnels,
- augmentation de l'activité opérationnelle,
- atteinte aux structures environnantes (fournisseurs, services administratifs, collectivités etc...).

Les impacts de pollution sur la santé

Définition

On distingue plusieurs types de pollution :

La pollution de l'air

La pollution de l'air est due à la présence de particules toxiques dans l'air ; elle peut être provoquée par les systèmes de chauffage, l'évaporation des solvants et des hydrocarbures, les fumées industrielles et les gaz produits par les véhicules, l'utilisation d'engrais ou pesticides, du méthane, de l'ozone, mais elle peut aussi se retrouver dans les foyers (fumées de tabac, émissions des chauffages individuels, des cuisines, radon...).

Ces pollutions augmentent les risques de maladie chez l'homme :

- maladies respiratoires : asthme, bronchiolite, angine, insuffisance respiratoire et allergies,
- maladies cardio-vasculaires : infarctus du myocarde, accidents vasculaires cérébraux,
- risques sur la reproduction de l'homme,
- cancers,
- maladies de la peau.

La pollution des sols

La pollution chronique des sols est principalement due à l'épandage d'engrais chimiques ou pesticides qui sont répandues sur les terres agricoles pour améliorer le rendement. Leur utilisation provoque :

- des intoxications alimentaires,
- des cancers,
- des perturbations endocriniennes (glandes).

Des pollutions ponctuelles des sols liées à des déversements de produits chimiques autres (hydrocarbures, ...) sont aussi à envisager, elles peuvent entraîner une pollution de l'eau par infiltration.

La pollution de l'eau

La pollution de l'eau est liée à celle des sols car elle est issue principalement de l'infiltration de l'eau dans la terre qui va contaminer les nappes phréatiques.

Les conséquences d'une pollution de l'eau peuvent :

- provoquer les réactions allergiques : rhinites, conjonctivites, asthmes, ...,
- permettre le développement de virus et microbes qui rendraient l'eau impropre à la consommation et qui pourraient être à l'origine de nombreuses maladies.

Evaluation du risque

L'impact sanitaire de ces pollutions chroniques de l'air, de l'eau ou des sols est redouté (le cas des pollutions aiguës est étudié dans la partie risque technologique). Il s'agit donc d'évaluer le risque

sanitaire correspondant à l'exposition d'une population à de faibles concentrations en polluant pendant plusieurs années.

Cette démarche d'évaluation du risque sanitaire est réalisée de manière préventive au sein des dossiers de demande d'autorisation d'exploiter dont l'instruction préalable auprès des services de l'Etat est nécessaire à toute nouvelle exploitation d'installation classée pour la protection de l'environnement. Toute nouvelle installation susceptible d'entraîner des pollutions chroniques du milieu naturel est étudiée par ce biais. En ce qui concerne les sources de pollutions existantes, un suivi de la qualité des milieux est réalisé par divers organismes tels que les agences de l'eau, les agences régionales de santé, ou encore associations agréées de surveillance de la qualité de l'air.

En cas d'élévation anormale de la concentration en polluant, ce contrôle permet à l'autorité de police de prendre les mesures adaptées sous forme d'arrêtés (restriction sur la consommation de l'eau du robinet, mise en place d'un dispositif de circulation alternée des véhicules, ...).

Localisation du risque

Le risque est diffus sur l'ensemble du département mais sa probabilité d'occurrence augmente aux alentours des :

- Réseaux de transports (routier, ferroviaire, fluvial,...),
- Exploitations agricoles,
- Sites industriels et zones portuaires,
- ...

Retour d'expérience

Départemental		
<ul style="list-style-type: none"> • Pollution de l'eau 		
Bolbec – Gruchet le Valasse	23 juillet 2012	<p>La réalisation d'une campagne nationale de recherches de nouvelles substances indésirables dans les eaux destinées à la consommation humaine a permis de déceler la présence dans la nappe souterraine du secteur de Bolbec - Gruchet-le-Valasse de «N Nitrosomorpholine», de la famille des Nitrosamines.</p> <p>Cette substance, qui ne fait pas actuellement l'objet d'une réglementation, est indésirable car considérée comme potentiellement cancérigène s'il y a une consommation quotidienne d'eau du robinet (environ 2 litres par jour et par personne) sur une très longue période.</p> <p>Dès lundi 23 juillet, la préfecture a pris les mesures appropriées, notamment d'information du public et de mise à disposition de bouteilles d'eau pour les populations locales.</p> <p>Des mesures ont par ailleurs permis de déterminer que l'origine de cette pollution se trouve dans l'usine pharmaceutique ORIL Industrie à Bolbec.</p> <p>Dans ce cadre, le préfet du département a prescrit à la société de faire réaliser dans un délai de trois semaines une étude sur les sols de l'usine et sur la nappe phréatique. De plus, si les résultats le justifient, le préfet imposera des travaux de dépollution en application du Code de l'environnement.</p> <p>Dans l'attente de la restauration de la qualité de la ressource ou de la mise en œuvre d'une ressource de substitution, les services de l'Etat, l'Agence régionale de santé (ARS) ainsi que les distributeurs d'eau concernés demandent, par précaution, aux habitants de ne plus utiliser l'eau du robinet pour les usages alimentaires : boisson, cuisson et préparation d'aliments.</p>

• Pollution de l'air														
Seine-Maritime	14/03/2014	<p>Un avis d'alerte à la pollution de l'air liée aux particules en suspension a été émis. Monsieur le préfet de la région Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime, Pierre-Henry Maccioni, décide par arrêté des mesures restrictives suivantes :</p> <p>La vitesse maximale autorisée des véhicules est réduite de 20km/h dans le département de la Seine-Maritime sur les portions d'axes dont la vitesse est normalement limitée à 130km/h, 110km/h et 90 km/ h. Cette décision court jusqu'à sa levée.</p> <p>En outre et afin de réduire l'émission des polluants dans l'atmosphère, les comportements suivants sont plus que jamais recommandés :</p> <table><tr><th>Acteurs</th><th>Recommandations</th></tr><tr><td>usagers de la route</td><td>pratiquer le covoiturage et de limiter l'usage des véhicules diesel non équipés de filtres à particules</td></tr><tr><td>industriels émetteurs de particules</td><td>s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de dépoussiérage</td></tr><tr><td>agriculteurs</td><td>limiter autant que possible les épandages</td></tr><tr><td>particuliers</td><td>éviter d'allumer les feux d'agrément utilisant du bois (cheminées) et de brûler des déchets verts</td></tr><tr><td>populations sensibles et à risque</td><td>privilégier les activités calmes et éviter toutes les activités physiques et sportives intenses ; et de respecter scrupuleusement les traitements médicaux en cours à visée respiratoire ou les adapter sur avis du médecin</td></tr></table>	Acteurs	Recommandations	usagers de la route	pratiquer le covoiturage et de limiter l'usage des véhicules diesel non équipés de filtres à particules	industriels émetteurs de particules	s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de dépoussiérage	agriculteurs	limiter autant que possible les épandages	particuliers	éviter d'allumer les feux d'agrément utilisant du bois (cheminées) et de brûler des déchets verts	populations sensibles et à risque	privilégier les activités calmes et éviter toutes les activités physiques et sportives intenses ; et de respecter scrupuleusement les traitements médicaux en cours à visée respiratoire ou les adapter sur avis du médecin
Acteurs	Recommandations													
usagers de la route	pratiquer le covoiturage et de limiter l'usage des véhicules diesel non équipés de filtres à particules													
industriels émetteurs de particules	s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de dépoussiérage													
agriculteurs	limiter autant que possible les épandages													
particuliers	éviter d'allumer les feux d'agrément utilisant du bois (cheminées) et de brûler des déchets verts													
populations sensibles et à risque	privilégier les activités calmes et éviter toutes les activités physiques et sportives intenses ; et de respecter scrupuleusement les traitements médicaux en cours à visée respiratoire ou les adapter sur avis du médecin													
National														
• Pollution des sols														
Bretagne	14/03/2014	<p>Le 14 mars 2014 le premier arrêté préfectoral pris en région de Bretagne établissant le 5ème programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole.</p> <p>Il prévoit des mesures de portée générale sur l'ensemble de la région Bretagne et des actions renforcées sur des zones où des enjeux particuliers de reconquête de la qualité des eaux ont été identifiés. On retiendra plus particulièrement, les mesures suivantes de réduction de la pollution des sols :</p> <ul style="list-style-type: none">• l'extension du calendrier d'interdiction d'épandage de lisier sur semis de maïs,• un encadrement plus strict de l'usage des produits phytosanitaires dans la gestion des intercultures de couvert hivernal,• un dispositif d'obligation d'exportation de l'azote d'origine organique vers des secteurs sous moindre pression de fertilisants azotée dans les sols, dispositif dont les contours définitifs seront établis par les textes d'application de la loi d'avenir pour l'agriculture, l'agro-alimentaire et la forêt dont la promulgation est prévue pour la fin de l'année 2014.												

Scenarii majorants retenus

Pollution de l'eau (au niveau d'un cours d'eau, d'une nappe phréatique, d'une zone de captage) → Pollution de l'eau potable rendant impossible son utilisation pendant une longue période.

Pollution de l'air (particulièrement aux abords de sites industriels) → Pollution de l'air (concernant des zones d'habitation).

Pollution des sols (aux abords des sites industriels et agricoles) → Pollution étendue des sols (concernant des zones agricoles).

Couverture opérationnelle

Les pollutions chroniques sont génératrices d'effets néfastes pour la santé après de longues périodes d'exposition des populations. Par définition, il n'est pas possible au moment de l'apparition des dégradations de l'état de santé des personnes de faire un lien avec un terme source. Les interventions relevant du secours à personnes générées par ces pollutions sont donc déjà prises en compte dans le risque courant.

Les nuisances olfactives

Définition

De multiples activités peuvent être à la source de mauvaises odeurs : l'équarrissage, la fabrication d'engrais, le stockage et le traitement des déchets, la fabrication de pâte à papier, le raffinage, l'épuration, l'élevage...

Evaluation du risque

Si les odeurs sont difficiles à caractériser précisément, les nuisances olfactives sont rarement associées à des notions de toxicité. En effet, les odeurs sont le plus souvent perçues à des concentrations très faibles, bien inférieures aux valeurs limites reconnues comme pouvant porter atteinte à la santé.

Cependant, les nuisances olfactives, ressenties comme une vraie pollution de l'air par la population, sont des préoccupations environnementales croissantes pour les riverains qui exigent le respect de leur cadre de vie et pour les industriels qui cherchent à maîtriser ces nuisances.

Localisation du risque

Les nuisances olfactives peuvent se retrouver sur l'ensemble du territoire seino-marin dès lors qu'il y a une activité industrielle (chimique, traitement des déchets, épuration, équarrissage, ...) ou agricole.

Retour d'expérience

Départemental		
Rouen	21-22 janvier 2013	Pour la première fois dans le département, un Plan particulier d'intervention (PPI) a été déclenché à la suite d'un incident sur le site d'une entreprise locale, le 21 janvier 2013, à Rouen. L'instabilité d'une spécialité chimique de cette usine a produit un dégagement de gaz avec une forte odeur incommode (y compris dans les faibles concentrations relevées qui ne présentaient pas de risques pour la santé des riverains), le mercaptan. Ce PPI, déclenché à titre préventif, a permis aux autorités de superviser l'enlèvement du produit et le nettoyage des cuves. Si les premiers signalements au voisinage du site ont eu lieu le 21 janvier 2013 au matin, le nuage olfactif a pu être détecté à Paris dans la nuit du 21 au 22 janvier ainsi qu'au sud de Londres le 22 janvier dans la matinée.

Scénario majorant retenu

Nuage olfactif persistant atteignant plusieurs agglomérations.

Couverture opérationnelle

L'échelon de reconnaissance et d'évaluation pourrait être engagé dans un rôle de conseil technique.

Intoxication de masse

Définition

L'intoxication peut être définie par une atteinte de l'organisme par un produit toxique. Dans l'intoxication de masse, de nombreuses personnes sont atteintes par un même produit simultanément.

Evaluation du risque

La difficulté de ce risque particulier réside dans la quantité de personnes à prendre en charge et à traiter.

Dans les situations les plus habituelles, il peut s'agir d'une Toxi-infection Alimentaire Collective (TIAC) lors d'un repas ou dans une restauration collective. Il peut aussi s'agir d'une intoxication collective au monoxyde de carbone par défaillance d'un système de chauffage dans un établissement recevant du public ou dans une habitation collective.

Localisation du risque

Le risque d'intoxication est diffus sur le département et particulièrement lié aux bassins de population et à la présence d'établissements recevant du public.

Retour d'expérience

International et National		
Ornans (Doubs)	05 octobre 2013	12 personnes ont été victimes d'une grosse intoxication alimentaire lors du repas, qui réunissant 500 participants à un trail et de nombreux bénévoles
Chine	2008	Une substance chimique hautement toxique est retrouvée dans du lait maternisé : la mélamine. 300 000 bébés ont été malades et six bébés sont morts après avoir consommé ce lait.
Départemental		
Etretat	21 décembre 2003	Vingt-trois fidèles qui préparaient samedi la veillée de Noël en répétant des chants dans l'église de Saint-Jouin-Bruneval, ont été intoxiqués au monoxyde de carbone et hospitalisés. Ces intoxications sont vraisemblablement dues au fonctionnement défectueux d'un chauffage au gaz.

Scénario majorant retenu

Intoxication simultanée de 40 personnes (monoxyde de carbone, toxi-infections alimentaires collectives, ...)

Couverture opérationnelle

Quel risque particulier ?	Intoxication de masse
Scénario majorant	Intoxication simultanée de 40 personnes (CO, TIAC, ...)

	Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)					
		Délai risque courant	30'	45'	60'	90'	180'
Moyens du Sdis	FPT	1					
	Equipe d'intervention RCH			1			
	Groupe Evacuation				1	1	
	Groupe Commandement de colonne			1			
	SSO						
Autres moyens	SMUR/Ambulances privées						

Limites et impossibles opérationnels

En fonction de l'activité opérationnelle à l'instant t, l'intoxication de plusieurs dizaines de personnes peut constituer une limite opérationnelle.

Pénurie médicamenteuse

Définition

A l'occasion d'une épidémie ou d'une crise sanitaire, la population peut se trouver confrontée à une pénurie médicamenteuse touchant une ou plusieurs familles de médicaments.

Evaluation du risque

L'indisponibilité de ces médicaments peut aggraver la crise sanitaire et/ou majorer la mortalité. Elle peut aussi engendrer des réactions violentes de la population cherchant par tous les moyens à se procurer les médicaments nécessaires.

Localisation du risque

Les personnes les plus exposées sont les malades chroniques, les enfants, les personnes âgées et les victimes de l'épidémie, autant dire que le risque est diffus à l'ensemble du département.

Retour d'expérience

National		
France	12 novembre 2013	Après avoir mené une étude dans 200 officines, l'Ordre des pharmaciens a recensé un nombre de 539 médicaments pour lesquels des difficultés d'approvisionnement sont observées. Cette difficulté d'approvisionnement en médicaments est un phénomène récent. Un bilan de l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament (ANSM) montre que les ruptures et risques de rupture concernaient 44 médicaments en 2008, 173 en 2012 et 245 fin août 2013.

Scénario majorant retenu

Pénurie médicamenteuse venant aggraver une crise sanitaire majeure ou une épidémie importante.

Couverture opérationnelle

Pour faire face à une telle crise, l'Etat a pré-positionné des stocks nationaux de médicaments et d'antidotes sur le territoire national. C'est notamment le cas du « Tamiflu », médicament antiviral efficace en cas de pandémie grippale. Le positionnement de ces stocks est confidentiel pour des raisons de sécurité.

Pénurie alimentaire

Définition

Une pénurie alimentaire est un manque / une insuffisance en nourriture.

Celle-ci pourrait être causée par :

- la crise agro-alimentaire (épidémie, producteur en grève, catastrophe naturelle, ...),
- le défaut d'approvisionnement (grève des transporteurs, pénurie d'hydrocarbures, ...),
- ...

Evaluation du risque

Cette privation peut entraîner une décompensation de pathologies chroniques voire une malnutrition. Dans ce cas de figure, on risque d'observer une augmentation du nombre de secours à personne sur l'ensemble du territoire départemental.

Localisation du risque

Le risque est diffus sur l'ensemble du territoire départemental.

Retour d'expérience

Pas de retour d'expérience significatif en France.

Scénario majorant retenu

Privation de tout ou partie de la population en aliments de base et notamment en céréales.

Couverture opérationnelle

La couverture opérationnelle par le Sdis liée à une pénurie alimentaire relève de deux aspects distincts :

- assurer la continuité du service (son cadre administratif et son cadre opérationnel notamment dans la distribution des secours),
- apporter son concours en soutien aux populations sur demande de la préfecture.

Pénurie en eau potable

Définition

Une pénurie d'eau potable est un manque / une insuffisance d'eau potable.

Celle-ci pourrait être causée par :

- une contamination conséquente à des inondations, un déversement de produits chimiques ou à la présence d'algues ou de bactéries dans un réservoir d'eau potable,
- une panne d'électricité prolongée,
- une importante sécheresse.

Evaluation du risque

Au même titre que la pénurie alimentaire, une privation en eau potable peut avoir des conséquences sanitaires par l'apparition de maladies liées à une consommation d'eau impropre. Une telle situation risquerait d'entraîner une augmentation du nombre de secours à personne sur l'ensemble du territoire départemental.

Localisation du risque

Le risque est diffus sur l'ensemble du territoire départemental.

Retour d'expérience

Départemental		
Pays-de-Caux	29 décembre 2012	Dans 34 communes, l'eau du robinet reste officiellement impropre à la consommation. Cette recommandation touche 22 communes en totalité et 12 communes en partie (soit environ 14.700 habitants), a souligné l'Agence Régionale de Santé (ARS) de Haute-Normandie. C'est la pluie qui est à l'origine de cette pénurie d'eau potable. Les fortes précipitations des dernières semaines ont en effet eu des effets néfastes sur les nappes phréatiques. Au point que l'eau du robinet, dans une partie du Pays de Caux, est devenue trouble, voire légèrement colorée. La raison de cet événement se trouve dans la présence de particules d'argile ou de limons, entraînées par les eaux de ruissellement, dans les nappes souterraines. En attendant un retour à la normale, de l'eau en bouteilles est mise à disposition des habitants dans les secteurs concernés par ces épisodes de turbidité.
Agglomération rouennaise	08 janvier 1998	Près de 44 000 habitants de 92 communes de l'agglomération rouennaise étaient privés d'eau potable pour une durée indéterminée en raison de risques de contamination bactérienne après les récentes pluies.

Scénario majorant retenu

Privation de tout ou partie de la population en eau potable.

Couverture opérationnelle

La couverture opérationnelle par le Sdis liée à une pénurie d'eau relève de deux aspects distincts :

- assurer la continuité du service (son cadre administratif et son cadre opérationnel notamment dans la distribution des secours),
- apporter son concours en soutien aux populations sur demande de la préfecture.

Les risques de défaillance des systèmes

Réseaux informatiques, radioélectriques et téléphonie

Définition

Les nouvelles technologies et plus précisément les systèmes informatiques occupent une place de plus en plus importante dans la vie de tous les jours.

Evaluation du risque

Lorsque ces systèmes cessent de fonctionner, la défaillance peut entraîner un dysfonctionnement important des organisations départementales et une perturbation de la vie quotidienne collective et individuelle.

L'organisation opérationnelle du Sdis serait aussi concernée, pouvant aller jusqu'à l'impossibilité de remplir correctement toutes nos missions dont la gestion de l'alerte.

Localisation du risque

Ces réseaux sont présents au quotidien et sont localisés en tout point du territoire.

Retour d'expérience

Au premier semestre 2014, la perte du réseau téléphonique des appels reçus sur les numéros 18 et 112, avait fait craindre la perte d'appels pour des interventions. Heureusement, le réseau principal et le réseau de secours s'étant mis en sécurité ont fonctionné en alternance, permettant au service de répondre à l'intégralité des sollicitations demandées.

Scénario majorant retenu

Rupture d'un ou plusieurs des réseaux.

Couverture opérationnelle

La couverture opérationnelle concernant la rupture d'un ou plusieurs de ces réseaux consistera principalement à assurer la continuité du service (son cadre administratif et son cadre opérationnel notamment dans la distribution des secours).

Réseaux de transport d'énergie

Définition

Un réseau électrique est un ensemble d'infrastructures énergétiques plus ou moins disponibles permettant d'acheminer l'énergie électrique des centres de production vers les consommateurs d'électricité.

Il est constitué de lignes électriques exploitées à différents niveaux de tension, connectées entre elles dans des postes électriques. Les postes électriques permettent de répartir l'électricité et de la faire passer d'une tension à l'autre grâce aux transformateurs.

Un réseau électrique doit aussi assurer la gestion dynamique de l'ensemble production - transport - consommation, mettant en œuvre des réglages ayant pour but d'assurer la stabilité de l'ensemble.

En parallèle au réseau électrique, la Seine-Maritime, possède aussi un réseau de transport de gaz. À partir des sites de traitement des gisements ou des stockages, le gaz est transporté à haute pression, dans des réseaux de grand transport dont les gazoducs constituent les principaux maillons. Ces réseaux comprennent notamment :

- des stations de compression qui maintiennent la pression du gaz transporté et en assurent la progression dans les canalisations,
- des stations d'interconnexion, nœuds importants du réseau de transport,
- des postes de livraison qui assurent la livraison du gaz naturel chez les gros industriels ou dans les réseaux aval de distribution. Ces postes assurent généralement des fonctions de détente, de réchauffage, de filtrage et de mesurage du gaz.

Evaluation du risque

Bien que la Seine-Maritime soit le support de deux centres nucléaires de production d'électricité, des événements tels que des problèmes techniques, des intempéries, ou encore des actes de malveillance, peuvent conduire à un état d'insuffisance momentanée de la capacité de production ou de transport électrique.

L'alimentation en électricité peut être compromise par :

- l'incident sur le réseau de distribution,
- les chutes de tension,
- les baisses de fréquence,
- les surcharges anormales sur les ouvrages de transport,
- les délestages prévisibles par manque de production.

Au-delà du réseau d'électricité, le territoire seino-marin abrite également le réseau de transport de gaz naturel exploité par GRTGaz, les risques liés à ce réseau sont identifiés dans le Plan de Surveillance et d'Intervention du transporteur.

Localisation du risque

Les centres de production d'électricité sont localisés sur les communes de Penly, Paluel et Le Havre. Le réseau de distribution des énergies s'étend quant à lui sur l'ensemble du territoire.

Retour d'expérience

National		
Levallois-Perret (Hauts-De-Seine (92))	12 janvier 2013	Un incendie de grande ampleur a eu lieu dans le poste de transformation (ou poste source) de Levallois-Perret. Près de 70 000 foyers ont été coupés en électricité dans les communes de Courbevoie, Levallois-Perret et Neuilly-sur-Seine. Après l'intervention d'une cinquantaine de pompiers sur une durée de près de quatre heures pour maîtriser et arrêter l'incendie, les équipes d'ErDF se sont mobilisées pour réalimenter les clients et sécuriser le réseau électrique.
Départemental		
Le Tréport	29 juillet 2014	Feu de transformateur électrique de 90 000 Volts éteint par les sapeurs-pompiers après sécurisation par les techniciens de la société RTE. Le site d'alimentation électrique, mis en défaut, a privé d'électricité environ 1500 abonnés (particuliers, entreprise et ERP) qui n'ont subi aucune incidence notable sur leur niveau de sécurité. Les techniciens d'ErDF ont dû intervenir localement, en début d'après-midi, pour rétablir une situation normale sur deux dernières communes : Flocques et Saint-Rémy-Boscrocourt. Durant ces événements, une personne, placée sous assistance respiratoire, a été transportée au centre hospitalier d'Eu.

Scénario majorant retenu

Rupture d'approvisionnement en énergie.

Couverture opérationnelle

La couverture opérationnelle par le Sdis liée à une rupture d'approvisionnement en énergie relève de deux aspects distincts :

- assurer la continuité du service (son cadre administratif et son cadre opérationnel notamment dans la distribution des secours),

- apporter son concours en soutien lors de catastrophes naturelles ou en préservation de la santé des populations et de la lutte contre une éventuelle pollution (station d'épuration, hôpitaux, etc. à alimenter en secours).

Approvisionnement en eau (hydrants, industrie,...)

Définition

L'eau industrielle entre parfois directement dans le process industriel et permet le refroidissement des installations.

Les réseaux de défense incendie peuvent être publics ou privés.

Evaluation du risque

La défaillance d'un système d'approvisionnement en eau technique pourrait entraîner une perte du refroidissement des procédés ou une perte totale ou partielle de la défense contre l'incendie.

Localisation du risque

L'eau industrielle est utilisée principalement sur les zones industrielles. Les réseaux d'hydrants publics ou privés se retrouvent sur l'ensemble du territoire seino-marin.

Retour d'expérience

Aucun retour d'expérience n'a été recensé pour ce risque particulier.

Scénario majorant retenu

Rupture de l'approvisionnement en eau industrielle ou défaillance de la défense incendie sur une zone géographique localisée.

Couverture opérationnelle

La couverture opérationnelle liée à ce type de scénario serait de deux ordres :

- pré-positionnement de moyens d'alimentation en prévention d'un sinistre sur un site sensible,
- réponse adaptée à un événement survenant sur une zone non protégée par l'envoi de moyens d'alimentation supplémentaires dont les délais d'intervention sont identiques à l'envoi de groupes alimentation.

Les risques sociaux/sociétaux/de société

Grands rassemblements/Rassemblements de foule

Définition

La dénomination de grand rassemblement regroupe des manifestations erratiques ou périodiques, fixes ou mobiles, de courtes durées ou sur le long terme ayant pour point commun la présence d'une population importante sur des sites pas toujours adaptés.

Evaluation du risque

Les rassemblements de foule sont susceptibles de générer un potentiel de victimes important associé à des phénomènes de panique en cas de survenue d'un sinistre. Aussi, suivant la localisation de la manifestation, l'accès des équipes de secours sur les lieux pourrait être difficile (bord de mer, quartier historique,...).

Localisation du risque

Si ces événements peuvent ne pas entraîner une augmentation notable du risque dans les grandes communes, la transhumance d'un public important dans de petites communes, qui plus est, loin des grandes villes, constitue des perturbations locales et temporaires du SDACR.

Quelques événements récurrents sont d'ores et déjà identifiés et font l'objet d'une prise en compte bien établie.

Intitulé	Lieu
« L'Armada »	Rouen
La foire Saint-Romain	Rouen
Les 24 H motonautiques	Rouen
Festival de Jazz « DIXIE DAYS »	Sainte Adresse
Transat Jacques Vabre	Le Havre
Fête de la musique	Rouen
Les concerts de la région	Rouen

D'autres événements de portée nationale dont la localisation peut varier sont également accueillis par la Seine-Maritime : le Tour de France, Euro de football, ...

Retour d'expérience

International et national		
Duisburg (Allemagne)	24 juillet 2010	Lors de l'édition 2010 de la Love Parade, 511 personnes sont blessées et 21 personnes trouvent la mort lors de mouvements de foule dans un tunnel menant au lieu du festival.
Brest (Finistère (29))	08 février 2002	Un millier de jeunes sont agglutinés à l'entrée du parc des expositions de Brest, la Penfled, où est organisée une soirée étudiante. Un mouvement de foule jette à terre plusieurs dizaines de personnes. Cinq personnes décèdent et près d'une trentaine sont blessées.
Khodynka (Russie)	30 mai 1896	La tragédie de Khodynka est une bousculade qui eut lieu le 30 mai 1896 (Calendrier julien : 18 mai 1896) sur le champ de Khodynka, à Moscou, pendant les cérémonies accompagnant le couronnement de l'empereur Nicolas II de Russie. Elle fit 1 389 victimes.

Scénario majorant retenu

Scénario majorant : attentat sur la zone de l'Armada mettant en cause de nombreux impliqués et engendrant un mouvement de panique des visiteurs.

Couverture opérationnelle

Les rassemblements de ce type sont prévus et planifiés. Ils font l'objet d'études de prévision et/ou de prévention par le Sdis qui doivent conduire à l'autorisation préfectorale du déroulement de la manifestation. De telles études peuvent notamment prévoir la mise en œuvre et le dimensionnement de dispositifs prévisionnels de secours assurés par les associations agréées de sécurité civile.

Mouvements sociaux spontanés, phénomènes festifs et émeutes/Grèves et mouvements sociaux

Définition

Les mouvements sociaux sont un ensemble d'actions ou de conduites mettant partiellement ou globalement en cause l'ordre social et cherchant à le transformer.

Ils peuvent regrouper plusieurs classes sociales mais aussi des groupes d'âges différents, des minorités (ethniques, sexuelles...), etc.

Evaluation du risque

Ces phénomènes, qui peuvent aussi bien être des phénomènes de revendication que des phénomènes festifs, ne sont pas toujours connus des autorités, ce qui peut conduire à des difficultés particulières aussi bien en termes de capacités d'accueil des participants qu'en termes de gestion de l'ordre social (risques de débordements).

Pour le Service départemental d'incendie et de secours, cela se traduirait par une augmentation du nombre d'interventions localisées sur une zone particulière ou en plusieurs points, des difficultés significatives d'accès, des interventions au potentiel complexe, en fonction des impliqués.

Localisation du risque

Ce risque est diffus à tout le territoire et peut aussi bien se rencontrer dans les structures urbaines (conflits sociaux au sein des entreprises par exemple) qu'en milieu rural (ce serait notamment le cas des rave-parties).

Retour d'expérience

National		
Nantes (Loire Atlantique (44))	12 mai 2010	9 000 personnes se sont rassemblées dans la nuit du 12 au 13 mai 2010 sur la place royale à Nantes suite à un "apéro géant" lancé via le réseau social Facebook. Quarante et une personnes ont été placées en garde à vue, selon le dernier bilan, pour trafic de stupéfiants, dégradations, vols, ivresse manifeste ou violences. Un jeune homme de 21 ans, blessé en tombant d'un pont est mort à l'hôpital.

Scénario majorant retenu

Troubles de l'ordre public, gestion de nombreux départs simultanés.

Couverture opérationnelle

La couverture opérationnelle associée à ce type de scénario sera essentiellement la couverture courante en fonction du type de sinistre considéré. Ces moyens peuvent être renforcés par l'organisation « violences urbaines » du Sdis.

Menaces terroristes conventionnelles ou NRBC

Définition

La menace terroriste peut être définie comme un danger d'origine intentionnelle et malveillante, visant la sécurité de la population, l'intégrité des institutions ou les activités économiques et sociales.

Historiquement, la menace conventionnelle mettait en œuvre exclusivement un agent explosif (par exemple le trinitrotoluène, la tolite, la pentrite,...) ou prenait la forme d'une prise d'otage armée. Les attentats de 2015 démontrent un changement de paradigme dans la mesure où le but souvent inavoué et final semblerait être le suicide des auteurs au travers une action de tuerie de masse.

La menace peut prendre une dimension dite « non-conventionnelle » dès lors qu'un produit radiologique, biologique, ou chimique sera impliqué. Ce type de produits pourrait être dispersé par une explosion, dans ce cas, l'évènement est dénommé NRBCe.

Ces natures d'évènement imposent aux pouvoirs publics, aux forces de l'ordre et de sécurité, aux services de secours d'adapter leur concept opérationnel d'intervention (neutralisation des risques par les forces de sécurité, damage control pour les services de secours,...) et d'intégrer la dimension judiciaire dans l'organisation (Cellule interministérielle d'aide aux victimes – CIAV, interface avec le parquet de Paris, seul compétent en matière de terrorisme).

Evaluation du risque

Menace conventionnelle :

Les risques principaux de la menace conventionnelle sont :

- tuerie de masse
- effets de surpression ;
- effets missiles.

Menace NRBCe :

Selon les matières concernées, les effets à craindre lors d'une menace sont de trois types :

- effets toxiques/contaminant résultant de l'inhalation, de contact ou d'ingestion d'une substance chimique toxique. Les effets peuvent être, par exemple, un œdème du poumon ou une atteinte au système nerveux ;
- effets des substances radioactives : rayonnements ionisants qui peuvent atteindre tous les organes et organismes vivants.
- effets d'un agent pathogène

Il est aussi à noter que le risque terroriste peut être amplifié par plusieurs actions simultanées en des lieux différents et par la présence d'un potentiel de victimes élevé. Par ailleurs, il convient de prendre en compte une volonté de cibler les services de secours et de sécurités engagés sur les lieux des attentats.

Localisation du risque

Le risque que représente la menace terroriste est intimement lié soit à la présence de symboles d'organisation à déstabiliser, soit à une forte concentration de vies humaines à atteindre.

De ce fait, ce risque se retrouvera principalement dans :

- Les agglomérations (de Rouen et du Havre)
- Zone industrialo-portuaire de Rouen
- Zone industrialo-portuaire du Havre
- Zone industrialo-portuaire de Port Jérôme
- Les Centres Nucléaires de Production d'Electricité
- Les structures à désorganiser (Préfecture, Conseil Général, Centres des Finances Publiques, Gares, ...)

International		
Nice	14 juillet 2016	Une attaque terroriste islamiste au camion-bélier, qui s'est déroulée à Nice (France) dans la soirée du 14 juillet 2016 sur la promenade des Anglais. Le terroriste a conduit un poids lourd sur la promenade des Anglais pendant près de deux kilomètres, prenant pour cible une foule de civils, peu après le feu d'artifice donné pour la fête nationale. L'attaque cause la mort de 86 personnes (bilan au 19 août 2016) et fait 434 blessés.
Irak	15 mai 2016	Six combattants du groupe Etat Islamique portant des ceintures explosives, un septième conduisant une voiture piégée lancent simultanément leur offensive contre une usine (type SEVESO) située dans le quartier de Tadjil au nord de Bagdad. Les combats sont d'une extrême violence. Trois cuves remplies de gaz prennent feu. Onze personnes au moins ont été tuées et 21 autres blessées dans une attaque de l'organisation Etat Islamique.
Bruxelles	22 mars 2016	Deux explosions à l'aéroport international de Bruxelles et une explosion dans la station de métro Maalbeek entraînant 35 morts et plus de 300 blessés
Paris	13 novembre 2015	De multiples fusillades et attentats-suicides à Paris et à Saint-Denis font 130 morts et un peu plus de 400 blessés. Il s'agit de l'attentat le plus meurtrier perpétré en France depuis la Seconde Guerre mondiale. Ces fusillades et attentats suicides ont été revendiqués par l'Etat Islamique. Une première attaque a lieu à Saint-Denis, aux abords du stade de France, où se joue un match amical de football France-Allemagne auquel assiste le président François Hollande. Trois terroristes se font exploser dans ce qui sont les tout premiers attentats-suicide en France. D'autres attaques ont ensuite lieu à Paris, dans plusieurs rues des 10e et 11e arrondissements, où trois individus mitraillent des terrasses de cafés et de restaurants ; deux d'entre eux prennent la fuite comme Salah Abdeslam. Le troisième se fait exploser. L'attaque la plus longue et la plus meurtrière a lieu dans la salle de spectacle du Bataclan (également dans le 11e arrondissement), où 1 500 personnes assistent au concert du groupe de rock américain Eagles of Death Metal et où trois autres djihadistes ouvrent le feu sur le public, avant qu'un assaut des forces de l'ordre n'y mette fin et ne tue les terroristes
Paris	7 janvier 2015	Le 7 janvier vers 11h30, deux hommes vêtus de noir, cagoulés et porteurs d'armes automatiques, ouvrent le feu au siège de "Charlie Hebdo" à Paris en pleine conférence de rédaction, criant "Allah akbar". Ils tuent huit collaborateurs de l'hebdomadaire satirique dont

		<p>cinq dessinateurs (Charb, Cabu, Wolinski, Tignous et Honoré), un invité du journal, un agent d'entretien et deux policiers. Ils s'enfuient en voiture vers le nord-est de Paris, changeant de véhicule en braquant un automobiliste. Le vendredi 9 janvier vers 13h, une fusillade éclate Porte de Vincennes, dans l'Est parisien, où une prise d'otages est en cours dans une épicerie casher. Le tireur de Montrouge, impliqué dans cette nouvelle fusillade, est Amedy Coulibaly, un délinquant multirécidiviste de 32 ans, qui avait rencontré Chérif Kouachi en détention. Après 3 jours de traque, le bilan fait état de : 20 morts, dont les 3 terroristes. Une vingtaine de blessés. Un bilan terrifiant des attaques perpétrées entre le mercredi et le vendredi par les frères Kouachi et Amedy Coulibaly. Chronologie des faits.</p>
Karachi (Pakistan)	18 octobre 2007	<p>L'attentat du 18 octobre 2007 à Karachi est un attentat-suicide dirigé contre l'ancienne première ministre et chef du PPP, Benazir Bhutto.</p> <p>C'est le plus meurtrier de l'histoire du Pakistan, avec 139 morts et 450 blessés, en grande partie des partisans de la politicienne.</p>
Madrid (Espagne)	11 mars 2004	<p>Une série d'explosions simultanées frappe le métro de Madrid à l'heure de pointe, le 11 mars 2004. Les terroristes ont placé 13 bombes, dont seulement quatre sautent. Les attentats, qui font 191 morts et 2050 blessés, auront un impact direct sur le résultat des élections législatives qui se dérouleront trois jours plus tard en Espagne.</p>
États-Unis	11 septembre 2001	<p>Détournés par des commandos suicide, deux avions de ligne américains s'écrasent sur les tours jumelles du World Trade Center à New York, un autre sur le Pentagone à Washington, et un quatrième en Pennsylvanie, faisant au total plus de 3 000 victimes. Vécues en temps réel par des centaines de millions de téléspectateurs à travers le monde, elles provoquent une émotion considérable et suscitent de nombreuses condamnations. En moins de trois heures, plus de 200 unités de pompiers du New York City Fire Department furent mobilisées sur les lieux des attaques, soit la moitié des unités de pompiers de New York. Ce fut la plus grande intervention de l'histoire des pompiers de New York avec près de mille pompiers mobilisés ce jour-là.</p> <p>Les attentats du 11 septembre, à l'origine d'un net ralentissement économique outre-Atlantique, affectent également l'ensemble des marchés mondiaux.</p>
Tokyo (Japon)	20 mars 1995	<p>Le 20 mars 1995, le métro de Tokyo est la cible d'une attaque au gaz sarin entraînant la mort de 12 passagers et faisant plusieurs milliers de blessés.</p>
Départemental		
Saint-Etienne-du-Rouvray	26 juillet 2016	<p>Attaque terroriste dans l'église de Saint-Étienne-du-Rouvray par deux individus munis d'armes blanches qui font irruption dans l'église pendant la célébration eucharistique du matin. Ils s'en prennent au prêtre Jacques Hamel qui officie</p>

		devant cinq fidèles. Les assaillants assassinent le prêtre et blessent grièvement un paroissien de 86 ans. Ils retiennent ensuite trois autres fidèles en otages avant d'être abattus par les forces de l'ordre.
Seine-Maritime	08 janvier 2014	<p>Au cours de la journée, 8 établissements publics des communes de Rouen, Le Havre, Lillebonne et Dieppe ont reçu au total 14 plis suspects contenant une poudre grisâtre.</p> <p>Compte tenu de la multiplicité de ces événements et à la demande du Préfet de Seine-Maritime, la cellule d'analyse et d'identification de l'U.I.I.S.C n°1 de Nogent-le-Rotrou, unité de renfort national experte en risque NRBC, a été dépêchée sur zone avec un véhicule laboratoire, afin d'apporter un appui technique aux acteurs territoriaux.</p> <p>Le centre opérationnel départemental de la préfecture a été activé et tous les services concernés (Sdis, police, gendarmerie, agence régionale de santé...) ont été largement mobilisés. Au plan national, la Cellule nationale de conseil (CNC) et le COGIC se sont réunis à plusieurs reprises pour apporter une réponse graduelle et proportionnée à la menace, conformément à l'application de la circulaire 750.</p> <p>Pour l'heure, aucune pathologie n'a été décelée sur les personnes ayant été en contact avec les plis et les analyses chimiques, radiologiques et biologiques effectuées par les spécialistes restent négatives.</p> <p>Les premières conclusions partielles ont révélé que les enveloppes, la typographie, les timbres, le pliage de la feuille contenant la poudre et le cachet de La Poste sont identiques sur l'ensemble des plis.</p> <p>Les résultats des analyses complémentaires par spectrométrie infrarouge ont confirmé en milieu de nuit que la poudre incriminée était composée à 95% de ciment et que les 5% restants, pourraient être de la cendre ou une matière carbonée. Dans les limites d'analyse des appareils de mesure, tout risque de toxicité semble donc écarté.</p> <p>Le lendemain, 3 plis suspects ont été signalés dans des établissements publics des communes de Rouen, Le Havre et Bolbec. Les sapeurs-pompiers sont intervenus en complément des forces de l'ordre afin d'assurer la prise en charge de ces plis. Le véhicule d'analyse et d'identification de l'U.I.I.S.C.1 a procédé aux levés de doute et à la caractérisation des produits. Aucune matière dangereuse n'a été détectée. En fin de journée, ce module a été désengagé.</p>

Scénarii majorants retenus

Tueries de masse sur 3 sites en quasi simultanée ;

Attentat contre une installation SEVESO mettant en œuvre des matières NRBC ;

Attentat mettant en œuvre des matières NRBCe dans un ERP.

Couverture opérationnelle

Dans le cadre des scénarii identifiés comme intentionnels, l'objectif est d'éviter une désorganisation du service par l'envoi d'un échelon de secours limité en primo intention après avoir défini avec les forces de l'ordre d'un Point de Première Destination (ORSEC Attentat).

Les moyens complémentaires ne seront engagés qu'après analyse des risques et sécurisation du site par les forces de sécurité.

La dimension intentionnelle impose une gestion interservices et interministériels fortes.

Quel risque particulier ?	Menaces terroristes conventionnelles ou NRBC
Scénario majorant	3 tueries de masse sur une agglomération

	Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)					
		Délai risque courant	30'	45'	60'	90'	120'
Moyens du Sdis ORSEC Attentat	Groupe SLP		1	1	1		
Moyens du Sdis ORSEC NOVI	Groupe Commandement de colonne			1	1	1	
	Groupe Sauvetage Extraction			1	1	1	
	Groupe d'évacuation				1	1	1
	Kit EPI balistique		1	1	1		
Autres moyens	Service de déminage						
	Equipes d'intervention spécialisées des « forces de sécurité intérieure »						
	Hélicoptères						
	Moyens privés (ambulance, bus)						
	Associations agréées de sécurité civile						
	Cellule d'information du public (CIP) en interface la CIAV						
	Parquet local en interface avec le Parquet de Paris						

Quel risque particulier ?	Menaces terroristes conventionnelles ou NRBC
----------------------------------	--

Scénario majorant	Attentat NRBCe - 800 concernés
--------------------------	--------------------------------

	Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)					
		Délai risque courant	30'	45'	60'	90'	120'
Moyens du Sdis ORSEC Attentat	Groupe SAP		1				
Moyens du Sdis ORSEC NRBC	Equipe d'intervention RCH/RAD			1			
	Groupe Commandement de site				1		
	Groupe Sauvetage NRBC				1	1	
	CMIC/R				1		
	Groupe Décontamination NRBC					1	
Moyens du Sdis ORSEC NOVI	Groupe Commandement de colonne					1	1
	Groupe Sauvetage Extraction						1
	Groupe d'évacuation						3
Autres moyens	Service de déminage						
	1 Groupe Sauvetage Extraction						
	1 Groupe de décontamination						
	1 Groupe d'évacuation						
	Equipes d'intervention spécialisées NRBCe des « Forces de sécurité intérieure »						
	Helicoptères						
	Moyens privés (ambulance, bus)						
	Associations agréées de sécurité civile						
	Déclinaison de la CIAV						
	Equipes d'intervention spécialisées des Forces de l'ordre						
	IRSN, DCI-IT						
	Moyens militaires du 2 ^{ème} Régiment de Dragon						
	Renforts de CMIC/CMIR, UIISC						
	Cellule d'information du public (CIP) en interface CIAV						
	Parquet local en interface Parquet de Paris						

Impossibles opérationnels

Les impossibles opérationnels concernant ce risque particulier sont essentiellement liés à une problématique de ressource :

- menace biologique
- simultanéité de plusieurs actions en même temps et/ou en plusieurs endroits

De plus, la mise en application de la décontamination extra-départementale pourrait s'avérer nécessaire au-delà d'une certaine durée d'intervention.

Incivilités et violences urbaines

Définition

Les violences urbaines sont caractérisées par des agressions verbales et/ou physiques à l'encontre de tous représentants des services publics réalisées par des éléments de la population. Ce phénomène est de nature à retarder ou à entraver l'intervention des secours. Ces situations nécessitent des précautions particulières qui constituent un phénomène nouveau à prendre en considération dans les modes opératoires des services d'incendie et de secours. Les règles de prudence supplémentaire qu'imposent ces situations d'insécurité vont à l'encontre de la culture opérationnelle qui est celle de l'intervention la plus rapide en tout lieu et en tout temps.

Evaluation du risque

Ce risque peut aboutir au déclenchement de troubles sociaux, générant des interventions multiples dans un domaine de risque courant. Les risques sont principalement liés aux incendies sur la voie publique, même si il ne faut pas exclure ceux liés aux secours aux personnes.

Les conséquences de ce phénomène concernent également les sapeurs-pompiers qui pourraient voir leur sécurité et leur intégrité menacées. Par voie de conséquence, les sinistrés pourraient ne pas bénéficier de la qualité et des délais d'intervention habituels.

Localisation du risque

Les données recensées au sein de l'atlas des zones urbaines sensibles permettent d'aboutir à la liste suivante pour la Seine-Maritime :

Commune	Quartier
Canteleu	Cité Rose Cité Verte
Dieppe	Les Bruyères Neuville Neuf Val Druel
Elbeuf	Le Puchot Mesliers Mont Duve
Fécamp	Parc du Ramponneau
Gonfreville-l'Orcher	Quartiers Est
Le Havre	Cauceriauville Eure Brindeau Les Neiges Mont Gaillard La Forêt (Bois de Bléville) Mare Rouge
Le Petit-Quevilly	Saint Julien Quartier des Bruyères

	Z.A.C. Nobel Bozel
Rouen	La Sablière Le Plateau Les Sapins Châtelet La Lombardie La Grand-Mare
Saint-Etienne-du-Rouvray	Cité du Château Blanc
	Cité Hartmann La Houssière
Sotteville-lès-Rouen	Quartier Fernand Buisson

Tableau 1 - Les zones urbaines sensibles de la Seine-Maritime

Retour d'expérience

Aucun retour d'expérience n'a été recensé dans ce risque particulier.

Scénario majorant retenu

Pas de scénario grave ou majorant pour ces risques. Ils seront pris en compte dans le risque courant.

Couverture opérationnelle

Le Sdis doit donc poursuivre son investissement dans l'élaboration de procédures opérationnelles et la formation ad-hoc. Cela permettra de prendre en compte au quotidien ces violences et adapter son dispositif opérationnel en collaboration avec les services de police et de gendarmerie.

Le risque animalier/Les nouveaux animaux de compagnie (NAC)

Définition

Phénomène de société pour lequel certaines personnes acquièrent à des fins domestiques des nouveaux animaux de compagnie (NAC). Il peut s'agir de rongeurs mais aussi d'espèces plus exotiques tels que les serpents, araignées, etc.

Evaluation du risque

Le risque engendré par cette propriété n'est pas à négliger car celui-ci est difficilement contrôlable de par :

- le nombre de NAC (marché noir),
- l'espèce de NAC (dangerosité).

Localisation du risque

Les NAC sont susceptibles d'être présents sur l'ensemble du territoire du département. On peut retrouver de fortes concentrations d'espèces sur les lieux de stockage tels que les jardineries ou animaleries.

Retour d'expérience

Le 21 avril 2014, 20 000 à 30 000 nouveaux animaux de compagnie (NAC) ont péri dans l'incendie d'un entrepôt de 4000m² de Savannah Reptiles Planet à Saint Sulpice-la-Pointe (81). Un désastre évalué selon les premières estimations entre 4 à 5 millions d'euros.

Scénario majorant retenu

Accident avec présence d'animaux qui seraient en danger ou qui pourraient présenter un danger pour la population.

Couverture opérationnelle

La couverture opérationnelle associée à ce type de scénario sera essentiellement la couverture courante en fonction du type de sinistre considéré.

Limites et impossibles opérationnels

Si la situation l'exige, le Sdis pourra faire appel par l'intermédiaire de la zone de défense à l'équipe spécialisée NAC du Sdis 27.

Les arrivées massives de réfugiés ou de migrants

Définition

La situation géographique de notre département vis-à-vis de la Grande-Bretagne nous amène à identifier le risque d'arrivée de réfugiés ou de migrants. En effet, plusieurs options sont possibles pour regagner la Grande-Bretagne notamment la traversée par la mer. Cependant, compte tenu de son éloignement des côtes de Grande Bretagne, la façade maritime du département n'est pas réputée pour sa facilité de traversée et n'est donc pas exposée à l'arrivée massive de ce type de population.

Evaluation du risque

Toutefois, des arrivées de réfugiés ou de migrants pourraient malgré tout toucher la Seine-Maritime dans une moindre mesure. Les arrivées possibles identifiées sont :

- arrivée depuis la mer de réfugiés ou de migrants pour lesquels la traversée se serait avérée infructueuse,
- tentative de départ de réfugiés ou de migrants rassemblés dans l'un des ports.

Localisation du risque

Les ports de transit tels que Le Havre et Dieppe ainsi que tout le littoral accessible depuis la mer pourraient être concernés.

Retour d'expérience

National		
Calais (Pas de Calais (62))	25 août 2014	Un groupe de migrants de nationalité soudanaise présentant des nausées et des vomissements a nécessité l'engagement des sapeurs-pompiers du Sdis 62. Sur les lieux, une centaine de personnes, squattant un hangar désaffecté, a été prise en charge. Le bilan fait état de 4 victimes évacuées sur l'hôpital de Calais. L'état de santé des 80 autres personnes, vu par le médecin du SMUR, n'a pas nécessité d'évacuation. Il s'agirait d'une intoxication alimentaire contractée lors du repas du midi.

Scénario majorant retenu

Arrivée de population réfugiée ou migrante (ports, façade maritime, ...).

Présence de camps de réfugiés ou migrants.

Couverture opérationnelle

Un tel scénario se traduirait par une augmentation ponctuelle du nombre d'interventions auxquelles le Sdis pourrait répondre par l'envoi de groupe(s) SAP. Ce type de réponse pourra donc être traité dans la gestion courante des interventions.

Les risques liés aux bâtiments et aux infrastructures

Bâtiments collectifs

Définition du risque concerné

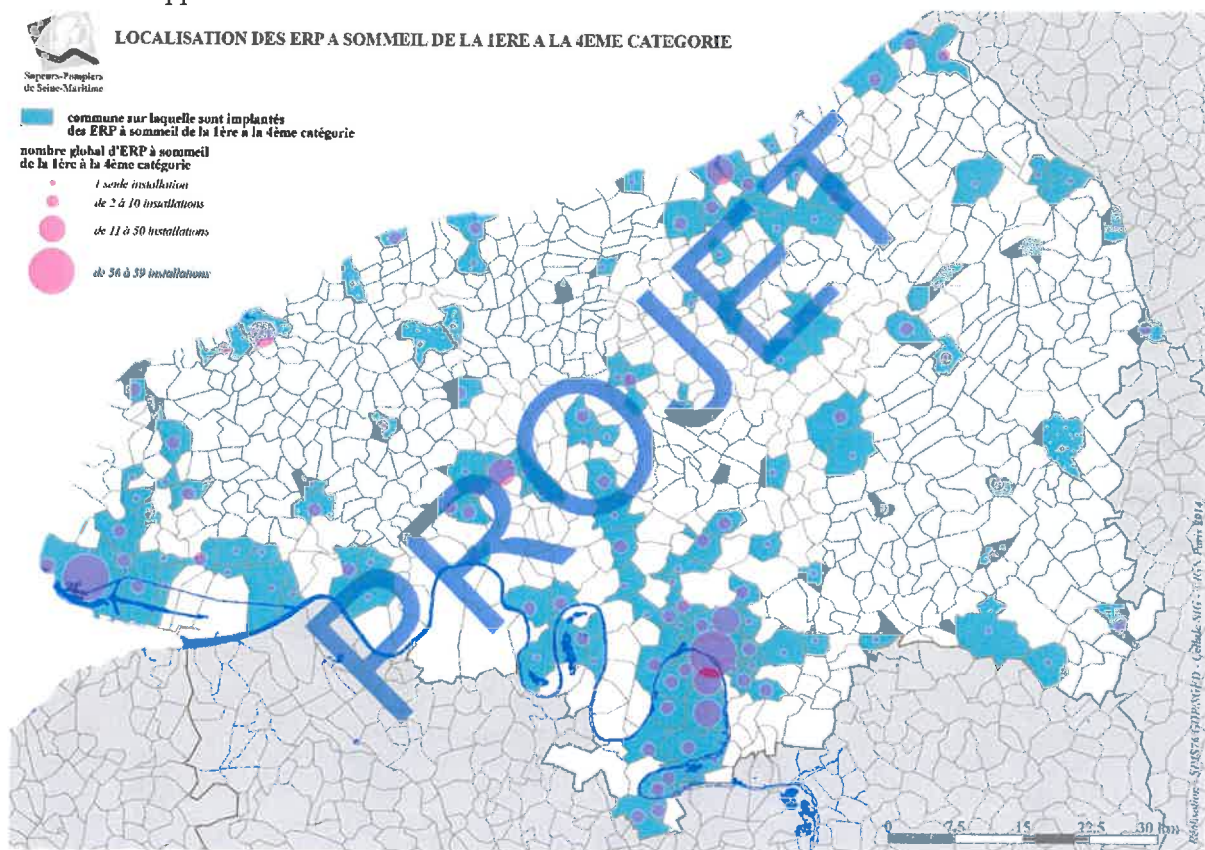
Les bâtiments collectifs accueillent des personnes au sein d'une structure construite. Ils peuvent se retrouver sous différentes formes :

- les immeubles d'habitation,
- les établissements recevant du public,
- les immeubles à usage de bureaux,
- les immeubles de grande et très grande hauteur.

Localisation

Les bâtiments collectifs sont présents sur l'ensemble du département.

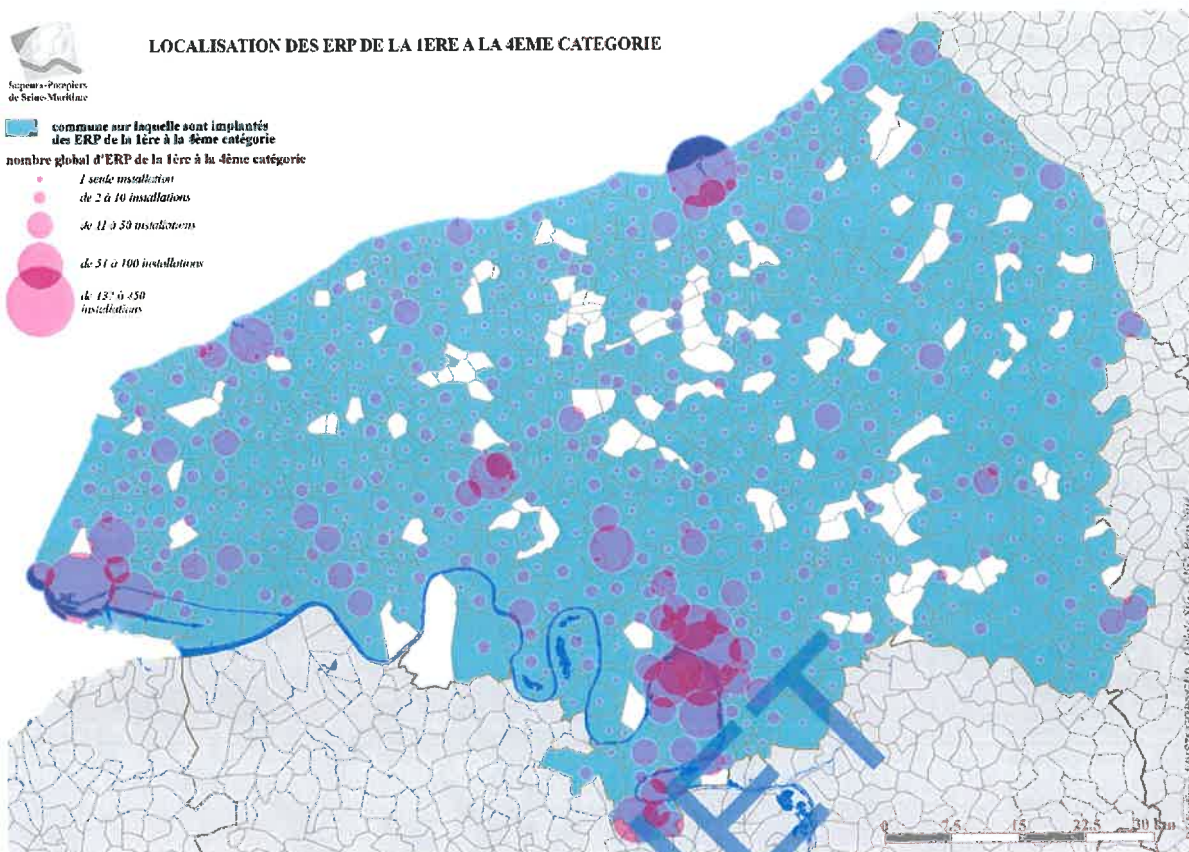
Leur concentration est accrue en milieu urbain et notamment au sein des agglomérations de Rouen, Le Havre et Dieppe.





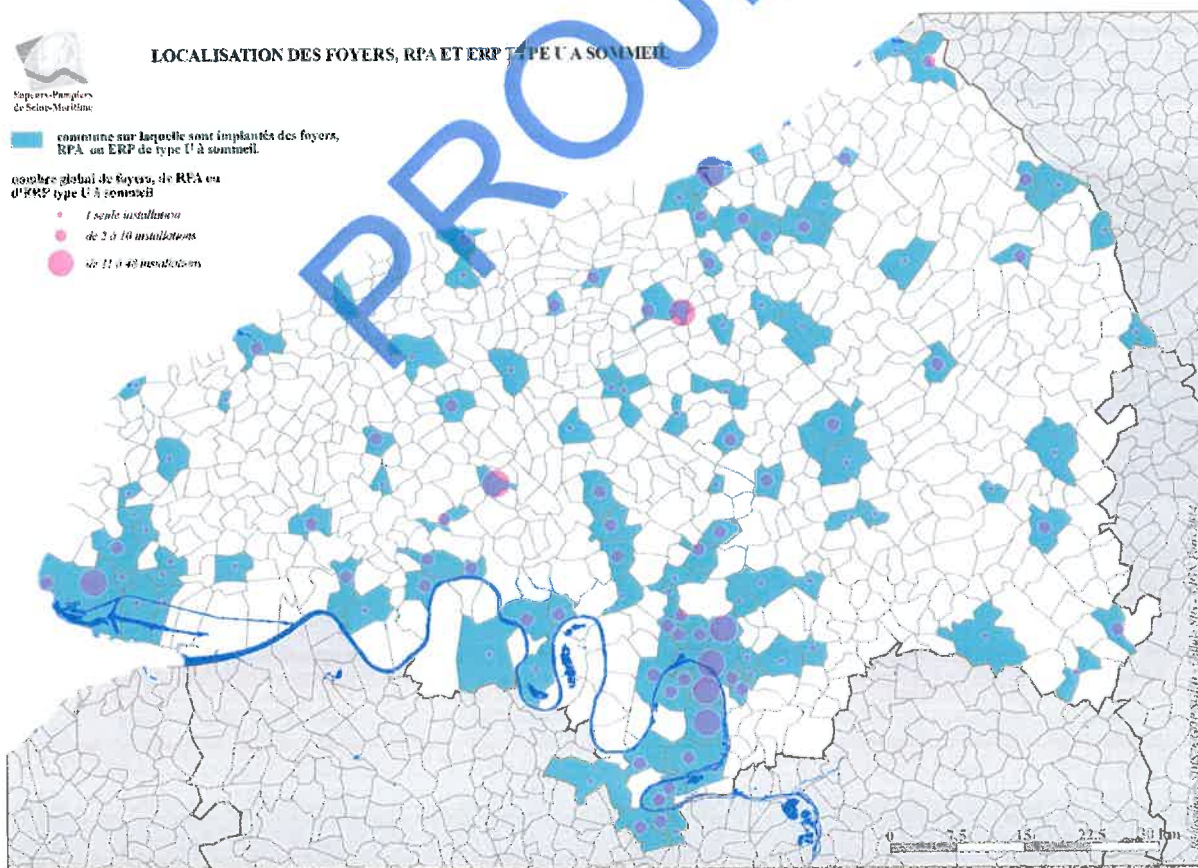
LOCALISATION DES ERP DE LA 1ERE A LA 4EME CATEGORIE

- commune sur laquelle sont implantés des ERP de la 1ère à la 4ème catégorie
- nombre global d'ERP de la 1ère à la 4ème catégorie
- 1 seule installation
 - de 2 à 10 installations
 - de 11 à 50 installations
 - de 51 à 100 installations
 - de 101 à 450 installations



LOCALISATION DES FOYERS, RPA ET ERP TYPE U A SOMMEIL

- commune sur laquelle sont implantés des foyers, RPA ou ERP de type U à sommeil
- nombre global de foyers, de RPA ou d'ERP type U à sommeil
- 1 seule installation
 - de 2 à 10 installations
 - de 11 à 40 installations



Evaluation du risque

La gravité du risque est définie par la combinaison de facteurs tels que :

- la hauteur des bâtiments,
- la nature et la date de la construction, répondant à des réglementations différentes,
- la conformité à la réglementation en vigueur,
- l'entretien du bâtiment,
- l'accessibilité des secours, plutôt difficile en milieux urbain, est également un facteur aggravant.

La probabilité du risque est liée à la fréquentation c'est à dire au nombre de personnes accueillies au sein de l'établissement, conjugué à l'usage réalisé du bâtiment.

Scenarii dimensionnants de ce risque

- incendie de bâtiment collectif d'habitation de la 3^{ème} /4^{ème} famille,
- incendie dans un IGH ou un ITGH,
- incendie dans un ERP accueillant une population vulnérable (de type U ou J),
- évènement entraînant un mouvement de panique (incendie, effondrement de toiture, explosion,...) dans un ERP pouvant accueillir plus de 1500 personnes.

Retour d'expérience

National		
Nîmes (Gard (30))	01 janvier 2010	Un incendie d'appartement à Nîmes dans le Gard tue 5 personnes et blesse 13 autres personnes.
Paris	Avril 2005	L'incendie de l'hôtel Paris Opéra sur la commune de Paris provoque la mort de 24 personnes dont 9 femmes et 11 enfants.
Paris	03 septembre 2005	Un incendie de boîtes aux lettres s'étant propagé au hall d'entrée d'un immeuble de 18 étages provoque la mort de 18 personnes dont 3 enfants.
Seine-Maritime		
Rouen	06 août 2016	Incendie dans un débit de boisson « le cuba Libre » qui provoque la mort de 14 personnes par asphyxie. L'incendie s'est déclaré au sous-sol de l'établissement où était réuni un groupe de jeunes personnes pour fêter un anniversaire. L'incendie s'est rapidement propagé aux revêtements isophoniques du sous-sol dégageant ainsi une épaisse fumée toxique.
Fécamp	22 mars 2014	Un feu d'appartement sur la commune de Fécamp se propage aux combles.
Canteleu	14 avril 2012	Un incendie d'immeuble classé en 2 ^{ème} famille sur la commune de Canteleu se propage à des appartements du dernier étage et blesse 16 personnes.
Rouen	20 juillet 2011	Un incendie dans un immeuble Verre et Acier de la Grand-Mare à Rouen provoque le décès de 2 enfants, 3 blessés graves suite à défenestration et 7 intoxiqués. (total de 12 impliqués)

Couverture opérationnelle

Bâtiments collectifs à usage d'habitation

Quel risque particulier ?	Les bâtiments collectifs d'habitation
Scénario majorant	Incendie de bâtiment d'habitation de la 3 ^{ème} /4 ^{ème} famille

	Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)					
		Délai risque courant	30'	45'	60'	90'	120'
Moyens du Sdis	Groupe SAP		1	1			
	Groupe incendie			1	1		
	Groupe Commandement de colonne			1			
	Groupe Commandement de site				1		
	Groupe Evacuation				1	1	
	Moyens de soutien technique opérationnel (CEAR, KARI)						
Autres moyens	SMUR/Ambulances privées						
	Hélicoptère						

IGH et ITGH

Quel risque particulier ?	Les IGH et ITGH						
Scénario majorant	Incendie						
	Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)					
		Délai risque courant	30'	45'	60'	90'	120'
Moyens du Sdis	Groupe SAP		1	1			
	Groupe incendie			1	1		
	Groupe Commandement de colonne			1			
	Groupe Commandement de site				1		
	Groupe Evacuation				1	1	
	Moyens de soutien technique opérationnel (CEAR, KARI)						
Autres moyens	SMUR/Ambulances privées						
	Hélicoptère						

ERP de type U et J

Quel risque particulier ?	Les ERP de type U - J
Scénario majorant	Incendie dans un ERP accueillant une population vulnérable

	Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)					
		Délai risque courant	30'	45'	60'	90'	120'
Moyens du Sdis	Groupe SAP		1	1			
	Groupe incendie			1	1		
	Groupe Commandement de colonne			1			

	Groupe Commandement de site				1		
	Groupe Evacuation				1	1	
	Moyens de soutien technique opérationnel (CEAR, KARI)						
Autres moyens	SMUR/Ambulances privées						
	Hélicoptère						

ERP de première catégorie (pouvant accueillir plus de 1500 personnes)

Quel risque particulier ?	Les ERP
Scénario majorant	"Evènement" entraînant un mouvement de panique (incendie, effondrement de toiture, explosion,...) dans un ERP pouvant accueillir plus de 1500 personnes

	Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)					
		Délai risque courant	30'	45'	60'	90'	120'
Moyens du Sdis	Groupe SAP	1	1				
	Groupe commandement de colonne		1				
	Groupe Sauvetage/Extraction				1		
	Groupe Evacuation				1	1	
	Groupe Commandement de site				1		
	Puis en fonction de l'évènement initiateur : moyens supplémentaires INC / SDE / RT / NRJ / C / GRIMP						

Ouvrages d'art

Définition

Un ouvrage d'art est une construction de grande importance entraînée par l'établissement d'une voie de communication routière, ferroviaire ou fluviale (ponts, tunnels) mais également un dispositif de protection contre l'action de la terre ou de l'eau (murs, tranchée couverte, digue) et enfin un dispositif de transition entre plusieurs modes de transport (quais et autres ouvrages portuaires).

Evaluation du risque

Hormis lors de l'effondrement de sa structure, un ouvrage d'art ne génère pas d'accidents spécifiques par rapport aux autres infrastructures de transport. Les critères de probabilité et de gravité relatifs à un accident sur un ouvrage d'art sont identiques aux critères présentés dans les paragraphes traitant des transports collectifs.

Toutefois, la survenue d'accidents sur de tels ouvrages constitue un facteur aggravant la conduite des opérations pour les raisons suivantes :

- difficultés d'accès des engins de secours,
- confinement de l'espace,
- difficulté d'accès à la ressource en eau,
- risque de sur-accident,
- ...

Localisation



Retour d'expérience

National		
Chamonix-Mont-Blanc	24-26 mars 1999	L'incendie du tunnel du Mont-Blanc s'est produit du 24 mars 1999 au 26 mars 1999. Il a été provoqué par un camion frigorifique semi-remorque belge qui transportait de la margarine et de la farine et qui a pris feu vers 11 h 00, à environ 7 km de l'entrée française du tunnel. Le violent incendie qui a suivi a causé la mort de 39 personnes et entraîné la fermeture du tunnel pendant une durée d'environ 3 ans. Il aura duré près de 53 heures et provoqué la destruction de 24 poids lourds, 9 véhicules légers et 1 moto.
Départemental		
Le Havre	13 février 2014	Le 13 février 2014 à 22h30, un incendie est détecté dans l'écluse François 1 ^{er} au Havre. Il concerne des câbles électriques de 20.000 volts enfouis dans une galerie à 30 mètres de profondeur. Les premières reconnaissances constatent une importante fumée et des difficultés à déterminer les câbles concernés. Par anticipation, les navires sont sortis de l'écluse, des coupures de réseaux sont envisagées et une dalle de béton est levée pour faciliter la ventilation. Après ces actions et la coupure de l'alimentation

		électrique de cinq terminaux portuaires, des investigations sont engagées à 3h30. L'extinction est réalisée à 5h30. La bonne collaboration interservices a permis de solutionner cette intervention particulière.
Rouen	29 octobre 2012	Le chauffeur d'un ensemble routier contenant 11 m ³ d'essence et 22 m ³ de gazole perd le contrôle de son véhicule à l'approche du pont Mathilde sur la D6028 à 10h45. L'attelage franchit la glissière centrale et percute un poids-lourd frigorifique circulant en sens inverse. Les carburants libérés par la citerne éventrée prennent feu, s'écoulent et propagent l'incendie à des chemins de câbles sous le tablier et à 5 semi-remorques et 3 caravanes de forains garées en contrebas. Des irisations sont visibles sur la Seine. La destruction de câbles téléphoniques sous le pont affecte 110 000 abonnés au téléphone mobile. Une conduite d'eau usée de 600 mm est également endommagée. Une cellule de crise préfectorale est activée. La circulation est coupée et déviée et les usagers sont avisés via les médias. L'alimentation électrique (éclairage) du pont est interrompue. Les secours prennent en charge les 2 chauffeurs blessés ainsi que 4 forains et 1 policier blessé à la main. La navigation est interrompue sur le bras du pré-au-loup. L'agence régionale de santé (ARS) informe l'exploitant d'un captage d'eau potable voisin. La préfecture recommande aux habitants de la zone de se confiner en raison de l'épaisse fumée. Le feu est éteint à 18h30. L'incendie perturbe le trafic (10 km de congestion sur N28, N31 et N15, tunnel de la Grand-Mare fermé) et endommage la structure du pont en métal et béton précontraint, occasionnant sa fermeture durant 22 mois le temps des travaux (dépose d'une travée de 115 m pour réparation sur 40 m). La coupure de cet axe majeur (86 000 véhicule / jour) impose la mise en place d'un plan spécifique de déplacement à l'échelle du département. L'opérateur téléphonique dévie son réseau par un autre pont (détour de 3 km) et rétablit le service le 01/11. Une vitesse excessive de l'attelage dans la courbe aux abords du pont est à l'origine de l'accident.

Scénario majorant retenu

Ponts et viaducs

Trois scénarii majorants ont été identifiés concernant les ponts et viaducs

- effondrement de l'ouvrage avec présence d'un transport collectif,
- incendie menaçant l'ouvrage,
- accident de train de voyageurs sur un viaduc.

Barrages, digues et bassins de rétention

Le scénario majorant concernant les ouvrages tels que les barrages, les digues ou les bassins de rétention est la rupture de l'ouvrage entraînant une inondation dans une zone habitée pouvant créer une vague de submersion et/ou un glissement de terrain.

Ecluses

Le scénario majorant identifié concernant les écluses serait un lâché brutal d'eau suite à un blocage de l'ouvrage entraînant dans le port une vague violente qui pourrait avoir de lourdes conséquences sur les navires bloqués au port.

Tunnels

Le scénario majorant d'un ouvrage tel que les tunnels serait un accident de train de voyageurs dans un tunnel.

Couverture opérationnelle

Ponts et viaducs

Quel risque particulier ?	Les ponts et viaducs
Scénario majorant	Perte de l'ouvrage suite à une agression extérieure ou accident de transport collectif avec chute de l'ouvrage. Effondrement de l'ouvrage avec présence d'un transport collectif

	Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)					
		Délai risque courant	30'	45'	60'	90'	120'
Moyens du Sdis	Groupe SAP		1	1			
	Groupe Commandement de colonne			1			
	Groupe Désincarcération			1			
	Groupe Sauvetage/Extraction				1		
	Groupe Évacuation				1	1	
	Unité GRIMP				1		
	Unité SAL				1		
	Unité SDE				0,5	0,5	
	Groupe Commandement de site				1		
Autres moyens	SMUR/Ambulances privées						
	Hélicoptère						
	Moyens du dispositif ORSEC NOVI						

Quel risque particulier ?	Les ponts et viaducs
Scénario majorant	Incendie menaçant l'ouvrage

	Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)					
		Délai risque courant	30'	45'	60'	90'	120'
Moyens du Sdis	[idem scénario feu sur un TMD Routier] +						
	Moyens de soutien technique opérationnel (VLHR pour les reconnaissances en contrebas)						
	Unité SAV eaux intérieures*			1			
	Groupe Alimentation				1		
	Unité GRIMP				1		

*dans le cas où l'ouvrage enjambe un cours d'eau.

Quel risque particulier ?	Les ponts et viaducs
Scénario majorant	Accident de train de voyageurs sur un viaduc

	Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)					
		Délai risque courant	30'	45'	60'	90'	120'
Moyens du Sdis	[idem scénario accident de train dans un tunnel]						

Barrages, digues et bassins de rétention

La couverture opérationnelle en cas de rupture de barrage, de digue ou de bassin de rétention serait identique aux moyens mis en œuvre en cas de mouvement de terrain d'inondation ou de submersion marine en fonction des conséquences de l'évènement.

Ces moyens pouvant être doublés voire triplés compte tenu de la cinématique d'un tel évènement.

Ecluses

La couverture opérationnelle liée à une vague brutale lâche suite au blocage de l'écluse serait similaire à celle déployée en cas de submersion marine.

Tunnels

Quel risque particulier ?	Les tunnels
Scénario majorant	Accident de train de voyageurs dans un tunnel / sur un viaduc ?

	Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)					
		Délai risque courant	30'	45'	60'	90'	120'
Moyens du Sdis	Groupe SAP		1				
	Groupe désincarcération			1			
	Groupe Commandement de site				1		
	Groupe Sauvetage/Extraction				1	1	
	Unité SDE				0,5	0,5	
	Groupe Evacuation				1	1	
	Moyens de soutien technique opérationnel (CEEVEP, CESR)						
	Groupe Evacuation						

Autres moyens	Hélicoptère	
	Unité GRIMP (si nécessaire)	
	Unité Investigation Longue Durée	

Limites et impossibles opérationnels

En fonction de l'activité opérationnelle à l'instant t, prise en charge de plusieurs dizaines de personnes peut constituer une limite opérationnelle.

Patrimoine historique et culturel (vieux centres urbains)

Définition

Les vieux centres urbains nécessitent une partie exclusive compte tenu des nombreux éléments défavorables et géographiquement concentrés dans les vieilles villes en cas de sinistre.

Evaluation du risque

Le risque que représentent les vieux centres urbains réside dans la problématique de la propagation particulièrement accentuée par :

- des structures vieillissantes (qui ne répondent pas aux règles de construction récentes notamment en termes de prévention contre les incendies),
- des constructions souvent en totalité ou en parties boisées,
- des bâtiments très proches les uns des autres.

Ce risque peut-être aggravé par des éléments défavorables tels que :

- les accès souvent très étroits,
- la présence d'une forte densité de population,
- aucune mesure de prévention lors de la conception des bâtiments.

Localisation

Ce risque est principalement présent dans les communes disposant d'un ou plusieurs quartiers anciens.

Retour d'expérience

Seine-Maritime		
Rouen	09 août 2012	Un violent feu d'immeuble s'est produit à Rouen dans la rue Jeanne d'Arc. Les 10 occupants de l'immeuble ont été évacués sains et saufs. En revanche, beaucoup de dégâts matériels sont à dénombrer dont l'effondrement de la cage d'escaliers. Parmi les six appartements et locaux professionnels, trois sont totalement détruits.
Rouen	29 novembre 2013	Une trentaine de personnes ont été évacuées dans la nuit du vendredi 29 au samedi 30 novembre 2013 suite à un violent incendie dans le centre historique de Rouen, rue Damiette.

Scénario majorant identifié

Le scénario majorant identifié pour ce risque est le feu d'ilots urbains des vieux quartiers historiques des centres villes.

Couverture opérationnelle

Quel risque particulier ?	Patrimoine historique et culturel (vieux centres urbains)
Scénario majorant	Feu d'ilots urbains des vieux quartiers historiques des centres villes

Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)
---------------	--

		Délai risque courant	30'	45'	60'	90'	120'
Moyens du Sdis	Groupe SAP		1	1			
	Groupe Incendie			1	1	2	
	Groupe Protection			1			
	Groupe Alimentation				1		
	Unité SDE				0.5	0.5	
	Groupe Commandement de site				1		
Autres moyens	Hélicoptère						

Bâtiments administratifs ou techniques sensibles

Définition

Les bâtiments administratifs ou techniques sensibles abritent des données matérielles ou immatérielles destinées au fonctionnement des institutions.

Evaluation du risque

L'évaluation des risques liés aux bâtiments administratifs et techniques sensibles relève de leur capacité à permettre malgré tout le fonctionnement des institutions dont ils abritent les données matérielles ou immatérielles indispensables à la gestion de la vie courante.

A ce titre, ils représentent des pôles stratégiques dont les biens et les personnels sont à préserver pour limiter les conséquences sur la gestion de la vie courante (notamment en cas d'incendie, d'inondation, ...).

Ils peuvent également représenter un risque lié aux établissements recevant du public (ERP) en fonction de leur capacité d'accueil.

De même, ils peuvent devenir une cible privilégiée de la menace terroriste.

Localisation

Les bâtiments administratifs ou techniques sensibles concernent :

- la préfecture de région (Rouen) et les sous-préfectures (Le Havre-Dieppe),
- l'hôtel du département,
- le rectorat,
- les consulats,
- les mairies (> 10 000 habitants) et communautés de communes,
- les palais de justice,
- les maisons d'arrêts et centres de détention,
- les établissements militaires,
- les centres de tri postaux et centres de chèques postaux,
- les gares et aéroports,
- les établissements militaires,
- les sièges administratifs de grandes sociétés de banque et assurance,
- les centres informatiques importants,
- les centraux téléphoniques,
- les installations de transmission (tours hertziennes),
- les sièges de presse (écrite, télévision, radio),
- les archives départementales.

Retour d'expérience

National		
St-Etienne (Loire (42))	25 décembre 2013	L'incendie d'un centre de tri postal provoque l'arrêt pendant plusieurs mois du fonctionnement du centre. Les machines

		doivent déménager et l'activité a été redéployée dans d'autres unités.
Paris (75)	05 mai 1996	L'incendie de la salle des marchés du Crédit Lyonnais à Paris se propage à l'ensemble de l'établissement de 40 000m ² entraînant la perte totale du bâtiment.
Rennes (Ille-et-Vilaine (35))	04 février 1994	Incendie du parlement de Bretagne. Durant l'incendie, la toiture en feu s'effondre sur le premier étage, plusieurs salles sont très gravement endommagées et des milliers de documents sont détruits
Départemental		
Rouen	08 septembre 2014	Feu de toiture au niveau de l'aile Nord de la mairie de Rouen. La lutte contre le sinistre a nécessité la mise en place de 4 secteurs tactiques et ainsi que l'évacuation d'une centaine de personnes. Aucune victime n'est à déplorer. Une surveillance du site a été réalisée par les sapeurs-pompiers durant la nuit.

Scénario majorant identifié

Incendie au sein de la préfecture de Rouen avec perte des informations matérielles et immatérielles voire le réseau d'infrastructure de communication des services de secours concernant 10 impliqués.

Couverture opérationnelle

Quel risque particulier ?	Bâtiments administratifs ou techniques sensibles
Scénario majorant	Incendie de la préfecture de Rouen avec perte des informations matérielles et immatérielles. 10 personnes impliquées.

	Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)					
		Délai risque courant	30'	45'	60'	90'	120'
Moyens du Sdis	Groupe SAP		1				
	Groupe Incendie			1	1		
	Groupe commandement de site				1		
	Moyens de soutien technique opérationnel (VTU-Pro)						

Les parcs de stationnement

Définition

Espace ou bâtiment spécifiquement aménagé pour le stationnement des véhicules. Les parcs de stationnement peuvent être à l'air libre, couverts, en infrastructure et/ou en superstructure, sur un ou plusieurs niveaux. On les trouve le plus souvent à proximité des bâtiments publics (gares, aéroports, hôpitaux...), des lieux de travail, des centres commerciaux et des immeubles à usage d'habitation. Il existe également des parcs de stationnement à rangement automatisé des véhicules (ce type de parc n'est pas présent en Seine-Maritime).

Evaluation du risque

Caractéristiques des parcs de stationnement :

- Propagation des fumées facilitée
Les parcs de stationnement couverts constituent des espaces clos ou "milieux confinés", souvent de grande surface (jusqu'à 3000m² non recoupés par des murs et portes coupe-feu pour les parcs sans extinction automatique et 6000m² pour ceux qui en sont dotés) et de faible hauteur sous plafond. Ils sont donc propices à la propagation des fumées.
- Risques élevés de propagation du feu
Les véhicules y sont généralement stationnés en "bataille" et sont très serrés les uns aux autres de par la taille des places qui leur sont dévolues, ce qui favorise les risques de propagation d'un feu de véhicule vers les véhicules adjacents.
- Fort potentiel calorifique et fumigène
La part des matières plastiques dans la constitution des véhicules actuels est de plus en plus importante. Les potentiels calorifiques et fumigènes sont très élevés.

Eléments aggravants :

Il en résulte qu'en cas d'absence ou de dysfonctionnement des moyens de prévention (désenfumage, extinction automatique, ...), un feu sur un véhicule dans un parc de stationnement couvert peut très vite s'étendre aux autres véhicules tout en dégageant énormément de fumées et de chaleur pouvant mener à la fragilisation voire la ruine de l'édifice. Pour les sapeurs-pompiers, ce type d'évènement entraîne une intervention particulièrement complexe et de longue durée.

Localisation du risque

En 2014, 29 parkings sont répertoriés dans le Sdis de la Seine-Maritime et suivis en tant qu'établissements recevant du public par le groupement Prévention.

Retour d'expérience

International		
Gretzenbach (Suisse)	27 novembre 2004	Lors des opérations d'extinction d'un feu impliquant 3 voitures dans un parking souterrain, l'effondrement d'une dalle de béton de 90 m ² a entraîné la mort de 7 sapeurs-pompiers sur les 11 engagés sur l'intervention. Ce parking datant de 1974 n'était équipé d'aucun système de détection automatique d'incendie ni d'extinction automatique d'incendie.
Départemental		
Seine-Maritime	Entre 2010 et 2014	56 interventions pour feu dans un parking ont eu lieu en Seine-Maritime.

Scénario majorant retenu

Feu de plusieurs véhicules dans un parc de stationnement couvert avec propagation des fumées aux zones accueillant du public.

Couverture opérationnelle

Quel risque particulier ?	Les parcs de stationnement
Scénario majorant	Feu de plusieurs véhicules dans un parc de stationnement couvert avec propagation des fumées aux zones accueillant du public

Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)
--------	-----------------------------------

		Délai risque courant	30'	45'	60'	90'	120'
Moyens du Sdis	Groupe SAP		1				
	Groupe incendie			1			
	Groupe Commandement de colonne			1			
	Moyens de soutien technique opérationnel (CEAR, KARI, CEEVEP)						
Autres moyens	Unité investigation longue durée						

Limites et impossibles opérationnels

Intervention de l'unité d'investigation longue durée venant d'un autre département nécessaire.

Sites névralgiques

Définition

Les sites névralgiques sont les sites considérés comme ayant une activité d'importance vitale. Ils peuvent être :

- des centres téléphoniques,
- des centres de production d'électricité,
- certaines industries,
- ...

Evaluation du risque

Ces sites sont la plupart du temps des sites qui sont identifiés et étudiés dans une autre catégorie de risques particuliers. L'aspect importance vitale n'apporte pas de facteur aggravant en termes de sécurité mais plus en termes d'organisation de la société, d'économie nationale, ...

Localisation du risque

La liste précise de ces sites ne peut être diffusée et fait l'objet de la mention secret défense. Ces sites ne peuvent donc pas être localisés.

Retour d'expérience

Aucun retour d'expérience n'a été recensé dans ce domaine particulier.

Scénario majorant retenu

Le scénario majorant identifié pour ce type de site correspond aux scénarii identifiés en fonction de l'activité du site : bâtiment administratif et sensible, production d'énergie, raffinerie...

Couverture opérationnelle

En termes de couverture opérationnelle, c'est celle des scénarii majorants identifiés en fonction de l'activité qui sera préconisée, l'importance vitale associant à l'évènement redouté un enjeu fort économique, d'organisation, etc.

Les énergies renouvelables (sites éoliens onshore/offshore, champs de panneaux photovoltaïques,...)

Définition

Les énergies renouvelables concernent les sources d'énergie dont le renouvellement naturel est assez rapide pour qu'elles puissent être considérées comme inépuisables à l'échelle de temps humaine.

Cela concerne l'énergie :

- éolienne,
- photovoltaïque,
- biomasse (chaudière bois, méthanisation des déchets),
- géothermique.

Evaluation du risque

La gravité du risque se définit par le nombre de personnes impactées par l'arrachement de pales d'une éolienne ou l'explosion d'une chaudière bois.

La probabilité du risque est liée à la fréquence de passage à proximité de l'éolienne et de la puissance de la chaufferie.

Pour mémoire, la distance maximale de projection d'une pale est estimée à 215 m pour une éolienne de 65 m de hauteur.

Localisation

- deux parcs éoliens offshore de 500 MW chacun sont prévus au large du Tréport et de Fécamp. De nombreux parcs terrestres sont implantés dans le pays de Bray.
- des panneaux photovoltaïques ont été installés sur des immeubles collectifs notamment sur des communes de l'agglomération Rouennaise : Petit Quevilly, Canteleu, Le Trait.
- des champs de panneaux sont en projets dans les boucles de la Seine (Anneville-Ambourville).
- deux chaufferies biomasse bois de 5 MW à Rouen et une de 12 MW au Havre ont été implantées pour chauffer un ensemble immobilier.
- une usine de méthanisation existe dans le pays de Caux.
- pour la géothermie, cela ne concerne que quelques établissements isolés sur le département.
- augmentation de l'installation de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments.

Scénario majorant retenu

L'explosion suivie de feu d'une chaufferie collective bois aura des effets limités au sein de l'entreprise. Des débris peuvent être projetés et blesser une dizaine de personnes.

Retour d'expérience

National		
Dunkerque (Nord (59))	20 mars 2004	Un mat s'est couché suivi de l'éclatement de la nacelle, du rotor et de pales. Cet incident n'a provoqué aucune victime.

Couverture opérationnelle

L'ensemble des couvertures opérationnelles présentées dans l'étude des risques particuliers liés aux bâtiments et aux infrastructures, est suffisant pour couvrir le risque lié aux énergies renouvelables.

Les bâtiments d'habitation équipés de panneaux photovoltaïques en toiture tendent à devenir chose courante. Or, les interventions pour incendie impliquant ce type d'installations peuvent engendrer des risques pour les intervenants du Sdis. C'est pourquoi, des actions de sensibilisation et de formation des personnels doivent être mises en place.

Les risques liés aux transports collectifs

Transport en commun routier

Définition

Le transport en commun ou collectif routier consiste à transporter par voie routière plusieurs personnes ensemble. Il est généralement accessible en contrepartie d'un titre de transport payé par l'individu transporté ou un tiers.

Cela comprend :

- le transport urbain via les réseaux de bus,
- le transport de liaison interurbain et de la SNCF,
- le transport scolaire,
- le transport professionnel,
- le transport touristique.

Il s'insère dans le trafic routier général ou en milieu urbain sur des voies dédiées.

Evaluation du risque

La gravité du risque est définie par :

- le nombre de voyageurs transportés (environ 110 personnes dans un TEOR de l'agglomération rouennaise – 60 personnes dans un car moyen),
- la cinétique de déplacement du transport (plutôt faible allure dans les agglomérations et allure importante sur les voies routières),
- l'aménagement de la voie routière (autoroute, départementale,...).

Le risque lié au transport en commun routier est le risque particulier dont la probabilité d'occurrence est la plus élevée en Seine-Maritime.

La probabilité du risque est liée :

- au taux de fréquentation de la route empruntée, donc au nombre de véhicules et de passagers concernés (si on ramène la probabilité à l'individu) ;
- à la qualité du réseau routier ;
- aux conditions météorologiques.

La probabilité s'inscrit dans le même cadre que le risque routier global individuel.

Localisation

- le transport urbain est présent sur les différentes agglomérations de la Seine-Maritime (Rouen, Le Havre, Dieppe, Elbeuf, Fécamp, Bolbec),
- le transport de liaison interurbain et de la SNCF sont réservés à quelques liaisons entre certaines villes d'importance moyenne et différentes gares présentes sur les grandes lignes SNCF (Le Havre-Paris, Rouen-Amiens),
- les transports scolaires s'inscrivent par définition sur l'ensemble du réseau routier de la Seine-Maritime et notamment sur des voies départementales,
- les transports professionnels s'inscrivent par définition sur l'ensemble du département. Ce mode de transport reste toutefois beaucoup moins maillé et étendu que le transport scolaire et se répartit essentiellement autour des grands sites industriels ; il est en constante régression (du fait du rapport nombre de voyageurs/coût de la prestation en forte régression),
- le transport touristique est présent sur l'ensemble de la Seine-Maritime, autour des sites touristiques mais aussi sur les grands axes routiers traversant la Seine-Maritime (A13, A28 et A29) et à partir des ports du Havre et Dieppe.

Retour d'expérience

National		
Dardilly (Rhône (69))	17 mai 2003	Un car à étage venant d'Allemagne pour la Costa Brava, dérape sur la chaussée glissante au petit matin sur l'autoroute A6 à Dardilly près de Lyon et s'écrase en contrebas, 28 morts (dont les deux conducteurs) et 46 blessés.
Laffrey (Isère (38))	22 juillet 2007	Chute d'un autocar polonais en bas de la rampe de Laffrey sur la RN85 (au même endroit que l'accident du 18 juillet 1973 et de celui du 2 avril 1975), 26 pèlerins tués.
Margencel (Haute-Savoie (74))	2 juin 2008	Un autocar sur la RD 233 de Haute-Savoie, transportant une cinquantaine d'élèves de classe de cinquième d'un collège de Margencel, est percuté par un TER. Sept enfants ont été tués, 18 personnes blessées dont 4 grièvement.
Côte d'Or (21)	31 juillet 1982	Un accident suivi de feu, sur l'autoroute A6 près de Beaune, impliquant 2 cars transportant des enfants de retour de colonie de vacances et voitures, 53 personnes dont 44 enfants sont décédées.
Départemental		
Rouen	23 avril 2014	Accident d'un TEOR (sur la ligne T2) suite à un malaise du conducteur, 57 impliqués dont 24 blessés légers.
Rouen	5 février 2009	Accident d'un car scolaire, suite à son encastrement au niveau d'une trémie à Rouen, 39 blessés légers dont 34 enfants.
Rouen	15 juillet 2009	Accident d'un car scolaire, suite à son encastrement au niveau d'une trémie, 12 enfants blessés légers.
St Nicolas de la Taille	7 octobre 2008	Accident entre un car scolaire et une camionnette sur une route départementale à St Nicolas de la Taille. 12 des 24 enfants blessés légers plus 2 adultes blessés légers.
Bourg-Achard	29 septembre 1997	Carambolage impliquant une centaine de voitures, 3 poids-lourds et 2 motos (sans implication d'un transport collectif) sur environ 3 km par temps de brouillard suivi d'un incendie sur l'autoroute A13 au niveau de Bourg Achard (Département 27). 12 décédés et 94 blessés graves ou légers.

Scénario majorant retenu

On peut considérer 2 scénarios dimensionnants :

- accident de car en face à face avec un poids-lourd ou un corps fixe dimensionnant, impliquant une soixantaine de personnes (en majorité des blessés graves) et une très forte déformation du car (nécessitant des opérations de désincarcération importantes) ; ce scénario peut s'inscrire dans un scénario majeur de carambolage impliquant plusieurs véhicules et/ou dans un tunnel routier (Grand-Mare ou Jenner)
- accident de TEOR en agglomération rouennaise impliquant une centaine de personnes (en majorité des blessés graves) et une forte déformation du TEOR.

Couverture opérationnelle

Quel risque particulier ?	Transport en commun routier
Scénario majorant	Accident d'autocar avec nombreuses victimes (environ 50)

	Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)					
		Délai risque courant	30'	45'	60'	90'	120'
Moyens du Sdis	FPT	1					
	Groupe SAP		1				
	Groupe Désincarcération			1			
	Groupe Evacuation				1	1	
	Groupe Sauvetage/Extraction				1	1	
	Groupe Commandement de site				1		
	SSO						
	Moyens de soutien technique opérationnel (CEEVEP)						
Autres moyens	2 Groupes Evacuation						
	Hélicoptère						
	Moyens privés (ambulances privées, bus)						
	Moyens du dispositif ORSEC NOVI						

Limites et impossibles opérationnels

En fonction de l'activité opérationnelle à l'instant t, la prise en charge de plusieurs dizaines de personnes pourrait constituer une limite opérationnelle.

Transport collectif aérien

Définition

Le transport collectif aérien consiste à transporter à bord d'un avion plusieurs personnes ensemble. Il est généralement accessible en contrepartie d'un titre de transport payé par l'individu transporté ou un tiers. Cela concerne :

- des lignes régulières,
- des vols charters,
- des vols privés (loisirs ou affaires).

Il s'inscrit principalement dans le cadre des infrastructures aéroportuaires et des aérodromes.

Evaluation du risque

La gravité du risque est définie par le nombre de voyageurs :

- en vol charter, à bord d'un Boeing 757-200, on peut compter jusqu'à 235 sièges,
- en vol régulier, telle que la liaison Le Havre-Lyon, à bord d'un Beecraft 1900, on compte 19 sièges plus 2 pilotes,
- en vol privé, avec mise à disposition d'un pilote et d'un avion, le nombre de passagers peut être de moins de 10.

La gravité liée à l'état des victimes dépend également du délai de découverte et d'accès à l'appareil.

La probabilité du risque est liée au nombre de vols :

- les vols charters (vacances) concernent essentiellement la période d'avril à octobre, plus la période de fin d'année : globalement un vol par semaine au départ du Havre et de même au départ de Rouen ; à noter que le taux de remplissage des avions est très élevé,
- en vol régulier, on note 2 allers retours journaliers du Havre vers le hub de l'aéroport de Lyon,
- les vols privés restent aléatoires ; à noter toutefois le risque spécifique lié au survol des falaises, notamment autour d'Etretat.

Localisation du risque

- les 2 aéroports du Havre et de Rouen situés respectivement sur les communes du Havre-Octeville d'une part et de Boos/Franqueville-Saint-Pierre/Saint-Aubin-Celleville d'autre part. Les pistes constituent la zone la plus sensible, toutefois il convient d'y rajouter les zones voisines de l'aéroport (ZVA) situées dans un rayon de 8 km,
- l'aéroport du Havre a la particularité d'être en bordure de mer, sur le plateau au niveau haut de la falaise.
- les aéroports de Caen et Deauville sont à proximité immédiate de la Seine-Maritime et plus particulièrement du Havre (l'aéroport du Havre constituant une solution de secours pour les appareils à destination ou en provenance de ces 2 aéroports).
- différents aérodromes accueillent des aéronefs et sont susceptibles d'être utilisés par des petits appareils pour un usage d'affaire ou à titre privé ; à savoir Baons-le-Comte (Yvetot), Eu, Fécamp/Saint-Léonard, Gommerville/Saint-Romain-de-Colbosc, Saint-Aubin-sur-Scie (Dieppe) et Saint-Sylvain (Saint-Valéry-en-Caux).

Retour d'expérience

International		
Océan Indien	08 mars 2014	Un Boeing 777-200ER disparaît avec 239 personnes à bord. L'appareil opérait le vol MH370 entre Kuala Lumpur et Pékin. La recherche de l'appareil mobilise de grands efforts internationaux et devrait être la plus coûteuse de l'histoire de l'aviation avec une dépense de l'ordre de la centaine de millions de dollars un mois et demi après la disparition. En tenant compte des recherches conduites depuis le 8 mars et bien que l'épave de l'avion demeure introuvable, le Premier ministre malaisien Najib Razak annonce le 24 mars 2014 que l'avion s'est abîmé dans l'océan Indien, ne laissant aucun survivant.
San Francisco (Etats-Unis)	06 juillet 2013	Un Boeing 777 d'Asiana Airlines s'écrase à l'atterrissage à l'aéroport de San Francisco. L'accident fait 3 morts et 181 blessés (sur 291 passagers).
New-York (Etats-Unis)	15 janvier 2009	Un Airbus A320 d'US Airways est contraint d'amerrir sur le fleuve Hudson peu après son décollage suite à la panne de ses deux réacteurs après une collision d'oiseaux, l'ensemble des 155 passagers sont sauvés.

Méditerranée, au large de la Sicile	06 août 2005	Un ATR 72 assurant une liaison Bari-Djerba parvient à amerrir en Méditerranée en panne de carburant ; 16 personnes décédées et 23 rescapées.
National		
Quiberon (Morbihan (56))	30 juillet 1998	Un Beech 1900 D effectuant une liaison régulière Lyon-Lorient heurte un Cessna près de Quiberon (après être sorti de sa trajectoire habituelle pour survoler le paquebot Norway ; 15 décédés.
Mont-Saint-Odile (Bas-Rhin (67))	20 janvier 1992	Un airbus A320 s'écrase sur le Mont-Saint-Odile, en approche de l'aéroport de Strasbourg ; l'accident fait 87 décédés dont 6 après l'impact, et 9 blessés graves.
Départemental		
Le Havre	08 mars 2008	Un avion de tourisme avec 5 clients à bord rate son atterrissage sur l'aéroport du Havre par vent fort et difficulté technique (après plusieurs tentatives d'atterrissage effectuées sur l'aéroport de Deauville) : 1 blessé grave incarcéré (le pilote) et 5 blessés légers.

Scénario majorant retenu

Accident à l'atterrissage d'un vol charter, avec un départ de feu, impliquant 235 passagers dont une centaine de blessés graves et une centaine de blessés légers ; ce scénario peut s'inscrire dans un scénario spécifique d'amerrissage sur la mer en bordure de rivage ou en zone habitée située en ZVA.

Collision au niveau de l'aéroport entre un avion de tourisme et un avion assurant la ligne régulière Le Havre-Lyon, impliquant une vingtaine de personnes (en majorité des blessés graves) et une forte déformation d'un appareil.

Chute (notamment en phase de décollage ou d'atterrissage) d'un appareil en zone habitée, impliquant des victimes autres que les passagers, occasionnant secondairement des incendies et effondrements.

On peut également citer le scénario de recherche d'un appareil sur une zone de disparition étendue. La configuration du territoire de la Seine-Maritime n'est toutefois pas aggravante.

Couverture opérationnelle

Quel risque particulier ?	Transport collectif aérien
Scénario majorant	Accident à l'atterrissage d'un vol charter, avec un départ de feu, impliquant 235 passagers dont une centaine de blessés graves et une centaine de blessés légers

		Délais (T0 = heure de la demande)					
		Délai risque courant	30'	45'	60'	90'	120'
Moyens du Sdis	FPT	1					
	Groupe SAP		1				
	Groupe Désincarcération			1			
	Groupe Evacuation				1	1	
	Groupe Sauvetage/Extraction				1	1	
	Groupe Commandement de site				1		
	SSO						

	Moyens de soutien technique opérationnel (CEEM, CEEVEP)	
Autres moyens	4 Groupes Evacuation	
	Hélicoptère	
	Moyens de lutte contre l'incendie de l'aéroport	

Quel risque particulier ?	Transport collectif aérien
Scénario majorant	Collision entre deux avions au niveau de l'aéroport impliquant une vingtaine de personnes (en majorité des blessés graves) et une forte déformation d'un appareil

	Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)					
		Délai risque courant	30'	45'	60'	90'	120'
Moyens du Sdis	FPT	1					
	Groupe SAP		1				
	Groupe Désincarcération			1			
	Groupe Evacuation				1	1	
	Groupe Sauvetage/Extraction				1	1	
	Groupe Commandement du site				1		
	SSO						
	Moyens de soutien technique opérationnel (CEEM, CEEVEP)						
Autres moyens	4 Groupes Evacuation						
	Hélicoptère						
	Moyens de lutte contre l'incendie de l'aéroport						

Quel risque particulier ?	Transport collectif aérien
Scénario majorant	Chute d'un appareil en zone habitée, impliquant des victimes autres que les passagers, occasionnant secondairement des incendies et effondrements

	Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)					
		Délai risque courant	30'	45'	60'	90'	120'
Moyens du Sdis	FPT	1					
	Groupe SAP		1				
	Groupe Commandement de site				1		
	Groupe Sauvetage/Extraction				1	1	
	Groupe LIF				1		
	Groupe Evacuation				1	1	
	4 Groupes Evacuation						
Autres moyens	Hélicoptère						

Quel risque particulier ?	Transport collectif aérien
Scénario majorant	Recherche d'un appareil sur une zone de disparition étendue

La recherche d'un aéronef porté disparu pour lequel une balise de détresse a été déclenchée relève du dispositif ORSEC – SATER et est coordonnée par le Centre de coordination et de sauvetage (CSS) de Cinq-Mars-la-Pile pour la zone Ouest.

Dans ce cadre, le Sdis 76 peut être amené à engager sur le terrain plusieurs véhicules hors route afin d'effectuer des reconnaissances dans les zones identifiées par le CCS.

Limites et impossibles opérationnels

En fonction de l'activité opérationnelle à l'instant t, prise en charge de plusieurs dizaines de personnes pourrait constituer une limite opérationnelle.

Transport collectif fluvial

Définition

Le transport collectif fluvial consiste à transporter à bord d'un bateau plusieurs personnes ensemble. Il est généralement accessible en contrepartie d'un titre de transport payé par l'individu transporté ou un tiers.

Cela concerne :

- des « paquebots de croisières »,
- des « bateaux »,
- des bacs,
- des bateaux à voiles.

Evaluation du risque

La gravité du risque est définie par :

- le nombre de passagers :
 - un navire de croisière peut compter jusqu'à près de 1000 passagers.
 - les bateaux de croisière fluviale sur la Seine peuvent compter jusqu'à près de 400 personnes. L'estimation du nombre de passagers pour 2014 est de 40 000 (pour environ 30 000 en 2010).
 - les bacs de Seine peuvent embarquer jusqu'à 200 passagers et 28 véhicules légers, soit 2500 passagers/jours pour certains bacs.
- l'état des victimes qui dépend également de la température de l'eau, du courant et donc du délai de sortie de l'eau.

Des facteurs d'aggravation sont à prendre en compte lorsque l'on évoque le risque de transport collectif fluvial :

- l'aspect mobile du moyen de transport, notamment en cas de collision avec un autre élément flottant (navire ou conteneurs), dont la gravité du sinistre peut être accentuée par la nature de l'élément tiers (transport de matières dangereuses par exemple) entrant en collision avec le navire à passer,
- l'heure de survenue de l'évènement, particulièrement lorsque les passagers dorment (avec les risques liés aux locaux à sommeil).

La probabilité du risque est, quant à elle, liée :

- au trafic spécifique enregistré,
- au risque de collision avec un autre navire/embarcation lié au trafic général et au risque de perte de manœuvre d'un des 2 navires concernés,
- au risque d'une voie d'eau,
- aux activités "supports" exercées sur le navire concomitamment à la présence des passagers (travaux, buanderie,...) ;
- à la météo (visibilité, vent, courants,...).

La trajectoire méandreuse de la Seine reste un facteur aggravant.

Localisation du risque

- l'ensemble du parcours de la Seine sur le territoire du département est concerné, même si on peut distinguer la zone en amont de Rouen (dite "Basse Seine") et la zone en aval de Rouen (dite "Seine-Maritime")
- Les 8 bacs assurant la traversée de la Seine (Canteleu/Grand-Quevilly, Petit-Couronne/Val-de-la-Haye, La Bouille/Sahurs, Duclair/Berville-sur-Seine, Le Mesnil-sous-Jumièges/Yville-sur-Seine, Jumièges/Heurteauville, Yainville/Heurteauville et Port-Jérôme/Quillebeuf-sur-Seine.
- Les "quais" de Rouen, Caudebec, Villequier, Elbeuf, La Bouille.
- Le temps de l'Armada et de la Descente de Seine. (cf. grands voiliers)

Retour d'expérience

Seine-Maritime		
Seine	15 octobre 2009	Collision entre une barge et un vraquier suite à une avarie de barre occasionnant une importante voie d'eau sur la barge et son échouage ; 3 membres d'équipage secourus par le lamanage.
Seine	23 juin 1987	Le pétrolier japonais Fuyoh-Maru, en avarie de barre, aborde le pétrolier grec Vitoria alors qu'ils se croisent sur la Seine, en amont du pont de Tancarville. Le feu se déclare à bord du Vitoria, lège, puis une série d'explosions secoue le navire provoquant ainsi la mort du capitaine, du pilote et de 4 membres d'équipage. Cinq bateaux-pompes lutteront pendant 8 h avant de pouvoir s'approcher du Vitoria. 22 membres d'équipages sur 28 seront secourus. Le pétrolier coule sur place.

Scenarii majorants retenus

Collision entre un navire de croisière et un pétrolier sur la Seine (cf. Perte de manœuvre du pétrolier) impliquant 600 passagers à bord d'un navire au milieu de la Seine, présentant une voie d'eau et ayant subi l'effet d'une explosion partielle du pétrolier.

Incendie à bord d'un bateau de croisière fluvial de nuit à quai impliquant une centaine d'impliqués et quelques membres d'équipage brûlés suite à la lutte initiale contre l'incendie.

Voie d'eau sévère et rapide d'un bac, avec une cinquantaine de passagers suite à une avarie technique et une collision avec un navire.

Couverture opérationnelle

Quel risque particulier ?	Transport collectif fluvial
Scénario majorant	Collision entre un navire de croisière et un pétrolier sur la Seine (cf. Perte de manœuvre du pétrolier) impliquant 600 passagers à bord d'un navire au milieu de la Seine, présentant une voie d'eau et ayant subi l'effet d'une explosion partielle du pétrolier

		Délais (T0 = heure de la demande)					
Moyens		Délai risque courant	30'	45'	60'	90'	120'
Moyens du Sdis	Groupe SAP		1				
	Unité SAV eau intérieure			1			
	Groupe Commandement de site				1		
	Unité d'attaque IBN				1		
Autres moyens	Remorqueur						
	Bacs de la Seine						
	Sdis 14 et 27						
	Hélicoptère						

Ce type d'intervention nécessite une coordination avec les départements du Calvados et de l'Eure.

Quel risque particulier ?	Transport collectif fluvial
Scénario majorant	Incendie à bord d'un bateau de croisière fluvial de nuit à quai impliquant une centaine d'impliqués et quelques membres d'équipage brûlés suite à la lutte initiale contre l'incendie

	Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)					
		Délai risque courant	30'	45'	60'	90'	120'
Moyens du Sdis	Groupe SAP		1				
	Groupe Commandement de site				1		
	Groupe Sauvetage/Extraction				1	1	
	Groupe Evacuation				1	1	
	Unité d'attaque IBN				1	1	
	Unité SAV eaux intérieures			1			
Autres moyens	2 Unités d'attaque IBN						

Quel risque particulier ?	Transport collectif fluvial
Scénario majorant	Voie d'eau sévère et rapide d'un bac avec une cinquantaine de passagers suite à une avarie technique et une collision avec un navire

	Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)					
		Délai risque courant	30'	45'	60'	90'	120'
Moyens du Sdis	Groupe SAP		1				
	Groupe Commandement de site				1		
	Groupe Sauvetage/Extraction				1	1	
	Groupe Evacuation				1	1	
	Unité SAV eaux intérieures			1	1	1	
	Unité SAL				1		
Autres moyens	Dragon						
	Autres bacs						

Limites et impossibles opérationnels

En fonction de l'activité opérationnelle à l'instant t, prise en charge de plusieurs dizaines de personnes pourrait constituer une limite opérationnelle.

Transport collectif maritime

Définition

Le transport collectif maritime consiste à transporter à bord d'un navire plusieurs personnes ensemble. Il est généralement accessible en contrepartie d'un titre de transport payé par l'individu transporté ou un tiers.

Cela concerne :

- des « paquebots de croisières »,
- des « ferries »,
- des voiliers particuliers.

Evaluation du risque

La gravité du risque est étroitement liée à plusieurs critères :

- le nombre de passagers :
 - si un paquebot de croisière peut compter jusqu'à environ de 6 000 passagers et 1 000 membres d'équipage (cf. Oasis of the Seas en escale à Barcelone), les paquebots de passage en Seine-Maritime notamment au Havre accueillent un peu moins de 2 000 passagers et 1 000 membres d'équipage (cf. MSC Opéra : 1 712 passagers et 720 membres d'équipage ; Costa Néoromantica : 1 800 passagers et 662 membres d'équipage ; Queen Mary 2 : 3 090 passagers et 1 253 membres d'équipage) ;
 - les ferries au départ et à l'arrivée du Havre (destination Portsmouth) accueillent un peu moins de 1 000 passagers (le ferry le "Seven Sisters" en service au cours de l'année 2014 compte 800 passagers et 200 voitures).
- l'état des victimes.

Cette composante pourrait être retrouvée dans le cadre d'un abandon du navire, suite à un incendie ou une voie d'eau, elle est fonction de la température de l'eau, du courant, de la distance de la côte ou d'un point "refuge" et donc du délai de sortie de l'eau.

Des facteurs d'aggravation sont à prendre en compte lorsque l'on évoque le risque de transport collectif maritime :

- l'aspect mobile du moyen de transport, notamment en cas de collision avec un autre élément flottant (navire ou conteneurs), dont la gravité du sinistre peut être accentuée par la nature de l'élément tiers (transport de matières dangereuses par exemple) entrant en collision avec le navire à passer ;
- l'heure de survenue de l'évènement, particulièrement lorsque les passagers dorment (avec les risques liés aux locaux à sommeil).

Un élément favorable sur le territoire est que les navires à passagers fréquentant les ports seino-marins répondent à des critères de sécurité élevés.

La probabilité du risque, quant à elle, est liée :

- au trafic spécifique enregistré (à titre d'exemple, le grand port maritime du Havre comptait en 2013, 757 000 passagers transportés pour 6 019 escales de navires dont 121 escales de paquebots de croisières,
- au risque de collision avec un autre navire/embarcation liée au trafic général et au risque de perte de manœuvre d'un des 2 navires concernés,
- au risque d'une voie d'eau,
- aux activités "supports" exercées sur le navire concomitamment à la présence des passagers (travaux, buanderie,...),
- à la météo (visibilité, vent, courants,...).

Localisation du risque

Le département de la Seine-Maritime présente une façade maritime de 154 km de côte et 31 km d'estuaire, au large de laquelle différents navires transitent.

On retiendra toutefois les 2 principaux ports :

- le grand port maritime du Havre (GPMH) qui accueille de nombreux ferries dans le cadre de lignes journalières et saisonnières vers l'Angleterre via deux compagnies "DFDS Seaways" et "Brittany ferries" et de nombreux paquebots de croisières tout au long de l'année.
- le port de Dieppe qui accueille de nombreux ferries dans le cadre d'une ligne journalière vers l'Angleterre via la compagnie "DFDS Seaways"

Il est également à préciser que, ponctuellement, certaines manifestations recevant du public peuvent accueillir d'autres bateaux moins volumineux (depuis différents ports). Ces manifestations ont pour objectif de découvrir les ports ou ont lieu dans le cadre de courses de voiliers au large (parmi les plus célèbres : la "Route du Café" au départ du Havre ou le "Trophée des Multicoques" de Fécamp). A cela s'ajoutent les éventuelles parades ou passages des bateaux de l'Armada de Rouen en rade du Havre.

Retour d'expérience

International		
Corée du Sud	16 avril 2014	Le naufrage du ferry le Sewol a permis de ne sauver que 172 rescapés sur les 476 passagers et membres d'équipage.
Italie	7 mai 2013	Une avarie du porte-conteneurs le Jolly Nero le fait s'encrasser sur la vigie du port de Gênes, malgré des pilotes à bord, la présence de remorqueurs et un temps calme.
Italie	13 janvier 2012	L'échouage du Costa Concordia en Toscane suite à une imprudence de l'équipage du navire a fait 32 morts sur les 3780 passagers et 1100 membres d'équipages.
Etats-Unis	25 mai 2003	L'explosion d'une chaudière suivie d'un violent incendie sur le paquebot Norway (ex. France) au port de Miami a causé la mort de 6 marins.
National		
Pas de Calais	1er mai 2014	Un incendie à bord d'un ferry en provenance de Calais à son arrivée dans le port de Douvres a entraîné 10 blessés légers parmi l'équipage et les secours alors que les passagers ont pu être évacués sans incident.
Seine-Maritime		
Le Havre	19 août 2004	Un incendie à bord d'un paquebot ukrainien le « Olivia » s'est déclaré au niveau d'un espace buanderie (suite au dysfonctionnement d'un sèche-linge industriel). En escale au port du Havre, le personnel du bord est parvenu à éteindre l'incendie à l'arrivée des secours.
Dieppe	3 juillet 2004	Le ferry le « Dieppe » éperonne la jetée du port de Dieppe et présente une importante voie d'eau, il n'y a eu aucun blessé parmi les 123 passagers évacués à quai après l'assistance d'un remorqueur.
Le Havre	7 juin 2001	Un incendie s'est déclaré au niveau d'un espace buanderie à bord d'un bateau de croisière sur la Seine le « Normandie ». En escale au port du Havre, après 2 heures d'investigation et de lutte, un blessé léger a été recensé parmi l'équipage après l'évacuation des passagers à quai.
Baie de Seine	20 novembre 1995	Une collision entre le chimiquier le « Happy Fellow » et un porte-conteneurs le « Darfur » en baie de Seine, a eu lieu. L'éventrement du chimiquier est survenu au niveau du château épargnant les cuves de gaz qui auront été torchées au niveau

		d'un appontement spécialisé du port du Havre. 5 membres d'équipages sont blessés dont 1 gravement.
Le Havre	20 août 1992	Le bateau à passagers, assurant la visite du port du Havre, la « Salamandre » a coulé, accostée à quai suite à une importante voie d'eau au niveau des cuisines, malgré les moyens d'épuisement mis en œuvre par les sapeurs-pompier. Aucun blessé n'a été à déplorer.
Dieppe	25 janvier 1990	Suite à un fort coup de vent, le ferry le « Chartres » est rossé contre la jetée du port de Dieppe et subit une importante voie d'eau. Le navire remorqué au port, les passagers ont pu être évacués sans incident. L'épuisement de plus de 48h a permis de remédier à la gîte du navire ayant atteint 15°.
Le Havre	2 février 1987	L'incendie et l'explosion en salle des machines du pétrolier le « Ott Garth » en sortie de Seine, suivi de son échouage sur la digue du Ratier ; a entraîné la mort de 3 personnes et 10 blessés dont 2 graves. Le feu a été éteint par les sapeurs-pompier et depuis l'abeille 31 (moyens remorqueurs) grâce au déversement massif de mousse dans l'espace machine.
Le Havre	18 janvier 1965	L'explosion suivi de l'incendie d'un pétrolier, le « Port Manech », après une collision dans le chenal du port avec le cargo le « Lucile Bloomfield » a fait recenser 7 décédés et 22 rescapés dont certains grièvement brûlés. Le pétrolier a fini par s'échouer en pied de falaise.

Scenarii majorants retenus

On peut considérer pour ce risque 3 scenarii dimensionnants :

- la collision entre un ferry et un pétrolier en entrée du port du Havre (dans le cas par exemple de la perte de manœuvre du pétrolier) impliquant 100 passagers à bord du ferry, présentant une voie d'eau et un incendie avec explosion partielle du pétrolier, devant la plage du Havre,
- un incendie à bord d'un paquebot de croisière de nuit à quai impliquant plusieurs centaines d'impliqués dont certains blessés à l'occasion de l'évacuation à terre et quelques membres d'équipage brûlés suite à la lutte initiale contre l'incendie,
- un échouage puis un début d'incendie du ferry suite à une collision contre la digue par météo défavorable.

Couverture opérationnelle

Si l'intervention en mer n'est pas du ressort du Sdis, la convention avec les deux centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage (CROSS Gris Nez et CROSS Jobourg) inscrit la mission d'évaluation à bord d'un navire afin de préparer au mieux son accueil au port.

Les moyens des remorqueurs des ports maritimes font également l'objet d'une convention avec le Sdis permettant leur sollicitation.

Limites et impossibles opérationnels

En fonction de l'activité opérationnelle à l'instant t, prise en charge de plusieurs dizaines de personnes pourrait constituer une limite opérationnelle.

Transport collectif ferroviaire

Définition

Le transport en commun, ou collectif, ferroviaire consiste à transporter par train(s) plusieurs personnes ensemble. Il est généralement accessible en contrepartie d'un titre de transport payé par l'individu transporté ou un tiers.

On y retrouve :

- les trains à grande vitesse (TGV),
- les trains Intercités,
- les trains express régionaux (TER).

Il transite sur les voies ferrées, communes au trafic marchandises et croise en différents passages à niveau le flux routier.

Evaluation du risque

La gravité du risque est étroitement liée au nombre de voyageurs :

- un train Intercités transporte environ 400 personnes,
- un TGV Duplex comporte 500 places.

Le TGV ne dispose pas à ce jour d'une ligne spécifique et circule à allure limitée au même titre que les trains Intercités.

La probabilité du risque est, quant à elle, liée :

- au taux de fréquentation des trains soit le nombre de trains concernés et le nombre de passagers considérés (en associant la probabilité à l'individu).

La proximité de Paris depuis Rouen offerte par le transport ferroviaire implique un volume très important de passagers journaliers au départ de Rouen pour Paris.

- au nombre de passages à niveau qui augmente la probabilité d'un accident avec un véhicule routier.

La nature et le volume de matières dangereuses transportées sur les voies ferrées constituent une source d'aggravation du risque dans l'hypothèse d'une collision avec un train à passagers.

Localisation du risque

Le transport ferroviaire est présent sur les différentes agglomérations de la Seine-Maritime (Rouen, Le Havre, Dieppe, Elbeuf, Fécamp, Bolbec)

Toutefois, la Seine-Maritime comprend deux principales lignes : Le Havre/Rouen/Paris et Rouen/Amiens.



Figure 7: Tracé du réseau ferré de Haute-Normandie (Source : Réseau Ferré de France)

Retour d'expérience

International		
Espagne	24 juillet 2013	Le train à grande vitesse Madrid-Ferrol a déraillé peu avant la gare de Saint-Jacques-de-Compostelle suite à une vitesse trop élevée. On dénombre 79 morts et 140 blessés sur les 222 passagers.
National		
Yvelines	25 juillet 2014	Le TGV Le Havre-Marseille percute une voiture à un passage à niveau sur la commune de Nézel. Les 350 passagers indemnes ont été évacués sur place.
Pyrénées-Atlantiques	17 juillet 2014	Un TER Pau-Bordeaux (avec 60 passagers) rattrape et heurte le TGV Tarbes-Paris (178 passagers) suite à une défaillance technique. 40 blessés dont 3 graves ont été recensés.
Alpes-Maritimes	8 février 2014	L'autorail touristique Nice-Digne déraillé suite à la chute d'un bloc de pierre atteignant le milieu de la rame. L'évènement a fait 2 morts et 9 blessés.
Essonne	12 juillet 2013	Vers 17h, le train Intercités Paris-Limoges déraillé en gare de Brétigny-sur-Orge faisant 7 morts et 30 blessés dont 10 graves sur les 350 passagers malgré l'absence de passagers sur le quai.
Ille et Vilaine	12 octobre 2011	Une collision entre le TER Rennes/Saint-Malo et un camion bloqué à un passage à niveau à Saint-Médard-sur-Ile a fait 3 morts et 48 blessés dont 6 graves.
Haute-Savoie	2 juin 2008	Un autocar sur la RD 233, transportant une cinquantaine d'élèves de classe de cinquième d'un collège de Margencel, est percuté par un TER. 7 enfants ont été tués, 18 personnes blessées dont 4 grièvement.
Bouches-du-Rhône	18 septembre 2009	Le TER Marseille-Laon déraillé vers 17h30 entre Rognac et Berre l'Etang à cause de fortes pluies ayant provoqué une coulée de boue. On dénombre 7 blessés légers (la circulation dans le sens opposé a pu être arrêtée à temps).
Paris	5 avril 2007	A Paris, un train de banlieue en provenance de Château-Thierry percute un heurtoir à faible allure blessant légèrement 58 personnes.
Meurthe-et-Moselle	6 novembre 2002	A Nancy, un incendie dans une voiture du train de nuit Paris-Munich dû au vêtement d'un personnel de bord posé sur une plaque chauffante provoque la mort de 12 personnes.
Dordogne	8 septembre 1997	Un autorail assurant la liaison Bordeaux-Sarlat entre en collision à un passage à niveau à Prot-Sainte-Foy avec un camion-citerne d'hydrocarbure bloqué sur les voies. On dénombre 13 morts et 43 blessés dont 10 gravement brûlés.
Seine-et-Marne	17 octobre 1991	A 6h29, en gare de Melun, le train couchettes Nice-Paris est percuté par un train de marchandise. On dénombre 16 morts et 57 blessés parmi les 127 passagers.
Eure	8 juillet 1985	La collision entre le train Intercités Le Havre-Paris et un camion bloqué à un passage à niveau à St-Pierre-de-Vauvray entraîne la mort de 9 personnes et implique 60 blessés.
Aisne	16 juin 1972	On dénombre 108 morts et 87 blessés après que deux autorails circulant l'un dans le sens Paris-Laon et l'autre en sens inverse percutent près de Vierzy suite à des éboulis provenant de la voûte du tunnel, fragilisée par des travaux.
Départemental		
Barentin	26 juin 2013	Le TGV Le Havre-Marseille percute une femme en gare de Barentin. Le train reste immobilisé sur le viaduc de Barentin avant de pouvoir repartir à allure réduite jusqu'à une prochaine

		gare de transfert. Aucun blessé n'a été recensé parmi la centaine de passagers.
--	--	---

Scenarii majorants retenus

On peut considérer pour ce risque 3 scenarii dimensionnant :

- déraillement de train à cinétique assez élevée, impliquant 300 passagers dont un tiers de blessés graves et deux tiers de blessés légers, avec une très forte déformation de 3 wagons (nécessitant des opérations de désincarcération importantes).

Le scenario peut s'inscrire dans un scénario majeur de localisation du train dans un tunnel ou sur un ouvrage d'art.

- collision entre 2 trains, en choc frontal ou en choc avant/arrière.
- non arrêt du train Intercités en gare du Havre, impliquant une cinquantaine de blessés légers et deux blessés graves.

Il faut aussi considérer :

- le scenario d'attentat à bord d'un train (voir paragraphe sur la menace terroriste),
- le train bloqué en pleine voie en pleine chaleur ou dans la neige (voir paragraphe sur les températures extrêmes),
- l'éboulement sur la voie ferrée avec impact sur le train (voir paragraphe sur les mouvements de terrain).

Couverture opérationnelle

Quel risque particulier ?	Transport collectif ferroviaire
Scénario majorant	Accident de train avec nombreuses victimes

	Moyens	Délai risque courant t	Délais (T0 = heure de la demande)				
			30'	45'	60'	90'	120'
Moyens du Sdis	FPT	1					
	Groupe SAP		1				
	Groupe Désincarcération			1			
	Groupe Evacuation				1	1	
	Groupe Sauvetage/Extraction				1	1	
	Groupe Commandement de site				1		
	SSO						
	Moyens de soutien technique opérationnel (CEEVEP)						
Autres moyens	2 Groupes Evacuation						
	Hélicoptère						

	Moyens privés (ambulances privées, bus)	
	Moyens du dispositif ORSEC NOVI	

Limites et impossibles opérationnels

En fonction de l'activité opérationnelle à l'instant t, la prise en charge de plusieurs dizaines de personnes pourrait constituer une limite opérationnelle.

Transport collectif guidé

Définition

Un système de transport guidé comprend l'ensemble des métros, automatiques ou non, les tramways, les autobus guidés par caméra optique ou par un système magnétique ainsi que les appareils dénommés remontées mécaniques (hors des zones de montagne).

Localisation du risque

La Seine-Maritime dispose de plusieurs transports collectifs guidés. Ainsi, les lignes existantes sont celles des :

- tramway ou « Métro » de Rouen,
- tramway du Havre,
- funiculaire du Havre,
- funiculaire du Tréport.

Nous pouvons aussi noter que d'autres lignes ont existé. Même si elles sont fermées depuis les années vingt, ces lignes comptent parmi le patrimoine local :

- tramway d'Elbeuf,
- tramway Eu-Le Tréport-Mers les Bains
- tramway Saint-Romain de Colbosc

Evaluation du risque

Les deux types de transport guidé présents dans le département présentent un socle commun de risques liés :

- à la présence de public,
- à la maintenance et à l'entretien technique du matériel,
- à l'électricité utilisée pour alimenter les dispositifs.

Ces modes de transport peuvent présenter des facteurs aggravants selon :

- les conditions météo,
- les passages souterrains,
- etc...

Par ailleurs, les installations de tramway disposent de leurs propres risques. La présence d'usagers et d'autres moyens de transport peuvent générer des accidents :

- sur les voies : entre deux rames, entre les autres usagers de la route (bus, poids-lourds, cyclistes, piétons, voitures, etc.),
- entre un quai et une voie : piétons qui traversent.

Leur alimentation en courant continu, génère aussi un risque électrique non négligeable.

Retour d'expérience

Funiculaires/téléphériques

International		
Sölden (Autriche)	5 septembre 2005	Un bloc de béton, perdu par un hélicoptère qui en faisait le transport vers un glacier situé en amont, aurait percuté une cabine de téléphérique près de Sölden (Autriche). 9 personnes ont été tuées.
Kaprun (Autriche)	11 novembre 2000	L'incendie d'un funiculaire dans un tunnel reliant la station de Kaprun au glacier de Kitzsteinhorn dans les Alpes autrichiennes a causé la mort de 155 personnes.
Dolomites (Italie)	3 février 1998	Un avion militaire américain sectionne le câble d'un téléphérique à Cavalese, station de ski des Dolomites (Italie), les 20 passagers de la cabine sont tués.
Val d'Aoste (Italie)	13 février 1983	11 morts dans le Val d'Aoste à la suite d'une erreur humaine entraînant une collision entre deux télécabines.
Dolomites (Italie)	10 mars 1976	42 morts dans la chute d'une cabine du téléphérique à Cavalese à la suite de la rupture d'un câble porteur.
Canton du Valais (Suisse)	13 juillet 1972	13 morts à Betten-Bettmeralp (Haut Valais, Suisse) dans la chute d'un téléphérique.
Dolomites (Italie)	6 décembre 1970	La chute d'un téléphérique près de Merano tue 5 personnes.
National		
Saint Etienne en Dévoluy, (Hautes-Alpes)	1er juillet 1999	20 morts dans la chute d'un téléphérique dans le pic de Bure, près de la station de ski de Saint-Etienne en Dévoluy (Hautes-Alpes).
Vaujany, (Savoie)	13 janvier 1989	8 morts dans un accident de téléphérique en cours d'essais à Vaujany, station proche de Val d'Isère.
Luz-Ardiden, (Hautes-Pyrénées)	1er mars 1987	La chute d'une cinquantaine de nacelles d'un télésiège à l'arrivée à Luz-Ardiden fait 6 morts.
Les Deux-Alpes, (Isère)	26 octobre 1972	Deux cabines se heurtent au cours d'essais à la station des Deux-Alpes faisant 9 morts parmi les techniciens.

Tramway

Tramway de Rouen	
28 janvier 2014	A l'arrêt Avenue de Caen à Rouen, une jeune fille de 15 ans est morte écrasée par une rame de métro.
21 janvier 2013	Une automobiliste coupe les voies du tramway alors qu'une rame arrive. La voiture est alors trainée sur une dizaine de mètres. Aucun passager présent dans la rame n'est blessé mais la conductrice a été désincarcérée. L'accident est sans gravité, mais le bilan matériel est important.
24 janvier 2011	Une femme âgée de 80 ans est fauchée par une rame près de la station Léon Blum au Grand-Quevilly.
30 janvier 2010	Une jeune femme de 33 ans meurt écrasée par une rame à la station François Truffaut, en plein centre-ville du Petit-Quevilly.
7 avril 2006	Collision entre une rame et un bus à l'intersection de la rue de la Libération et de l'avenue Jean-Jaurès à Sotteville-lès-Rouen à proximité de la station hôtel de ville de Sotteville. Le bus a été poussé sur six mètres, les quelques voitures alentours ont des dégâts minimes. Le bilan fait état de 14 blessés légers, dont les deux conducteurs, ils ont été hospitalisés au CHU Charles Nicolle et à la clinique de l'Europe à Rouen.

30 août 2004	Une rame de tramway percute par l'arrière une autre rame dans la partie centrale en tunnel, entre les stations Gare-rue Verte et Beauvoisine. Le bilan humain de cet accident s'élève à 18 personnes blessées, dont les deux conducteurs de tramway (rames percutante et percutée). Les cabines avant et arrière des rames impliquées ont été détruites. L'infrastructure en elle-même, n'a pas été endommagée.
--------------	---

Des événements similaires peuvent être relevés sur les lignes du tramway du Havre, en service depuis fin 2012, mais n'ont pas fait l'objet d'un recensement.

Scenarii majorants retenus

On peut considérer pour ce risque 2 types distincts de scenarii dimensionnant :

- collision du tramway avec un autre véhicule de transport collectif,
- chute du funiculaire en contrebas avec nombreuses victimes.

Couverture opérationnelle

Quel risque particulier ?	Transport collectif guidé : tramway
Scénario majorant	Collision du tramway avec un autre véhicule de transport collectif

	Moyens	Délais (T _D) = heure de la demande)					
		Délai risque courant	30'	45'	60'	90'	120'
Moyens du Sdis	FPT	1					
	Groupe SAP		1				
	Groupe Désincarcération			1			
	Groupe Evacuation				1	1	
	Groupe Sauvetage/Extraction				1	1	
	Groupe Commandement de site				1		
	Demi-unité SDE				1		
	SSO						
	Moyens de soutien technique opérationnel (CEEVEP)						
Autres moyens	2 Groupes Evacuation						
	Hélicoptère						
	Moyens privés (ambulances privées, bus)						
	Moyens du dispositif ORSEC NOVI						

Quel risque particulier ?	Transport collectif guidé : funiculaire
Scénario majorant	Chute du funiculaire en contrebas avec nombreuses victimes

	Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)					
		Délai risque courant	30'	45'	60'	90'	120'
Moyens du Sdis	FPT	1					
	Groupe SAP		1				
	Groupe Désincarcération			1			
	Groupe Evacuation				1	1	
	Groupe Sauvetage/Extraction				1		
	Groupe Commandement de site				1		
	Unité SDE				0,5	0,5	
	Unité GRIMP				1		
	SSO						
	Moyens de soutien technique opérationnel						
Autres moyens	Hélicoptère						
	Moyens privés (ambulances privées, bus)						
	Moyens du dispositif ORSEC NOVI						

Limites et impossibles opérationnels

En fonction de l'activité opérationnelle à l'instant t, la prise en charge de plusieurs dizaines de personnes pourrait constituer une limite opérationnelle.

Les risques liés au transport de matières dangereuses

Définition

Le transport de marchandises comprend tout mouvement de marchandises à bord d'un mode de transport quel qu'il soit : ferroviaire, routier, fluvial, maritime, aérien, par canalisations, ...

Il se mesure en tonnes-kilomètres ou, sur un trajet donné en tonnes.

Le transport des matières dangereuses lié à l'aspect portuaire et manutention notamment sur les terminaux ainsi que le transport de matières, colis ou déchets radioactifs, seront traités dans la partie risque industriel.

Evaluation du risque

Le risque du transport de matières dangereuses peut être évalué quel que soit le mode de transport choisi pour acheminer les marchandises. En effet, outre les moyens techniques liés à la localisation du sinistre et à la quantité transportée, le type de matière considéré est primordial pour en évaluer le risque.

De ce fait, les effets à craindre lors d'un accident de transport de matières dangereuses, en fonction des matières transportées, sont de 4 types :

- des effets thermiques dus à la combustion d'un produit inflammable ou à une explosion. Il en résulte des brûlures plus ou moins graves ;
- des effets mécaniques dus à la surpression, résultant d'une onde de choc provoquée par une explosion. Il en résulte des lésions aux tympans, poumons, etc.,
- des effets toxiques résultent de l'inhalation, du contact ou de l'ingestion d'une substance chimique toxique suite à une fuite ou à l'inflammation de produits toxiques. Les effets peuvent être, par exemple, un œdème du poumon ou une atteinte au système nerveux ;
- une pollution du milieu naturel suite à une fuite ou à un épandage.

En termes de probabilité d'occurrence, en théorie, plus un moyen de transport est utilisé, plus les risques de devoir surmonter un événement non souhaité sont élevés. Cependant, cette probabilité d'occurrence peut être aggravée par d'autres éléments tels que :

- l'entretien des contenants,
- le niveau de remplissage des contenants,
- la malveillance,
- le mélange de produits incompatibles,
- les conditions particulières de transport,
- l'accident de transport,
- etc.

Transport par canalisations

La principale cause de perte de confinement d'une canalisation de transport est l'endommagement externe, en général lors de travaux effectués à proximité de l'ouvrage. En effet, plus de la moitié des fuites, et la quasi-totalité des ruptures complètes (par exemple l'accident de Ghislenghien en Belgique le 30 juillet 2004) sont attribuées à cette cause.

Les autres causes possibles sont la corrosion externe ou interne, les défauts de matière ou de soudage, les fuites sur joints ou brides, les réactions chimiques, etc.

Transport fluviomaritime

Les principales causes de perte de confinement de produit d'un navire ou d'un convoi "chimique" sont l'explosion ou l'incendie d'un navire ou d'un convoi, en général suite à une collision.

Transport routier

La principale cause de perte de confinement d'une citerne routière est l'accident routier avec rupture du contenant.

Transport ferroviaire

La principale cause de perte de confinement d'un ou plusieurs wagons de transport de matière dangereuse est l'endommagement externe, en général suite à un déraillement.

Localisation du risque

Transport par canalisations

On distingue dans le département, 3 types de canalisations :

- les canalisations de gaz combustible qui alimentent les principales villes et zones industrielles du département,
- les canalisations de produits pétroliers qui relient le terminal pétrolier d'Antifer et les zones industrielles de la vallée de la Seine à la région parisienne, l'ouest et le nord de la France,
- les canalisations de produits chimiques qui permettent des échanges entre industries.

Canalisations de transport de matières dangereuses

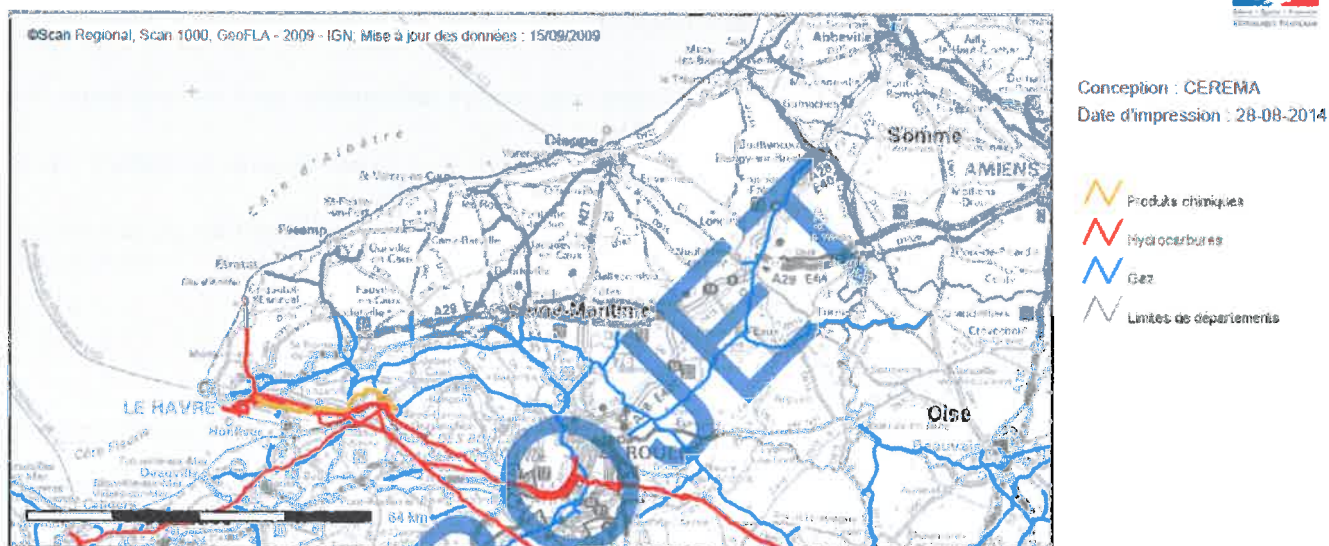


Figure 8 : Canalisations de transport de matières dangereuses (Source : CEREMA – 09/2009).

Transport fluviomaritime

Transport fluvial : le tissu dense des industries chimiques et pétrolières de la vallée de la Seine fait de ce fleuve un vecteur très important pour le transport de toutes sortes de marchandises (hydrocarbures divers, produits chimiques, propane, butane, ammoniac, liquides inflammables, explosifs, etc.).

Transport maritime : la Seine-Maritime, avec 2 grands ports maritimes, 1 terminal pétrolier, 1 port d'intérêt national et 2 ports départementaux, représente la 1^{ère} façade maritime française.

La Manche est une zone de risques importants, par la nature des produits transportés (hydrocarbures, produits chimiques, gaz liquéfiés) et l'important flux croisé entre les navires en traversée et ceux en transit. Le trafic de marchandises dangereuses du port du Havre est essentiellement constitué de produits pétroliers, de produits chimiques et de gaz.

Transport routier

L'ensemble du département est concerné par le transport routier de matières dangereuses. En effet, toutes les communes de la Seine-Maritime sont impactées par ce vecteur de transport dans la mesure où nombre de seino-marins disposent de systèmes de chauffage dont le combustible est livré par poids-lourds.

Le transport routier est très largement utilisé par tous les secteurs d'activité.

En effet, sa souplesse d'utilisation lui permet d'assurer un trafic et un service de « porte-à-porte » pour les approvisionnements et les expéditions industrielles, ainsi que pour la distribution des carburants et les livraisons en milieu domestique.

Même s'il ne représente qu'un faible pourcentage du trafic de matières dangereuses, il constitue un risque diffus, présent en tous points du territoire départemental. Toutes les communes de Seine-Maritime sont ainsi concernées par les risques liés à ce mode de transport.

Transport ferroviaire

Le maillage serré des infrastructures ferroviaires en Seine-Maritime permet de desservir 10 gares qui possèdent alors une activité « arrivage-expédition » dont une part importante de marchandises dangereuses.

D'autres gares représentent des sites à risques particuliers du fait des opérations de manutention réalisées, des quantités de matériaux en attente d'expédition ainsi que des volumes, de l'hétérogénéité et des compatibilités des matières présentes.

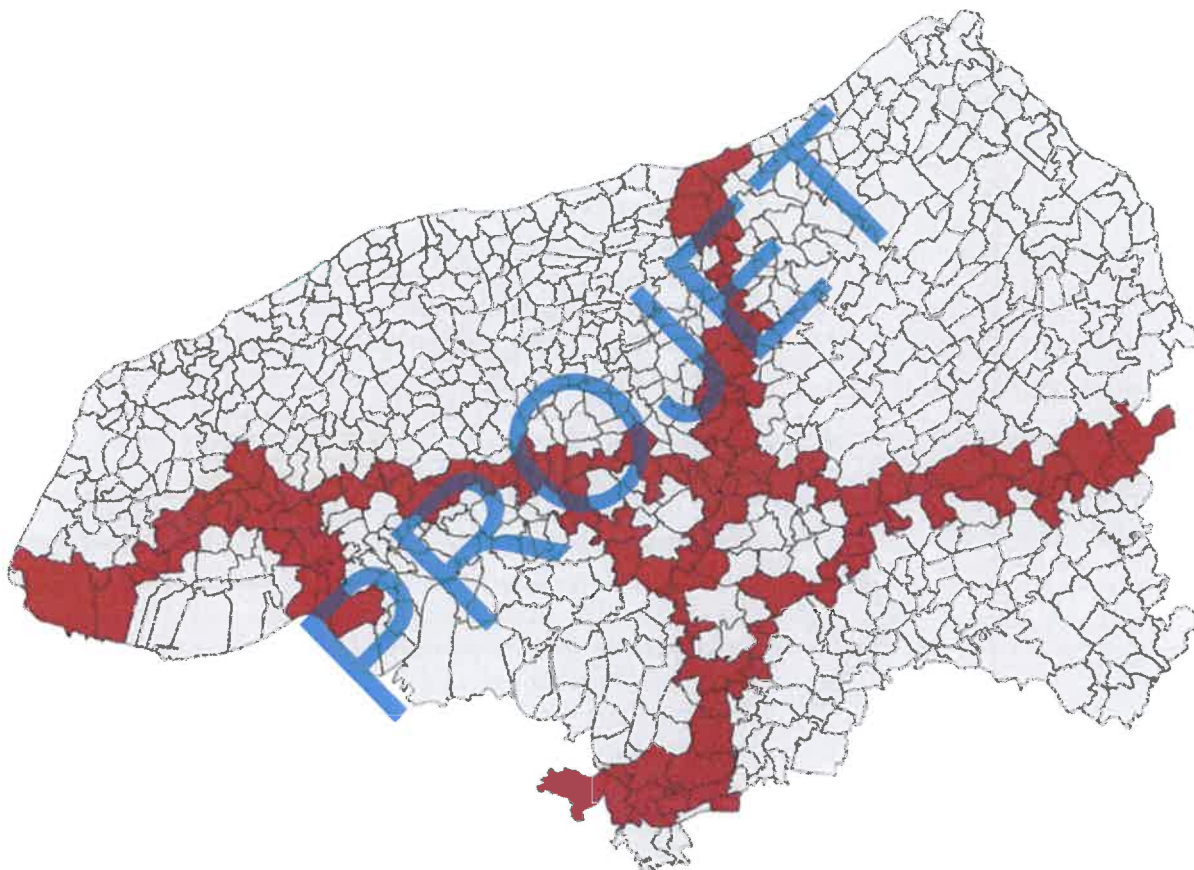


Figure 9 : Les communes concernées par le transport de matières dangereuses par voie ferrée (source : DDRM 76)

Retour d'expérience

Transport par canalisation

International		
Ghislenghien (Belgique)	30 juillet 2004	<p>Une violente explosion se produit sur un gazoduc reliant Zeebrugge à la frontière franco-belge, dans une zone industrielle.</p> <p>Au 08/09, le bilan est très lourd : 24 personnes décédées (5 pompiers, 1 policier, des employés d'entreprises voisines), 50 blessés graves, brûlés pour la plupart, répartis dans les hôpitaux du pays et du nord de la France, et 79 blessés plus légers. Le plan d'urgence le plus élevé est déclenché, un centre</p>

		<p>de crise fédéral est mis en place. Les populations sont invitées à se confiner, les autoroutes E429 et A8 coupées jusqu'en fin d'après-midi ainsi que la nationale 7. Le pays met en œuvre de gros moyens en hommes et matériels (5 hélicoptères, armée), renforcés par ceux envoyés par la France (65 secouristes, 13 ambulances, des hélicoptères, un poste médical avancé), l'Allemagne, le Luxembourg, les Pays-Bas. Les dégâts sont très importants et étendus : selon les témoins, un cratère d'une dizaine de m de diamètre et d'une profondeur de 5 m, zone brûlée sur plusieurs centaines de m, voitures calcinées jusqu'à 500 m, débris éparpillés jusqu'à 6 km. Un tronçon de la canalisation de 6 t est retrouvé à 150 m. Selon la presse, des traces suspectes (prof. : 10 mm) auraient été constatées sur le tronçon récupéré favorisant la thèse défendue par l'exploitant du gazoduc d'un dégât déjà causé par un engin. Selon ce dernier, une modification du mode d'exploitation du pipeline cumulée à cette dégradation a pu conduire à la fuite. L'exploitation du pipeline reprend le 10/09/04. Celle du pipeline voisin, légèrement endommagé lors de l'accident, avait repris le 09/08/04. Le bilan final est de 24 morts et 132 blessés. Le procès, visant à déterminer les responsabilités dans la catastrophe, s'est déroulé du 15 juin 2009 au 22 février 2010, au tribunal correctionnel de Tournai ; 11 des 14 prévenus sont acquittés, dont la mairie d'Ath, l'exploitant du gazoduc, et le commanditaire des travaux ; 3 personnes sont condamnées, pour « homicide involontaire par défaut de prévoyance ou de précaution », dont l'architecte responsable des travaux, la société réalisant les travaux, et le conducteur des travaux.</p>
National		
Saint-Martin-De-Crau (Bouches du Rhône (13))	07 août 2009	<p>Une fuite est détectée sur un pipeline de pétrole constitué de tubes rivés soudés. L'accident a lieu sur un site Natura 2000 dans la réserve naturelle de la Crau abritant plusieurs espèces protégées. Des reconnaissances aériennes sont effectuées, un périmètre de sécurité est établi. Un « geyser » de 3 à 4 m de haut sort d'une rupture « boutonnière » de 15 cm de large et de 1,8 m de long sur la soudure longitudinale. Pas moins de 5 400 m³ de pétrole brut se sont répandus sur 5 ha de la réserve naturelle. Malgré les nombreuses études réalisées pour évaluer l'impact de l'accident sur la faune et la flore locale de la réserve, les conséquences sont difficiles à apprécier au-delà de la zone polluée faute d'état de référence précis même dans une réserve naturelle ; le coussoul (flore) est néanmoins détruit sur les 5 ha pollués.</p> <p>Un an après le sinistre, l'exploitant assure avoir dépensé 50 millions d'euros pour « traiter » les conséquences de la fuite, dont une dizaine pour la restauration de l'environnement.</p> <p>Le bilan à fin 2010, fait apparaître que depuis le 21/08/09 plus de 73 000 t de terre polluées ont été décaissées, puis transportées dans un centre de traitement d'un département limitrophe.</p>
Départemental		
Saint-Vigor-d'Ymonville	26 mai 2014	<p>Une fuite d'origine inconnue est survenue sur un oléoduc enterré de 500mm de diamètre reliant le terminal pétrolier du</p>

		<p>Havre à la raffinerie TOTAL de Grandpuits (77), entraînant une pollution au sol sur une surface d'environ 3 000m². La quantité estimée de pétrole brut déversée, d'environ 500 m³, a nécessité l'engagement de l'hélicoptère Dragon 76 pour faciliter les reconnaissances et déterminer plus précisément l'étendue de la nappe. Un important dispositif au sol regroupant les équipes du Sdis 76, de la DREAL, de la préfecture de la Seine-Maritime et d'experts du centre d'expertise antipollution de Total (FOST) a été engagé pour limiter l'impact de la pollution et permettre sa prise en compte par la société Total. L'opération de dépollution et de récupération des terres souillées, mise en place par la société pétrolière, a commencé en début d'après-midi et devrait durer plusieurs jours. Le temps des travaux effectués sur le pipeline, les réserves de la raffinerie pourront assurer une autonomie de fonctionnement et de distribution du carburant.</p>
--	--	---

Transport routier

International		
Los Alfaques (Espagne)	1978	Explosion d'un semi-remorque de propylène sur une route longeant un camping : 216 morts et plus de 200 blessés.
National		
Port-Sainte-Foy (24)	1997	Collision au niveau d'un passage à niveaux entre un camion-citerne transportant 31 tonnes de produits pétroliers et un autorail. Propagation de l'incendie de la citerne aux wagons : 12 morts et 43 blessés.
Etoile-sur-Rhône (Drôme (26))	13 mai 1993	En plein nuit, un camion circulant sur l'autoroute A7 et transportant 3 tonnes de matériel pyrotechnique heurte une rambarde de sécurité, s'enflamme et explose. L'explosion est entendue à plusieurs kilomètres. La cabine du camion est projetée dans le champ à une centaine de mètres de l'accident. Le chauffeur est tué sur le coup. La faible fréquentation de l'autoroute a évité un nombre de victimes plus élevé.
Saint-Armand-les-eaux (Nord (59))	1973	Renversement d'un semi-remorque transportant du propane. Formation d'un nuage de propane, incendie et explosion de la citerne : 9 morts, 45 blessés, 9 véhicules et 13 maisons détruits. Dispersion de débris dans un rayon de 450 mètres.
Départemental		
Rouen	29 octobre 2012	Le chauffeur d'un ensemble routier contenant 11 m ³ d'essence et 22 m ³ de gazole perd le contrôle de son véhicule à l'approche du pont Mathilde sur la D6028 à 10h45. L'attelage franchit la glissière centrale et percute un poids-lourd frigorifique circulant en sens inverse. Les carburants libérés par la citerne éventrée prennent feu, s'écoulent et propagent l'incendie à des chemins de câbles sous le tablier et à 5 semi-remorques et 3 caravanes de forains garées en contrebas. Des irisations sont visibles sur la Seine. La destruction de câbles téléphoniques sous le pont affecte 110 000 abonnés au téléphone mobile. Une conduite d'eau usée de 600 mm est également endommagée. Une cellule de crise préfectorale est activée. La circulation est coupée et déviée et les usagers sont avisés via les médias. L'alimentation électrique (éclairage) du pont est interrompue. Les secours prennent en charge les 2 chauffeurs blessés ainsi que 4 forains et 1 policier blessé à la main. La navigation est interrompue sur le bras du pré-au-loup. L'agence régionale de santé (ARS) informe l'exploitant d'un captage d'eau

		<p>potable voisin. La préfecture recommande aux habitants de la zone de se confiner en raison de l'épaisse fumée. Le feu est éteint à 18h30. L'incendie perturbe le trafic (10 km de congestion sur N28, N31 et N15, tunnel de la Grand-Mare fermé) et endommage la structure du pont en métal et béton précontraint, occasionnant sa fermeture durant 22 mois, le temps des travaux (dépose d'une travée de 115 m pour réparation sur 40 m). La coupure de cet axe majeur (86 000 véhicules / jour) impose la mise en place d'un plan spécifique de déplacement à l'échelle du département. L'opérateur téléphonique dévie son réseau par un autre pont (détour de 3 km) et rétablit le service le 01/11. Une vitesse excessive de l'attelage dans la courbe aux abords du pont est à l'origine de l'accident.</p>
--	--	---

Transport ferroviaire

International		
<p>Godinne (Belgique)</p>	<p>11 mai 2012</p>	<p>Un train de marchandises percute vers 11h15 un convoi ferroviaire de produits chimiques à l'arrêt ; 4 citernes déraillent, l'une contenant 70 m³ de sulfure de carbone (CS₂, inflammable et toxique), une autre 70 m³ d'un produit chloré et les deux dernières étant vides. Aucune fuite n'est constatée. Le conducteur du train de marchandises a sauté avant la collision. Les circulations ferroviaire et routière sont suspendues. Un périmètre de sécurité de 800 m est établi : 300 particuliers ainsi que deux écoles et un collège sont évacués, certains habitants refusent l'évacuation. Des experts français assistent les secours pour préparer le dépotage du wagon. En raison du vent et du risque de dérive de nuage en cas de fuite, le plan provincial de secours est déclenché. Les hôpitaux proches sont placés en pré-alerte. Le pompage des produits débute à 20 h le 12/05. L'inclinaison du wagon de CS₂ et de l'endommagement du tube plongeur situé à l'intérieur de la citerne ne permettent pas un dépotage complet. Ne parvenant pas à relever le wagon, les secours tentent de le dégager des débris. Des outils hydrauliques sont préférés aux disqueseuses pour éviter tout risque d'inflammation du produit. Le wagon de produit chloré est vidé dans la nuit du 13 au 14/05. Celui de CS₂ est vidé à 90 % le 16/05 et relevé par une grue avec les 10 % restant à l'intérieur, puis évacué à bord d'un wagon-plateau. Le périmètre de sécurité est levé dans la soirée. L'évacuation des débris et la remise en état des 130 m de voies endommagés s'achèvent le 25/05. Le trafic est totalement rétabli le lendemain. La piste d'une défaillance de signalisation fixe est évoquée dans la presse. Alors qu'un feu situé peu avant le train arrêté était rouge, le signal précédent serait resté au vert au lieu de passer à l'orange. Le conducteur du train de marchandise n'aurait donc pas été informé du danger. Un journal fait également état de défaillances du même signal quelques jours avant l'accident. La voie n'était pas équipée du système européen ETCS. Les pouvoirs publics ont organisé une conférence de presse le 14/05 à 10h30. 300 habitants ont été privés de logement pendant 5 jours et 2 écoles et 1 collège ont été fermés pendant une semaine. Le gestionnaire d'infrastructure a versé 472 k€ d'indemnités.</p>

<p>Wetteren (Belgique)</p>	<p>04 mai 2013</p>	<p>Cinq wagons-citernes d'acrylonitrile et 1 de butadiène appartenant à un convoi de 13 wagons dérailent à 2 h. De l'acrylonitrile s'enflamme sur plusieurs centaines de mètres et dégage une épaisse fumée. Un riverain meurt intoxiqué et 1 maison est détruite. Les industriels belges de la chimie offrent leur assistance aux autorités via le protocole Belintra : mise à disposition d'engins de lutte contre l'incendie, produits neutralisants, appareils de mesure ainsi que de moyens d'expertise. 2 000 personnes sont évacuées dans un rayon de 500 m, 391 riverains et 6 pompiers sont hospitalisés : parmi eux, 17 riverains intoxiqués dont 2 gravement (plus de 2 jours d'hospitalisation). Les habitants réintègrent leur logement le 6/05 avec pour consigne de ventiler les locaux et laisser couler les robinets pour évacuer la pollution, mais 200 sont ré-évacués après détection d'acrylonitrile dans un bras d'égout inconnu de la municipalité. 50 personnes habitant à moins de 50 m de l'accident et 120 riverains d'un puits contaminé (concentration 660 ppm) ne retournent chez-elles que le 22/05. Après sécurisation, 1 wagon d'acrylonitrile est relevé en charge, 4 sont dépotés et le butadiène est torché sur place. Les 6 wagons sont évacués le 13/05. Selon le gestionnaire d'infrastructure, 350 m de voie sont détruits et les dommages dépassent 3,5 M€. Le volume d'eau d'extinction excédant la capacité de la station d'épuration (STEP) communale est d'abord rejeté le 5/05 dans l'ESCAUT après dilution sous le seuil de risque sanitaire, et ensuite pris en charge par des bateaux citernes. La STEP est fonctionnelle après neutralisation au bisulfite de sodium le 17/05. L'installation de 8 piezomètres le 12/05 révèle une forte pollution des sols à 10 m de profondeur, ainsi que des eaux souterraines. Une étude épidémiologique (prélèvements de sang et d'urine) est lancée le 15/05 par la branche santé publique du service public fédéral sur 4 groupes (admis à l'hôpital, services de secours, habitants dans rayon 250 m, habitants au-delà) totalisant 1 000 personnes. Des collectes de sang et d'urine distinctes sont réalisées par la croix rouge en préparation d'une procédure judiciaire. Les premiers éléments de l'enquête relèvent une vitesse de 87 km/h contre 40 autorisés dans une zone d'aiguillage. La presse fait état de questionnement sur la traversée urbaine des trains de matières dangereuses MD et l'efficacité des plans de secours, plusieurs maisons situées en zone évacuée n'ayant été visitées pour y chercher des victimes que plusieurs jours après l'accident.</p>
<p>National</p>		
<p>La Voulte-sur-Rhône (Ardèche (07))</p>	<p>13 janvier 1993</p>	<p>Un convoi de 20 wagons quitte un tunnel vers 23h30 pour traverser une gare, quand 7 citernes de 80 m³ d'essence dérailent. Un essieu dont l'une des boîtes de roulement s'est trop échauffée s'est rompu sur un wagon. Des traces sur les traverses et ballasts attestent que ce dernier suit le convoi sur 300 m et quitte les rails vers un aiguillage à 100 ou 150 m en amont du déraillement. Virole déchirée sur 1/3 de longueur, clapet de fond arraché 4 citernes se vident, un violent incendie se déclare, le mécanicien éloigne le reste de la rame. Un wagon renversé s'ouvre 15 à 20 min plus tard générant une explosion et une boule de feu ; le flux thermique seul aurait incendié une</p>

		<p>habitation et un pré à 100 m des voies. Des ruisseaux d'hydrocarbures (HC) en flamme se déversent 20 m en contrebas dans une rue bordée d'immeubles qui canalise l'essence enflammée, 15 habitations et 15 véhicules sont détruits. Des plaques d'égouts en fonte sont projetées à 15 ou 20 m de haut, puis un incendie et des explosions détruisent la station de relevage des eaux pluviales à 250 m en aval évitant ainsi une pollution du Rhône. L'incendie est éteint le matin par 250 pompiers. Dans un périmètre de 600 m, 1 000 personnes ont été évacuées de nuit, 6 sont blessées : le mécanicien et 2 riverains brûlés superficiellement, 3 victimes de fractures et contusions en fuyant devant les flammes. Mandaté par la commune et la société ferroviaire, un bureau d'étude évalue les conséquences de l'accident et suit la mise en sécurité du site : nettoyage / inertage des égouts par pompage et ventilation (3 000 m³/h), inventaire des regards d'accès, contrôles des teneurs en gaz et des collecteurs pour éliminer d'éventuelles poches d'HC... Puis sa dépollution : 20 m³ d'HC restants dans les wagons, 300 m³ ont été perdus ; 200 m³ brûlés / volatilisés lors des explosions, dans les égouts ou après ventilation et 100 m³ dans le sol et la nappe (- 1 à - 4 m), mais le captage d'eau communal en amont n'est pas menacé. En quelques heures, 16 piézomètres sont forés. En 4 jours, 110 prélèvements d'eau et 250 mesures de « gaz » dans les sols, journalières durant 1 semaine, permettent d'évaluer la pollution. La chaleur du feu a favorisé le dégazage du sol, mais les mesures révèlent une pollution sur 1 m de profondeur dans le talus sous les voies (1,1 ha), ainsi que du sous-sol de la zone urbanisée du talus jusqu'à 80 m (1,5 ha). Des teneurs en HC supérieures aux 2 500 ppm max. des appareils sont relevées. Un drain CNR le long du talus draine les HC qui surnagent, une partie est récupérée avant la station. Pour rabattre la nappe, 5 puits (diam. 1,2 m) sont creusés dès le 18/01/93. Les zones à valeurs anormales persistantes seront ventilées et dépolluées. Déjà utilisée après un accident sur cette voie ferrée en décembre 1990 (ARIA 2438), la technique de « venting » retenue va limiter délais et coûts de traitement. Au nord et au sud des terrains pollués, 2 réseaux mettent les sols en dépression (DP=250 mb) et une barrière hydraulique complète le dispositif à l'est. Les HC drainés sont incinérés dans 2 fours mobiles. 98 % des HC seront récupérés en 4 mois durant lesquels une centaine de personnes est relogée. Selon la société ferroviaire, les réhabilitation et indemnités (tiers et commune) s'élèvent à 70 MF (1993), dont 15 MF pour reconstruire la station et 5 MF de traitement. Celle-ci crée peu après une entité pour suivre en temps réel les wagons isolés (trafic diffus) et convois, ainsi que conseiller et informer en cas d'accident de transport pour recourir à bon escient aux moyens de secours publics. Transport ou IC, les conséquences potentielles d'un épandage massif incontrôlé de liquides inflammables impliquent une intervention urgente pour en limiter la propagation et la mise en œuvre rapide de moyens pour évaluer et traiter la pollution. Des risques élevés notamment lors de déversements dans les réseaux (ATEX) qui méritent d'être pris en compte dans les études de dangers et</p>
--	--	--

		plans de secours. Au-delà de la mise en œuvre des premières mesures de secours, la question de la limitation de l'extension de la pollution du sous-sol et des réseaux d'égouts par les hydrocarbures s'est rapidement posée. Les entités en présence (commune, société de transport ferroviaire et administration) ont été confrontées dans l'urgence à la nécessité de prendre des décisions pour évaluer sans retard l'extension de la pollution, la gravité des conséquences intervenues et potentielles, ainsi que pour mettre en œuvre des mesures de prévention de la propagation des hydrocarbures alors que les responsabilités n'étaient pas clairement établies et qu'aucune estimation de la durée et du coût de ces mesures n'était disponible.
Départemental		
Bréauté	28 décembre 1989	Vers 18 h, un train déraile en gare de Bréauté et 2 wagons contenant 50 t d'alcool éthylique prennent feu. La motrice électrique tractant le convoi et 2 wagons ont pu être éloignés, et 8 autres wagons sont menacés. Les pompiers arrivent avec un lourd dispositif (18 véhicules) : engins-pompe de grande puissance, réserve de tuyaux de fort diamètre, assistance respiratoire, CMIC, réserve d'émulseur et véhicule de commandement. Cependant, le manque d'eau sur le site rend difficile l'extinction. Aucun point d'eau suffisamment alimenté ne se trouvant dans un rayon de 5 km (l'eau parcourt 100 m/min). 2 camions citernes de 30 000 L fournis par une société de transport sont opérationnels vers 22h30. Le feu est éteint à 0h20, une surveillance est assurée jusqu'au lendemain midi. Après 5 h d'interruption, le trafic ferroviaire reprend à minuit. Avant de renverser les wagons déraillés, l'éthanol restant est transvasé et les citernes sont dégazées par les pompiers. Un déquillage actionné alors que le 3ème wagon du convoi passait aurait causé le déraillement. Un arc électrique provoqué par le renversement de la motrice aurait ensuite embrasé les vapeurs d'éthanol provenant des wagons accidentés fissurés.

Transport fluvio-maritime

National		
Rhône	18 janvier 2004	Deux barges, d'un poids total de 5 150 t poussées par un pousseur, remontent le Rhône en direction de Lyon. A 6h35, une amarre de sécurité cède, les barges se mettent en 'portefeuille' et le remorqueur coule. Sur les 5 membres d'équipage, un marinier est porté disparu. Le Rhône en crue a un débit de 3 500 m ³ /s. Les 2 barges prennent appui sur 2 piles d'un pont de chemin de fer. Deux remorqueurs maintiennent une poussée sur les barges pour limiter les efforts sur les piles du pont et éviter leur rupture. Une des barges transporte des conteneurs (2 500 t) et l'autre du benzène (2 650 t). Les 2 200 m ³ de benzène sont répartis en 7 cuves à double paroi. La double coque, même en cas de rupture de la cloison extérieure, assure la stabilité de la barge. Il n'a pas été constaté de fuite de benzène. La circulation des trains sur le pont est interrompue et l'électricité coupée. La navigation sur le Rhône est arrêtée. La canalisation de gaz naturel alimentant la Voulte et amarrée au tablier du pont est mise en sécurité. Le 23 janvier, 700 personnes sont évacuées dans un rayon de 500 m et un itinéraire de déviation de la RN 86 est mis en place durant les

		opérations de dégagement de la barge de conteneurs à l'aide d'un train de 3 engins chenillés sur la rive. Le 24 janvier, la barge de benzène est transvasée dans une barge citerne ; la manœuvre présentant moins de risque, le périmètre de sécurité est réduit à 200 m. Enfin, le 27 janvier lors des travaux de remise en état des berges, une bombe allemande de la seconde guerre mondiale pesant 50 kg est découverte sur l'axe de traction des bulldozers à moins de 200 m des barges accidentées.
Martigues (Bouches-du-Rhône (13))	27 mai 1996	Dans un port pétrochimique, une explosion et un incendie se produisent dans la salle des machines d'un tanker chargé d'essence. Une personne est tuée et 3 autres sont brûlées, dont 2 sont sérieusement atteintes.
Départemental		
Seine	23 juin 1987	Le pétrolier japonais Fuyoh-Maru, en avarie de barre, aborde le pétrolier grec Vitoria alors qu'ils se croisent sur la Seine, en amont du pont de Tancarville. Le feu se déclare à bord du Vitoria, lège, puis une série d'explosions secoue le navire provoquant ainsi la mort du capitaine, du pilote et de 4 membres d'équipage. Cinq bateaux-pompes lutteront pendant 8 h avant de pouvoir s'approcher du Vitoria. 22 membres d'équipages sur 28 seront secourus. Le pétrolier coule sur place.

Scenarii majorants retenus

Transport par canalisations

Scénario majorant du risque grave :

- fuite de pipeline type "plaine de Crau".

Scénario majorant du risque majeur :

- fuite suivie d'explosion de type "accident de Ghislenghien en Belgique" en zone urbanisée.

Transport fluviomaritime

Scénario majorant du risque grave :

- scénario de pollution (Seine – bords de Seine, côte littoral)
 - produits insolubles (hydrocarbures, produits chimiques)
 - produits solubles

Scenarii majorants de risque majeur :

- accident sur un navire ammoniac,
- explosion de navire/barge GPL ou pétrolier.

Transport routier

- accident suivi de feu d'un TMD transportant des liquides inflammables (non miscibles),
- fuite sur une citerne transportant du produit toxique,
- explosion d'une citerne transportant du GPL en zone urbaine,
- perte de confinement d'une citerne de TMD présentant des risques pour l'environnement (qui peut être aggravé par la proximité des points de captage d'eau potable).

Scenarii majorants de risque majeur :

- les scenarii majorants de risque majeur sont identiques à ceux de risque grave mais ils diffèrent de par leur localisation sur des ouvrages d'art (tunnel, viaduc...).

Transport ferroviaire

Scenarii majorants de risque grave :

- fuite de produit toxique qui génère un panache,
- déraillement d'un wagon de type « Castor » transportant des déchets nucléaires.

Scenarii majorants de risque grave :

- explosion/incendie en zone urbanisée.

Couverture opérationnelle

Transport par canalisations

Quel risque particulier ?	Transport par canalisation
Scénario majorant	Perte de confinement portant atteinte à l'environnement

	Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)					
		Délai risque courant	30'	45'	60'	90'	120'
Moyens du Sdis	FPT	1					
	Groupe SAP	1					
	Eq Intervention RCH	1					
	Groupe Commandement de site				1		
	CMIC				1		
	RCH4					1	
Autres moyens	Hélicoptère						
	Moyens du dispositif ORSEC - plan de surveillance et d'intervention (PSI) de l'exploitant						

Quel risque particulier ?	Transport par canalisation
Scénario majorant	Fuite suivie d'explosion d'une canalisation gaz en zone urbanisée

	Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)					
		Délai risque courant	30'	45'	60'	90'	120'
Moyens du Sdis	Groupe SAP		1				
	DA	1					
	Moyen de secours routier	1					
	RCH 4					1	
	Eq Intervention RCH			1			
	Groupe Feux routiers				1		
	Groupe Commandement site				1		
	Unité SDE				0,5	0,5	
Autres moyens	Hélicoptère						
	Moyens du dispositif ORSEC - plan de surveillance et d'intervention (PSI) de l'exploitant						

Transport fluviomaritime

Quel risque particulier ?	Transport fluviomaritime
Scénario majorant	Pollution Perte de confinement portant atteinte à l'environnement

	Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)					
		Délai risque courant	30'	45'	60'	90'	120'
Moyens du Sdis	FPT	1					
	Groupe SAP		1				
	Eq Intervention RCH			1			
	Groupe Commandement de colonne			1			
	Eq. SAL				1		
	CMIC				1		
	RCH4					1	
Autres moyens	Hélicoptère						
	Moyens de dépollution des ports						
	Remorqueurs incendie						
	Moyens du dispositif ORSEC - POLMAR						
	Moyens du CEDRE						

Quel risque particulier ?	Transport fluviomaritime
Scénario majorant	Fuite gazeuse toxique menaçant la population et l'environnement Accident sur un navire ammoniac

	Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)					
		Délai risque courant	30'	45'	60'	90'	120'
Moyens du Sdis	Groupe SAP		1				
	Groupe INC			1			
	Eq Intervention RCH			1			
	Eq. SAL*/SAV**			1*	1**		
	Groupe commandement de site				1		
	CMIC				1		
	RCH4					1	
Autres moyens	Hélicoptère						
	Moyens de dépollution des ports						
	Remorqueurs incendie des ports						

Quel risque particulier ?	Transport fluviomaritime
Scénario majorant	Explosion sur un navire/une barge transportant du GPL ou d'un pétrolier en zone portuaire* (*Impossible opérationnel si l'explosion n'a pas lieu en zone portuaire)

	Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)					
		Délai risque courant	30'	45'	60'	90'	120'
Moyens du Sdis	DA	1					
	Moyen de secours routier	1					
	Groupe SAP		1				
	Equipe SAV*/SAL**			1*	1**		
	Eq. d'intervention RCH			1			
	Groupe Feu routier				1		
	Groupe Commandement site				1		
	Unité SDE				0,5	0,5	
	Unité d'attaque IBN				1		
	RCH3				1		
	RCH4					1	
Autres moyens	Hélicoptère						
	Unité d'attaque IBN						
	Moyens du dispositif ORSEC - POLMAR						
	Moyens du CEDRE						

Transport routier

Quel risque particulier ?	Transport routier
Scénario majorant	Accident routier suivi d'un Incendie d'une citerne de liquides inflammables (produit non miscible) OU risque d'explosion d'une citerne GPL

	Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)					
		Délai risque courant	30'	45'	60'	90'	120'
Moyens du Sdis	DA	1					
	Moyen de secours routier	1					
	Groupe SAP		1				
	Groupe commandement colonne			1			
	Eq. d'intervention RCH			1			
	Groupe Feu routier				1		
	RCH3				1		
Autres moyens	Cellule d'appui aux situations d'urgence (CASU)						
	Réseau TRANSAID						

Quel risque particulier ?	Transport routier
Scénario majorant	Explosion d'une citerne GPL en zone urbaine

	Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)					
		Délai risque courant	30'	45'	60'	90'	120'
Moyens du Sdis	DA	1					
	Moyen de secours routier	1					
	Groupe SAP		1				
	Eq. d'intervention RCH			1			
	Groupe Commandement colonne			1			
	Groupe Feu routier				1		
	RCH3				1		
	Unité SDE				0,5	0,5	
Autres moyens	Cellule d'appui aux situations d'urgence (CASU)						
	Réseau TRANSAID						

Quel risque particulier ?	Transport routier
Scénario majorant	Fuite gazeuse toxique menaçant la population

	Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)					
		Délai risque courant	30'	45'	60'	90'	120'
Moyens du Sdis	Groupe SAP		1				
	Groupe INC			1			
	Eq Intervention RCH			1			
	Groupe commandement de colonne			1			
	CMIC				1		
	RCH4					1	
Autres moyens	Cellule d'appui aux situations d'urgence (CASU)						
	Réseau TRANSAID						

Quel risque particulier ?	Transport routier
Scénario majorant	Pollution Perte de confinement portant atteinte à l'environnement

	Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)					
		Délai risque courant	30'	45'	60'	90'	120'
Moyens du Sdis	FPT	1					
	Groupe SAP		1				
	Eq Intervention RCH			1			
	Groupe commandement de colonne			1			
	CMIC				1		
	RCH4					1	
Autres moyens	Cellule d'appui aux situations d'urgence (CASU)						
	Réseau TRANSAID						

Transport ferroviaire

Quel risque particulier ?	Transport ferroviaire
Scénario majorant	Accident ferroviaire suivi d'un incendie d'un wagon-citerne de liquides inflammables (produit non miscible) ou risque d'explosion d'une citerne GPL

	Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)					
		Délai risque courant	30'	45'	60'	90'	120'
Moyens du Sdis	DA	1					
	CCI	1					
	Moyen de secours routier	1					
	Eq. d'intervention RCH			1			
	Groupe Feu routier				1		
	Groupe LIF				1		
	Groupe commandement site				1		
	RCH3				1		
	Unité SDE				0,5	0,5	
	RCH4					1	
Autres moyens	Présence FRET						

NB : voie ferrée non ouverte au public, donc pas de groupe SAP initialement mais la présence de victimes sera évaluée par le COS qui demandera alors des moyens supplémentaires adaptés à la situation donnée.

Quel risque particulier ?	Transport ferroviaire
----------------------------------	-----------------------

Scénario majorant	Explosion d'un wagon-citerne GPL en zone urbaine
--------------------------	--

	Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)					
		Délai risque courant	30'	45'	60'	90'	120'
Moyens du Sdis	DA	1					
	Moyen de secours routier	1					
	Groupe SAP		1				
	Eq. d'intervention RCH			1			
	Groupe Feu routier				1		
	Groupe commandement site				1		
	RCH3				1		
	Unité SDE				0,5	0,5	
	RCH4					1	
Autres moyens	Présence FRET						

Impossibles opérationnels :

- incapacité de traiter plus de deux fuites importantes sur un ou plusieurs wagons,
- incapacité de traiter un sinistre en tunnel (y compris les nombreux tunnels en zone urbaine),
- incapacité de traiter une perte de confinement d'un transport de matière radioactive,
- scénarii toxiques, pour lesquels un ou plusieurs centres de secours pourraient être impactés.

Cas particulier du transport radiologique

Scenarii majorants

- feu majeur concernant un colis radiologique.
- accident concernant un colis radiologique.

Couverture opérationnelle

Quel risque particulier ?	Transport radiologique
Scénario majorant	Feu majeur sur colis radiologique

	Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)					
		Délai risque courant	30'	45'	60'	90'	120'
Moyens du Sdis	Groupe SAP		1				
	Eq. d'intervention Rad			1			
	Groupe Commandement colonne			1			
	Groupe Feu routier				1		
	CMIR				1		
	Rad 4					1	
	Moyens de soutien technique opérationnel (DA)						
Autres moyens	Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN)						
	Agence de sûreté nucléaire (ASN)						
	DREAL						

	Moyens du dispositif ORSEC - TMR	
	Réseau RADART	

Quel risque particulier ?	Transport radiologique
Scénario majorant	Accident impliquant un colis radiologique

	Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)					
		Délai risque courant	30'	45'	60'	90'	120'
Moyens du Sdis	FPT	1					
	VBS	1					
	Eq. d'intervention Rad			1			
	Groupe Commandement colonne			1			
	CMIR				1		
	Rad 4					1	
Autres moyens	Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN)						
	Agence de sûreté nucléaire (ASN)						
	DREAL						
	Moyens du dispositif ORSEC - TMR						
	Réseau RADART						

Les risques technologiques

Le risque industriel et agricole

Définition

Le risque industriel

Le risque industriel peut se manifester par un accident se produisant sur un site industriel et pouvant entraîner des conséquences graves pour les personnels, la population voisine, les biens, l'environnement ou le milieu naturel. Il est lié à l'utilisation, au stockage ou à la fabrication de substances dangereuses.

On recense différents types d'industries à risque : industries chimiques, raffineries, stockages de gaz ou d'hydrocarbures, sites pharmaceutiques utilisant des substances dangereuses, silos et installations de stockage de céréales, de produits alimentaires, etc.

D'une manière générale, toute exploitation industrielle ou agricole susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou nuisances est une installation classée.

Les activités relevant de la législation des installations classées sont énumérées dans une nomenclature qui les soumet à un régime particulier en fonction de l'importance des risques ou des inconvénients qui peuvent être engendrés :

- déclaration : pour les activités les moins polluantes et les moins dangereuses,
- enregistrement : conçu comme une autorisation simplifiée visant des secteurs pour lesquels les mesures techniques pour prévenir les inconvénients sont bien connues et standardisées,
- autorisation : pour les installations présentant les risques ou pollutions les plus importants.

La directive européenne n°96/82 du 9/12/1996 dite « Seveso II », transposée en droit Français en 2000, vise les établissements potentiellement dangereux et les classe en 2 catégories, en fonction de la quantité de substances dangereuses présentes :

- les entreprises Seveso «seuil haut» mettent en œuvre les plus grandes quantités de substances dangereuses,
- les entreprises Seveso «seuil bas»

Les exploitants des établissements visés par cette directive doivent notamment disposer de moyens d'intervention internes permettant de faire face rapidement à un accident (incendie, fuite de produit toxique, ...).

Nota : la directive dite « Seveso III » rentrera en vigueur au 1^{er} juin 2015. Les modifications essentielles concernent la classification des matières dangereuses, qui conduira à modifier le classement de certains établissements.

Les grands secteurs industriels

Développée en premier lieu dans la vallée de la Seine et ses abords, l'activité industrielle rassemble de grands groupes internationaux de :

- l'automobile : Renault, avec ses deux usines de Cléon et Sandouville emploie 60 % des effectifs du secteur et représente 13 % de l'emploi industriel régional,
- la pétrochimie : la Seine-Maritime compte deux raffineries (Total et Esso/Exxon mobil) qui disposent d'une capacité de raffinage de 12 millions de tonnes chacune, soit le tiers de la capacité nationale de raffinage,
- l'agro-alimentaire : des entreprises de première transformation (lait, viande, pêche, alcool, café, cacao) s'appuient sur les productions agricoles locales ainsi que sur des importations (sucre, café, cacao,...).
- la chimie, la parachimie et la pharmacie : des entreprises de stockage de produits chimiques ainsi que des entreprises de fabrication de produits chimiques, de principes actifs, ...
- production d'énergie : le département compte plusieurs unités de production d'électricité : les centrales nucléaires de Paluel et Penly et la centrale thermique du Havre. Par ailleurs la Seine-Maritime compte de nombreux parcs éoliens terrestres (cf. partie énergie renouvelable).

Des activités anciennes sont également représentées :

- les industries du lin : 1er département producteur de Lin avec 30% de la production française,
- le travail du verre : implantation historique dans la vallée de la Bresle, premier pôle mondial du flaconnage de luxe, mais aussi les verreries de masse au Havre. 6 verreries en Seine-Maritime,
- le papier (pôle Rouen-Elbeuf).

La Seine-Maritime accueille aussi sur son territoire un nombre significatif de sociétés de services, de nombreux laboratoires de recherche dans des domaines de pointe.

Les installations à risques liées aux activités agricoles

Ce sont des installations composées de bâtiments de plus en plus importants (nombreux, grandes surfaces) comportant différentes activités :

- fourrage, élevages intensifs, stockage d'engrais,
- silos de céréales, stockage de produits,
- phytosanitaires.

La Seine-Maritime compte environ 6 500 exploitations agricoles dont 90 élevages soumis à autorisation d'exploiter.

Par analogie, les exploitations agricoles importantes abritant des bâtiments de grande dimension peuvent être classées dans la même catégorie de risques industriels que les entrepôts de stockage (fort potentiel calorifique, faible réaction au feu des structures, dispositif hydraulique important, ...).

Les terminaux portuaires en chiffres

Le Havre	Rouen
<ul style="list-style-type: none">- 1er port français pour le commerce extérieur,- 1er port français et 5ème port européen pour le trafic des conteneurs avec plus de 60% des conteneurs manutentionnés dans les ports français,- 2ème port pétrolier français avec 40% des approvisionnements de pétrole brut de la France.	<ul style="list-style-type: none">- 1er port européen pour l'exportation des céréales- 1er port français pour l'exportation des farines, l'agroalimentaire, l'agro-industrie, les engrais, le malt, le cacao, les produits papetiers et le groupage des marchandises sur les axes Nord/Sud,- 2ème port français pour le sucre et les produits pétroliers raffinés.

Evaluation du risque

Sont recensés en Seine-Maritime:

- 4 720 industries au 31/12/2011 (source INSEE),
- 59 établissements relevant de l'application de la directive européenne 96/82/CE dite Seveso II dont 39 classés en seuil haut sont recensés dans le département, élevant la Seine-Maritime au premier rang national en termes de risques industriels majeurs (source : DREAL),
- 727 ICPE soumises à autorisation (source INSEE 2012),
- 128 entreprises soumises à POI (source Service Prévision),
- 26 communes sont concernées par des Plans de Prévention des Risques Technologiques,
- 86 communes sont concernées par un Plan Particulier d'Intervention.

Les distances de danger des phénomènes dangereux (thermique, toxique, surpression) sont dimensionnées en calculant l'étendue des conséquences que pourraient entraîner les effets les plus graves, y compris les plus improbables, d'un accident sur les sites à risque. Ces scénarii sont retenus pour le dimensionnement des secours même si l'exploitant a pris des mesures de nature à réduire la probabilité de survenue d'un accident. La distance de danger maximale retenue dans le PPI est donc généralement supérieure à la distance retenue dans le cadre de l'urbanisation (le PPRT) pour laquelle les scénarii tiennent compte de l'efficacité des systèmes de sécurité et de la relative probabilité d'accident. (Source DDRM)

Les principales manifestations du risque industriel sont :

- les **effets thermiques** : l'incendie de produits inflammables solides, liquides ou gazeux, dont les effets de brûlure et de propagation d'incendie par rayonnement thermique peuvent se trouver aggravés par des problèmes d'asphyxie liés à l'émission de fumées toxiques,
- les **effets de surpression** : l'explosion de gaz ou de poussières, consécutive à la rupture d'enceintes ou de canalisations, due à la formation de mélanges particulièrement réactifs. Les effets sont mécaniques du fait du souffle et de l'onde de choc (avec la possibilité de projection de « missiles ») mais peuvent également être thermiques,
- les **effets toxiques** : l'émission puis la dispersion dans l'air, l'eau ou le sol de produits dangereux avec toxicité par inhalation, ingestion ou contact cutané.

Risques particuliers	Définition	Effets redoutés
Grands entrepôts de matières combustibles / exploitation agricoles	Installations composées d'un ou plusieurs bâtiments couverts généralement de grande dimension (logistique, élevage)	Thermique
Installations de réfrigération à l'ammoniac	Installations de réfrigération utilisant l'ammoniac comme fluide frigorigène pour l'industrie agroalimentaire (abattoirs, plats cuisinés, laiterie, ...)	Toxique
Silos ou installations de stockage de céréales ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables	Installations de stockage de produits pulvérulents générant des poussières inflammables (sucre, farine, blé, ...)	Surpression
Raffinage et dépôt d'hydrocarbures	Installations de stockage et de raffinage de pétrole regroupant des unités de production et des bacs de stockage	Thermique Surpression
Industries utilisant ou stockant des produits toxiques	Il s'agit principalement des industries fabricant et utilisant des substances dangereuses pour l'environnement et la population	Toxique
Installations de production d'énergie électrique (à partir de combustible fossile ou radioactif)	Centrale thermique CNPE	Thermique Toxique
Installations de traitement de déchets	Installations liées à l'enfouissement, au tri, au recyclage ou l'incinération de déchets dangereux ou non	Thermique Toxique
Installations mettant en œuvre des matières radioactives	Installations utilisant des sources radioactives scellées ou non scellées (hôpitaux, laboratoires, industries, ...)	Toxique

Localisation du risque

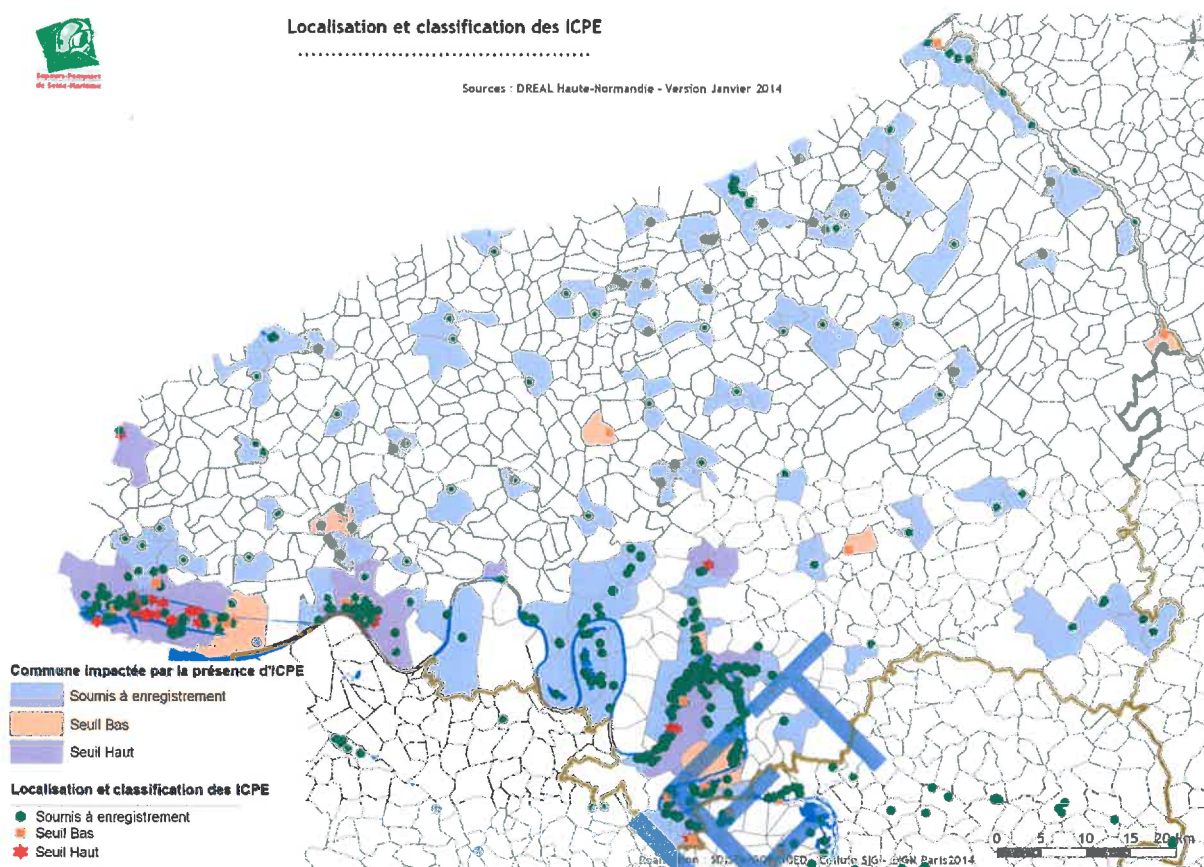
L'implantation et la répartition des « établissements Seveso » se fait autour de 5 zones situées le long de la Seine (Rouen, Caudebec-en-Caux, Elbeuf, Port-Jérôme, Le Havre) qui font l'objet, chacune, d'un PPI de Zone. Toutefois, d'autres entreprises à risques existent dans le reste du département, notamment à Dieppe, Aumale, Montville, Bolbec, Saint-Jouin-Bruneval, Gournay-en-Bray, Eu, ...

La carte ci-dessous présente les communes sur lesquelles on trouve des installations classées pour la protection de l'environnement.



Localisation et classification des ICPE

Sources : DREAL Haute-Normandie - Version Janvier 2014



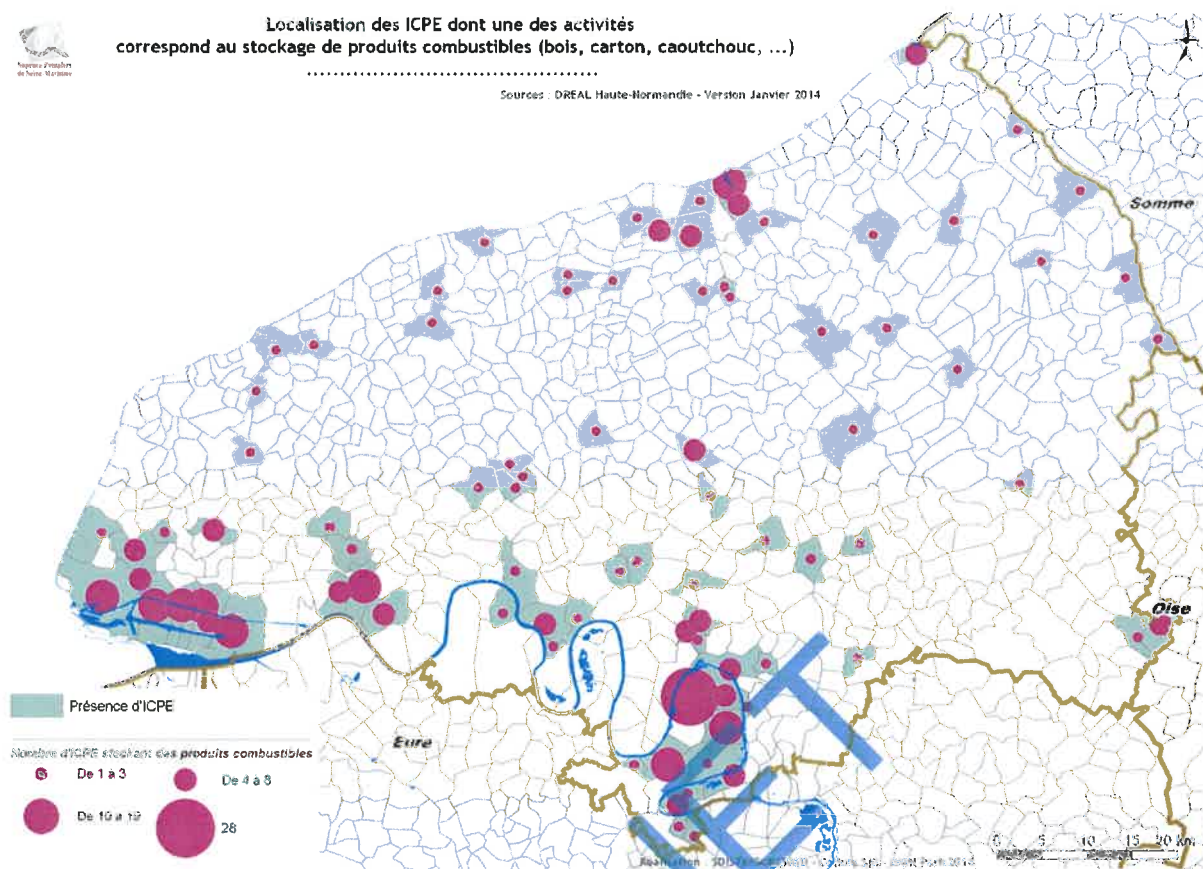
Les cartes suivantes comptabilisent à l'échelon communal les ICPE concernées par les activités suivantes :

- stockage de produits combustibles,
- présence de substances toxiques ou très toxiques,
- stockage de liquides inflammables,
- silos.



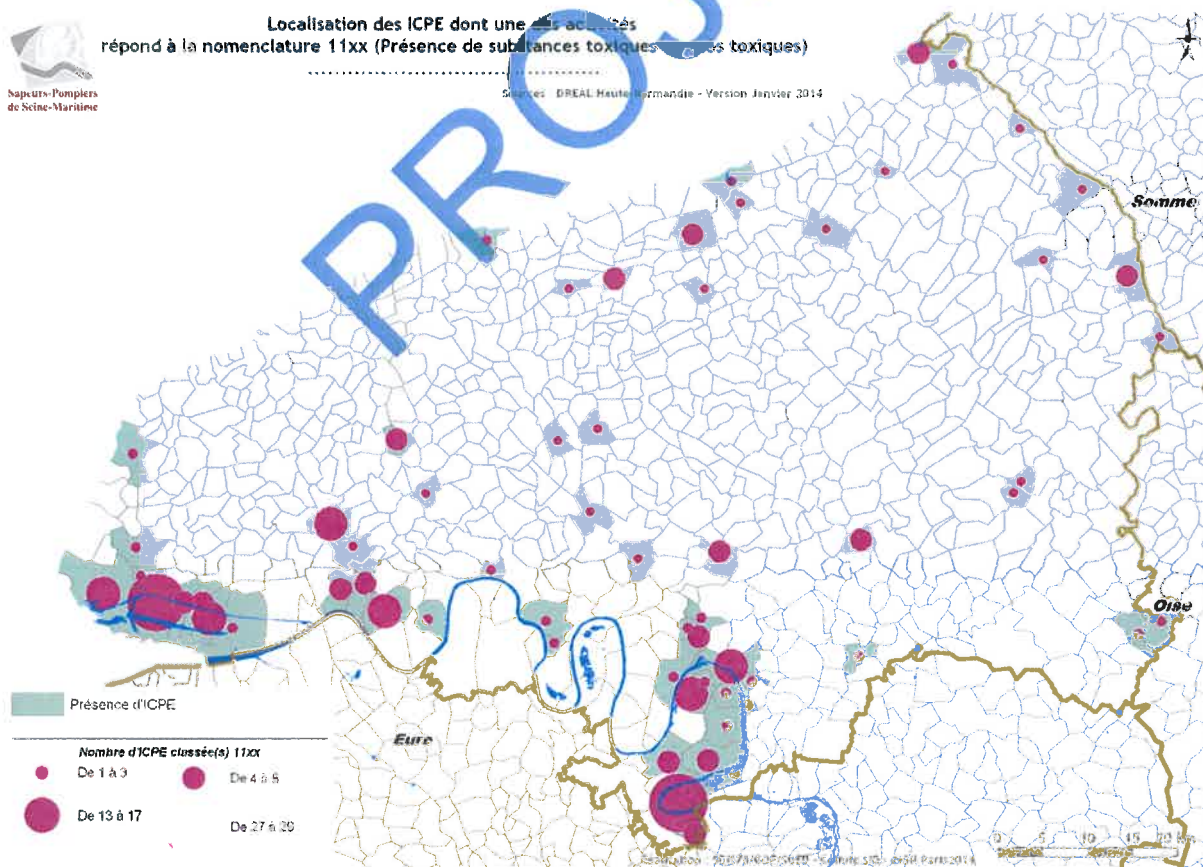
Localisation des ICPE dont une des activités correspond au stockage de produits combustibles (bois, carton, caoutchouc, ...)

Sources : DREAL Haute-Normandie - Version Janvier 2014



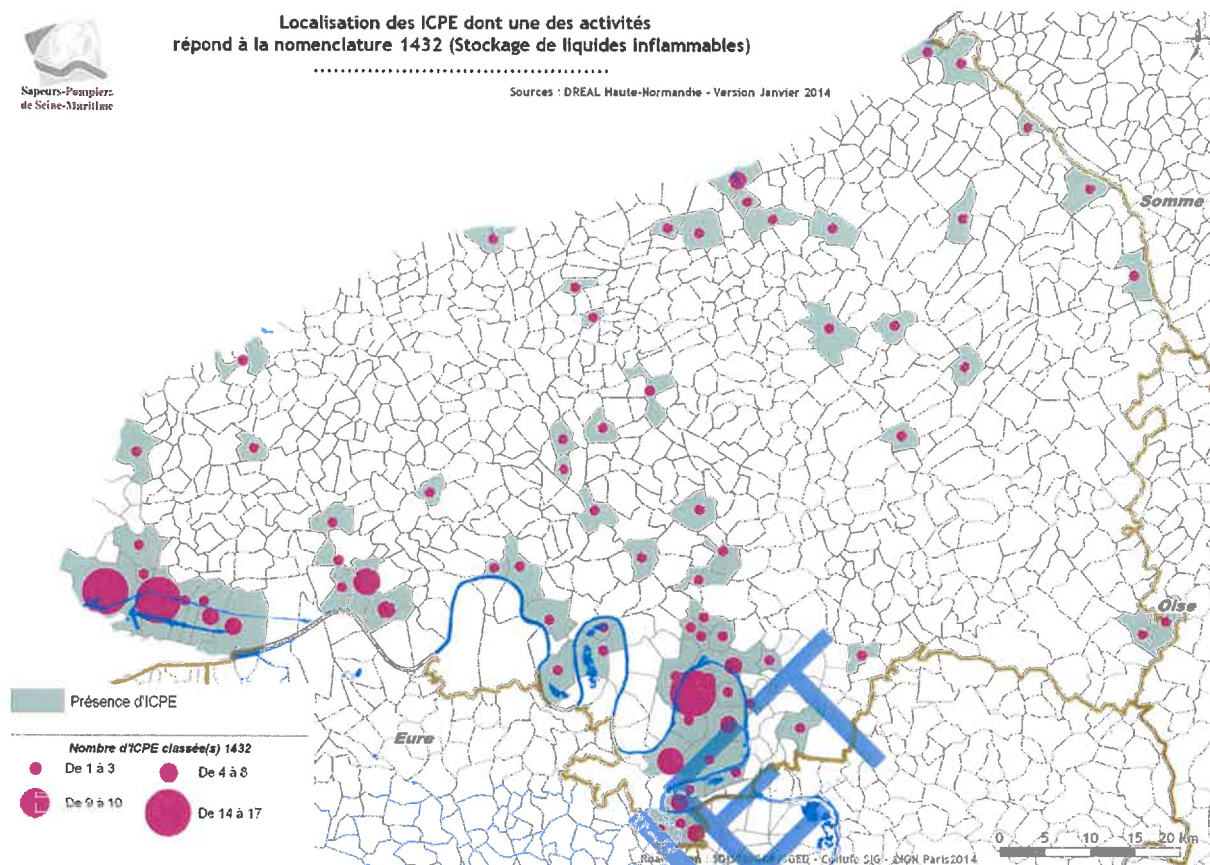
Localisation des ICPE dont une des activités répond à la nomenclature 11xx (Présence de substances toxiques)

Sources : DREAL Haute-Normandie - Version Janvier 2014



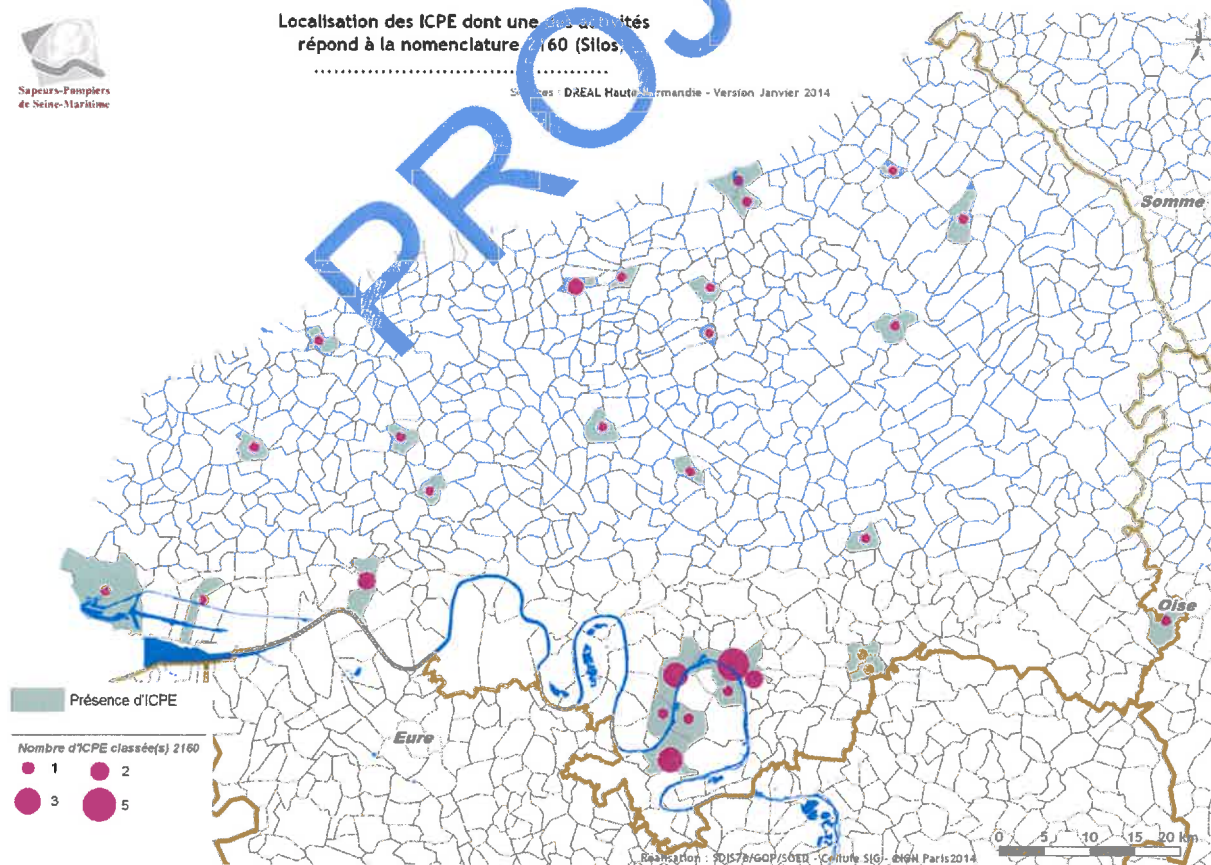
Localisation des ICPE dont une des activités répond à la nomenclature 1432 (Stockage de liquides inflammables)

Sources : DREAL Haute-Normandie - Version Janvier 2014



Localisation des ICPE dont une des activités répond à la nomenclature 2160 (Silos)

Sources : DREAL Haute-Normandie - Version Janvier 2014



Retour d'expérience

National		
Saint-Romain-en-Jarez (Loire (42))	02 octobre 2003	Incendie suivi d'une explosion d'ammonitrates dans une exploitation agricole. 15 sapeurs-pompier blessés graves.
Toulouse	21 septembre 2001	Explosion d'un hangar d'une usine de production d'engrais (AZF) entraînant la formation d'un cratère de 65 m de long par 45 m de large et de 7 m de profondeur. La puissance correspond à un séisme de 3.4 sur l'échelle de Richter. Bilan humain : 31 morts, 19 000 blessés, 85 000 sinistrés Bilan matériel : 52 000 bâtiments détruits ou endommagés
Départemental		
Nointot	14 août 2016	Incendie dans un site industriel désaffecté ravageant une ancienne sucrerie de 1500 m ² et un dépôt de pneus usagés de 2800 m ³ . L'extinction du dépôt de pneus a nécessité 2000 à 3000 m ³ d'eau ainsi que l'emploi de 16 m ³ d'émulseur et de 1100 tonnes de sable. Un mois après l'incendie, il subsiste toujours des fumeroles. Cet événement a donné lieu à l'ouverture d'une cellule post-accident technologique.
Le Petit-Quevilly	17 janvier 2014	Dégagement de chlore suite à une fausse manœuvre dans une station d'épuration (Emeraude)
Mers-les-Bains	11 octobre 2013	Explosion de gaz dans une Verrerie (SGD)
Rouen	du 21 janvier au 05 février 2013	Dégagement de gaz mercaptan dans une usine de fabrication d'additifs (Lubrizol)
Notre-Dame-de-Gravenchon	06 juillet 2012	Fuite de gaz dans une raffinerie (Exxon mobil)
Le Havre	30 janvier 2012	Incendie dans une centrale thermique à charbon (EDF). Déclenchement du POI et évacuation de l'ensemble du personnel. Si l'incendie n'a fait aucune victime, plusieurs tranches de la centrale ont été arrêtées et leur redémarrage a été effectué sur plusieurs mois.
Rouen	30 janvier 2012	Rupture d'une cellule d'un silo de stockage de céréales (Senalia)
Gonfreville-l'Orcher	07 novembre 2011	Feu de bac dans une raffinerie (Total)
Sandouville	06 octobre 2011	Fuite de chlore dans une usine de fabrication de métaux (Eramet)
Le Grand-Quevilly	20 septembre 2011	Explosion suivie d'une fuite d'hydrogène enflammée dans une industrie spécialisée dans la fabrication d'engrais (Boréal ex. Grande Paroisse Normandie). Aucune victime.
Yvetot	04 juillet 2009	Incendie dans un centre de regroupement et tri de déchets (Gardet Et De Bezennac)

Scenarii majorants retenus

Grands entrepôts de stockage de matières combustibles :

- incendie d'une cellule de 6000 m² non sprinklée.

Raffinage et dépôts d'hydrocarbures :

- incendie d'un compartiment de 1600 m² en autonomie pure.

Raffinage et dépôts d'hydrocarbures :

- incendie d'un compartiment de 1600 m² en autonomie pure,
- incendie d'un compartiment 1600 m² en soutien d'un exploitant autonome en temporisation

Silos ou installations de stockage de céréales ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables :

- incendie,
- explosion/effondrement de silo vertical avec notion de victimes ensevelies.

Scénario industrie mettant en œuvre des matières toxiques :

- émission continue d'un nuage gazeux toxique,
- incendie sur installation industrielle ayant atteint une installation mettant en œuvre des produits toxiques.

Risques agricoles :

- feu d'un bâtiment de stockage de matériel, de paille et de produits phytosanitaires (environ 5 t) (sinon voir scénario "risque industriel toxique"),
- incendie de porcherie (5000 bêtes).

Couverture opérationnelle

Grands entrepôts de stockage de matières combustibles

Quel risque particulier ?	Grands entrepôts de stockage de matières combustibles
Scénario majorant	Incendie d'une cellule de 6000 m ² non sprinklée

	Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)					
		Délai risque courant	30'	45'	60'	90'	120'
Moyens du Sdis	Groupe INC			2	1	1	
	Groupe ALIM				1		
	Groupe Commandement de colonne						
	Groupe commandement de site			1			
	Moyens de soutien opérationnel (CEDGP)				1		
	Moyens privés (fixes, mobiles, Assistance mutuelle, ...)						
Autres moyens	Appui gestion de crise						
	Cellule d'appui aux situations d'urgence (CASU)						

Hypothèses retenues :

Extinction à raison de 2,5L/min/m² en deux heures (tenue des murs coupe-feu) soit un débit de 15 000 L/min pendant deux heures. *Durée d'extinction retenue : 30 min => moyens opérationnels en 1h30.*

- 50% de la ressource en eau est disponible à moins de 1000 m
- 100% de la ressource en eau est disponible à moins de 1500 m
- taux d'extinction réflexe = 2,5L/min/m²

Capacité des moyens :

Groupe Incendie = 4000L/min

2 Groupes INC = 8000 L/min

CEDGP + Groupe ALIM => 2 CEDGP sur les lieux

PROJET

Raffinage et dépôts d'hydrocarbures

Quel risque particulier ?	Raffinage et dépôts d'hydrocarbures
Scénario majorant	Incendie d'un compartiment de 1600 m². <i>Hypothèse : aucun moyen n'est mis en œuvre par l'exploitant.</i>

	Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)					
		Délai risque courant	30'	45'	60'	90'	120'
Moyens du Sdis	Groupe commandement de colonne			1			
	Groupe LIF				1	1	
	Groupe ALIM				1		
	Groupe Feu de dépôts ZIP					1	
	Groupe Commandement de site				1		
	Moyens de soutien opérationnel (CEEMs)						
Autres moyens	Moyens privés (fixes, mobiles, Assistance mutuelle, ...)						
	Moyens privés (fixes, mobiles, Assistance mutuelle, ...)						
	Appui gestion de crise						
	Cellule d'appui aux situations d'urgence (CASU)						

Hypothèses retenues :

Extinction de la plus grande cuvette en 3h avec un taux d'extinction réflexe de 10L/min/m² (cf. ENSOSP)

=> Ensemble des moyens prêts à intervenir à T+2h pour une extinction en 1H (exploitant non autonome)

- 50% de la ressource en eau est disponible à moins de 1000 m
- 100% de la ressource en eau est disponible à moins de 1500 m

Capacité des moyens :

Groupe LIF = 4000 L/min

Groupe Feu de dépôts ZIP = 8000 L/min

Quel risque particulier ?	Raffinage et dépôts d'hydrocarbures
Scénario majorant	Incendie d'un compartiment 1600 m² en soutien d'un exploitant autonome en temporisation

	Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)					
		Délai risque courant	30'	45'	60'	90'	120'
Moyens du Sdis	Groupe Commandement de colonne			1			
	Groupe Feux de dépôts ZIP					1	
	Groupe ALIM				1		
	Groupe commandement de site				1		

Autres moyens	Moyens privés (fixes, mobiles, Assistance mutuelle, ...)	
	Appui gestion de crise	
	Cellule d'appui aux situations d'urgence (CASU)	

Hypothèses retenues :

Extinction de la plus grande cuvette en moins de 3h avec un taux d'extinction réflexe de 10L/min/m² (cf. ENSOSP)

==> Ensemble des moyens prêts à éteindre à T+2h pour une extinction en 1H (exploitant non autonome)

- temporisation par l'exploitant à 8 000L/min,
- complément du Sdis 76 pour l'extinction à 8 000L/min.

Silos ou installations de stockage de céréales ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables

Quel risque particulier ?	Silos ou installations de stockage de céréales ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables
Scénario majorant	Incendie

	Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)					
		Délai risque courant	30'	45'	60'	90'	120'
Moyens du Sdis	Groupe INC			1			
	Groupe de Commandement de colonne			1			
	Moyens de soutien opérationnel (K-Emul, K-Cam si FPT non doté)						
Autres moyens	Moyens privés d'inertage (sur demande de l'exploitant)						
	Moyens privés (fixes, mobiles, Assistance mutuelle, ...)						
	Appui gestion de crise						
	Cellule d'appui aux situations d'urgence (CASU)						

Quel risque particulier ?	Silos ou installations de stockage de céréales ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables
Scénario majorant	Explosion/Effondrement de silo vertical avec notion de victimes ensevelies

	Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)					
		Délai risque courant	30'	45'	60'	90'	120'
Moyens du Sdis	FPT	1					
	Moyen de secours routier		1				
	Groupe SAP		1				
	Unité SDE				0,5	0,5	
Autres moyens	Unité(s) Cyno						

	Moyens privés (fixes, mobiles, Assistance mutuelle, ...)	
	Appui gestion de crise	
	Cellule d'appui aux situations d'urgence (CASU)	

Industrie mettant en œuvre des matières toxiques

Quel risque particulier ?	Scénario industrie mettant en œuvre des matières toxiques
Scénario majorant	Emission continue d'un nuage gazeux toxique

	Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)					
		Délai risque courant	30'	45'	60'	90'	120'
Moyens du Sdis	Groupe SAP		1				
	Groupe INC			1			
	Eq Intervention RCH			1			
	Groupe commandement de colonne			1			
	CMIC				1		
	Groupe commandement de site				1		
	RCH4					1	
Autres moyens	Moyens privés (fixes, mobiles, Assistance mutuelle, ...)						
	Air normand...						
	Appui gestion de crise						
	Cellule d'appui aux situations d'urgence (CASU)						

Quel risque particulier ?	Scénario industrie mettant en œuvre des matières toxiques
Scénario majorant	Incendie sur installation industrielle ayant atteint une installation mettant en œuvre des produits toxiques

	Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)					
		Délai risque courant	3 0'	4 5'	6 0'	9 0'	12 0'
Moyens du Sdis	Groupe INC			1	1		
	Groupe SAP		1				
	Eq Intervention RCH			1			
	Groupe commandement de colonne			1			
	CMIC				1		
	Groupe commandement de site				1		
	RCH4					1	
Autres moyens	Moyens privés (fixes, mobiles, Assistance mutuelle, ...)						
	Air normand...						
	DREAL						

	Appui gestion de crise	
	Cellule d'appui aux situations d'urgence (CASU)	

Risque agricole

Quel risque particulier ?	Risque agricole
Scénario majorant	Feu d'un bâtiment de stockage de matériel, de paille et de produits phytosanitaires (environ 5 t) (sinon voir scénario "risque industriel toxique")

	Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)				
		Délai risque courant	30	45	60	90
Moyens du Sdis	FPT	1	1			
	DA + MPR 120		1			
	Porteur d'eau > 9 000 L ou équivalent		1			
	Equipe d'intervention RCH			1		
	Chef de Groupe	1				

Quel risque particulier ?	Risque agricole
Scénario majorant	Incendie de porcherie (5000 bêtes)

	Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)				
		Délai risque courant	30	45	60	90
Moyens du Sdis	FPT	1	1			
	DA + MPR 120		1			
	Porteur d'eau > 9 000 L ou équivalent		1			
	SSO					
	Groupe Commandement de colonne			1		
Autres moyens	Services vétérinaires					

Impossibles opérationnels

Raffinage et dépôts d'hydrocarbures :

- incendie d'un compartiment de 6000 m²

Industrie mettant en œuvre des matières toxiques :

- scénario PPI mettant en œuvre du chlore ou de l'ammoniac (rupture franche de l'enveloppe),
- scénario PPI mettant en œuvre du chlore ou de l'ammoniac.

Le risque radiologique/nucléaire

Définition

Il s'agit d'un incident ou d'un accident pouvant conduire à un rejet d'éléments radioactifs à l'extérieur des conteneurs et enceintes prévus à cet effet.

Une échelle internationale a été établie pour caractériser les incidents et accidents nucléaires. Il s'agit de l'échelle INES (de l'anglais International Nuclear Event Scale).

Les événements de niveaux 1 à 3, sans conséquence significative sur les populations et l'environnement, sont qualifiés d'incidents, ceux des niveaux supérieurs (4 à 7), d'accidents.

Le septième et dernier niveau correspond à un accident dont la gravité est comparable à la catastrophe de la centrale nucléaire de Tchernobyl survenue le 26 avril 1986.

Les effets radiologiques résultent du rejet dans l'environnement de particules radioactives à des concentrations telles qu'elles sont susceptibles d'entraîner des effets sur la santé par inhalation, ingestion, ou contact cutané. Les effets peuvent être immédiats en cas d'irradiation aiguë (lésions cutanée ou des organes) ou différés en cas d'irradiation chronique (cancers, leucémies, effets tératogènes et reprotoxiques...).

Ces incidents ou accidents peuvent survenir :

- en cas de dysfonctionnement grave sur une centrale électronucléaire ou une autre installation de l'industrie nucléaire,
- lors d'accident de transport de sources radioactives,
- lors de l'utilisation médicale ou industrielle d'appareils émetteurs de rayonnement ionisants.

Evaluation du risque

Installations fixes

Deux centres nationaux de production d'électricité (CNPE) sont implantés sur le territoire seino-marin :

- Paluel

La centrale nucléaire de Paluel, mise en service en 1984 (pour l'unité n°1), est constituée de quatre réacteurs de 1 300 MW chacun. En 2013 la centrale a ainsi produit 34,86 milliards de KWh, soit environ 8% de la production d'électricité d'EDF en France.

31 communes sont situées dans le périmètre des 10 km du PPI de la centrale (périmètre défini comme étant celui où il y aurait des mesures d'urgence à prendre à l'égard de la population).

- Penly

La centrale nucléaire de Penly, mise en service en 1990 (pour l'unité n°1), est constituée de deux réacteurs de 1 300 MW chacun. En 2013 la centrale a ainsi produit 19,21 milliards de KWh, soit environ 4 ; 75% de la production d'électricité d'EDF en France.

28 communes sont situées dans le périmètre des 10 km du PPI de la centrale (périmètre défini comme étant celui où il y aurait des mesures d'urgence à prendre à l'égard de la population).

Au-delà de la présence de ces deux CNPE, de nombreuses activités utilisent des sources radioactives. Selon l'IRSN (voir liste), 374 sources radioactives sont utilisées en Seine Maritime. D'autre part, selon l'ANDRA (voir tableaux ci-dessous), 18 établissements en Seine-Maritime utilisent des radionucléides et détiennent des déchets radioactifs.

Ces sources sont utilisées dans divers domaines :

- Médecine (radiologie, stérilisation) ;
- Industrie (mesure de niveau, traçage, ...) ;
- Recherche (datation, traçage).

Le risque lié à ces sources tant pour les personnes que pour l'environnement peut survenir lors de leur manipulation ou lors de leur transport (voir localisation du risque et tableaux ci-dessous)

Transport de sources radioactives

Il s'agit notamment de combustibles usés destinés au retraitement et transportés par voies ferrées jusqu'au terminal ferroviaire de Valogne (Manche).

Localisation du risque

Utilisation de sources radioactives

Selon l'inventaire des sources réalisé par l'IRSN, en juin 2014, la Seine-Maritime dispose de 374 sources radioactives que ce soit dans des installations fixes (installations classées pour l'environnement ou non) ou mobiles (gammagraphes, ...).

Détention de radionucléides et déchets radioactifs

Etablissements utilisant des radionucléides et détenant des déchets radioactifs

Domaine	Commune	Etablissement - Service ou Spécialité - Unité
Recherche	Rouen	Université de Rouen - Faculté des sciences - Inserm - U982 - Laboratoire différenciation et communication neuronale et neuroendocrine
		Université de Rouen - Faculté de médecine et de pharmacie - CNRS - Ea 4359 (ex fre 2735) Neuropsychopharmacologie expérimentale
		Université de Rouen - Faculté de médecine et de pharmacie - Inserm - U 905 (ex 519) PDRII
		Université de Rouen - Faculté de médecine et de pharmacie - Inserm - U 614 génétique médicale et fonctionnelle du cancer
		Centre régional de lutte contre le cancer (activités de Recherche) - Centre Henri-Becquerel - Laboratoire d'oncologie Moléculaire
Médical	Saint-Etienne-du-Rouvray	Université de Rouen - site du Madrillet - CNRS - UMR 6634 groupe de physique des matériaux
	Le Havre	Centre Guillaume Le Conquérant - Curiethérapie
	Montivilliers	Groupe Hospitalier du Havre - Hôpital Jacques Monod - GCS Médecine Nucléaire du Havre
	Rouen	Centre Régional De Lutte Contre Le Cancer (Activités Médicales) - Centre Henri-Becquerel - Laboratoire de Biochimie - Radioimmunoanalyse
		Centre Régional De Lutte Contre Le Cancer (Activités Médicales) - Centre Henri-Becquerel - Dept de Médecine Nucléaire
		Centre Hospitalier Universitaire de Rouen - Hôpital Charles Nicolle - Laboratoire de Radioanalyse
		Centre d'Imagerie Scintigraphique Rouennais (CISR) - Clinique de l'Europe - Scintigraphie
Industrie non nucléaire	Saint-Etienne-du-Rouvray	SGS - MULTILAB (ex-LABORATOIRE CREPIN) - Contrôle
Défense nationale	Rouen	Gendarmerie - RG Haute-Normandie

Sites pollués

Commune	Etat du site
Grand-Couronne	Assaini (Grande-Paroisse)
Rogerville	Assaini
Saint-Nicolas-d'Aliermont	Assaini (Bayard)
	Assaini (Couaillet-Rauranne)

Retour d'expérience

Retours d'expérience locaux issu de la base de données ARIA

Seine-Maritime		
Paluel	31 mars 2016	Dans le cadre des opérations du grand carénage du CNPE de Paluel, chute en cours de manutention d'un générateur de vapeur dans le bâtiment du réacteur 2 de la centrale de Paluel (76).

		Le réacteur 2 est à l'arrêt depuis mai 2015 pour sa troisième visite décennale. Ces opérations de maintenance de grande envergure comprennent le remplacement des quatre générateurs de vapeur du circuit primaire principal du réacteur. Lors de la phase de manutention, le générateur de vapeur a basculé de toute sa hauteur pour s'immobiliser au sol, en partie sur le béton du bâtiment du réacteur, et en partie sur les plateaux de protection de la piscine du bâtiment du réacteur, qui ont pour certains été endommagés. Le palonnier de manutention a également chuté. EDF a immédiatement procédé à l'évacuation du bâtiment du réacteur. Un intervenant a été légèrement blessé et deux autres ont été choqués ; ils ont été pris en charge par les services médicaux. Les résultats des contrôles de radioprotection réalisés par EDF sur les intervenants se sont révélés normaux. La sûreté de l'installation est restée assurée.
Paluel	02 juillet 2015	Dans le cadre des opérations du grand carénage CNPE de Paluel, un feu se déclare dans l'unité de production n°2. Ce départ de feu est localisé en salle des machines dans la partie non nucléaire des installations. Le plan d'urgence interne (PUI) du site est activé. Les sapeurs-pompiers localisent le foyer de l'incendie à l'intérieur d'un des condenseurs. Ils mettent en place un dispositif important de protection des installations et de refroidissement : 4 lances, 2 RIA et 1 canon. L'incendie se propage à un 2 nd condenseur. Les sapeurs-pompiers sollicitent le réseau national d'experts pour déterminer un moyen d'extinction alternatif pour feu de métaux. La technique retenue est similaire à celle utilisée pour les extinctions de feux de silos. Le lendemain à 8 h, le sinistre est maîtrisé. Le dispositif est maintenu et la température des équipements surveillée en 14 points. L'exploitant assure une surveillance de la température des équipements. Les eaux d'extinction sont collectées. Ce sinistre important a eu un impact significatif financier et sur les opérations de maintenance.
Paluel	05 avril 2012	CNPE Penly, feu dans le bâtiment réacteur
Paluel	01 mars 2012	CNPE Paluel, 2 feux de ventilateurs
Penly	04 janvier 2012	CNPE Penly, dégagement de fumée suite à fuite d'huile au BAN
Grand-Quevilly	15 février 2008	Recherche de source radioactive, industrie VESTA à Grand-Quevilly (centre d'incinération de déchets ménagers)
Rogerville	16 novembre 2007	Déclenchement de portique radiologique, industrie CITRON à Rogerville (centre de retraitement de déchets dangereux)
Le Havre	13 avril 2004	Des tâches de produits radioactifs (rayonnement bêta ponctuel) sont découvertes dans du sable collé sous les conteneurs, lors de leur chargement sur un train au niveau du quai de chargement bateau au port du Havre. Le sable en cause est protégé par la pose de vinyle et selon des

		<p>résultats d'analyses suite aux prélèvements effectués, une entreprise spécialisée nettoiera ou enlèvera le produit incriminé. A la suite de la vérification de l'ensemble des fûts chargés sur le train, le convoi est autorisé à repartir.</p>
Gonfreville-l'Orcher	30 mai 2003	<p>Deux salariés d'une entreprise de sous-traitance qui utilisaient un appareil à rayons gamma dans une raffinerie ont reçu en 10 minutes des doses d'irradiation supérieures à la limite annuelle admise. Les 2 hommes ont rencontré un problème dans le fonctionnement de leur appareil à rayons gamma qui sert à contrôler les soudures de tuyauteries. En 10 min, l'un des ouvriers a reçu une dose de 137 millisieverts et le second de 72 alors que la limite admise sur un an est de 20. Les 2 salariés dont l'un était intérimaire appartenaient à une entreprise de sous-traitance spécialisée dans ce genre de travaux. Les autorités sont informées tardivement de l'accident. L'autorité de sûreté en inspection conjointe avec la CRAM et l'inspection du travail constate de nombreux manquements à la réglementation de radioprotection, notamment en matière de qualification, de formation et de surveillance médicale.</p>
Lillebonne	26 mars 2002	<p>Des gammagraphes utilisés par une société effectuant des contrôles non destructifs ne sont pas conformes à la réglementation sur le transport de matières radioactives. Pour mémoire, les gammagraphes renferment une source radioactive scellée et leur transport est soumis notamment au règlement ADR. Les principaux manquements constatés sont : l'absence d'organisation sous assurance qualité pour le transport, la réalisation des transports par des conducteurs n'ayant pas suivi la formation relative aux marchandises dangereuses et la spécialisation sur les matières radioactives, l'absence des documents de transport destinés à permettre le contrôle ou l'intervention des secours, l'insuffisance ou le manque d'entretien des matériels de sécurité, ainsi que la non-exécution des missions dévolues au conseiller à la sécurité. L'autorité nucléaire met en demeure cette société de cesser toute opération relative au transport routier de matières radioactives tant qu'elle ne se conforme pas à la réglementation. Cet événement est classé au niveau 1 de l'échelle INES en raison de plusieurs non-conformités à la réglementation des transports de matières.</p>
Le Havre	14 décembre 2001	<p>Deux wagons citernes chargés de nitrate d'uranyle issu d'une installation nucléaire sortent de leur voie dans un terminal portuaire. Aucune fuite n'est constatée. Les pompiers spécialisés dans le risque technologique transfèrent le contenu des wagons.</p>
Montivilliers	22 septembre 1995	<p>Incendie dans les laboratoires et les bureaux du Service de Médecine Nucléaire de de l'hôpital J. Monod à Montivilliers</p>
Le Havre	12 octobre 1992	<p>Une fuite est détectée sur un conteneur déchargé sur un quai et contenant du minerai d'uranium russe enrichi à 0,72%. Le minerai ne présentant aucun danger pour le voisinage, il est transféré par les pompiers dans un autre conteneur pour être acheminé vers un centre de traitement. Les dégâts s'élèvent à 20.5 MF.</p>

Fauville-en-Caux	08 août 1988	Un véhicule contenant une source radioactive (césium 137) est volé. La source est retrouvée quelques jours après sur un dépôt d'ordures.
------------------	--------------	--

Retours d'expérience agence de sûreté nucléaire (ASN)

- CNPE

Depuis 2010, 32 incidents notés 1 sur l'échelle INES ont été recensés par l'ASN au CNPE Paluel (0 incidents notés 2 et plus).

Depuis 2010, 5 incidents notés 1 sur l'échelle INES ont été recensés par l'ASN au CNPE Penly (0 incidents notés 2 et plus).

- Domaine médical

Depuis 2010, 48 incidents ont été recensés par l'ASN au niveau national (dont 0 en Seine Maritime).

- Domaine de l'industrie et de la recherche

Depuis 2010, 57 incidents ont été recensés par l'ASN au niveau national.

Scénarii majorants retenus

Utilisation de sources radioactives ou détention de déchets radioactifs :

- mauvais conditionnement d'un paratonnerre (source radium 26). Risque principal CONTAMINATION
- source s'étant désolidarisée de son flexible dans la gaine d'éjection (gammagraphie). Risque principal : IRRADIATION
- incendie généralisé dans le service spécialisé dans le traitement des cancers d'un hôpital. Risque principal : CONTAMINATION + IRRADIATION

CNPE :

Scénario retenu (source : Sdis 69) :

- endommagement important au cœur d'un réacteur d'un des deux CNPE avec rejet mineur à l'extérieur du site. Effets : Classement de niveau 4 sur l'échelle INES : les populations se situant dans les 10 km du rayon PPI sont exposées dans les limites réglementaires en matière de débit de dose.

Transport de colis radioactifs :

- feu majeur sur colis de type B,
- feu majeur sur colis de type A,
- accident colis de type B,
- accident de type A.

Couverture opérationnelle

Les deux objectifs de couverture opérationnelle sont :

- faire face à un accident radiologique avec les moyens dont dispose le Sdis 76 et pour lequel aucun plan d'urgence n'est prévu,
- s'intégrer dans un PPI nucléaire en cas de survenance d'un accident nucléaire.

Sources radioactives

Quel risque particulier ?	Risque radiologique
Scénario majorant	Perte de confinement d'une source radioactive (suite à un incendie ou accident ou mauvaise manipulation) : contamination

	Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)					
		Délai risque courant	30'	45'	60'	90'	120'
Moyens Sdis	Moyens conventionnels (incendie, SAP, SR dans les délais normaux)	1					
	Equipe intervention RAD			1			
	CMIR				1		
	RAD 4					1	
	Chef de Groupe	1					
Autres moyens	Moyens privés (fixes, mobiles, ...)						

Hypothèses retenues :

Prise en charge d'une victime contaminée et mise en place d'un périmètre de sécurité (isolement de la source, évacuation de personnes, ...)

Déchets radioactifs

Quel particulier ?	risque	Risque radiologique
Scénario majorant		Déclenchement d'un portique de radioactivité dans un centre de traitement de déchets (incinération : VESTA, broyage : IKOS) Objectif : levée de doute RAD et isolement de la source.

	Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)					
		Délai risque courant	30'	45'	60'	90'	120'
Moyens Sdis	Equipe intervention RAD			1			
	CMIR				1		
	Chef de Groupe	1					
Autres moyens	Moyens privés (fixes, mobiles, ...)						

CNPE

Afin de faire face aux risques nucléaires liés aux CNPE des plans de secours sont élaborés :

- par l'exploitant : il s'agit du **Plan d'Urgence Interne** « sûreté radiologique » (PUI SR) qui prévoit l'organisation de la sécurité des personnels du site nucléaire et la lutte contre tout incident ou accident interne à la centrale nucléaire,
- par les services de l'Etat : **Plan Particulier d'Intervention** (PPI) qui prévoit l'organisation des secours publics lorsque l'accident est susceptible d'avoir des répercussions à l'extérieur de la centrale nucléaire. Le PPI est élaboré par le préfet en concertation avec les services spécialisés, l'exploitant et les maires,
- les principaux scénarii retenus par EDF et validés par l'ASN dans le cadre du **PPI** sont (voir memento opérationnel Plan SEC CNPE) :
 - rupture de tubes d'un générateur de vapeur : accident avec défaillance à court terme (environ 1h30) de l'enceinte de confinement : cinétique rapide (<6h)

- grosse brèche ou brèche intermédiaire sur le circuit primaire avec perte de l'injection de sécurité : accident à caractère dimensionnant considéré à cinétique lente, avec une défaillance à moyen ou long terme de l'enceinte de confinement (T+50h environ)
- perte totale de l'alimentation en eau des générateurs de vapeur
- rupture d'un réservoir de stockage des effluents gazeux
- accident de manutention du combustible
- chute d'un avion sur un bâtiment réacteur

Quel risque particulier ?	Risque nucléaire
Scénario majorant	L'un des scénarii énumérés ci-dessus
Objectif de couverture	Objectif défini dans le PPI nucléaire (voir memento OPE : fiche C7.4.1)

Transport de matière radiologique

Cette partie a été développée dans la partie transport de matières dangereuses.

Limites et impossibles opérationnels

Les scénarii PPI font l'objet d'impossibles opérationnels.

Explosifs et munitions

Définition

Les engins considérés comme explosifs peuvent être sous la forme de :

- cartouche,
- grenade (défensive, offensive, ...),
- bombe (incendiaire, au phosphore à billes ...),
- feu d'artifice,
- obus explosif,
- roquette,
- etc.

Les explosifs constituant la menace conventionnelle sont traités dans la partie menace conventionnelle.

Evaluation du risque

Les engins explosifs traités dans ce chapitre sont ceux issus d'anciens combats, pour la plupart s'ils n'ont pas été actifs récemment ils n'en sont pas moins dangereux.

Leur état général (corrosion, ...), les chocs mécaniques engendrés par leur découverte (pelle mécanique, ...), leur manutention accidentelle ou non, sont des facteurs qui peuvent générer un risque d'explosion imminent.

La probabilité de découverte d'engins de ce type est élevée en Seine-Maritime.

Localisation du risque

Ce risque se situe essentiellement sur les zones qui ont été bombardées pendant la guerre.

Retour d'expérience

Départemental		
Le Havre	3 août 2014	Une opération de déminage s'est déroulée suite à la découverte d'une bombe anglaise de 500 livres datant de la deuxième guerre mondiale. L'opération, menée par les démineurs de la sécurité civile sous la

		direction du sous-préfet du Havre, a nécessité l'évacuation de 1 300 personnes qui ont pu réintégrer leur logement peu avant midi.
--	--	--

Ce type d'opérations est assez fréquent en Seine-Maritime et nécessite l'intervention de multiples services dont le Sdis plusieurs fois par an.

Scénario majorant

Explosion d'un engin explosif issu d'un bombardement.

Couverture opérationnelle

La couverture opérationnelle liée au risque de découverte d'explosifs et de munition fait intervenir les services de déminage et les moyens zonaux ou nationaux. Le Sdis quant à lui, peut être sollicité pour intervenir en tant que support technique pour sécuriser le site de travail (périmètre de sécurité, dispositif préventif, ...), à la demande de la préfecture lors d'opérations prévues et planifiées le plus souvent.

Dans les autres cas, la couverture apportée par le Sdis serait similaire à celle de la menace conventionnelle.

PROJET

Table des acronymes

Acronyme utilisé	Signification
AMU	Aide Médicale Urgente
ASN	Agence de Sûreté Nucléaire
AST	Astreinte
CCF	Camion-citerne feux de forêt
CCI	Camion-citerne d'incendie
CCR	Camion-citerne rural
CEAR	Cellule d'assistance respiratoire
CEDGP	Cellule dévidoir grande puissance
CEEM	Cellule émulseur
CEEVEP	Cellule électro ventilation épuisement
CEMD	Cellule mobile de décontamination
CESA	Cellule de sauvetage
CMIC	Cellule mobile d'intervention chimique
CMIR	Cellule mobile d'intervention radiologique
Cyno	Cynophile
DA	Dévidoir automobile
DEC	Décontamination
FMOGP	Fourgon mousse grande puissance
FPT	Fourgon pompe tonne
FPTGP	Fourgon pompe tonne grande puissance
FPTSR	Fourgon pompe tonne secours routier
FRT	Fourgon risques technologiques
IBN	Intervention à bord des navires
IMP	Intervention en milieu périlleux
ISP	Infirmier sapeur-pompier
KCRM	Kit "centre de regroupement des moyens"
KIBN	Kit "intervention à bord des navires"
KOXY	Kit "oxygène"
KRAM	Kit "ramassage"
moyen aérien	échelles aériennes, bras élévateurs
MPE	Motopompe d'épuisement
MPR	Motopompe remorquable
MSP	Médecin sapeur-pompier
RAD	Risques radiologiques
RCH	Risques chimiques
REP	Remorque époussetage
RT	Risques technologiques
SAL	Scaphandrier autonome léger, plongeur
SAV	Sauveteur aquatique (en surface)
SDE	Sauvetage déblaiement
SSO	Soutien sanitaire opérationnel
TLD	Tenue légère de décontamination

VBS	Véhicule balisage
VLHR	Véhicule léger hors route
VPC	Véhicule poste de commandement
VSAV	Véhicule de secours et d'assistance aux victimes
VSRM	Véhicule de secours routier moyen
VSS	Véhicule de soutien sanitaire
VTP	Véhicule de transport de personnes
VTU	Véhicule tout usage
VTU Pro	Véhicule tout usage option protection
VTUBS	Véhicule tout usage option balisage

PROJET

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
13
- Pouvoirs :
3
- Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**RAPPORT RELATIF A LA MISE A JOUR DU REGLEMENT OPERATIONNEL
(RO)**

Le 14 décembre 2016, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 22 novembre 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes, Pierrette CANU, Mme Florence DURANDE, Agnès FIRMIN LE BODO, Blandine LEFEBVRE.

MM. Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Luc LEMONNIER, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

M. Philippe LEROY, Mme Fabienne DUPARC.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental par intérim, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Hervé TESNIERE, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Caporal Mathieu GIBASSIER, Dominique PROUST, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Mme Sophie ALLAIS à Monsieur Sébastien TASSERIE,
Mme Florence THIBAudeau RAINOT à Monsieur André GAUTIER,
Mme Chantal COTTEREAU à Monsieur Gérard JOUAN.

Étaient absents excusés :

Mmes Sophie ALLAIS, Chantal COTTEREAU, Florence THIBAudeau RAINOT.
MM. Bastien CORITON, Jean-Pierre THEVENOT, le Capitaine André HENRY, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Le Règlement opérationnel a été arrêté par la préfète le 4 juillet 2016.

Un Règlement opérationnel évolutif

L'organisation et la distribution des secours dans le département reposent sur le Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (Sdacr) et sur le Règlement opérationnel (RO). L'adoption de la mise à jour du Sdacr entraîne la révision concomitante du RO. Cette révision porte sur les items suivants.

Évolutions du territoire

Les communes nouvelles

Le territoire de la Seine-Maritime connaîtra une évolution au 1^{er} janvier 2017, avec la création de la commune nouvelle **Terre-de-Caux** regroupant 7 communes.

Cette évolution conduit, conformément au principe arrêté, à considérer les anciennes communes comme des quartiers de la nouvelle commune d'appartenance et, à adapter le plan de déploiement de chaque commune en conséquence.

La dissolution du Corps communal de Longroy

La dissolution du Corps communal de Longroy impose la mise à jour du corps de texte du RO, notamment le chapitre et les paragraphes relatifs à la constitution du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, à la direction opérationnelle du Sdis, de l'annexe 1 relative aux conventions opérationnelles, et de l'ensemble des cartes du RO.

Le service de santé et secours médical SSSM

La mise en cohérence du corps de texte relatif aux ressources opérationnelles du SSSM et de l'annexe 9 associée.

Adaptation et intégration des notes de doctrine opérationnelle de la Direction générale de la sécurité civile et de gestion de crise (DGSCGC)

Tuerie de masse – Réponse opérationnelle des services d'incendie et de secours

Organisation du commandement

- Prise en compte de l'adaptation de l'organisation opérationnelle de commandement induite par la note de doctrine opérationnelle de la Direction générale de la Sécurité Civile et de la gestion de crise DGSCGC relative aux tueries de masse et de l'appropriation des modes d'action entre les acteurs.

Adaptation de la réponse opérationnelle

- Adaptation des équipements de protection individuelle (EPI balistiques) pour les personnels du Sdis (force concourante) sous forme de kit «équipements balistiques» répartis sur le département.

Intervention d'urgence sur les véhicules (IUV) – incendie-secours routier

- prise en compte de l'évolution des technologies employées pour motoriser les véhicules et leurs risques associés, afin de garantir la sécurité des personnels intervenant par l'adaptation des limites d'action.

Engagement des moyens de secours

Sans remettre en cause les principes d'engagement des secours, optimisation de la réponse opérationnelle, en redonnant au CTA-CODIS, la capacité d'une meilleure adéquation des moyens engagés par rapport aux éléments d'appréciation contextuels recueillis lors du traitement d'appel.

L'ajustement du plan de déploiement départemental (PDD)

Dans le respect des principes du Sdacr qui reposent sur les notions d'efficience (priorité au centre le plus proche) et d'efficacité (priorité aux délais d'intervention) pour assurer une réponse opérationnelle optimale et pérenne dans l'intérêt de la victime, le plan de déploiement départemental défini en annexe 11 est ajusté afin de prendre en compte les quelques écarts constatés entre le délai théorique du système d'information géographique (SIG) et la réalité de terrain.

L'adéquation des moyens opérationnels

Adaptation des moyens de réserve opérationnelles départementale par la suppression des véhicules toute usage (VTU).

Les prestations d'appui opérationnel

Différents services et autres partenaires privés ou associatifs peuvent apporter leur concours aux missions de sécurité civile dans le cadre de leur activité. Dans ce cadre, ce partenariat se concrétise par le biais d'une convention qui arrête les conditions et les modalités de cette participation aux opérations de secours dans le respect des dispositions législatives. Ainsi, le Sdis a renouvelé et développé des partenariats d'appui opérationnel dans les domaines suivants :

Le secours d'urgence à personnes

- la convention avec la Croix Rouge Française relative aux évacuations d'urgence de victimes dans le prolongement d'un dispositif prévisionnel de secours (DPS),

L'environnement maritime et nautique

- la convention avec la Société nationale de sauvetage en mer (SNSM) relative à un appui opérationnel dans le cadre des opérations de recherches et de sauvetage en mer dans des conditions matérielles, techniques et de sécurité optimale,

Les infrastructures routières

- la révision de la convention relative aux interventions réalisées par le Sdis sur le domaine autoroutier concédé à la Société des autoroutes Paris-Normandie (SAPN),

Les risques technologiques et industriels

- la convention relative à la participation d'EDF à la mise à disposition du Sdis par chaque centre nucléaire de production d'électricité (CNPE de Paluel et de Penly), d'un équipement hydraulique grande puissance concourant à la couverture opérationnelle des risques particuliers,
- le renouvellement de la convention de mise à disposition d'un officier de sapeur-pompier professionnel (OSPP) au sein du CNPE de Penly,

Autres

- la convention relative à la participation des volontaires internationaux en soutien opérationnel virtuel à la gestion de crise (VISOV), dans le domaine de l'utilisation des médias sociaux pour la gestion de l'urgence (MSGU).

En conséquence, les annexes suivantes sont modifiées.

Annexe 1 - conventions opérationnelles : prise en compte de la révision et du développement des nouvelles conventions d'appui opérationnel détaillées ci-dessus,

Annexe 3 - établissements autonomes et non autonomes relevant de la rubrique 1432 de la nomenclature des ICPE : mise à jour de la liste suite à la création des communes nouvelles, sièges de certaines industries,

Annexe 4 - interventions non urgentes ouvrant droit à participation financière du bénéficiaire : simplification par le remplacement dans la grille d'appréciation de l'urgence, des montants de la participation financière du bénéficiaire par une mention précisant que ces montants sont réactualisés annuellement par délibération du Conseil d'administration du Sdis,

Annexe 8 - composition et règles d'utilisation des réserves départementales : ajustement des moyens de réserve des groupements territoriaux par la suppression des véhicules tout usage (VTU),

Annexe 10 - règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques : complément de l'annexe relative à chaque spécialité ou unité opérationnelle spécifique permettant de préciser :

- la localisation des risques,
- le cadre réglementaire d'emploi,
- le volume de formation de maintien des acquis,
- le potentiel opérationnel journalier (POJ) de la spécialité des Cis référents,
- la réponse de bassin.

Annexe 11 - plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1^{er} et 2^{ème} appel : intégration de l'ensemble des évolutions liées à la commune nouvelle Terre-de-Caux, et aux écarts de terrains constatés sur le deuxième appel des communes de Mesnil-Raoul, de La Neuville-Chant-d'Oisel et de Sahurs,

Annexe 13 - règlement d'organisation de la chaîne de commandement départementale : au regard de l'occurrence du risque, adaptation de la règle du cumul entre l'astreinte Rad 3 et l'astreinte de terrain. Dissociation dans le groupe de commandement entre, le soutien sanitaire en opération (SSO) et la fonction d'officier santé.

Annexe 14 - effectifs minimaux des engins de secours : ajustement et adaptation des limites d'actions, relatives aux feux de véhicules conformément aux recommandations de la note de doctrine opérationnelle de la DGSCGC,

Annexe 15 - liste des départs types : ajustement des moyens et des codes sinistres, notamment :

- la réponse au secours d'urgence à personnes (SUAP) par la suppression de la notion d'urgence différée,
- l'engagement du chef de groupe sur certains codes sinistre,
- l'ajout du kit balistique en contexte attentat,
- la modification des codes sinistres pour assistance à personne en profondeur et en surface, en eaux intérieures et en zone littorale par, « assistance aquatique en eaux intérieures / en zone littorale » pour lesquels, l'engagement initial est les sauveteurs aquatiques (SAV) complétés des plongeurs (SAL) en fonction du contexte.

Annexe 16 - groupes d'intervention départementaux : remplacement des acronymes, médecins de sapeurs-pompiers (MSP) et infirmiers de sapeurs-pompiers (ISP) par l'acronyme aide médicale urgente (AMU) adapté dans la constitution des groupes concernés.

*

**

L'ensemble des mises à jour, intégré dans le document source RO et ses annexes, abroge la version V0.1

L'adoption de la mise à jour du RO (version V0.2) conduit à abroger les délibérations et les actes en découlant.

Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, les avis suivants ont été recueillis :

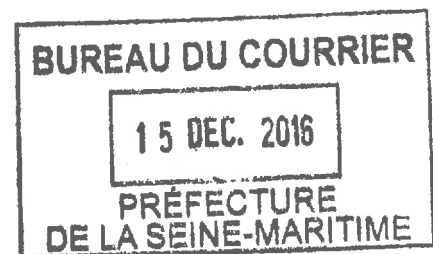
- la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours s'est prononcée le 06 décembre 2016 avec avis favorable à la majorité absolue,
- le comité technique du Sdis s'est prononcé le 07 décembre 2016 avec avis défavorable à la majorité du collège des représentants du personnel et avis favorable à l'unanimité du collège des représentants de l'administration,
- le comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires s'est prononcé le 07 décembre 2016 avec avis favorable à l'unanimité.

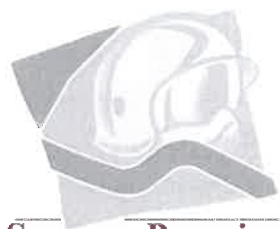
*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration émettent un avis favorable à l'unanimité.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER





**Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime**

SDIS76

Règlement opérationnel départemental

TYPE de Document

Règlement opérationnel

MAJ - Version

- **VO.2**

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE : LES DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....5

1. GÉNÉRALITÉS	5
1.1. Objet du Règlement opérationnel	5
1.2. Application	5
1.3. Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime	5
2. LES COMPÉTENCES ET LES MISSIONS DU SDIS.....	6
2.1. Missions de service public.....	6
2.1.1. <i>Le secours d'urgence aux personnes</i>	6
2.1.1.1. La participation à l'aide médicale urgente.....	6
2.1.1.2. Le transport des urgences psychiatriques.	7
2.1.2. <i>Le secours en mer</i>	7
2.1.3. <i>Les sites nucléaires et industriels</i>	8
2.1.3.1. Les centres nucléaires de production d'électricité (C.N.P.E.).....	8
2.1.3.2. Les sites industriels :.....	8
2.1.3.2. Les stockages de liquides inflammables non autonomes.....	9
2.2. Missions ne relevant pas de la compétence du Sdis.....	9
2.3. Le rôle des maires dans la réalisation des missions du Sdis.....	9
2.3.1. <i>La direction des opérations de secours</i>	9
2.3.2. <i>L'exercice de la police de la défense extérieure contre l'incendie (DECI)</i>	10
2.3.3. <i>L'accessibilité et la dénomination des voies :</i>	10
2.3.4. <i>Les plans d'établissement et répertoires (ER) :</i>	11
2.4. La continuité de service.....	11
3. LA DIRECTION OPÉRATIONNELLE DU SDIS.....	12
3.1. Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours, chef du corps départemental.	12

DEUXIEME PARTIE : ORGANISATION TERRITORIALE.....12

1. LES GROUPEMENTS TERRITORIAUX	12
2. LES CENTRES D'INCENDIE ET DE SECOURS (Cis)	13
2.1. Missions.....	13
2.1.1. <i>Le cadre général</i>	13
2.1.2. <i>Les missions nécessaires à la distribution des secours</i>	13
2.1.3. <i>Les missions du chef de centre</i>	13
2.2. Mode d'organisation des Centres d'incendie et de secours (Cis)	14
2.2.1. <i>Le mode d'organisation des Cis</i>	14
<i>Le mode d'organisation des Cis est déterminé selon :</i>	14
2.2.2. <i>La dissolution, la création, et le regroupement de Cis</i>	14
2.3. Les ressources.....	15
2.3.1. <i>Potentiel opérationnel journalier (POJ) et effectifs opérationnels journaliers (EOJ)</i>	15
2.3.2. <i>La dotation en véhicules et en engins de secours</i>	15
2.3.3. <i>La réserve opérationnelle</i>	15

3. LE SERVICE DE SANTE ET SECOURS MEDICAL (SSSM)	15
4. LES EQUIPES SPECIALISEES ET UNITES OPERATIONNELLES SPECIFIQUES	16
4.1. Généralités	16
4.2. Le fonctionnement général des équipes spécialisées et unités opérationnelles spécifiques	16
4.2.1. L'aptitude	16
4.2.2. Le fonctionnement	17
5. LA COUVERTURE OPERATIONNELLE DU TERRITOIRE	17
5.1. Les principes de couverture et de rattachement des communes à un Cis	17
5.1.1. La couverture en première intention (dit premier appel)	17
5.1.2. La couverture en deuxième intention (dit deuxième appel)	17
5.2. Le plan de déploiement	17
5.3. Les cas particuliers	17
5.3.1. Les prestations d'appuis opérationnels extérieurs (conventions opérationnelles)	17
5.3.2. La mise en œuvre des plans d'établissement répertoriés (ETARE), des ordres d'opérations et des dispositions ORSEC	18

TROISIEME PARTIE : LA MISE EN ŒUVRE OPÉRATIONNELLE 19

1. LA CONDUITE, LE SUIVI ET LA COORDINATION DES OPÉRATIONS DE SECOURS	19
1.1. Les rôles et missions du CTA-CODIS	19
1.1.1. Les rôles et missions du CTA	19
1.1.2. Les rôles et missions du CODIS	20
1.2. Les différents modes d'organisation	20
1.2.1. En situation courante	20
1.2.2. Face à un événement particulier	20
1.2.3. En situation d'appels multiples	21
1.3. L'effectif opérationnel journalier du CTA-CODIS	21
2. L'ORGANISATION DU COMMANDEMENT	21
2.1. Les emplois opérationnels de commandement	21
2.2. Les astreintes de soutien opérationnel de la chaîne de commandement	23
2.3. Les sapeurs-pompiers volontaires experts (SPV experts)	24
3. LA SECURITE EN OPERATION	24
3.1. Le rôle de tous les agents	24
3.2. Le rôle du Commandant des opérations de secours	25
3.3. La prévention et la lutte contre les agressions envers les sapeurs-pompiers	25
4. L'ORGANISATION DES TRANSMISSIONS	25
4.1. L'organisation générale des transmissions	25
4.2. Les ordres de transmission	25
5. L'ENGAGEMENT DES MOYENS DE SECOURS	26
5.1. L'engagement des moyens de secours	26
5.1.1. Les effectifs nominaux	26
5.1.2. Le délai de mobilisation des personnels	26
5.1.3. Les départs types	26

5.1.4.	<i>L'ajustement des départs types.....</i>	27
5.1.5.	<i>Le mode dégradé.....</i>	27
5.1.6.	<i>Le mode mutualisé.....</i>	27
5.1.7.	<i>La gestion des demandes de renforts.....</i>	27
5.1.8.	<i>L'engagement opérationnel des personnels du Service de santé et de secours médical (Sssm).....</i>	28
5.1.9.	<i>La couverture des risques particuliers et des sites à risques.....</i>	28
5.1.10.	<i>Les moyens aériens hélicoptérés.....</i>	29
5.1.11.	<i>Les renforts extra départementaux et l'Unité Mobile de Décontamination (UMD).....</i>	29
5.1.11.1.	<i>Les renforts extra-départementaux</i>	29
5.1.11.2.	<i>L'Unité Mobile de Décontamination (UMD)</i>	29
6.	ANALYSE DE LA PERFORMANCE OPERATIONNELLE	30
6.1.	Les mesures de la qualité opérationnelle	30
6.2.	Le retour d'expérience (REX)	30

ANNEXES31

ANNEXE 1 :	Listes des conventions.....	31
ANNEXE 2 :	Echelon de reconnaissance et d'évaluation	31
ANNEXE 3 :	Etablissements autonomes et non autonomes relevant de la rubrique 1432 de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement	31
ANNEXE 4 :	Intervention non urgentes ouvrant droit à participation aux frais du bénéficiaire	31
ANNEXE 5 :	Modes d'organisation des centres d'incendie et de secours	31
ANNEXE 6 :	Potentiels opérationnels journaliers des centres d'incendie et de secours.....	31
ANNEXE 7 :	Dotation en engins des centres d'incendie et de secours.....	31
ANNEXE 8 :	Composition et règles d'attribution des réserves départementales.....	31
ANNEXE 9 :	Règlement de doctrine du Sssm	31
ANNEXE 10 :	Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques.....	31
ANNEXE 11 :	Plan de déploiement des centres d'incendie et de secours sur les secteurs de 1 ^{er} et 2 ^{ème} appel	31
ANNEXE 12 :	Modalités d'organisation du CTA-CODIS	31
ANNEXE 13 :	Règlement de doctrine de la chaîne de commandement.....	31
ANNEXE 14 :	Effectifs nominaux des engins de secours.....	31
ANNEXE 15 :	Liste des départs-types	31
ANNEXE 16 :	Les groupes d'intervention départementaux.....	31

PREMIÈRE PARTIE : LES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. GÉNÉRALITÉS

1.1. Objet du Règlement opérationnel

Le Service départemental d'incendie et de secours est recensé dans le dispositif d'Organisation de la réponse de sécurité civile (Orsec). A ce titre, il prévoit son organisation pour assurer en permanence ses missions et les conditions dans lesquelles le préfet ou les maires mettent en œuvre les moyens du Service départemental d'incendie et de secours dans le cadre de leurs pouvoirs de polices respectifs.

Le Service départemental d'incendie et de secours est placé sous l'autorité du préfet pour toutes les missions relevant du présent document.

Ce règlement s'applique à toutes les communes de la Seine-Maritime, sièges ou non d'un centre d'incendie et de secours.

1.2. Application

Le Directeur départemental du Service départemental d'incendie et de secours veille à la bonne application des dispositions du présent règlement et à la cohérence des actions menées. Il propose au préfet une actualisation régulière des dispositions si nécessaire.

De plus, à l'appui du présent règlement, le Directeur départemental du Service départemental d'incendie et de secours arrête des consignes opérationnelles particulières de portée départementale sous forme d'instructions opérationnelles, de notes de service et d'ordres d'opérations.

1.3. Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

Le Service départemental d'incendie et de secours (Sdis 76) de la Seine-Maritime comprend :

- le corps départemental de sapeurs-pompiers,
- le service de santé.

Le Sdis 76 est, pour la gestion administrative et financière, placé sous l'autorité du président du Conseil d'administration.

Le Sdis 76 comprend :

- une direction départementale organisée en groupements fonctionnels, et services,
- des groupements territoriaux,
- des centres d'incendie et de secours (Cis).

Pour mener ses missions opérationnelles, le Sdis 76 s'organise de façon à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour faire face aux accidents, sinistres et catastrophes générés par les risques courants et particuliers tels qu'ils sont inventoriés dans le Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (Sdacr).

2. LES COMPÉTENCES ET LES MISSIONS DU SDIS

2.1. Missions de service public

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de la prévention, de la protection et de la lutte contre les incendies.

Il concourt avec les autres services et professionnels concernés, à la protection et à la lutte contre les accidents, sinistres et catastrophes, à l'évaluation et à la prévention des risques technologiques et naturels ainsi qu'aux secours d'urgence.

Dans le cadre de ses compétences, il exerce les missions suivantes :

- la prévention et l'évaluation des risques de sécurité civile,
- la préparation des mesures de sauvegarde et l'organisation des moyens de secours,
- la protection des personnes, des biens et de l'environnement,
- les secours d'urgence aux personnes victimes d'accidents, de sinistres ou de catastrophes ainsi que leur évacuation.

2.1.1. Le secours d'urgence aux personnes

Le Sdis concourt avec les autres services et professionnels concernés aux secours d'urgence aux personnes.

Dans ce cadre, la mise en œuvre des moyens de secours d'urgence aux personnes est organisée selon une convention sur l'aide médicale urgente (AMU) entre le Sdis et les Services d'aide médicale urgente de la Seine-Maritime (SAMU 76 A et B) (cf. annexe 1).

Cette convention est conforme aux exigences nationales du référentiel commun d'organisation du secours aux personnes et de l'aide médicale urgente.

2.1.1.1. La participation à l'aide médicale urgente.

Le cadre général :

L'aide médicale urgente relève du SAMU. Le Service de santé et de secours médical (Sssm) concourt aux missions de secours d'urgence et participe à l'aide médicale urgente. Les personnels correspondants doivent être titulaires de la compétence protocoles infirmiers de soins d'urgence (PISU) (Cf. annexe 1).

Le véhicule léger infirmier (VLI) :

Conformément aux orientations de l'interface entre le Schéma régional d'organisation des soins (Sros) et le Sdacr, un dispositif de garde infirmier peut être mis en place. Il permet d'assurer la première réponse d'AMU en attendant la prise en charge des victimes par une équipe hospitalière du Service mobile d'urgence et de réanimation (SMUR).

Il s'effectue sous la forme d'un VLI mis en place dans le cadre d'une convention avec le centre hospitalier territorialement compétent qui définit les modalités de mise en œuvre et les protocoles infirmiers de soins d'urgence.

Ces dispositions prévoient la mise en position de garde d'un infirmier de sapeur-pompier volontaire du vendredi 20 heures au lundi matin 08 heures. Une permanence de conducteur est assurée selon le fonctionnement de l'astreinte indépendamment de l'effectif opérationnel du Cis.

Le véhicule médicalisé léger (VML) :

Le centre de secours Les-Prés-Salés, assure au profit de l'antenne du SMUR de Eu un piquet de conducteur de la VML sept jours sur sept, vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Cette permanence est assurée,

par un sapeur-pompier volontaire, selon le fonctionnement de la garde, indépendamment de l'effectif opérationnel du Cis.

2.1.1.2. Le transport des urgences psychiatriques.

Une convention multipartite (établie entre le Ministère Public, les préfectures de l'Eure et de la Seine-Maritime, l'agence régionale de la santé de Normandie, les Sdis 76 et 27, les associations de transports sanitaires urgents et les centres hospitaliers de Normandie ayant des services d'urgences psychiatriques), définit l'organisation du dispositif de réponse aux urgences psychiatriques sur le territoire de santé de la région Haute-Normandie (Cf. annexe 1)

Ce dispositif permet d'optimiser la réponse apportée au patient dans le délai de prise en charge et de réduire le temps de mobilisation des services pour :

- l'organisation de l'admission en soins psychiatriques sans consentement (évaluation médicale, décision administrative, transport),
- la réintégration en hospitalisation complète d'un patient connu (en fugue ou en rupture de soins prescrits dans le cadre d'un programme de soins),
- le transport vers un établissement de santé de toute personne présentant des troubles mentaux manifestes et non consentante aux soins.

2.1.2. Le secours en mer

Le Sdis est territorialement compétent jusqu'à la limite géographique à partir de laquelle s'exerce l'autorité du préfet maritime en matière de secours, soit :

- jusqu'à la limite des eaux sur le rivage (ligne délimitant sur l'estran les terres immergées, des terres émergées, c'est donc une limite fluctuante dans le temps, sous l'effet de la marée),
- dans la bande côtière des 300 m depuis la limite des eaux sur le rivage, s'agissant des baignades ou des activités nautiques pratiquées à partir du rivage, avec des engins de plage et des engins nautiques non immatriculés
- dans les ports à l'intérieur de leurs limites administratives,
- dans les estuaires en amont des limites transversales de la mer.

La participation aux opérations de recherche et de sauvetage en mer n'est pas une mission obligatoire des Sdis.

Toutefois, le Sdis 76 peut contribuer aux opérations de secours et de sauvetage en mer conformément aux conventions établies respectivement avec les Centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage (CROSS) Gris Nez (compétent au nord du cap d'Antifer) et Jobourg (compétent au sud du cap d'Antifer).

Dans ce cadre, le Sdis 76 participe (Cf. annexe 1) :

- aux opérations de recherche et de sauvetage en mer au profit principalement des baigneurs et des personnes pratiquant des loisirs ou sports nautiques, sur la façade littorale du département,
- à l'armement de l'hélicoptère de la sécurité civile basé à Octeville sur Mer (Dragon 76) avec des personnels spécialisés à l'exclusion d'équipes médicales.
- à la préparation de l'accueil au port d'un navire en difficulté, notamment en ce qui concerne :
 - la lutte contre l'incendie,
 - le secours aux personnes,
 - les matières dangereuses.

2.1.3. Les sites nucléaires et industriels

2.1.3.1. Les centres nucléaires de production d'électricité (CNPE) :

La défense incendie des CNPE relève d'une convention cadre nationale entre la Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC) et Electricité de France-Direction de la production nucléaire (EDF-DPN), déclinée au plan départemental par une convention de partenariat entre le Sdis et les CNPE de Paluel et de Penly.

Cette convention a pour objectif de :

- préparer et préciser les modalités d'intervention des sapeurs-pompiers en cas d'incendie, d'accident, de situations de pollution environnementale se produisant dans l'enceinte des CNPE de Penly et Paluel, en cohérence avec les dispositions opérationnelles du PUI (Plan d'Urgence Interne) et du PPI (Plan Particulier d'Intervention), s'ils sont déclenchés,
- fixer les conditions dans lesquelles les CNPE de Paluel, de Penly, et le Sdis s'apporteront un soutien technique mutuel notamment pour le perfectionnement de l'ensemble des acteurs pouvant intervenir en situation de crise, l'amélioration de la culture incendie et de la connaissance des structures des CNPE.

De plus, le Sdis, dans le cadre d'une convention d'objectif met à disposition un officier de sapeurs-pompiers sur chaque CNPE de Paluel et Penly.

Ces officiers de sapeurs-pompiers sont chargés sous l'autorité du CNPE et plus particulièrement du chef de mission sûreté du CNPE, d'une part, de promouvoir, d'organiser, et d'animer le développement des relations entre CNPE et le Service départemental d'incendie et de secours afin d'assurer en cas de sinistre ou d'incident particulier, la meilleure complémentarité possible entre les intervenants et d'autre part, de collaborer et de veiller à la cohérence des mesures sur les deux sites de Paluel et Penly.

2.1.3.2. Les sites industriels

Un sinistre industriel avec ou sans le déclenchement d'un Plan d'opération interne (POI) ne conduit pas nécessairement à l'engagement de moyens d'intervention du Sdis, le recours aux secours publics étant du ressort de l'exploitant.

Dans ce cas, conformément aux instructions préfectorales (circulaires du 13/07/2011, 03/07/2014, 03/06/2015 relatives à la gestion des incidents technologiques avec déclenchement de plan d'opération interne) et dans l'esprit de la circulaire interministérielle du 12 janvier 2011 (articulation entre le plan d'opération interne, l'intervention des services de secours publics et la planification Orsec) qui prévoit la présence au poste de commandement de l'exploitant d'un officier de liaison issu des secours publics, l'exploitant peut accepter l'assistance d'un échelon de reconnaissance et d'évaluation composé d'officiers de la chaîne de commandement et d'un représentant de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) (Cf. annexe 2).

Cet échelon est chargé de :

- transmettre, dans les meilleurs délais, au CODIS des informations utiles permettant une évaluation plus précise de la situation à l'attention de l'autorité préfectorale,
- conseiller l'industriel sur la conduite des opérations, dans le domaine de l'incendie et des risques particuliers (risques chimiques, feux d'hydrocarbures...),
- proposer des moyens du Sdis en complément du dispositif mis en œuvre par l'industriel.

Par ailleurs, dès lors que l'exploitant recourt aux moyens du Sdis, la stratégie d'intervention est définie conjointement entre le Commandant des opérations de secours (COS) sapeur-pompier et le Directeur des opérations internes (DOI), chacun restant dans ses domaines de compétences et de responsabilités.

2.1.3.2. Les stockages de liquides inflammables non autonomes

En application de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), relative au stockage en réservoirs aériens de liquides inflammables, les établissements assujettis se déclarent autonomes ou non autonomes en matière de stratégie de lutte contre l'incendie.

Dans le cas où un établissement se déclare non autonome (Cf. annexe 3), il peut demander le recourt aux moyens publics (Sdis).

Dans ce cadre, l'appui du Sdis en l'absence d'évènement majorant sur le département, consiste en première intention en l'engagement d'un groupe feu de liquide inflammable.

2.2. Missions ne relevant pas de la compétence du Sdis.

Le Service départemental d'incendie et de secours n'est tenu de procéder qu'aux seules interventions qui se rattachent directement à ses missions de service public définies par les textes réglementaires en vigueur. (Cf. annexe 4)

S'il a procédé à des interventions ne se rattachant pas directement à l'exercice de ses missions, il est demandé aux bénéficiaires une participation aux frais, dans les conditions déterminées par délibération du Conseil d'administration.

Les interventions ouvrant droit à participation financière du bénéficiaire (le requérant) sont les suivantes :

- l'ouverture de porte sans urgence,
- le dégât des eaux,
- la destruction d'hyménoptères,
- la pollution,
- la réquisition de l'autorité judiciaire,
- l'ascenseur bloqué,
- la prestation d'assistance au remorquage ou à la récupération d'objets flottants.

2.3. Le rôle des maires dans la réalisation des missions du Sdis

2.3.1. La direction des opérations de secours

Lors de la survenue d'un sinistre, dont l'ampleur et les conséquences directes ne dépassent pas les limites du territoire communal, le maire dirige les opérations de secours. Dans ce cas, il prend l'appellation de Directeur des opérations de secours (DOS) et s'appuie sur la chaîne de commandement du Sdis détaillée dans le chapitre 1.2 de la troisième partie du présent règlement.

Par ailleurs, en cas d'accident, sinistre ou catastrophe dont les conséquences peuvent dépasser les limites ou les capacités d'une commune, le représentant de l'Etat dans le département mobilise les moyens de secours relevant de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics. En tant que de besoin, il mobilise ou réquisitionne les moyens privés nécessaires aux secours.

Il assure la direction des opérations de secours et peut activer s'il y a lieu, le plan Orsec départemental.

2.3.2. L'exercice de la police de la défense extérieure contre l'incendie (DECI)

Conformément au Code général des collectivités territoriales (CGCT), il appartient, selon le cas, au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) délégataire du pouvoir de police spéciale relatif à la DECI, de prendre toutes les dispositions pour permettre et faciliter la mise en œuvre opérationnelle des moyens du Sdis sur leur territoire de compétence. A cet égard, ils doivent mettre à disposition des sapeurs-pompiers, les ressources en eau nécessaires pour assurer la lutte contre les incendies.

L'autorité investie du pouvoir de police de la DECI veille à ce que l'implantation des poteaux et bouches d'incendie soit réalisée, dans chaque commune, suivant les préconisations du Sdis, conformément aux dispositions techniques précisées dans le règlement départemental de DECI (RDDECI).

En applications des dispositions prévues dans le RDDECI, elle doit :

- maintenir en bon état de fonctionnement les moyens de défense extérieure contre l'incendie artificiel et naturel situés sur le domaine public ou sur des parcelles privées,
- contrôler périodiquement les performances, la manœuvrabilité, l'accessibilité et le signalement de ces ressources en eau.

L'autorité investie du pouvoir de police de la DECI et les services délégataires chargés du contrôle des mesures de performance des points d'eau transmettent à la direction départementale des services d'incendie et de secours les résultats de ces mesures, dans les conditions et sous la forme préconisées par le RDDECI.

De plus, ils informent sans délai, selon les modalités précisées dans le RDDECI, le Sdis de :

- tout projet de création, modification ou suppression de point d'eau,
- toute indisponibilité,
- tout retour à l'état de disponibilité.

2.3.3. L'accessibilité et la dénomination des voies :

Les communes sont tenues d'informer et de transmettre sans délai au format informatique au Sdis à l'adresse suivante : gop.secretariat@dis76.fr

- toutes modifications qui interviennent dans la création, la dénomination, la numérotation des voies,
- les informations relatives à la fermeture des voies, aux changements de sens de circulation et aux restrictions de circulation.

A ce titre, les communes permettent au Sdis d'accéder à toutes leurs bases de données informatiques s'y afférant.

2.3.4. Les plans d'établissements répertoriés (ER) :

Afin de faciliter l'engagement et la réponse opérationnelle des intervenants, le service Prévision et Planification procède à l'élaboration des plans dits d'établissements répertoriés de sites ou d'entreprises présentant des risques particuliers, nécessitant l'engagement de moyens de couverture adapté.

Les critères retenus pour l'élaboration de ce type de documents sont précisés dans le tableau suivant :

Plan ER complet	Plan ER simplifié		Cas des autres établissements
Installation contenant une INB	Installation soumise à POI sans en avoir l'obligation par arrêté préfectoral		Application de la grille d'aide à la décision en vue de l'élaboration d'un <u>Plan ER simplifié</u>
ICPE soumise à AS	Monuments ou ouvrages historiques à protéger		
Installation soumise à POI par arrêté préfectoral	Immeubles verre et acier		
Installation soumise à PPI isolé	Silos		
Immeuble de Grande Hauteur	Établissement économique / militaire sensible		
Aéroports	Bâtiment d'habitation de la 4ème famille		
ERP type U et J de 1ère catégorie	Manifestations ou établissements temporaires		
Établissement visé par l'ORSEC départemental	Stations de pipeline		
Établissement pénitentiaire	ERP	Type	
Transports guidés urbains		J	
Infrastructures spécifiques (tunnels ferroviaires ou routiers, pont sensible, ...)		L	
Administrations sensibles (préfecture, conseils régional et départemental, ...)		M	
ERP de type M de 1ère catégorie à plusieurs niveaux		N	
ERP de type R d'enseignement supérieur (universités, facultés avec risques spécifiques, laboratoire)		O	
Navire transportant des passagers à passage régulier (ferry notamment)		P	
		Q	
		R	
		S	
		T	
		U	
		V	
		W	
		X	
		Y	
		GA	
		PS	
		PO et TPO	

2.4. La continuité de service

Lorsque des événements sont susceptibles de perturber son fonctionnement, le Sdis adapte son organisation.

Un arrêté conjoint du préfet et du président du Conseil d'administration du Sdis détermine le périmètre d'un service minimum et des ressources permettant au Sdis d'assurer la continuité de ses missions de service public.

3. LA DIRECTION OPÉRATIONNELLE DU SDIS

3.1. Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours, chef du corps départemental.

Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours (Ddsis), chef du corps départemental des sapeurs-pompiers de la Seine-Maritime, est placé sous l'autorité du représentant de l'Etat dans le département et dans le cadre de leur pouvoir de police des maires pour :

- la direction opérationnelle du corps départemental des sapeurs-pompiers,
- la direction des actions de prévention relevant du Service départemental d'incendie et de secours,
- la mise en œuvre opérationnelle de l'ensemble des moyens de secours et de lutte contre l'incendie.

Le Directeur dispose de l'ensemble des moyens des centres d'incendie et de secours (Cis) pour l'exercice des missions prévues à l'article L 1424-33 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) et rappelées ci-avant.

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur départemental, le Directeur départemental adjoint le remplace dans l'ensemble de ses fonctions.

DEUXIEME PARTIE : ORGANISATION TERRITORIALE

1. LES GROUPEMENTS TERRITORIAUX

Les groupements territoriaux sont placés sous le commandement d'un chef de groupement et sont chargés de mettre en œuvre au niveau des territoires, l'ensemble des politiques et actions relatives à la compétence et aux missions du Sdis.

Dans ce cadre, les groupements territoriaux sont plus particulièrement chargés de :

- organiser et mettre en œuvre la politique départementale sur le territoire,
- participer à la définition des orientations stratégiques du service départemental,
- animer, coordonner et contrôler le fonctionnement de l'ensemble des centres d'incendie et de secours et services du groupement,
- s'assurer de l'organisation des centres d'incendie et de secours dans le respect des règlements du Sdis 76 et de la qualité des actions menées par les chefs de centre,
- s'assurer de la bonne préparation et de la distribution des secours en contrôlant les capacités et aptitudes opérationnelles des centres et proposer toutes mesures correctives destinées à rendre la réponse opérationnelle plus efficiente,
- développer et entretenir les relations avec les services publics et privés concourant aux opérations de secours,
- développer et entretenir les relations avec les exploitants d'établissements présentant des risques particuliers.

Pour permettre la réalisation de ces missions, les groupements territoriaux disposent de structures déconcentrées des groupements fonctionnels implantées au niveau de leur état-major et des moyens affectés dans les Cis de leur territoire de compétence.

2. LES CENTRES D'INCENDIE ET DE SECOURS (Cis)

Les centres d'incendie et de secours sont des unités territoriales chargées principalement des missions de secours. Ils sont répartis sur le territoire du département en tenant compte des objectifs de couverture définis par le Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (Sdacr).

2.1. Missions

2.1.1. Le cadre général

Les Cis placés sous le commandement d'un chef de centre doivent assurer en toutes circonstances les missions nécessaires :

- à la distribution des secours sur le terrain,
- au maintien de la capacité opérationnelle (potentiel opérationnel journalier, effectif de spécialistes),
- au suivi technique et administratif des missions de secours.

2.1.2. Les missions nécessaires à la distribution des secours

Pour assurer la distribution des secours, chaque Cis est organisé de manière à :

- prendre en compte l'alerte transmise par le Centre de traitement de l'alerte (CTA), engager les secours et prévenir sans délai le Centre opérationnel départemental d'incendie et de secours (CODIS) de la réalité de l'engagement de leur moyen et des effectifs présents à bord de chaque véhicule de secours,
- mettre en œuvre les moyens de secours sur le terrain,
- assurer le respect de l'adéquation entre les fonctions opérationnelles des agents, leurs compétences et leur aptitude médicale.

L'encadrement du centre ou le responsable de garde peut au moment du départ au regard des contraintes opérationnelles du secteur renforcer en personnel, en matériel ou en engin de secours, les moyens du Cis engagés par le CTA-CODIS.

Ces compléments sont immédiatement portés à la connaissance du CODIS.

2.1.3. Les missions du chef de centre

Le chef de centre est le garant de la performance opérationnelle de son unité et du respect du présent règlement en ce qui concerne la mise en œuvre opérationnelle des moyens humains et matériels.

Dans ce cadre, il assure notamment :

- la planification des gardes et/ou astreintes conformément au potentiel opérationnel journalier (POJ) quantitatif et qualitatif des compétences (chefs agrès, conducteurs, spécialistes,...),
- la formation, le maintien des acquis et l'entraînement physique des personnels (tronc commun et spécialités),
- la bonne connaissance du secteur d'intervention par l'ensemble du personnel,
- la diffusion et le respect des consignes opérationnelles,
- la disponibilité des matériels, leur contrôle et leur entretien courant,
- le contrôle et la validation des comptes rendus de sortie de secours rédigés par les chefs d'agrès (CRSS),
- le respect des règles de contrôle, d'entretien et d'utilisation des équipements de protection individuels (EPI),
- la reconnaissance opérationnelle des points d'eau du département, situés sur son secteur d'appel.

2.2. Mode d'organisation des Centres d'incendie et de secours (Cis)

2.2.1. Le mode d'organisation des Cis

Le mode d'organisation des Cis est déterminé selon :

- le classement des communes établi dans le Sdacr,
- le potentiel d'activité,
- les enjeux du secteur de 1er appel,
- le mode d'organisation du Cis le plus proche.

Il repose ainsi sur les modes d'organisation suivants :

- **Mode « garde » :**

Sauf autorisation accordée, conformément aux dispositions du Règlement intérieur du Sdis, les sapeurs-pompiers de garde se tiennent dans les locaux de leur Cis et sont susceptibles de les quitter immédiatement pour partir en intervention. Le délai de mobilisation des personnels de garde est de 3 minutes au plus. Il correspond au délai de préparation pour prendre en compte l'alerte, s'équiper, rejoindre l'engin et partir en intervention.

- **Mode « astreinte » :**

Les sapeurs-pompiers en astreinte doivent partir en intervention dans un délai, dit délai de mobilisation, de 11 minutes au plus comprenant :

- d'un délai de 8 minutes au plus de trajet pour rejoindre leur Cis d'affectation dès réception de l'alerte sur leur récepteur individuel,
- d'un délai de 3 minutes au plus de préparation pour prendre en compte l'alerte, s'équiper, rejoindre l'engin et partir en intervention.

Afin de maintenir un potentiel opérationnel, les centres en garde des agglomérations disposent d'une astreinte de recouvrement.

Cette astreinte est mobilisée dès que l'effectif de garde disponible au Cis atteint le seuil de 25 % de l'EOJ.

Les sapeurs-pompiers assurant cette astreinte ne sont pas soumis au délai de 8 minutes pour rejoindre le Cis mais à un délai de 15 minutes maximum.

- **Mode « disponibilité » :**

Certains Cis dont le secteur de 1er appel est recouvrable dans les délais du Sdacr par un Cis voisin sont dispensés de contraintes de planification d'astreinte. La disponibilité est déclarative.

Le mode d'organisation d'un centre peut varier en fonction de la tranche horaire, du jour, de la saison.

Plusieurs modes (astreinte et garde) peuvent fonctionner ensemble.

Le mode d'organisation de chaque Cis est précisé dans l'annexe 5.

2.2.2. La dissolution, la création, et le regroupement de Cis

Les centres d'incendie et de secours du Sdis peuvent être dissous, créés ou regroupés en fonction des orientations définies par le Sdacr par arrêté du préfet.

2.3. Les ressources

2.3.1. Potentiel opérationnel journalier (POJ) et effectifs opérationnels journaliers (EOJ)

Pour chaque Cis, le Directeur fixe un potentiel opérationnel journalier (POJ), constitué par :

- des sapeurs-pompiers professionnels et/ou volontaires de garde (effectif opérationnel journalier EOJ),
- des sapeurs-pompiers volontaires d'astreinte susceptibles de rejoindre le Cis dans des délais conformes au présent règlement.

Le POJ est modulable en fonction :

- de la sollicitation opérationnelle de chaque Cis,
- de périodes prédéfinies :
 - jour/semaine,
 - nuit/week-end/jour férié
- d'autres périodes si nécessaire.

Dans le cadre de certains événements (grands rassemblements, événement sportif ou culturel, fêtes de fin d'année...) un ordre d'opération arrête les effectifs et le mode d'organisation des Cis pour une période considérée.

Le POJ et EOJ de chaque Cis est précisé dans l'annexe 6.

2.3.2. La dotation en véhicules et en engins de secours

La dotation de chaque Cis est définie proportionnellement à la nature et au volume de son activité opérationnelle ainsi que de la capacité de couverture par les Cis voisins.

Le tableau en annexe 7 détaille les affectations en moyens par Cis.

2.3.3. La réserve opérationnelle

Certains Cis peuvent se voir affecter des moyens complémentaires notamment ceux qui concernent les réserves opérationnelles de groupement. Par ailleurs, le Sdis dispose d'une réserve opérationnelle départementale.

Ces réserves contribuent à la continuité de la réponse opérationnelle dans le cadre des opérations de maintenance du parc engins.

Les moyens de la réserve opérationnelle ne sont pas dédiés à l'activité opérationnelle courante.

Le processus d'utilisation des moyens de la réserve départementale est défini dans l'annexe 8.

3. LE SERVICE DE SANTE ET SECOURS MEDICAL (SSSM)

Les ressources opérationnelles du Sssm sont :

- les médecins de sapeurs-pompiers dénommés « médecin d'astreinte départementale »,
- les infirmiers de sapeurs-pompiers professionnels dénommés « officiers de santé »,

- les autres ressources réparties comme suit :
 - des médecins et des infirmiers de sapeurs-pompiers habilités respectivement au soutien sanitaire en opération et à l'aide médicale urgente,
 - des vétérinaires,
 - des pharmaciens,
 - tout autre professionnel de santé sans exception, dans le cadre d'un plan de secours.

Le règlement de doctrine des moyens du Sssm joint en annexe 9 fixe les modalités de mise en œuvre opérationnelles de ces ressources.

4. LES EQUIPES SPECIALISEES ET UNITES OPERATIONNELLES SPECIFIQUES

4.1. Généralités

Afin de répondre à la couverture de certains risques particuliers le Service départemental d'incendie et de secours dispose de compétences et de moyens spécifiques. Ces risques particuliers et les moyens spécialisés de réponse opérationnelle se caractérisent de la façon suivante :

Le risque aquatique

- l'équipe spécialisée « sauvetage aquatique de surface » nommée SAV,
- l'équipe spécialisée « secours subaquatique » nommée SAL.

Le risque milieu périlleux

- l'équipe spécialisée « groupe de reconnaissance et d'intervention en milieux périlleux » nommée GRIMP,
- l'équipe spécialisée « sauvetage-déblaiement » nommée SDE,
- l'unité opérationnelle spécifique « intervention à bord des navires » nommée IBN.

Le risque nucléaire-radiologique-biologique-chimique

- l'équipe spécialisée « risques chimiques et biologiques » nommée RCH,
- l'équipe spécialisée « risque radiologique » nommée RAD,
- l'unité opérationnelle spécifique « décontamination » nommée DEC.

Chaque équipe spécialisée et unité opérationnelle spécifique est dirigée par un conseiller technique départemental dénommé CTD suivi de l'acronyme de la spécialité ou de l'unité opérationnelle spécifique.

Chaque équipe et chaque unité opérationnelle spécifique est composée de plusieurs ressources opérationnelles réparties dans les Cis composant le bassin de la spécialité et au sein de la chaîne de commandement.

Les centres d'incendie et de secours dotés des moyens opérationnels de spécialités ou d'une unité opérationnelle spécifique disposent des effectifs et des matériels pour mener, de façon autonome ou en complémentarité d'autres Cis, une mission, au sens du GNR ou du REAC.

Il peut s'agir d'une mission de reconnaissance, de sauvetage de vie humaine ou de préparation à l'intervention, réalisée en attente du renfort en personnels et matériels spécialisés.

4.2. Le fonctionnement général des équipes spécialisées et unités opérationnelles spécifiques

4.2.1. L'aptitude

Chaque spécialité fait l'objet d'un arrêté préfectoral fixant la liste d'aptitude opérationnelle des personnels du corps départemental aptes à exercer en son sein. Cette liste est mise à jour deux fois par an.

Entre ces deux échéances, le Directeur départemental peut autoriser ou suspendre, à titre exceptionnel, pour répondre à des nécessités de service, l'activité opérationnelle de spécialité d'un ou de plusieurs agents, après avis du conseiller technique départemental.

4.2.2. Le fonctionnement

Un règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques (Cf. annexe 10) complète le présent règlement. Il précise l'organisation et les conditions de mise en œuvre opérationnelle des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques. Par ailleurs, au niveau départemental, chaque spécialité dispose d'un POJ.

L'approche globale par bassin et la mutualisation des compétences est la base du fonctionnement des spécialités et unités spécifiques opérationnelles.

5. LA COUVERTURE OPERATIONNELLE DU TERRITOIRE

5.1. Les principes de couverture et de rattachement des communes à un Cis

5.1.1. La couverture en première intention (dit premier appel)

Les communes sont rattachées en premier appel au Cis le plus proche pour ce qui est de la distance, dans le respect des délais fixés par le Sdacr. Ce Cis est dénommé centre de premier appel.

Par ailleurs, certains lieux-dits, hameaux ou quartiers peuvent être attribués à un autre Cis que le centre de premier appel de leur commune de rattachement.

5.1.2. La couverture en deuxième intention (dit deuxième appel)

En cas d'indisponibilité du centre de premier appel, c'est le centre dont le délai d'intervention est le plus rapide qui est engagé. Ce centre est dénommé centre de deuxième appel.

La couverture opérationnelle des communes par les centres de 1^{er} et 2^{ème} appels figure en annexe 11.

5.2. Le plan de déploiement

La procédure de couverture de deuxième appel présentée ci-dessus se répète en cascade jusqu'au 5^e rang.

En fonction du contexte opérationnel, le CTA-CODIS peut aménager le plan de déploiement.

5.3. Les cas particuliers

5.3.1. Les prestations d'appuis opérationnels extérieurs (conventions opérationnelles)

- Les conventions interdépartementales d'assistances mutuelles :

Certaines communes situées à la périphérie du département de la Seine-Maritime peuvent, en raison de leur position géographique être rattachées à un Cis d'un département voisin.

Réciproquement certaines communes des départements limitrophes peuvent, dans les mêmes conditions, être rattachées à un Cis du département de la Seine-Maritime.

Ces rattachements sont arrêtés par les préfets et les autorités administratives concernées, dans des conditions définies par les conventions interdépartementales d'assistances mutuelles. C'est le cas des départements de la Somme, de l'Oise, de l'Eure.

Les conventions ont pour objet de définir les modalités d'assistance mutuelle entre le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et les services départementaux d'incendie et de secours limitrophes en vue d'assurer les interventions urgentes.

Les Sdis s'engagent à se prêter assistance mutuelle dans les cas suivants :

- engagement en premier appel de moyens du Sdis 76 sur les communes concédées par le Sdis limitrophe,
- engagement en premier appel de moyens du Sdis limitrophe sur les communes concédées de la Seine-Maritime,
- engagement jusqu'au rang 5 de moyens du Sdis 76 sur les communes du département limitrophe,
- engagement jusqu'au rang 5 de moyens du Sdis limitrophe sur les communes de la Seine-Maritime,
- engagement réciproque de moyens spéciaux ou de groupes de renfort sans limite de secteur pour faire face au risque courant et/ou particulier (plans d'établissements répertoriés, plans de secours départementaux ou interdépartementaux, renforts...).

Les Sdis se communiquent réciproquement sur demande en début d'année la liste actualisée de leur matériel avec leur positionnement géographique et le mode d'organisation de la permanence des personnels dans les centres d'incendie et de secours concernés.

L'envoi de moyens, de quelque nature qu'ils soient, est conditionné par l'activité opérationnelle en cours du Sdis sollicité.

- Les autres conventions ou protocoles : (CROSS, SAPN/SANEF, SNSM, CNPE, GPMH...)

Différents services et autres partenaires privés ou associatifs peuvent apporter leur concours aux missions de Sécurité Civile dans le cadre de leurs activités.

Ils sont alors placés sous l'autorité du Directeur des opérations de secours et sous le commandement du Commandant des opérations de secours.

Les conditions et les modalités de cette participation aux opérations de secours sont définies, autant que nécessaire, par le biais de conventions, marchés ou protocoles entre eux et le Sdis 76, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires.

5.3.2. La mise en œuvre des plans d'établissement répertoriés (ETARE), des ordres d'opérations et des dispositions ORSEC

Les conditions de distribution des secours peuvent échapper au plan de déploiement afin de tenir compte des particularités liées à certaines voies (terre-plein central) ou à certains établissements faisant l'objet d'un plan ETARE mais aussi lors de la mise en place d'un ordre d'opérations spécifique lié à un événement particulier.

TROISIEME PARTIE : LA MISE EN ŒUVRE OPÉRATIONNELLE

1. LA CONDUITE, LE SUIVI ET LA COORDINATION DES OPÉRATIONS DE SECOURS

1.1. Les rôles et missions du CTA-CODIS

Le CTA-CODIS est placé sous l'autorité du Directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime. Il est l'organe de centralisation de l'alerte et de coordination de l'activité et des moyens opérationnels du Sdis 76.

Le CTA-CODIS basé à la direction départementale à Yvetot est unique dans le département de la Seine-Maritime et fonctionne 24 heures sur 24, tous les jours de l'année.

Dans ce cadre, il assure le suivi des opérations, la veille permanente et anticipe tout évènement non planifié.

L'organisation et le fonctionnement sont fixées dans le document « modalités d'organisation du CTA-CODIS (Cf. annexe 12).

1.1.1. Les rôles et missions du CTA

Le Centre de traitement de l'alerte (CTA) est la structure chargée de la réception et du traitement de l'alerte. Il est destinataire des appels provenant du 18 ou du 112 conformément au plan départemental des appels d'urgences de la Seine-Maritime et des demandes qui lui sont transférées par un autre service d'urgence.

A ce titre, il doit :

- recevoir, traiter, authentifier et enregistrer les appels,
- s'il s'agit d'un secours aux personnes ou d'une demande d'aide médicale urgente, réaliser une conférence à 3 avec l'appelant et le Centre de réception et de régulation des appels du Samu (CRRA 15) pour une régulation médicale dans le respect des dispositions de la convention 15/18,
- informer le requérant ou réorienter les appels ne relevant pas de la compétence du Sdis vers les services concernés,
- localiser géographiquement les sinistres avec l'assistance des outils de base de données et/ou en sollicitant une géolocalisation à un opérateur de téléphonie,
- engager les moyens de secours conformément au présent règlement et accords interservices, en les adaptant si besoin :
 - aux éléments de contexte relevés lors du traitement de l'appel,
 - à l'activité opérationnelle,
- déclencher la chaîne de commandement lorsque son concours est prévu dans le premier train de départ,
- rendre compte au CODIS de l'engagement des moyens de secours et des éléments de contexte.

Toute demande de secours reçue directement dans un Cis doit immédiatement être retransmise, par ce dernier, vers le CTA, qui procèdera à l'engagement des moyens nécessaires. Dans l'attente le Cis peut engager ses moyens dans le cadre d'une première réponse opérationnelle et notamment dans le cadre d'un prompt secours.

Par ailleurs le Cis peut renforcer ou adapter les moyens engagés du fait de sa connaissance précise de son secteur d'intervention ; il en rend immédiatement compte au CTA.

Le CTA constitue l'organe unique de réception des appels en provenance des numéros d'urgence ainsi que des numéros dédiés des Etablissements recevant du public (ERP) ou de sites industriels ou particuliers concernés.

1.1.2. Les rôles et missions du CODIS

Le CODIS est chargé d'assurer le suivi et la coordination de l'activité opérationnelle du Sdis. A ce titre, il doit :

- assurer la veille permanente des fréquences radios opérationnelles départementales, sécurité accueil et air-sol,
- assurer le suivi des opérations, du déclenchement des secours à la fin de l'intervention,
- s'assurer du déclenchement des moyens de secours sollicités et alerter les personnels de la chaîne de commandement proposés par le CTA,
- transmettre toutes informations utiles aux moyens engagés en transit ou sur les lieux (précision d'adresse, positionnement du centre de regroupement des moyens, aggravation de la situation...),
- eu égard aux éléments de contexte et de la situation, renseigner et/ou engager la chaîne de commandement si son concours n'est pas prévu dans le départ déclenché par le CTA ou sur demande du COS,
- engager les moyens de secours demandés en renfort,
- renseigner les autorités départementales et municipales,
- alerter si nécessaire, les autorités départementales et municipales ainsi que les autres organismes privés ou publics qui concourent ou sont impliqués dans les opérations de secours,
- assurer en permanence, une couverture équilibrée du territoire, en engins et en moyens de secours,
- prendre en compte, repérer et suivre les demandes d'engagement des moyens aériens de la sécurité civile sur le territoire couvert par le Sdis,
- assurer le lien avec le COZ Ouest, par contact téléphonique et/ou via le portail ORSEC.

1.2. Les différents modes d'organisation

Les différents modes d'organisation répondent aux trois situations suivantes :

1.2.1. En situation courante

En situation courante, les agents assurent les fonctions traditionnellement dévolues au CTA (réception et traitement des appels et déclenchement des secours...) et celles du CODIS (gestion de la radio, coordination opérationnelle, envoi des renforts, information des services et autorités...). Cette organisation permet de gérer l'activité opérationnelle courante.

1.2.2. Face à un évènement particulier

Dans le cadre d'un ou plusieurs évènement(s) à caractère particulier, il est procédé à un délestage du CTA-CODIS. Le CTA-CODIS monte alors en puissance, et une salle dédiée à la gestion de l'évènement est armée par un chef de groupe, un chef de colonne et un chef de site.

Ainsi les éléments qui intéressent cet ou ces évènement(s) de grande ampleur sont traités par le CODIS.

Le CODIS, quand-à lui, assure la gestion des interventions courantes.

1.2.3. En situation d'appels multiples

Cette situation correspond à un afflux massif d'appels (événement météorologique,...). Dans ce cas, les appels intéressant l'évènement sont réorientés vers une organisation dédiée permettant ainsi au CTA de traiter l'activité courante dans de bonnes conditions (délai du décroché, stress des agents, qualité de réponse,...).

1.3. L'effectif opérationnel journalier du CTA-CODIS

Le fonctionnement quotidien du CTA-CODIS est dimensionné sur la base d'un effectif opérationnel journalier (EOJ) adapté selon le jour de la semaine, tranche horaire selon les mêmes modalités que pour les Centres d'incendie et de secours. Lors d'évènements particuliers (fête de la musique, fête nationale, nuit de la saint-Sylvestre...) ou de situations susceptibles de générer un accroissement de l'activité, les effectifs pourront être renforcés.

2. L'ORGANISATION DU COMMANDEMENT

2.1. Les emplois opérationnels de commandement

Le commandement des opérations de secours relève, sous l'autorité du préfet ou du maire agissant dans le cadre de leurs pouvoirs respectifs de police, du Directeur. Il prend alors l'appellation de Commandant des opérations de secours (COS).

Des situations opérationnelles peuvent conduire à l'intégration des opérations de secours à un dispositif opérationnel global. C'est en particulier le cas des situations opérationnelles associées à la menace terroriste. Dans ce cas, le SDIS intervient en qualité de force concourante et le COS exerce ses prérogatives sous la responsabilité du Commandant des Opérations de Police ou de Gendarmerie.

Par délégation du Directeur et selon les moyens engagés, le COS est un sapeur-pompier, officier, sous-officier ou gradé, titulaire des unités de valeur de formation réglementaires.

Le COS est chargé, sous l'autorité du maire ou du préfet qui œuvrent en qualité de Directeur des opérations de secours (DOS), de mettre en œuvre tous les moyens publics et privés mobilisés pour l'accomplissement des opérations de secours.

Dans le cas de l'engagement d'un ou plusieurs engins et en l'absence du chef de groupe, c'est le chef d'agrès le plus ancien dans le grade le plus élevé qui prend le COS.

Dès lors qu'une opération prend de l'importance ou un caractère particulier, une structure de commandement destinée à favoriser la montée en puissance du dispositif de secours est mise en place.

Des officiers de garde ou d'astreinte, ainsi que tout cadre non planifié sur la permanence opérationnelle mais rappelé en renfort, assurent la mise en œuvre de cette structure dénommée chaîne de commandement.

Dans la continuité de l'intervention, le COS rédige un CRSS.

L'organisation de la chaîne de commandement repose sur les grands principes suivants :

- respect de la doctrine nationale « GOC »,
- mixité professionnels/volontaires,
- conformité aux objectifs Sdacr,
- flexibilité du mode d'organisation (jour/nuit – garde/astreinte – séquençage semaine),

- cohérence des secteurs opérationnels,
- présence physique de la chaîne de commandement sur le secteur d'intervention,
- parcours d'intégration pour chaque niveau,
- maintien des compétences,
- liste opérationnelle.

Conformément à la doctrine nationale relative à la Gestion opérationnelle et au commandement (GOC), les emplois opérationnels de commandement sont :

- chef d'agrès,
- chef de groupe,
- chef de colonne,
- chef de site.

Les agents assurant l'une des fonctions prévues par la chaîne de commandement sont nominativement désignés par le Directeur départemental parmi les personnels titulaires des grades et qualifications requises, à l'exception des chefs d'agrès qui sont désignés par leurs chefs de centre.

Les chefs de groupe, les chefs de colonne et les chefs de site peuvent être engagés en renfort de commandement au-delà de leur secteur territorial de compétence et en-dehors de leur période de garde ou d'astreinte si la situation opérationnelle le nécessite.

Les ressources et les modalités d'organisation et de mise en œuvre de la chaîne de commandement sont détaillées dans le règlement de doctrine de la chaîne de commandement. (Cf. annexe 13)

Les officiers de la chaîne de commandement doivent rester dans leur secteur de compétence ou dans les limites précisées par le règlement de doctrine afférent.

Les chefs de groupe de garde peuvent selon le type d'intervention et la sollicitation opérationnelle du centre se faire désigner un conducteur pour se rendre sur les lieux de l'intervention.

De façon plus détaillée la chaîne de commandement du Sdis 76 se compose ainsi :

- **Le chef d'agrès**

La fonction de chef d'agrès est assurée par un officier, un sous-officier ou, selon le cas, par un caporal titulaire des qualifications requises. Il exerce le commandement de l'équipage d'un véhicule ou engin.

Il constitue le premier élément de la chaîne de commandement.

- **Le chef de groupe**

La fonction de chef de groupe est assurée par un officier, titulaire au minimum du grade de lieutenant et inscrit sur la liste d'aptitude départementale de chef de groupe, dans le cadre d'une permanence organisée sous forme de garde ou d'astreinte.

Il commande soit un groupe préconstitué, soit un train de départ de deux à quatre véhicules ou remplit la fonction « renseignement » ou « moyens » au sein d'un Poste de commandement de colonne (PCC). Sa dénomination est chef de groupe suivi du nom du secteur de compétence complété d'un numéro d'ordre si utilité.

- **Le chef de colonne**

La fonction de chef de colonne est assurée par un officier, titulaire au minimum du grade de capitaine et inscrit sur la liste d'aptitude départementale de chef de colonne, dans le cadre d'une permanence assurée sous forme d'astreinte.

Il commande une colonne constituée de deux à quatre groupes ou remplit la fonction « action » ou « anticipation » au sein d'un Poste de commandement de site (PCS). Sa dénomination est chef de colonne suivi du nom du secteur de compétence.

Certaines circonstances peuvent également nécessiter l'engagement d'un chef de colonne en deçà du dimensionnement des secours engagés mentionnés ci-dessus.

- **Le chef de site**

La fonction de chef de site est assurée par un officier, titulaire au minimum du grade de commandant inscrit sur la liste d'aptitude départementale de chef de site, dans le cadre d'une permanence organisée sous forme d'astreinte.

Il commande une intervention impliquant plusieurs colonnes ou remplit la fonction de Chef PCS. Sa dénomination est chef de site suivi du nom du secteur de compétence.

Certaines circonstances peuvent également nécessiter l'engagement d'un chef de site en deçà du dimensionnement des secours engagés mentionnés ci-dessus.

- **L'astreinte de direction générale**

La fonction d'astreinte de direction est assurée par le Directeur départemental du Service départemental d'incendie et de secours, le Directeur départemental adjoint et de chefs de groupement désignés dans le cadre d'une permanence organisée sous forme d'astreinte.

COMMANDEMENT « TERRAIN »	<ul style="list-style-type: none"> → 3 chefs de groupe de garde → 10 chefs de groupe d'astreinte → 4 chefs de colonne d'astreinte → 2 chefs de site d'astreinte → 1 chef de site départemental d'astreinte → 1 astreinte direction générale
-----------------------------	---

2.2. Les astreintes de soutien opérationnel de la chaîne de commandement

Elles sont constituées par :

- des astreintes de spécialités ou d'unités opérationnelles spécifiques dédiées :

SPECIALITES	<ul style="list-style-type: none"> → 2 astreintes RCH3/RAD3 → 1 astreinte RCH4/RAD4 → 1 astreinte FDN3 → 1 astreinte facultative SDE3 → 1 astreinte technicien des transmissions
-------------	---

- des astreintes de renfort des postes de commandement

POSTES DE COMMANDEMENT	<ul style="list-style-type: none"> → 3 chefs de groupe fonction renseignement. → 2 cadres fonction moyen/CRM → 1 chef de site → 1 chef de colonne → 1 officier superviseur CODIS de garde
---------------------------	--

- des astreintes du service de santé ou de secours médical

SSSM	<ul style="list-style-type: none"> → 2 SSO d'astreinte → 1 officier de Santé d'astreinte → 1 médecin d'astreinte départementale
------	--

2.3. Les sapeurs-pompiers volontaires experts (SPV experts)

En complément des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques, le Sdis peut recourir à des sapeurs-pompiers volontaires experts qui assurent des missions « d'expertises techniques ». Il s'agit de personnes ayant des compétences techniques ou scientifiques particulières.

Dans ce cadre, le Sdis dispose d'un expert dans chacun des domaines suivants :

- risques bâtimentaires,
- feux en espace semi-clos.

3. LA SECURITE EN OPERATION

3.1. Le rôle de tous les agents

Chaque sapeur-pompier se doit d'assurer sa propre sécurité et celle de ses co-équipiers pendant toute la durée de l'intervention.

A ce titre, il :

- applique les procédures et consignes de sécurité édictées dans les règles professionnelles : référentiels nationaux, notes d'information techniques, consignes et notes de service,
- accorde une attention particulière : au contrôle, au port et à l'entretien des équipements de protection individuelle (EPI) et porte exclusivement les EPI réglementaires fournis par le service,
- ne s'engage en opération qu'à condition :
 - d'être apte médicalement,
 - de ne pas être en situation d'arrêt de travail,
 - pour les conducteurs, d'être apte à la conduite, et de ne pas faire l'objet d'une invalidité ou d'une suspension de permis,
 - d'avoir les qualifications nécessaires à la réalisation des missions pour lesquelles il est engagé.

3.2. Le rôle du Commandant des opérations de secours

Le COS a pour objectif de mener à bien la mission de secours dont il a la charge tout en assurant la sécurité de ses personnels. Si la nature ou l'ampleur de l'intervention le nécessite, le COS a toute latitude pour :

- désigner un chef de secteur fonctionnel dédié à la sécurité des intervenants,
- demander le déclenchement du soutien sanitaire en opération.

3.3. La prévention et la lutte contre les agressions envers les sapeurs-pompiers

En application du protocole de prévention et de lutte contre les agressions entre le Sdis, la direction départementale de la sécurité publique et le groupement de gendarmerie nationale, le dispositif retenu permet de :

- prévenir les agressions grâce à une parfaite coordination interservices,
- conforter et développer les différentes actions déjà menées entre les trois entités,
- faciliter le dépôt de plainte et créer les conditions favorisant l'identification des auteurs des agressions afin de permettre à la justice de les sanctionner.

4. L'ORGANISATION DES TRANSMISSIONS

4.1. L'organisation générale des transmissions

Pour assurer les communications opérationnelles le Sdis de la Seine-Maritime est raccordé à l'Infrastructure nationale partageable des transmissions (INPT) et utilise le réseau ANTARES (Adaptation nationale des transmissions aux risques et aux secours) conformément aux dispositions de l'Ordre de base national et de l'Ordre de base zonal des systèmes d'information et de communication (OBNSIC et OBZSIC).

Le CTA veille en permanence les réseaux téléphoniques d'urgence du Sdis.

Le CODIS assure la direction et la veille permanente des réseaux de transmissions radioélectriques du Sdis.

La gestion technique des installations de raccordement à l'INPT et des matériels de transmissions radioélectriques est assurée par des agents de la direction départementale des services d'incendie et de secours.

Le maintien en état de bon fonctionnement et la maintenance évolutive de l'INPT relèvent de la Direction des systèmes d'information et de communication du ministère de l'Intérieur.

La continuité de fonctionnement des réseaux d'alerte et d'alarme est assurée 24 heures sur 24 par des techniciens d'astreinte, de la direction départementale des services d'incendie et de secours.

4.2. Les ordres de transmission

Le Sdis de la Seine-Maritime dispose d'un projet d'ordre de base départemental des systèmes d'information et de communication (OBDSIC) qui définit les systèmes d'information et de communication, leurs organisations, leurs supports de transmissions et leurs conditions d'exploitation dans le cadre des missions opérationnelles.

Des ordres particuliers et complémentaires des transmissions complètent autant que de besoins l'ordre de base départemental :

- les dispositions ORSEC générales et particulières, notamment les plans d'organisation des secours et les plans particuliers d'intervention, font l'objet d'un ordre particulier des transmissions (OPT).

L'OPT précise à l'avance l'organisation des transmissions mise en œuvre pour répondre au besoin de commandement défini dans le plan d'intervention.

- lorsque la nature et la dimension d'une opération de secours l'exigent, un ordre complémentaire des transmissions (OCT) est rédigé sur ordre du COS.

L'OCT précise l'organisation temporaire des transmissions mise en œuvre pour répondre au besoin de commandement et son évolution tout au long d'une opération de secours.

5. L'ENGAGEMENT DES MOYENS DE SECOURS

5.1. L'engagement des moyens de secours

5.1.1. Les effectifs nominaux

Les effectifs nominaux pour armer les engins du Sdis 76 figurent dans l'annexe 14.

5.1.2. Le délai de mobilisation des personnels

Les Cis en fonction de leur mode d'organisation respectent les délais de mobilisation tels que définis dans le paragraphe 2.2.1 mode organisation des Cis.

Dans le cadre du suivi opérationnel, les chefs d'après déclarent les status chronologiques suivants :

- départ,
- arrivée sur les lieux,
- départ vers centre hospitalier,
- arrivée centre hospitalier,
- quitte centre hospitalier,
- disponible radio.

5.1.3. Les départs types

Les principes directeurs sont les suivants :

- simplicité d'aide à la décision au moyen d'une réponse opérationnelle réflexe et d'un complément de moyens,
- pragmatisme de l'engagement après analyse et évaluation par les différents acteurs du CTA-CODIS,
- intégration des départs réflexes du référentiel secours aux personnes,
- répartition de la sollicitation opérationnelle entre Cis, au besoin, en fonction des EOJ et de la nécessité de garantir l'armement de certains moyens spécialisés et/ou spécifiques.

Les moyens engagés par le CTA-CODIS sont définis en fonction d'une typologie de nature d'intervention. (Cf. annexe n°15)

Les départs types apportent une réponse standardisée qui permet d'assurer une couverture en moyens adaptés ou adaptables.

Ainsi, les « départs types » de l'annexe 15 sont composés :

- d'un « engagement réflexe »,
- de tout ou partie d'un « engagement complémentaire » en fonction des circonstances (gravité).

5.1.4. L'ajustement des départs types

Les départs types peuvent être modifiés en fonction des renseignements disponibles par le chef de salle du CTA ou l'officier superviseur CTA-CODIS ou sur proposition d'un gradé du Cis concerné ou de la chaîne de commandement engagé.

Pour les sinistres et accidents qui ne correspondent à aucune nature d'intervention référencée, le chef de salle ou l'officier superviseur CTA-CODIS détermine par rapprochement au départ type les moyens de première intention.

5.1.5. Le mode dégradé

La réponse opérationnelle du Sdis est qualifiée de « dégradée » lorsqu'un engin ou moyen de secours ne peut être engagé avec l'armement réglementaire en personnel (nombre et/ou qualifications) mais reste nécessaire au vu des bénéfices qu'il apporte sur le plan opérationnel (amélioration du délai d'arrivée du premier moyen de secours, prise en charge plus rapide des victimes, actions sur les conséquences d'un sinistre).

Une réponse opérationnelle en mode dégradé nécessite l'engagement systématique :

- de l'engin ou du moyen du Cis en capacité d'intervenir,
- ou le cas échéant, du titulaire de la compétence manquante, en capacité d'intervenir le plus rapidement.

Les limites d'action encadrant l'engagement des différents moyens sont données en annexe 14.

5.1.6. Le mode mutualisé

Dans des secteurs où les Cis sont confrontés, soit à des difficultés de maintien des effectifs opérationnels journaliers, soit à des déficits de personnels disposant de certaines qualifications, il existe la possibilité de mettre en place une couverture mutualisée.

Ainsi, les moyens humains et opérationnels de Cis géographiquement proches peuvent être mutualisés afin de permettre l'engagement de moyens de secours.

Dans ce cadre, le CODIS procède aux recouvrements permettant d'assurer une première réponse opérationnelle.

CIS mutualisés
1. Cis Vieux Rouen sur Bresle/Cis Aumale

5.1.7. La gestion des demandes de renforts

La demande des moyens de renfort relève exclusivement du Commandant des opérations de secours (COS).

5.1.8. L'engagement opérationnel des personnels du Service de santé et de secours médical (Sssm)

En opération, les personnels du Sssm sont placés sous l'autorité du Commandant des opérations de secours pour ce qui relève de la conduite de l'intervention et de la sécurité des personnels.

Cependant, ils agissent sous leur propre responsabilité pour tout acte et décision relevant de leur art, dans le respect des règles de déontologie de leur profession.

Les missions opérationnelles sont :

- participer aux opérations de secours aux personnes relevant de l'aide médicale urgente,
- assurer les missions de soutien sanitaire aux opérations et des soins d'urgence aux sapeurs-pompiers,
- conseiller le commandant des opérations de secours pour tout ce qui relève du champ de leurs compétences,
- apporter leur expertise dans les missions de prévention et de prévision des risques gérés par le Sdis,
- apporter en cas de nécessité une réponse vétérinaire dans le cas d'interventions impliquant des animaux.

Par ailleurs, des experts psychologues peuvent être chargés d'assurer un soutien psychologique au bénéfice des sapeurs-pompiers ayant participé à une opération identifiée et ressentie comme traumatisante.

Les modalités de mise en œuvre de ces dispositions sont organisées conformément au règlement de doctrine des moyens du Sssm (Cf. annexe n°9)

5.1.9. La couverture des risques particuliers et des sites à risques

La couverture des risques particuliers est assurée par des moyens complémentaires du risque courant, tels que des moyens d'appui, spécialisés ou spécifiques.

Elle peut s'effectuer sous la forme de groupes d'intervention (Cf. annexe 16).

Les moyens complémentaires du risque courant :

Ces moyens, correspondant à la couverture du risque courant, sont mobilisés par groupe constitué pour faire face à la montée en puissance d'une opération de secours particulière.

La définition des groupes nécessaires pour faire face à l'action opérationnelle est identifiée au regard de l'analyse des risques figurant au Sdacr.

Les moyens d'appui :

Ces moyens sont différents des moyens relevant de la couverture des risques courants. Leur engagement est nécessaire pour appuyer l'action des moyens courants dans la prise en compte du risque particulier.

Ils complètent la définition des groupes pour accroître la performance des moyens courants.

Les équipes spécialisées ou unités opérationnelles spécifiques :

Le Sdis dispose pour faire face à certains risques particuliers d'équipes spécialisées et d'unités opérationnelles spécifiques adaptées aux risques :

Le risque aquatique

- l'équipe spécialisée « sauvetage aquatique de surface » nommée SAV,
- l'équipe spécialisée « secours subaquatique » nommée SAL.

Le risque milieu périlleux

- l'équipe spécialisée « groupe de reconnaissance et d'intervention en milieux périlleux » nommée GRIMP,
- l'équipe spécialisée « sauvetage-déblaiement » nommée SDE,
- l'unité opérationnelle spécifique « intervention à bord des navires » nommée IBN.

Le risque nucléaire-radiologique-biologique-chimique

- l'équipe spécialisée « risques chimiques et biologiques » nommée RCH,
- l'équipe spécialisée « risque radiologique » nommée RAD,
- l'unité opérationnelle spécifique « décontamination » nommée DEC.

Dans certains domaines, des partenariats pourront fixer par convention les modalités d'engagement des services ou associations susceptibles d'apporter leur concours aux équipes du Sdis.

L'engagement opérationnel de ces équipes par le CTA-CODIS s'effectue conformément aux référentiels nationaux.

5.1.10. Les moyens aériens hélicoptérés

Dragon 76 : le département de la Seine-Maritime est le siège d'une base hélicoptère de la sécurité civile à Octeville-sur-Mer.

L'hélicoptère de la sécurité civile est un moyen de l'Etat à vocation interservices et extra-départementale.

Les missions et les conditions d'engagement et d'exploitation par l'ensemble des services demandeurs sont détaillées dans la déclinaison zonale d'emploi des hélicoptères de la sécurité civile du 28 mai 2010 et l'ordre zonal relatif à la coordination et optimisation des moyens aériens (COD) du 03 juillet 2014.

Dans ce cadre, le CTA-CODIS est l'organe de régulation et d'engagement de ce vecteur aérien.

Les moyens aériens des Douanes : une convention entre le Sdis et les Douanes permet leur utilisation.

Le moyen aérien de l'Agence Régionale de Santé (Viking) : le règlement d'emploi de ce vecteur est en cours d'élaboration.

5.1.11. Les renforts extra-départementaux et l'Unité Mobile de Décontamination (UMD)

5.1.11.1. Les renforts extra-départementaux

Sur décision du préfet, après avis du président du CASDIS, des moyens du Sdis peuvent être engagés dans le cadre d'envoi de renforts destinés à d'autres départements ou à des pays étrangers.

Ces moyens sont constitués de moyens mobiles de secours (groupes ou colonnes).

Les règles de constitution et de mise en œuvre des moyens sont fixées par les ordres zonaux ou nationaux d'opérations.

5.1.11.2. L'Unité Mobile de Décontamination (UMD)

Dans le cadre de la réponse opérationnelle globale liée à un événement ou une menace de type nucléaire, radiologique, biologique ou chimique (NRBC), une unité mobile de décontamination est mise à disposition du Sdis par l'Etat.

Elle est mise en œuvre dans les conditions prévues par l'ordre zonal d'opération NRBC.

6. ANALYSE DE LA PERFORMANCE OPERATIONNELLE

6.1. Les mesures de la qualité opérationnelle

Les actions visent à assurer une démarche d'amélioration continue de la distribution des secours, à partager les connaissances et les compétences au sein de l'établissement, à rendre compte aux autorités de l'activité et de l'atteinte des objectifs et à garantir les intérêts du Sdis.

L'évaluation et l'amélioration de la mise en œuvre opérationnelle sont réalisées en continu selon le processus d'évaluation du Sdacr construit autour des 3 axes d'analyse :

- le suivi de l'activité des Cis,
- l'évaluation de la qualité opérationnelle,
- le suivi de la qualité opérationnelle.

De plus, le CODIS renseigne le bulletin de renseignement quotidien permettant une information journalière de l'activité opérationnelle du Sdis.

6.2. Le retour d'expérience (REX)

L'évaluation et l'amélioration de la qualité de service opérationnelle passent par la mise en œuvre de la démarche méthodologique du retour d'expérience. Elle s'appuie sur :

- l'identification des actions efficaces à reproduire et les axes de progrès,
- l'amélioration des mesures et l'enseignement des actions adaptées,
- l'apprentissage collectif,
- le renforcement des liens entre les acteurs du secours,
- le partage des enseignements tirés,
- la mémorisation et l'exploitation des situations de gestion opérationnelle particulières.

A cet égard, le Sdis met en place deux niveaux de REX :

- le suivi post-opérationnel des problématiques rencontrées par les acteurs du secours,
- l'examen du déroulement d'une intervention ou d'un exercice qui présente un potentiel d'apprentissage et un degré de perturbation de l'organisation des moyens et de la mise en œuvre opérationnelle.

Cette pratique n'empêche pas la responsabilité du COS d'organiser un bilan « à chaud » avec les personnels engagés sur une opération, chaque fois qu'il le jugera nécessaire. A cet égard, les différents COS sont tenus de formaliser par écrit le compte rendu des interventions présentant un intérêt particulier et de les transmettre au groupement opérations-prévision.

ANNEXES

- ANNEXE 1 :** Listes des conventions
- ANNEXE 2 :** Echelon de reconnaissance et d'évaluation
- ANNEXE 3 :** Etablissements autonomes et non autonomes relevant de la rubrique 1432 de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement
- ANNEXE 4 :** Intervention non urgentes ouvrant droit à participation aux frais du bénéficiaire
- ANNEXE 5 :** Modes d'organisation des centres d'incendie et de secours
- ANNEXE 6 :** Potentiels opérationnels journaliers des centres d'incendie et de secours
- ANNEXE 7 :** Dotation en engins des centres d'incendie et de secours
- ANNEXE 8 :** Composition et règles d'utilisation des réserves départementales
- ANNEXE 9 :** Règlement de doctrine du Sssm
- ANNEXE 10 :** Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques
- ANNEXE 11 :** Plan de déploiement des centres d'incendie et de secours sur les secteurs de 1^{er} et 2^{ème} appel
- ANNEXE 12 :** Modalités d'organisation du CTA-CODIS
- ANNEXE 13 :** Règlement de doctrine de la chaîne de commandement
- ANNEXE 14 :** Effectifs nominaux des engins de secours
- ANNEXE 15 :** Liste des départs-types
- ANNEXE 16 :** Les groupes d'intervention départementaux

Règlement opérationnel départemental


ANNEXE 1

Les conventions opérationnelles

PROJET

PROJET

Convention Domaine	Champs d'application	Aspects opérationnels	Date de signature
Secours d'urgence aux personnes	SAMU(s) Convention relative au rôle du SAMU, du Sdis 76 et des ambulanciers dans l'aide médicale urgente	La convention précise les missions et les compétences de chaque acteur. Elle définit également les relations entre les différents partenaires en matière de régulation des appels, d'engagement des moyens et de conduite de l'intervention.	23/05/2007
	Groupes hospitaliers du Havre et de Rouen Conventions entre le Sdis 76 et d'une part le GHH et d'autre part le GHU de Rouen relatives aux carences constatées de transporteurs sanitaires privés	Les conventions précises les modalités de dénombrement des transferts sanitaires réalisées par les moyens du SDIS 76 dans le cadre de l'impossibilité de transporteurs privés à réaliser leur mission, ainsi que les modalités financières de cette prise en charge.	26/11/2014
	CHU de Rouen Convention entre le Sdis 76 et le CHU de Rouen pour l'implantation et le fonctionnement d'une garde d'infirmier sapeurs-pompiers au CIS Forges les Eaux. Convention quadripartite entre le Sdis 76, la ville d'Eu et les CH de Dieppe et d'Eu définissant les formalités et les charges à supporter suite à la mise à disposition de personnel dans le cadre du fonctionnement de l'antenne SMUR de Dieppe à Eu.	La convention précise les compétences et les modalités d'organisation, d'engagement de l'infirmier de garde, ainsi que les dispositions particulières relatives aux contributions financières.	10/03/2010
		La convention prévoit que le véhicule du SMUR (VML) de Dieppe affecté à Eu est conduit par un sapeur-pompier de garde.	10/03/2000
	ARS Convention multipartite visant à l'organisation, dans chaque territoire de santé de la Région Haute-Normandie, d'un dispositif de réponse aux urgences psychiatriques.	L'objectif de cette convention est d'apporter des réponses aux difficultés rencontrées dans l'organisation de l'admission en soins psychiatriques sans consentement de la victime, tout en apportant la garantie d'une prise en charge dans un cadre légal.	25/06/2015
Croix - Rouge Française	Convention relative aux évacuations d'urgence de victimes par la Croix-Rouge Française dans le prolongement d'un Dispositif Prévisionnel de Secours (DPS)	La convention a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles l'association apporte son concours aux missions de secours d'urgence aux personnes dans le prolongement des DPS	En cours de signature

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Les conventions opérationnelles	Annexe n°1
		2/6
		V0.2

Convention Domaine	Champs d'application	Aspects opérationnels	Date de signature
Environnement Maritime et Nautique	Bacs	Convention établie entre le Sdis 76 et le Conseil Départemental et définissant les conditions d'utilisation des bacs départementaux lors de la traversée des secours	09/11/2004
	BOLUDA	Convention tripartite entre le Sdis 76, le Grand Port Maritime du Havre (GPMH) et la société BOLUDA relative à la mise en œuvre de moyens nautiques pour la défense incendie des ports du Havre et d'Antifer.	18/02/2013
	CROSS	Convention cadre pluripartite relative aux contributions du Sdis 76 aux opérations de recherches et de sauvetage en mer.	11/05/2015
	SNSM	Convention établie entre le Sdis 76 et la SNSM relative au partenariat de prestation d'appui opérationnel dans le respect et limites de la convention Sdis76/CROSS	22/09/2016
	GPMH	Convention relative à la participation du GPMH au financement d'équipement et de fonctionnement des moyens de lutte contre les incendies et les pollutions.	09/01/2013
		Convention relative au financement des frais de personnels et d'entretien des locaux.	14/12/2000

REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL


Les conventions opérationnelles

Annexe n°1


3/6

V0.2


Convention Domaine		Champs d'application	Aspects opérationnels	Date de signature
Infrastructures Routières	Autoroutes SANEF / SAPN / ALBEA	Convention entre le Sdis 76 et les exploitants d'infrastructures autoroutières relatives aux modalités de financement et d'intervention sur les infrastructures.	Les présentes conventions précisent les modalités, la nature et les durées d'intervention prises en compte pour la prise en charge financière des interventions sur les infrastructures autoroutières.	SANEF 06/04/2006 SAPN 03/11/2010 ALBEA 21/01/2015
	DIRNO	Protocole entre la DIR Nord-Ouest et les services de secours, pour les interventions courantes sur le réseau routier national non concédé, en dehors du déclenchement d'un plan de secours.	Le protocole précise le rôle et les missions des différents intervenants. Il précise également l'emplacement des moyens des différents services en fonction de la chronologie de présentation sur les lieux du sinistre.	02/2002
	Ponts	Convention opérationnelle entre le Sdis 76 et le Sdis 14 relatives aux interventions sur le pont de Normandie	La convention permet de définir les modalités d'intervention des sapeurs-pompiers de la Seine-Maritime et du Calvados, sur le pont ou sur ses accès, en dehors des dispositions particulières de la planification ORSEC NOVI ou du PPI.	13/02/1995

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Les conventions opérationnelles	Annexe n°1
		4/6
		V0.2

Convention Domaine	Champs d'application	Aspects opérationnels	Date de signature
Risques Technologiques et Industriels	GDF / GrDF Convention départementale prise en application de la convention nationale établie entre l'Etat et les opérateurs "gaz naturel".	Cette convention décline au plan opérationnel les principes de la convention nationale sur la coordination des interventions impliquant un réseau de gaz naturel, la mise en œuvre des mesures de sécurité, l'organisation de la formation des différents intervenants ainsi que le partage des retours d'expérience.	22/04/2014
	Distributeurs gaz propane Conventions d'organisation et de moyen établie entre le Sdis 76 et les opérateurs Primagaz et Totalgaz en cas d'évènement sur un réseau de distribution de gaz propane.	Ces conventions définissent les rôles des différents intervenants lors d'intervention sur les réseaux de distribution de gaz propane, afin de faciliter les mises en sécurité soit conjointement, soit de l'une ou l'autre partie.	Primagaz 02/03/2009
			Totalgaz 26/05/2011
	Convention tripartite de partenariat entre le Sdis 76 et les centres nucléaires de production d'électricité de Paluel et Penly.	La convention précise les modalités d'intervention des sapeurs-pompiers dans l'enceinte des CNPE, en cohérence avec les plans d'urgence.	01/04/2015
	CNPE de Paluel et Penly Convention de partenariat entre le Sdis 76 et les CNPE de Paluel et Penly pour la mise à disposition d'officiers de sapeurs-pompiers professionnels.	La convention précise la qualification des officiers de sapeurs-pompiers mis à disposition ainsi que le périmètre de leur prérogative en terme d'interface opérationnelle et développement de la connaissance de l'environnement des CNPE.	Penly 31/08/2016
			Paluel 08/07/2015
	Convention de partenariat entre le Sdis 76 et les CNPE de Paluel et Penly pour la mise à disposition d'équipement hydraulique grande puissance.	La convention précise les conditions et les modalités de la mise à disposition par chaque CNPE, Paluel et Penly, au profit du Sdis76 d'un module hydraulique grande puissance.	19/09/2016
INSA	Convention cadre de partenariat d'analyse et de formation entre le Sdis 76 et l'Institut National de Sciences Appliquées (INSA)	La convention précise les modalités de mises à disposition de moyens afin de réaliser des analyses lors d'incidents technologiques. En contrepartie, le Sdis 76 assure la formation des étudiants de l'INSA dans le domaine de la culture de sécurité civile.	26/11/2010
RCU - ZIP - ORMES	Convention pluripartite de recherche et de développement entre le Sdis 76, la CODAH, l'ORMES, la CCI et Air Normand	L'objectif de cette convention est l'expérimentation, la recherche et le développement de solutions améliorant la réponse collective aux situations d'urgence pouvant survenir sur la zone industrialo-portuaire du Havre dans le cadre d'un accident technologique ou industriel.	14/02/2014

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Les conventions opérationnelles	Annexe n°1
		5/6
		V0.2

Convention		Champs d'application	Aspects opérationnels	Date de signature
Domaine				
Etat et Collectivités Territoriales	Conventions Inter - départ^{ale} Sdis 27 / 60 / 80	Convention bipartite entre le Sdis 76 d'une part et les Sdis de la Somme, de l'Eure, et de l'Oise, d'autre part.	Ces conventions, établies en application de l'article R.1424-47 du CGCT, fixent les conditions d'assistance mutuelle entre deux départements limitrophes, dans le domaine de la distribution des secours, de la prévention et de la prévision.	CIAM 27 27/08/2015
				CIAM 60 11/07/2016
				CIAM 80 11/07/2016
	Douanes	Convention entre le Sdis 76 et la division garde-côtes de la Manche - Mer du Nord.	L'objectif de cette convention est de préciser les conditions de participation aux entraînements et aux missions non-opérationnelles des spécialistes subaquatiques ainsi que l'engagement opérationnel des spécialistes héliportés (plongeur et GRIMP).	17/09/2001
	SDIS - Etat	Convention entre l'Etat, le Ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration.	La présente convention porte sur les modalités de mise à disposition, sur proposition du préfet de la zone de défense Ouest, de moyens de décontamination mobile du SDIS 76, en cas d'acte malveillant ou d'accident technologique mettant en cause des matières dangereuses.	09/12/2011

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Les conventions opérationnelles	Annexe n°1
		6/6
		V0.2

Convention Domaine		Champs d'application	Aspects opérationnels	Date de signature
Autres	Association VISOV	Convention entre le Sdis 76 et l'association « Volontaires internationaux en soutien virtuel (VISOV) »	La présente convention précise les conditions dans lesquelles les bénévoles de l'association apportent leur aide à la gestion de crise (remontée d'informations issue des médias sociaux, diffusion d'informations/conseils aux populations via les médias sociaux,...)	15/03/2016

PROJET


Règlement opérationnel départemental

ANNEXE 3


Etablissements autonomes et non autonomes relevant
de la rubrique 1432 de la nomenclature des ICPE

PROJET


PROJET

	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Etablissements autonomes et non autonomes relevant de la rubrique 1432 de la nomenclature des ICPE	Annexe n°3
		1/3
		V0.2

Groupement	Nom de l'entreprise	Commune	Type de stratégie	Accord préalable formalisé par le Sdis 76
	CABOT CARBONE	LILLEBONNE	NON AUTONOMIE	oui
	CARE	ROGERVILLE	AUTONOMIE	
	CENTRALE THERMIQUE EDF	HAVRE-LE	AUTONOMIE	
	CHEVRON ORONITE	GONFREVILLE-L'ORCHER	NON AUTONOMIE	oui
	CIM	SAINT-JOUIN-BRUNEVAL	AUTONOMIE	
	CIM	HAVRE-LE	AUTONOMIE	
	DISTILLERIE HAUGUEL	GONFREVILLE-L'ORCHER	NON AUTONOMIE	oui
	DRESSER RAND	HAVRE-LE	NC	NC
	ECO HUILE	LILLEBONNE	AUTONOMIE	oui
	EGNO CHIMIE	SAINT-JEAN-DE-FOLLEVILLE	NON AUTONOMIE	oui
	OMNOVA (ELIOKEM)	SANDOUVILLE	NON AUTONOMIE	oui
	ESSO RAFFINAGE	PORT-JERÔME-SUR-SEINE	AUTONOMIE	
	LAFARGE CEMENTS	SAINT-VIGOR-D'YMONVILLE	NON AUTONOMIE	oui
	LANXESS	LILLEBONNE	AUTONOMIE	
	LBC SOGESTROL DEPOT 1	GONFREVILLE-L'ORCHER	AUTONOMIE	
	LES LIANTS DE L'ESTUAIRE	SANDOUVILLE	NON AUTONOMIE	oui
	LUBRIZOL	LOUDALLES	AUTONOMIE	
	ORIL INDUSTRIES BACLAIR	BOLBEC	AUTONOMIE	
	ORIL INDUSTRIES BOLBEC	BOLBEC	AUTONOMIE	
	PPG COATINGS	GONFREVILLE-L'ORCHER	NON AUTONOMIE	oui
	RENAULT	SANDOUVILLE	NON AUTONOMIE	oui
	SCORI	LILLEBONNE	NON AUTONOMIE	oui
	SEPP	HAVRE-LE	AUTONOMIE	
	SEREP	HAVRE-LE	NON AUTONOMIE	oui
	SHMPP	HAVRE-LE	AUTONOMIE	
	SODES	LILLEBONNE	AUTONOMIE	
	TEREOS BENP	LILLEBONNE	AUTONOMIE	
	TOTAL FLUIDES	LOUDALLES	AUTONOMIE	
	TOTAL PETROCHEMICALS	GONFREVILLE-L'ORCHER	AUTONOMIE	
	TOTAL RAFFINERIE DE NORMANDIE	GONFREVILLE-L'ORCHER	AUTONOMIE	
	TRAPIL	PORT-JERÔME-SUR-SEINE	AUTONOMIE	

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Etablissements autonomes et non autonomes relevant de la rubrique 1432 de la nomenclature des ICPE	Annexe n°3
		2/3
		V0.2

Groupe ment	Nom de l'entreprise	Commune	Type de stratégie	Accord préalable formalisé par le Sdis 76
SUD	AKZO NOBEL	SAINT-PIERRE LES ELBEUF	NON AUTONOMIE	oui
	AXIMUM PRODUITS MARQUAGE	ROUEN	NON AUTONOMIE	oui
	BASF AGRI PRODUCTION	SAINT-AUBIN-LÈS-ELBEUF	AUTONOMIE	
	BRENNTAG	MONTVILLE	NON AUTONOMIE	oui
	COLLET	RIVES-EN-SEINE	NON AUTONOMIE	oui
	E&S CHIMIE	SAINT-PIERRE LES ELBEUF	NON AUTONOMIE	oui
	ASPEN (Ex GLAXO WELCOME PRODUCTION)	NOTRE-DAME-DE-BONDEVILLE	AUTONOMIE	
	LAGUERRE	SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY	AUTONOMIE	
	LUBRIZOL	ROUEN	AUTONOMIE	
	MAPROCHIM	SAINT-AUBIN-LÈS-ELBEUF	AUTONOMIE	
	NOVACEL	DÉVILLE-LÈS-ROUEN	NON AUTONOMIE	oui
	RUBIS TERMINAL – DEPOT AMONT	PEHIT-QUEVILLY-LE	AUTONOMIE	
	RUBIS TERMINAL – DEPOT AVAL	GRAND-QUEVILLY-LE	AUTONOMIE	
	RUBIS TERMINAL – DEPOT CRD	GRAND-QUEVILLY-LE	AUTONOMIE	
	RUBIS TERMINAL – DEPOT HFR	GRAND-QUEVILLY-LE	AUTONOMIE	
	RUBIS TERMINAL – DEPOT CENTRAL	GRAND-QUEVILLY-LE	AUTONOMIE	
	SAIPOL	GRAND-COURONNE	AUTONOMIE	
	SANOFI CHIMIE	SAINT-AUBIN-LÈS-ELBEUF	AUTONOMIE	
	SEA TANK	GRAND-COURONNE	NON AUTONOMIE	oui
	SONOLUB	SAINT-AUBIN-LÈS-ELBEUF	NON AUTONOMIE	oui
	TOYO INK EUROPE SPECIALITY CHEMICALS	OISSEL	NON AUTONOMIE	oui
	SENALIA SICA (bât. 3)	GRAND-COURONNE	NC	NC

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Etablissements autonomes et non autonomes relevant de la rubrique 1432 de la nomenclature des ICPE	Annexe n°3
		3/3
		V0.2

Groupement	Nom de l'entreprise	Commune	Type de stratégie	Accord préalable formalisé par le Sdis 76
	SGD (EX SAINT GOBAIN DESJONQUERES)	TRÉPORT-LE	AUTONOMIE	
	SIKA	GOURNAY-EN-BRAY	AUTONOMIE	

NC* : non communiqué

PROJET

Règlement opérationnel départemental

ANNEXE 4

Interventions non urgentes ouvrant droit à participation
financière du bénéficiaire

PROJET

PROJET



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Interventions non urgentes ouvrant droit à participation financière du bénéficiaire

Annexe n°4

1/3

V0.2

Ce document définit les modalités de réalisation des interventions ouvrant droit à participation financière du bénéficiaire (le requérant), à savoir :

- la destruction d'hyménoptères,
- l'ascenseur bloqué,
- l'ouverture de porte sans urgence,
- le dégât des eaux.

D'autres interventions ouvrant également droit à participation financière du bénéficiaire telles que les pollutions, les réquisitions, les services de sécurité ou les conventions (interdépartementales, autoroutes, carences sanitaires...) ne nécessitent pas de traitement d'appel spécifique. Ces dernières ne sont pas abordées dans ce document.

1 - Rappel du cadre réglementaire


L'article L.1424-42 du Code général des collectivités territoriales en ses alinéas 1 et 2, dispose que « le Service départemental d'incendie et de secours n'est tenu de procéder qu'aux seules interventions qui se rattachent directement à ses missions de service public définies à l'article L.1424-2.

« S'il a procédé à des interventions ne se rattachant pas directement à l'exercice de ses missions, il peut demander aux personnes bénéficiaires une participation aux frais, dans les conditions déterminées par délibération du Conseil d'administration ».

En dehors des dispositions de conventions particulières (conventions interdépartementales d'assistance mutuelle avec les Sdis limitrophes, conventions de surveillance des baignades et des activités nautiques, ...) ou de tarifs fixés par voie réglementaire, le Service départemental d'incendie et de secours procède à la facturation de participation aux frais essentiellement en raison d'intervention de secours ne présentant pas de caractère d'urgence.

Dans le domaine des secours, les dispositions en vigueur sont les suivantes :

- assurer de manière exceptionnelle, en particulier lorsque les moyens du gestionnaire des routes ne sont pas disponibles, à titre gratuit les interventions pour le dégagement des voies publiques,
- facturer sur barème fixé par délibération, les interventions dont l'urgence n'est pas caractérisée et ne relevant pas directement des missions du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- facturer les petits matériels détériorés et les consommables (émulseurs, barrages, poudres extincteurs, ...) à leur valeur de remplacement.

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Interventions non urgentes ouvrant droit à participation financière du bénéficiaire	Annexe n°4
		2/3
		V0.2

2- Appréciation du caractère d'urgence

Le caractère d'urgence de l'intervention sera apprécié par l'opérateur du CTA selon les critères définis dans le tableau ci-dessous :

Type d'intervention	Circonstances justifiant l'urgence	Forfait en cas d'intervention non urgente
Ouverture de porte	<ul style="list-style-type: none"> présence de personnes vulnérables dans l'habitation (enfants, personnes handicapées ...), risque secondaire tels qu'aliments laissés sur le feu... 	Montants réactualisés annuellement par délibération du Conseil d'administration du Sdis.
Inondation de locaux	<ul style="list-style-type: none"> présence de personnes vulnérables dans l'habitation (enfants, personnes âgées, personnes handicapées ...) 	
Destruction d'hyménoptères	<ul style="list-style-type: none"> envahissement par des insectes (guêpes, frelons, abeilles, mais pas bourdons) dans les locaux de vie 	
	<ul style="list-style-type: none"> envahissement par des insectes (guêpes, frelons, abeilles, mais pas bourdons) dans les locaux de travail d'occupation impérative 	
	<ul style="list-style-type: none"> piqûres multiples de guêpes, frelons, abeilles 	
Pollution	<ul style="list-style-type: none"> sans objet 	
Réquisition de l'autorité judiciaire	<ul style="list-style-type: none"> sans objet 	
Ascenseur bloqué	<ul style="list-style-type: none"> personnes bloquées « vulnérables » (bébés, jeunes enfants, personnes âgées). 	
	<ul style="list-style-type: none"> accidents de personnes impliquant une désincarcération. 	
	<ul style="list-style-type: none"> personnes bloquées dans l'ascenseur consécutivement à des coupures d'alimentation ErDF (pannes multiples et simultanées). 	
Service de sécurité	<ul style="list-style-type: none"> sans objet 	
Dégât des eaux	<ul style="list-style-type: none"> événements multiples liés à un événement météorologique paroxysmique. 	



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL
Interventions non urgentes ouvrant droit à participation
financière du bénéficiaire

Annexe n°4

3/3

V0.2

Seul le CTA-CODIS est habilité à juger du caractère urgent ou non de l'intervention.

Les intervenants réalisent la mission et ne sont pas autorisés à requalifier le degré d'urgence de l'intervention.

En dehors des cas précités ci-dessus, aucun moyen SP n'est engagé à priori. Le requérant est systématiquement orienté vers un prestataire privé.

Dans le cas où le CODIS procéderait à un engagement à caractère privé de moyen(s), le chef d'agrès confirme au bénéficiaire (requérant) qu'un titre exécutoire va lui être adressé. Si le bénéficiaire (requérant) manifeste une contestation verbale, le chef d'agrès l'informe qu'un courrier motivé peut être adressé au Sdis.

En aucun cas les sapeurs-pompiers ne doivent accepter d'argent

Lorsque le chef d'agrès constate que des informations fallacieuses ont visiblement été transmises à l'appel de façon à rendre l'intervention urgente (alors qu'elle ne l'est pas), il en informe le CODIS et le spécifie dans son CRSS afin qu'un recours soit engagé par le service.


Règlement opérationnel départemental

ANNEXE 8

Composition et règles d'utilisation des réserves
départementales

PROJET

PROJET

	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Composition et règles d'utilisation des réserves départementales	Annexe n°8
		1/3
		V0.2

1. LA COMPOSITION DE LA RESERVE

Le respect du Règlement opérationnel départemental et les contraintes propres à chaque structure (CIS, CODIS, STI territoriaux, etc.) sont les éléments qui prévalent pour la constitution et l'application des règles d'utilisation des différentes réserves.

1.1. Les engins de la réserve « mécanique »

La réserve « mécanique » a pour objectif de palier les indisponibilités tant programmées qu'imprévues de véhicules. Ces véhicules de réserve ne sont pas affectés dans un centre d'incendie et de secours. Cette réserve est constituée :

- de trois **réserves territoriales**, gérées par les services techniques et infrastructures territoriaux, localisées à priori sur les sites des états-majors de groupement,
- d'une **réserve départementale**, gérée par le service des matériels roulants, localisée sur le site de Tourville-la-Rivière.


La composition de cette réserve est la suivante :

Réserve « mécanique »	Réserves des groupements territoriaux	1 FPT
		1 VSAV
	Réserve départementale Site de Tourville la Rivière	1 FPT
		2 MEA*
		1 VSAV
		1 VTU
		1 CCF

* moyens aériens constitués d'EPAS 25 ou 30 m.

Les engins de la réserve des groupements territoriaux sont armés et remisés dans les infrastructures du groupement territorial. Toutefois, pour des raisons de disponibilité d'espace de remisage, ils peuvent être stationnés dans les locaux de certains centres d'incendie et de secours. Dans ce cas, **les engins de réserve ne sont pas utilisés pour l'activité opérationnelle du centre d'incendie et de secours** (sauf situation exceptionnelle).

Les véhicules composant la réserve départementale sont armés avec leurs matériels opérationnels, conformément à la norme de référence de l'engin considéré ; seuls les équipements spécifiques (caméras thermiques, outils d'ouverture de porte ou de toiture, etc.) font l'objet d'un transfert lors de l'affectation d'un véhicule de réserve.

	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Composition et règles d'utilisation des réserves départementales	Annexe n°8
		2/3
		V0.2

1.2. Les engins de la réserve « opérationnelle »

La réserve opérationnelle permet de répondre aux indisponibilités imprévues de véhicules, hors jours ouvrés et heures ouvrables. Elle est composée de véhicules affectés dans les centres d'incendie et de secours. Elle est gérée en temps réel par le CODIS.

Le CODIS privilégie les centres d'incendie de secours disposant de deux véhicules du même type ainsi que les centres dont le secteur de 1^{er} appel est recouvert (indice de recouvrement fort) dans les délais fixés par Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques.

Ces différentes réserves permettent le remplacement des engins suivants : VPI, FPT, FPTL, FPTSR, FPTGP, CCF, CCR, MEA, VTU, VSAV et BSL

Les engins spécifiques et les engins des équipes spécialisées ne rentrent pas dans le champ des présentes dispositions et sont remplacés ou non selon une procédure particulière.

2. LES PROCEDURES DE REMPLACEMENT


2.1. Remplacement durant les heures ouvrables

Durant les heures ouvrables, le remplacement des véhicules relève des services techniques et infrastructures territoriaux (cf. gestionnaire de parc), en concertation avec les services opérations-prévision territoriaux.

2.2. Remplacement la nuit, le week-end et les jours fériés

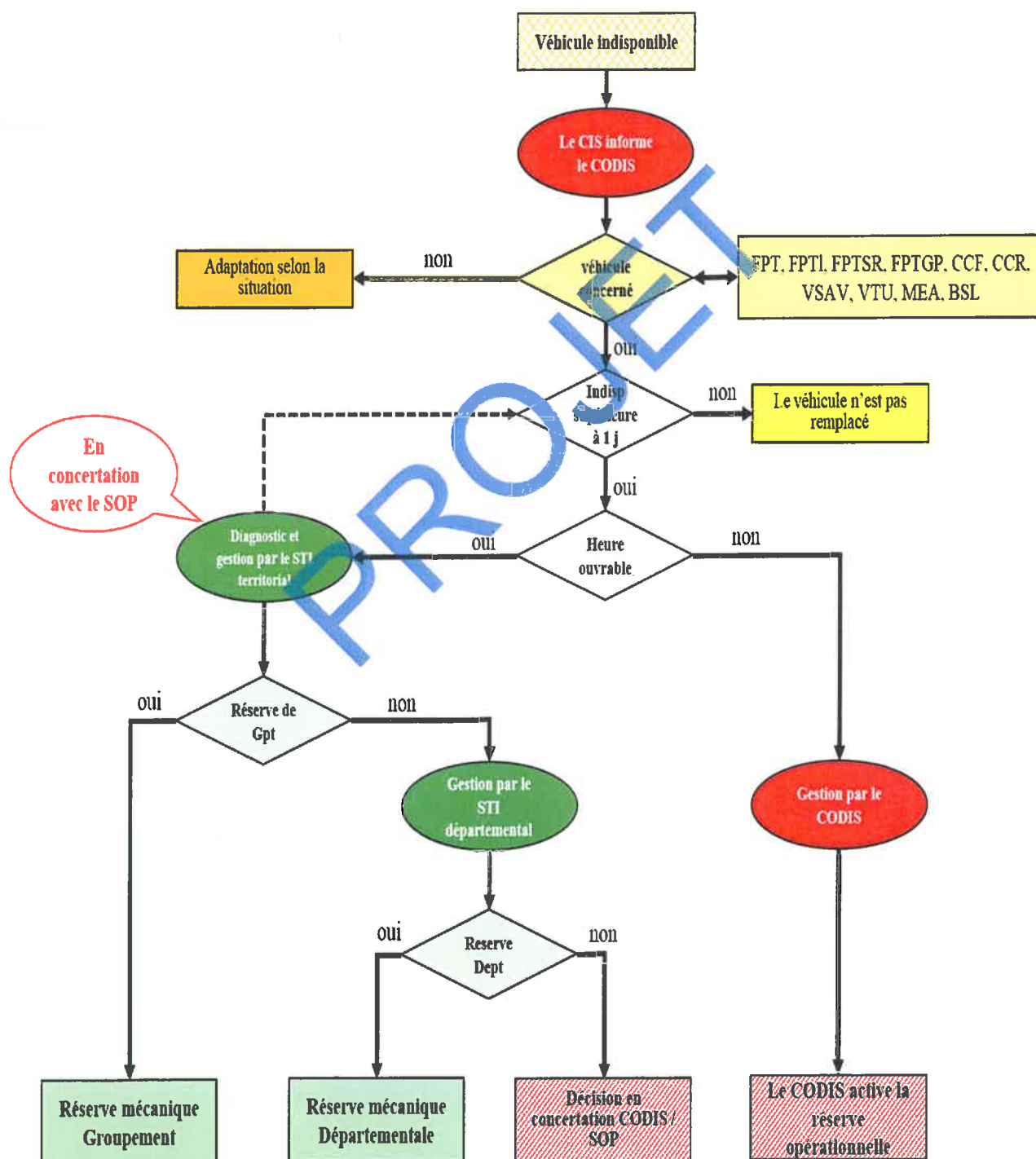
La nuit, le week-end et les jours fériés, le remplacement des véhicules indisponibles est organisé sous la responsabilité de l'officier superviseur CODIS.

Lorsque l'indisponibilité d'un véhicule et son remplacement sont susceptibles de modifier significativement la réponse opérationnelle du territoire, il appartient à l'officier superviseur CODIS, en relation avec le chef de site territorial et /ou départemental de permanence d'apporter la réponse la plus adaptée.

	Annexe n°8	
	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL	
	Composition et règles d'utilisation des réserves départementales	
	3/3	V0.2

3. L'AIDE A LA DECISION

Le logigramme ci-après constitue un outil d'aide à la décision permettant aux différents acteurs impliqués de maintenir de la manière la plus efficace la capacité opérationnelle du Sdis.




Règlement opérationnel départemental

ANNEXE 10

Règlement de doctrine des équipes spécialisées et unités
opérationnelles spécifiques

PROJET

 <p>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</p>	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL		Annexe n°10
	Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques		1/42
			V0.2

REGLEMENT DE DOCTRINE



EQUIPES SPECIALISEES ET UNITES SPECIFIQUES




 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		2/42
		V0.2

Table des matières


PREAMBULE.....	5
ARTICLE 1 - ORGANISATION GENERALE	6
ARTICLE 2 - OFFICIER COORDINATEUR DES EQUIPES SPECIALISEES ET DES UNITES OPERATIONNELLES SPECIFIQUES	6
ARTICLE 3 - LES CONSEILLERS TECHNIQUES DEPARTEMENTAUX- CTD	6
ARTICLE 4 - LES CHEFS DE CIS DOTES D'UNE EQUIPE SPECIALISEE ET OU D'UNE UNITE OPERATIONNELLE SPECIFIQUE.....	8
ARTICLE 5 - LES CORRESPONDANTS CIS DE SPECIALITE OU DE L'UNITE OPERATIONNELLE SPECIFIQUE	8
ARTICLE 6 - LES CIS REFERENTS DE SPECIALITE OU DE L'UNITE OPERATIONNELLE SPECIFIQUE.....	8
ARTICLE 7 - LES RESSOURCES HUMAINES DE BASSIN.....	9
ARTICLE 8 - ACCES A UNE SPECIALITE OU UNE UNITE OPERATIONNELLE SPECIFIQUE ET CESSATION D'ACTIVITE.....	9
ARTICLE 9 - LES LISTES D'APTITUDE OPERATIONNELLE :	10
ARTICLE 10 - LE PLAN DE FORMATION PLURIANNUEL.....	10
ARTICLE 11 - LES INVENTAIRES ET LE SUIVI DES MATERIEL.....	11
DECLINAISON DE LA REPONSE DE BASSIN INTERVENTION EN MILIEU PERILLEUX	12
LOCALISATION DES RISQUES	12
REFERENCES REGLEMENTAIRES.....	13
<i>Documents cadres.....</i>	13
<i>Guide National de référence « GRIMP »</i>	13
<i>Règlement opérationnel.....</i>	13
OBJECTIFS DE COUVERTURE OPERATIONNELLE	14
MODE D'ORGANISATION ET DE PLANIFICATION DES SPECIALISTES.....	14
<i>Objectif anticipé de planification EOJ/POJ CIS Référents</i>	14
AUTRES RESSOURCES COMPLEMENTAIRES.....	15
<i>Organisation de bassin.....</i>	15
<i>Equipements individuels.....</i>	15
MODALITE D'ENGAGEMENT OPERATIONNEL.....	15
DECLINAISON DE LA REPONSE DE BASSIN PLONGEE SUBAQUATIQUE	16
LOCALISATION DES RISQUES	16
REFERENCES REGLEMENTAIRES.....	16
<i>Documents cadres.....</i>	16
<i>Le REAC « Interventions, Secours et Sécurité en Milieu Aquatique et Hyperbare »</i>	17
<i>Les FMPA.....</i>	17
OBJECTIFS DE COUVERTURE OPERATIONNELLE	18
MODE D'ORGANISATION ET DE PLANIFICATION DES SPECIALISTES.....	18
<i>Objectif anticipé de planification EOJ/POJ par les CIS référents</i>	18
AUTRES RESSOURCES COMPLEMENTAIRES.....	19

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		3/42
		V0.2

<i>Organisation de bassin</i>	19
MODALITE D'ENGAGEMENT OPERATIONNEL.....	19
DECLINAISON DE LA REPONSE DE BASSIN SAUVETAGE AQUATIQUE.....	20
LOCALISATION DES RISQUES.....	20
REFERENCES REGLEMENTAIRES.....	20
<i>Documents cadres</i>	20
<i>Le GNR « Sauvetage Aquatique »</i>	21
<i>La FMPA</i>	21
OBJECTIFS DE COUVERTURE OPERATIONNELLE.....	22
MODE D'ORGANISATION ET DE PLANIFICATION DES SPECIALISTES.....	22
<i>Objectif anticipé de planification EOJ/POJ par les CIS référents</i>	22
AUTRES RESSOURCES COMPLEMENTAIRES.....	23
<i>Organisation de bassin</i>	23
MODALITE D'ENGAGEMENT OPERATIONNEL.....	23
LOCALISATION DES RISQUES.....	24
REFERENCES REGLEMENTAIRES.....	24
<i>Documents cadres</i>	24
<i>Guide National de référence « SDE »</i>	25
<i>LA FMPA</i>	25
OBJECTIFS DE COUVERTURE OPERATIONNELLE.....	26
MODE D'ORGANISATION ET DE PLANIFICATION DES SPECIALISTES.....	26
OBJECTIF ANTICIPE DE PLANIFICATION EOJ/POJ CIS REFERENTS.....	26
AUTRES RESSOURCES COMPLEMENTAIRE.....	27
<i>Organisation de bassin</i>	27
MODALITE D'ENGAGEMENT OPERATIONNEL.....	27
DECLINAISON DE LA REPONSE DE BASSIN RISQUES CHIMIQUES ET BIOLOGIQUES.....	28
LOCALISATION DES RISQUES.....	28
<i>Cas des risques technologiques</i>	28
<i>Cas de la menace</i>	29
REFERENCES REGLEMENTAIRES.....	29
<i>Documents cadres</i>	29
<i>Guide National de référence « risques chimiques et biologique »</i>	29
<i>La FMPA</i>	30
OBJECTIFS DE COUVERTURE OPERATIONNELLE.....	30
<i>Cas des risques chimiques et biologiques</i>	30
MODE D'ORGANISATION ET DE PLANIFICATION DES SPECIALISTES.....	31
<i>Objectif anticipé de planification EOJ/POJ</i>	31
<i>Autres ressources complémentaires</i>	32
MODALITE D'ENGAGEMENT OPERATIONNEL.....	32
DECLINAISON DE LA REPONSE DE BASSIN RISQUE RADIOLOGIQUE.....	33
LOCALISATION DES RISQUES.....	33
<i>Cas des risques technologiques</i>	33
<i>Cas de la menace</i>	34
REFERENCES REGLEMENTAIRES.....	34

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		4/42
		V0.2

<i>Documents cadres</i>	34
<i>Guide National de référence « risque radiologique »</i>	34
<i>La FMPSA</i>	35
OBJECTIFS DE COUVERTURE OPERATIONNELLE	35
MODE D'ORGANISATION ET DE PLANIFICATION DES SPECIALISTES.....	36
<i>Objectif anticipé de planification EOJ/POJ</i>	36
<i>Autres ressources complémentaires</i>	36
MODALITE D'ENGAGEMENT OPERATIONNEL.....	37
DECLINAISON DE LA REPONSE DE BASSIN UNITE DE DECONTAMINATION NRBC	38
LOCALISATION DES RISQUES	38
REFERENCES REGLEMENTAIRES	39
<i>Documents cadres</i>	39
<i>Référentiel de l'Emploi, des Activité et compétences</i>	39
<i>Règlement opérationnel</i>	39
OBJECTIFS DE COUVERTURE OPERATIONNELLE	40
<i>Objectifs de couverture opérationnelle Menace NRBC et de décontamination</i>	40
MODE D'ORGANISATION ET DE PLANIFICATION DES SPECIALISTES.....	41
<i>Objectif anticipé de planification EOJ/POJ</i>	41
<i>Autres ressources complémentaires</i>	41
MODALITE D'ENGAGEMENT OPERATIONNEL.....	42

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		5/42
		V0.2

Préambule

Afin de répondre à la couverture de certains risques particuliers, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime dispose de compétences et de moyens spécialisés et spécifiques qui se déclinent ainsi :


- le risque aquatique
 - l'équipe spécialisée « sauvetage aquatique de surface », nommée SAV,
 - l'équipe spécialisée « secours subaquatique », nommée SAL.
- le risque milieu périlleux
 - l'équipe spécialisée « groupe de reconnaissance et d'intervention en milieux périlleux » nommée GRIMP,
 - l'équipe spécialisée « sauvetage-déblaiement » nommée SDE,
 - l'unité opérationnelle spécifique « intervention à bord des navires » nommée IBN.
- le risque nucléaire-radiologique-biologique-chimique
 - l'équipe spécialisée « risques chimiques et biologiques » nommée RCH,
 - l'équipe spécialisée « risque radiologique » nommée RAD,
 - l'unité opérationnelle spécifique « contamination » nommée DEC.

L'organisation de chacune de ces équipes ou unités relève d'un référentiel « réglementaire » national, qui prend la forme de guides nationaux de référence (GNR) ou de référentiels emplois, activités et compétences (Reac).

Au-delà de ces bases, l'organisation départementale s'inscrit dans le cadre du Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (Sdacr) et se décline selon le présent Règlement opérationnel (Ro).

Au-delà des particularités de chaque entité, le présent règlement a pour objet de structurer l'organisation de chaque équipe ou unité selon un modèle unique permettant une homogénéité et une cohérence inter-équipes.

Les ressources présentées ici sont renforcées par les ressources issues de la chaîne de commandement, telles que décrites dans l'annexe dédiée.

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		6/42
		V0.2

Article 1 - Organisation générale

Le groupement opérations-prévision coordonne l'activité des équipes spécialisées et unités opérationnelles spécifiques.

Chaque entité est plus spécialement dirigée par un conseiller technique départemental, dénommé CTD (suivi de l'acronyme de la spécialité ou de l'unité opérationnelle spécifique).

Ce conseiller technique s'appuie sur différentes ressources humaines réparties dans les différents CIs au sein desquels évoluent les personnels de chaque entité.

A ce titre, les chefs des centres d'incendie et de secours restent garant de la réponse opérationnelle inhérente à ses effectifs assurant ces missions spécialisées ou spécifiques

Article 2 - Officier coordinateur des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques

Placé sous l'autorité du chef de groupement opérations-prévision, un officier est chargé de coordonner et d'animer le groupe des conseillers techniques départementaux, en relations avec les différents groupements fonctionnels et les chefs de service du groupement opérations-prévision. Ensemble, ils élaborent :

- les doctrines d'emploi des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques,
- les plans d'équipement,
- les budgets et leur suivi annuel,
- les plans de formation et de maintien des compétences,
- les listes opérationnelles.

Cet officier coordinateur constitue, avec les conseillers techniques départementaux, un des interlocuteurs privilégiés des différents partenaires et services extérieurs au Sdis.

Article 3 - Les conseillers techniques départementaux- CTD


Chaque équipe et unité est animée par un conseiller technique départemental, tel que défini dans le GNR ou le Reac relatif à l'équipe ou l'unité.

Chaque CTD, du grade d'officier, est désigné par le préfet sur proposition du directeur départemental du Sdis 76.

Tout CTD non officier est managé par **un officier désigné** (non nécessairement détenteur du niveau de conseiller technique.)

Fonctionnellement, chaque CTD (associé ou non à un officier désigné) joue son rôle de conseiller technique départemental auprès du directeur départemental et par délégation auprès des différents chefs de groupements et du Sssm, conformément au cadre réglementaire du GNR ou du Reac correspondant.

Opérationnellement, au même titre que les autres conseillers techniques, il apporte son expertise auprès du Commandant des opérations de secours (COS) sur intervention et/ou du CODIS et de la chaîne de commandement.

	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		7/42
		V0.2

En termes de compétences, le CTD :

- est le responsable pédagogique des différentes formations organisées dans le département, que ce soit les formations initiales ou les formations de maintien et de perfectionnement des acquis (FMPPA). A ce titre il peut désigner des référents pour chacune de ces formations,
- vise les carnets individuels de suivi de l'activité opérationnelle et de formation de chaque agent concerné,
- propose, deux fois par an, l'actualisation de la liste d'aptitude opérationnelle,
- participe aux recrutements des nouveaux spécialistes,
- partage avec ses homologues des Sdis et plus particulièrement avec les Sdis de la région Normandie, dans une perspective de mutualisation des ressources,
- participe à la définition et à la programmation du plan de formation lié son activité.

En terme d'équipements et de matériels, le CTD :


- s'assure de la réalisation des contrôles réglementaires et du bon état des matériels,
- veille à la dotation individuelle et collective en EPI,
- assure une veille technologique,
- partage avec ses homologues des Sdis et plus particulièrement avec les Sdis de la région Normandie, dans une perspective de mutualisation des ressources,
- propose des plans d'équipement et de dotation,
- participe activement à la rédaction des CCTP et aux analyses des offres dans le cadre des nouvelles acquisitions,
- assiste les personnels du magasin départemental dans la gestion des stocks des matériels et des consommables du domaine de son activité.

En termes budgétaires, le CTD :

- exprime ses besoins sous la forme d'une expression budgétaire pluriannuelle et d'une planification pour l'exercice budgétaire à venir. A ce titre, il participe activement aux conférences budgétaires liées à son activité,
- suit l'exécution budgétaire de son activité et ajuste au besoin les dépenses, sous le contrôle du groupement opérations-prévision qui valide les commandes.

En termes opérationnels, le CTD :

- suit avec précision l'activité opérationnelle de ses différentes équipes ou unités,
- procède aux différents retours d'expérience,
- suit les différents indicateurs mis en place dans le cadre du Sdacr et du Ro,
- ajuste la doctrine opérationnelle selon les différentes évolutions humaines, techniques et réglementaires.

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		8/42
		V0.2

En terme d'animation de son équipe ou unité, le CTD :

- est secondé par un CTD adjoint désigné,
- s'appuie, coordonne et anime les différents référents (formation, matériels, budget,...) et correspondants présents au sein des différents Cis, positionnés au sein de l'organigramme de la spécialité ou de l'unité spécifique,
- travaille en transversalité avec les chefs de Cis et les différents métiers du Sdis,
- établit un bilan d'activité et de gestion annuel et propose des objectifs à atteindre pour l'année à venir dans une perspective pluriannuelle,
- travaille en lien étroit avec le coordinateur des équipes spécialisées et unités spécifiques.

Article 4 - Les chefs de Cis dotés d'une équipe spécialisée et ou d'une unité opérationnelle spécifique

Conformément à l'article 3100-1 du Règlement intérieur, chaque chef de centre assure la responsabilité du fonctionnement de son unité et de sa performance opérationnelle.

A ce titre, au sein de son Cis, il veille, en liaison avec le correspondant de la spécialité ou de l'unité opérationnelle spécifique, au niveau de la performance opérationnelle dans ce cadre spécifique d'activité. Dans ce cadre, il s'assure :

- du maintien des compétences et de leur traçabilité (notamment du suivi des carnets individuels),
- du bon état de fonctionnement des matériels et des inventaires associés,
- des contrôles des matériels et de leur traçabilité.

Il est le garant de la validation des compétences sur le système de gestion opérationnelle.

Article 5 - Les correspondants Cis de spécialité ou de l'unité opérationnelle spécifique

Au sein du Cis et du bassin rattaché, est désigné un « correspondant Cis » de la spécialité ou de l'unité spécifique.

Cet agent aide et conseille le chef de Cis pour tout ce qui relève de l'organisation, du fonctionnement, de la formation continue, des entraînements, de l'entretien des EPI, de l'habillement, des matériels, des véhicules, des locaux affectés et de la gestion administrative.


Ce soutien s'effectue en lien avec le CTD de référence.

Ce correspondant s'appuie sur les différents agents du Cis et des Cis du bassin affectés à la spécialité ou à l'unité spécifique.

Article 6 - Les Cis référents de spécialité ou de l'unité opérationnelle spécifique

Les CIS référents de spécialité sont :

- sièges des matériels ou des engins.
- disposent d'un POJ de spécialistes.

	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		9/42
		V0.2

Ces Cis sont dotés des moyens matériels (engin plus particulièrement) et des effectifs, lui permettant de mener de façon autonome ou en renfort, une mission opérationnelle conformément aux règles édictées dans le GNR ou Reac correspondant. Il peut s'agir d'une mission de reconnaissance, de sauvetage de vie humaine ou de préparation à l'intervention, réalisée en attente du renfort en personnels et en matériels spécialisés.

La liste des Cis référents est définie par spécialité et unité spécifique.

Article 7 - Les ressources humaines de bassin

Dans une approche efficiente, des agents affectés en dehors des Cis référents (décrits à l'article 6) peuvent être inscrits sur la liste opérationnelle de la spécialité ou de l'unité spécifique.

A ce titre, ils participent aux différentes activités de maintien des compétences et à l'activité opérationnelle.

Cette disposition permet de maintenir en activité opérationnelle des personnels formés, au-delà de leur mutation vers un autre Cis non référent et permet donc d'accroître le potentiel opérationnel humain, selon le principe de la disponibilité.

Cette disposition pose le principe d'une réponse opérationnelle de bassin.

Article 8 - Accès à une spécialité ou une unité opérationnelle spécifique et cessation d'activité

Les critères prépondérants permettant l'intégrer une équipe spécialisée ou une unité spécifique sont les suivants :

- besoins du service,
- motivation de l'agent,
- capacités du sapeur-pompier,
- ancienneté et expérience opérationnelle,
- expérience liée à une activité professionnelle précédente ou à une pratique « sportive » reconnue par des niveaux d'aptitude.

Cet accès n'est possible que si l'agent est affecté dans un Cis référent (tel que défini à l'article 6).


La durée minimale d'engagement est de 3 ans par niveau.

Chaque sapeur-pompier ne peut exercer plus de deux spécialités ou compétences spécifiques.

Les cumuls de 2 spécialités ou compétences spécifiques sont prioritairement les associations suivantes :

- RCH + RAD,
- SAV + SAL.

Hors situation d'incapacité médicale, l'arrêt d'une spécialité ne peut s'effectuer qu'après validation du groupement opérations-prévision sur proposition du CTD après avis du chef de centre ou du supérieur hiérarchique de l'agent et sur demande écrite motivée de l'intéressé.

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		10/42
		V0.2

Toute cessation d'activité définitive ou temporaire de plus de 6 mois oblige l'agent concerné à restituer l'ensemble des équipements, effets d'habillement et EPI, mis à sa disposition, sous-couvert de son chef de Cis. Le CTD, en lien avec le magasin départemental, valide la conformité de la restitution.

Toutes les spécialités ou compétences spécifiques restent accessibles aux sapeurs-pompiers volontaires comme intervenant ou expert, selon les mêmes conditions exposées précédemment.

A ce titre, ces agents doivent :

- détenir des compétences dans le cadre de leur activité professionnelle en relation avec la spécialité ou l'activité spécifique considérée,
- disposer d'une disponibilité en cohérence avec :
 - le volume horaire nécessaire au maintien des compétences tel que défini dans les GNR ou REAC et dispositions spécifiques au Sdis 76,
 - les durées de l'activité opérationnelle et des éventuelles périodes d'astreinte.

Article 9 - Les listes d'aptitude opérationnelle :

Seuls peuvent intervenir en opérations les agents inscrits sur la liste opérationnelle propre à chaque spécialité ou activité spécifique, signée par le préfet.

Les règles cumulatives d'inscription sur la liste opérationnelle sont :

- être titulaire d'une unité de valeur opérationnelle de la spécialité ou de l'unité spécifique,
- être apte physiquement (cf. tests de condition physique) et médicalement selon les critères spécifiques à chaque activité,
- être à jour de ses formations de maintien des compétences,
- avoir validé les éventuels tests annuels (selon la spécialité),
- avoir dûment renseigné son carnet individuel de suivi d'activité.


La proposition de liste est constituée par le conseiller technique départemental en concertation avec les chefs de Cis et correspondants concernés, avec le groupement emplois, activités et compétences et avec le Sssm. Cette proposition est transmise au groupement opérations-prévision pour agrégation et validation, puis au groupement emplois, activités et compétences chargé de la mise en signature au préfet.

Le préfet arrête une liste annuelle en début d'année au 1^{er} février et procède à une révision au 1^{er} août.

L'inscription ou le retrait de la liste d'aptitude opérationnelle départementale entraîne de droit l'ajustement du régime indemnitaire pour la spécialité éligible.

Article 10 - Le plan de formation pluriannuel

Le groupement emplois, activités et compétences élabore le plan de formation pluriannuel associé à chaque spécialité ou activité spécifique en fonction des besoins exprimés par les différents CTD et validés par le groupement opérations-prévision.

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		11/42
		V0.2

Ce plan est tri annuel et concerne les formations initiales, les séquences de maintien des compétences et les éventuels tests d'aptitude.

Article 11 - Les inventaires et le suivi des matériels

Chaque CTD arrête, en adéquation avec le GNR ou REAC correspondant, la liste des matériels et effets d'habillement constituant l'inventaire type de dotation (engin, collective, individuelle).

Il établit de plus un catalogue recensant les équipements affectés ou disponibles au magasin départemental. A ce titre, il fixe les volumes minimum et maximum de stockage et les seuils de commande.

Le processus de livraison des matériels demandés par les Cis s'effectue en concertation entre le CTD et le magasin départemental. Pour rappel, en ce qui concerne l'achat de nouveaux matériels ou de consommables, la commande est élaborée par le CTD (ou la personne désignée) et validée par le chef de groupement opérations-prévision ou son représentant.

Les chefs de Cis et plus précisément les correspondants Cis, sont responsables de l'entretien et de la bonne tenue des locaux de stockage, des matériels, des dotations collectives et individuelles (habillement, EPI) et des véhicules, propres à leur spécialité ou unité opérationnelle spécifique.

PROJET



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités
opérationnelles spécifiques

Annexe n°10

12/42

V0.2

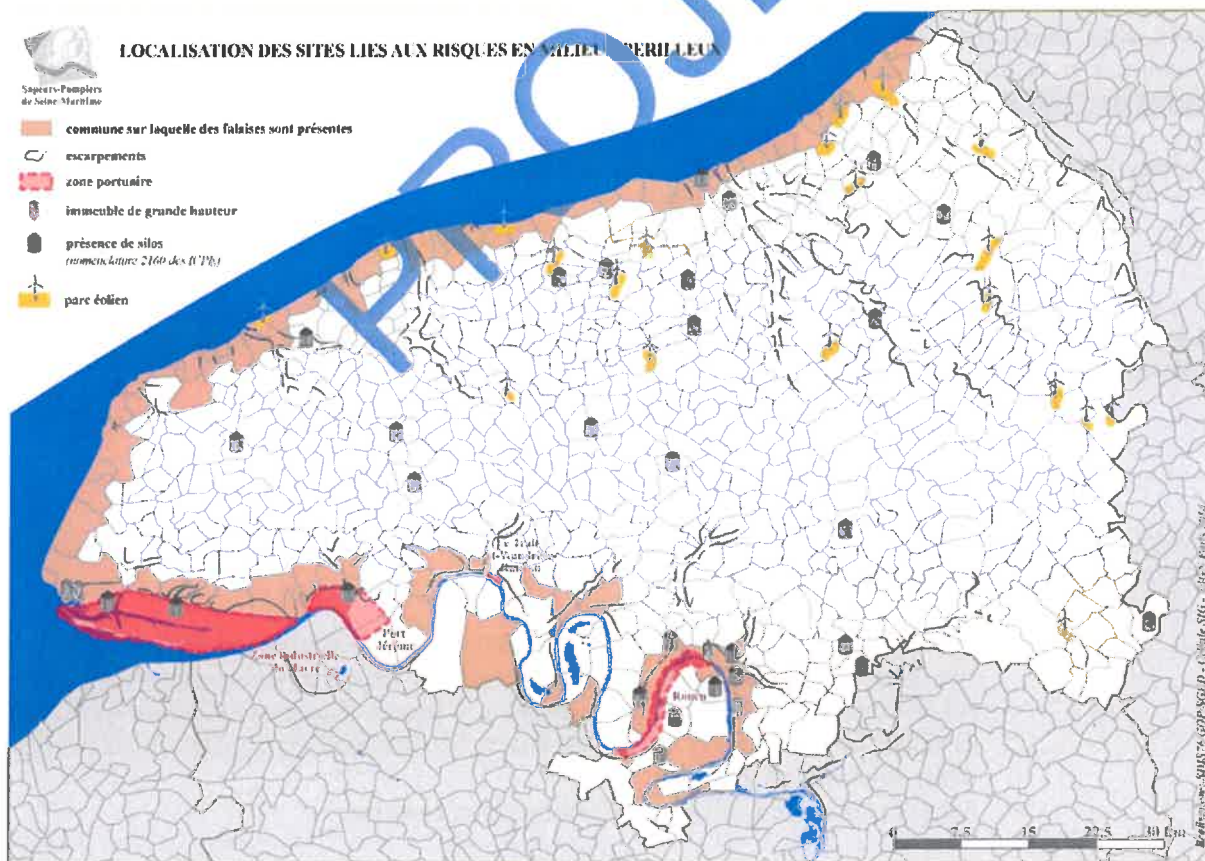
Déclinaison de la réponse de bassin Intervention en milieu périlleux


Localisation des risques

Les sites identifiés comme pouvant nécessiter en particulier la sollicitation des spécialistes du groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux (GRIMP) sont :

- les falaises ;
- les zones portuaires (compte tenu du matériel spécifique de manutention utilisé) ;
- les silos verticaux ;
- les immeubles de grande hauteur ;
- les parcs éoliens ;
- ...

Cependant, le milieu périlleux peut par définition se retrouver partout, sur le secteur public comme privé, en hauteur comme en excavation ou en suspension, il est donc pertinent d'associer aux sites localisés un caractère diffus de ce risque.



	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		13/42
		V0.2

Références réglementaires

Documents cadres

Le cadre réglementaire est fixé de façon générale par le code des collectivités territoriales et du code de la sécurité intérieure. Plus localement, le Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques et le catalogues des risques particuliers de la Seine-Maritime précisent la méthodologie d'analyse. L'organisation opérationnelle qui en découle est précisée dans le Règlement Opérationnel du Sdis76.

Guide National de référence « GRIMP »

Les reconnaissances et interventions, quels que soient les moyens mis en œuvre, doivent être exécutées par une équipe de cinq spécialistes GRIMP au moins, composée d'un conseiller technique GRIMP ou d'un chef d'unité GRIMP (IMP 3) responsable de la mission dont la présence est obligatoire sur le lieu même de l'intervention, et de deux binômes de deux sauveteurs GRIMP (IMP2).

Toutefois, en cas de sauvetage de vie humaine, l'opération peut commencer, sous l'autorité du COS, avec deux sauveteurs GRIMP chargés de sécuriser le site d'intervention et d'apporter les premiers secours à la victime. Le conseiller technique GRIMP ou le chef d'unité GRIMP et les deux autres sauveteurs GRIMP rejoignent le lieu de l'intervention dans les meilleurs délais.

En cas d'utilisation d'un hélicoptère pour rejoindre les lieux d'intervention, sont acheminés en priorité :


- le conseiller technique ou chef d'unité GRIMP ;
- un sauveteur et un médecin ou deux sauveteurs.

Le reste de l'unité GRIMP rejoint les lieux de l'intervention lors d'une seconde rotation ou par tout autre moyen dans les meilleurs délais.

Règlement opérationnel

Peut être inscrit sur la liste annuelle départementale d'aptitude opérationnelle, tout sauveteur, chef d'unité et conseiller technique qui a :

- Suivi un entraînement annuel collectif minimal de 10 exercices dont 5 au moins sur site (dont 1 de nuit) au sein d'une unité GRIMP. Un entraînement ne peut en aucun cas avoir une durée effective inférieure à 4 heures (trajet exclu). Sont également comptabilisées dans ces exercices toutes les interventions opérationnelles d'une durée supérieure à 4 heures.
- Satisfait au test annuel qui aura lieu lors d'un exercice.

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		14/42
		V0.2

Par conséquent, les objectifs de FMPA sont déclinés en :

- FMPA du centre, organisée et planifiée par le chef de centre et compatible avec POJ
- FMPA départementale, organisée et planifiée par le CDF en dehors du POJ

Niveau	Equivalence en temps de travail Hors POJ	durée pédagogique FMPA	
		FMPA du centre Précisions	FMPA départementale Précisions
1	-	-	-
2	40 h	5 périodes de 4h	4 périodes de 8h dont un exercice nocturne
			1 période de 8h pour les tests annuels
3	48 h	5 périodes de 4h	4 périodes de 8h dont un exercice nocturne
			1 période de 8h pour les tests annuels
			1 période de 8h d'information

Objectifs de couverture opérationnelle

La couverture du risque est assurée d'abord par les sapeurs-pompiers de proximité au travers les formations de tronc commun et les matériels de bases.

Cette réponse de tronc commun est renforcée par une Unité GRIMP (1 IMP3 + 4 IMP2) en 60 minutes en tous points du département.

Les sauveteurs GRIMP du Havre sont qualifiés sauveteurs hélicoptérés.

Les matériels adaptés sont :

- Pour chaque sauveteur, un équipement individuel,
- VGRIMP


Mode d'organisation et de planification des spécialistes

Objectif anticipé de planification EOJ/POJ CIS Référents

Le tableau ci-dessous précise l'organisation des CIS référents.

L'objectif est d'assurer le potentiel opérationnel journalier avec les ressources propres du CIS référents. Le chef de centre exprimera les besoins en formation pour maintenir cet objectif.

Secteur CdC	CIS	POJ		Matériels
		IMP2/IMP3	Sauveteurs hélicoptérés	
Rouen	GAMB	4/1	1 IMP3	VGRIMP
Le Havre	LHN	4/1	TOUS	VGRIMP
Dieppe	DIEP	2/1	1 IMP3	VGRIMP
Yvetot	-	-	-	-

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		15/42
		V0.2

Autres ressources complémentaires

Organisation de bassin

Tous les sapeurs-pompiers « IMP3 » inscrits sur liste opérationnelle peuvent participer au complément du potentiel opérationnel journalier selon le principe de la disponibilité, ainsi que les **sapeurs-pompiers « IMP2 » en service hors rang**.

Les sapeurs-pompiers de garde (hors CODIS), d'astreinte ou dans un état adressable par le SGO peuvent être déclenchés au besoin par le CODIS :

- pour atteindre l'effectif nominal en conformité avec le GNR
- pour accroître le potentiel humain.

Les sapeurs-pompiers professionnels affectés au CODIS peuvent maintenir leur compétences IMP3 s'ils disposent d'une affectation secondaire dans le département. Ils ne pourront être engagés en intervention que dans le cadre de leur affectation secondaire.

Pour la gestion administrative des FMPA, les sapeurs-pompiers sont rattachés au secteur chef de colonne du CIS référent de la spécialité.

Pour le secteur chef de colonne Yvetot, les sapeurs-pompiers sont répartis selon le secteur chef de groupe :

- Chef de groupe Lillebonne rattaché au CIS référent LHN
- Chef de groupe Cany rattaché au CIS référent de DIEP
- Chef de groupe Yvetot rattaché au CIS référents de GAMB

Le chef de centre ou de service autorisera les sapeurs-pompiers IMP concernés à suivre les FMPA selon les critères arrêtés par le service dans le respect des règlements.

Equipements individuels

Les sauveteurs IMP3 disposent de l'équipement individuel suivant :

- Un sac d'équipement de protection individuel GRIMP
- Un lot de reconnaissance
- VLR/VLHR disponible sur son CIS respectif

Modalité d'engagement opérationnel

Le SGO est paramétré de sorte à permettre un engagement nominal d'une équipe spécialisée à partir des ressources en spécialiste du CIS référent, puis du secteur chef de colonne complété par les ressources du secteur chef de groupe rattaché. Les personnels disponibles du bassin seront alors déclenchés automatiquement pour venir compléter l'effectif en nominal. Ils devront rejoindre les lieux de l'intervention avec un moyen du CIS (VL ou VTU).



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités
opérationnelles spécifiques

Annexe n°10

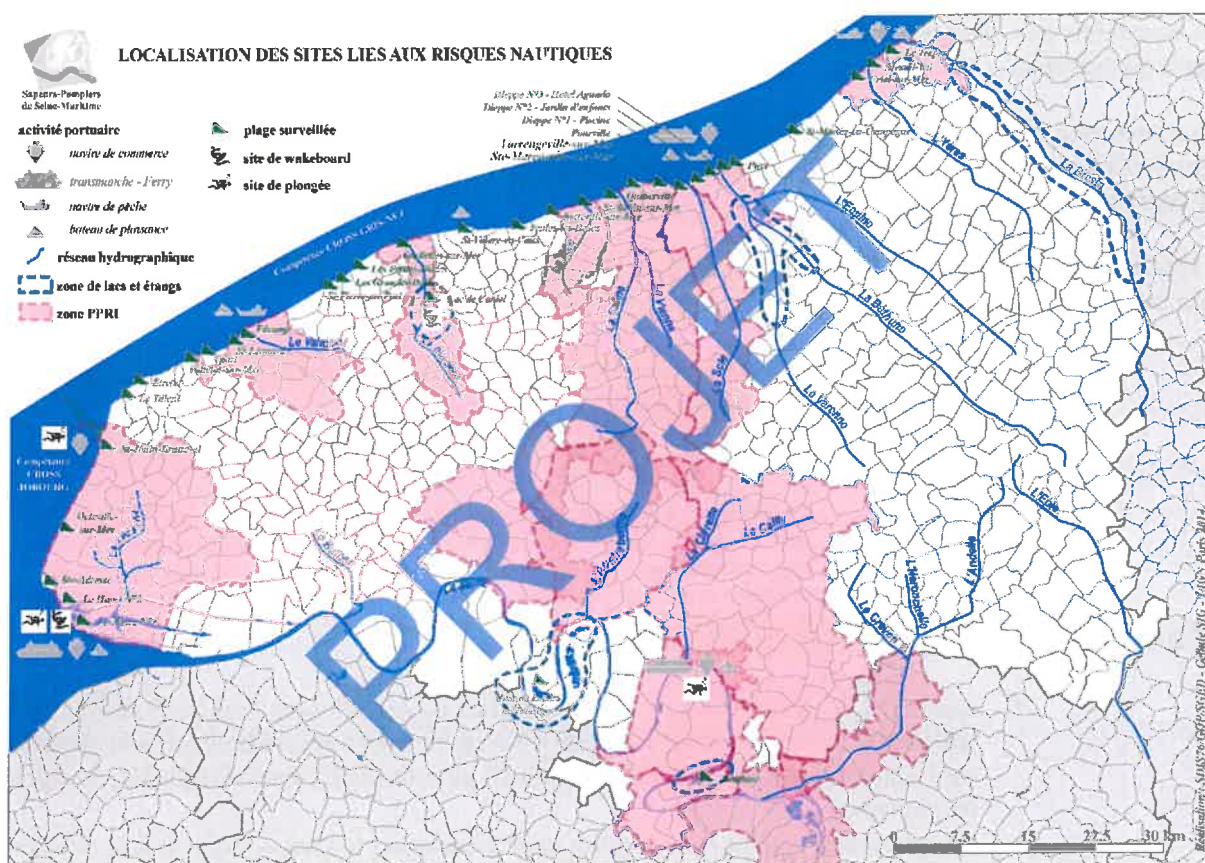
16/42

V0.2

Déclinaison de la réponse de bassin Plongée subaquatique

Localisation des risques

Les sites à risque pouvant conduire à des missions d'intervention subaquatique sont principalement situés sur la Seine et le littoral.




En dehors des missions subaquatiques d'urgence de protection des biens, les équipes d'intervention SAL intervienne en appui des équipes d'intervention en surface.

Références réglementaires

Documents cadres

Le cadre réglementaire est fixé de façon générale par le code des collectivités territoriales et du code de la sécurité intérieure. Plus localement, le Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques et le catalogues des risques particuliers de la Seine-Maritime précisent la méthodologie d'analyse. L'organisation opérationnelle qui en découle est précisée dans le Règlement Opérationnel du Sdis76.

En particulier, les plongeurs sont qualifiés « sauveteur aquatique » de niveau 1 minimum.

	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		17/42
		V0.2

Le REAC « Interventions, Secours et Sécurité en Milieu Aquatique et Hyperbare »

Les plongées, dans le cadre des opérations doivent être exécutées par une équipe de trois plongeurs minimum dont au moins un Chef d'Unité SAL 2 ou Conseiller Technique SAL 3.

Cette équipe de trois plongeurs constitue donc une unité opérationnelle.

L'ensemble des plongeurs constituant cette unité doit être obligatoirement en tenue de plongée, prêt à intervenir.

La présence du DP (directeur de plongée) désigné par le commandant des opérations de secours parmi les conseillers techniques ou les chefs d'unité SAL, est obligatoire sur le lieu même de l'intervention de plongée.


Toutefois, en cas de sauvetage de vie humaine, et dans le cadre des réactions immédiates les opérations de plongée peuvent commencer en utilisant les méthodes suivantes :

- plongée avec un seul plongeur relié à la surface dans le cadre de réactions immédiates de prompt secours
- plongée avec un scaphandre léger dans le cadre d'un sauvetage hélicoptéré (inexistant au Sdis76)

Les FMPPA

Peut être déclaré apte opérationnel, pour une année, tout plongeur qui a :

- réalisé 20 plongées d'entraînement en milieu naturel (dont maximum 5 peuvent être réalisées en fosse de 10 m minimum ou 5 en intervention), judicieusement réparties sur l'année calendaire en cours (au moins 3 par trimestre), avec vérification du carnet de plongée.
- Ces plongées, comme toutes celles mentionnées sur le carnet, doivent être réalisées dans le cadre du service commandé et validées par un chef d'unité SAL2 ou un conseiller technique SAL3 ;
- suivi 20 h de théorie sur les connaissances professionnelles de la plongée ;
- satisfait au contrôle médical ;
- satisfait au contrôle technique, défini ci-après, ou participé à l'encadrement d'un stage qualifiant, de manière pratique et effective (SAL, chef d'unité SAL2 ou conseiller technique SAL3) ;
- être à jour de la formation de maintien et de perfectionnement des acquis « secours à personne ».

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		18/42
		V0.2

Par conséquent, les objectifs de FMPA sont déclinés en :

- FMPA du centre, organisée et planifiée par le chef de centre et compatible avec le POJ
- FMPA départementale, organisée et planifiée par le CDF en dehors du POJ

Niveau	Equivalence en temps de travail Hors POJ	durée pédagogique FMPA	
		FMPA du centre	FMPA départementale
		Précisions	Précisions
SAL 1,2 et 3	88 h	20h de théorie	11 périodes de 8h dont la réalisation des tests annuels

Objectifs de couverture opérationnelle

La couverture du risque est assurée d'abord par les sapeurs-pompiers de proximité au travers les formations de tronc commun et les matériels de bases.

En particulier :

- les CIS du département proches d'un plan d'eau sont équipés d'une bouée couronne.
- Les moyens hors chemin (VLHR et CCF) sont équipés d'équipements de protection individuelle (K-1000) permettant une mise en sécurité de personnes en difficultés.

Cette réponse de tronc commun est renforcée par les sauveteurs aquatiques ou côtiers. En cas d'intervention subaquatique, certains sauveteurs aquatiques ou côtiers disposent d'une compétence SAL.

L'objectif est de disposer d'une équipe en 60 min.

Les matériels adaptés sont :


- Pour chaque plongeur, un équipement individuel,
- BSL
- VSAQ

Mode d'organisation et de planification des spécialistes

Objectif anticipé de planification EOJ/POJ par les CIS référents

Le tableau ci-dessous précise l'organisation des CIS référents.

L'objectif est d'assurer le potentiel opérationnel journalier avec les ressources propres du CIS référents.
Le chef de centre exprimera les besoins en formation pour maintenir cet objectif.

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		19/42
		V0.2

Secteur CdC	CIS	POJ (SAL1/SAL2)
Rouen	RSUD	1/1
Le Havre	LHS	2/1
Dieppe	DIEP	1/1
Yvetot	-	-

Mise à part le CIS LHS le POJ ne permet pas l'exécution d'une mission subaquatique en autonomie.

Autres ressources complémentaires

Organisation de bassin

Seuls les sapeurs-pompiers « SAL » inscrits sur liste opérationnelle et en service hors rang peuvent participer au complément du potentiel opérationnel journalier selon le principe de la disponibilité.

Les sapeurs-pompiers dans un état adressable par le SGO peuvent être déclenchés au besoin par le CODIS :

- pour atteindre l'effectif nominal en conformité avec le REAC
- pour accroître le potentiel humain

Pour la gestion administrative des FMPA, les sapeurs-pompiers sont rattachés au secteur chef de colonne du CIS référent de la spécialité.

Pour le secteur chef de colonne Yvetot, les sapeurs-pompiers sont répartis selon le secteur chef de groupe :

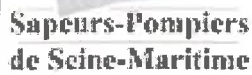
- Chef de groupe Lillebonne rattaché au CIS référent LHS
- Chef de groupe Cany rattaché au CIS référent de DIEP
- Chef de groupe Yvetot rattaché au CIS référents de RSUD

Le chef de centre ou de service autorisera les sapeurs-pompiers SAL concernés à suivre les FMPA selon les critères arrêtés par le service dans le respect des règlements.

Modalité d'engagement opérationnel

Le SGO est paramétré de sorte à permettre un engagement nominal d'une équipe spécialisée à partir des ressources en spécialiste du département.


Les personnels disponibles du CIS référent seront choisis en première intention. Les personnels disponibles seront déclenchés automatiquement pour venir compléter l'effectif en nominal. Ils devront rejoindre les lieux de l'intervention en concertation avec le CODIS (VL, VSAQ, Dragon,...).



Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques

V0.2

Les sauveteurs aquatiques du Havre sont habilités « sauveteur héliporté ». Les plongeurs du département sont qualifiés « sauveteurs aquatiques ».

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		21/42
		V0.2

Le GNR « Sauvetage Aquatique »

Dans le cadre d'un secours en dehors de la façade littorale, l'équipe est constituée de 2 nageurs sauveteurs aquatiques (SAV 1). Cette équipe intervient sous la responsabilité de son chef d'agrès. Elle est intégrée dans l'effectif de l'agrès qui peut être un véhicule de secours et d'assistance aux victimes, un engin pompe ou tout autre véhicule d'intervention.

Lors d'une opération de sauvetage en mer, selon l'embarcation utilisée, l'équipe est constituée de 2 ou 3 sauveteurs (3 pour la Seine-Maritime). L'un des sauveteurs est au moins chef de bord sauveteur côtier (SAV3).

En fonction du règlement opérationnel départemental, le chef de bord sauveteur côtier peut commander l'opération de secours ou être placé sous les ordres d'un commandant des opérations de secours.

Toutefois, en eaux intérieures ou en mer sur la frange côtière des 300 m et en cas de sauvetage de vie humaine, l'opération peut commencer, sous l'autorité du COS, avec un sauveteur.

La FMPA


Peut être inscrit sur la liste annuelle départementale d'aptitude opérationnelle tout nageur sauveteur aquatique, nageur sauveteur côtier, chef de bord sauveteur côtier ou conseiller technique sauvetage aquatique qui a :

- suivi les entraînements annuels collectifs définis par le conseiller technique sauvetage aquatique départemental, en accord avec le chef de corps au sein d'une unité concernée. Les entraînements sont judicieusement répartis sur les 12 mois francs précédant la date de renouvellement de la liste annuelle départementale d'aptitude opérationnelle. Un entraînement ne peut pas avoir une durée effective inférieure à 2 heures. Sont également comptabilisées dans ces entraînements toutes les interventions opérationnelles d'une durée supérieure ou égale à 2 heures
- satisfait aux tests annuels.

Par conséquent, les objectifs de FMPA sont déclinés en :

- FMPA du centre, organisée et planifiée par le chef de centre et compatible avec le POJ.
- FMPA départementale, organisée et planifiée par le CDF en dehors du POJ

Niveau	Equivalence en temps de travail Hors POJ	durée pédagogique FMPA	
		FMPA du centre	FMPA départementale
		Précisions	Précisions
SAV 1 & 2	8 h	6 périodes de 2 h	1 période de 8h (tests annuels SAV)
SAV 3	16 h	6 périodes de 2h	1 période de 8h (tests annuels SAV)
			1 période de 8h

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		22/42
		V0.2

Objectifs de couverture opérationnelle

La couverture du risque est assurée d'abord par les sapeurs-pompiers de proximité au travers les formations de tronc commun et les matériels de bases.

En particulier :

- les CIS du département proches d'un plan d'eau sont équipés d'une bouée couronne.
- Les moyens hors chemin (VLHR et CCF) sont équipés d'équipements de protection individuelle (K_Inondation) permettant une mise en sécurité de personnes en difficulté.

Cette réponse de tronc commun est renforcée par les sauveteurs aquatiques ou côtiers.

Les matériels adaptés sont :

- Pour chaque sauveteur, un équipement individuel,
- BSL/IRB

L'objectif est de pouvoir disposer d'un premier sauveteur dans les meilleurs délais et au plus dans les 45 minutes pour l'équipe nominale (cf. ci-dessus).

Les sauveteurs aquatiques du Havre sont qualifiés sauveteurs héliportés.


Mode d'organisation et de planification des spécialistes

Objectif anticipé de planification EOJ/POJ par les CIS référents

Le tableau ci-dessous précise l'organisation des CIS référents.

L'objectif est d'assurer le potentiel opérationnel journalier uniquement avec les ressources propres du CIS référent. Le chef de centre exprimera les besoins en formation pour maintenir cet objectif.

Secteur CdC	CIS	POJ	
		(SAV1/SAV2/SAV3)	Sauveteurs héliportés
Rouen	ELB	1/0/0	-
	RSUD	2/0/0	-
	GDCO	1/0/0	-
Yvetot	DUCL	1/0/0	-
	CAUD	1/0/0	-
	GRAV	1/0/0	-
	STVAL	0/1/1	-
Le Havre	LHS	0/2/1	TOUS
	ETRE	0/1/1	-
	FECA	0/2/1	-
Dieppe	DIEP	0/2/1	-
	LPS	0/2/1	-

	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		23/42
		V0.2

Autres ressources complémentaires

Organisation de bassin

Tous les sapeurs-pompiers « SAV » inscrits sur liste opérationnelle peuvent participer au complément du potentiel opérationnel journalier selon le principe de la disponibilité.

Les sapeurs-pompiers de garde (hors CODIS), d'astreinte ou dans un état adressable par le SGO peuvent être déclenchés au besoin par le CODIS :

- pour atteindre l'effectif nominal en conformité avec le GNR
- pour accroître le potentiel humain.


Les sapeurs-pompiers professionnels affectés au CODIS peuvent maintenir leur compétences SAV s'ils disposent d'une affectation secondaire dans le département. Ils ne pourront être engagés en intervention que dans le cadre de leur affectation secondaire.

Le chef de centre ou de service autorisera les sapeurs-pompiers concernés à suivre les FMPPA selon les critères arrêtés par le service dans le respect des règlements.

Modalité d'engagement opérationnel

Le SGO est paramétré de sorte à permettre un engagement nominal d'une équipe spécialisée à partir des ressources en spécialiste du département.

Les personnels disponibles du CIS référent seront choisis en première intention. Les personnels disponibles seront déclenchés automatiquement pour venir compléter l'effectif en nominal. Ils devront rejoindre les lieux de l'intervention en concertation avec le CODIS (VL, Dragon,...).

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		24/42
		V0.2

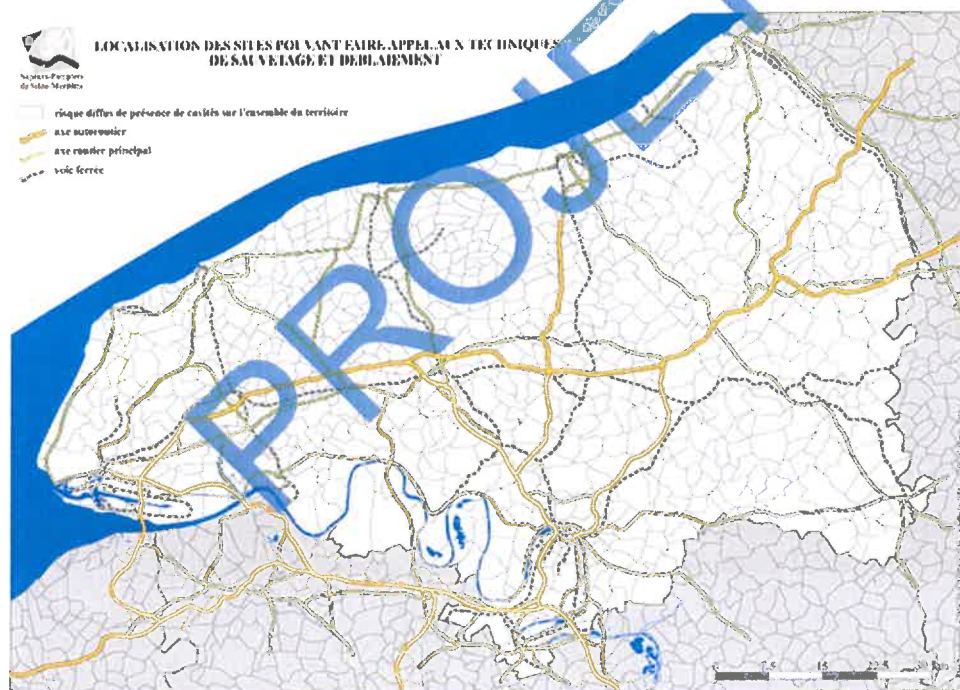
Déclinaison de la réponse de bassin Sauveteurs-Déblayeurs

Localisation des risques

Les sites identifiés comme pouvant nécessiter en particulier la sollicitation des spécialistes Sauveteurs-Déblayeurs sont :

- les silos verticaux
- les zones portuaires (compte tenu du matériel spécifique de manutention utilisé)


Les risques de présence de cavités, risques bâtimentaires et manœuvre de force/levage sur intervention de secours routier sont diffus sur l'ensemble du territoire. Il existe un site à risque non représenté sur la carte : l'agglomération d'Elbeuf.



Références réglementaires

Documents cadres

Le cadre réglementaire est fixé de façon générale par le code des collectivités territoriales et du code de la sécurité intérieure. Plus localement, le Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques et le catalogues des risques particuliers de la Seine-Maritime précisent la méthodologie d'analyse. L'organisation opérationnelle qui en découle est précisée dans le Règlement Opérationnel du Sdis76.

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		25/42
		V0.2

Guide National de référence « SDE »

La spécialité sauvetage-déblaiement permet d'intervenir en matière de reconnaissance, de sauvetage et de sécurisation d'un site dans les milieux effondrés ou menaçant ruine, où les moyens traditionnels des sapeurs-pompiers sont inadaptés, insuffisants ou dont l'emploi s'avère dangereux en raison des risques présentés.

Les reconnaissances et les interventions en milieu effondré ou menaçant ruine, quels que soient les moyens mis en œuvre, doivent être exécutées par au moins une unité sauvetage-déblaiement comprenant au minimum un conseiller technique ou un chef de section ou un chef d'unité sauvetage-déblaiement, responsable de la mission, dont la présence est obligatoire sur le lieu même de l'intervention.

En cas de sauvetage de vie humaine et en l'absence d'un responsable sauvetage déblaiement, l'opération peut commencer, sous l'autorité du COS, avec des sauveteurs déblayeurs.

Un conseiller technique, un chef de section ou un chef d'unité sauveteur déblayeur et le reste de l'unité ou de la section rejoignent le lieu de l'intervention dans les meilleurs délais. Le personnel non spécialisé sauvetage-déblaiement appelé à évoluer sur le site effondré ou menaçant ruine est pris en charge par l'unité ou la section sauvetage-déblaiement.

En cas d'intervention de faible ampleur (effondrement de tranchée, d'immeuble isolé, etc.), le commandant des opérations de secours, en liaison avec le responsable sauvetage-déblaiement, mettra en place un dispositif adapté aux opérations de secours nécessaires.

L'organisation opérationnelle mise en œuvre pour le Sdis 76 est la suivante :


- Equipe de reconnaissance SDE : 1 SDE2, 3 SDE1 + K_SDE
- Equipe gère d'intervention SDE : 1 SDE2, 6 SDE1 + K_SDE + CeSD
- Unité SDE : 1 SDE3, 2 SDE2, 10 SDE1+K_SDE+CeSD

Le 4^{ème} niveau de réponse relève du renfort des moyens de la zone de défense et correspond à la demande d'une section SDE, soit 3 unités SDE commandées par un chef de section SDE3.

LA FMPPA

Peut être inscrit sur la liste annuelle départementale d'aptitude opérationnelle, le spécialiste en sauvetage déblaiement qui a participé aux activités de maintien des acquis (formation, exercices).

Sur avis du conseiller technique sauveteur déblayeur, la prise en compte de l'activité opérationnelle peut permettre de dispenser certains spécialistes en sauvetage déblaiement du suivi des activités de maintien des acquis.

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		26/42
		V0.2

Par conséquent, les objectifs de FMPA sont déclinés en :

- FMPA du centre, organisée et planifiée par le chef de centre et compatible avec le POJ
- FMPA départementale, organisée et planifiée par le CDF en dehors du POJ

Niveau	Equivalence en temps de travail Hors POJ	durée pédagogique FMPA	
		FMPA du centre	FMPA départementale
		Précisions	Précisions
1	16 h	4 périodes de 2h	2 périodes de 8h
2	24 h	4 périodes de 2h	3 périodes de 8h
3	Sans objet	4 périodes de 2h	3 périodes de 8h

Objectifs de couverture opérationnelle

La couverture du risque est assurée d'abord par les sapeurs-pompiers de proximité au travers les formations de tronc commun et les matériels de base.

Cette réponse de tronc commun est renforcée par :

- 2 SDE 1 en 45 minutes
- plus 4 SDE 1 + 1 SDE 2 en 60 minutes
- plus 4 SDE 1 + 1 SDE 2 en 90 minutes

Les matériels adaptés sont :

- Pour chaque sauveteur, un équipement individuel,
- VLHR + K_SDE
- CESD
- VMD

Mode d'organisation et de planification des spécialistes

Objectif anticipé de planification EOJ/POJ CIS Référents

Le tableau ci-dessous précise l'organisation des CIS référents.

L'objectif est d'assurer le potentiel opérationnel journalier uniquement avec les ressources propres du CIS référents. Le chef de centre exprimera les besoins en formation pour maintenir cet objectif.

Secteur CdC	CIS	POJ	Matériels
		SDE 1 / SDE 2	
Rouen	CANT	4/1	K SDE + CESD
Le Havre	FECA	4/1	K SDE + CESD
Dieppe	NEUF	2/0	K SDE
Yvetot	-	-	-

Autres ressources complémentaires

Organisation de bassin

Tous les sapeurs-pompiers « SDE » inscrits sur la liste d'aptitude opérationnelle peuvent participer au complément du potentiel opérationnel journalier selon le principe de la disponibilité.

Les sapeurs-pompiers de garde (hors CODIS), d'astreinte ou dans un état adressable par le SGO peuvent être déclenchés au besoin par le CODIS :

- pour atteindre l'effectif nominal en conformité avec le GNR
- pour accroître le potentiel humain.

Les sapeurs-pompiers professionnels affectés au CODIS peuvent maintenir leur compétence SDE s'ils disposent d'une affectation secondaire dans le département. Ils ne pourront être engagés en intervention que dans le cadre de leur affectation secondaire.

Pour la gestion administrative des FMPA, les sapeurs-pompiers sont rattachés au secteur chef de colonne du CIS référent de la spécialité.

Pour le secteur chef de colonne Yvetot, les sapeurs-pompiers sont répartis selon le secteur chef de groupe :

- Chef de groupe Lillebonne rattaché au CIS référent FECA
- Chef de groupe Cany rattaché au CIS référent de NEUF
- Chef de groupe Yvetot rattaché au CIS référent de CANT

Le chef de centre ou de service autorisera les sapeurs-pompiers concernés à suivre les FMPA selon les critères arrêtés par le service dans le respect des règlements.

Modalité d'engagement opérationnel

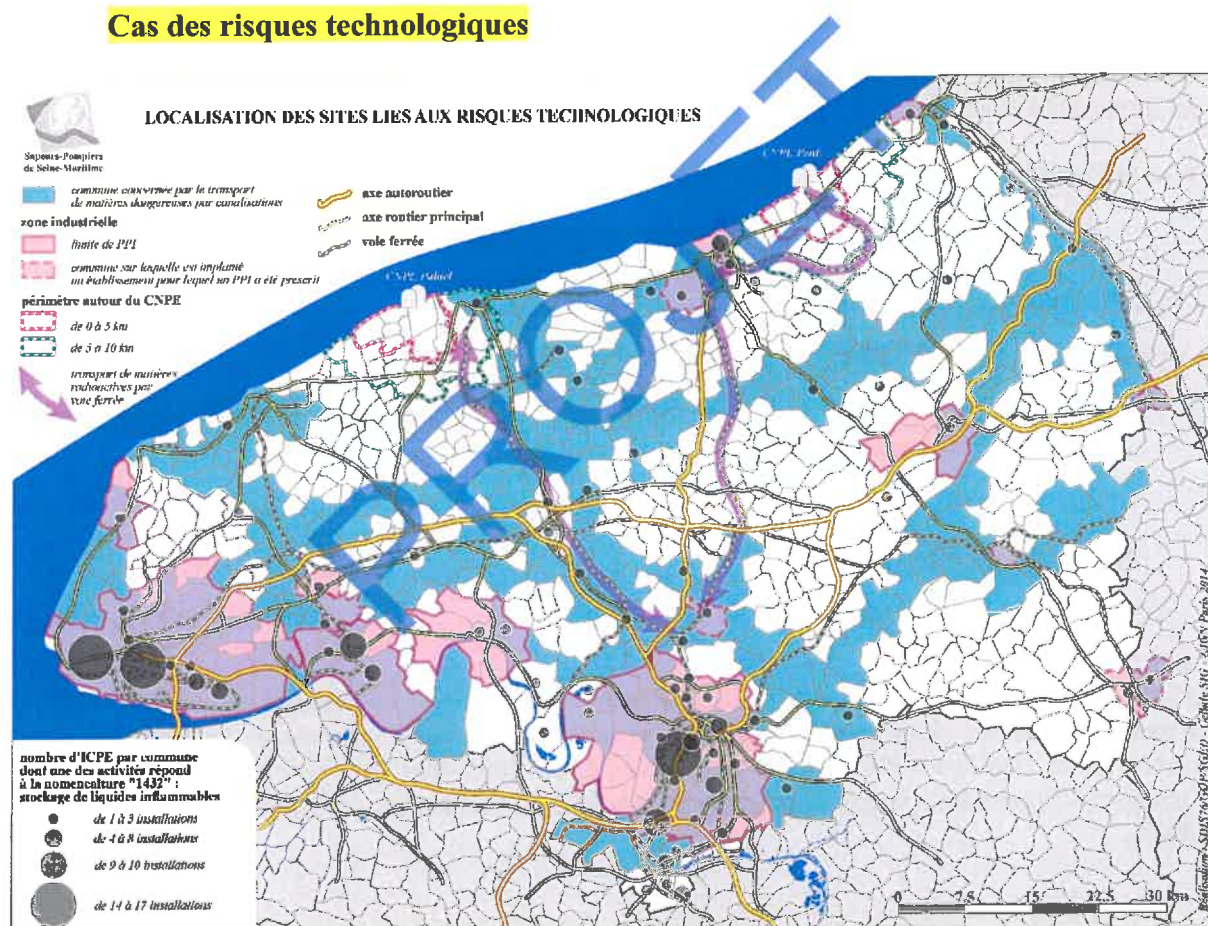
Le SGO est paramétré de sorte à permettre un engagement nominal d'une équipe spécialisée à partir des ressources en spécialiste du CIS référent puis du secteur chef de colonne, complété par les ressources du secteur chef de groupe rattaché. Les personnels disponibles du bassin seront déclenchés automatiquement pour venir compléter l'effectif nominal. Ils devront rejoindre les lieux de l'intervention avec un moyen du CIS (VL, VTU, VTP, etc.).

Déclinaison de la réponse de bassin Risques chimiques et biologiques

Localisation des risques


Les risques chimiques et biologiques sont à mettre en perspectives des risques technologiques du territoire et de la menace terroriste.

Cas des risques technologiques



Les sites identifiés comme pouvant nécessiter en particulier la sollicitation des spécialistes en risque technologique (chimique et/ou radiologique) et NRBCE sont :

- les communes concernées par un plan particulier d'intervention établi ou prescrit (PPI),
- les communes traversées par une ou des canalisations de transport de matières dangereuses,
- les communes impactées par le transport ferroviaire de matières dangereuses.

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		29/42
		V0.2

Toutefois, il faut également prendre en compte :

- le transport de matières dangereuses par voie routière qui concerne l'ensemble des communes du département,
- les nombreux établissements industriels isolés, non concernés par un PPI, et dont les activités nécessitent tout de même l'utilisation de produits à risques,

Il est donc pertinent d'associer aux sites localisés un caractère diffus à ce risque.

Cas de la menace

La menace terroriste est intimement liée soit à la présence de symboles ou à une forte concentration de vies humaines à atteindre.

De ce fait pour le département la menace concerne principalement :

- Les agglomérations (de Rouen et du Havre) ;
- La zone industrialo-portuaire de Rouen ;
- La zone industrialo-portuaire du Havre ;
- La zone industrialo-portuaire de Port Jérôme ;
- Les Centres Nucléaires de Production d'Electricité ;
- Les structures à désorganiser (Préfecture, Conseil Général, Centres des Finances Publiques, Gares, ...)

Références réglementaires


Documents cadres

Le cadre réglementaire est fixé de façon générale par le code des collectivités territoriales et du code de la sécurité intérieure. Plus localement, le Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques et le catalogues des risques particuliers de la Seine-Maritime précisent la méthodologie d'analyse. L'organisation opérationnelle qui en découle est précisée dans le Règlement Opérationnel du Sdis76.

Guide National de référence « risques chimiques et biologique »

Les seules configurations opérationnelles inscrites dans les GNR sont :

- L'équipe de reconnaissance RCH (3 RCH1 dont 1 titulaire GOC 1)
- L'équipe d'intervention RCH (3 RCH2 dont 1 titulaire GOC 1)
- La cellule mobile d'intervention chimique (au minimum une équipe d'intervention RCH + une équipe de reconnaissance RCH + 1 RCH3)
- Le conseiller technique (RCH4).

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		30/42
		V0.2

Il convient de noter que le GNR précise que les spécialistes RCH participent à la mise en œuvre des unités de décontamination.

La FMPA

La formation de maintien des acquis est réalisée aux cours d'entraînements, d'exercices ou d'un recyclage annuel réalisés au niveau départemental.

Par conséquent, les objectifs de FMPA sont déclinés en :

- FMPA du centre, organisée et planifiée par le chef de centre et compatible avec le POJ
- FMPA départementale, organisée et planifiée par le CDF en dehors du POJ

Niveau	Equivalence en temps de travail Hors EOJ	durée pédagogique FMPA	
		FMPA du centre	FMPA départementale
		Précisions	Précisions
1	16 h	7 périodes de 2h	2 périodes de 8h (CMIC constituée)
2	16 h	7 périodes de 2h	2 périodes de 8h (CMIC constituée)
3	Sans objet		2 périodes de 8h (CMIC constituée)
			4h de théorie (en même temps que la théorie RAD 3)
			4 heures d'encadrement de stage
4	En conformité avec le GNR / participation libre aux FMPA 123		

Objectifs de couverture opérationnelle

Cas des risques chimiques et biologiques


La couverture du risque est assurée d'abord par les sapeurs-pompiers de proximité au travers les formations de tronc commun et les matériels de bases.

En particulier :

- les sapeurs de Seine-Maritime sont sensibilisés aux risques technologiques et naturels du département,
- les véhicules de secours routier (FPTSR et VSRM) sont équipés de moyen de récupération et colmatage d'urgence,
- les VSAV du département sont équipés d'équipement de protection individuelle (KBio) permettant la prise en charge de patient contaminant « B » jusqu'au niveau 3 de la classification des maladies infectieuses.

Cette réponse de tronc commun est renforcée par :

- une équipe d'intervention RCH en 45 minutes en tous points du département,

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		31/42
		V0.2

- plus une CMIC (1 équipe reconnaissance + 1 équipe intervention + 1 RCH3) en 60 minutes,
- plus un conseiller technique RCH4 en 90 minutes.

Les matériels adaptés sont :

- K_RCH (mission de reconnaissance)
- K_POL (mission d'appui à la CMIC)
- FRT (mission de reconnaissance, d'intervention et de CMIC)
- CeRT (mission d'appui à la CMIC)

Mode d'organisation et de planification des spécialistes

Objectif anticipé de planification EOJ/POJ

Chaîne de commandement

La chaîne de commandement est complétée par des astreintes de « spécialité » dédiées permettant d'assurer :

- Sur le département : 1 RCH4/RAD4¹ non cumulable
- Sur le secteur chef de site EST : RCH3/(RAD3)² non cumulable
- Sur le secteur chef de site Ouest : RCH3/(RAD3)² non cumulable

CIS référents


Le tableau ci-dessous précise l'organisation des CIS référents.

L'objectif est d'assurer le potentiel opérationnel journalier uniquement avec les ressources propres du CIS référents. Le chef de centre exprimera les besoins en formation pour maintenir cet objectif.

Secteur CdC	CIS	POJ (RCH1/RCH2)	Matériels	Fonctions opérationnelles
Rouen	GAMB	3/3	FRT K_RCH CeRT	RCH_Reco RCH_Inter. CMIC
	ELB	1/0	CeMD	DEC
Le Havre	CAUC	3/3	FRT K_RCH CeRT	RCH_Reco RCH_Inter. CMIC
Dieppe	DIEP	0/3	FRT K_RCH K_POL	RCH_Reco RCH_Inter. CMIC
Yvetot	-	-	-	-

¹ L'officier doit être titulaire d'au moins 1 niveau 4

² Si le RCH3 n'est pas RAD3, un officier de la chaîne de commandement assure l'astreinte RAD3

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		32/42
		V0.2

Les RCH 1 formés à Dieppe viennent en plus des 3 RCH 2. Ces derniers pourront être engagés en complément, mais se sont pas pris en compte dans l'objectif du POJ.

Autres ressources complémentaires

Organisation de bassin

Tous les sapeurs-pompiers « RCH » inscrits sur liste opérationnelle peuvent participer au complément du potentiel opérationnel journalier selon le principe de la disponibilité.

Les sapeurs-pompiers de garde (hors CODIS), d'astreinte ou dans un état adressable par le SGO peuvent être déclenchés au besoin par le CODIS :

- pour atteindre l'effectif nominal en conformité avec le GNR
- pour accroître le potentiel humain.

Les sapeurs-pompiers professionnels affectés au CODIS peuvent maintenir leur compétences RCH s'ils disposent d'une affectation secondaire dans le département. Ils ne pourront être engagés en intervention que dans le cadre de leur affectation secondaire.

Pour la gestion administrative des FMPA, les sapeurs-pompiers sont rattachés au secteur chef de colonne du CIS référent de la spécialité.

Pour le secteur chef de colonne Yvetot, les sapeurs-pompiers sont répartis selon le secteur chef de groupe :

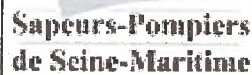
- Chef de groupe Lillebonne rattaché au CIS référent CAUC
- Chef de groupe Cany rattaché au CIS référent de DIEP
- Chef de groupe Yvetot rattaché au CIS référents de GAMB

Le chef de centre ou de service autorisera les sapeurs-pompiers concernés à suivre les FMPA selon les critères arrêtés par le service dans le respect des règlements.

Modalité d'engagement opérationnel

Le SGO est paramétré de sorte à permettre un engagement nominal d'une équipe spécialisée. Les personnels disponibles du CIS référent seront choisis en première intention.

Les personnels disponibles seront déclenchés automatiquement pour venir compléter l'effectif en nominal. Ils devront rejoindre les lieux de l'intervention avec un moyen du CIS (VL ou VTU).



Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques

33/42

Déclinaison de la réponse de bassin Risque Radiologique

Les risques radiologiques sont à mettre en perspectives des risques technologiques du territoire et de la menace terroriste.

LOCALISATION DES SITES LIÉS AUX RISQUES TECHNOLOGIQUES

Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime

zone industrielle

transport de matières dangereuses par route

axe autoroutier

axe routier principal

voies ferrées

Route de l'PP1

commune sur laquelle ont été implantés au moins deux installations pour lesquelles un PPI a été prescrit

périphérie autour du CNPE

de 0 à 5 km

de 5 à 10 km

transport de matières dangereuses par voie ferrée

nombre d'ICPE par commune dont une des activités répond à la nomenclature "1.4.2" : stockage de liquides inflammables

de 1 à 3 installations

de 4 à 8 installations


de 9 à 10 installations

de 11 à 17 installations

0 5 10 15 20 25 30 km

- les communes concernées par un plan particulier d'intervention établi ou prescrit (PPI),
- les communes traversées par une ou des canalisations de transport de matières dangereuses,
- les communes impactées par le transport ferroviaire de matières dangereuses.

Toutefois, il faut également prendre en compte :

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		34/42
		V0.2

- le transport de matières dangereuses par voie routière qui concerne l'ensemble des communes du département,
- les nombreux établissements industriels isolés, non concernés par un PPI, et dont les activités nécessitent tout de même l'utilisation de produits à risques,

Il est donc pertinent d'associer aux sites localisés un caractère diffus à ce risque.

Cas de la menace

La menace terroriste est intimement liée à la présence de symboles ou à une forte concentration de vies humaines.

De ce fait pour le département la menace concerne principalement :

- Les agglomérations (de Rouen et du Havre) ;
- La zone industrialo-portuaire de Rouen ;
- La zone industrialo-portuaire du Havre ;
- La zone industrialo-portuaire de Port Jérôme ;
- Les Centres Nucléaires de Production d'Electricité ;
- Les structures à désorganiser (Préfecture, Conseil Général, Centres des Finances Publiques, Gares, ...)

Références réglementaires

Documents cadres


Le cadre réglementaire est fixé de façon générale par le code des collectivités territoriales et du code de la sécurité intérieure. Plus localement, le Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques et le catalogue des risques particuliers de la Seine-Maritime précisent la méthodologie d'analyse. L'organisation opérationnelle qui en découle est précisée dans le Règlement Opérationnel du Sdis76.

Guide National de référence « risque radiologique »

Les seules configurations opérationnelles inscrites dans les GNR sont :

- L'équipe de reconnaissance RAD (3 RAD1 dont 1 titulaire GOC 1)
- L'équipe d'intervention RAD (3 RAD2 dont 1 titulaire GOC 1)
- La cellule mobile d'intervention radiologique (au minimum une équipe d'intervention RAD + une équipe de reconnaissance RAD + 1 RAD3)
- Le conseiller technique (RAD4)

Il convient de noter que seul les personnels RAD2 sont habilités à intervenir en ambiance contaminée.

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		35/42
		V0.2

De plus certaines missions imposent la présence du chef de CMIR sur l'intervention.

La FMPA

La formation de maintien des acquis est réalisée aux cours d'entraînements, d'exercices ou d'un recyclage annuel réalisés au niveau départemental.

Par conséquent, les objectifs de FMPA sont déclinés en :

- FMPA du centre, organisée et planifiée par le chef de centre et compatible avec le POJ
- FMPA départementale, organisée et planifiée par le CDF en dehors du POJ

Niveau	Equivalence en travail hors EOJ	durée pédagogique FMPA	
		FMPA du centre	FMPA départementale
		Précisions	Précisions
1	8 h	3 périodes 2h	1 période de 8h (CMIR constituée)
2	8 h	3 périodes 2h	1 période de 8h (CMIR constituée)
3	Sans objet	/	1 période de 8h (CMIR constituée)
			4h de théorie (en même temps que la théorie RCH 3)
			4h d'encadrement de stage
4	En conformité avec le GNR / participation libre aux FMPA 123		

Objectifs de couverture opérationnelle


La couverture du risque est assurée d'abord par les sapeurs-pompiers de proximité au travers les formations de tronc commun et les matériels de bases. En particulier, les sapeurs-pompiers de Seine-Maritime sont sensibilisés aux risques technologiques que présentent les CNPE (groupe 2 art. R. 1333-84 du CSP).

Cette réponse de tronc commun est renforcée par :

- une équipe d'intervention RAD en 45 minutes en tous points du département,
- plus une CMIR (1 équipe reconnaissance + 1 équipe intervention + 1 RAD3) en 60 minutes,
- plus un conseiller technique RAD4 en 90 minutes.

Les matériels adaptés sont :

- FRT (mission de reconnaissance)
- K_RAD (complément en matériel pour l'intervention et la CMIR en complément du FRT)
- CeRT (mission d'appui CMIR)

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		36/42
		V0.2

Mode d'organisation et de planification des spécialistes

Objectif anticipé de planification EOJ/POJ

Chaîne de commandement

La chaîne de commandement est complétée par des astreintes de « spécialité » dédiées permettant d'assurer :

- Sur le département : 1 RCH4/RAD4³ non cumulable
- Sur le secteur chef de site EST : RAD3⁴ cumulable
- Sur le secteur chef de site Ouest : RAD3² cumulable

CIS référents

Le tableau ci-dessous précise l'organisation des CIS référents.

L'objectif est d'assurer le potentiel opérationnel journalier uniquement avec les ressources propres du CIS référent. Le chef de centre exprimera les besoins en formation pour maintenir cet objectif.

Secteur CdC	CIS	POJ (RAD1/RAD2)	Matériels	Fonctions opérationnelles
Rouen	GAMB	3/3	FRT K_RAD CeRT	CMIR
Le Havre	CAUC	0/3	FRT K_RAD CeRT	CMIR
Dieppe	DIEP	0/3	FRT K_RAD	CMIR
Yvetot	-	-	-	-

Les RAD 1 formés à Dieppe et Caucrauville viennent en plus des 3 RAD 2. Ces derniers pourront être engagés en complément, mais se sont pas pris en compte dans l'objectif du POJ.


Autres ressources complémentaires

Organisation de bassin

Tous les sapeurs-pompiers « RAD2 » inscrits sur liste opérationnelle peuvent participer au complément du potentiel opérationnel journalier selon le principe de la disponibilité.

³ L'officier doit être titulaire d'au moins 1 niveau 4

⁴ L'astreinte RAD3 est cumulable avec l'astreinte RCH3 ou chaîne de commandement

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		37/42
		V0.2

Les sapeurs-pompiers de garde (hors CODIS), d'astreinte ou dans un état adressable par le SGO peuvent être déclenchés au besoin par le CODIS :

- pour atteindre l'effectif nominal en conformité avec le GNR
- pour accroître le potentiel humain.

Les sapeurs-pompiers professionnels affectés au CODIS peuvent maintenir leur compétences RAD2 s'ils disposent d'une affectation secondaire dans le département. Ils ne pourront être engagés en intervention que dans le cadre de leur affectation secondaire.

Pour la gestion administrative des FMFA, les sapeurs-pompiers sont rattachés au secteur chef de colonne du CIS référent de la spécialité.


Pour le secteur chef de colonne Yvetot, les sapeurs-pompiers sont répartis selon le secteur chef de groupe :

- Chef de groupe Lillebonne rattaché au CIS référent CAUC
- Chef de groupe Cany rattaché au CIS référent de DIEP
- Chef de groupe Yvetot rattaché au CIS référents de GAMB

Le chef de centre ou de service autorisera les sapeurs-pompiers concernés à suivre les FMFA selon les critères arrêtés par le service dans le respect des règlements.

Modalité d'engagement opérationnel

Le SGO est paramétré de sorte à permettre un engagement nominal de la CMIR. Les personnels disponibles du CIS référent seront choisis en première intention. Les personnels disponibles seront déclenchés pour venir compléter l'effectif en nominal. Ils devront rejoindre les lieux de l'intervention avec un moyen du CIS (VL ou VTU).

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL		Annexe n°10
	Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques		38/42
			V0.2

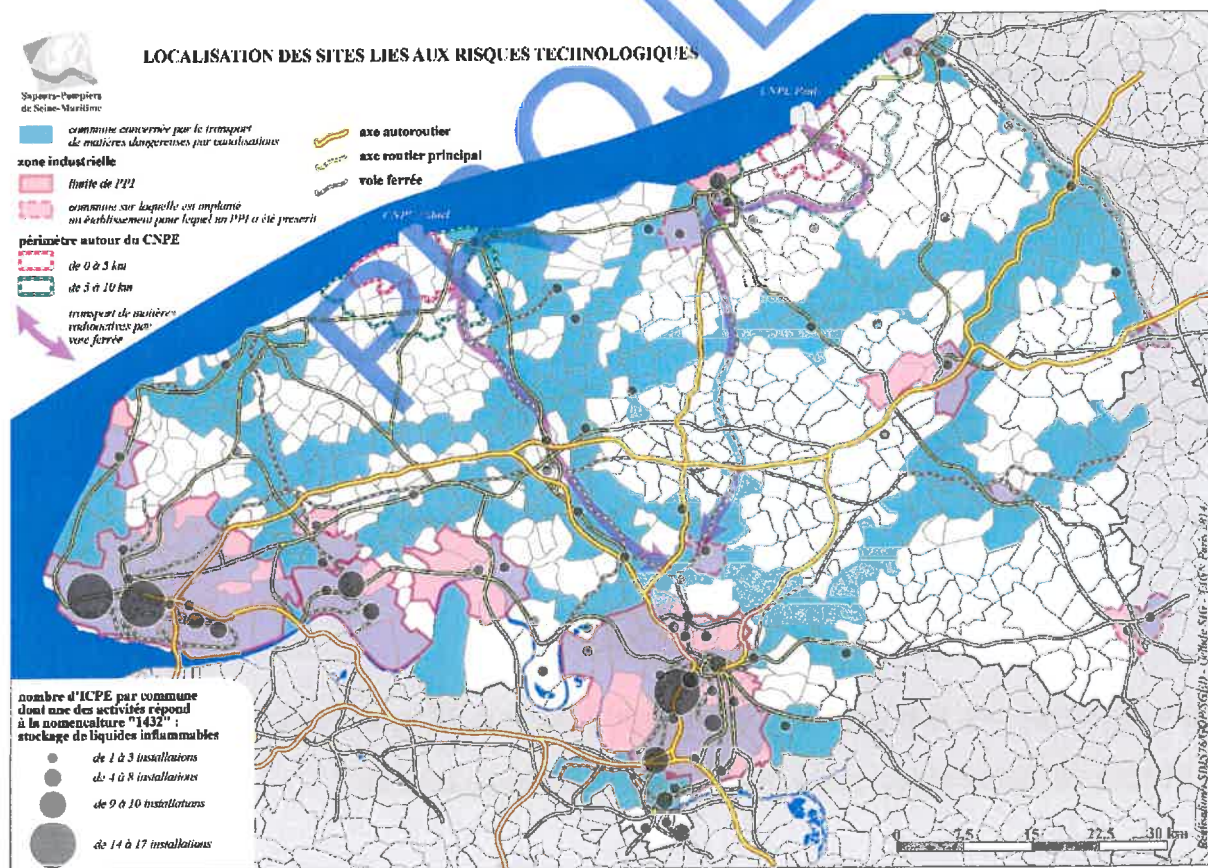
Déclinaison de la réponse de bassin Unité de décontamination NRBC


Localisation des risques

La menace terroriste NRBC est intimement liée à la présence de symboles ou à une forte concentration de vies humaines.

De ce fait pour le département la menace concerne principalement :

- Les agglomérations (de Rouen et du Havre) ;
- La zone industrialo-portuaire de Rouen ;
- La zone industrialo-portuaire du Havre ;
- La zone industrialo-portuaire de Port Jérôme
- Les Centres Nucléaires de Production d'Electricité ;
- Les structures à désorganiser (Préfecture, Conseil Général, Centres des Finances Publiques, Gares, ...)



 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		39/42
		V0.2

Références réglementaires

Documents cadres

Le cadre réglementaire est fixé de façon générale par le code des collectivités territoriales et du code de la sécurité intérieure.

La Zone de Défense et de Sécurité Ouest a élaboré un référentiel zonal emploi des Unités Mobiles de Décontamination.

Plus localement, le Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques et le catalogues des risques particuliers de la Seine-Maritime précisent la méthodologie d'analyse.

L'organisation opérationnelle qui en découle est précisée dans le Règlement Opérationnel du Sdis76.

Référentiel de l'Emploi, des Activités et compétences

Le Sdis76 est en cours d'élaboration du REAC opérateur d'unité de décontamination et technicien d'unité de décontamination afin de prendre en compte les particularités de l'unité mobile de décontamination mise à disposition du Sdis76 par l'état.

La formation RCH1 est ouverte aux sapeurs-pompiers professionnels opérateurs et techniciens de décontamination.

Règlement opérationnel

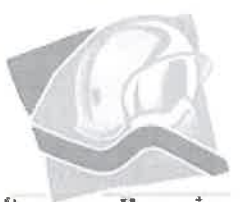
L'unité opérationnelle de décontamination fait l'objet d'une gestion spécifique dans la mesure où l'unité mobile de décontamination est mise à disposition par l'état.

Aussi, afin d'assurer le fonctionnement nominal de l'unité l'ensemble des sapeurs-pompiers d'Elbeuf, de Saint Aubin les Elbeuf et de Grand Couronne sont formés localement dans le cadre du tronc commun :

- DEC1 : opérateur de décontamination
- DEC2 : logisticien de décontamination

Une convention avec le SDIS 27 est imaginée pour disposer de 30 sapeurs-pompiers formés.

La FMPPA est assurée par des mises en situation professionnelle annuelle.

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		40/42
		V0.2

Objectifs de couverture opérationnelle

Objectifs de couverture opérationnelle Menace NRBC et décontamination

L'organisation du SDIS par rapport à une situation de menaces NRBC est assuré d'abord par les sapeurs-pompiers de proximité au travers les formations de tronc commun et les matériels de bases.

En particulier :

- les VLCG des agglomérations sont équipés d'un explosimètre et d'un contaminamètre,
- 54 FPT sont équipés de tenues de protection adaptées au risque de contamination RBC permettant d'assurer la protection des sapeurs-pompiers pour les missions de sauvetage/extraction et de décontamination d'urgence.
- Le département dispose de 3 cellules de sauvetage (CESA) et de 2 modules d'appui logistique permettant la décontamination d'urgence de 50 victimes «invalides», 250 victimes «valides» et la prise de comptes de 500 impliqués (250 dispositifs de rhabillage enfant et 250 dispositifs de rhabillage adulte).

L'objectif de couverture départementale en capacité de sauvetage et de décontamination d'urgence est d'un groupe de sauvetage NRBC⁵ en 60 minutes renforcé par un second groupe en 90 minutes.

En plus de ses capacités de sauvetage et de décontamination d'urgence, le SDIS est doté par l'état d'une capacité de décontamination approfondie.

Le groupe de décontamination NRBC⁶ doit être en mesure d'être projeté rapidement sur le territoire national dans les plus brefs délais.


L'objectif de couverture départemental est de 90 minutes.

Un groupe de renfort sera systématiquement demandé afin d'atteindre l'objectif capacitaire de décontamination (50 victimes «invalides», 250 victimes «valides»).

Par ailleurs, au regard des contraintes physiologiques de la mission de décontamination approfondie il est nécessaire d'une disposer d'une capacité de relève en moins de 90 minutes.

⁵ Groupe de sauvetage NRBC : 1 chef de groupe, 1 officier santé, 4 FPT_TLD, 1 K_RAM, 1 CESA, K_PRV

⁶ Groupe DEC : 1 chef de groupe RCH3/RAD3, 1 officier santé, 2 FPT_DEC, 1 K_DEC, 1 CEMD, 1 CCI

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		41/42
		V0.2

Mode d'organisation et de planification des spécialistes

Objectif anticipé de planification EOJ/POJ

Chaîne de commandement

La chaîne de commandement est complétée par des astreintes de « spécialité » dédiées permettant d'assurer :

- Sur le département : 1 RCH4/RAD4⁷ non cumulable
- Sur le secteur chef de site EST : RCH3/(RAD3)⁸ non cumulable
- Sur le secteur chef de site Ouest : RCH3/(RAD3)² non cumulable

CIS référents

Aucun potentiel opérationnel journalier DEC n'est imposé, dans la mesure où l'objectif est d'avoir 100% des personnels qualifiés DEC.

Le chef de centre exprimera les besoins en formation pour maintenir cet objectif.

Secteur CdC	CIS	POJ (DEC1/DEC2)	Matériels	Fonctions opérationnelles
Rouen	ELB	100 %	FPT_DEC CeMD K DEC	Groupe DEC
	GDCO	100 %	FPT_DEC	
	STAU	100 %	FPT_DEC	
Le Havre	-	-	-	-
Dieppe	-	-	-	-
Yvetot	-	-	-	-

Autres ressources complémentaires

Organisation de bassin


Tous les sapeurs-pompiers « DEC » inscrits sur liste opérationnelle peuvent participer au complément du potentiel opérationnel journalier selon le principe de la disponibilité.

Les sapeurs-pompiers de garde (hors CODIS), d'astreinte ou dans un état adressable par le SGO peuvent être déclenchés au besoin par le CODIS :

- pour atteindre l'effectif nominal de l'OZO
- pour accroître le potentiel humain.

⁷ L'officier doit être titulaire d'au moins 1 niveau 4

⁸ Si le RCH3 n'est pas RAD3, un officier de la chaîne de commandement assure l'astreinte RAD3

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		42/42
		V0.2

Les sapeurs-pompiers professionnels affectés au CODIS peuvent maintenir leur compétences DEC s'ils disposent d'une affectation secondaire dans le département. Ils ne pourront être engagés en intervention que dans le cadre de leur affectation secondaire.


Pour la gestion administrative des FMPPA, les sapeurs-pompiers sont rattachés au CIS Elbeuf.

Le chef de centre ou de service autorisera les sapeurs-pompiers concernés à suivre les FMPPA selon les critères arrêtés par le service dans le respect des règlements.

Modalité d'engagement opérationnel

Le SGO est paramétré de sorte à permettre un engagement nominal du groupe de décontamination à partir des ressources départementales. Les personnels disponibles des CIS référents seront choisis en première intention. Les personnels disponibles seront déclenchés automatiquement pour venir compléter l'effectif en nominal. Ils devront rejoindre les lieux de l'intervention ou le CIS Elbeuf avec un moyen du CIS (VL ou VTU).

PROJET

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		43/42
		V0.2

Déclinaison de la réponse de bassin
Intervention à bord des navires & longues durée

PROJET


Règlement opérationnel départemental

ANNEXE 11


Plans de déploiement des centres sur les secteurs de 1^{er}
et 2^{ème} appel

PROJET


PROJET

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1 ^{er} et 2 ^{ème} appel	Annexe n°11
		1/24
		V0.2

INSEE	Nom de la commune	CIS 1 ^{er} appel jour	CIS 1 ^{er} appel nuit	CIS 2 ^{ème} appel jour	CIS 2 ^{ème} appel nuit
27394	Martot	ELB	PTARCH (27)	ELB	PTARCH (27)
27529	Saint-Cyr-la-Campagne	ELB	HAYE (27)	ELB	HAYE (27)
27545	Saint-Germain-de-Pasquier	ELB	AMFR (27)	ELB	AMFR (27)
27593	Saint-Pierre-des-Fleurs	ELB	ELB	AMFR (27)	AMFR (27)
27616	La Saussaye	ELB	ELB	AMFR (27)	AMFR (27)
60219	Escles-Saint-Pierre	AUMA	AUMA	FORM (60)	FORM (60)
60248	Fouilloy	AUMA	AUMA	GRANV (60)	GRANV (60)
60280	Gourchelles	AUMA	AUMA	FORM (60)	FORM (60)
60521	Quincampoix-Fleuzy	AUMA	AUMA	FORM (60)	FORM (60)
60602	Saint-Valery-sur Bresle	AUMA	AUMA	FORM (60)	FORM (60)
76001	Allouville-Bellefosse	YVET	YVET	LILL	FAUV
76002	Alvimare	FAUV	FAUV	YVET	YVET
76004	Ambrumesnil	OFFR	OFFR	DIEP	DIEP
76005	Amfreville-la-Mi-Voie	GAMB	GAMB	RSUD	RSUD
76006	Amfreville-les-Champs	DOUD	DOUD	YVET	YERV
76007	Anceaumeville	MONV	MONV	BARE	CANT
76008	Ancourt	DIEP	DIEP	ENVE	ENVE
76009	Ancourteville-sur-Héricourt	HERI	HERI	YVET	FAUV
76010	Ancretiéville-Saint-Victor	YERV	YERV	BARE	TOTE
76011	Ancretteville-sur-Mer	VALM	VALM	CANY	FECA
76012	Angerville-Bailleul	GODE	GODE	FECA	FECA
76013	Angerville-la-Martel	VALM	VALM	FECA	FECA
76014	Angerville-l'Orcher	ANGE	ANGE	MONT	CAUC
76015	Angiens	VEUL	VEUL	STVA	FONT
76016	Anglesqueville-la-Bras-Long	DOUD	DOUD	STVA	FONT
76017	Anglesqueville-l'Esneval	CRIQ	CRIQ	MONT	ANGE
76018	Val-de-Saâne	TOTE	TOTE	YERV	YERV
76019	Anneville-sur-Scie	LONS	LONS	DIEP	DIEP
76020	Anneville-Ambourville	DUCL	BACH (27)	TRAI	GDCO
76021	Annouville-Vilmesnil	GODE	GODE	FECA	FECA
76022	Anquetierville	CAUD	CAUD	LILL	LILL

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1 ^{er} et 2 ^{ème} appel	Annexe n°11
		2/24
		V0.2

INSEE	Nom de la commune	CIS 1 ^{er} appel jour	CIS 1 ^{er} appel nuit	CIS 2 ^{ème} appel jour	CIS 2 ^{ème} appel nuit
76023	Anvéville	HERI	HERI	YVET	DOUD
76024	Ardouval	GRVE	GRVE	NEUF	SSAE
76025	Argueil	FORG	FORG	FEUI	FEUI
76026	Arques-la-Bataille	ARQU	ARQU	DIEP	DIEP
76028	Aubéguimont	VIEU	VIEU	AUMA	FOUC
76029	Aubermesnil-aux-Érables	FOUC	FOUC	NEUF	GRAN
76030	Aubermesnil-Beaumais	DIEP	DIEP	ARQU	ARQU
76032	Auberville-la-Manuel	CANY	CANY	STVA	STVA
76033	Auberville-la-Renault	GODE	GODE	FECA	FECA
76034	Auffay	AUFF	AUFF	TOTE	TOTE
76035	Aumale	AUMA	AUMA	VIEU	VIEU
76036	Auppegard	OFFR	OFFR	DIEP	DIEP
76038	Authieux-Ratiéville	BOŠC	BOŠC	FONB	FONB
76039	Les Authieux-sur-le-Port-Saint-Ouen	FRAN	FRAN	ELB	ELB
76040	Autigny	FONT	FONT	STLA	STLA
76041	Autretot	YVET	YVET	HERI	HERI
76042	Auvilliers	NEUF	FOUC	AUMA	AUMA
76043	Auzebosc	YVET	YVET	CAUD	CAUD
76045	Auzouville-l'Esneval	YERV	YERV	YVET	PAVI
76046	Auzouville-sur-Ry	SERV	SERV	GAMB	GAMB
76047	Auzouville-sur-Saône	STLA	STLA	BACQ	BACQ
76048	Avesnes-en-Bray	GOUR	GOUR	FORG	FEUI
76049	Avesnes-en-Val	BAIL	BAIL	LPS	GRAN
76050	Avremesnil	LUNE	LUNE	DIEP	DIEP
76051	Bacqueville-en-Caux	BACQ	BACQ	LUNE	LUNE
76052	Bailleul-Neuville	LOND	LOND	NEUF	NEUF
76053	Baillolet	LOND	LOND	NEUF	NEUF
76054	Bailly-en-Rivière	BAIL	BAIL	ENVE	ENVE
76055	Baons-le-Comte	YVET	YVET	YERV	YERV
76056	Bardouville	DUCL	GDCO	TRAI	BACH (27)
76057	Barentin	BARE	BARE	PAVI	PAVI
76058	Baromesnil	LPS	LPS	CRIE	CRIE

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1 ^{er} et 2 ^{ème} appel	Annexe n°11
		3/24
		V0.2

INSEE	Nom de la commune	CIS 1 ^{er} appel jour	CIS 1 ^{er} appel nuit	CIS 2 ^{ème} appel jour	CIS 2 ^{ème} appel nuit
76059	Bazinval	GAMA (80)	GAMA (80)	BLAN	BLAN
76060	Beaubec-la-Rosière	FORG	FORG	NEUF	GAIL
76062	Beaumont-le-Hareng	SSAE	SSAE	BOSC	BOSC
76063	Beauval-en-Caux	BACQ	BACQ	AUFF	AUFF
76064	Beaurepaire	ETRE	ETRE	MONT	CRIQ
76065	Beaussault	GAIL	GAIL	FORG	FORM(60)
76066	Beautot	TOTE	TOTE	BARE	PAVI
76067	Beauvoir-en-Lyons	FEUI	FEUI	GOUR	GOUR
76068	Bec-de-Mortagne	FECA	FECA	VALM	VALM
76069	Belbeuf	FRAN	FRAN	GAMB	GAMB
76070	Bellencombre	SSAE	SSAE	BOSC	BOSC
76071	Bellengreville	ENVE	ENVE	DIEP	DIEP
76072	Belleville-en-Caux	TOTE	TOTE	AUFF	AUFF
76074	La Bellière	FORG	FORG	GAIL	GAIL
76075	Belmesnil	BACQ	BACQ	LONS	LONS
76076	Bénarville	FAUV	FAUV	FECA	FECA
76077	Bénesville	STLA	STLA	DOUD	DOUD
76079	Bénouville	ETRE	ETRE	FECA	FECA
76082	Bernières	BOLB	BOLB	LILL	FECA
76083	Bertheauville	CANY	GRAI	GRAI	CANY
76084	Bertreville	CANY	CANY	GRAI	GRAI
76085	Bertreville-Saint-Ouen	BACQ	BACQ	DIEP	DIEP
76086	Bertrimont	TOTE	TOTE	YERV	YERV
76087	Berville	DOUD	DOUD	YVET	STLA
76088	Berville-sur-Seine	DUCL	GDCO	TRAI	BACH (27)
76090	Beuzeville-la-Grenier	BOLB	BOLB	LILL	GODE
76091	Beuzeville-la-Guérand	FAUV	FAUV	CANY	HERI
76092	Beuzevillette	BOLB	BOLB	LILL	LILL
76093	Bézancourt	GOUR	GOUR	FEUI	FEUI
76094	Bierville	CAIL	CAIL	GAMB	GAMB
76095	Bihorel	GAMB	GAMB	RSUD	RSUD

REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL


Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1^{er} et 2^{ème}
appel

Annexe n°11


4/24

V0.2


INSEE	Nom de la commune	CIS 1 ^{er} appel jour	CIS 1 ^{er} appel nuit	CIS 2 ^{ème} appel jour	CIS 2 ^{ème} appel nuit
76096	Biville-la-Baignarde	TOTE	TOTE	AUFF	AUFF
76097	Biville-la-Rivière	STLA	STLA	LUNE	LUNE
76099	Blacqueville	BARE	BARE	YVET	PAVI
76100	Blainville-Crevon	SERV	SERV	GAMB	GAMB
76101	Blangy-sur-Bresle	BLAN	BLAN	FOUC	FOUC
76103	Bonsecours	GAMB	GAMB	RSUD	RSUD
76104	Blosseville	VEUL	VEUL	STVA	FONT
76105	Le Bocasse	MONV	MONV	BARE	BOSC
76106	Bois-d'Ennebourg	SERV	SERV	GAMB	GAMB
76107	Bois-Guilbert	BUCH	BUCH	FORG	FEUI
76108	Bois-Guillaume	GAMB	GAMB	RSUD	RSUD
76109	Bois-Hérault	BUCH	BUCH	FORG	FORG
76110	Bois-Himont	YVET	YVET	LILL	CAUD
76111	Bois-l'Évêque	SERV	SERV	GAMB	GAMB
76112	Le Bois-Robert	DIEP	DIEP	ARQU	ARQU
76113	Boissay	BUCH	BUCH	SERV	SERV
76114	Bolbec	BOLB	BOLB	LILL	LILL
76115	Bolleville	FAUV	FAUV	LILL	BOLB
76116	Boos	FRAN	FRAN	NEUV	NEUV
76117	Bordeaux-Saint-Clair	ETRE	ETRE	FECA	FECA
76118	Bornambusc	GODE	GODE	MONT	FECA
76119	Bosc-Bérenger	SSAE	SSAE	BOSC	BOSC
76120	Bosc-Bordel	BUCH	BUCH	FORG	FORG
76121	Bosc-Édeline	BUCH	BUCH	FORG	FORG
76122	Callengeville	FOUC	FOUC	NEUF	LOND
76123	Bosc-Guérard-Saint-Adrien	MONV	MONV	FONB	FONB
76124	Bosc-Hyons	GOUR	GOUR	FEUI	FEUI
76125	Bosc-le-Hard	BOSC	BOSC	FONB	FONB
76126	Bosc-Mesnil	SSAE	SSAE	NEUF	BUCH
76128	Bosville	GRAI	GRAI	CANY	CANY
76129	Boudeville	STLA	STLA	YERV	YERV
76130	Bouelles	NEUF	NEUF	FORG	GAIL
76131	La Bouille	GDCO	GDCO	GDQU	RSUD
76132	Bourdainville	YERV	YERV	YVET	TOTE

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1 ^{er} et 2 ^{ème} appel	Annexe n°11
		5/24
		V0.2


INSEE	Nom de la commune	CIS 1 ^{er} appel jour	CIS 1 ^{er} appel nuit	CIS 2 ^{ème} appel jour	CIS 2 ^{ème} appel nuit
76133	Le Bourg-Dun	LUNE	LUNE	STVA	VEUL
76134	Bourville	FONT	FONT	STVA	STLA
76135	Bouville	BARE	BARE	YVET	PAVI
76136	Brachy	LUNE	LUNE	BACQ	BACQ
76138	Bracquetuit	BOSC	BOSC	AUFF	AUFF
76139	Bradiancourt	SSAE	SSAE	NEUF	NEUF
76140	Brametot	FONT	FONT	STLA	STLA
76141	Bréauté	GODE	GODE	LILL	FECA
76142	Brémontier-Merval	GOUR	GOUR	FORG	FEUI
76143	Bretteville-du-Grand-Caux	GODE	GODE	FECA	FECA
76144	Bretteville-Saint-Laurent	STLA	STLA	FONT	FONT
76147	Bully	NEUF	NEUF	SSAE	SSAE
76148	Bures-en-Bray	VAAS	VAAS	NEUF	LOND
76149	Butot	TOTE	TOTE	BARE	PAVI
76151	Cailleville	STVA	STVA	CANY	VEUL
76152	Cailly	CAIL	CAIL	FONB	FONB
76153	Calleville-les-Deux-Églises	TOTE	TOTE	AUFF	AUFF
76154	Campneuseville	VIEU	VIEU	AUMA	FOUC
76155	Canehan	CRIE	CRIE	LPS	BAIL
76156	Canouville	CANY	CANY	STVA	GRAI
76157	Canteleu	CANT	CANT	RSUD	RSUD
76158	Canville-les-Deux-Églises	STLA	STLA	FONT	FONT
76159	Cany-Barville	CANY	CANY	STVA	GRAI
76160	Carville-la-Folletière	CAUD	CAUD	YVET	YVET
76161	Carville-Pot-de-Fer	DOUD	DOUD	HERI	HERI
76162	Le Catelier	LONS	LONS	AUFF	AUFF
76163	Catenay	SERV	SERV	GAMB	GAMB
76165	Caudebec-lès-Elbeuf	ELB	ELB	SAUB	SAUB
76166	Le Caule-Sainte-Beuve	AUMA	FOUC	NEUF	AUMA
76167	Cauville-sur-Mer	LHN	LHN	MONT	CAUC
76168	Les Cent-Acres	LONS	LONS	AUFF	AUFF
76169	La Cerlangue	ROMA	ROMA	LILL	BOLB

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1 ^{er} et 2 ^{ème} appel	Annexe n°11
		6/24
		V0.2


INSEE	Nom de la commune	CIS 1 ^{er} appel jour	CIS 1 ^{er} appel nuit	CIS 2 ^{ème} appel jour	CIS 2 ^{ème} appel nuit
76170	La Chapelle-du-Bourgay	LONS	LONS	DIEP	DIEP
76171	La Chapelle-Saint-Ouen	BUCH	BUCH	FORG	FEUI
76172	La Chapelle-sur-Dun	VEUL	VEUL	STVA	FONT
76173	La Chaussée	LONS	LONS	DIEP	DIEP
76174	Cideville	YERV	YERV	BARE	PAVI
76175	Clais	LOND	LOND	NEUF	NEUF
76176	Clasville	CANY	CANY	STVA	GRAI
76177	Claville-Motteville	CAIL	CAIL	BOSC	BOSC
76178	Cléon	SAUB	SAUB	ELB	ELB
76179	Clères	MONV	MONV	BOSC	BOSC
76180	Cleuville	HERI	HERI	CANY	GRAI
76181	Cléville	FAUV	FAUV	YVET	YVET
76182	Cliponville	FAUV	FAUV	YVET	HERI
76183	Colleville	FECA	FECA	VALM	VALM
76184	Colmesnil-Manneville	OFFR	OFFR	DIEP	DIEP
76185	Compainville	FORG	GAIL	GAIL	FORG
76186	Conteville	GAIL	GAIL	AUMA	FORM (60)
76187	Contremoulins	FECA	FECA	VALM	VALM
76188	Cottévrard	BOSC	BOSC	SSAE	SSAE
76189	Crasville-la-Mallet	CANY	CANY	STVA	STVA
76190	Crasville-la-Rocquefort	FONT	FONT	LUNE	LUNE
76191	Cressy	AUFF	AUFF	GRVE	GRVE
76192	Criel-sur-Mer	CRIE	CRIE	LPS	LPS
76193	La Crique	BOSC	BOSC	AUFF	AUFF
76194	Criquebeuf-en-Caux	YPOR	YPOR	FECA	FECA
76195	Criquetot-le-Mauconduit	CANY	CANY	STVA	FECA
76196	Criquetot-l'Esneval	CRIQ	CRIQ	MONT	ANGE
76197	Criquetot-sur-Longueville	LONS	LONS	DIEP	DIEP
76198	Criquetot-sur-Ouville	YERV	YERV	YVET	DOUD
76199	Criquiens	FORM (60)	FORM (60)	AUMA	GAIL
76200	Critot	CAIL	CAIL	BOSC	BOSC
76201	Croisy-sur-Andelle	PERR (27)	PERR (27)	FEUI	FEUI
76202	Croixdalle	LOND	LOND	NEUF	VAAS
76203	Croix-Mare	YVET	YVET	BARE	YERV
76204	Cropus	AUFF	AUFF	LONS	LONS
76205	Crosville-sur-Scie	LONS	LONS	DIEP	DIEP

	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1 ^{er} et 2 ^{ème} appel	Annexe n°11
		7/24
		V0.2


INSEE	Nom de la commune	CIS 1er appel jour	CIS 1er appel nuit	CIS 2ème appel jour	CIS 2ème appel nuit
76206	Cuverville	CRIQ	CRIQ	MONT	FECA
76207	Cuverville-sur-Yères	BAIL	BAIL	LPS	GRAN
76208	Cuy-Saint-Fiacre	GOUR	GOUR	FORG	CHAP (60)
76209	Dampierre-en-Bray	GOUR	GOUR	FORG	FORG
76210	Dampierre-Saint-Nicolas	SNIC	SNIC	DIEP	DIEP
76211	Dancourt	GRAN	GRAN	FOUC	FOUC
76212	Darnétal	GAMB	GAMB	RSUD	RSUD
76213	Daubeuf-Serville	FECA	FECA	VALM	VALM
76214	Dénestanville	LONS	LONS	DIEP	DIEP
76216	Déville-lès-Rouen	DEVI	DEVI	CANT	CANT
76217	Dieppe	DIEP	DIEP	ARQU	ARQU
76218	Doudeauville	FORG	FORM (60)	FORM (60)	GOUR
76219	Doudeville	DOUD	DOUD	YVET	HERI
76220	Douvrend	ENVE	ENVE	BAIL	BAIL
76221	Drosay	CANY	CANY	STVA	FONT
76222	Duclair	DUCL	DUCL	TRAI	TRAI
76223	Écalles-Alix	YVET	YVET	BARE	YERV
76224	Écrainville	GODE	GODE	CRIQ	CRIQ
76225	Écretteville-lès-Baons	YVET	YVET	FAUV	FAUV
76226	Écretteville-sur-Mer	FECA	FECA	CANY	VALM
76227	Ectot-l'Abbaye	YERV	YERV	BARE	PAVI
76228	Ectot-lès-Baons	YVET	YVET	YERV	YERV
76229	Elbeuf-en-Bray	GOUR	GOUR	FORG	FEUI
76230	Elbeuf-sur-Andelle	FEUI	FEUI	PERR (27)	PERR (27)
76231	Elbeuf	ELB	ELB	SAUB	SAUB
76232	Életot	FECA	FECA	CANY	VALM
76233	Ellecourt	AUMA	VIEU	VIEU	AUMA
76234	Émanville	PAVI	PAVI	BARE	YERV
76235	Envermeu	ENVE	ENVE	DIEP	DIEP
76236	Envronville	HERI	HERI	YVET	FAUV
76237	Épinay-sur-Duclair	DUCL	DUCL	BARE	CAUD
76238	Épouville	MONT	MONT	CAUC	CAUC
76239	Épretot	ROMA	ROMA	MONT	CAUC
76240	Épreville	FECA	FECA	YPOR	YPOR
76241	Ermenouville	FONT	FONT	STVA	VEUL

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1 ^{er} et 2 ^{ème} appel	Annexe n°11
		8/24
		V0.2


INSEE	Nom de la commune	CIS 1 ^{er} appel jour	CIS 1 ^{er} appel nuit	CIS 2 ^{ème} appel jour	CIS 2 ^{ème} appel nuit
76242	Ernemont-la-Villette	GOUR	GOUR	CHAP (60)	CHAP (60)
76243	Ernemont-sur-Buchy	BUCH	BUCH	FORG	SERV
76244	Esclavelles	NEUF	NEUF	SSAE	SSAE
76245	Eslettes	MONV	MONV	BARE	MALA
76247	Esteville	CAIL	CAIL	BOSC	BOSC
76249	Étaimpuis	BOSC	BOSC	FONB	FONB
76250	Étainhus	ANGE	ANGE	MONT	ROMA
76251	Étalleville	DOUD	DOUD	STLA	STLA
76252	Étalondes	LPS	LPS	CRIE	CRIE
76253	Étoutteville	YVET	DOUD	DOUD	YVET
76254	Étretat	ETRE	ETRE	FECA	FECA
76255	Eu	LPS	LPS	MERS (80)	MERS (80)
76257	Fallencourt	FOUC	FOUC	GRAN	GRAN
76259	Fécamp	FECA	FECA	YPOR	YPOR
76260	Ferrières-en-Bray	GOUR	GOUR	SONG (60)	SONG (60)
76261	La Ferté-Saint-Samson	FORG	FORG	NEUF	GAIL
76262	Fesques	NEUF	LOND	LOND	NEUF
76263	La Feuillie	FEUI	FEUI	GOUR	GOUR
76264	Flamanville	YERV	YERV	YVET	YVET
76265	Flamets-Frétils	NEUF	GAIL	AUMA	FORM (60)
76266	Flocques	LPS	CRIE	CRIE	LPS
76268	Fongueusemare	CRIQ	CRIQ	FECA	FECA
76269	Fontaine-en-Bray	NEUF	NEUF	FORG	SSAE
76270	Fontaine-la-Mallet	CAUC	CAUC	MONT	LHN
76271	Fontaine-le-Bourg	FONB	FONB	CAIL	CAIL
76272	Fontaine-le-Dun	FONT	FONT	STVA	LUNE
76273	Fontaine-sous-Préaux	GAMB	GAMB	RSUD	RSUD
76274	La Fontelaye	YERV	YERV	YVET	TOTE
76275	Fontenay	MONT	MONT	CAUC	CAUC
76278	Foucarmont	FOUC	FOUC	AUMA	GRAN
76279	Foucart	FAUV	FAUV	YVET	BOLB

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1 ^{er} et 2 ^{ème} appel	Annexe n°11
		9/24
		V0.2


INSEE	Nom de la commune	CIS 1 ^{er} appel jour	CIS 1 ^{er} appel nuit	CIS 2 ^{ème} appel jour	CIS 2 ^{ème} appel nuit
76280	Fréauville	LOND	LOND	NEUF	NEUF
76281	La Frénaye	LILL	LILL	GRAV	GRAV
76282	Freneuse	SAUB	SAUB	ELB	ELB
76283	Fresles	NEUF	NEUF	SSAE	SSAE
76284	Fresnay-le-Long	TOTE	TOTE	BOSC	BOSC
76285	Fresne-le-Plan	NEUV	NEUV	GAMB	GAMB
76286	Fresnoy-Folny	GRAN	GRAN	LOND	LOND
76287	Fresquiennes	BARE ou MONV	BARE ou MONV	PAVI ou BARE	PAVI ou CANT
76288	Freulleville	VAAS	VAAS	GRVE	GRVE
76290	Frichemesnil	BOSC	BOSC	MONV	MONV
76291	Froberville	YPOR	YPOR	FECA	FECA
76292	Fry	FEUI	FEUI	FORG	FORG
76293	Fultot	DOUD	DOUD	CANY	STLA
76294	La Gaillarde	FONT	FONT	STVA	LUNE
76295	Gailfontaine	GAIL	GAIL	FORG	FORM (60)
76296	Gainneville	CAUC	CAUC	MONT	LHS
76297	Gancourt-Saint-Étienne	GOUR	GOUR	FORG	FORM (60)
76298	Ganzeville	FECA	FECA	VALM	VALM
76299	Gerponville	VALM	VALM	CANY	FECA
76300	Gerville	FECA	FECA	YPOR	YPOR
76302	Goderville	GODE	GODE	FECA	FECA
76303	Gommerville	ROMA	ROMA	MONT	ANGE
76304	Gonfreville-Caillet	GODE	GODE	FECA	FECA
76305	Gonfreville-l'Orcher	LHS ou CAUC	LHS ou CAUC	CAUC ou LHN	CAUC ou LHN
76306	Gonnetot	STLA	STLA	LUNE	LUNE
76307	Gonneville-la-Mallet	CRIQ	CRIQ	MONT	LHN
76308	Gonneville-sur-Scie	LONS	LONS	AUFF	AUFF
76309	Gonzeville	DOUD	DOUD	CANY	STLA
76311	Goupillières	PAVI	PAVI	BARE	BARE
76312	Gournay-en-Bray	GOUR	GOUR	CHAP (60)	CHAP (60)
76313	Gouy	FRAN	FRAN	GAMB	GAMB
76314	Graimbouville	ANGE	ANGE	MONT	ROMA
76315	Grainville-la-Teinturière	GRAI	GRAI	CANY	CANY

	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1 ^{er} et 2 ^{ème} appel	Annexe n°11
		10/24
		V0.2


INSEE	Nom de la commune	CIS 1 ^{er} appel jour	CIS 1 ^{er} appel nuit	CIS 2 ^{ème} appel jour	CIS 2 ^{ème} appel nuit
76316	Grainville-sur-Ry	SERV	SERV	GAMB	GAMB
76317	Grainville-Ymauville	GODE	GODE	FECA	FECA
76318	Grand-Camp	LILL	LILL	YVET	GRAV
76319	Grand-Couronne	GDCO	GDCO	GDQU	RSUD
76320	Grandcourt	GRAN	GRAN	FOUC	FOUC
76321	Les Grandes-Ventes	GRVE	GRVE	VAAS	VAAS
76322	Le Grand-Quevilly	GDQU	GDQU	RSUD ou SOTR	RSUD
76323	Graval	NEUF	NEUF	FORG	GAIL
76324	Grèges	DIEP	DIEP	ARQU	ARQU
76325	Grémonville	YERV	YERV	YVET	DOUD
76327	Greuville	LUNE	LUNE	FONT	FONT
76328	Grigneuseville	BOSC	BOSC	SSAE	SSAE
76329	Gruchet-le-Valasse	BOLB	BOLB	LILL	LILL
76330	Gruchet-Saint-Siméon	LUNE	LUNE	FONT	FONT
76331	Grugny	BOSC	BOSC	MONV	MONV
76332	Grumesnil	GAIL	GAIL	FORM (60)	FORM (60)
76333	Guerville	GAMA (80)	GAMA (80)	GRAN	GRAN
76334	Gueures	LUNE	LUNE	DIEP	DIEP
76335	Gueutteville	TOTE	TOTE	BARE	YERV
76336	Gueutteville-les-Grès	STVA	STVA	CANY	VEUL
76338	La Hallotière	FEUI	FEUI	FORG	BUCH
76339	Le Hanouard	GRAI	GRAI	CANY	HERI
76340	Harcanville	DOUD	DOUD	HERI	HERI
76341	Harfleur	CAUC	CAUC	LHN	LHN
76342	Hattenville	FAUV	FAUV	FECA	FECA
76343	Haucourt	GAIL	GAIL	FORM (60)	FORM (60)
76344	Haudricourt	AUMA	AUMA	FORM (60)	FORM (60)
76345	Haussez	GAIL	GAIL	FORG	FORM (60)
76346	Hautot-l'Auvray	DOUD	DOUD	CANY	STLA
76347	Hautot-le-Vatois	YVET	YVET	HERI	HERI
76348	Hautot-Saint-Sulpice	HERI	HERI	YVET	DOUD
76349	Hautot-sur-Mer	DIEP	DIEP	OFFR	OFFR
76350	Hautot-sur-Seine	CANT	CANT	RSUD	RSUD

 <p>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</p>	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1 ^{er} et 2 ^{ème} appel	Annexe n°11
		11/24
		V0.2


INSEE	Nom de la commune	CIS 1 ^{er} appel jour	CIS 1 ^{er} appel nuit	CIS 2 ^{ème} appel jour	CIS 2 ^{ème} appel nuit
76351	Le Havre	LHS ou CAUC ou LHN	LHS ou CAUC ou LHN	CAUC ou LHS ou LHN	CAUC ou LHS ou LHN
76352	La Haye	FEUI	FEUI	PERR (27)	PERR (27)
76353	Héberville	FONT	FONT	STVA	DOUD
76354	Hénouville	SMBO	SMBO	CANT	CANT
76355	Héricourt-en-Caux	HERI	HERI	YVET	DOUD
76356	Hermanville	BACQ	BACQ	LUNE	LUNE
76357	Hermeville	ANGE	ANGE	MONT	CAUC
76358	Le Héron	BUCH	BUCH	FEUI	FEUI
76359	Héronnelles	BUCH	BUCH	FORG	SERV
76360	Heugleville-sur-Scie	AUFF	AUFF	LONS	LONS
76361	Heuqueville	CRIQ	CRIQ	MONT	LHN
76362	Heurteauville	MAIL	MAIL	TRAI	TRAI
76363	Hodeng-au-Bosc	VIEU	VIEU	AUMA	AUMA
76364	Hodeng-Hodenger	FEUI	FEUI	FORG	FORG
76365	Houdetot	FONT	FONT	STVA	VEUL
76366	Le Houlme	MALA	MALA	BARE	CANT
76367	Houpeville	MONV ou GAMB ou CANT	MONV ou GAMB ou CANT	CANT ou GAMB	CANT ou GAMB
76368	Houquetot	GODE	GODE	LILL	BOLB
76369	La Houssaye-Béranger	TOTE	TOTE	BOSC	BOSC
76370	Hugleville-en-Caux	PAVI	PAVI	BARE	TOTE
76371	Les Ifs	LOND	LOND	BAIL	BAIL
76372	Illois	AUMA	AUMA	NEUF	FORM (60)
76373	Imbleville	TOTE	TOTE	STLA	STLA
76374	Incheville	INCH	INCH	LPS	LPS
76375	Ingouville	STVA	STVA	CANY	CANY
76377	Isneauville	GAMB	GAMB	RSUD	RSUD
76378	Jumièges	TRAI	TRAI	DUCL	DUCL
76379	Lamberville	BACQ	BACQ	DIEP	DIEP
76380	Lammerville	BACQ	BACQ	LUNE	LUNE
76381	Landes-Vieilles-et-Neuves	FOUC	FOUC	AUMA	VIEU
76382	Lanquetot	BOLB	BOLB	LILL	LILL
76383	Lestanville	BACQ	BACQ	STLA	STLA
76384	Lillebonne	LILL	LILL	GRAV	GRAV

	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1 ^{er} et 2 ^{ème} appel	Annexe n°11
		12/24
		V0.2


INSEE	Nom de la commune	CIS 1 ^{er} appel jour	CIS 1 ^{er} appel nuit	CIS 2 ^{ème} appel jour	CIS 2 ^{ème} appel nuit
76385	Limésy	PAVI	PAVI	BARE	YERV
76386	Limpiville	VALM	VALM	FECA	FECA
76387	Lindebeuf	YERV	YERV	STLA	STLA
76388	Lintot	LILL	LILL	YVET	BOLB
76389	Lintot-les-Bois	LONS	LONS	DIEP	DIEP
76390	Les Loges	YPOR	YPOR	FECA	FECA
76391	La Londe	ELB	ELB	GDQU	RSUD
76392	Londinières	LOND	LOND	NEUF	GRAN
76393	Longmesnil	FORG	GAIL	GAIL	FORG
76394	Longroy	GAMA(80)	GAMA (80)	LPS	INCH
76395	Longueil	DIEP	DIEP	LUNE	LUNE
76396	Longuerue	CAIL	CAIL	BUCH	BUCH
76397	Longueville-sur-Scie	LONS	LONS	DIEP	DIEP
76398	Louvetot	YVET	YVET	CAUD	CAUD
76399	Lucy	NEUF	NEUF	LOND	LOND
76400	Luneray	LUNE	LUNE	FONT	FONT
76402	Malaunay	MALA	MALA	BARE ou MONV	CANT ou MONV
76403	Malleville-les-Grès	CANY	CANY	STVA	STVA
76404	Manéglise	ANGE	ANGE	MONT	CAUC
76405	Manéhouville	LONS	LONS	DIEP	DIEP
76406	Maniquerville	FECA	FECA	GODE	GODE
76407	Manneville-ès-Plains	VEUL	VEUL	STVA	STVA
76408	Manneville-la-Goupil	GODE	GODE	ANGE	ANGE
76409	Mannevillette	MONT	MONT	CAUC	CAUC
76410	Maromme	CANT	CANT	RSUD	RSUD
76411	Marques	AUMA	AUMA	VIEU	VIEU
76412	Martainville-Épreville	SERV	SERV	GAMB	GAMB
76413	Martigny	ARQU	ARQU	DIEP	DIEP
76414	Martin-Église	DIEP	DIEP	ARQU	ARQU
76415	Massy	NEUF	NEUF	FORG	SSAE
76416	Mathonville	BUCH	BUCH	FORG	SSAE
76417	Maucomble	SSAE	SSAE	NEUF	NEUF
76418	Maulévrier-Sainte-Gertrude	CAUD	CAUD	YVET	YVET
76419	Mauny	ELB	ELB	BACH (27)	BACH (27)
76420	Mauquenchy	FORG	FORG	NEUF	BUCH

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1 ^{er} et 2 ^{ème} appel	Annexe n°11
		13/24
		V0.2


INSEE	Nom de la commune	CIS 1 ^{er} appel jour	CIS 1 ^{er} appel nuit	CIS 2 ^{ème} appel jour	CIS 2 ^{ème} appel nuit
76421	Mélamare	BOLB	BOLB	LILL	LILL
76422	Melleville	GRAN	GRAN	LPS	INCH
76423	Ménerval	FORG	FORG	GAIL	GAIL
76424	Ménonval	NEUF	NEUF	AUMA	FOUC
76425	Mentheville	FECA	FECA	GODE	GODE
76426	Mésangueville	FORG	FORG	FEUI	FEUI
76427	Mesnières-en-Bray	NEUF	NEUF	VAAS	VAAS
76428	Le Mesnil-Durdent	STVA	FONT	CANY	VEUL
76429	Le Mesnil-Esnard	FRAN	FRAN	GAMB	GAMB
76430	Mesnil-Follemprise	GRVE	GRVE	NEUF	VAAS
76431	Le Mesnil-Lieubray	FEUI	FEUI	FORG	FORG
76432	Mesnil-Mauger	FORG	FORG	NEUF	GAIL
76433	Mesnil-Panneville	BARE	BARE	YVET	PAVI
76434	Mesnil-Raoul	NEUV	NEUV	FRAN	FRAN
76435	Le Mesnil-Réaume	LPS	INCH	INCH	GRAN
76436	Le Mesnil-sous-Jumièges	TRAI	TRAI	DUCL	DUCL
76437	Meulers	VAAS	VAAS	SNIC	SNIC
76438	Millebosc	INCH	INCH	LPS	GRAN
76439	Mirville	BOLB	BOLB	LILL	GODE
76440	Molagnies	GOUR	GOUR	FORG	SONG (60)
76441	Monchaux-Soreng	BLAN	BLAN	GAMA (80)	GAMA (80)
76442	Monchy-sur-E	INCH	INCH	LPS	LPS
76443	Mont-Cauvaire	MONV	MONV	FONB	FONB
76445	Montérolier	BUCH	BUCH	NEUF	SSAE
76446	Montigny	CANT	CANT	RSUD	RSUD
76447	Montivilliers	MONT	MONT	CAUC	CAUC
76448	Montmain	FRAN	FRAN	GAMB	GAMB
76449	Montreuil-en-Caux	AUFF	AUFF	TOTE	TOTE
76450	Montroty	GOUR	GOUR	FEUI	FEUI
76451	Mont-Saint-Aignan	GAMB	GAMB	RSUD ou CANT	RSUD ou CANT
76452	Montville	MONV	MONV	BARE	MALA
76453	Morgny-la-Pommeraye	SERV	SERV	GAMB	GAMB
76454	Mortemer	NEUF	NEUF	AUMA	AUMA
76455	Morville-sur-Andelle	FEUI	FEUI	PERR (27)	PERR (27)
76456	Motteville	YERV	YERV	YVET	YVET

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1 ^{er} et 2 ^{ème} appel	Annexe n°11
		14/24
		V0.2


INSEE	Nom de la commune	CIS 1 ^{er} appel jour	CIS 1 ^{er} appel nuit	CIS 2 ^{ème} appel jour	CIS 2 ^{ème} appel nuit
76457	Moulineaux	GDCO	GDCO	GDQU	RSUD
76458	Muchedent	GRVE	GRVE	LONS	LONS
76459	Nesle-Hodeng	NEUF	NEUF	FORG	GAIL
76460	Nesle-Normandeuse	BLAN	BLAN	AUMA	VIEU
76461	Neufbosc	SSAE	SSAE	NEUF	BUCH
76462	Neufchâtel-en-Bray	NEUF	NEUF	FORG	SSAE
76463	Neuf-Marché	GOUR	GOUR	CHAP (60)	CHAP (60)
76464	La Neuville-Chant-d'Oisel	NEUV	NEUV	FRAN	FRAN
76465	Neuville-Ferrières	NEUF	NEUF	FORG	SSAE
76467	Néville	STVA	STVA	CANY	CANY
76468	Nointot	BOLB	BOLB	LILL	LILL
76469	Nolléval	FEUI	FEUI	GOUR	FORG
76470	Normanville	FAUV	FAUV	CANY	FECA
76471	Norville	GRAV	GRAV	LILL	CAUD
76472	Notre-Dame-d'Aliermont	VAAS	VAAS	ENVE	ENVE
76473	Notre-Dame-de-Bliquetuit	MAIL	MAIL	YVET	CAUD
76474	Notre-Dame-de-Bondeville	CANT	CANT	RSUD	RSUD
76475	Franqueville-Saint-Pierre	FRAN	FRAN	GAMB	GAMB
76477	Notre-Dame-du-Bec	MONT	MONT	CAUC	CAUC
76478	Notre-Dame-du-Parc	AUFF	AUFF	LONS	LONS
76479	Nullemont	AUMA	AUMA	NEUF	VIEU
76480	Ocqueville	CANY	CANY	STVA	STVA
76481	Octeville-sur-Mer	LHN	LHN	MONT	CAUC
76482	Offranville	OFFR	OFFR	DIEP	DIEP
76483	Oherville	HERI	HERI	CANY	GRAI
76484	Oissel	GDQU ou SOTR	GAMB ou RSUD	SOTR ou GAMB	RSUD ou GAMB
76485	Omonville	BACQ	BACQ	DIEP	DIEP
76486	Orival	ELB	ELB	GDQU	SAUB
76487	Osmoy-Saint-Valery	VAAS	VAAS	NEUF	LOND
76488	Ouainville	CANY	CANY	STVA	GRAI
76489	Oudalle	LHS ou ROMA	LHS ou ROMA	CAUC	CAUC
76490	Ourville-en-Caux	GRAI	GRAI	CANY	VALM
76491	Ouville-l'Abbaye	YERV	YERV	YVET	STLA

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1 ^{er} et 2 ^{ème} appel	Annexe n°11
		15/24
		V0.2


INSEE	Nom de la commune	CIS 1 ^{er} appel jour	CIS 1 ^{er} appel nuit	CIS 2 ^{ème} appel jour	CIS 2 ^{ème} appel nuit
76492	Ouville-la-Rivière	OFFR	OFFR	DIEP	DIEP
76493	Paluel	STVA	STVA ou CANY	CANY	STVA ou CANY
76494	Parc-d'Anxtot	BOLB	BOLB	LILL	ROMA
76495	Pavilly	PAVI	PAVI	BARE	BARE
76497	Petit-Couronne	GDQU	RSUD	RSUD ou SOTR	GDQU
76498	Le Petit-Quevilly	GDQU ou RSUD	RSUD	RSUD ou GDQU ou SOTR	GAMB
76499	Petiville	GRAV	GRAV	LILL	LILL
76500	Pierrecourt	BLAN	BLAN	AUMA	FOUC
76501	Pierrefiques	ETRE	ETRE	CRIQ	CRIQ
76502	Pierreval	CAIL	CAIL	GAMB	GAMB
76503	Pissy-Pôville	BARE	BARE	CANT	CANT
76504	Pleine-Sève	STVA	STVA	CANY	FONT
76505	Pommereux	FORG	GAIL	GAIL	FORG
76506	Pommeréal	GRVE	GRVE	NEUF	SSAE
76507	Ponts-et-Marais	LPS	LPS	INCH	INCH
76508	La Poterie-Cap-d'Antifer	ETRE	ETRE	MONT	CRIQ
76509	Préaux	SERV	SERV	GAMB	GAMB
76510	Prétot-Vicquemare	STLA	STLA	YVET	DOUD
76511	Preuseville	FOUC	FOUC	GRAN	GRAN
76512	Puisenval	GRAN	GRAN	LOND	LOND
76513	Quevillon	SMBO	SMBO	CANT	CANT
76514	Quéreville-la-Poterie	FRAN	FRAN	NEUV	NEUV
76515	Quiberville	LUNE	LUNE	DIEP	DIEP
76516	Quièvecourt	NEUF	NEUF	FORG	SSAE
76517	Quincampoix	GAMB	GAMB	FONB	FONB
76518	Raffetot	BOLB	BOLB	LILL	FAUV
76519	Rainfreville	LUNE	LUNE	BACQ	BACQ
76520	Réalcamp	FOUC	FOUC	AUMA	VIEU
76521	Rebets	BUCH	BUCH	SERV	SERV
76522	La Remuée	ROMA	ROMA	LILL	BOLB
76523	Rétonval	FOUC	FOUC	AUMA	VIEU
76524	Reuville	STLA	STLA	DOUD	DOUD

 <p>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</p>	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1 ^{er} et 2 ^{ème} appel	Annexe n°11
		16/24
		V0.2


INSEE	Nom de la commune	CIS 1 ^{er} appel jour	CIS 1 ^{er} appel nuit	CIS 2 ^{ème} appel jour	CIS 2 ^{ème} appel nuit
76526	Ricarville-du-Val	VAAS	VAAS	GRVE	GRVE
76527	Richemont	FOUC	FOUC	AUMA	VIEU
76528	Rieux	BLAN	BLAN	GRAN	GRAN
76529	Riville	VALM	VALM	CANY	FECA
76530	Robertot	HERI	HERI	CANY	GRAI
76531	Rocquefort	HERI	HERI	YVET	YVET
76532	Rocquemont	CAIL	CAIL	BUCH	BUCH
76533	Rogerville	LHS ou CAUC	LHS ou CAUC	CAUC ou LHN	CAUC ou LHN
76534	Rolleville	MONT	MONT	CAUC	CAUC
76535	Roncherolles-en-Bray	FORG	FORG	NEUF	BUCH
76536	Roncherolles-sur-le-Vivier	GAMB	GAMB	RSUD	RSUD
76537	Ronchois	AUMA	GAIL	FORG	FORM (60)
76538	Rosay	SSAE	SSAE	NEUF	BOSC
76540	Rouen	CANT ou RSUD ou GAMB	CANT ou GAMB ou RSUD	CANT ou RSUD ou GAMB ou SOTR ou GDQU	RSUD ou GAMB
76541	Roumare	BARE	BARE	CANT	CANT
76542	Routes	DOUD	DOUD	CANY	HERI
76543	Rouville	BOLB	BOLB	LILL	FAUV
76544	Rouvray-Catillon	FORG	FORG	NEUF	BUCH
76545	Rouxmesnil-Bouteilles	DIEP	DIEP	ARQU	ARQU
76546	Royville	BACQ	BACQ	STLA	STLA
76547	La Rue-Saint-Pierre	CAIL	CAIL	FONB	FONB
76548	Ry	SERV	SERV	GAMB	GAMB
76549	Saâne-Saint-Just	STLA	STLA	BACQ	BACQ
76550	Sahurs	CANT	CANT	SMBO	SMBO
76551	Sainneville	ANGE	ANGE	MONT	CAUC
76552	Sainte-Adresse	LHN	LHN	LHS	LHS
76553	Sainte-Agathe-d'Aliermont	LOND	LOND	VAAS	VAAS
76554	Saint-Aignan-sur-Ry	SERV	SERV	BUCH	BUCH
76555	Saint-André-sur-Cailly	CAIL	CAIL	GAMB	GAMB
76556	Saint-Antoine-la-Forêt	BOLB	BOLB	LILL	LILL
76557	Saint-Arnoult	CAUD	CAUD	LILL	LILL

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1 ^{er} et 2 ^{ème} appel	Annexe n°11
		17/24
		V0.2


INSEE	Nom de la commune	CIS 1 ^{er} appel jour	CIS 1 ^{er} appel nuit	CIS 2 ^{ème} appel jour	CIS 2 ^{ème} appel nuit
76558	Saint-Aubin-Celloville	FRAN	FRAN	GAMB	GAMB
76559	Saint-Aubin-de-Crétot	CAUD	CAUD	YVET	YVET
76560	Saint-Aubin-Épinay	FRAN	FRAN	GAMB	GAMB
76561	Saint-Aubin-lès-Elbeuf	SAUB	SAUB	ELB	ELB
76562	Saint-Aubin-le-Cauf	SNIC	SNIC	DIEP	DIEP
76563	Saint-Aubin-Routot	ROMA	ROMA	MONT	CAUC
76564	Saint-Aubin-sur-Mer	VEUL	VEUL	STVA	DIEP
76565	Saint-Aubin-sur-Scie	DIEP	DIEP	OFFR	OFFR
76566	Sainte-Austreberthe	PAVI	PAVI	BARE	BARE
76567	Sainte-Beuve-en-Rivière	NEUF	NEUF	AUMA	FOUC
76568	Saint-Clair-sur-les-Monts	YVET	YVET	BARE	YERV
76569	Sainte-Colombe	STVA	STVA	CANY	FONT
76570	Saint-Crespin	LONS	LONS	DIEP	DIEP
76571	Sainte-Croix-sur-Buchy	BUCH	BUCH	FORG	CAIL
76572	Saint-Denis-d'Aclon	LUNE	LUNE	DIEP	DIEP
76573	Saint-Denis-le-Thibault	PERR (27)	PERR (27)	SERV	SERV
76574	Saint-Denis-sur-Scie	AUFF	AUFF	TOTE	TOTE
76575	Saint-Étienne-du-Rouvray	SOTR ou GDQU	RSUD ou GAMB	GDQU ou SOTR ou GAMB	GAMB ou RSUD
76576	Saint-Eustache-la-Forêt	BOLB	BOLB	LILL	LILL
76577	Sainte-Foy	LONS	LONS	DIEP	DIEP
76578	Sainte-Geneviève	FORG	NEUF	NEUF	BUCH
76580	Saint-Georges-sur-Fontaine	FONB	FONB	GAMB	GAMB
76581	Saint-Germain-des-Essourts	BUCH	BUCH	CAIL	CAIL
76582	Saint-Germain-d'Étables	ARQU	ARQU	DIEP	DIEP
76583	Saint-Germain-sous-Cailly	CAIL	CAIL	FONB	FONB
76584	Saint-Germain-sur-Eaulne	NEUF	NEUF	AUMA	FOUC
76585	Saint-Gilles-de-Crétot	CAUD	CAUD	LILL	LILL
76586	Saint-Gilles-de-la-Neuville	ROMA	ROMA	LILL	BOLB
76587	Sainte-Hélène-Bondeville	FECA	FECA	CANY	VALM
76588	Saint-Hellier	AUFF	AUFF	GRVE	GRVE
76589	Saint-Honoré	LONS	LONS	GRVE	GRVE
76590	Saint-Jacques-d'Aliermont	VAAS	VAAS	ENVE	ENVE
76591	Saint-Jacques-sur-Darnétal	GAMB	GAMB	RSUD	RSUD
76592	Saint-Jean-de-Folleville	LILL	LILL	GRAV	GRAV

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1 ^{er} et 2 ^{ème} appel	Annexe n°11
		18/24
		V0.2

INSEE	Nom de la commune	CIS 1 ^{er} appel jour	CIS 1 ^{er} appel nuit	CIS 2 ^{ème} appel jour	CIS 2 ^{ème} appel nuit
76593	Saint-Jean-de-la-Neuville	BOLB	BOLB	LILL	ROMA
76594	Saint-Jean-du-Cardonnay	MALA ou CANT	MALA ou CANT	BARE	CANT ou RSUD
76595	Saint-Jouin-Bruneval	CRIQ	CRIQ	MONT	LHN
76596	Saint-Laurent-de-Brèvedent	MONT	MONT	CAUC	CAUC
76597	Saint-Laurent-en-Caux	STLA	STLA	FONT	FONT
76598	Saint-Léger-aux-Bois	FOUC	FOUC	AUMA	VIEU
76599	Saint-Léger-du-Bourg-Denis	GAMB	GAMB	RSUD	RSUD
76600	Saint-Léonard	YPOR ou FECA	YPOR ou FECA	FECA ou YPOR	FECA ou YPOR
76602	Saint-Maclou-de-Folleville	TOTE	TOTE	AUFF	AUFF
76603	Saint-Maclou-la-Brière	GODE	GODE	FECA	FECA
76604	Saint-Mards	BACQ	BACQ	LONS	LONS
76605	Sainte-Marguerite-sur-Mer	DIEP	DIEP	OFFR	OFFR
76606	Morienne	AUMA	AUMA	VIEU	VIEU
76608	Sainte-Marguerite-sur-Duclair	DUCL	DUCL	BARE	TRAI
76609	Sainte-Marie-au-Bosc	ETRE	ETRE	MONT	CRIQ
76610	Sainte-Marie-des-Champs	YVET	YVET	BARE	YERV
76611	Saint-Martin-aux-Arbres	YERV	YERV	YVET	PAVI
76612	Saint-Martin-au-Bosc	VIEU	VIEU	AUMA	FOUC
76613	Saint-Martin-aux-Buniaux	CANY	CANY	STVA	FECA
76614	Saint-Martin-de-Boscerville	SMBO	SMBO	CANT	CANT
76615	Saint-Martin-du-Bec	MONT	MONT	CAUC	CAUC
76616	Saint-Martin-du-Manoir	MONT	MONT	CAUC	CAUC
76617	Saint-Martin-du-Vivier	GAMB	GAMB	RSUD	RSUD
76619	Saint-Martin-le-Gaillard	CRIE	CRIE	LPS	GRAN
76620	Saint-Martin-l'Hortier	NEUF	NEUF	FORG	VAAS
76621	Saint-Martin-Osmonville	SSAE	SSAE	NEUF	BUCH
76622	Saint-Maurice-d'Étrelan	GRAV	GRAV	LILL	LILL
76623	Saint-Michel-d'Halescourt	GAIL	GAIL	FORG	FORM (60)
76624	Saint-Nicolas-d'Aliermont	SNIC	SNIC	DIEP	DIEP
76626	Saint-Nicolas-de-la-Haie	CAUD	CAUD	LILL	LILL
76627	Saint-Nicolas-de-la-Taille	LILL	LILL	BOLB	BOLB
76628	Saint-Ouen-du-Breuil	TOTE	TOTE	BARE	PAVI

 <p>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</p>	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1 ^{er} et 2 ^{ème} appel	Annexe n°11
		19/24
		V0.2

INSEE	Nom de la commune	CIS 1 ^{er} appel jour	CIS 1 ^{er} appel nuit	CIS 2 ^{ème} appel jour	CIS 2 ^{ème} appel nuit
76629	Saint-Ouen-le-Mauger	BACQ	BACQ	STLA	STLA
76630	Saint-Ouen-sous-Bailly	ENVE	ENVE	BAIL	BAIL
76631	Saint-Paër	BARE	DUCL	DUCL	BARE
76632	Saint-Pierre-Bénouville	BACQ	BACQ	STLA	STLA
76634	Saint-Pierre-de-Manneville	SMBO	SMBO	CANT	CANT
76635	Saint-Pierre-des-Jonquières	LOND	LOND	GRAN	GRAN
76636	Saint-Pierre-de-Varengeville	BARE ou DUCL	DUCL	DUCL ou BARE	CANT
76637	Saint-Pierre-en-Port	FECA	FECA	CANY	VALM
76638	Saint-Pierre-en-Val	LPS	LPS	INCH	INCH
76640	Saint-Pierre-lès-Elbeuf	ELB	ELB	SAUB	SAUB
76641	Saint-Pierre-le-Vieux	FONT	FONT	LUNE	LUNE
76642	Saint-Pierre-le-Viger	FONT	FONT	STVA	VEUL
76644	Saint-Rémy-Boscrocourt	LPS	LPS	CRIE	CRIE
76645	Saint-Riquier-en-Rivière	FOUC	FOUC	GRAN	GRAN
76646	Saint-Riquier-ès-Plains	STVA	STVA	CANY	CANY
76647	Saint-Romain-de-Colbosc	ROMA	ROMA	LILL	CAUC
76648	Saint-Saëns	SSAE	SSAE	NEUF	BUCH
76649	Saint-Saire	NEUF	NEUF	FORG	FORG
76650	Saint-Sauveur-d'Épervain	ANGE	ANGE	MONT	CRIQ
76651	Saint-Sylvain	STVA	STVA	CANY	CANY
76652	Saint-Vaast-d'Équiqueville	VAAS	VAAS	GRVE	GRVE
76653	Saint-Vaast-Dieppedalle	CANY	CANY	STVA	DOUD
76654	Saint-Vaast-du-Val	TOTE	TOTE	AUFF	AUFF
76655	Saint-Valery-en-Caux	STVA	STVA	CANY	VEUL
76656	Saint-Victor-l'Abbaye	TOTE	TOTE	AUFF	AUFF
76657	Saint-Vigor-d'Ymonville	ROMA ou LHS	ROMA ou LHS	BOLB ou CAUC	BOLB ou CAUC
76658	Saint-Vincent-Cramesnil	ROMA	ROMA	LILL	CAUC
76660	Sandouville	LHS ou ROMA	LHS ou ROMA	CAUC	CAUC
76662	Sassetot-le-Malgardé	STLA	STLA	FONT	FONT
76663	Sassetot-le-Mauconduit	VALM	VALM	CANY	FECA
76664	Sasseville	CANY	CANY	STVA	GRAI

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1 ^{er} et 2 ^{ème} appel	Annexe n°11
		20/24
		V0.2

INSEE	Nom de la commune	CIS 1 ^{er} appel jour	CIS 1 ^{er} appel nuit	CIS 2 ^{ème} appel jour	CIS 2 ^{ème} appel nuit
76665	Sauchay	DIEP	DIEP	ENVE	ENVE
76666	Saumont-la-Poterie	FORG	FORG	GAIL	GAIL
76667	Sauqueville	OFFR	OFFR	DIEP	DIEP
76668	Saussay	YERV	YERV	BARE	PAVI
76669	Sausseuzemare-en-Caux	GODE	GODE	FECA	FECA
76670	Senneville-sur-Fécamp	FECA	FECA	CANY	VALM
76671	Sept-Meules	LPS	GRAN	GRAN	BAIL
76672	Serqueux	FORG	FORG	NEUF	GAIL
76673	Servaville-Salmonville	SERV	SERV	GAMB	GAMB
76674	Sévis	AUFF	AUFF	BOSC	BOSC
76675	Sierville	MONV	MONV	BARE	CANT
76676	Sigy-en-Bray	FORG	FORG	FEUI	FEUI
76677	Smermesnil	LOND	LOND	FOUC	FOUC
76678	Sommery	FORG	FORG	NEUF	BUCH
76679	Sommesnil	HERI	HERI	CANY	GRAI
76680	Sorquainville	VALM	VALM	FECA	FECA
76681	Sotteville-lès-Rouen	SOTR	SOTR	RSUD ou GDQU ou GAMB	RSUD ou GAMB
76682	Sotteville-sous-le-Val	SAUB	SAUB	ELB	ELB
76683	Sotteville-sur-Mer	VEUL	VEUL	STVA	FONT
76684	Tancarville	LILL ou ROMA	LILL ou ROMA	ROMA ou LILL	ROMA ou LILL
76685	Thérouldeville	VALM	VALM	CANY	FECA
76686	Theuville-aux-Maillots	VALM	VALM	CANY	FECA
76688	Thiergeville	VALM	VALM	FECA	FECA
76689	Thiétreville	VALM	VALM	FECA	FECA
76690	Thil-Manneville	OFFR	OFFR	DIEP	DIEP
76691	Le Thil-Riberpré	FORG	GAIL	GAIL	FORG
76692	Thiouville	FAUV	FAUV	CANY	HERI
76693	Le Tilleul	ETRE	ETRE	MONT	CRIQ
76694	Tocqueville-en-Caux	STLA	STLA	LUNE	LUNE
76695	Tocqueville-les-Murs	FAUV	FAUV	FECA	FECA
76697	Torcy-le-Grand	LONS	LONS	GRVE	GRVE
76698	Torcy-le-Petit	GRVE	GRVE	DIEP	DIEP




REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1^{er} et 2^{ème} appel

Annexe n°11


21/24

V0.2


INSEE	Nom de la commune	CIS 1 ^{er} appel jour	CIS 1 ^{er} appel nuit	CIS 2 ^{ème} appel jour	CIS 2 ^{ème} appel nuit
76699	Le Torp-Mesnil	STLA	STLA	YERV	YERV
76700	Tôtes	TOTE	TOTE	AUFF	AUFF
76702	Touffreville-la-Corbeline	YVET	YVET	CAUD	CAUD
76703	Touffreville-sur-Eu	CRIE	CRIE	LPS	LPS
76705	Tourville-la-Rivière	ELB	ELB	GAMB	GAMB
76706	Tourville-les-Ifs	FECA	FECA	GODE	GODE
76707	Tourville-sur-Arques	DIEP	DIEP	ARQU	ARQU
76708	Toussaint	FECA	FECA	VALM	VALM
76709	Le Trait	TRAI	TRAI	CAUD ou DUCL	CAUD ou DUCL
76710	Trémauville	FAUV	FAUV	FECA	FECA
76711	Le Tréport	LPS	LPS	MERS (80)	MERS (80)
76712	La Trinité-du-Mont	LILL	LILL	GRAV	GRAV
76714	Les Trois-Pierres	ROMA	ROMA	LILL	BOLB
76715	Trouville	FAUV	FAUV	LILL	LILL
76716	Turretot	ANGE	ANGE	MONT	CRIQ
76717	Val-de-la-Haye	CANT	CANT	RSUD	RSUD
76718	Valliquerville	YVET	YVET	FAUV	FAUV
76719	Valmont	VALM	VALM	FECA	FECA
76720	Varengeville-sur-Mer	DIEP	DIEP	OFFR	OFFR
76721	Varneville-Bretteville	TOTE	TOTE	BARE	AUFF
76723	Vassonville	AUFF	AUFF	TOTE	TOTE
76724	Vatierville	NEUF	FOUC	FOUC	NEUF
76725	Vattetot-sous-Beaumont	GODE	GODE	LILL	BOLB
76726	Vattetot-sur-Mer	YPOR	YPOR	FECA	FECA
76727	Vatteville-la-Rue	MAIL	MAIL	YVET	CAUD
76728	La Vaupalière	CANT	CANT	BARE	RSUD
76729	Veauville-lès-Baons	YVET	YVET	DOUD	DOUD
76730	Veauville-lès-Quelles	GRAI	GRAI	CANY	HERI
76731	Vénestanville	LUNE	LUNE	STLA	STLA
76732	Butot-Vénesville	CANY	CANY	STVA	GRAI
76733	Ventes-Saint-Rémy	SSAE	SSAE	NEUF	GRVE
76734	Vergetot	CRIQ	CRIQ	MONT	ANGE
76735	Veules-les-Roses	VEUL	VEUL	STVA	FONT

	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1 ^{er} et 2 ^{ème} appel	Annexe n°11
		22/24
		V0.2


INSEE	Nom de la commune	CIS 1 ^{er} appel jour	CIS 1 ^{er} appel nuit	CIS 2 ^{ème} appel jour	CIS 2 ^{ème} appel nuit
76736	Veulettes-sur-Mer	STVA	STVA	CANY	CANY
76737	Vibeuf	YERV	YERV	YVET	STLA
76738	Vieux-Manoir	BUCH	BUCH	CAIL	CAIL
76739	Vieux-Rouen-sur-Bresle	VIEU	VIEU	AUMA	AUMA
76740	La Vieux-Rue	SERV	SERV	GAMB	GAMB
76741	Villainville	CRIQ	CRIQ	ETRE	ETRE
76743	Villers-Écalles	BARE	BARE	PAVI	PAVI
76744	Villers-sous-Foucarmont	FOUC	FOUC	NEUF	GRAN
76745	Villy-sur-Yères	GRAN	GRAN	LPS	BAIL
76746	Vinnemerville	CANY	CANY	STVA	FECA
76747	Virville	GODE	GODE	ANGE	ANGE
76748	Vittefleur	CANY	CANY	STVA	STVA
76749	Wanchy-Capval	LOND	LOND	BAIL	BAIL
76750	Yainville	TRAI	TRAI	DUCL	DUCL
76751	Yébleron	FAUV	FAUV	LILL	BOLB
76752	Yerville	YERV	YERV	YVET	STLA
76753	Ymare	FRAN	FRAN	NEUV	NEUV
76754	Yport	YPOR	YPOR	FECA	FECA
76755	Ypreville-Biville	FAUV	FAUV	FECA	FECA
76756	Yquebeuf	CAIL	CAIL	FONB	FONB
76757	Yvecrique	DOUD	DOUD	YVET	YERV
76758	Yvetot	YVET	YVET	BARE	HERI
76759	Yville-sur-Seine	BACH (27)	BACH (27)	DUCL	ELB

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1 ^{er} et 2 ^{ème} appel				Annexe n°11
					23/24
					V0.2

INSEE	Nom de la commune	CIS 1 ^{er} appel jour	CIS 1 ^{er} appel nuit	CIS 2 ^{ème} appel jour	CIS 2 ^{ème} appel nuit
76401	Arelaune-en-Seine (commune nouvelle)				
	Quartier La Mailleraye-sur-Seine	MAIL	MAIL	YVET	CAUD
	Quartier Saint-Nicolas-de-Bliquetuit				
76146	Buchy (commune nouvelle)				
	Quartier Bosc-Roger-sur-Buchy	BUCH	BUCH	FORG	GAIL
	Quartier Buchy				
	Quartier Estouteville-Ecalles	BUCH	BUCH	CAIL	CAIL
76276	Forges-les-Eaux (commune nouvelle)				
	Quartier Forges-les-Eaux	FORG	FORG	GAIL	GAIL
	Quartier Le Fossé				
76618	Petit Caux (commune nouvelle)				
	Quartier Assigny	CRIE	CRIE	LPS	DIEP
	Quartier Auquemesnil	BAIL	BAIL	LPS	ENVE
	Quartier Belleville-sur-Mer	DIEP	DIEP	ARQU	ARQU
	Quartier Berneval-le-Grand	DIEP	DIEP	ENVE	ENVE
	Quartier Biville-sur-Mer	DIEP	DIEP	CRIE	CRIE
	Quartier Bracquemont	DIEP	DIEP	ARQU	ARQU
	Quartier Brunville	CRIE	CRIE	DIEP	DIEP
	Quartier Derchigny-Graincourt	DIEP	DIEP	ENVE	ENVE
	Quartier Glicourt				
	Quartier Gouchaupre	BAIL	BAIL	ENVE	ENVE
	Quartier Greny				
	Quartier Guilmécourt	CRIE	CRIE	BAIL	BAIL
	Quartier Intraville	ENVE	ENVE	BAIL	BAIL
	Quartier Penly	DIEP	DIEP	CRIE	CRIE
	Quartier Saint-Martin-en-Campagne				
	Quartier Saint-Quentin-au-Bosc	BAIL	BAIL	ENVE	ENVE
	Quartier Tocqueville-sur-Eu	CRIE	CRIE	LPS	DIEP
	Quartier Tourville-la-Chapelle	DIEP	DIEP	ENVE	ENVE
76476	Port-Jérôme-sur-Seine (commune nouvelle)				
	Quartier Auberville-la-Campagne	GRAV	GRAV	LILL	LILL
	Quartier Notre-Dame-de-Gravenchon				
	Quartier Touffreville-la-Cable				
	Quartier Triquerville	GRAV	GRAV	LILL	CAUD

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1 ^{er} et 2 ^{ème} appel				Annexe n°11
					24/24
					V0.2

76164	Rives-en-Seine (commune nouvelle)				
	Quartier Caudebec-en-Caux	CAUD	CAUD	YVET	MAIL
	Quartier Saint-Wandrille-Rançon	CAUD	CAUD	YVET	TRAI
	Quartier Villequier	CAUD	CAUD	LILL	GRAV
76289	Saint-Martin-de-l'If (commune nouvelle)				
	Quartier Betteville	CAUD	CAUD	YVET	YVET
	Quartier La Folletière	YVET	YVET	BARE	CAUD
	Quartier Fréville	YVET	YVET	BARE	DUCL
76258	Quartier Mont-de-l'If	YVET	YVET	BARE	YERV
	Terres-de-Caux (commune nouvelle)				
	Quartier Auzouville-Auberbosc	FAUV	FAUV	YVET	BOLB
	Quartier Bennetot	FAUV	FAUV	FECA	FECA
	Quartier Bermonville	FAUV	FAUV	YVET	HERI
	Quartier Fauville-en-Caux	FAUV	FAUV	YVET	FECA
	Quartier Ricarville	FAUV	FAUV	YVET	HERI
	Quartier Saint-Pierre-Lavis	FAUV	FAUV	YVET	HERI
	Quartier Sainte-Marguerite-sur-Fauville	FAUV	FAUV	CANY	FECA
INSEE	CIAM 27 - 60 - 80	CIS 1^{er} appel jour	CIS 1^{er} appel nuit	CIS 2^{ème} appel jour	CIS 2^{ème} appel nuit
27638	Le Thuit de l'Oison (commune nouvelle)				
	Quartier Le Thuit-Anger	ELB	ELB	AMFR (27)	AMFR (27)
	Quartier Le Thuit-Signol				
27394	Martot	ELB	PTARCH (27)	ELB	PTARCH (27)
27529	Saint-Cyr-la-Campagne	ELB	HAYE (27)	ELB	HAYE (27)
27545	Saint-Germain-de-Pasquier	ELB	AMFR (27)	ELB	AMFR (27)
27593	Saint-Pierre-des-Fleurs	ELB	ELB	AMFR (27)	AMFR (27)
27616	La Saussaye	ELB	ELB	AMFR (27)	AMFR (27)
60219	Escles-Saint-Pierre	AUMA	AUMA	FORM (60)	FORM (60)
60280	Gourchelles	FORM (60)	FORM (60)	AUMA	AUMA
60306	Hecourt	SONG (60)	SONG (60)	GOUR	GOUR
60516	Puiseux-en-Bray	CHAP (60)	CHAP (60)	GOUR	GOUR
60521	Quincampoix-Fleuzy	AUMA	AUMA	FORM (60)	FORM (60)
60577	Saint-Germer-de-Fly	CHAP (60)	CHAP (60)	GOUR	GOUR
60592	Saint-Pierre-es-Champs	CHAP (60)	CHAP (60)	GOUR	GOUR
60594	Saint-Quentin-des-prés	SONG (60)	SONG (60)	GOUR	GOUR
60602	Saint-Valery-sur Bresle	AUMA	AUMA	FORM (60)	FORM (60)
60626	Talmonriers	CHAP (60)	CHAP (60)	GOUR	GOUR
80120	Bouillancourt-en-Sery	GAMA (80)	GAMA (80)	BLAN	BLAN

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1 ^{er} et 2 ^{ème} appel	Annexe n°11
		25/24
		V0.2

80126	Bouttencourt				
	Quartier Ansennes	GAMA (80)	GAMA (80)	BLAN	BLAN
	Quartier Bouttencourt	BLAN	BLAN	GAMA (80)	GAMA (80)
	Quartier Monthières	GAMA (80)	GAMA (80)	BLAN	BLAN
80340	Fourcigny	AUMA	AUMA	BEAVI (80)	BEAVI (80)
80375	Gauville				
	Quartier Gauville	BEAVI (80)	BEAVI (80)	AUMA	AUMA
	Quartier Parc activité du Cardonnoy	AUMA	AUMA	BEAVI (80)	BEAVI (80)
80456	Lafresguimont-Saint-Martin				
	Quartier Brisepot	BEAVI (80)	BEAVI (80)	AUMA	AUMA
80533	Mers-les-Bains	MERS (80)	MERS (80)	LPS	LPS
80573	Morvillers-Saint-Saturnin				
	Quartier Digeon	AUMA	AUMA	BEAU (80)	BEAU (80)
	Quartier Morvillers-Saint-Saturnin	BEAU (80)	BEAU (80)	AUMA	AUMA
80587	Neslette	BLAN	BLAN	GAMA (80)	GAMA (80)
80703	Saint-Germain-sur-Bresle				
	Quartier Bretizel	BEAU (80)	BEAU (80)	AUMA	AUMA
	Quartier Guemicourt	BEAU (80)	BEAU (80)	AUMA	AUMA

Règlement opérationnel départemental

ANNEXE 13

Règlement de doctrine de la chaîne de commandement
départementale

PROJET



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL


Règlement d'organisation de la chaîne de commandement
départementale

Annexe n°13

1/26

V0.2

PROJET

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement d'organisation de la chaîne de commandement départementale	
		Annexe n°13
		2/26
		V0.2

REGLEMENT DE DOCTRINE



CHAÎNE DE COMMANDEMENT DEPARTEMENTALE



 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement d'organisation de la chaîne de commandement départementale	Annexe n°13
		3/26
		V0.2


Table des matières

1	1	GENERALITES
	5	
1.1	LES GRANDS PRINCIPES	5
1.2	L'ORGANISATION GENERALE	5
2	LIMITES TERRITORIALES, APPELLATIONS ET CONDITIONS D'EXERCICE	6
2.1	GARDES ET ASTREINTES DE COMMANDEMENT « COS »	6
2.1.1	<i>Chef de groupe</i>	6
2.1.2	<i>Chef de colonne</i>	7
2.1.3	<i>Chef de site territorial</i>	9
2.1.4	<i>Chef de site départemental</i>	10
2.1.5	<i>Direction Générale</i>	10
2.2	GARDE ET ASTREINTE POSTE DE COMMANDEMENT	11
2.2.1	<i>Officier superviseur CTA-CODIS</i>	11
2.2.2	<i>Chef de Groupe Renfort CODIS</i>	12
2.2.3	<i>Chef de site Renfort Poste de Commandement</i>	12
2.2.4	<i>Chef de groupe Renfort Poste de Commandement</i>	13
2.3	ASTREINTES DE SPECIALITES	13
2.3.1	<i>Chef de CMIC/CMIR</i>	14
2.3.2	<i>Conseiller Technique Risques Technologiques (RT)</i>	14
2.3.3	<i>Conseiller Technique Sauvetage Déblaiement (SDE)</i>	15
2.3.4	<i>Conseiller Technique Nautique</i>	15
2.3.5	<i>Conseiller Technique Intervention en Milieux Périlleux (IMP)</i>	15
2.3.6	<i>Conseiller Technique Feux de Navires (FDN)</i>	16
2.3.7	<i>Technicien Transmissions</i>	16
2.3.8	<i>Expert</i>	17
2.4	ASTREINTE DU SERVICE DE SANTE ET DE SECOURS MEDICAL	17
2.4.1	<i>Médecin d'astreinte départementale (MAD)</i>	18
2.4.2	<i>Officier de Santé</i>	18
2.4.3	<i>Soutien Sanitaire Opérationnel (SSO)</i>	19
3	PLANIFICATION	19
3.1	GESTION DES REMPLACEMENTS	20
3.2	GESTION DES CARENES DE SECTEURS	20
4	ALERTE ET INFORMATION	21
4.1	MODALITES D'INFORMATION	21
4.2	MOYENS D'ENGAGEMENT DES PERSONNELS	21
4.2.1	<i>Mode normal</i>	21
4.2.2	<i>Mode secours</i>	21
4.2.3	<i>Cas des ressources insuffisantes ou déjà engagées</i>	21
5	GROUPES DE COMMANDEMENT	21
5.1	ACTIVATION DES STRUCTURES ET POSTES DE COMMANDEMENT	23
5.1.1	<i>Activation COD (en priorité par les personnels du secteur de Rouen)</i>	23

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement d'organisation de la chaîne de commandement départementale	Annexe n°13
		4/26
		V0.2

5.1.2	Montée en puissance du CODIS :.....	23
6	LISTE OPERATIONNELLE	23
7	ACQUISITION ET MANTIEN DES COMPETENCES OPERATIONNELLES	24

PROJET

 <p>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</p>	<p>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement d'organisation de la chaîne de commandement départementale</p>	Annexe n°13
		5/26
		V0.2

1 GENERALITES

1.1 Les grands principes

L'organisation de la chaîne de commandement repose sur les grands principes suivants :

- tous les officiers participent à la chaîne de commandement,
- mixité professionnels/volontaires,
- parcours d'intégration pour chaque niveau,
- liste opérationnelle préfectorale,
- respect de la doctrine nationale « GOC »,
- conformité aux objectifs Sdacr,
- cohérence des secteurs opérationnels,
- présence physique de la chaîne de commandement sur le secteur d'intervention,
- continuité de la permanence opérationnelle sur l'ensemble des secteurs,
- flexibilité du mode d'organisation (jour/nuit - garde-astreinte - séquençage semaine),
- maintien des compétences.

1.2 L'organisation générale

Le présent document définit les modalités d'organisation des astreintes et gardes opérationnelles prises en application du Règlement opérationnel.

Le commandement des opérations de secours (COS) est assuré, pour les interventions le nécessitant, par un officier appartenant à la chaîne de commandement. En son absence, c'est le chef d'après le plus ancien dans le grade le plus élevé qui prend le COS.

Cette chaîne est composée de différents niveaux correspondant chacun à des fonctions opérationnelles et à des limites territoriales définies. Chaque commune du département se voit donc rattachée à une chaîne de commandement préalablement définie.

Ce dispositif repose sur des gardes et astreintes dites :

- de commandement « COS »,
- de postes de commandement,
- de spécialités,
- du Service de santé et de secours médical.

Toutes les permanences font l'objet d'une planification préétablie.

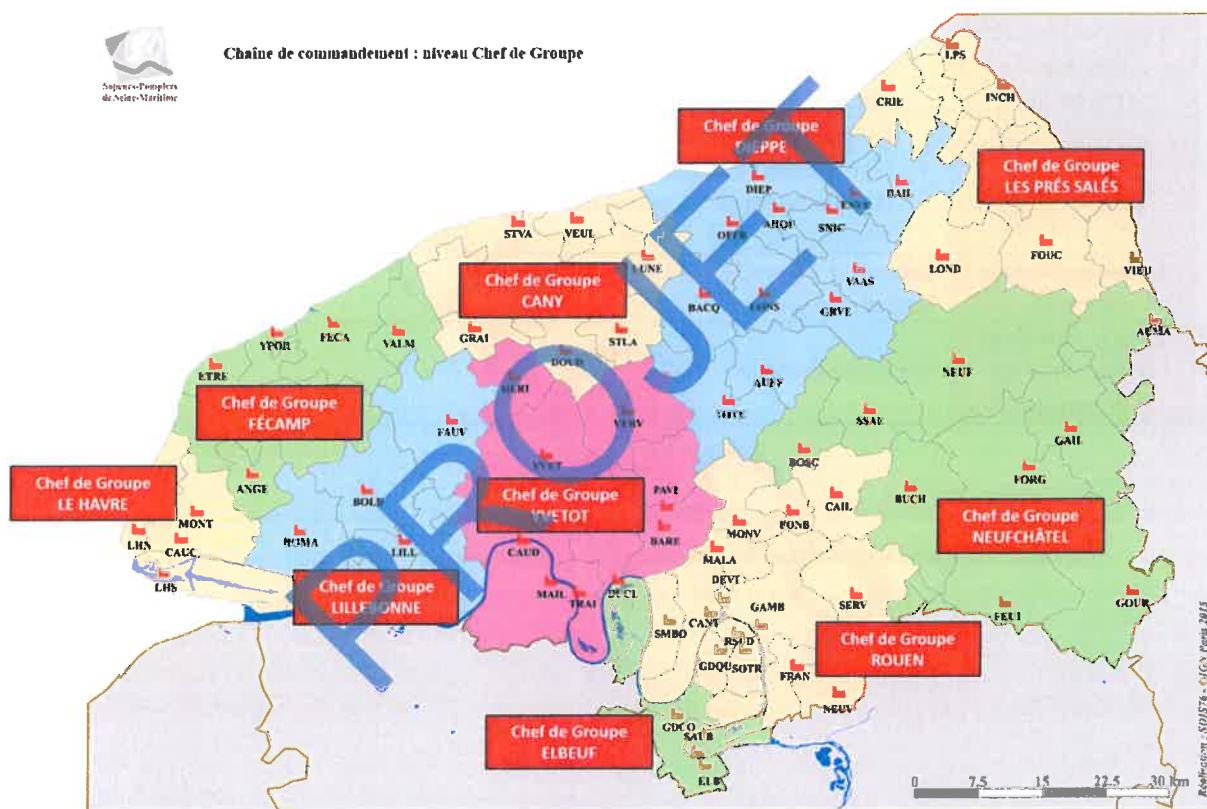
Pendant la durée de leur permanence, les personnels d'astreinte sont tenus d'être présents sur leurs territoires respectifs de compétence (limité à l'astreinte la plus restrictive en cas de cumul) ou dans les limites autorisées par le Directeur départemental.


2 LIMITES TERRITORIALES, APPELLATIONS ET CONDITIONS D'EXERCICE

2.1 Gardes et astreintes de commandement « COS »

2.1.1 *Chef de groupe*

La carte ci-après fixe les limites territoriales des secteurs (qui sont calquées sur les secteurs de premier appel des Cis inclus)



 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement d'organisation de la chaîne de commandement départementale	Annexe n°13
		7/26
		V0.2

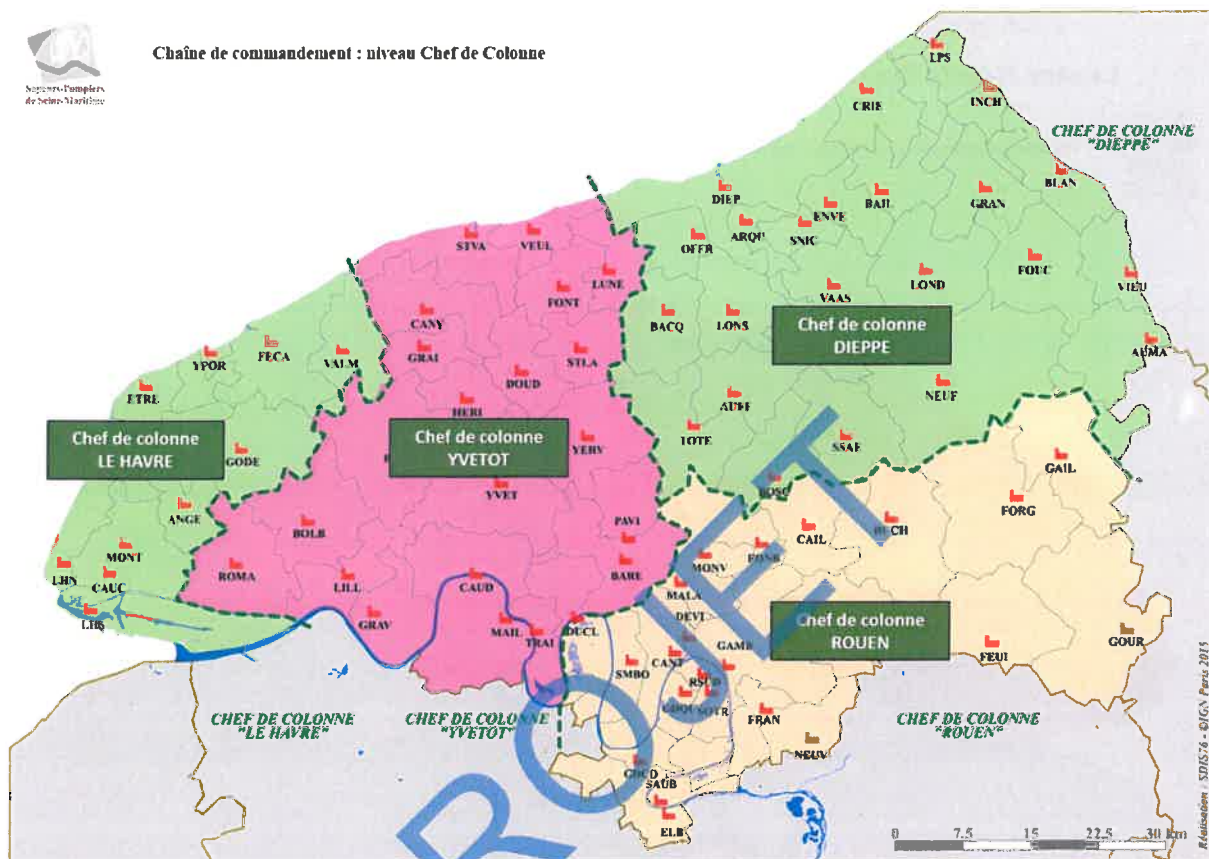
CONDITIONS D'ACCES ET D'EXERCICE DE L'EMPLOI	
Profil	Officier titulaire de l'Unité de Valeur Chef de Groupe inscrit sur liste opérationnelle préfectorale (<i>Hors effectifs POJ des Cis</i>)
Accès	Parcours initiatique Chef de Groupe Validation du chef GOP sur proposition du chef de groupement territorial
Missions	<ul style="list-style-type: none"> - Commandant des Opérations de Secours - Chef de Secteur ou Sous-Secteur - Officier Renseignement ou Moyens
Appellations des Secteurs (Cf carte)	<ul style="list-style-type: none"> - Rouen, Yvetot, Elbeuf - Le Havre, Fécamp, Lillebonne - Dieppe, Les Prés Salés, Cany, Neufchâtel
Permanence opérationnelle du secteur	<ul style="list-style-type: none"> - Rouen, Le Havre, Dieppe : 1 garde + 1 astreinte - Neufchâtel : 1 ou 2 astreintes - Autres secteurs : 1 astreinte - Séquençage possible de la semaine d'astreinte
Ressources par secteur	Secteur d'astreinte : 4 à 8 Secteur de garde : 10 à 15
Lieux possibles d'exercice de l'emploi	Secteur concerné

2.1.2 Chef de colonie

La carte ci-après fixe les limites territoriales des secteurs :



Chaîne de commandement : niveau Chef de Colonne



CONDITIONS D'ACCES ET D'EXERCICE DE L'EMPLOI

Profil	Officier titulaire de l'Unité de Valeur Chef de Colonne inscrit sur liste opérationnelle préfectorale
Accès	Validation du chef GOP sur proposition du chef de groupement territorial ou fonctionnel
Missions	<ul style="list-style-type: none"> - Commandant des Opérations de Secours - Chef de Secteur - Officier Action ou Anticipation
Appellations des Secteurs (Cf carte)	Rouen, Yvetot, Le Havre, Dieppe
Permanence opérationnelle du secteur	1 astreinte Séquençage possible de la semaine d'astreinte
Ressources par secteur	6 à 8
Lieux possibles d'exercice de l'emploi	Secteur concerné



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Règlement d'organisation de la chaîne de commandement
départementale

Annexe n°13

9/26

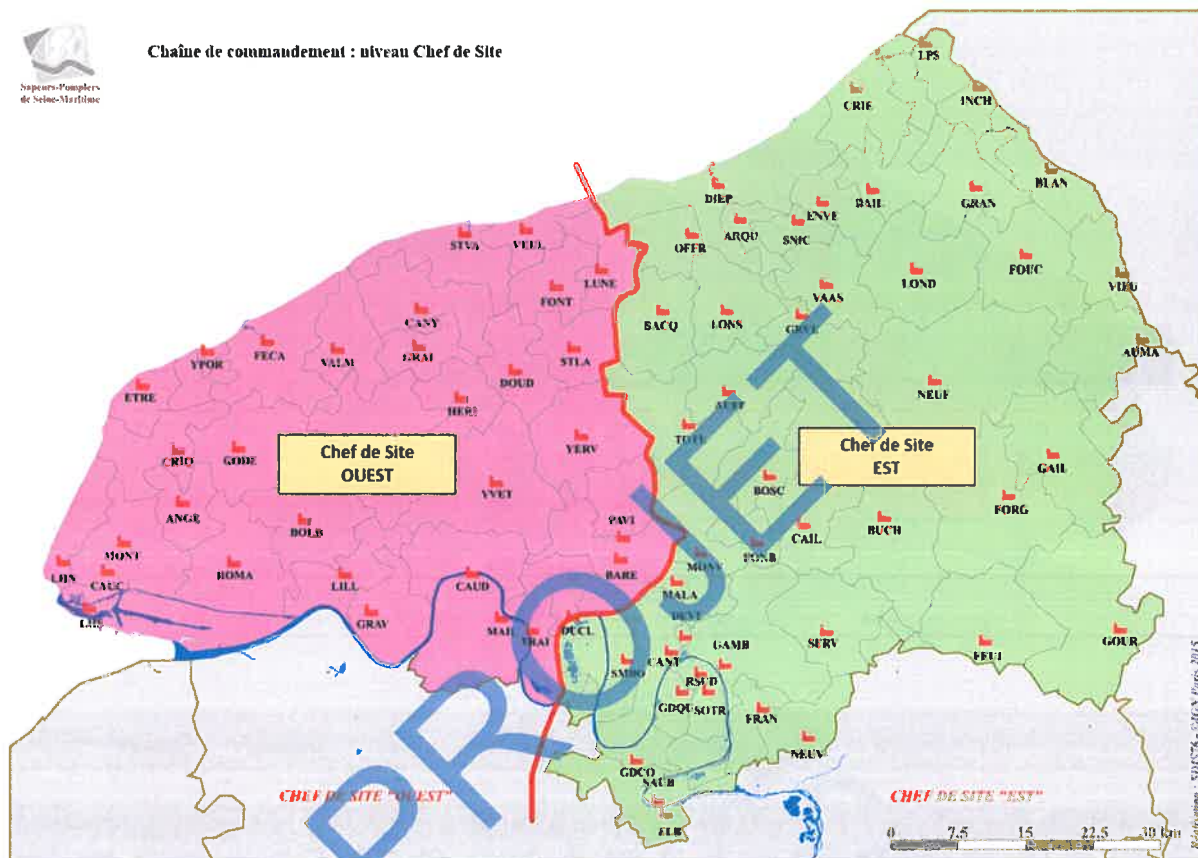
V0.2

2.1.3 Chef de site territorial

La carte ci-après fixe les limites territoriales des secteurs :




Chaîne de commandement : niveau Chef de Site



CONDITIONS D'ACCES ET D'EXERCICE DE L'EMPLOI

Profil	Officier titulaire de l'Unité de Valeur Chef de Site inscrit sur liste opérationnelle préfectorale
Accès	Validation du chef GOP sur proposition du chef de groupement territorial ou fonctionnel
Missions	<ul style="list-style-type: none">- Commandant des Opérations de Secours- Chef Poste de Commandement
Appellations des Secteurs (Cf carte)	Est et Ouest
Permanence opérationnelle du secteur	1 astreinte
Ressources par secteur	6 à 8
Lieux possibles d'exercice de l'emploi	Secteur concerné + secteur de 1 ^{er} appel du Cis Yvetot

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement d'organisation de la chaîne de commandement départementale	Annexe n°13
		10/26
		V0.2

2.1.4 Chef de site départemental

Le secteur d'intervention du chef de site départemental correspond à l'ensemble du département.

CONDITIONS D'ACCES ET D'EXERCICE DE L'EMPLOI	
Profil	Officier titulaire de l'Unité de Valeur Chef de Site inscrit sur liste opérationnelle préfectorale
Accès	A discrétion du Directeur départemental
Missions	<ul style="list-style-type: none"> - Commandant des Opérations de Secours - Chef Poste de Commandement
Appellations des Secteurs	Sans objet
Permanence opérationnelle du secteur	1 astreinte
Ressources par secteur	6 à 8
Lieux possibles d'exercice de l'emploi	Département

2.1.5 Direction Générale

Le secteur d'intervention de l'astreinte de Direction Générale correspond à l'ensemble du département.

CONDITIONS D'ACCES ET D'EXERCICE DE L'EMPLOI	
Profil	Officier titulaire de l'Unité de Valeur Chef de Site inscrit sur liste opérationnelle préfectorale
Accès	A discrétion du Directeur départemental
Missions	<ul style="list-style-type: none"> - Commandant des Opérations de Secours
Appellations des Secteurs	Sans objet
Permanence opérationnelle du secteur	1 astreinte
Ressources par secteur	2 à 4
Lieux possibles d'exercice de l'emploi	Département



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Règlement d'organisation de la chaîne de commandement
départementale

Annexe n°13

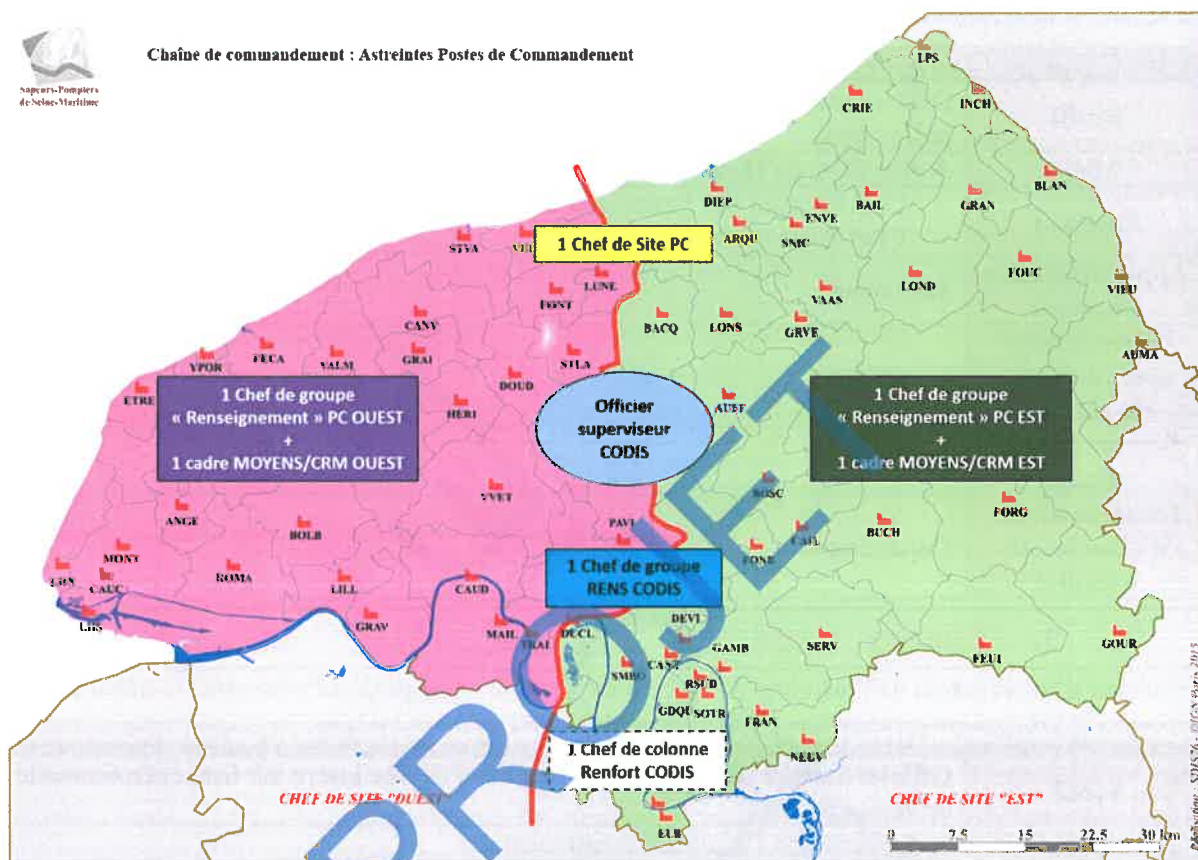
11/26

V0.2

2.2 Garde et Astreinte Poste de Commandement




Chaîne de commandement : Astreintes Postes de Commandement



2.2.1 Officier superviseur CTA-CODIS

CONDITIONS D'ACCES ET D'EXERCICE DE L'EMPLOI	
Profil	<ul style="list-style-type: none"> - Officier affecté de manière permanente au CODIS - Officier appartenant au pool des officiers CODIS complémentaires - Officier inscrit sur liste opérationnelle préfectorale
Accès	<ul style="list-style-type: none"> - Officier permanent : Candidature sur avis de vacance GEAC/GOP - Officier complémentaire : Validation du chef GOP
Missions	Superviser l'activité des salles opérationnelles CTA-CODIS
Permanence opérationnelle du secteur	1 garde
Ressources par secteur	Officiers CTA-CODIS en titre : 0 à 3 Officiers CTA-CODIS complémentaires : 16 à 10
Lieux possibles d'exercice de l'emploi	CTA-CODIS

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement d'organisation de la chaîne de commandement départementale	Annexe n°13
		12/26
		V0.2

2.2.2 Chef de Groupe Renfort CODIS

CONDITIONS D'ACCES ET D'EXERCICE DE L'EMPLOI	
Profil	Officier titulaire de l'Unité de Valeur Chef de Groupe inscrit sur liste opérationnelle préfectorale
Accès	Validation du chef GOP
Missions	Fonctions Renseignement ou Moyens du CODIS
Appellations des Secteurs	Sans objet
Permanence opérationnelle du secteur	1 astreinte
Ressources	6 à 8
Lieux possibles d'exercice de l'emploi	Département

2.2.3 Chef de site Renfort Poste de Commandement

CONDITIONS D'ACCES ET D'EXERCICE DE L'EMPLOI	
Profil	Officier titulaire de l'Unité de Valeur Chef de Site inscrit sur liste opérationnelle préfectorale
Accès	Officier assurant les astreintes de chef de site territorial
Missions	Montée en puissance d'un Poste de Commandement (VPC, PCO, COD ; CODIS)
Appellations des Secteurs	Sans objet
Permanence opérationnelle du secteur	1 astreinte
Ressources	12 à 16
Lieux possibles d'exercice de l'emploi	Département



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Règlement d'organisation de la chaîne de commandement
départementale

Annexe n°13

13/26

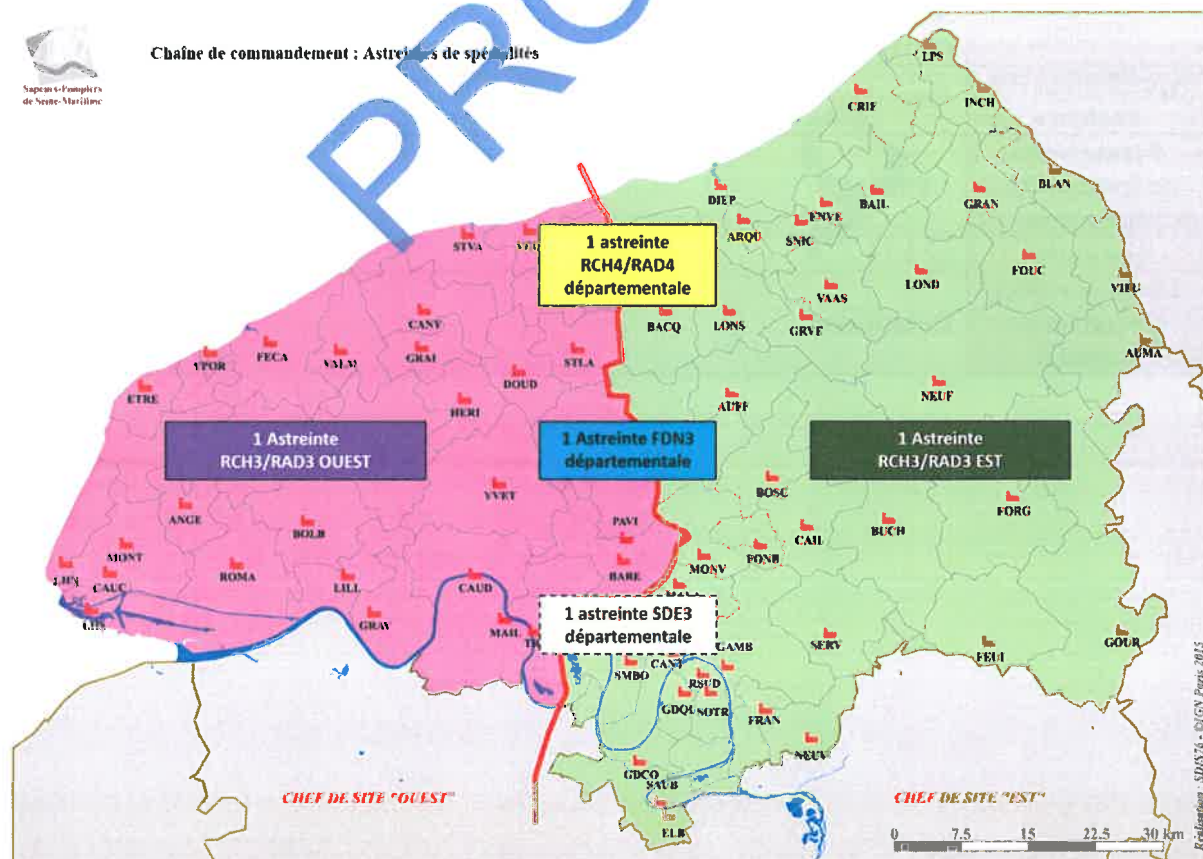
V0.2


2.2.4 Chef de groupe Renfort Poste de Commandement

CONDITIONS D'ACCES ET D'EXERCICE DE L'EMPLOI		
Profil	Officier titulaire de l'Unité de Valeur Chef de Groupe inscrit sur liste opérationnelle préfectorale	
Accès	Officier assurant les astreintes de chef de groupe (*)	
Missions	Officier Moyens, Renseignement ou Chef CRM	
Appellations des Secteurs	Est et Ouest	
Permanence opérationnelle du secteur	2 astreintes par secteur chef de site territorial	
Ressources du secteur	Sans objet	
Lieux possibles d'exercice de l'emploi	Secteur concerné	
Cumul possible avec	<i>Astreinte ou garde de commandement « COS »</i>	NON

(*) A titre dérogatoire, officier ayant suivi la formation de Chef de Groupe et non affecté à un secteur opérationnel

2.3 Astreintes de spécialités



 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement d'organisation de la chaîne de commandement départementale	Annexe n°13
		14/26
		V0.2

2.3.1 Chef de CMIC/CMIR

CONDITIONS D'ACCES ET D'EXERCICE DE L'EMPLOI						
Profil	Officier inscrit sur liste opérationnelle préfectorale					
Accès	Officier titulaire des UV RCH3 et /ou RAD3					
Missions	Chef de CMIC/CMIR tel que défini dans les référentiels nationaux					
Appellations des Secteurs	Est et Ouest					
Permanence opérationnelle du secteur	1 astreinte					
Ressources par secteur	13 à 15					
Lieux possibles d'exercice de l'emploi	Secteur concerné (Selon les besoins du service, un officier dont l'activité fonctionnelle est sur le secteur chef de colonne Yvetot peut exercer les missions de Chef de CMIC/CMIR sur le secteur chef de site Est ou Ouest)					
Cumul possible avec	Astreinte de commandement « COS »	NON(*)	Astreinte de poste de commandement	NON	Astreinte de spécialité	NON


(*) Cumul possible uniquement pour les Chef de CMIR avec :

- les chefs de groupe « d'astreinte »,
- les chefs de colonne Le Havre et Rouen

2.3.2 Conseiller Technique Risques Technologiques (RT)

CONDITIONS D'ACCES ET D'EXERCICE DE L'EMPLOI						
Profil	Officier inscrit sur liste opérationnelle préfectorale					
Accès	Officier titulaire des UV RCH4/RAD4 (*)					
Missions	Conseiller Technique RCH/RAD telles que définies dans les référentiels nationaux					
Appellations des Secteurs	Sans objet					
Permanence opérationnelle du secteur	1 astreinte					
Ressources du secteur	7 à 8					
Lieux possibles d'exercice de l'emploi	Département					
Cumul possible avec	Astreinte de commandement « COS »	NON	Astreinte de poste de commandement	NON	Astreinte de spécialité	NON

(*) A titre dérogatoire, après avis du chef GOP et des Conseillers Techniques Départementaux RCH/RAD, et après validation du Directeur départemental, un personnel non détenteur d'un niveau 4 peut être intégré à la ressource.

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement d'organisation de la chaîne de commandement départementale	Annexe n°13
		15/26
		V0.2

2.3.3 Conseiller Technique Sauvetage Déblaiement (SDE)


CONDITIONS D'ACCES ET D'EXERCICE DE L'EMPLOI						
Profil	Officier inscrit sur liste opérationnelle préfectorale					
Accès	Officier titulaire de l'UV SDE3					
Missions	Conseiller Technique SDE tel que défini dans le référentiel national					
Appellations des Secteurs	Sans objet					
Permanence opérationnelle du secteur	1 astreinte <u>facultative</u>					
Ressources du secteur	5					
Cumul possible avec	<i>Astreinte de commandement « COS »</i>	OUI	<i>Astreinte de poste de commandement</i>	OUI	<i>Astreinte de spécialité</i>	OUI

2.3.4 Conseiller Technique Nautique

CONDITIONS D'ACCES ET D'EXERCICE DE L'EMPLOI						
Profil	Officier inscrit sur liste opérationnelle préfectorale					
Accès	Officier titulaire de l'UV SAL3/SAV3					
Missions	Conseiller Technique Nautique tel que défini dans les référentiels nationaux					
Appellations des Secteurs	Sans objet					
Permanence opérationnelle du secteur	Pas d'astreinte					
Cumul possible avec	<i>Astreinte de commandement « COS »</i>	OUI	<i>Astreinte de poste de commandement</i>	OUI	<i>Astreinte de spécialité</i>	OUI

2.3.5 Conseiller Technique Intervention en Milieux Périlleux (IMP)

CONDITIONS D'ACCES ET D'EXERCICE DE L'EMPLOI						
Profil	Officier inscrit sur liste opérationnelle préfectorale					
Accès	Officier titulaire de l'UV IMP3					
Missions	Conseiller Technique GRIMP tel que défini dans les référentiels nationaux					
Appellations des Secteurs	Sans objet					
Permanence opérationnelle du secteur	Pas d'astreinte					
Cumul possible avec	<i>Astreinte de commandement « COS »</i>	OUI	<i>Astreinte de poste de commandement</i>	OUI	<i>Astreinte de spécialité</i>	OUI

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement d'organisation de la chaîne de commandement départementale	Annexe n°13
		16/26
		V0.2

2.3.6 Conseiller Technique Feux de Navires (FDN)

CONDITIONS D'ACCES ET D'EXERCICE DE L'EMPLOI						
Profil	Officier inscrit sur liste opérationnelle préfectorale					
Accès	Officier titulaire de l'UV FDN3 (ou IBN3)					
Missions	Conseiller Technique FDN tel que défini dans les référentiels nationaux					
Appellations des Secteurs	Sans objet					
Permanence opérationnelle du secteur	1 astreinte					
Ressources du secteur	14 à 16					
Lieux possibles d'exercice de l'emploi	Département					
Cumul possible avec	<i>Astreinte de commandement « COS »</i>	OUI (sauf chef de groupe de garde)	<i>Astreinte de poste de commandement</i>	OUI	<i>Astreinte de spécialité</i>	OUI

2.3.7 Technicien Transmissions

CONDITIONS D'ACCES ET D'EXERCICE DE L'EMPLOI	
Profil	Agent désigné par le chef du GSI
Missions	Appui technique à la mise en œuvre des PC Soutien technique des installations téléphoniques, informatiques et électriques du Sdis
Permanence opérationnelle du secteur	1 astreinte
Ressources du secteur	4 à 8
Lieux possibles d'exercice de l'emploi	Département



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Règlement d'organisation de la chaîne de commandement
départementale

Annexe n°13

17/26

V0.2

2.3.8 Expert

Le Sdis 76 dispose d'experts en différents domaines.

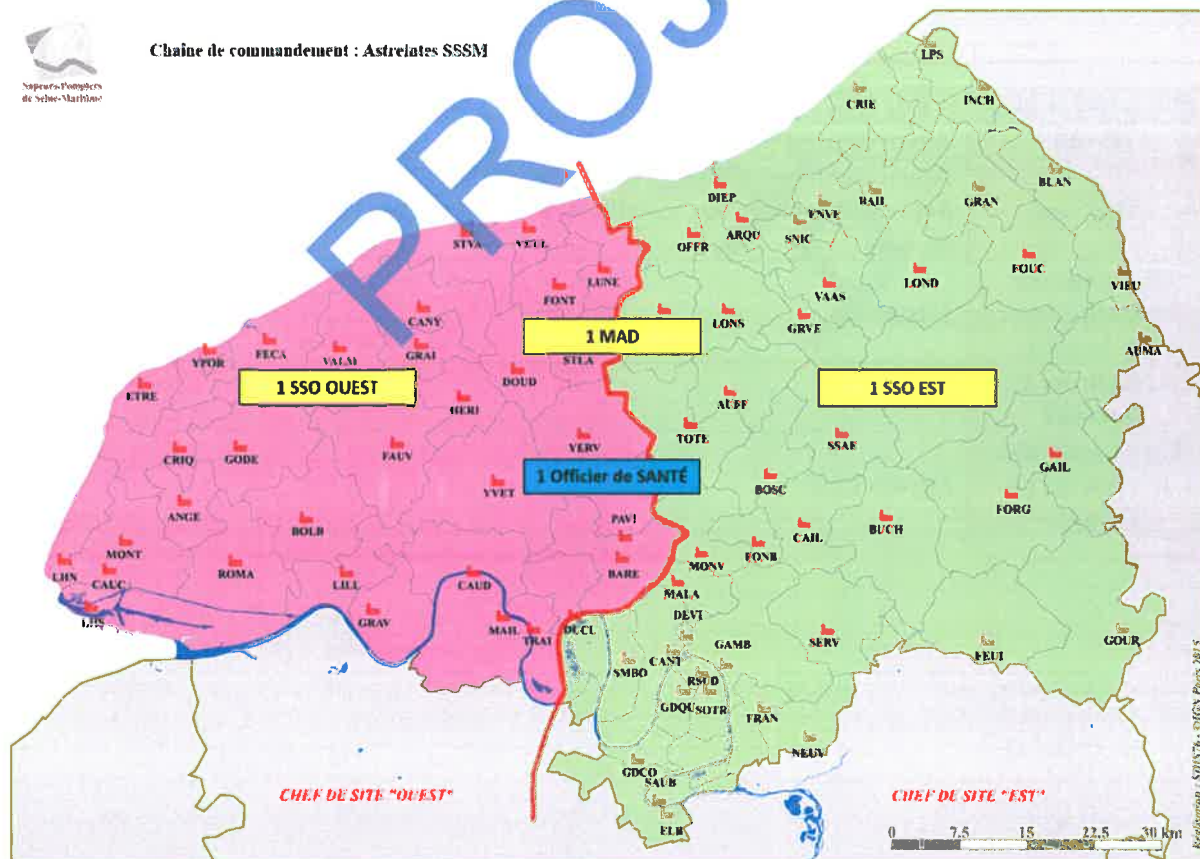
Le territoire d'intervention correspond à l'ensemble du département (sauf dispositions particulières liées à son emploi).


CONDITIONS D'ACCES ET D'EXERCICE DE L'EMPLOI	
Profil	Personnel qui dispose de compétences spécifiques
Missions	Conseiller technique du COS
Permanence opérationnelle du secteur	Aucune astreinte
Ressources du secteur	1 expert bâtiminaire 1 expert feux en espaces clos
Lieux possibles d'exercice de l'emploi	Département (sauf dispositions particulières)

2.4 Astreinte du Service de santé et de secours médical



Chaîne de commandement : Astrelates SSSM



 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement d'organisation de la chaîne de commandement départementale	Annexe n°13
		18/26
		V0.2

2.4.1 Médecin d'astreinte départementale (MAD)

CONDITIONS D'ACCES ET D'EXERCICE DE L'EMPLOI	
Profil	Médecin SP
Accès	Inscription sur liste opérationnelle préfectorale
Missions	<ul style="list-style-type: none"> - assurer le Conseil Technique en termes de SSM pour le compte du Chef de site départemental ou du COS, en appui de l'officier santé, - participer à la gestion des secours médicaux.
Appellations des Secteurs	Sans objet
Permanence opérationnelle du secteur	1 astreinte
Ressources du secteur	4
Lieux possibles d'exercice de l'emploi	Département

2.4.2 Officier de Santé

CONDITIONS D'ACCES ET D'EXERCICE DE L'EMPLOI	
Profil	Infirmier de Sapeur-Pompier Professionnel inscrit sur liste opérationnelle préfectorale
Accès	Désignation par le médecin chef
Missions	<ul style="list-style-type: none"> - participer à la mise en œuvre du groupe SAP, - conseiller le COS, le CODIS ou le chef de site départemental.
Appellations des Secteurs	Sans objet
Permanence opérationnelle du secteur	1 astreinte
Ressources du secteur	5
Lieux possibles d'exercice de l'emploi	Département

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement d'organisation de la chaîne de commandement départementale	Annexe n°13
		19/26
		V0.2

2.4.3 Soutien Sanitaire Opérationnel (SSO)

CONDITIONS D'ACCES ET D'EXERCICE DE L'EMPLOI	
Profil	Médecin et infirmier de Sapeur-Pompier titulaire du module SSO
Accès	Validation par le médecin chef
Missions	Assurer le soutien sanitaire des sapeurs-pompiers en opérations.
Appellations des Secteurs	Est ou Ouest
Permanence opérationnelle du secteur	1 astreinte par secteur
Ressources du secteur	10 à 30
Lieux possibles d'exercice de l'emploi	Secteur chef de site

3 PLANIFICATION


La planification de la chaîne de commandement est effectuée directement sur le logiciel d'alerte à partir de l'interface du SGO.

Le Sssm assure le suivi et la planification pour les astreintes du Sssm.

Le CODIS assure le suivi et la planification pour les gardes des officiers superviseurs CTA-CODIS en titre.

Les SOP territoriaux assurent le suivi et la planification pour les gardes des officiers superviseurs CTA-CODIS complémentaires.

Les SOP territoriaux et le GOP assurent le suivi et la planification pour les gardes et astreintes suivantes :

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement d'organisation de la chaîne de commandement départementale	Annexe n°13
		20/26
		V0.2

Astreinte	GOP	SOP Sud	SOP Est	SOP Ouest
ASTREINTE DE COMMANDEMENT COS				
Direction Générale	Dept			
Chef de site départemental	Dept			
Chef de site territorial		Est		Ouest
Chef de colonne	Yvetot	Rouen	Dieppe	Le Havre
Chef de groupe	Yvetot	Rouen Elbeuf	Dieppe Les-Prés-Salés Cany Neufchâtel	Le Havre Fécamp Lillebonne
ASTREINTE DE SPECIALITE				
Chef de CMIC/CMIR		Est		Ouest
Conseiller Technique RT	Dept			
Conseiller Technique FDN	Dept			
Technicien Transmission	Dept			
ASTREINTE DE POSTES DE COMMANDEMENT				
Chef de groupe renfort CODIS	Dept			
Chef de groupe renfort PC		Est		Ouest
Chef de site renfort PC		<i>Est : Semaine paire</i>		<i>Ouest : Semaine impaire</i>

La permanence et la continuité de la chaîne de commandement reposent sur le double principe de programmation suivant :

- une planification prévisionnelle semestrielle,
- une programmation hebdomadaire, avec possibilité de fractionner cette semaine pour les chefs de groupe et chefs de colonne (exemple de cycles : L-M/Me-J/V-S-D ou L/M/Me/J/V-S-D).


Le bulletin hebdomadaire de la chaîne de commandement est validé par le chef de groupement opérations prévision et diffusé à la chaîne de commandement la semaine précédant son occurrence.

3.1 Gestion des remplacements

Les remplacements doivent rester exceptionnels.

3.2 Gestion des carences de secteurs

Les carences doivent rester exceptionnelles et font l'objet d'une analyse à postériori.

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement d'organisation de la chaîne de commandement départementale	Annexe n°13
		21/26
		V0.2

4 ALERTE ET INFORMATION

La chaîne de commandement est informée et / ou engagée selon les dispositions définies ci-dessous :

4.1 Modalités d'information

La chaîne de commandement est informée sans délai des interventions en cours selon les principes suivants :

- information de l'officier de niveau n dès l'engagement de l'officier du niveau n-1,
- remontée des messages à l'officier de niveau n, transmis par l'officier de niveau n-1.

L'appel sur le GSM constitue le moyen à privilégier.

Un envoi de SMS individuels ou multiples peut également être réalisé notamment dans le cadre de la remontée d'information ou de la recherche de disponibilités.

4.2 Moyens d'engagement des personnels

4.2.1 Mode normal

L'alerte des personnels de garde et / ou d'astreinte est réalisée par transmission de messages sur leur récepteur individuel de type TMOCSAG d'envoi par GSM.

4.2.2 Mode secours

En cas de non confirmation de départ dans un délai de 5 minutes, le CTA-CODIS veillera à réitérer l'alerte des personnels.

4.2.3 Cas des ressources insuffisantes ou déjà engagées

En cas d'indisponibilité de l'officier de secteur (engagement sur une intervention précédente, inaptitude imprévue ...) le CODIS engage, **en priorisant** le délai d'intervention, le ou les personnels de garde ou d'astreinte de même niveau :


- provenant du secteur immédiatement limitrophe,
- ou hors planning et présent sur le secteur (exemple des centres de secours ou des groupements territoriaux en heures ouvrées),
- ou l'officier du niveau immédiatement supérieur d'astreinte sur le secteur concerné.

Le CODIS veille ensuite à déclencher une demande de recouverture opérationnelle.

5 GROUPES DE COMMANDEMENT

Les officiers de la chaîne de commandement « COS » disposent d'une structure de commandement dédiée.

- le groupe commandement de colonne accompagne à priori le départ du chef de colonne,
- le groupe commandement de site accompagne à priori le départ du chef de site territorial ou départemental.

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement d'organisation de la chaîne de commandement départementale	Annexe n°13
		22/26
		V0.2

Le tableau ci-dessous définit la composition de chacun d'entre eux :

Fonction	Groupe commandement				Interface PC Exploitant
	De colonne		De site		
COS	PCC	Chef de colonne	PCS	Chef de site territorial ou chef de site départemental	
Soutien		VPC		VPC + VPC ^{(3) (6)}	
Moyens		Chef de groupe renfort PC ⁽⁶⁾		Chef de groupe	
Renseignement		Chef de groupe		Chef de groupe	
Chef PC				Chef de site renfort PC ou Chef de site territorial	Fonctions toutes ou parties déportées au PC-Ex
Action				Chef de colonne initial	
Anticipation				Chef de colonne ou officier spécialisé ⁽⁴⁾	
Transmissions				TRS4 ⁽⁵⁾ + Technicien TRS	
Chef de secteur		Chef de groupe ⁽²⁾		Chef de groupe ⁽²⁾	
CRM		KCRM		Chef de groupe renfort PC KCRM	
Soutien Sanitaire		SSO ⁽¹⁾		KLOLA niv.2 mini VSS SSO ⁽¹⁾	
Off santé correspondant du COS		Officier Santé		MAD et Officier Santé	

(1) Les modalités d'engagement du Soutien Sanitaire Opérationnel sont fixées par note spécifique

(2) Le chef de groupe prévu en qualité de chef de secteur peut ne pas être engagé (après validation du Chef de colonne ou de site) si :

- il l'a été auparavant dans un groupe constitué (suite à une demande de renfort),
- un officier de la chaîne de commandement de spécialité assure cette fonction de 2eme chef de secteur (exemple : RCH3, RAD3, SDE3, ...).

(3) Un renfort en véhicule PC peut s'avérer nécessaire :

- sur demande de la préfecture pour activation d'un PCO de « campagne »,
- pour favoriser le travail d'anticipation, en isolant la fonction au sein d'un espace adapté.


(4) En fonction de l'événement, il peut s'agir :

- d'un chef de colonne,
- du conseiller technique RT,
- du conseiller technique FDN,
- d'un conseiller technique GRIMP, SD ou SAL/SAV,
- d'un expert.

(5) Facultatif – pas d'astreinte dédiée

(6) De façon transitoire, la fonction d'officier « moyen » au VPC, pourra être tenue par un officier ou un sous-officier non titulaire de l'unité de valeur de chef de groupe.

Indépendamment des règles d'engagement des groupes et structures de commandement, les chefs de groupe, de colonne, de site territoriaux et de site départementaux, peuvent s'engager de leur propre

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement d'organisation de la chaîne de commandement départementale	Annexe n°13
		23/26
		V0.2

initiative, sans leur PC, s'ils estiment qu'au regard des informations transmises par le CODIS et / ou par le premier COS présent sur les lieux, leur engagement est nécessaire.

5.1 Activation des structures et postes de commandement

5.1.1 Activation COD (en priorité par les personnels du secteur de Rouen)

- 1 chef de groupe,
- 1 chef de colonne,
- 1 chef de site.

5.1.2 Montée en puissance du CODIS :

- chef de groupe renfort CODIS,
- chef de colonne d'astreinte non concerné par l'évènement (en priorité chef de colonne Yvetot),
- chef de site départemental ou chef de site renfort PC ^(a)

(a) : le choix s'effectue après concertation avec le chef de site départemental sur la base de la localisation géographique des personnels d'astreinte, de l'évènement et débouche sur une des deux possibilités suivantes :

Position choisie par le chef de site départemental après concertation :	COS sur le terrain assuré par	Chef PC assuré par :	Chef de site CODIS assuré par :
Sur le terrain	Chef de site départemental	Chef de site territorial	Chef de site renfort PC
Au CODIS	Chef de site territorial	Chef de site renfort PC	Chef de site départemental

6 LISTE OPERATIONNELLE

La liste opérationnelle de la chaîne de commandement est établie par le groupement opérations-prévision de manière annuelle le 1^{er} février et signée par le préfet sur proposition du Directeur départemental.


Un additif intervient en milieu d'année au 1^{er} août, selon les mêmes règles que la liste d'aptitude de spécialité.

A titre dérogatoire et par nécessité de service, le Directeur départemental peut à tout moment ajouter ou retirer des agents sur la liste opérationnelle départementale, en attente de la parution de la prochaine liste d'aptitude de la chaîne de commandement.

Seuls les sapeurs-pompiers inscrits sur la liste départementale préfectorale d'aptitude opérationnelle peuvent participer aux astreintes de la chaîne de commandement.

Les officiers de la chaîne de commandement assurant des astreintes de spécialités sont inscrits sur les listes opérationnelles de spécialités correspondantes.

Les personnels de la chaîne de commandement répondent aux conditions d'aptitude physique et médicale compatibles avec leur emploi ou activité opérationnelle.

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement d'organisation de la chaîne de commandement départementale	Annexe n°13
		24/26
		V0.2

7 ACQUISITION ET MANTIENT DES COMPETENCES OPERATIONNELLES

Chaque officier au fil de son parcours opérationnel acquiert des compétences relatives à son niveau de commandement et maintient continuellement son niveau de performance opérationnelle.

Chaque parcours, et plus particulièrement celui lié à la prise d'une nouvelle fonction opérationnelle, est propre à chaque officier. Ainsi on peut distinguer :

- les officiers déjà en poste au sein du Sdis 76, nouvellement titulaires d'une unité de valeur opérationnelle (de chef de groupe, de chef de colonne ou de chef de site) ou en cours d'acquisition (en attente de leur départ à l'ENSOSP) et ayant vocation à exercer ce nouvel emploi opérationnel,
- les officiers intégrant le Sdis 76 et déjà titulaires de l'unité de valeur opérationnelle correspondante à son emploi opérationnel au sein du Sdis 76 (chef de groupe, chef de colonne ou de chef de site) et ayant exercé dans cet emploi opérationnel au sein de son Sdis précédent.


Ce parcours doit permettre en particulier à l'agent de connaître les particularités départementales et d'avoir les connaissances structurelles et fonctionnelles de son nouveau secteur opérationnel.

Il n'a en aucun cas vocation à vérifier le niveau de compétence reconnu par le diplôme délivré par l'ENSOSP.

Ce parcours, supervisé par le groupement opérations-prévision, est coordonné par chaque groupement territorial de rattachement et plus précisément par les services opérations-prévision et emplois activités et compétences.

Un tuteur, désigné par le groupement territorial, accompagne l'agent.


Ce parcours doit ainsi permettre une intégration rapide et efficiente à la chaîne de commandement selon son emploi opérationnel.

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement d'organisation de la chaîne de commandement départementale	Annexe n°13
		25/26
		V0.2

Selon les profils de chacun, ce parcours d'intégration pourra intégrer les séquences suivantes :

Intégration à un nouvel emploi opérationnel			
Réalisé avec l'accompagnement d'un officier tuteur.		Durée possible	Objectif
Fonctionnel	Groupements fonctionnels	2 jours	<ul style="list-style-type: none"> découverte de l'environnement fonctionnel du Sdis
	Groupement opérations-prévision	1 jour	<ul style="list-style-type: none"> connaissance de l'organisation opérationnelle départementale et des outils et ressources opérationnels.
Opérationnel	Groupements territoriaux	3 gardes ou 3 ½ journées	<ul style="list-style-type: none"> découverte et connaissance des organisations et pratiques opérationnelles des agglomérations du Havre, Dieppe et Rouen.
	Secteur d'affectation opérationnelle	1 à 3 mois	<ul style="list-style-type: none"> acquisition des spécificités de son secteur : ZI, ressources, moyens spécialisés et spécifiques,... connaissance des intervenants sapeurs-pompiers et des partenaires, connaissances des fonctions opérationnelles des futurs subordonnés. <p>○ activité opérationnelle Format : gardes ou astreintes du niveau de son nouvel emploi opérationnel en doublure et gardes et/ou astreintes du niveau d'emploi inférieur en doublure ou en titre.</p> <p>○ activité de manœuvres Format : participation à différentes manœuvres terrain et PC en qualité de COS, chef de secteur ou officier PC.</p>
	CODIS		<ul style="list-style-type: none"> connaissance des modes de gestion du CTA-CODIS (activité courante, événement particulier, alertes multiples/PCA, remontées de l'information...), connaissance des agents en garde au CTA-CODIS. <p>Format : gardes de 12h en observateur. Parcours spécifique pour les nouveaux officiers superviseurs CODIS.</p>

Ces différentes actions donnent lieu à une auto-évaluation qui sont fondées sur les principes de l'approche par les compétences (APC) et d'un échange entre le tuteur, le service opérations-prévision et l'apprenant à l'issue de chaque séquence de formation.

 <p>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</p>	<p>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement d'organisation de la chaîne de commandement départementale</p>	Annexe n°13
		26/26
		V0.2

A l'issue de ce parcours et lorsque l'officier est prêt à intégrer la chaîne de commandement, le service opérations-prévision territorial concerné propose au groupement opérations-prévision l'inscription de l'agent sur la liste d'aptitude départementale selon l'emploi opérationnel correspondant.

Afin de pérenniser la qualité et la performance opérationnelle de la chaîne de commandement, l'ensemble des officiers, participe de façon obligatoire aux diverses activités de maintien et de perfectionnement des compétences opérationnelles.

Ces séquences se présentent sous la forme de manœuvres ou de présentations à l'échelon d'un centre de secours, d'un groupement territorial ou du département.

Sont ainsi abordés :

- la présentation de nouveautés ou d'évolutions : techniques et procédures opérationnelles, matériels, champs de compétences de différents partenaires, risques spécifiques, réglementations, etc,
- le retour d'expérience : partage des actions menées suite à une intervention remarquable, analyse de contentieux opérationnels, exposé d'accidents ou de presque accident impliquant des sapeurs-pompiers (cf. Anatech), bilan des exercices départementaux notamment dans le cadre de plans de secours...,
- la mise en situation opérationnelle avec dédoublement d'effectifs et de matériels ou en mode exercices en salle (cf. équipes d'animation, outils de simulation, etc.).

Ces séquences sont périodiques ou liées à un événement particulier.

Règlement opérationnel départemental

ANNEXE 14

Effectifs minimaux des engins de secours

PROJET

PROJET

REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Effectifs minimaux des engins de secours

Annexe n°14

1/2

V0.2

Mission	Moyen	Effectif nominal	Effectif minimum	Observations/Limites d'actions
Incendie	FPT / FPTSR-FPT / FPTGP	6	4	Systématiquement doublé par un FPT complet s'il n'y a que 5 ou 4 SP (mode dégradé) Sauf : <ul style="list-style-type: none"> • feux sur VP, • feux de deux roues, • feux de véhicule léger dont la carburation est de l'essence ou du gasoil • personne ne répondant pas aux appels • personne défenestrée • personne menaçant de se défenestrer <u>Limites des actions en mode dégradé :</u> <ul style="list-style-type: none"> • reconnaissances, • mises en sécurité, • sauvetages avec prise de risques proportionnelle aux moyens, • premiers établissements en eau (notamment pour abaisser la température et la pression des réservoirs des VL ou sécuriser les sauvetages et les mises en sécurité ou enrayer à minima les propagations).
	FPTL	6	4	
	FMOGP	3	2	
	VPI	4	3	<u>Engagement autonome</u> (doublé par un engin pompe adapté dans tous les autres cas) : <ul style="list-style-type: none"> • feux sur VP, • feux de deux roues, • feux de véhicule léger dont la carburation est de l'essence ou du gasoil • personne ne répondant pas aux appels • personne défenestrée • personne menaçant de se défenestrer <u>Limites des actions :</u> <ul style="list-style-type: none"> • reconnaissances, • mises en sécurité, • sauvetages avec prise de risques proportionnelle aux moyens, • premiers établissements en eau (notamment pour abaisser la température et la pression des réservoirs des VL ou sécuriser les sauvetages et les mises en sécurité ou enrayer à minima les propagations).
	CCF	4	3	
	CCI	3	2	
	CEEVEP / CEPRO / CEDGP / CEEM	3	1	
	CEAR	3	1	
	DA	3	1	
	MEA	3	2	

REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Effectifs minimaux des engins de secours

Annexe n°14

2/2

V0.2

Mission	Moyen	Effectif nominal	Effectif minimum	Observations/Limites d'actions
Secours aux personnes	VSAV	3	2	Systématiquement doublé par un autre VSAV s'il n'y a que 2 SP (mode dégradé). A l'exception des carences <u>Limites des actions à 2 agents :</u> • premiers actes de secourisme comme secouristes isolés.
	VTP	2	1	
	CESA	3	1	
	K-SUP	3	2	Systématiquement doublé par un VSAV <u>Limites des actions:</u> • premiers actes de secourisme comme secouristes isolés.
Secours routier	FSR / FPTSR fonction secours routier	6		
	FSR / FPTSR fonction balisage	3	2	
	VBS	3	2	
	CESR	3	1	
Opérations diverses	VTU		2	
	CEEL / CETU	3	1	
	Kits	3	1	Conformément à la politique départementale relative aux kits
	VLHR / VLHIC	2	1	
	VLR		1	
	VMD	3	1	
	VTP	2	1	
Commandement	VPC	2	1	
Spécialités	CELP	3	1	
	SD-RECO	4	3	
	SD-EQUIPE LEGERE INTERV	7	7	
	SD UNITE INTERV.	13	11	
	RECO-RCH ou RECO-RAD	3	3	
	INTER-RCH ou INTER-RAD	3	3	
	CMIC ou CMIR	6	6	
	SAL / VSAQ	3	2	En cas de sauvetage de vie : • 1 relié à la surface
	SAV/BSL	3	3	En cas de sauvetage de vie : • 1 en eau intérieure - 2 en mer
	Unité GRIMP	5	5	En cas de sauvetage de vie : • 2 IMP2

Règlement opérationnel départemental

ANNEXE 15

Liste des départs-types

PROJET

PROJET

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Liste des départs-types	Annexe n°15
	1/11	
	V0.2	

TYPE DE SINISTRE	SINISTRE	PRECISIONS	CODE SINISTRE	ENGAGEMENT REFLEXE	DEPART-TYPE ENGAGEMENT COMPLEMENTAIRE
AUTRES	Service de sécurité		PSER		Ordre d'opérations
INCENDIE	Explosion	Habitation / véhicule / ERP etc....	OEXP	1 EP + CDG	1 EP + 1 ESR + 1 unité SD + 1 MEA + *1 AMU + 1 GCC + SSO + 1 VSUAP
INCENDIE	Feu d'aéronef léger	Aéronef léger / ULM	FAER	1 EP + 1 VSUAP + CDG	1 EPE + 1 ESR + *1 AMU
INCENDIE	Feu d'aéronef lourd	Avion de ligne ou aéronef militaire	FALM	1 EP + CDG	1 GLIF + 1 VLHR + 1 ESR + 1 GSAP + *1 AMU + 1 GCS + 1 VSUAP
INCENDIE	Feu dans un ERP	ERP avec ou sans locaux à sommeil	FERP	1 EP + CDG	1 EP + 1 MEA + *1 AMU + 1 VSUAP
INCENDIE	Feu dans un immeuble collectif	Appartement / cave / escalier	FAPT	1 EP + 1 MEA	1 EP + (la nuit : 1 VSUAP) + *1 AMU + CDG
INCENDIE	Feu de maison individuelle	Maison / pavillon / garage	FHAB	1 EP	1 EP + (la nuit : *1 AMU + VSUAP) + CDG
INCENDIE	Feu cheminée		FCHE	1 EP	Sans objet
INCENDIE	Feu locaux artisanaux	Atelier / magasin / boutique	FATE	1 EP	1 EP + 1 MEA + CDG
INCENDIE	Feu de locaux agricoles	Bâtiment / stabulation	FAGR	1 EP	1 EP + 1 (DA + MPR) + 1 EPE + CDG
INCENDIE	Feu de broussailles	Broussailles / herbes / talus	FBRO	1 EP	
INCENDIE	Feu de château	Château / manoir	FCHT	1 EP + 1 MEA + CDG	1 EP + 1 GINC + (la nuit : 1 VSUAP) + 1 VTUPRO + 1 GCC
INCENDIE	Feu de végétation	Végétation / forêt / récolte sur pied / chaume	FVEG	1 EP	2 EP + 1 EPE + 1 VLHR + CDG

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Liste des départs-types	Annexe n°15
		2/11
		V0.2

TYPE DE SINISTRE	SINISTRE	PRECISIONS	CODE SINISTRE	ENGAGEMENT REFLEXE	DEPART-TYPE
					ENGAGEMENT COMPLEMENTAIRE
INCENDIE	Feu de navire	Navire / péniche / paquebot fluvial	FNAV	1 EP + CDG	1 EP + 1 MEA + 1 BSL + 1 unité SAV + 1 KARI + 1 CEAR + 1 CEEM + 1 VSS + 1 unité attaque IBN + 1 GCS + 1 VSUAP + 1 IBN 3
INCENDIE	Feu bateau plaisance	Voilier / chalutier	FBAT	1 EP + CDG	1 BSL + 1 unité SAV + 1 KARI + 1 CEAR + 1 unité attaque IBN + 1 GCC + 1 VSUAP + 1 IBN 3
INCENDIE	Feu de véhicule léger	Voiture / cyclomoteur/motos	FVEH	1 EP	Sans objet
INCENDIE	Feu de véhicule lourd	Poids-lourd / bus	FPLD	1 EP	1 EP + 2 EPE + 1 EBS + CDG
INCENDIE	Feu de silo	Silo vertical ou horizontal	FSILO	1 EP + 1 MEA + CDG + 1 CMIC	1 EP + 1 (DA + MPR) + 1 KARI + 1 CEEM + 1 EPE + 1 GCC
INCENDIE	Feu de train / tram / métro	Train / tram / métro	FFER	1 EP + CDG	1 EP + 1 EPE + *1 AMU + 1 VSUAP
INCENDIE	Feu de transformateur	Transformateur	FTRA	1 EP	CDG + 1 RPO
INCENDIE	Feu d'enseigne	Enseigne	FENS	1 EP	Sans objet
INCENDIE	Feu locaux industriels et entrepôts	Entrepôt / industries	FIND	1 EP + 1 MEA + CDG	1 EP + 1 (DA + MPR) + 1 GCC + 1 KARI

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Liste des dépôts-types	Annexe n°15
	3/11	
	V0.2	

TYPE DE SINISTRE	SINISTRE	PRECISIONS	CODE SINISTRE	ENGAGEMENT REFLEXE	DEPART-TYPE ENGAGEMENT COMPLEMENTAIRE
INCENDIE	Feux de dépôts ZIP (Zones industrielles portuaires)	Raffinerie / dépôt pétrolier	FZIP	1 GLIF	1 G Feu dépôt ZIP + 1 GALIM + 1 GCS
INCENDIE	Feu en parking souterrain	Parking souterrain	FPST	1 EP + CDG	1 EP + 1 MEA + 1 KARI + 1 CeEVEP + 1 GCC + 1 CEAR
INCENDIE	Feu sur voie publique	Voie publique / vide ordure conteneur	FSVP	1 EP	Sans objet
INCENDIE	Feu transport de matière dangereuse	TMD CHIM / RAD	FTMD	1 EP + CDG + 1 CMIC/CMIR	1 EP + 1 CeEM + 1 (DA + MPR) + 2 EPE + 1 VSUAP + 1 KARI + *1 AMU + 1 GCC + 1 EBS
INCENDIE	Effondrement immeuble / habitation	Immeuble / habitation	OEFF	1 EP + CDG + 1 unité SD + 1 ESR	1 EP + 1 MEA + préalerte CYN + 1 GCC + 1 SSO + *1 AMU + 1 VSUAP
INCENDIE	Fuite de gaz procédure gaz classique	PGC	OGAZ	1 EP	Sans objet
INCENDIE	Fuite de gaz procédure gaz renforcée	PGR	OGAZ/R	1 EP	1 EP + CDG
AUTRES	Alerte à la bombe		OBOM		CHEF DE SALLE
AUTRES	Appel de détresse Antares	Détresse Antares	APDA	CHEF DE SALLE	

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL		Annexe n°15
	Liste des départs-types		4/11
			V0.2

TYPE DE SINISTRE	SINISTRE	PRECISIONS	CODE SINISTRE	ENGAGEMENT REFLEXE	DEPART-TYPE	
					ENGAGEMENT COMPLEMENTAIRE	
OPERATION DIVERSE	Assistance aux animaux		OANI	1 VTU	CHEF DE SALLE	
OPERATION DIVERSE	Découverte de munitions	Découverte de munition	OBUS	1 EP + CDG	CHEF DE SALLE	
OPERATION DIVERSE	Dégagement voie publique	Dégagement de voie publique	ODVP	CHEF DE SALLE	CHEF DE SALLE	
OPERATION DIVERSE	Destruction d'insectes	Urgent	OINS	1 VTU		
OPERATION DIVERSE	Epuisement de bateau	Epuisement de navire / péniche / bateau	ONAV	1 EP + CDG	1 REP 100 + 1 VTU + IBN 3 + SAL	
OPERATION DIVERSE	Glissement de terrain / marnière	Glissement / marnière / éboulement de falaise	OGLS	1 EP + 1 CDG + 1 Reco SD		
OPERATION DIVERSE	Opération de reconnaissance et d'évaluation	Opération de reconnaissance et d'évaluation	OREV	CDS + CDC + CDG dont 1 RCH3	RCH4/RAD4	
OPERATION DIVERSE	Reconnaissance		OREC	1 VTU	CHEF DE SALLE	
OPERATION DIVERSE	Inondation	Inondation	OINL	1 VTU	CHEF DE SALLE	

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Liste des départs-types	Annexe n°15
	5/11	
	V0.2	


TYPE DE SINISTRE	SINISTRE	PRECISIONS	CODE SINISTRE	ENGAGEMENT REFLEXE	DEPART-TYPE ENGAGEMENT COMPLEMENTAIRE
OPERATION DIVERSE	Inondation / dégât des eaux	Assèchement	ODEG	1 VTU (selon procédures)	CHEF DE SALLE
OPERATION DIVERSE	Ouverture de porte	Ouverture de porte	OUPO	1 VTU (selon procédures)	CHEF DE SALLE
OPERATION DIVERSE	Fuite de produit mat dangereuse	Produit CHIM / RAD	OFPC	1 EP + CDG + 1 CMIC/CMIR	1 EP + 1 VSUAP + 1 KARI + 1 GCC
OPERATION DIVERSE	Fuite de carburant sur véhicule	Essence sur véhicule	OESS	1 EP	Sans objet
OPERATION DIVERSE	Incident radiologique	Incident radiologique	ORAD	1 EP + CDG + 1 CMIR	RCH4/RAD4
OPERATION DIVERSE	Odeur suspecte	Odeur suspecte	ODSU	1 EP	CDG
OPERATION DIVERSE	Pollution aquatique	Aquatique	OPAQ	1 EP + CDG + 1 Inter_RCH	1 VLHR
OPERATION DIVERSE	Pollution du sol	Sol	OPSO	1 EP + 1 Inter RCH	CDG
AUTRES	Levée de doute sur colis NRBC	Levée de doute sur colis NRBC – Demande CNC	OENV	CDG + 1 Inter RAD	RCH3
SECOURS AUX PERSONNES	Assistance à personnes en présence d'un colis NRBC	Colis NRBC avec victime	APPC	1EP + CDG + 1 Inter RAD	1 VSUAP + RCH3

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL		Annexe n°15
	Liste des départs-types		6/11
			V0.2

TYPE DE SINISTRE	SINISTRE	PRECISIONS	CODE SINISTRE	ENGAGEMENT REFLEXE	DEPART-TYPE ENGAGEMENT COMPLEMENTAIRE
OPERATION DIVERSE	Détection CO	Détection CO	ODCO	1 EP + CDG + 1 Reco RCH	
OPERATION DIVERSE	Intoxication	Collective	INTX	1 V + CDG + 1 Reco RCH	1 VSUAP + RCH3 + *1 AMU

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Liste des départs-types		Annexe n°15
			7/11
			V0.2

TYPE DE SINISTRE	SINISTRE	PRECISIONS	CODE SINISTRE	ENGAGEMENT REFLEXE	DEPART-TYPE
SECOURS AUX PERSONNES	Accident avec désincarcération	Désincarcération	ADES	1 VSUAP + 1 EBS + *1 AMU + CDG + 1 ESR	
SECOURS AUX PERSONNES	Accident d'aéronef	Aéronef	AAIR	1 EP + 1 VSUAP + CDG + *1 AMU + 1 ESR	2 VSUAP + 2 EPE + 1 GCC + 1 VLHR
SECOURS AUX PERSONNES	Accident de circulation	VL / piéton / bus etc.....	AVP	1 VSUAP + 1 EBS	*1 AMU
SECOURS AUX PERSONNES	Accident de train de voyageurs	Train	AFER	1 VSUAP + 1 EP + CDG + 1 ESR	1 EPE + 1 GSAP + 1 KSNCF + 1 CESA + 1 unité SD + 1 GCC + *1 AMU
SECOURS AUX PERSONNES	Accident grand axe	Grand axe	AGAX	1 VSUAP + 1 EBS	*1 AMU
SECOURS AUX PERSONNES	Départ réflexe Assistance à personne pour urgence vitale	<i>Urgence vitale :</i> <ul style="list-style-type: none"> • arrêt cardiaque, • mort subite, • détresse respiratoire, • altération de la conscience, • hémorragies sévères, • section complète de membre, • écrasement de membre ou du tronc, • ensevelissement, 	ASOS	1 VSUAP + *1 AMU	CHEF DE SALLE

 <p>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</p>	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Liste des départs-types		Annexe n°15 8/11 V0.2
---	--	--	-------------------------------------

		<ul style="list-style-type: none"> • brûlure grave, • accouchement imminent ou en cours, • noyade, • pendaison, • électrisation, • foudroiement, • rixe ou accident avec plaie par arme à feu ou blanche, • accident de circulation avec victime (désincarcération, éjecté, piéton, deux roues), • incendie ou explosion avec victime, • intoxication collective, • toutes circonstances mettant en jeu de nombreuses victimes. 			
SECOURS AUX PERSONNES	Départ réflexe Assistance à personne pour urgence relative	<i>Urgence relative :</i> <ul style="list-style-type: none"> • section complète de doigts, • tentative de suicide avec risque imminent, • personne restant à terre suite à une chute, • accident de circulation avec victime (autres). 	SUAP	1 VSUAP	CHEF DE SALLE
SECOURS AUX PERSONNES	Assistance à personne pour urgence vitale sur demande CRRA 15	Urgence vitale	AURG	1 VSUAP + *1 AMU	CHEF DE SALLE

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Liste des départs-types	Annexe n°15
		9/11
		V0.2

SECOURS AUX PERSONNES	Assistance à personne pour urgence relative sur demande CRR 15	Urgence relative	AURE	1 VSUAP	CHEF DE SALLE
SECOURS AUX PERSONNES	Assistance à personne par carence sur demande du CRR 15	Carence	CARE	1 VSUAP (hors délai SDACR)	CHEF DE SALLE
SECOURS AUX PERSONNES	Secours médical d'urgence par hélicoptère	Secours médical d'urgence par hélicoptère	SMUH	DRAGON 76	CHEF DE SALLE
SECOURS AUX PERSONNES	Assistance en contexte attentat	Assistance attentat	ALA	CHEF DE SALLE	1 GSAP + KBAL
AUTRES	Assistance à personne en mer	Assistance en milieu aquatique	APEM	CHEF DE SALLE CONF avec CROSS	
SECOURS AUX PERSONNES	Assistance à personne en milieu périlleux	En milieu périlleux, en souterrain	APMP	1 EP + CDG + 1 unité GRIMP	1 VLHR + 1 VSUAP
SECOURS AUX PERSONNES	Assistance à personne en zone inondée	En zone inondée	APZI	1 EP + CDG + 1 unité SAV	1 VSUAP
SECOURS AUX PERSONNES	Assistance aquatique en eau intérieure	Intervention aquatique en surface en eau intérieure	AAEI	CDG + 1 unité SAV_INT	1 VSUAP + BSL et/ou unité SAL et/ou Dragon si nécessaire
SECOURS AUX PERSONNES	Assistance aquatique en zone littorale	Intervention aquatique en surface en zone littorale	AAZL	CDG + 1 unité SAV_LIT	1 VSUAP + BSL et/ou unité SAL (Dragon après confirmation du CROSS)
SECOURS AUX PERSONNES	Assistance à personne menaçant de se défenestrer	Tentative de défenestration	APMD	1 MEA + CDG	1 EP + 1 VSUAP
SECOURS AUX PERSONNES	Assistance pour personne défenestrée	Défenestrée	ADEF	1 VSUAP	1 EP + CDG

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Liste des départs-types	Annexe n°15
		10/11
		V0.2

SECOURS AUX PERSONNES	Dégagement de personne dans un ascenseur	Personne bloquée dans un ascenseur	ASCE	1 VTU (selon procédures)	CHEF DE SALLE
SECOURS AUX PERSONNES	Personne ne répondant pas aux appels	Personne ne répondant pas aux appels	APRA	1 EP	

REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Annexe n°15

11/11

Liste des départs-types

LEGENDE		
ACRONYME CATEGORIE	SIGNIFICATION	EQUIVALENCE ENGIN
EP	Engin pompe	FPT / FPTL / VPI / FPTGP / FPTSR / FMOGP / CCF / CCR
VSUAP	Véhicule secours urgence aux personnes	VSAV / KSUAP
MEA	Moyen élévateur aérien	BEA / EPA / EPAS / EPS
ESR	Engin secours routier	VSRM / FPTSR
EBS	Engin de balisage et de signalisation	VBS / VTUBS / VSRM / FPTSR
EPE	Engin porteur eau	CCF / FMOGP / CCI / CCR
VTU	Véhicule tout usage	VTU / VFUPRO
AMU	Engagement d'un infirmier de sapeurs-pompiers ou d'un médecin de sapeurs- pompiers habilité	AMU / VLI
SSO	Soutien sanitaire opérationnel. Engagement d'un infirmier de sapeurs-pompiers ou d'un médecin de sapeurs- pompiers habilité	SSO / Officier de santé

Règlement opérationnel départemental

ANNEXE 16

Les groupes d'intervention départementaux

PROJET

PROJET

Groupe/ Entité	Potentiel du Sdis 76	Délai (min)	Capacités et objectifs d'un groupe/d'une entité	Composition du groupe/de l'entité	Observations
LUTTE CONTRE LES INCENDIES					
Incendie	4	1 ^{er} en 45 2 ^e en 60 3 ^e en 90 4 ^e en 90	Fournir 4000 L/min à 1000 m du point d'eau	<ul style="list-style-type: none"> • 1 chef de Groupe • 1 EP • 1 EP-MPR₁₂₀ • 1 DA-MPR₁₂₀ • 1 MEA 	
Feux de végétation ¹	1	45	Extinction d'un front de flamme de 100 m de large	<ul style="list-style-type: none"> • 1 chef de Groupe • 1 VLEUR • 3 EPHR • Moyens en eau > 9000L 	
Alimentation	1	60	<p>Alimentation de deux groupes incendie</p> <p>OU</p> <p>Alimentation d'un LIF à 1000 m (4000L/min en 1 * Ø 152 ou 2 * Ø 110)</p> <p>OU</p> <p>Alimentation d'un Feu de dépôts ZIP à 500m (8000L/min en 2 * Ø 152 + 2 * Ø 110)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 1 chef de Groupe • 2 DA-MPR₁₂₀ • 1 CEDGP • 1 VTU 	Le groupe alimentation est, par définition, mis en œuvre en complément de moyens dédiés à l'extinction (groupes Incendie, LIF, Feux de dépôts ZIP)
LIF	2	1 ^{er} 60 2 ^e 90	Fournir 4000 L/min (2 canons à mousse de 2000L/min) à 1000 m du point d'eau Autonomie de 50 min	<ul style="list-style-type: none"> • 1 chef de Groupe • 1 EPGP ou EP-MPR₁₂₀ • 1 EP-MPR₁₂₀ • 1 DA-MPR₁₂₀ • 1 CEEM 	

¹ Le libellé « feux de végétation » a été préféré à « feux de forêt » en raison de l'absence du risque majeur feux de forêt sur le territoire de la Seine-Maritime.

Groupe/ Entité	Potentiel du Sdis 76	Délai (min)	Capacités et objectifs d'un groupe/d'une entité	Composition du groupe/de l'entité	Observations
Feux de dépôts ZIP (Zones industriales portuaires)	1	90	8000 L/min (RLC 480 ou 2x4000) à 500 m du point d'eau Autonomie de 40 min OU 6000L/min (LCT6000) à 500 m du point d'eau Autonomie 50 min	<ul style="list-style-type: none"> • 1 chef de Groupe • 1 FMOGP² • (RLC 480 facultatif) • 1 EPGP ou EP-MPR₁₂₀ • 1 DA-MPR₁₂₀ • 1 CEEM • 1 CEDGP 	Les délais de couverture du groupe Feux de dépôts ZIP s'appliquent uniquement pour la couverture des zones industrielles et portuaires de la vallée de Seine (Le Havre, Rouen, Port- Jérôme, Elbeuf).
Feux routiers	1	60	<p>Mise en œuvre en autonomie d'eau d'1 LM8 ou 2 LM4 avec une autonomie mini de 5 min correspondant à l'objectif d'extinction (opération qui consommerait 9000L d'eau) ou de 12 min (10000L d'eau) OU Mise en œuvre pendant 5 min d'un canon d'un débit de solution moussante de 2000 L/min, puis après alimentation (en eau) de l'engin, autonomie en émulseur de 55 min à 2000L/min avec FMOGP ou FPTGP (3600 L d'émulseur) ou CEEM (6000L)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 1 chef de Groupe • 1 EP • 1 EPGP + Moyens en eau > 9000L • 1 CEEM • 1 EBS 	La capacité d'eau peut être fournie par des EPE

² 1 FMOGP = 2 FPTGP en termes de capacités hydrauliques

REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL


Groupes d'intervention départementaux

Annexe n°16

3/9

V0.2

Groupe/ Entité	Potentiel du SDIS 76	Délai (min)	Capacités et objectifs d'un groupe/d'une entité	Composition du groupe/de l'entité	Observations
NOMBREUSES VICTIMES					
Secours aux personnes	2	1 ^{er} 30 2 ^e 45	Prise en charge d'environ 10 victimes	<ul style="list-style-type: none"> • 1 chef de Groupe • 1 AMU • 1 EP • 1 KRAM • 3 VSAV • 1 VTP + KOXY 	
Désincarcération	1	45	Prise en charge jusqu'à 4 chantiers de désincarcération simultanés. Réalisation de 3 à 4 désincarcérations successives. Soit environ 10 chantiers de désincarcération	<ul style="list-style-type: none"> • 1 chef de Groupe • 3 ESR dont au moins 1 VSRM 	
Sauvetage / extraction	2	1 ^{er} 60 2 ^e 90	Mission de sauvetage avec : - mise en œuvre de 8 équipes de sauvetage à pied ou Missions au niveau de la chaîne médicale des secours du NOVI avec : - constitution de 8 équipes de ramassage à pied et un parc matériel - animation d'un PRV pouvant accueillir environ 40 victimes	<ul style="list-style-type: none"> • 1 chef de Groupe • 1 AMU • 2 EP • 2 VTP SAUV • 1 KRAM • 1 CESA 	Le dimensionnement de la réponse départementale se base sur l'hypothèse du cumul des moyens des deux types de groupes (sauvetage et évacuation). L'évacuation des victimes depuis le PMA peut recourir à des moyens complémentaires relevant des SAMU ou de SDIS voisins.
Évacuation	2	1 ^{er} 60 2 ^e 90	Prise en charge d'environ 15 victimes	<ul style="list-style-type: none"> • 1 chef de Groupe • 6 VSAV • 2 (VTP + KOXY) 	

 <p>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</p>	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Groupes d'intervention départementaux		Annexe n°16
			4/9
			V0.2

Sauvetage NRBC	2	1 ^{er} 60 2 ^e 90	Intervention au niveau de la chaîne de sauvetage/extraction pour environ 20 à 40 victimes	<ul style="list-style-type: none"> • 1 chef de Groupe • 1 AMU • 4 EP (SAUV_TLD) • 1 KRAM + CESA 	Le dimensionnement de la réponse départementale se base sur l'hypothèse du cumul des moyens des deux types de groupes (sauvetage NRBC et décontamination NRBC). (NB : la mise en œuvre du groupe départemental de décontamination NRBC générera systématiquement l'envoi d'un autre groupe en renfort par la zone)
Décontamination NRBC	1	90	Intervention au niveau de la chaîne de sauvetage/extraction pour armer le PRV chimique (capacité de traitement = 60 à 100 victimes/h)	<ul style="list-style-type: none"> • 1 chef de Groupe (DEC3) • 1 AMU • 2 EP (OP_DEC) • 1 KDEC • 1 CEMD • 1 CCI 	



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Groupes d'intervention départementaux

Annexe n°16

5/9


V0.2

Groupe/ Entité	Potentiel du SDIS	Délai (min)	Capacités et objectifs d'un groupe/d'une entité	Composition du groupe/de l'entité	Observations
OPERATIONS DIVERSES					
Sauvetage intempéries	1	45	Mise en sécurité de 15 personnes en moins d'une heure	<ul style="list-style-type: none"> • 1 (chef de Groupe + VLHR) • 3 engins pompes • 1 unité SA 	Dragon 76 à la demande
Epuisement léger	3	30	Capacité d'épuisement : 3 x 120 m³/h soit 360 m³/h Épuisement d'environ 1 pavillons	<ul style="list-style-type: none"> • 1 chef de Groupe • 3 (VTU + REP) 	Le potentiel opérationnel considère que les trois groupes interviennent simultanément sur trois zones géographiques distinctes
Epuisement très grande capacité	1	60	Capacité d'épuisement : 2 x 140m³/h + 480 m³/h soit 760 m³/h Épuisement de grands sites	<ul style="list-style-type: none"> • 1 (chef de Groupe + VLHR) • 1 (DA+ MPE 140) • 1 (EP + MPE 140) • 1 VTU • 1 CEDGP ou CEEVEP 	
Protection	1	45	Protection de locaux jusqu'à une surface de 300 m²	<ul style="list-style-type: none"> • 1 chef de Groupe • 2 VTU • 1 VTU Pro 	À engager dès que 2 groupes Incendie sont engagés

COMMANDEMENT					
Commandement de colonne	1	45	Mise en œuvre d'un PC de colonne	<ul style="list-style-type: none"> • 1 chef de Colonne • 3 chefs de Groupe • 1 KCRM • 1 VPC • 1 officier de santé 	<p>Les délais ne prennent en compte que les moyens en officiers de sapeurs-pompiers (VPC non concerné par les délais).</p> <p>La composition des groupes de commandement présentée ne correspond pas à une montée en puissance qui viendrait compléter les moyens dédiés au commandement déjà sur les lieux.</p>
Commandement de site	1	60	Mise en œuvre d'un PC de site	<ul style="list-style-type: none"> • 1 C. Commandement de colonne • 2 chefs de Site • 1 chef de Colonne Anticipation • 1 MAD • 1 VPC 	
Soutien sanitaire opérationnel (SSO)	1	En fonction du niveau	Assurer le soutien sanitaire en opération	<p><i>Niveau de commandement jusqu'à chef de groupe :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 personnel Sssm d'astreinte SSO secteur selon bilan grille de criticité ou officier superviseur CODIS ou sur demande du COS. <p><i>Niveau de commandement chef de colonne et chef de site :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 personnel Sssm d'astreinte SSO 	L'officier SSO assure le soutien sanitaire opérationnel

En ce qui concerne les délais :

- le t_0 correspond à l'heure de la demande des moyens,
- le délai inscrit dans le tableau correspond pour chaque groupe au délai d'**acheminement** du **dernier moyen** du groupe,
- le délai s'applique à la couverture du risque,

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Groupes d'intervention départementaux	Annexe n°16
		7/9
		V0.2

- dans le cas de l'identification d'un scénario majorant par le CTA-CODIS, le premier moyen adapté à la mission du premier groupe engagé devra être acheminé dans les délais compatibles avec la réponse courante (par exemple : dans le cas de l'engagement d'un groupe SAP, le premier VSAV devra être sur les lieux en 10, 15 ou 20 min en fonction de la zone).

PROJET

Table des acronymes

Acronyme utilisé	Signification
AMU	Aide Médicale Urgente
AST	Astreinte
CCF	Camion-citerne feux de forêt
CCI	Camion-citerne d'incendie
CCR	Camion-citerne rural
CEAR	Cellule d'assistance respiratoire
CEDGP	Cellule dévidoir grande puissance
CEEM	Cellule émulseur
CEEVEP	Cellule électro ventilation épuisement
CEMD	Cellule mobile de décontamination
CESA	Cellule de sauvetage
CMIC	Cellule mobile d'intervention chimique
CMIR	Cellule mobile d'intervention radiologique
Cyno	Cynophile
DA	Dévidoir automobile
DEC	Décontamination
FMOGP	Fourgon mousse grande puissance
FPT	Fourgon pompe tonne
FPTGP	Fourgon pompe tonne grande puissance
FPTSR	Fourgon pompe tonne secours routier
FRT	Fourgon risques technologiques
IBN	Intervention à bord des navires
IMP	Intervention en milieu périlleux
ISP	Infirmier sapeur-pompier
KCRM	Kit "centre de regroupement des moyens"
KIBN	Kit "intervention à bord des navires"
KOXY	Kit "oxygène"
KRAM	Kit "ramassage"
MAD	Médecin d'astreinte départementale
moyen aérien	échelles aériennes, bras élévateurs
MPE	Motopompe d'épuisement
MPR	Motopompe remorquable
MSP	Médecin sapeur-pompier
RAD	Risques radiologiques
RCH	Risques chimiques



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Groupes d'intervention départementaux

Annexe n°16

9/9

V0.2

REP	Remorque épuisement
RT	Risques technologiques
SAL	Scaphandrier autonome léger, plongeur
SAV	Sauveteur aquatique (en surface)
SDE	Sauvetage déblaiement
SSSM	Service de santé et de secours médical
SSO	Soutien sanitaire opérationnel
TLD	Tenue légère de décontamination
VBS	Véhicule balisage
VLHR	Véhicule léger hors route
VPC	Véhicule poste de commandement
VSAV	Véhicule de secours et d'assistance aux victimes
VSRM	Véhicule de secours routier moyen
VSS	Véhicule de soutien sanitaire
VTP	Véhicule de transport de personnes
VTU	Véhicule tout usage
VTU Pro	Véhicule tout usage option protection
VTUBS	Véhicule tout usage option balisage

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
13
- Pouvoirs :
3
- Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**PROVISION POUR RISQUE ET CHARGES DE FONCTIONNEMENT SUR
CREANCES IRRECOUVRABLES**

Le 14 décembre 2016, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 22 novembre 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes, Pierrette CANU, Mme Florence DURANDE, Agnès FIRMIN LE BODO, Blandine LEFEBVRE.

MM. Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Luc LEMONNIER, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

M. Philippe LEROY, Mme Fabienne DUPARC.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental par intérim, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Hervé TESNIERE, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Caporal Mathieu GIBASSIER, Dominique PROUST, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Mme Sophie ALLAIS à Monsieur Sébastien TASSERIE,

Mme Florence THIBAUDEAU RAINOT à Monsieur André GAUTIER,

Mme Chantal COTTEREAU à Monsieur Gérard JOUAN.

Étaient absents excusés :

Mmes Sophie ALLAIS, Chantal COTTEREAU, Florence THIBAUDEAU RAINOT.

MM. Bastien CORITON, Jean-Pierre THEVENOT, le Capitaine André HENRY, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

La règle prudentielle en matière comptable impose de constituer des provisions pour risques lorsque ceux-ci sont avérés.

Le Payeur départemental a établi une liste de titres non recouvrés pour lesquels il demande l'admission en non-valeur pour un montant total de 9 781,74 €.

Par délibération du 14 octobre 2016, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n'a pas validé intégralement la demande d'admission en non-valeur présentée par le Payeur départemental.

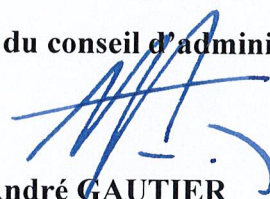
Toutefois, les titres en question présentent un fort risque d'irrecouvrabilité.

Aussi, il vous est proposé de constituer une provision pour risques et charges de fonctionnement à hauteur de 5 583,08 €.

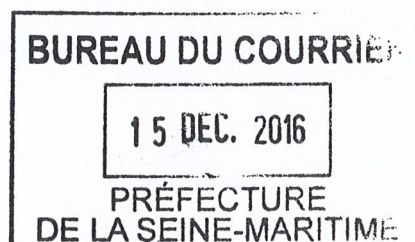
*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,



André GAUTIER



- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
13
- Pouvoirs :
3
- Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES EXCEPTIONNELS POUR LE
CONTENTIEUX DU CENTRE DEPARTEMENTAL DE FORMATION**

Le 14 décembre 2016, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 22 novembre 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes, Pierrette CANU, Mme Florence DURANDE, Agnès FIRMIN LE BODO, Blandine LEFEBVRE.

MM. Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Luc LEMONNIER, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

M. Philippe LEROY, Mme Fabienne DUPARC.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental par intérim, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Hervé TESNIERE, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Caporal Mathieu GIBASSIER, Dominique PROUST, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Mme Sophie ALLAIS à Monsieur Sébastien TASSERIE,

Mme Florence THIBAUDEAU RAINOT à Monsieur André GAUTIER,

Mme Chantal COTTEREAU à Monsieur Gérard JOUAN.

Étaient absents excusés :

Mmes Sophie ALLAIS, Chantal COTTEREAU, Florence THIBAUDEAU RAINOT.

MM. Bastien CORITON, Jean-Pierre THEVENOT, le Capitaine André HENRY, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

La règle prudentielle en matière comptable impose de constituer des provisions pour risques lorsque ceux-ci sont avérés.

Dans le cadre d'une procédure contentieuse concernant la construction du Centre départemental de formation de Saint Valery en Caux, le Tribunal de Grande Instance s'est prononcé en faveur du Sdis 76 et a condamné les Mutuelles du Mans Assurance (MMA) à lui verser la somme de 1 644 941,10 € (hors intérêts légaux) au titre des désordres de la maison à feu et du bâtiment administratif.

La MMA a fait appel de cette décision. Néanmoins, celui-ci n'étant pas suspensif, l'assureur a procédé au versement de la somme de 1 434 792,73 €.

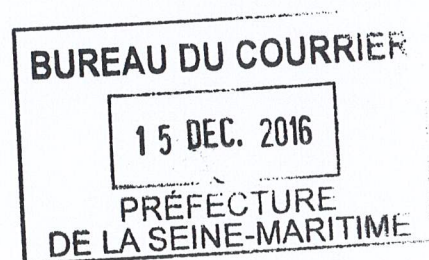
Dans l'attente de l'arrêt qui sera rendu par la cour d'appel, il vous est proposé de constituer une provision pour risques et charges exceptionnels à hauteur de 1 434 792,73 €.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER



- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
13
- Pouvoirs :
3
- Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

AJUSTEMENT DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME VOTEES

Le 14 décembre 2016, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 22 novembre 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes, Pierrette CANU, Mme Florence DURANDE, Agnès FIRMIN LE BODO, Blandine LEFEBVRE.

MM. Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Luc LEMONNIER, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

M. Philippe LEROY, Mme Fabienne DUPARC.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental par intérim, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Hervé TESNIERE, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Caporal Mathieu GIBASSIER, Dominique PROUST, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Mme Sophie ALLAIS à Monsieur Sébastien TASSERIE,

Mme Florence THIBAUDEAU RAINOT à Monsieur André GAUTIER,

Mme Chantal COTTEREAU à Monsieur Gérard JOUAN.

Étaient absents excusés :

Mmes Sophie ALLAIS, Chantal COTTEREAU, Florence THIBAUDEAU RAINOT.

MM. Bastien CORITON, Jean-Pierre THEVENOT, le Capitaine André HENRY, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Le présent rapport vise à exposer l'ajustement des crédits de paiement (CP) des autorisations de programme (AP) votées par le Service. L'ajustement proposé est intégré dans la quatrième décision modificative au budget 2016, objet d'un autre rapport dédié.

Acquisition des caissons « multi activités »

Le projet ayant pris du retard, les CP 2016 ont intégralement été transformés en CP 2017 lors du Conseil d'administration du 14 octobre dernier.

Entretemps, le titulaire du marché de fourniture de caissons a fait valoir ses droits au versement de l'avance prévue au cahier des charges, demande qu'il convient d'honorer sous peine d'application d'intérêts moratoires.

Par ailleurs, le rythme de construction des caissons multi activités a été modifié à raison de un par an et porte ainsi l'échéance de l'AP à 2019.

Au vu de ces éléments, voici dans le détail la proposition d'ajustement des crédits de paiement de l'autorisation de programme :

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		2016	2017	2018	2019
Caisson multiactivités	540 000,00	0,00	360 000,00	180 000,00	0,00
	540 000,00	7 750,30	180 000,00	180 000,00	172 249,70

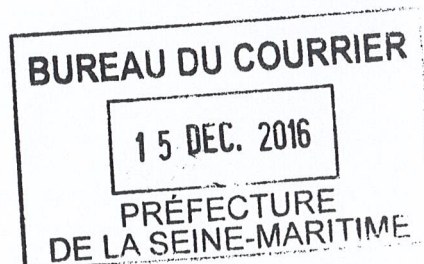
*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER



- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
13
- Pouvoirs :
3
- Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**NEUTRALISATION BUDGETAIRE DE L'AMORTISSEMENT DES BIENS
IMMOBILIERS DU SDIS 76**

Le 14 décembre 2016, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 22 novembre 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes, Pierrette CANU, Mme Florence DURANDE, Agnès FIRMIN LE BODO, Blandine LEFEBVRE.

MM. Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Luc LEMONNIER, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

M. Philippe LEROY, Mme Fabienne DUPARC.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental par intérim, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Hervé TESNIERE, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Caporal Mathieu GIBASSIER, Dominique PROUST, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Mme Sophie ALLAIS à Monsieur Sébastien TASSERIE,

Mme Florence THIBAUDEAU RAINOT à Monsieur André GAUTIER,

Mme Chantal COTTEREAU à Monsieur Gérard JOUAN.

Étaient absents excusés :

Mmes Sophie ALLAIS, Chantal COTTEREAU, Florence THIBAUDEAU RAINOT.

MM. Bastien CORITON, Jean-Pierre THEVENOT, le Capitaine André HENRY, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

L'instruction budgétaire et comptable des Sdis (M61) a introduit la notion d'amortissement que ce soit pour les biens meubles ou immeubles à compter du 1^{er} janvier 2004.

En vue de permettre une lecture claire de son actif, le Sdis travaille en étroite collaboration avec la paierie départementale depuis 2015. Un travail a d'ailleurs été amorcé s'agissant de l'apurement de l'actif et du passif.

Outre la notion d'amortissement des immobilisations introduite au 1^{er} janvier 2004, l'instruction M61 donne la possibilité aux Sdis de neutraliser l'amortissement des biens immobiliers ou des subventions d'équipement versées en vue de réduire la charge de l'amortissement sur la section de fonctionnement. À l'inverse de l'amortissement qui doit être défini en fonction de la durée réelle de vie des biens, le dispositif de neutralisation vise donc quant à lui, à garantir, lors du vote annuel du budget, le libre choix par le Sdis de son niveau d'épargne. Ce choix peut être opéré chaque année par l'établissement, qui présente l'option retenue dans le budget.

Ainsi, le Sdis peut décider de ne pas neutraliser ou de neutraliser partiellement l'impact budgétaire de l'amortissement des bâtiments publics et des subventions d'équipement versées. Le montant de la neutralisation opérée n'est donc pas lié intrinsèquement au montant de ces amortissements (même si ceux-ci en constituent la limite maximale), mais dépend, d'une part, des autres éléments du budget de l'exercice et, d'autre part, du choix du moyen d'équilibre retenu librement par l'établissement.

L'option en faveur de la neutralisation a été adoptée à l'occasion du vote du budget 2016 et n'avait été mise en œuvre qu'à hauteur de l'amortissement de la construction du Cis Le Havre Nord. Depuis, le travail sur l'actif a permis d'identifier d'autres opérations ayant trait à des biens immobiliers amortis à hauteur de 284 891,49 €.

Il est proposé :

- d'une part, de systématiser la neutralisation, en totalité, des opérations ayant trait à des biens immobiliers ou des subventions d'équipement versées (sauf indication contraire à l'occasion du vote du budget),
- d'autre part, d'accepter la neutralisation complémentaire à opérer sur l'exercice 2016 pour 284 891,49 €.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.



Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
13
- Pouvoirs :
3
- Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

APUREMENT DE L'ACTIF DU SDIS 76

Le 14 décembre 2016, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 22 novembre 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes, Pierrette CANU, Mme Florence DURANDE, Agnès FIRMIN LE BODO, Blandine LEFEBVRE.

MM. Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Luc LEMONNIER, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

M. Philippe LEROY, Mme Fabienne DUPARC.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental par intérim, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Hervé TESNIERE, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Caporal Mathieu GIBASSIER, Dominique PROUST, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Mme Sophie ALLAIS à Monsieur Sébastien TASSERIE,

Mme Florence THIBAUDEAU RAINOT à Monsieur André GAUTIER,

Mme Chantal COTTEREAU à Monsieur Gérard JOUAN.

Étaient absents excusés :

Mmes Sophie ALLAIS, Chantal COTTEREAU, Florence THIBAUDEAU RAINOT.

MM. Bastien CORITON, Jean-Pierre THEVENOT, le Capitaine André HENRY, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Depuis 2015, le Sdis travaille en étroite collaboration avec les services de la paierie départementale en vue d'améliorer la patrimonialité de ses comptes et de répondre à un des points forts de l'engagement partenarial avec la Direction régionale des finances publiques signé en 2014.

En continuité de la délibération du 10 juillet 2015 et après analyse conjointe avec les services de la paierie départementale, il vous est proposé de clarifier la lecture du haut de bilan en traitant la situation des matériels de transports acquis avant le 1^{er} janvier 2004.

Cet apurement se traduit par des écritures d'ordre non budgétaires chez le comptable qui permettent de corriger des erreurs sur exercice clos sans incidence sur le résultat de l'exercice de la collectivité conformément à l'avis du Conseil de Normalisation des Comptes Publics n°2012-05 du 18 octobre 2012.

La balance d'entrée en 2004 au compte « 2182 » (basculé M61) pour les matériels de transport présente un solde positif de 9 615 837,34 € qui aurait dû être amortis mais ne l'a jamais été intégralement.

Considérant, néanmoins, que le parc roulant a fait depuis l'objet de renouvellements, il est proposé de résorber ce solde débiteur.

Parallèlement, la balance d'entrée 2004 du compte d'amortissement des matériels de transport « 28182 » en paierie départementale s'élève à 2 746 852,67 €.

Afin de procéder à l'apurement de ces comptes, par opérations d'ordre non budgétaires, il vous est proposé de passer les écritures suivantes :

- Débit du compte 28182 pour 2 746 852,67 €
- Crédit du compte 1068 pour 2 746 852,67 €

- Débit du compte 1068 pour 9 615 837,34 €
- Crédit du compte 2182 pour 9 615 837,34 €

Si cette opération est approuvée le solde du compte 1068 sera porté à la somme de 72 265 154,02 €.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.



Le président du conseil d'administration,

A stylized blue ink signature consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke.

André GAUTIER

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
13
- Pouvoirs :
3
- Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

AUTORISATION DE SIGNATURE D'UN CONTRAT D'EMPRUNT

Le 14 décembre 2016, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 22 novembre 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes, Pierrette CANU, Mme Florence DURANDE, Agnès FIRMIN LE BODO, Blandine LEFEBVRE.

MM. Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Luc LEMONNIER, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

M. Philippe LEROY, Mme Fabienne DUPARC.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental par intérim, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Hervé TESNIERE, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Caporal Mathieu GIBASSIER, Dominique PROUST, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Mme Sophie ALLAIS à Monsieur Sébastien TASSERIE,
Mme Florence THIBAUDEAU RAINOT à Monsieur André GAUTIER,
Mme Chantal COTTEREAU à Monsieur Gérard JOUAN.

Étaient absents excusés :

Mmes Sophie ALLAIS, Chantal COTTEREAU, Florence THIBAUDEAU RAINOT.
MM. Bastien CORITON, Jean-Pierre THEVENOT, le Capitaine André HENRY, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

La délégation que le Conseil d'administration du Sdis a accordée au Président lui permet, pour la durée de son mandat, de réaliser les emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget. Dans ce cadre, le montant est donc limité par les crédits ouverts annuellement au chapitre 16 en recettes d'investissement.

Au contraire, l'inscription des travaux en matière immobilière se fait dans le cadre d'autorisations de programme pluriannuelles.

Il vous est proposé de souscrire un contrat d'emprunt dès à présent en raison de la conjugaison de plusieurs circonstances. Notamment :

- le contexte de taux, historiquement bas, permet d'obtenir des conditions financières attractives pour les emprunteurs ;
- l'intérêt de répartir la charge d'une partie du programme d'investissement 2016 et 2017, plus particulièrement les opérations immobilières de réhabilitation sur plusieurs exercices.

Le recours à l'emprunt est exclu du champ d'application de la réglementation relative aux marchés publics, il n'en demeure pas moins que la mise en concurrence des établissements de crédit relève d'une démarche de bonne gestion. A cette fin, le groupement finances et commande publique a lancé le 21 octobre 2016 une consultation directement auprès d'établissements bancaires référencés, mais également au moyen de la plateforme de dématérialisation « achatpublic » dans l'objectif de :

- s'assurer du financement des investissements à des conditions garanties. Les montages financiers structurés ainsi que ceux comportant des risques de change sont exclus ;
- réduire au maximum les risques financiers (exposition aux risques de taux et de change notamment) et juridiques ;
- optimiser la charge des frais financiers ;
- s'assurer de la lisibilité sur les décaissements à venir ;
- garder la possibilité de pouvoir renégocier l'emprunt contracté afin d'en optimiser le coût jusqu'à son extinction.

*

* *

La date de remise des offres était fixée au 16 novembre à 12h00.

Les 4 offres reçues ont été analysées selon les critères de jugement suivants :

- | | |
|--|------------------|
| - Taux d'intérêts proposés et / ou marges, conditions financières (commissions et frais divers), ... | 55 points |
| - La valeur technique de l'offre ; cette valeur technique sera appréciée en fonction de la concordance de l'offre par rapport aux éléments demandés : montant, clause de détermination des taux fixes après la période de garantie, conditions de remboursement anticipé, d'arbitrage de taux, de cristallisation, ... | 35 points |
| - La durée de la phase de mobilisation | 10 points |

L'intégration d'une phase de mobilisation permet de débloquer les fonds au fur et à mesure des besoins afin de limiter la charge des intérêts.

*
* *

Après analyse, il vous est proposé :

- d'une part, de retenir l'offre « OCLT à MODULES 3 en 1 » de la Caisse d'Epargne Normandie d'un montant maximum de 2 500 000 € pouvant faire l'objet de plusieurs tranches. Ses caractéristiques principales suivantes, la classe en catégorie 1A de la charte Gissler :
 - ✓ Une phase de mobilisation des fonds (courant de la date de signature au 31 décembre 2017) : pendant cette phase, l'emprunteur aura la possibilité de rembourser totalement ou partiellement (par tranche de 15 000 €) les fonds mobilisés. Les intérêts sont payables mensuellement et calculés sur la base du taux EONIA (flooré à zéro) pendant les jours d'utilisation des fonds auquel s'ajoute une marge de 0.75% ;
 - ✓ Une phase d'amortissement du capital emprunté (sous forme d'un ou plusieurs emprunts long terme après demande de consolidation des tirages effectués pour un montant minimal de 250 000 € et une durée maximale de 25 ans intégrant la faculté de déterminer des modules d'une durée inférieure) :
 - Le montant minimum de consolidation sera de 1 875 000 €. A défaut, une commission de non-utilisation représentant 0.15% de la différence entre le montant minimum de consolidation autorisé et les montants effectivement consolidés sera versée ;
 - La consolidation pourra se faire à taux fixe ou taux variable ; le niveau variant selon le module retenu ;
 - Les intérêts seront payés à terme échu trimestriellement, semestriellement ou annuellement en fonction de l'index choisi lors de la consolidation ;
 - L'amortissement sera progressif, constant ou à la carte selon la décision lors de la consolidation ;
 - Les remboursements anticipés définitifs, partiels ou totaux, de capital sont possibles dans les conditions fixées par la convention ;
 - ✓ Il sera versé une commission d'engagement de 2 500 €.

Compte tenu du particularisme des dispositions du prêt et de sa mise en place, il n'est pas possible de déterminer le TEG (Taux Effectif Global).

Les autres modalités du prêt sont fixées dans la convention de prêt OCLT à MODULES dont un modèle type est joint en annexe du présent rapport.

- d'autre part, d'autoriser le Président à signer le contrat avec la Caisse d'Epargne ainsi que tous les documents et actes d'arbitrages nécessaires à la mobilisation et consolidation des enveloppes financières associés à cet emprunt.

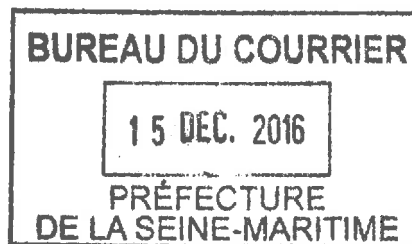
*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,



André GAUTIER





CONVENTION DE PRET CONSOLIDABLE
AVEC PERIODE DE MOBILISATION NON RECONSTITUABLE / RECONSTITUABLE

CONTRAT OCLT A MODULES N° [●]

N° d'Emprunteur : *****

Entre les soussignés :

***** (****)
ayant son siège sis à ***** (**) - *****

représenté(e) par ***** , en sa qualité de Maire/Président(e) du Syndicat, dûment habilité(e) à l'effet des présentes,

Ci-après dénommé(e) « l'Emprunteur »

D'une part,

Et :

La CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE -NORMANDIE - Banque coopérative régie par les Articles L.512-85 et suivants du Code Monétaire et Financier - Société Anonyme à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance - Capital social : 520 000 000 Euros - Siège social : 151 rue d'Uelzen - 76230 BOIS GUILLAUME - 384 353 413 R.C.S. Rouen - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 004 919 - représentée par : Monsieur Paul GERMAIN, Directeur des Services Bancaires et/ou Monsieur Gilles SIMON, Responsable du Département Crédit dûment habilité(s) à l'effet des présentes et/ou toute autre personne habilitée à l'effet des présentes suivant Décision du Président du Directoire,

Représentée par

Ci-après dénommée « la Caisse d'Epargne »

D'autre part,

Ci-après dénommées ensemble « les parties »



Il a été convenu ce qui suit :

CONDITIONS PARTICULIERES DU PRÊT

ARTICLE 1 – CONDITIONS DE FORMATION DE LA CONVENTION

L'Emprunteur a décidé de contracter un emprunt de €. [●] (montant en lettres euros) d'une durée maximum de [●] ans, qui est destiné au financement de [●] (par défaut : son programme d'investissement.).

La Caisse d'Epargne consent à l'Emprunteur, qui l'accepte, la présente Convention de prêt.
L'Emprunteur reconnaît avoir pris connaissance de ladite convention et de ses Annexes.

ARTICLE 2 – CONDITIONS SUSPENSIVES

La présente convention entrera en vigueur à la date de réalisation des conditions suspensives, stipulées au seul bénéfice de la Caisse d'Epargne et consistant en la remise à la Caisse d'Epargne de tous les documents ci-après :

- Un des deux exemplaires originaux de la présente convention paraphés et signés par l'Emprunteur ;
- copie de la délibération / l'arrêté du ***** (qualité de l'organe compétent) en date du *****, rendue exécutoire préalablement à la date de signature de la présente convention, autorisant le ***** à contracter le Prêt et à signer la présente convention ;
- copie de la délibération du /de **** (organe délibérant) donnant délégation à l'organe exécutif/ la commission permanente en matière d'emprunt ;
- remise par l'Emprunteur à la Caisse d'Epargne des justificatifs de la transmission de la présente convention signée par les parties au représentant de l'Etat dans le Département / la Région.

A défaut de réalisation de ces conditions suspensives avant le *****, la Caisse d'Epargne pourra décider de prononcer la caducité de la présente convention et sera alors déliée de tout engagement à l'égard de l'Emprunteur au titre de la présente convention.

ARTICLE 3 – MONTANT DU PRET

La Caisse d'Epargne consent à l'Emprunteur, qui l'accepte, un prêt (« le Prêt ») d'un montant maximum en principal de €. ***** euros) comportant :

- une Phase de Mobilisation durant laquelle les fonds seront mis à la disposition de l'Emprunteur à sa demande.

Cette période court à compter de la date de signature de la présente Convention jusqu'à la « Date Ultime de Consolidation » fixée à l'article 4.1 des présentes.

- une Phase d'Amortissement du capital, durant laquelle l'Emprunteur a l'obligation de rembourser toutes sommes dues en principal au titre du ou des Emprunts Long Terme et selon les conditions prévues à la présente convention.

Cette période court à compter de la mise en place de chaque Emprunt Long Terme et pour une durée maximale de ***** ans.



ARTICLE 4 – OBJET ET CARACTERISTIQUES DU PRET CONSENTI

Objet du prêt : *****	
La responsabilité de la Caisse d'Epargne ne saurait être engagée du fait de l'utilisation des fonds à d'autres fins que celles prévues ci-dessus	
Montant du prêt : €. *****,-	Commission d'engagement : €. *****,-/Sans
4.1 - PHASE DE MOBILISATION :	
Date Ultime de Consolidation : *****	
Dans le cas où la date ultime de consolidation ne serait pas un jour ouvré, celle-ci est avancée au premier jour ouvré précédant la date d'échéance indiquée ci-dessus.	
Préavis de tirage : au plus tard à 9h00, le jour de la date de mise à disposition demandée	Modalités de chaque tirage et de chaque remboursement : montant minimum de 15 000,00 €.
Taux applicable : EONIA ou T4M + marge de ***** % l'an	Commission de non- utilisation : *****% de la différence entre le montant minimum de la consolidation et les montants effectivement consolidés.
4.2 - PHASE D'AMORTISSEMENT	
Durée maximum de la période d'amortissement : ***** années	
Consolidation minimum : 0 % de la présente convention	
Commission de montage : Néant	
Module Index EURIBOR 3, 6 et 12 mois :	
Durée : entre 2 et ***** années à compter du point de départ de l'amortissement	Montant minimum du ou des Emprunts Long Terme : 250 000,00 €
Taux applicable : EURIBOR 3, 6 ou 12 mois + marge de ***** % l'an OU [voir tableau en annexe VIII]	
Module Taux Fixe :	
Durée : entre 2 et ***** années à compter du point de départ de l'amortissement	Montant minimum du ou des Emprunts Long Terme : 250 000,00 €
Taux applicable : le taux fixe applicable est le taux fixe du swap payeur contre EURIBOR 3 mois + marge de ***** % OU le taux fixe en vigueur au moment de la demande OU [voir tableau en annexe VIII]	

Si taux fixe « pré déterminé »

* Pour toute consolidation intervenant avant le ***** , les taux fixes applicables seront les suivant(s) :

- ***** % l'an sur ***** ans
- ***** % l'an sur ***** ans

Si marge sur Euribor « pré déterminée »

* Pour toute consolidation intervenant avant le ***** , les marges applicables sur Euribor 3,6 ou 12 mois seront les suivantes

- ***** % l'an sur ***** ans
- ***** % l'an sur ***** ans

La Caisse d'Epargne pourra proposer d'autres modules de consolidation qui feront l'objet d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE 5 – TAUX EFFECTIF GLOBAL (TEG)



Conformément aux articles L 313 - 1 et L 313 - 2 et R 313 - 1 à R 313 - 5 du code de la consommation, le Taux effectif global (TEG) comprend, outre les intérêts, les frais, commissions ou rémunérations de toutes natures, directes ou indirects. Le TEG est un taux annuel proportionnel au taux de période, à terme échu et exprimé pour cent unités monétaires. Le taux de période est calculé actuariellement, à partir d'une période unitaire correspondant à la périodicité des versements effectués par l'Emprunteur, en assurant, selon la méthode des intérêts composés, l'égalité entre d'une part les sommes prêtées et d'autre part tous les versements dus par l'Emprunteur au titre de ce prêt, en capital, intérêts et frais divers.

Les parties reconnaissent expressément que, du fait du particularisme des dispositions du présent prêt, à l'exception des prêts en taux fixe, il n'est pas possible de déterminer le TEG. Toutefois, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires pour apprécier le coût effectif global du présent prêt.

ARTICLE 5-1 : PHASE DE MOBILISATION

A titre d'illustration, les parties déclarent que le TEG, calculé sur la base des index publiés le ***** ou des taux proposés dans la présente convention, et des marges énoncées à l'article 4, et dans l'hypothèse où l'index de référence ne varie pas sur toute la durée du Prêt, correspond à :

**** % l'an	si le taux de référence est l'EONIA ou le T4M	soit un taux de période de *** % pour une période mensuelle
-------------	---	---

ARTICLE 5-2 : PHASE D'AMORTISSEMENT

A titre d'illustration, les parties déclarent que le TEG, calculé sur la base des index ou taux proposés dans la présente convention, publiés le ***** et des marges énoncées à l'article 4, et dans l'hypothèse où l'index ou le taux de référence ne varie pas sur toute la durée du Prêt, correspond à :

**** % l'an	si le taux de référence est l'EURIBOR 3 mois	soit un taux de période de *** % pour une période trimestrielle
**** % l'an	si l'index de référence est l'EURIBOR 6 mois	soit un taux de période de *** % pour une période semestrielle
**** % l'an	si l'index de référence est l'EURIBOR 12 mois	soit un taux de période de *** % pour une période annuelle
*** % l'an	si le taux de référence est un taux fixe annuel de *** %	soit un taux de période de *** % pour une période annuelle

Ces taux ne sauraient engager la Caisse d'Epargne.

CONDITIONS RELATIVES À LA PHASE DE MOBILISATION DES FONDS ET À LA PHASE D'AMORTISSEMENT DU CAPITAL CONSOLIDÉ

ARTICLE 6 – DESCRIPTION GENERALE

Le prêt « OCLT à MODULES » est une convention de financement en deux phases qui permet à l'Emprunteur de mobiliser progressivement des fonds puis de les consolider en un ou plusieurs Emprunts Long Terme par une série de modules et donne en outre la possibilité d'effectuer des arbitrages entre ces modules. L'Emprunteur dispose également de la possibilité de mettre en place un ou plusieurs Emprunts Long Terme amortissables, simultanément aux demandes de versement de fonds sans passer par une Phase de Mobilisation des fonds.

Les deux phases du prêt « OCLT à MODULES », prêt consolidable avec Phase de Mobilisation non reconstituable / reconstituable se décompose de la façon suivante :



- une **phase de mobilisation des fonds**, durant laquelle les fonds sont mis à disposition de l'Emprunteur à sa demande.

Tant que les sommes mobilisées ne sont pas transformées en « Emprunt Long Terme », l'Emprunteur est redevable, sur ces sommes, du paiement des seuls intérêts, frais et accessoires.

Pendant cette période, l'Emprunteur pourra demander la consolidation des sommes versées en « Emprunt Long Terme » ou procéder à leur remboursement anticipé partiel ou total,

Si OCLT « non reconstituable »

Les remboursements effectués sont définitifs et ne reconstituent pas un droit de tirage

Si OCLT « reconstituable »

Les remboursements effectués reconstituent à due concurrence, les possibilités de mobilisation.

Les conditions relatives à cette période sont prévues au Titre I des présentes.

- une **phase d'amortissement du capital** sous forme d'« Emprunts Long Terme », débutant après chaque date d'effet de demande de consolidation ou demande de mise à disposition des fonds effectuée par l'Emprunteur auprès de la Caisse d'Epargne, ou à la date Ultime de Consolidation.

Cette phase débute à chaque réalisation d'un Emprunt Long Terme.

Les conditions relatives à cette période sont définies au Titre II ci-dessous.

TITRE I CONDITIONS RELATIVES À LA PHASE DE MOBILISATION DES FONDS

ARTICLE 7 – MISE A DISPOSITION DES FONDS PENDANT LA PHASE DE MOBILISATION DES FONDS

ARTICLE 7.1 - MODALITES DE MISE A DISPOSITION DES FONDS

Durant la Période de Mobilisation, l'Emprunteur pourra mobiliser les fonds dans les conditions prévues ci-après.

Les demandes de versement de fonds, effectuées par l'intermédiaire du formulaire figurant en annexe I de la présente Convention, devront être transmises par télécopie au plus tard à 9h00 le jour de la demande de versement des fonds et confirmées par courrier, à la **CEN – Département Crédit – Service Crédits Economie Locale**, B.P. 854 - 76007 ROUEN CEDEX

A la date indiquée sur la demande susvisée, les fonds correspondant au montant demandé seront mis à la disposition de l'Emprunteur par virement interbancaire le jour même dans les écritures du comptable public teneur de compte de l'Emprunteur.

La Caisse d'Epargne ne saurait être tenue pour responsable de tout événement indépendant de sa volonté, rendant impossible la réalisation dudit virement dans ce délai. Un déblocage par chèque sera alors initié.

La dernière demande de tirage devra être transmise par les services de l'Emprunteur au plus tard le ***** **(Indiquer 2 jours ouvrés avant la date ultime de consolidation)**. A l'issue de la période de tirage aucune demande d'emprunt ne peut être effectuée par l'Emprunteur dans le cadre de la présente convention.

La date choisie pour le versement doit être **un jour ouvré**.

Tout versement de fonds sera subordonné à la réalisation préalable des conditions suspensives prévues à l'article 2 du présent contrat.



Le montant minimum de chaque versement est indiqué à l'article 4.1, à l'exception du virement permettant d'atteindre le montant du prêt défini à l'article 4. Dans ce dernier cas, l'Emprunteur pourra mobiliser le montant non encore appelé, même s'il est inférieur au minimum défini ci-dessus. La dernière demande de versement peut ainsi correspondre au solde.

L'Emprunteur aura la possibilité d'effectuer autant de demandes de versement qu'il le souhaite sous réserve qu'à aucun moment, le total du montant des sommes mobilisées portant intérêts sur EONIA/T4M et des montants initiaux des Emprunts Long Terme déjà souscrits ne dépasse le montant indiqué à l'article 4.

ARTICLE 7.2 - REMBOURSEMENT DES FONDS

Pendant la Période de Mobilisation, l'Emprunteur aura la possibilité de rembourser, totalement ou partiellement, les fonds préalablement mobilisés, ceci dans les conditions prévues ci-après.

Les demandes de remboursement de fonds, effectuées en utilisant le formulaire figurant en annexe II de la présente Convention, devront être transmises à la Caisse d'Épargne par télécopie au plus tard le 1er jour ouvré précédant la date choisie pour le remboursement des fonds et confirmées par courrier à la CEN – Département Crédit – Service Crédits Economie Locale- B.P. 854 - 76007 ROUEN CEDEX

La date choisie pour le remboursement des fonds doit être un jour ouvré.

Lors de chaque demande de remboursement de fonds, l'Emprunteur précisera le montant, l'index et la date de remboursement souhaités.

A la date indiquée sur la ou les demandes de remboursement de fonds susvisées, le montant dû au titre du remboursement sera réglé par virement sur le compte de la Caisse d'Épargne indiqué à l'article 29 des présentes à l'initiative de l'Emprunteur.

Tout remboursement de fonds arrête la capitalisation des intérêts sur la somme ainsi remboursée à la date de valeur à laquelle les fonds auront été crédités sur le compte de la Caisse d'Épargne.

Le montant minimum de chaque remboursement partiel est indiqué à l'article 4.1. Il n'y a pas de montant minimum en cas de remboursement total.

Si OCLT « non reconstituable »

Les remboursements effectués sont définitifs et ne reconstituent pas un droit de tirage

Si OCLT « reconstituable »

Chaque remboursement reconstitué, à hauteur du montant considéré, les possibilités de tirage de l'Emprunteur, ceci dans la limite du montant du prêt indiqué à l'article 4.

ARTICLE 7.3 - COMMISSION DE NON UTILISATION

Sans objet.

OU

L'Emprunteur est redevable au Prêteur d'une commission de non utilisation uniquement si le montant des encours consolidés à la date de la fin de la période de mobilisation est inférieur à 0 % du montant de la présente convention.

La commission est alors égale à 0,0% de la différence entre les montants consolidés et 0 % du montant de la présente convention.



La commission de dédit est calculée par le Prêteur le jour de la dernière consolidation et au plus tard le ***** fin de phase de mobilisation (toujours dernier jour d'un mois). Elle figure sur la facture adressée en application de l'article 7.4 et doit faire l'objet d'un règlement dans les conditions prévues au dit article.

ARTICLE 7.4 - COMMISSION D'ENGAGEMENT

Sans objet.

OU

Une commission indiquée à l'article 4 est à la charge de l'Emprunteur et reste définitivement acquise à la Caisse d'Epargne.

Elle est appelée par la Caisse d'Epargne dès l'acceptation des présentes.

ARTICLE 8 – CALCUL ET PAIEMENT DES INTERETS PENDANT LA PHASE DE MOBILISATION DES FONDS

ARTICLE 8.1 - CALCUL DES INTERETS

Pendant la phase de mobilisation des fonds, les sommes versées à l'Emprunteur portent intérêt à compter de leurs dates de mise à disposition, selon une périodicité mensuelle/trimestrielle.

Le décompte des intérêts est effectué compte tenu du nombre exact de jours courus du jour du versement des fonds jusque, soit la fin de la phase de mobilisation, soit, le cas échéant, la date de remboursement pour le montant remboursé comme indiqué à l'article 7.2 ci-dessus, ceci sur la base d'une année de 360 jours.

ARTICLE 8.2 - TAUX DE REFERENCE

Le taux de référence utilisé pour le décompte des intérêts, calculés journalièrement, pendant la phase de mobilisation des fonds est l'EONIA /le T4M, majoré de la marge indiquée à l'article 4.1.

Si EONIA

L'EONIA désigne le taux moyen de tous les prêts interbancaires au jour le jour initiés par les principales banques intervenant dans la zone euro, et publiée par la FBE (Fédération Bancaire Européenne) le jour ouvré suivant à 15h00 (heure de Paris), sur écran Télérates page 247 et sur Reuters page EONIA ou <EONIA>.

L'EONIA appliqué à des jours qui ne sont pas des jours ouvrés sera l'EONIA du dernier jour ouvré précédent.

Il est convenu que, dans l'éventualité où l'indice de référence serait inférieur à zéro (0), l'indice serait alors considéré comme étant égal à zéro (0).

Si T4M

Le T4M désigne le Taux Moyen Mensuel du Marché Monétaire et correspond à la moyenne mensuelle de l'EONIA.

Il est convenu que, dans l'éventualité où l'indice de référence serait inférieur à zéro (0), l'indice serait alors considéré comme étant égal à zéro (0).

ARTICLE 8.3 - REGLEMENT DES INTERETS

Les intérêts dus au titre d'un mois (m) sont décomptés selon les usages du Marché Monétaire compte tenu du nombre exact de jours d'utilisation au cours du mois (m) rapporté à une année de 360 jours.



Jusqu'au terme de la phase de mobilisation (au plus tard le *****), les intérêts ainsi calculés sont exigibles mensuellement/trimestriellement, sans capitalisation, à terme échu, au dernier jour d'un mois, dès leur appel par le Prêteur.

TITRE II CONDITIONS RELATIVES A LA CONSOLIDATION DU CAPITAL MOBILISÉ ET A LA PHASE D'AMORTISSEMENT

ARTICLE 9 – MODALITES DE REALISATION D'UN EMPRUNT LONG TERME

ARTICLE 9.1 - DEMANDE IMMEDIATE D'UN OU PLUSIEURS EMPRUNT LONG TERME

L'Emprunteur dispose de la possibilité de mettre en place un ou plusieurs Emprunt(s) Long Terme amortissable(s) simultanément aux demandes de versement de fonds sans passer par une Période de Mobilisation des fonds.

Les demandes de versement de fonds, effectuées par l'intermédiaire du formulaire figurant en annexe III de la présente Convention devront être transmises à la Caisse d'Epargne par télécopie au plus tard à 9h00 le jour de la demande de versement des fonds et confirmées par courrier à la CEN – Département Crédit – Service Crédits Economie Locale- B.P. 854 - 76007 ROUEN CEDEX

A la date indiquée sur la demande susvisée, le versement des fonds correspondant au montant demandé seront effectués par virement interbancaire le jour même dans les écritures du comptable public teneur de compte de l'Emprunteur.

La Caisse d'Epargne ne saurait être tenue pour responsable de tout événement indépendant de sa volonté, rendant impossible la réalisation dudit virement dans ce délai. Un déblocage par chèque sera alors initié.

OPTION VIREMENT BDF – DOIT ETRE PRECISE SUR LE BON DE COMMANDE

Les demandes de mise en place d'un Emprunt Long Terme, en utilisant le formulaire figurant en annexe III, de la présente convention, devront être transmises à la Caisse d'Epargne par télécopie au plus tard à 9h00 le jour de la demande de versement des fonds et confirmée par courrier à CEN – Département Crédit – Service Crédits Economie Locale - B.P. 854 - 76007 ROUEN CEDEX

Les versements de fonds seront effectués par virement interbancaire le jour même dans les écritures du comptable public teneur de compte de l'Emprunteur.

La Caisse d'Epargne ne saurait être tenue pour responsable de tout événement indépendant de sa volonté, rendant impossible la réalisation dudit virement dans ce délai. Un déblocage par crédit d'office sera alors initié.

Le montant minimum de chaque versement sera de 15 000,00 €. (quinze mille euros).

ARTICLE 9.2 – CONSOLIDATION EN EMPRUNT LONG TERME

Les sommes mobilisées sont consolidées en Emprunt Long Terme à l'initiative de l'Emprunteur, et ce au plus tard à la Date Ultime de Consolidation indiquée à l'article 4.1.

La Date Ultime de Consolidation est donc le dernier jour ouvré de la phase de mobilisation des fonds où peut commencer un Emprunt Long Terme, telle que fixée à l'article 4.1.

Les demandes de consolidation en Emprunt Long Terme, effectuées en utilisant le formulaire figurant en annexe IV de la présente Convention, devront être transmises par télécopie au plus tard à 10h00 (heure de Paris) le 2^{ème} jour ouvré précédant la date choisie pour la consolidation, confirmées par



courrier à la CEN – Département Crédit – Service Crédits Economie Locale - B.P. 854 - 76007 ROUEN CEDEX

et dont copie sera également transmise au comptable public teneur du compte de l'Emprunteur.

La date choisie pour la consolidation doit être **un jour ouvré**.

Les consolidations sont réalisées **sans mouvement de fonds**.

Après réception de la ou des demandes de consolidation, un courrier de confirmation sera adressé par la Caisse d'Epargne. Ce courrier reprendra le montant et les conditions telles que définies dans les articles suivants.

ARTICLE 9.3 - CHOIX DU MODULE D'EMPRUNT LONG TERME

A la date de réalisation de l'Emprunt Long Terme, l'Emprunteur fixe pour cet Emprunt Long Terme sa durée et son mode d'amortissement. Ces deux caractéristiques ne peuvent pas être modifiées en cours de vie de l'Emprunt Long Terme.

Les modules déterminent le taux et les échéances sur une période donnée.

Un Emprunt Long Terme peut donc être composé d'un module ou d'une succession de modules en cas d'arbitrage au cours de la vie de l'Emprunt Long Terme ou si un module est choisi pour une durée inférieure à celle de l'Emprunt Long Terme telle que cette durée a été choisie au moment de la réalisation de l'Emprunt Long Terme.

L'Emprunteur choisira, pour chacun des montants consolidés, un des modules mentionnés au Titre III ci-après, soit :

- Module Index EURIBOR 3, 6 et 12 mois ;
- Module Taux Fixe ;

ARTICLE 9.4 – MONTANT MINIMUM DE L'EMPRUNT LONG TERME

Le montant minimum de l'Emprunt Long Terme correspond à celui fixé pour chaque Module à l'article 4.2.

ARTICLE 10 – DEFINITION DES TAUX ET INDEX DE REFERENCE DES MODULES D'AMORTISSEMENT

Si taux fixe « swap »

- TAUX FIXE

Le taux fixe correspond au taux fixe d'un swap Payeur taux fixe contre EURIBOR 3 mois pour un taux fixe à périodicité annuelle, semestrielle, trimestrielle ou mensuelle, majoré d'une marge. La cotation est faite pour un swap ayant les mêmes caractéristiques (dates de départ et de fin, profil d'amortissement, périodicité) que la période en taux fixe.

Le taux sera fixé le jour ouvré précédant la date de mise à disposition des fonds sur la base du taux de swap de référence tel que défini ci-dessus, constaté le jour ouvré en question aux environs de 11h30 sur la page REUTER CDCD ou à défaut sur la page REUTER équivalente d'une des principales banques de la place de Paris.

- EURIBOR 3, 6 OU 12 MOIS

L'EURIBOR 3, 6, 12 mois est calculé par la moyenne, après élimination des valeurs extrêmes, des taux de transaction pratiqués par 57 banques de la zone euro. Il est publié avec 3 décimales, par la Banque Centrale Européenne à 11h00 (heure de Paris) chaque jour ouvré.



L'EURIBOR 3, 6 ou 12 mois de référence est celui publié à 11 heures (heure de Paris) le deuxième jour ouvré précédant le commencement de chaque Période d'Intérêts, à la page Reuters <EURIBOR=> ou toute autre page qui y serait substituée (arrondi à trois décimales).

Il est convenu dans l'éventualité où l'indice de référence serait inférieur à zéro (0), l'indice serait alors considéré comme étant égal à zéro (0).

ARTICLE 11 – POINT DE DEPART DE L'AMORTISSEMENT ET MODES D'AMORTISSEMENT

Le point de départ de l'amortissement du ou des Emprunts Long Terme est soit la date de versement des fonds pour une demande immédiate d' Emprunt Long Terme, soit la date de consolidation en Emprunt Long Terme.

Lors de la mise en place de chaque Emprunt Long Terme, l'Emprunteur choisit l'un des profils d'amortissement suivants :

- **amortissement constant** (linéaire) du capital : dans ce cas l'Emprunteur doit rembourser à chaque échéance d'amortissement la fraction du capital nécessaire pour amortir l'Emprunt Long Terme en tranches égales de capital. Les tranches sont calculées en fonction de la durée et de la périodicité de l'Emprunt Long Terme.

- **amortissement progressif** (échéances constantes) : dans ce cas l'Emprunteur doit rembourser à chaque échéance d'amortissement la fraction du capital nécessaire pour amortir le capital en échéances constantes. Ces échéances sont calculées en fonction de la durée et de la périodicité de l'Emprunt Long Terme sur la base du taux d'intérêt annuel applicable à la première échéance.

Le tableau d'amortissement définitif est transmis à l'emprunteur par la Caisse d'Epargne dès la mise en amortissement.

En cas de changement de module ou d'index, le tableau d'amortissement est recalculé avec le nouveau taux d'intérêt en conservant le même mode d'amortissement choisi pour l'Emprunt Long Terme.

TITRE III CONDITIONS RELATIVES AUX MODULES D'AMORTISSEMENT

AMORTISSEMENT EN MODULE INDEX EURIBOR 3, 6 ET 12 MOIS

ARTICLE 12 – DUREE ET MONTANT MINIMUM

Le ou les montants consolidés sur index EURIBOR 3, 6 et 12 mois sont amortis sur une durée choisie par l'Emprunteur en annexe III lors de sa demande de mise en place ou de consolidation d'un Emprunt Long Terme.

Cette durée devra être obligatoirement comprise entre 2 et **** ans maximum, à compter du point de départ de l'amortissement; elle ne pourra en aucun cas excéder la durée de la Phase d'Amortissement.

Le montant du ou des emprunts Long Terme fonctionnant sur index EURIBOR 3, 6 et 12 mois est au minimum de €, *****, - (***** euros).



La durée de la période pendant laquelle le taux indexé EURIBOR s'applique peut être inférieure à la durée totale de l'Emprunt Long Terme sous réserve d'être au moins égale à 2 ans et d'être égale à un nombre entier de périodes d'intérêts.

Dans ce cas il faut entendre par « période » une durée d'application du taux indexé EURIBOR différente de la durée d'amortissement. Le taux indexé EURIBOR applicable sera calculé sur la durée de la période souhaitée dans les conditions énoncées ci-dessus.

A la fin de cette période d'application du taux indexé EURIBOR, l'Emprunteur devra arbitrer sans indemnité dans les conditions prévues à l'article 16 vers un autre Module, en conservant le mode d'amortissement initial mis en place sur la durée totale de l'Emprunt Long Terme.

ARTICLE 13 – REFERENCE DE L'INDEX ET DEFINITION DU TAUX D'INTERET

L'EURIBOR de référence applicable pour le calcul des intérêts dus au titre d'une période d'intérêts donnée telle que définie ci-après est celui publié, à 11h00 (heure de Paris) le deuxième jour TARGET précédant le commencement de chaque période d'intérêts, à la page Reuters <EURIBOR=> ou toute autre page qui y serait substituée (arrondi à deux décimales), majoré de la marge indiquée à l'article 4.2.

ARTICLE 14 – CALCUL ET PAIEMENT DES INTERETS ET DU CAPITAL

Si une des dates d'échéance définies selon les modalités exposées ci-dessus n'est pas ouvrée, il est convenu qu'elle sera reportée au premier jour ouvré suivant sans que cela n'implique de changement pour les dates d'échéance ultérieures.

Les intérêts sont payables à terme échu à chaque échéance d'intérêts.

L'intervalle compris entre deux échéances est dénommé « période d'intérêts », étant entendu que chaque période d'intérêts débute le jour d'une échéance et se termine le jour précédant l'échéance suivante. La première période d'intérêts commence le jour de versement des fonds ou de la consolidation ou de l'arbitrage et se termine le jour précédant la première échéance.

La périodicité est celle de l'index choisi.

Les intérêts sont calculés sur le nombre exact de jours de la période d'intérêts rapporté à une année de 360 jours.

Les échéances de capital et d'intérêts coïncident.

ARTICLE 15 – REMBOURSEMENT ANTICIPE

A chaque date d'échéance de capital, moyennant le respect d'un préavis de 30 jours ouvrés avant cette date, l'Emprunteur pourra rembourser par anticipation et tout ou partie du capital restant dû au titre de cet Emprunt Long Terme, **sans indemnité**.

Les demandes de remboursement anticipé, effectuées sur la base du formulaire figurant en annexe VII de la présente convention doivent être transmises à la Caisse d'Epargne par télécopie au plus tard à 10h00 (heure de Paris) le 30^{ème} jour ouvré précédant la date de l'échéance choisie et confirmées par courrier à la **CEN – Département Crédit – Service Crédits Economie Locale - B.P. 854 - 76007 ROUEN CEDEX**

Le montant remboursé par anticipation doit être payé à la date d'échéance concernée en sus de cette dernière.



L'Emprunteur notifiera à la Caisse d'Epargne le ou les Emprunts Long Terme sur Index Euribor 3, 6 ou 12 mois sur lesquels devront s'imputer les remboursements anticipés ainsi effectués.

Tout remboursement partiel s'imputera sur le montant des échéances en principal restant dues, les dates d'échéances restant inchangées.

Tout remboursement anticipé est définitif.

ARTICLE 16 – ARBITRAGE A PARTIR DU MODULE D'AMORTISSEMENT INDEX EURIBOR 3, 6 ET 12 MOIS

L'Emprunteur pourra demander le changement d'index applicable à un Emprunt Long Terme sur index EURIBOR 3, 6 et 12 mois à chaque date d'échéance de l'Emprunt Long Terme considéré.

Les demandes de changement d'index, effectuées sur la base du formulaire figurant en annexe V de la présente Convention, devront être transmises à la Caisse d'Epargne par télécopie au plus tard à 10h00 (heure de Paris) le 5^{ème} jour ouvré précédant la date de l'échéance choisie et confirmées par courrier à la CEN – Département Crédit – Service Crédits Economie Locale - B.P. 854 - 76007 ROUEN CEDEX

L'Emprunteur pourra opter pour n'importe quel module d'amortissement prévu au titre III de la présente convention.

Les changements d'index à partir d'un Emprunt Long Terme sur index EURIBOR 3, 6 et 12 mois n'entraînent le paiement d'aucune indemnité.

La Caisse d'Epargne adressera à l'Emprunteur après la date d'effet de l'arbitrage un nouveau tableau d'amortissement correspondant au profil d'amortissement calculé sur le nouveau taux, le mode d'amortissement initial de l'Emprunt Long Terme et sur la durée résiduelle de l'Emprunt Long Terme.

AMORTISSEMENT EN MODULE TAUX FIXE

ARTICLE 17 – DUREE ET MONTANT MINIMUM

Le ou les Emprunts Long Terme consolidés en taux fixe sont amortis sur une durée choisie par l'Emprunteur dans la demande de consolidation ou de mise en place, sur la base du formulaire fourni à l'annexe III ou à l'annexe IV.

Cette durée devra être obligatoirement comprise entre 2 et ***** ans maximum, à compter du point de départ de l'amortissement; elle ne pourra en aucun cas excéder la durée de la Phase d'Amortissement.

Le montant du ou des emprunts Long Terme fonctionnant sur Taux Fixe est au minimum de €. *****,- (***** euros).

La durée de la période pendant laquelle le taux fixe s'applique peut être inférieure à la durée totale de l'Emprunt Long Terme sous réserve d'être au moins égale à 2 ans et d'être égale à un nombre entier de périodes d'intérêts.

Dans ce cas il faut entendre par « période » une durée d'application du taux fixe différente de la durée d'amortissement. Le taux fixe applicable sera calculé sur la durée de la période souhaitée dans les conditions énoncées ci-dessus.



A la fin de cette période d'application du taux fixe, l'Emprunteur devra arbitrer sans indemnité dans les conditions prévues à l'article 21.2 vers un autre Module, en conservant le mode d'amortissement initial mis en place sur la durée totale de l'Emprunt Long Terme.

ARTICLE 18 – REFERENCE DE L'INDEX ET DEFINITION DU TAUX D'INTERET

Les demandes de cotation, effectuées sur la base du formulaire figurant en annexe VI de la présente convention, devront être transmises à la Caisse d'Epargne par télécopie au plus tard à 9h30 (heure de Paris) le 5^{ème} jour ouvré précédant la date de l'échéance choisie et confirmées par courrier à la **CEN – Département Crédit – Service Crédits Economie Locale - B.P. 854 - 76007 ROUEN CEDEX**

La Caisse d'Epargne transmettra par télécopie une cotation à l'Emprunteur au plus tard le deuxième jour ouvré suivant la réception de la demande de cotation de ce dernier. Le délai de validité de cette cotation est de 2 jours ouvrés à compter de la réception par l'Emprunteur de la cotation.

Cette cotation correspondra au barème en vigueur au moment de la demande **OU** au taux fixe d'un swap Payeur taux fixe contre Euribor 3 mois pour un taux fixe à périodicité annuelle, semestrielle, trimestrielle ou mensuelle, majoré de la marge indiquée à l'article 4.2. La cotation sera établie pour un swap ayant les mêmes caractéristiques (durée, amortissement, périodicité, date de début) que la période en taux fixe.

Si cette cotation convient à l'Emprunteur, celui-ci transmettra à la Caisse d'Epargne dans le délai de validité précité selon le cas le formulaire annexé III pour une réalisation d'Emprunt Long Terme, ou le formulaire annexé V pour une demande d'arbitrage sur lequel il fera figurer le taux fixe proposé par la Caisse d'Epargne qu'il accepte. L'acceptation du taux fixe engage irrévocablement l'Emprunteur.

ARTICLE 19 – CALCUL ET PAIEMENT DES INTERETS

Si une des dates d'échéance définies selon les modalités exposées ci-dessus n'est pas ouvrée, il est convenu qu'elle sera reportée au premier jour ouvré suivant sans que cela n'implique de changement pour les dates d'échéance ultérieures.

Les intérêts sont payables à terme éché à chaque échéance d'intérêts.

L'intervalle compris entre deux échéances est dénommé « période d'intérêts », étant entendu que chaque période d'intérêts débute le jour d'une échéance et se termine le jour précédant l'échéance suivante. La première période d'intérêts commence le jour de versement des fonds ou de consolidation et se termine le jour précédant la première échéance.

Les intérêts sont calculés sur la base d'une année de 12 mois de 30 jours.

Les échéances de capital et d'intérêts coïncident.

ARTICLE 20 – REMBOURSEMENT ANTICIPE

L'Emprunteur a la faculté de rembourser le prêt totalement ou partiellement par anticipation à chaque date d'échéance, moyennant une demande notifiée à la Caisse d'Epargne par télécopie au plus tard à 10h00 (heure de Paris) le 30^{ème} jour ouvré précédant la date de l'échéance choisie et confirmé par courrier à **CEN – Département Crédit – Service Crédits Economie Locale - B.P. 854 - 76007 ROUEN CEDEX**

Cette demande sera effectuée sur la base du formulaire figurant en annexe VII de la présente convention.

Tout remboursement anticipé donnera lieu au versement, par l'Emprunteur à la Caisse d'Epargne, d'une indemnité actuarielle calculée comme suit.



A chaque date d'échéance, l'indemnité actuarielle est égale à la différence, si elle est positive, entre :

- d'une part, la somme du montant, actualisé au taux d'actualisation défini ci-après, des échéances, en capital et intérêts, restant à payer sur la durée résiduelle du prêt, et calculées au prorata du capital remboursé par anticipation ;
- et, d'autre part, le montant du capital donnant lieu au remboursement par anticipation.

Le taux d'actualisation indiqué ci-dessus est un taux annuel proportionnel à la périodicité des échéances du prêt, qui équivaut actuariellement au taux de rendement sur le marché obligataire secondaire d'un bon à taux annuel normalisé (B.T.A.N.) ou d'une obligation assimilable du trésor (O.A.T.), à taux fixe et à remboursement in fine, émis en francs français (en cas d'émission avant le 31 décembre 1998 inclus) ou en euros (en cas d'émission à partir du 1er janvier 1999 inclus). Parmi ces deux types d'emprunt d'Etat, sera retenu le B.T.A.N. ou l'O.A.T. dont la durée résiduelle est égale, ou s'il n'existe pas de durée égale, de durée résiduelle la plus proche, de la durée de vie moyenne résiduelle du prêt à la date prévue pour le remboursement anticipé.

Le taux de rendement visé ci-dessus est constaté à la clôture du marché obligataire secondaire soixante jours ouvrés avant la date de remboursement anticipé ou, s'il s'agit d'un jour férié, à la clôture du marché obligataire secondaire du dernier jour ouvré précédent ce jour férié.

La durée de vie moyenne résiduelle du prêt à la date prévue pour le remboursement anticipé est égale :

- à la somme,
 - du produit de la durée ($D_1, D_2 \dots D_n$), séparant respectivement chaque date d'échéance restant à échoir de la date de remboursement anticipé,
 - par le montant respectif ($M_1, M_2 \dots M_n$) de l'amortissement en capital dû à chaque date d'échéance ;
 - cette somme $[(D_1 \times M_1) + (D_2 \times M_2) + \dots + (D_n \times M_n)]$ étant divisée par le capital restant dû à la date prévue pour le remboursement anticipé.

Aucune indemnité actuarielle ne sera due, ni par l'Emprunteur, ni par la Caisse d'Epargne, dans le cas où le taux fixe du prêt serait inférieur ou égal au taux d'actualisation défini ci-dessus.

La Caisse d'Epargne communiquera à l'Emprunteur, à titre d'information, le montant de l'indemnité actuarielle dans les meilleurs délais.

L'indemnité actuarielle, la commission spécifique d'intervention et le capital remboursé par anticipation seront exigibles à la date prévue pour le remboursement anticipé. Ils seront réglés sur le compte n° 11425 00200 08055934872 42

ARTICLE 21 – ARBITRAGE A PARTIR DU MODULE DE CONSOLIDATION TAUX FIXE

ARTICLE 21.1 - ARBITRAGE A PARTIR D'UN MODULE TAUX FIXE D'UNE DUREE IDENTIQUE A LA DUREE DE L'EMPRUNT LONG TERME

Avant la fin du module, l'Emprunteur pourra arbitrer à partir d'un Emprunt Long Terme sur module taux fixe vers un autre module d'amortissement, à chaque date d'échéance de l'Emprunt Long Terme sur module taux fixe considéré.

L'Emprunteur est redevable de l'indemnité définie à l'article 20 ci-dessus, le changement d'index étant assimilé à un remboursement anticipé. L'indemnité concernée est exigible à la date d'effet du changement de module et devra être payée par l'Emprunteur à cette date.

ARTICLE 21.2 - ARBITRAGE A PARTIR D'UN MODULE TAUX FIXE D'UNE DUREE INFERIEURE A LA DUREE DE L'EMPRUNT LONG TERME



L'Emprunteur notifiera dans les formes indiquées à l'article 21.3 ci-dessous avant la date de la dernière échéance de la période du module taux fixe, son choix pour la période d'intérêt suivante.

L'arbitrage effectué à la fin d'une période en taux fixe intervenant en cours de vie d'un Emprunt Long Terme n'entraînera le paiement d'aucune indemnité.

Si, à la dernière échéance d'une période en taux fixe intervenant en cours de vie d'un Emprunt Long Terme, l'Emprunteur n'a pas notifié à la Caisse d'Epargne l'index qu'il souhaite pour la période d'intérêts suivante, l'index applicable sera

- l'EURIBOR 12 mois si la périodicité de l'Emprunt Long Terme était annuelle,
- l'EURIBOR 6 mois si la périodicité de l'Emprunt Long Terme était semestrielle
- l'EURIBOR 3 mois si la périodicité de l'Emprunt Long Terme était **trimestrielle ou mensuelle**

La marge applicable sera celle prévue pour l'un de ces **trois** index à l'article 4.2, en fonction de la durée résiduelle de l'Emprunt Long Terme. L'amortissement se fera sur la base du tableau d'amortissement initial mis en place sur la durée totale de l'Emprunt Long Terme.

ARTICLE 21.3 - MODALITES D'ARBITRAGE A PARTIR D'UN MODULE TAUX FIXE

Les demandes de changement d'index, effectuées sur la base du formulaire figurant en annexe V de la présente Convention, devront être transmises à la Caisse d'Epargne par télécopie au plus tard à 10h00 (heure de Paris) le 10^{ème} jour ouvré précédant la date de l'échéance choisie et confirmées par courrier à la **CEN – Département Crédit – Service Crédits Economie – B.P. 854 - 76007 ROUEN CEDEX**

L'Emprunteur pourra opter pour n'importe quel mode d'amortissement prévu dans la présente convention.

La Caisse d'Epargne adressera à l'Emprunteur, après la date d'effet de l'arbitrage, un nouveau tableau d'amortissement correspondant au profil d'amortissement calculé sur le nouveau taux, et sur la base du mode d'amortissement initial de l'Emprunt Long Terme, sur la durée résiduelle de l'Emprunt Long Terme.

TITRE IV

CONDITIONS COMMUNES A LA PHASE DE MOBILISATION DES FONDS ET A LA PHASE D'AMORTISSEMENT DU CAPITAL CONSOLIDE

ARTICLE 22 – MODIFICATION OU DISPARITION DES TAUX OU INDICES DE REFERENCE

En cas de modification de la composition et/ou de la définition des taux ou indices auxquels il est fait référence dans la présente convention, de même qu'en cas de disparition des taux ou indices et de substitution de taux ou indices de même nature ou équivalents, ainsi qu'en cas de modification affectant l'organisme les publiant ou les modalités de publication, les taux ou indices issus de cette modification ou de cette substitution s'appliqueront de plein droit dans les mêmes conditions qu'indiquées aux présentes.

En cas de disparition ou de modification des taux ou indices de référence sans substitution de taux ou indices de même nature ou équivalent, la Caisse d'Epargne proposera à l'Emprunteur des nouveaux taux ou indices, le montant des intérêts étant calculé sur la base de ces nouveaux taux ou indices dans les conditions prévues dans la présente convention.

L'absence de réponse de l'Emprunteur dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la notification faite par la Caisse d'Epargne de la proposition de nouveaux taux ou indices de référence, vaudra acceptation par l'Emprunteur des taux ou indices de remplacement. Les nouveaux taux ou indices de référence seront applicables aux intérêts dus par l'Emprunteur, dans les mêmes conditions que celles



prévues au contrat, à compter de la première échéance suivant la disparition des taux ou indices conventionnels initiaux.

En cas de refus par l'Emprunteur de l'application des nouveaux taux ou indices de référence, refus qui devra être adressé par écrit à la Caisse d'Epargne dans le délai de 10 jours ouvrés pour la Caisse d'Epargne, à compter de la notification de la proposition de cette dernière, l'Emprunteur devra rembourser le capital restant dû du prêt, majoré des intérêts courus entre la date de la dernière échéance et la date de remboursement anticipé calculés sur la base du taux appliqué à la dernière échéance précédant la disparition ou la modification des taux ou indices.

Dans ce cas l'Emprunteur est redevable à la Caisse d'Epargne d'une indemnité calculée conformément aux dispositions des articles concernant le remboursement anticipé propre à chacun des modules d'amortissement stipulés dans la présente convention.

ARTICLE 23 – MODALITES DE REGLEMENT

Pour être valablement libératoire, le remboursement et le paiement de toutes sommes dues par l'Emprunteur à raison de la présente convention devront être effectués par l'Emprunteur à la Caisse d'Epargne à l'adresse de la Caisse d'Epargne indiquée à l'article 40 ou toute autre adresse préalablement notifiée.

Tous les mouvements de fonds avant leur consolidation, en matière de règlement de capital, devront être effectués sur le compte n° 11425 00200 08055934872 en mentionnant la référence « CONVENTION N° A141 » par le circuit du Système Interbancaire de Télétransmission. Le règlement des intérêts sera effectué par la procédure de débit d'office.

A partir de la mise en amortissement du/des prêts consolidé(s), le règlement des échéances sera effectué par la procédure de débit d'office.

La procédure de remboursement des échéances de l'emprunt s'effectuera selon le principe du règlement sans mandatement préalable décrit par l'instruction de la direction de la Comptabilité Publique n° 88 141 K1 MO du 15 décembre 1983. Le paiement de chacune des échéances est effectué par le Receveur de la Collectivité de telle manière que les fonds parviennent à la Caisse d'Epargne au plus tard le jour de l'échéance en pleine valeur et selon la procédure de débit d'office.

ARTICLE 24 – INTERETS DE RETARD

Toute somme due en application de la présente convention en principal, intérêts, frais, commissions, indemnités et accessoires, non payée à bonne date porte intérêts de plein droit :

- au taux du tirage majoré de 3 %, en ce qui concerne toute somme due au titre de la mobilisation des fonds au cours de la période de mobilisation des fonds.
- au dernier taux du prêt connu au moment de l'exigibilité de ladite somme, majoré de 3 %, en ce qui concerne toute somme due au titre de la période d'amortissement du capital.

Les intérêts se capitalisent chaque année à la date anniversaire de leur exigibilité.

Cette stipulation ne porte pas atteinte à la faculté de la Caisse d'Epargne de prononcer l'exigibilité anticipée prévue à l'article 31 ci-après, et ne peut en aucun cas valoir accord de délai de règlement.

ARTICLE 25 – EXIGIBILITE ANTICIPEE

La Caisse d'Epargne se réserve le droit d'exiger le remboursement immédiat de la totalité des sommes restant dues en capital, intérêts, commissions, frais et accessoires au titre de la présente convention dans les cas suivants :

- défaut de paiement, total ou partiel, à bonne date, de toute somme devenue exigible au titre de la présente convention ;



- inexécution de l'un quelconque des engagements pris par l'Emprunteur à la présente convention ;
- déclaration inexacte de l'Emprunteur ;
- recours juridictionnel venant remettre en cause la présente convention ;
- annulation de la délibération d'emprunt consécutive au contrôle de légalité ;
- en cas de dissolution ou disparition de l'Emprunteur ;

Les sommes restant dues sont exigibles 10 jours après la réception par l'Emprunteur de la notification de la Caisse d'Epargne du prononcé de l'exigibilité anticipée.

En sus des sommes indiquées ci-dessus :

Si le prononcé de l'exigibilité anticipée intervient pendant la période d'amortissement, l'Emprunteur est redevable à la Caisse d'Epargne d'une indemnité calculée conformément aux dispositions des articles concernant le remboursement anticipé propre à chacun des modules d'amortissement.

ARTICLE 26 – DECLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

26.1 : L'Emprunteur déclare et garantit, à la date de la signature de la présente convention :

- que les comptes administratifs pour les exercices clos au 31 décembre et son budget primitif pour l'exercice en cours ont été préparés selon les règles généralement admises en matière de comptabilité publique et conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables aux collectivités locales et ne sont pas à la date de signature de la présente Convention contestés par le Préfet ou par toute autre autorité compétente ;

- qu'aucune mesure, de quelque nature que soit, n'a été prononcée par le Préfet ou toute autre autorité à son encontre au motif de son insolvabilité actuelle ou potentielle, d'un incident de paiement ou d'un manquement à une quelconque obligation financière ;

- qu'aucune action en justice préjudiciable à sa situation financière n'est engagée à son encontre ou risque de l'être qui puisse avoir un effet préjudiciable important sur sa situation financière.

26.2 : L'Emprunteur s'engage pendant toute la durée de la présente convention à informer la Caisse d'Epargne de la survenance ou de l'éventualité de tout événement qui risquerait de remettre en cause la bonne exécution de la présente convention.

L'information de la Caisse d'Epargne doit être fournie sous un délai de 48 heures.

Enfin, l'Emprunteur s'engage à présenter à la Caisse d'Epargne tous les ans l'ensemble des comptes de l'année précédemment écoulée, dans les plus brefs délais à compter de leur publication.

ARTICLE 27 – IMPOTS, TAXES ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les impôts, droits et frais, présents et futurs, pouvant résulter de la présente Convention.

ARTICLE 28 – JOUR OUVRÉ

Le terme « jour ouvré » utilisé dans la présente convention s'entend comme un jour TARGET.

Par jour TARGET, il faut entendre tout jour entier où fonctionne le système TARGET (Trans-European Automated Real-Time Gross Settlement Express Transfer) ou tout autre système de paiement qui s'y substituerait.

ARTICLE 29 – MOBILISATION/FONDS COMMUN DE CREANCE/CESSION DE CREANCE

La ou les créances de la Caisse d'Epargne résultant du présent prêt pourront faire l'objet d'une cession dans le cadre de la procédure instituée par les articles L. 214-43 et suivants du Code Monétaire et Financier, relatifs aux fonds communs de créances.



En outre, la Caisse d'Epargne pourra céder ou transférer ses droits et /ou ses obligations découlant des présentes à une société de crédit foncier régie par les dispositions des articles L. 515-13 à L. 515-33 du Code Monétaire et Financier.

En cas de changement de l'entité juridique chargée de gérer ou de procéder au recouvrement des prêts, l'Emprunteur en sera informé par simple lettre.

La ou les créances de la société de crédit foncier pourront également faire l'objet d'une cession à un fonds commun de créances dans le cadre des articles L. 214-43 et suivants précités du Code Monétaire et Financier.

ARTICLE 30 – RECouvreMENT DE LA CREANCE

Tout ou partie du recouvrement des sommes dues à la Caisse d'Epargne en principal, intérêts, frais, commissions et accessoires, au titre du crédit objet des présentes, peut être confié à un établissement de crédit ou à la Caisse des Dépôts et Consignations, dès lors que l'Emprunteur en a été informé par simple lettre.

ARTICLE 31 – CESSION DE SES DROITS ET OBLIGATIONS PAR L'EMPRUNTEUR

L'Emprunteur ne peut céder ou transférer ses droits et obligations découlant de la présente convention, sans avoir recueilli au préalable l'accord de la Caisse d'Epargne.

ARTICLE 32 – CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES OU NOUVELLES

Les conditions de rémunération de la Caisse d'Epargne au titre de la présente convention ont été fixées en fonction de la réglementation actuelle applicable aux crédits et compte tenu des données juridiques, fiscales et monétaires en vigueur à la date de signature de la présente convention.

Si à la suite de la survenance de circonstances nouvelles, telles que l'adoption ou la modification de dispositions légales ou réglementaires, ou d'une décision du Ministère des Finances ou de toute autre autorité monétaire, fiscale ou autre, la Caisse d'Epargne était soumise à une mesure entraînant une charge quelconque au titre de la présente convention (tels que par exemple, des réserves obligatoires, des ratios prudentiels plus sévères) ayant pour effet d'augmenter pour la Caisse d'Epargne le coût du financement de son engagement au titre de la présente convention ou de réduire la rémunération nette qui lui revient, la Caisse d'Epargne en avisera l'Emprunteur.

Cet avis contiendra le montant estimatif de l'augmentation de coût ou de réduction de rémunération nette en résultant pour la Caisse d'Epargne et une proposition d'indemnisation correspondante, ainsi que tous les documents attestant de l'adoption ou de la modification des dispositions légales ou réglementaires susvisées, étant entendu qu'aucune disposition des présentes n'imposera à la Caisse d'Epargne de divulguer des informations présentant un caractère confidentiel pour elle.

La Caisse d'Epargne et l'Emprunteur se consulteront alors dans les meilleurs délais et rechercheront de bonne foi une solution qui puisse être acceptée par les parties.

Faute d'accord sur une solution dans un délai de trente jours calendaires suivant la réception par l'Emprunteur de l'avis visé ci-dessus, l'Emprunteur pourra effectuer le choix suivant :

- Prendre en charge intégralement aux lieux et place de la Caisse d'Epargne l'incidence des charges nouvelles, et ce à compter de la date à laquelle ces charges sont survenues, de telle sorte que la rémunération nette de la Caisse d'Epargne soit rétablie à son niveau antérieur.
- Rembourser par anticipation la totalité du capital, des intérêts, frais, commissions, indemnités et accessoires restant dus.



L'Emprunteur devra respecter les stipulations applicables au remboursement anticipé définies pour chaque Module d'Emprunt Long Terme.

Toutefois compte tenu des raisons particulières de ce remboursement anticipé, la Caisse d'Epargne ne percevra pas de commission spécifique d'intervention sur cette opération.

ARTICLE 33 – ABSENCE DE RENONCIATION AUX DROITS

Le fait pour la Caisse d'Epargne de ne pas exercer, ou de tarder à exercer l'un quelconque des droits qu'elle tient de la présente convention ou de la loi, ne peut constituer ni être interprété comme une renonciation aux droits dont il s'agit.

Les droits stipulés dans la présente convention ne sont pas exclusifs de tous les autres droits prévus par la loi avec lesquels ils se cumulent.

ARTICLE 34 – NOTIFICATION

Toute communication, demande ou notification effectuée en vertu de la présente convention est valablement réalisée si elle est adressée, par télécopie suivie d'une lettre, à l'une ou l'autre des parties aux adresses suivantes :

- L'Emprunteur : *****

Adresse : *****

A l'attention de : *****

Télécopie :

Téléphone :

- La Caisse d'Epargne Normandie

Adresse : CEN – Département Crédit - Service Crédits Economie Locale

B.P. 854 76007 ROUEN CEDEX

Télécopie : 02.35.59.43.55

Téléphone : 02.32.76.31.94

La date de réception des communications, demandes ou notifications est la date de réception de la télécopie adressée à l'une des parties par l'autre.

ARTICLE 35 – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection pour leur domicile :

- pour l'Emprunteur à l'adresse indiquée à l'article 34 ;

- pour la Caisse d'Epargne, à son siège social.

ARTICLE 36 – ATTRIBUTION DE COMPETENCE

Le présent contrat est soumis au droit français.

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, les parties chercheront à trouver de bonne foi une solution.

A défaut, les parties porteront le contentieux devant les juridictions compétentes.

ARTICLE 37 – INFORMATIQUE ET LIBERTES

Conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, les données à caractère personnel concernant des personnes physiques, recueillies dans la présente Convention par la Caisse d'Epargne, établissement prêteur responsable du traitement, de même que celles qui sont recueillies



ultérieurement, sont obligatoires et ont pour finalité l'octroi et la gestion du prêt, ainsi que la gestion du risque et la prospection commerciale. Certaines données peuvent être adressées à des tiers pour satisfaire aux obligations légales ou réglementaires.

Ces personnes physiques disposent d'un droit d'accès et de rectification pour toute information les concernant, auprès de la Caisse d'Epargne qui gère le prêt. Elles peuvent en outre s'opposer, sans frais, à ce que ces informations soient utilisées à des fins de prospection commerciale en adressant un courrier à la Caisse d'Epargne sus indiquée.

Les signataires autorisent expressément la Caisse d'Epargne, établissement prêteur, à communiquer les informations recueillies dans la présente Convention à des entreprises du Groupe Caisse d'Epargne, à des sous-traitants et/ou des prestataires, pour satisfaire aux besoins de gestion du prêt, ainsi qu'à communiquer ces informations à des entreprises du Groupe Caisse d'Epargne à des fins de gestion du risque. La liste des entreprises destinataires de ces informations est accessible, sur demande auprès de la Caisse d'Epargne qui gère le prêt.

FAIT EN DEUX EXEMPLAIRES ORIGINAUX

A _____, le _____

Pour *****

en qualité d'Emprunteur

(Nom et qualité du signataire, cachet et signature)

A Bois Guillaume le *****

Pour la Caisse d'Epargne Normandie

en qualité de Prêteur

PROJET

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
13
- Pouvoirs :
3
- Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

BUDGET 2016 – DECISION MODIFICATIVE N°4

Le 14 décembre 2016, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 22 novembre 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes, Pierrette CANU, Mme Florence DURANDE, Agnès FIRMIN LE BODO, Blandine LEFEBVRE.

MM. Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Luc LEMONNIER, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

M. Philippe LEROY, Mme Fabienne DUPARC.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental par intérim, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Hervé TESNIERE, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Caporal Mathieu GIBASSIER, Dominique PROUST, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Mme Sophie ALLAIS à Monsieur Sébastien TASSERIE,
Mme Florence THIBAUDEAU RAINOT à Monsieur André GAUTIER,
Mme Chantal COTTEREAU à Monsieur Gérard JOUAN.

Étaient absents excusés :

Mmes Sophie ALLAIS, Chantal COTTEREAU, Florence THIBAUDEAU RAINOT.
MM. Bastien CORITON, Jean-Pierre THEVENOT, le Capitaine André HENRY, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

La présente décision modificative a un quadruple objet :

- établir des provisions pour risques et charges,
- augmenter les opérations d'ordre entre sections afin d'actualiser et valoriser notre actif,
- ajuster les besoins de crédits de paiement en investissement sur l'exercice,
- inscrire des recettes nouvelles, notamment en ajustant le niveau d'emprunt.

Les flux budgétaires de cette décision modificative sont résumés dans les tableaux ci-dessous :

Budget principal	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Fonctionnement			
Dépenses	2 060 340,04 €	0,00 €	2 060 340,04 €
<i>Provisions pour risques et charges</i>	1 440 375,81 €		1 440 375,81 €
<i>Dépenses imprévues</i>	619 964,23 €		619 964,23 €
Recettes	1 434 792,73 €	625 547,31 €	2 060 340,04 €
<i>Produits exceptionnels</i>	1 434 792,73 €		1 434 792,73 €
<i>Opérations d'ordre</i>		338 547,31 €	338 547,31 €
<i>Travaux en régie</i>		287 000,00 €	287 000,00 €
Investissement			
Dépenses	9 952,69 €	625 547,31 €	635 500,00 €
<i>Dépenses d'équipement</i>	7 755,30 €		7 755,30 €
<i>Dépenses imprévues</i>	2 197,39 €		2 197,39 €
<i>Opérations d'ordre</i>		338 547,31 €	338 547,31 €
<i>Travaux en régie</i>		287 000,00 €	287 000,00 €
Recettes	635 500,00 €	0,00 €	635 500,00 €
<i>Produits de cessions des immobilisations</i>	-139 500,00 €		-139 500,00 €
<i>Emprunts</i>	775 000,00 €		775 000,00 €

BUDGET PRINCIPAL

I - Section de fonctionnement

A) Dépenses

L'ajustement proposé fait l'objet de délibérations spécifiques visant à établir des provisions pour risques et charges :

- d'une part, une provision pour risques de non recouvrement des titres de recettes à hauteur de 5 583,08 € (article 6815),
- d'autre part, une provision pour risques exceptionnels de restitution d'une indemnisation d'un montant de 1 434 792,73 € (article 6875) dans l'attente de la décision de la Cour d'appel s'agissant du contentieux concernant le centre départemental de formation de Saint Valéry en Caux.

B) Recettes

1) Recettes réelles

Dans le cadre du contentieux susmentionné, une inscription de recettes de 1 434 792,73 € est proposée suite au versement effectué par les Mutuelles du Mans Assurances, en qualité d'assureur dommage-ouvrage condamné par le Tribunal de Grande Instance de Rouen.

2) Opérations d'ordre entre section

En lien avec le travail mené avec les services de la Paierie départementale s'agissant de l'actif du Sdis, un rapport spécifique propose au Conseil d'administration de procéder à la neutralisation systématique de l'amortissement des dépenses ayant trait à des biens immobiliers.

Aussi, l'inscription de 284 891,49 € au chapitre 042 permettra de passer les écritures nécessaires pour réaliser la neutralisation complémentaire sur cet exercice.

Cette écriture sera également à réaliser en dépense d'investissement.

De plus, soucieux de régulariser son actif, le Conseil d'administration a procédé par délibération du 4 mai dernier à la régularisation des désaffectations des CIS restitués aux communes conformément à la loi dite de départementalisation. Il convient en conséquence d'annuler les amortissements effectués à tort pour les Cis de Dumé d'Aplemont et de Rouen Malherbe sur 2016. Cet ajustement nécessite une recette de fonctionnement à l'article 7811 du chapitre 042 pour un montant de 31 864,15 €.

Par ailleurs, en vue de valoriser les travaux effectués par le personnel du Sdis, il proposé de procéder aux écritures comptables dites de travaux en régie. Ces écritures visent à transférer en section d'investissement l'achat de fournitures utilisées par le personnel aux fins d'effectuer des travaux visant à améliorer la valeur du patrimoine. Ces écritures permettent de dégager le coût de production des travaux (coût des fournitures et coût de la main d'œuvre) et ainsi de valoriser l'actif immobilier du Sdis pour un montant plafond de 287 000 € au stade des premières estimations. Ces écritures rendent ces dépenses initialement portées par la section de fonctionnement éligibles au FCTVA.

L'augmentation des crédits sur l'article 777 «quote-part des subventions transférées » pour un montant de 21 791,67 € permet la reprise des subventions d'équipement versées par les CNPE de Penly et Paluel ainsi que la subvention versée par le Grand Port Maritime du Havre.

Cette reprise sera également constatée en dépense d'investissement.

Proposition est faite d'équilibrer ces ajustements par une augmentation des crédits de dépenses imprévues budgétés en 2016 pour un montant de 619 964,23 €

II - Section d'investissement

A) Dépenses

1) Dépenses réelles : autorisation de programme

L'inscription proposée fait l'objet d'un rapport spécifique.

La modification souhaitée permet le versement d'une avance au titulaire du marché de fourniture de caissons.

2) Opérations d'ordre entre sections

Les crédits inscrits au chapitre 040 sur l'article 198 sont la résultante des inscriptions en recettes de fonctionnement s'agissant de la neutralisation des dépenses d'investissement effectuées sur des biens immobiliers.

De plus, l'annulation des amortissements pratiqués sur des biens désaffectés évoquée en recette de fonctionnement nécessite une inscription en dépense d'investissement selon la répartition suivante :

- 31 056,61 € au débit du compte 281351
- 807,54 € au débit du compte 2817312

Les écritures dites de travaux en régie nécessitent d'inscrire la somme de 287 000 € au chapitre « 041 » permettant ainsi de transférer des dépenses initialement portées par la section de fonctionnement en investissement.

Par ailleurs, l'inscription de 21 791,67 € à l'article 139 du chapitre 040 est le miroir de la reprise des subventions d'équipement visée en recette de fonctionnement.

B) Recettes

Le chapitre « 024 produits des cessions d'immobilisations » permet d'inscrire des recettes prévisionnelles pour cession d'actif au stade du budget primitif mais il ne connaît pas d'exécution comptable. Aussi, il est proposé de le réduire de 139 500 €.

Pour équilibrer la section d'investissement, il est proposé d'augmenter l'emprunt à hauteur de 775 000 €.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER



REPUBLIQUE FRANÇAISE

**SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
SDIS de la Seine-Maritime**

Numéro SIRET : 28760001900049

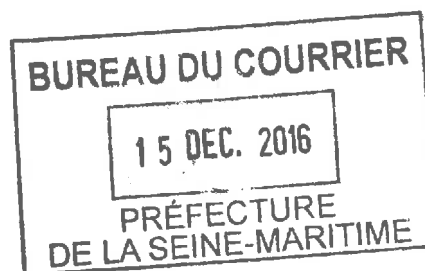
POSTE COMPTABLE : SDIS76 PAR PAIERIE DEPART.76

M. 61

Décision modificative (1)

BUDGET : Budget Principal (2)
Agrégé au budget principal de (3)

ANNEE 2016



(1) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal (du SDIS) ou libellé du budget annexe.

(3) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Modalités de vote du budget	3
B - Exécution du budget de l'exercice précédent	4

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble du budget	6
A2.1 - Equilibre financier du budget - Section de fonctionnement	7
A2.2 - Equilibre financier du budget - Section d'investissement	8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	9
B2 - Balance générale du budget - Recettes	10

III - Vote du budget

A - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	12
A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	16
B - Section d'investissement - Vue d'ensemble	18
B1.1 - Section d'investissement - Dépenses non individualisées en programme d'équipement	19
B1.2 - Section d'investissement - Dépenses individualisées en programme d'équipement	20
B1.3 - Section d'investissement - Chapitres de programme afférent à une autorisation de programme	21
B1.4 - Section d'investissement - Chapitres de programme non compris dans une autorisation de programme	42
B2 - Section d'investissement - Subventions d'équipement à verser	52
B3 - Section d'investissement - Dépenses financières	53
B4 - Section d'investissement - Recettes d'équipement	54
B5 - Section d'investissement - Recettes financières	55
B6 - Section d'investissement - Récapitulatif des opérations pour le compte de tiers	56
B7 - Section d'investissement - Opérations d'ordre entre sections	57
B8 - Section d'investissement - Opérations patrimoniales	58
B9.1 - Section d'investissement - Equilibre des opérations financières - Dépenses	59
B9.2 - Section d'investissement - Equilibre des opérations financières - Recettes	60

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées	62
A3 - Etat des provisions	63
A4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	64

B - Engagements hors bilan

B1 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget	Sans Objet
B2 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B3 - Etat des contrats de PPP	Sans Objet
B4 - Etat des engagements donnés	Sans Objet
B5 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B6 - Situation des autorisations de programme	65
B7 - Situation des autorisations d'engagement	66

C - Autres éléments d'information

C1 - Etat du personnel	Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels le SDIS a pris un engagement financier	Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en un budget annexe	Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures	67
--------------------------	----

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

- I – Le conseil d'administration a voté le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement.
 - au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement.
 - avec (2) les programmes listés sur l'état II-B1.2.
 - avec (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

III – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre.

IV – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1 (5).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les programmes d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT	B

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (3)
TOTAL DU BUDGET	106 392 421,63	107 073 496,60	9 090 620,09	9 771 695,06
Investissement	18 077 027,17	19 754 054,80	(1) 1 818 703,59	3 495 731,22
Fonctionnement	88 315 394,46	87 319 441,80	(2) 7 271 916,50	6 275 963,84

(1) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(3) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

RESTES A REALISER – DEPENSES

Chap. / Art. (4)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT–TOTAL		(I) 222 264,27
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00
2005000002	Programme d'équipement n° 2005000002	7 515,85
2007000001	Programme d'équipement n° 2007000001	5 688,35
2007000002	Programme d'équipement n° 2007000002	8 158,47
2007000003	Programme d'équipement n° 2007000003	14 090,10
2008000002	Programme d'équipement n° 2008000002	35 055,85
20	Immobilisations incorporelles	30 424,58
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	89 659,08
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	31 671,99
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT–TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00

(4) Suivant le niveau de vote retenu par le conseil d'administration.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT	B

	RESTES A REALISER			RESULTAT CUMULE = (A) + (B) Excédent si positif Déficit si négatif
	Dépenses	Recettes	Solde (B)	
TOTAL DU BUDGET	I + II 222 264,27	III + IV 0,00	-222 264,27	9 549 430,79
Investissement	I 222 264,27	III 0,00	-222 264,27	3 273 466,95
Fonctionnement	II 0,00	IV 0,00	0,00	6 275 963,84

RESTES A REALISER – RECETTES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT–TOTAL		(III) 0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT–TOTAL		(IV) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
74	Contributions et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00

(1) Suivant le niveau de vote retenu par le conseil d'administration.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET			II
VUE D'ENSEMBLE			A1

V O T E		DEPENSES	RECETTES
	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	635 500,00	635 500,00

+		+	+
R E P O R T S	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00

=		=	=
Total de la section d'investissement (2)		635 500,00	635 500,00

V O T E		DEPENSES	RECETTES
	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	2 060 340,04	2 060 340,04

+		+	+
R E P O R T S	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00

=		=	=
Total de la section de fonctionnement (3)		2 060 340,04	2 060 340,04

TOTAL DU BUDGET (4)		2 695 840,04	2 695 840,04
---------------------	--	--------------	--------------

TOTAL DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

	DÉPENSES			RECETTES		
	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés au titre du présent budget	9 952,69	625 547,31	635 500,00	635 500,00	0,00	635 500,00
Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	2 060 340,04	0,00	2 060 340,04	1 434 792,73	625 547,31	2 060 340,04
Total budget (hors RAR N-1 et reports)	2 070 292,73	625 547,31	2 695 840,04	2 070 292,73	625 547,31	2 695 840,04

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 3312.9 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 3312-8 du CGCT).

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A2.1

SECTION DE FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)**OPERATIONS REELLES**

CHAP.	LIBELLE	DEPENSES	RECETTES
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
74	Contributions et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
Total gestion des services		0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
68	Dotations amortissements et provisions	1 440 375,81	
022	Dépenses imprévues	619 964,23	
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		1 434 792,73
78	Reprises amortissements et provisions		0,00
TOTAL DES OPERATIONS REELLES		I 2 060 340,04	II 1 434 792,73

SOLDE DES OPERATIONS REELLES ET MIXTES :	-625 547,31
(Recettes réelles – Dépenses réelles)	

OPERATIONS D'ORDRE (1)

042	Opérations d'ordre entre sections	0,00	625 547,31
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	
TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE		III 0,00	IV 625 547,31

AUTOFINANCEMENT DEGAGE = D (042 + 023) - R 042 :	-625 547,31
---	--------------------

002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	V 0,00	VI 0,00
---	---------------	----------------

TOTAL DE LA SECTION	I+III+V 2 060 340,04	II+IV+VI 2 060 340,04
----------------------------	-----------------------------	------------------------------

(1) DF 023 = RI 021 ; DF 042 = RI 040 ; RF 042 = DI 040 ; DF 043 = RF 043.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER–SECTION D'INVESTISSEMENT	A2.2

SECTION D'INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)**OPERATIONS REELLES**

CHAP.	LIBELLE	DEPENSES	RECETTES
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	(1) 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	775 000,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	(2) 0,00	(3) 0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	(3) 0,00
21	Immobilisations corporelles	(2) 7 755,30	(3) 0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(2) 0,00	(3) 0,00
23	Immobilisations en cours	(2) 0,00	(3) 0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00
45	Total des opérations pour compte de tiers	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	2 197,39	
024	Produits des cessions d'immobilisations		-139 500,00
TOTAL DES OPERATIONS REELLES		I 9 952,69	II 635 500,00

BESOIN D'AUTOFINANCEMENT :	-625 547,31
(Dépenses réelles – Recettes réelles)	

OPERATIONS D'ORDRE (4)

040	Opérations d'ordre entre sections	625 547,31	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement		0,00
TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE		III 625 547,31	IV 0,00

AUTOFINANCEMENT PROPRE A L'EXERCICE = R (040 + 021) - D 040	-625 547,31
Solde des opérations d'ordre de section à section (précédé du signe – si négatif)	

001 SOLDE D'EXECUTION N-1 REPORTE (5)	V 0,00	VI 0,00
1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (5)		VII 0,00

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V 635 500,00	II + IV + VI + VII 635 500,00
----------------------------	-------------------------------	--------------------------------------

(1) Hors 1068.

(2) Y compris les programmes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) RI 021 = DF 023 ; RI 040 = DF 042 ; DI 040 = RF 042 ; DI 041 = RI 041.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE-DEPENSES	B1

1 – FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011 Charges à caractère général	0,00		0,00
012 Charges de personnel et frais assimilés	0,00		0,00
014 Atténuations de produits	0,00		0,00
60 Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65 Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66 Charges financières	0,00	0,00	0,00
67 Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68 Dot. aux amortissements et provisions	1 440 375,81	0,00	1 440 375,81
71 Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
022 Dépenses imprévues	619 964,23		619 964,23
023 Virement à la section d'investissement		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement –Total	2 060 340,04	0,00	2 060 340,04

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (7)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	2 060 340,04
--	---------------------

2 – INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)

INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10 Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13 Subventions d'investissement	0,00	21 791,67	21 791,67
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18 Compte de liaison : affectation (BA)	(5) 0,00		0,00
Total des programmes d'équipement	7 755,30		7 755,30
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00	0,00	0,00
204 Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles (3)	0,00	287 000,00	287 000,00
22 Immobilisations reçues en affectation (3)	(6) 0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours (3)	0,00	0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28 Amortissement des immobilisations (reprises)		31 864,15	31 864,15
19 Diff. sur réalisations d'immobilisations		284 891,49	284 891,49
45 Opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00
481 Charges à répartir		0,00	0,00
3... Stocks et en-cours		0,00	0,00
020 Dépenses imprévues	2 197,39		2 197,39
Dépenses d'investissement –Total	9 952,69	625 547,31	635 500,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (7)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	635 500,00
---	-------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 61.

(3) Hors chapitres programmes.

(4) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état.

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(6) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE-RECETTES	B2

1-FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013 Atténuations de charges	0,00		0,00
60 Achats et variation des stocks		0,00	0,00
70 Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71 Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72 Production immobilisée		287 000,00	287 000,00
74 Contributions et participations	0,00		0,00
75 Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76 Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77 Produits exceptionnels	1 434 792,73	306 683,16	1 741 475,89
78 Reprise sur amortissements et provisions	0,00	31 864,15	31 864,15
79 Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total	1 434 792,73	625 547,31	2 060 340,04

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	2 060 340,04
--	---------------------

2-INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)

INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10 Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
13 Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	775 000,00	0,00	775 000,00
18 Compte de liaison : affectation (BA)	(4) 0,00		0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
204 Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22 Immobilisations reçues en affectation	(5) 0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28 Amortissement des immobilisations		0,00	0,00
19 Diff. sur réalisations d'immobilisations		0,00	0,00
45 Opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00
481 Charges à répartir		0,00	0,00
3... Stocks et en-cours		0,00	0,00
021 Virement de la section de fonctionnement		0,00	0,00
024 Produits des cessions d'immobilisations	-139 500,00		-139 500,00
Recettes d'investissement –Total	635 500,00	0,00	635 500,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (6)	0,00
--	-------------

+

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (6)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	635 500,00
---	-------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 61.

(3) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état.

(4) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET						III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE						A

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	11 531 373,00	0,00	0,00	0,00	11 531 373,00
	- Avec AE / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Hors AE / CP	11 531 373,00	0,00	0,00	0,00	11 531 373,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	71 114 794,42	0,00	0,00	0,00	71 114 794,42
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	741 490,00	0,00	0,00	0,00	741 490,00
	- Avec AE / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Hors AE / CP	741 490,00	0,00	0,00	0,00	741 490,00
66	Charges financières	22 500,00	0,00	0,00	0,00	22 500,00
67	Charges exceptionnelles	237 045,71	0,00	0,00	0,00	237 045,71
68	Dotations amortissements et provisions	317 000,00		1 440 375,81	1 440 375,81	1 757 375,81
022	Dépenses imprévues	851 268,32		619 964,23	619 964,23	1 471 232,55
023	Virement à la section d'investissement	0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérations d'ordre entre sections	6 596 779,32		0,00	0,00	6 596 779,32
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement - Total		91 412 250,77	0,00	2 060 340,04	2 060 340,04	93 472 590,81

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (1)						0,00
--	--	--	--	--	--	------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES						93 472 590,81
---	--	--	--	--	--	---------------

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration III	TOTAL IV = I + II + III
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 162 247,00	0,00	0,00	0,00	1 162 247,00
74	Contributions et participations	82 703 381,00	0,00	0,00	0,00	82 703 381,00
75	Autres produits de gestion courante	69 255,00	0,00	0,00	0,00	69 255,00
013	Atténuations de charges	880 000,00	0,00	0,00	0,00	880 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	74 045,71	0,00	1 434 792,73	1 434 792,73	1 508 838,44
78	Reprises amortissements et provisions	0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérations d'ordre entre sections	247 358,22		625 547,31	625 547,31	872 905,53
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
Recettes de fonctionnement - Total		85 136 286,93	0,00	2 060 340,04	2 060 340,04	87 196 626,97

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (1)						6 275 963,84
--	--	--	--	--	--	--------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES						93 472 590,81
---	--	--	--	--	--	---------------

(1) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du conseil administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLES				A1

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
011	Charges à caractère général	11 531 373,00	0,00	0,00
6042	Achats de prestations de services	4 000,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	174 774,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	1 548 525,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	99 920,00	0,00	0,00
60622	Carburants	926 000,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	52 977,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	125 300,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	632 009,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	364 421,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	107 531,00	0,00	0,00
60661	Médicaments	36 991,00	0,00	0,00
60662	Vaccins et sérums	7 000,00	0,00	0,00
60668	Autres produits pharmaceutiques	151 073,00	0,00	0,00
6067	Produits d'intervention	25 530,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	406 513,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	384 850,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	853 640,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	70 553,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	45 302,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	109 250,00	0,00	0,00
61522	Entretien bâtiments	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	560 950,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	629 150,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	380 860,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	543 954,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	505 000,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	264 000,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	74 000,00	0,00	0,00
61821	Abonnements	30 000,00	0,00	0,00
61828	Autres	6 500,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	389 352,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	1 300,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	9 500,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	8 902,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	82 000,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	70 500,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	200,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	62 800,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés et publications	21 600,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	26 400,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs du personnel	5 940,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	300 714,00	0,00	0,00
6255	Frais de déménagement	5 000,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	50 000,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	433 460,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	560 820,00	0,00	0,00
6288	Autres remboursements de frais	325 350,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	2 752,00	0,00	0,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	1 000,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	14 900,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	38 310,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	71 114 794,42	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	37 701,00	0,00	0,00
6331	Versement de transport	348 992,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	134 881,00	0,00	0,00

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	504 967,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	26 005 434,42	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité résidence	619 458,00	0,00	0,00
64113	NBI	150 029,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	13 600 578,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations personnel non titulaire	1 196 306,00	0,00	0,00
64141	Vacations sapeurs pompiers volontaires	10 092 927,00	0,00	0,00
64145	Vacations versées aux employeurs	15 000,00	0,00	0,00
64146	Service de santé	35 000,00	0,00	0,00
64162	Emplois d'avenir	176 306,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	18 454,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	4 736 618,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	10 411 084,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	84 094,00	0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	44 997,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	981 000,00	0,00	0,00
646	Allocations de vétérance	633 323,00	0,00	0,00
6472	Prestations familiales directes	30 018,00	0,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	356 000,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	66 100,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	702 000,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	133 527,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	741 490,00	0,00	0,00
6521	Déficit des budgets annexes	268 639,00	0,00	0,00
6531	Indemnités	45 851,00	0,00	0,00
6532	Frais de mission	7 000,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	15 000,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	260 000,00	0,00	0,00
656	Participations	41 000,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. assoc. et personnes privées	90 000,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	14 000,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = (011 + 012 + 65 + 014)		83 387 657,42	0,00	0,00
66	Charges financières (B)	22 500,00	0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	22 500,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00
6688	Autres	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (C)	237 045,71	0,00	0,00
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	10 000,00	0,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	170 000,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	36 045,71	0,00	0,00
6745	Subventions aux personnes de droit privé	0,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	21 000,00	0,00	0,00
68	Dotations amortissements et provisions (D)	317 000,00	1 440 375,81	1 440 375,81
6815	Dot. prov. pour risques et ch. de fonct.	117 000,00	5 583,08	5 583,08
6875	Dot. prov. risques et charges exception.	200 000,00	1 434 792,73	1 434 792,73
022	Dépenses imprévues (E)	851 268,32	619 964,23	619 964,23
TOTAL DES DEPENSES REELLES = A + B + C + D + E		84 815 471,45	2 060 340,04	2 060 340,04
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00
042	Opérations d'ordre entre sections (2)	6 596 779,32	0,00	0,00
675	Valeurs comptables immobilisation cédée	0,00	0,00	0,00
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00	0,00	0,00
6811	Dot. amort. et prov. immobilisations	6 596 779,32	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE (= Prélèvement issu de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement)		6 596 779,32	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		91 412 250,77	2 060 340,04	2 060 340,04
				+
RESTES A REALISER N-1 (3)			0,00	

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
				+
D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (3)				0,00
				=
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES				93 472 590,81

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (4)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes utilisé.

(2) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.

(3) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLES	A2

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 162 247,00	0,00	0,00
7061	Inter. factur. (art. L. 1424-42 du CGCT)	450 707,00	0,00	0,00
7068	Autres prestations de services	54 040,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	622 000,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	35 500,00	0,00	0,00
74	Contributions et participations	82 703 381,00	0,00	0,00
74712	Emplois d'avenir	133 000,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	45 731 000,00	0,00	0,00
7474	Participation communes	19 546 702,00	0,00	0,00
7475	Particip. groupements de collectivités	16 211 077,00	0,00	0,00
7478	Participation autres organismes	1 081 602,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	69 255,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	69 255,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	880 000,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	506 874,00	0,00	0,00
6479	Remboursement autres charges sociales	373 126,00	0,00	0,00
TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = (70 + 74 + 75 + 013)		84 814 883,00	0,00	0,00
76	Produits financiers (B)	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (C)	74 045,71	1 434 792,73	1 434 792,73
7711	Dédits et pénalités perçus	50 000,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
7788	Autres produits exceptionnels	24 045,71	1 434 792,73	1 434 792,73
78	Reprises amortissements et provisions (D)	0,00	0,00	0,00
7875	Rep. prov. risques et charges exception.	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = A + B + C + D		84 888 928,71	1 434 792,73	1 434 792,73
042	Opérations d'ordre entre sections (2)	247 358,22	625 547,31	625 547,31
722	Immobilisations corporelles	0,00	287 000,00	287 000,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	24 045,71	0,00	0,00
7761	Différences sur réalisations (négatives)	0,00	0,00	0,00
7768	Neutralisation des amortissements	222 052,51	284 891,49	284 891,49
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	1 260,00	21 791,67	21 791,67
7811	Rep. amort. immos corpo. et incorp.	0,00	31 864,15	31 864,15
043	Opérations ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		247 358,22	625 547,31	625 547,31
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		85 136 286,93	2 060 340,04	2 060 340,04

+

RESTES A REALISER N-1 (3)	0,00
----------------------------------	-------------

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (3)	6 275 963,84
---	---------------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	93 472 590,81
--	----------------------

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (4)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes utilisé.

(2) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040, RF 043 = DF 043.

(3) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Nature	Budget de l'exercice (BP + BS + DM) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration III	TOTAL IV = I + II + III
Dépenses d'équipement	12 190 865,18	0,00	7 755,30	7 755,30	12 198 620,48
- Non individualisées en programmes d'équipement	3 434 385,58	0,00	0,00	0,00	3 434 385,58
- Avec AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP / CP	3 434 385,58	0,00	0,00	0,00	3 434 385,58
- Individualisées en programmes d'équipement	8 756 479,60	0,00	7 755,30	7 755,30	8 764 234,90
- Avec AP / CP	8 685 970,98	0,00	7 755,30	7 755,30	8 693 726,28
- Hors AP / CP	70 508,62	0,00	0,00	0,00	70 508,62
Subventions d'équipement à verser (c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Avec AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses financières	1 113 800,41	0,00	2 197,39	2 197,39	1 115 997,80
040 Opérations d'ordre entre sections	247 358,22		625 547,31	625 547,31	872 905,53
041 Opérations patrimoniales	0,00		0,00	0,00	0,00
Dépenses d'investissement - Total	13 552 023,81	0,00	635 500,00	635 500,00	14 187 523,81

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	14 187 523,81
---	----------------------

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Nature	Budget de l'exercice (BP + BS + DM) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration III	TOTAL IV = I + II + III
Recettes d'équipement	514 248,00	0,00	775 000,00	775 000,00	1 289 248,00
Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes financières	2 945 085,27	0,00	-139 500,00	-139 500,00	2 805 585,27
Opérations d'ordre entre sections	6 596 779,32		0,00	0,00	6 596 779,32
041 Opérations patrimoniales	0,00		0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement - Total	10 056 112,59	0,00	635 500,00	635 500,00	10 691 612,59

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	3 495 911,22
--	---------------------

=

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (1)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	14 187 523,81
---	----------------------

(1) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT					B1.1

DEPENSES NON INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL		3 434 385,58	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	166 974,58	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions,droits similaires,brevets,...	166 974,58	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	3 190 829,95	0,00	0,00	0,00
21311	Bâtiments administratifs	134 613,26	0,00	0,00	0,00
21312	Centres d'incendie et de secours	393 610,39	0,00	0,00	0,00
21531	Réseaux de transmission	183 500,00	0,00	0,00	0,00
21532	Réseaux d'alerte	18 160,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	73 856,87	0,00	0,00	0,00
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	483 307,87	0,00	0,00	0,00
21562	Matériel non mobile incendie et secours	1 036 844,58	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel d'incendie et de secours	154 657,00	0,00	0,00	0,00
21571	Ateliers	17 410,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage technique	47 385,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres install., mat et outil. techn.	25 600,00	0,00	0,00	0,00
217312	Centres incendie secours (mise à dispo)	148 000,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	9 400,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel informatique	204 558,00	0,00	0,00	0,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	165 688,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	94 238,98	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	76 581,05	0,00	0,00	0,00
231311	Bâtiments administratifs	0,00	0,00	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	76 581,05	0,00	0,00	0,00
2317312	Centres incendie et secours mise à dispo	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT				B1.2

DEPENSES INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT

N°	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL		0,00	7 755,30	7 755,30
2004000005	CONSTRUCTION CIS RIVE SUD	0,00	0,00	0,00
2005000001	CONSTRUCTION CIS LE HAVRE NORD	0,00	0,00	0,00
2005000002	CONSTRUCTION CIS LE HAVRE SUD	0,00	0,00	0,00
2005000003	CONSTRUCTION CIS NEUFCHATEL	0,00	0,00	0,00
2005000004	CONSTRUCTION CIS ROUEN EST	0,00	0,00	0,00
2005000005	CONSTRUCTION CIS LE TRAIT	0,00	0,00	0,00
2007000001	CONSTRUCTION CIS SAINT NICOLAS	0,00	0,00	0,00
2007000002	CONSTRUCTION CIS BLANGY	0,00	0,00	0,00
2007000003	CONSTRUCTION CIS LUNERAY	0,00	0,00	0,00
2008000002	EXTENSION DIRECTION DEPARTEMEN	0,00	0,00	0,00
2010000006	GROUPEMENT OUEST	0,00	0,00	0,00
2012000001	PLATEAU TECHNIQUE DE FORMATION	0,00	0,00	0,00
2013000001	GROUPEMENT EST ETAT MAJOR	0,00	0,00	0,00
2013000002	MODERNISATION DES OUTILS	0,00	0,00	0,00
2013000003	REVISION SDACR & CO	0,00	0,00	0,00
2014000001	ELBEUF REHABILITATION	0,00	0,00	0,00
2014000003	MONTVILLE REHABILITATION	0,00	0,00	0,00
2014000004	YERVILLE REHABILITATION	0,00	0,00	0,00
2014000005	CAUDEBEC EN CX REHABILITATION	0,00	0,00	0,00
2014000006	FORGES LES EAUX REHABILITATION	0,00	0,00	0,00
2014000007	CANTELEU REHABILITATION	0,00	0,00	0,00
2014000008	LA MAILLERAYE/S REHABILITATION	0,00	0,00	0,00
2014000009	MONTIVILLIERS REHABILITATION	0,00	0,00	0,00
2014000010	DIRECTION AMENAGEMENT LOCAUX	0,00	0,00	0,00
2014000011	CANY RECONSTRUCTION	0,00	0,00	0,00
2014000012	NOUVELLE AP LE HAVRE SUD	0,00	0,00	0,00
2015000001	MATERIELS ROULANTS & NAVIGANTS	0,00	0,00	0,00
2015000002	MASQUES ARI	0,00	0,00	0,00
2015000003	SYSTEME GESTION OPERATIONNELLE	0,00	0,00	0,00
2015000004	CAISSON MULTI-ACTIVITE	0,00	7 755,30	7 755,30
2016000001	AJUSTEMENT MOYENS MATERIELS DES EQUIPES SPECIALISEES	0,00	0,00	0,00

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2010000006
LIBELLE : GROUPEMENT OUEST
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1006

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		1 973 852,45	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	1 973 852,45	0,00	0,00	0,00
231311	Bâtiments administratifs	1 973 852,45	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2012000001
LIBELLE : PLATEAU TECHNIQUE DE FORMATION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1201

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		1 142 500,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	3 228,01	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	3 228,01	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	1 139 271,99	0,00	0,00	0,00
231311	Bâtiments administratifs	1 139 271,99	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2013000001
LIBELLE : GROUPEMENT EST ETAT MAJOR
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1301

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		1 400 000,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	805 727,67	0,00	0,00	0,00
21311	Bâtiments administratifs	796 469,18	0,00	0,00	0,00
21571	Ateliers	1 929,68	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel informatique	1 724,89	0,00	0,00	0,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	2 128,20	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	3 475,72	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	594 272,33	0,00	0,00	0,00
231311	Bâtiments administratifs	594 272,33	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2013000002
LIBELLE : MODERNISATION DES OUTILS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1302

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	1 675 000,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 550 444,28	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	71 752,23	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires, brevets,...	1 478 692,05	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	124 555,72	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel informatique	124 555,72	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2013000003
LIBELLE : REVISION SDACR & CO
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1303

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	204 052,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	141 308,80	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	141 308,80	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires, brevets,...	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	62 743,20	0,00	0,00	0,00
21532	Réseaux d'alerte	62 743,20	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014000001
LIBELLE : ELBEUF REHABILITATION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1401

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014000003
LIBELLE : MONTVILLE REHABILITATION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1403

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014000004
LIBELLE : YERVILLE REHABILITATION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1404

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		41 378,56	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	41 378,56	0,00	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	41 378,56	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014000005
LIBELLE : CAUDEBEC EN CX REHABILITATION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1405

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	440 000,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	440 000,00	0,00	0,00	0,00
2317312	Centres incendie et secours mise à dispo	440 000,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014000006
LIBELLE : FORGES LES EAUX REHABILITATION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1406

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		520 000,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	520 000,00	0,00	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	520 000,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014000007
LIBELLE : CANTELEU REHABILITATION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1407

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014000008
LIBELLE : LA MAILLERAYE/S REHABILITATION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1408

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		265 041,42	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	265 041,42	0,00	0,00	0,00
2317312	Centres incendie et secours mise à dispo	265 041,42	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014000009
LIBELLE : MONTIVILLIERS REHABILITATION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1409

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	445 000,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	445 000,00	0,00	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	445 000,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014000010
LIBELLE : DIRECTION AMENAGEMENT LOCAUX
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1410

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		520 000,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	242 035,09	0,00	0,00	0,00
21311	Bâtiments administratifs	236 762,07	0,00	0,00	0,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	5 273,02	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	277 964,91	0,00	0,00	0,00
231311	Bâtiments administratifs	277 964,91	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014000011
LIBELLE : CANY RECONSTRUCTION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1411

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	1 638 276,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	1 638 276,00	0,00	0,00	0,00
2317312	Centres incendie et secours mise à dispo	1 631 672,70	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	6 603,30	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014000012
LIBELLE : NOUVELLE AP LE HAVRE SUD
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1412

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		10 200 000,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	10 200 000,00	0,00	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	10 200 000,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2015000001
LIBELLE : MATERIELS ROULANTS & NAVIGANTS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1501

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	11 830 400,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	11 830 400,00	0,00	0,00	0,00
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	10 079 052,63	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	1 751 347,37	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2015000002
LIBELLE : MASQUES ARI
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1502

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		197 700,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	197 700,00	0,00	0,00	0,00
21562	Matériel non mobile incendie et secours	197 700,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2015000003
LIBELLE : SYSTEME GESTION OPERATIONNELLE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1503

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		7 543 098,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	43 098,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	43 098,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	7 500 000,00	0,00	0,00	0,00
21311	Bâtiments administratifs	1 100 000,00	0,00	0,00	0,00
21532	Réseaux d'alerte	6 400 000,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2015000004
LIBELLE : CAISSON MULTI-ACTIVITE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1504

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	540 000,00	a 0,00	7 755,30	b 7 755,30
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	540 000,00	0,00	7 755,30	7 755,30
21311	Bâtiments administratifs	540 000,00	0,00	7 755,30	7 755,30
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	-7 755,30
--------------------------------------	------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000001
LIBELLE : AJUSTEMENT MOYENS MATERIELS DES EQUIPES SPECIALISEES
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1601

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		1 401 895,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 401 895,00	0,00	0,00	0,00
21562	Matériel non mobile incendie et secours	1 401 895,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.4

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2004000005
LIBELLE : CONSTRUCTION CIS RIVE SUD
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	a	0,00	b
		0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c	0,00	d
		0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.4

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2005000001
LIBELLE : CONSTRUCTION CIS LE HAVRE NORD
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		a	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
21312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.4

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2005000002
LIBELLE : CONSTRUCTION CIS LE HAVRE SUD
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	a	0,00	b
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c	0,00	d
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.4

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2005000003
LIBELLE : CONSTRUCTION CIS NEUFCHATEL
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	a	0,00	b
		0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c	0,00	d
		0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.4

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2005000004
LIBELLE : CONSTRUCTION CIS ROUEN EST
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	a	0,00	b
		0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c	0,00	d
		0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.4

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2005000005
LIBELLE : CONSTRUCTION CIS LE TRAIT
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	a	0,00	b
		0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c	0,00	d
		0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.4

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2007000001
LIBELLE : CONSTRUCTION CIS SAINT NICOLAS
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		a	0,00	b
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c	0,00	d
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.4

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2007000002
LIBELLE : CONSTRUCTION CIS BLANGY
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	a	0,00	b
		0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c	0,00	d
		0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.4

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2007000003
LIBELLE : CONSTRUCTION CIS LUNERAY
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	a	0,00	b
		0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c	0,00	d
		0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.4

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2008000002
LIBELLE : EXTENSION DIRECTION DEPARTEMENT
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		a	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
231311	Bâtiments administratifs	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT A VERSER	B2

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES FINANCIERES	B3

DEPENSES FINANCIERES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL		1 113 800,41	0,00	2 197,39	2 197,39
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	235 500,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	235 500,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	1 000,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	1 000,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	877 300,41		2 197,39	2 197,39

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES D'EQUIPEMENT					B4

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL		514 248,00	0,00	775 000,00	775 000,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	164 248,00	0,00	0,00	0,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	41 800,00	0,00	0,00	0,00
1312	Subv. transf. régions	13 323,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	109 125,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (2)	350 000,00	0,00	775 000,00	775 000,00
1641	Emprunts en euros	350 000,00	0,00	775 000,00	775 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Sauf 165, 166 et 16449.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES FINANCIERES	B5

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL	2 945 085,27	0,00	-139 500,00	-139 500,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 805 085,27	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	2 805 085,27	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	140 000,00	0,00	-139 500,00	-139 500,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS	B6

RECAPITULATIF DES OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS (1)

Chap.	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL DEPENSES (2) (3)	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES (2) (3)	0,00	0,00	0,00

(1) Voir le détail des opérations pour le compte de tiers en annexe IV-A5.

(2) Les recettes sont égales aux dépenses de chaque opération sous mandat.

(3) Présenter une ligne par opération pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS				B7

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
040	DEPENSES (2)	247 358,22	625 547,31	625 547,31
1021	Dotation	24 045,71	0,00	0,00
13918	Autres sub. transf. équipement	1 260,00	21 791,67	21 791,67
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	0,00	0,00
198	Neutralisation des amortissements	222 052,51	284 891,49	284 891,49
21312	Centres d'incendie et de secours	0,00	287 000,00	287 000,00
281351	Bâtiments publics	0,00	31 056,61	31 056,61
2817312	Centres incendie secours (mise à dispo)	0,00	807,54	807,54
	RECETTES (2)	6 596 779,32	0,00	0,00
040	Opérations d'ordre entre sections	6 596 779,32	0,00	0,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00
28032	Frais de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00
280412	Subv. public - Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00
28051	Concessions, droits similaires, brevets, ..	0,00	0,00	0,00
281311	Bâtiments administratifs	0,00	0,00	0,00
281312	Centres d'incendie et secours construc.	6 596 779,32	0,00	0,00
281318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00
28132	Bâtiments privés constr.	0,00	0,00	0,00
281351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00
281531	Réseaux de transmission	0,00	0,00	0,00
281532	Réseaux d'alerte	0,00	0,00	0,00
281538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00
281561	Matériel mobile d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00
281562	Matériel non mobile incendie et secours	0,00	0,00	0,00
281568	Autre matériel d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00
281571	Ateliers	0,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel et outillage technique	0,00	0,00	0,00
28158	Autres immobilisations	0,00	0,00	0,00
2817312	Centres incendie secours (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00
2817318	Autres bâtiments publics (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00
281735	Installations générales (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00
28182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00
28183	Matériel informatique	0,00	0,00	0,00
28184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	0,00	0,00
28188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; RI 021 = DF 023.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS PATRIMONIALES	B8

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
041	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00
21311	Bâtiments administratifs	0,00	0,00	0,00
21312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00
231311	Bâtiments administratifs	0,00	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00
041	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Les dépenses sont égales aux recettes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	B9.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		I 1 138 106,12	23 989,06	II 23 989,06
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		235 500,00	0,00	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	235 500,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		902 606,12	23 989,06	23 989,06
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>			
1021	<i>Dotation</i>	24 045,71	0,00	0,00
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	1 260,00	21 791,67	21 791,67
020	Dépenses imprévues	877 300,41	2 197,39	2 197,39

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	1 162 095,18	222 264,27	0,00	1 384 359,45

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

III – VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT		
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES		B9.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		V 9 541 864,59	-139 500,00	VI -139 500,00
Ressources propres externes de l'année (a)		2 805 085,27	0,00	0,00
10222	FCTVA	2 805 085,27	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b)		6 736 779,32	-139 500,00	-139 500,00
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
28...	Amortissement des immobilisations			
28032	Frais de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00
280412	Subv. public - Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00
28051	Concessions, droits similaires, brevets,...	0,00	0,00	0,00
281311	Bâtiments administratifs	0,00	0,00	0,00
281312	Centres d'incendie et secours construc.	6 596 779,32	0,00	0,00
281318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00
28132	Bâtiments privés constr.	0,00	0,00	0,00
281351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00
281531	Réseaux de transmission	0,00	0,00	0,00
281532	Réseaux d'alerte	0,00	0,00	0,00
281538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00
281561	Matériel mobile d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00
281562	Matériel non mobile incendie et secours	0,00	0,00	0,00
281568	Autre matériel d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00
281571	Ateliers	0,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel et outillage technique	0,00	0,00	0,00
28158	Autres immobilisations	0,00	0,00	0,00
2817312	Centres incendie secours (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00
2817318	Autres bâtiments publics (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00
281735	Installations générales (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00
28182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00
28183	Matériel informatique	0,00	0,00	0,00
28184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	0,00	0,00
28188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
481...	Charges à répartir			
024	Produits des cessions d'immobilisations	140 000,00	-139 500,00	-139 500,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution R001 (3)	Affectation R1068 (3)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	9 402 364,59	0,00	3 495 911,22	0,00	12 898 275,81

	Montant	
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	1 384 359,45
Ressources propres disponibles	VIII	12 898 275,81
Solde	IX = VIII – IV (4)	11 513 916,36

(1) Les comptes 169, 26, 27, 28 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES			IV
ELEMENTS DU BILAN – METHODES UTILISEES			A2
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION		Délibération du
	Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		
	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N ET PROVISIONS NOUVELLES

IV

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1)	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Montant total des provisions constituées	Montant des reprises	SOLDE
	A		B	C = A + B	D	E = C - D
Provisions pour risques et charges (2)						
Provisions pour litiges et contentieux	0,00 €					
[...]						
Provisions pour pertes de change	0,00 €					
[...]						
Provisions pour grosses réparations	0,00 €					
[...]						
Autres provisions pour risques	0,00 €					
Protocole Société Systel Marché 20090023	0,00 €	15/12/2011	506 419,30 €	2 258 212,03 €	496 419,30 €	1 761 792,73 €
Recours contentieux de la Société CMEG	0,00 €	17/11/2010	10 000,00 €	10 000,00 €	0,00 €	10 000,00 €
Contentieux CIS bolbec	200 000,00 €	05/02/2016	496 419,30 €	496 419,30 €	496 419,30 €	0,00 €
Provision auto-assurance	117 000,00 €	05/02/2016	0,00 €	200 000,00 €	0,00 €	200 000,00 €
Provision contentieux Centre départemental de formation	1 434 792,73 €	14/12/2016	0,00 €	117 000,00 €	0,00 €	117 000,00 €
Provisions pour dépréciation (2)						
- des immobilisations			0,00 €	1 434 792,73 €	0,00 €	1 434 792,73 €
[...]	0,00 €					
- des stocks						
[...]	0,00 €					
- des comptes de tiers						
[...]	0,00 €					
- des comptes financiers						
[...]	0,00 €					
TOTAL	1 751 792,73 €		506 419,30 €	2 258 212,03 €	496 419,30 €	1 761 792,73 €

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement, ...).

IV – ANNEXES		
ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS		
		IV
		A5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

- (1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.
- (2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).
- (3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
- (4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.
- (5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.
- (6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.
- (7) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN – AUTORISATIONS DE PROGRAMME	IV
	B6

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercices au-delà de N+1)
TOTAL	44 719 645,00	0,00	44 719 645,00	7 199 641,13	8 693 726,28	8 942 972,96	19 606 707,13
2013-1301	1 400 000,00	0,00	1 400 000,00	767 775,26	10 000,00	485 000,00	157 224,74
2015-1504	540 000,00	0,00	540 000,00	0,00	7 755,30	360 000,00	180 000,00
2013-1302	1 675 000,00	0,00	1 675 000,00	779 603,36	380 000,00	430 000,00	85 396,65
2014-1406	520 000,00	0,00	520 000,00	22 535,16	300 000,00	30 180,13	150 000,00
2015-1503	7 543 098,00	0,00	7 543 098,00	17 613,60	2 995 484,40	3 680 000,00	850 000,00
2014-1411	1 650 000,00	0,00	1 650 000,00	11 724,00	10 200,00	54 800,00	1 573 276,00
2012-1201	1 142 500,00	0,00	1 142 500,00	848 117,30	57 151,65	237 231,05	0,00
2014-1405	440 000,00	0,00	440 000,00	324 174,53	5 000,00	0,00	23 568,86
2010-1006	585 000,00	0,00	585 000,00	291 959,58	85 000,00	30 041,42	150 000,00
2013-1303	4 250 000,00	0,00	4 250 000,00	2 276 147,55	1 700 000,00	23 852,45	250 000,00
2015-1502	204 052,00	0,00	204 052,00	139 395,20	33 662,10	0,00	30 994,70
2014-1401	197 700,00	0,00	197 700,00	34 681,50	43 800,00	42 000,00	77 218,50
2015-1501	175 000,00	0,00	175 000,00	18 425,68	4 761,83	0,00	0,00
2014-1409	11 830 400,00	0,00	11 830 400,00	1 425 453,32	2 687 250,00	2 301 800,00	5 415 896,68
2014-1410	445 000,00	0,00	445 000,00	0,00	1 700,00	53 500,00	389 800,00
2014-1412	520 000,00	0,00	520 000,00	242 035,09	140 000,00	137 964,91	0,00
2014-1412	10 200 000,00	0,00	10 200 000,00	0,00	10 000,00	361 426,00	9 828 574,00
2016-1601	1 401 895,00	0,00	1 401 895,00	0,00	221 961,00	735 177,00	444 757,00

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

IV
B7

N° ou intitulé de l'AE	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercices au-delà de N+1)
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.
(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice 17

Nombre de membres présents 13

Nombre de suffrages exprimés 16 dont 3 pouvoirs

VOTES :

Pour 16
Contre 0
Abstentions 0

Date de convocation : 22 novembre 2016

Présenté par le Président, M. GAUTIER André,
A YVETOT, le 14 décembre 2016

Délibéré par le conseil d'administration, réuni en session
A YVETOT, le 14 décembre 2016

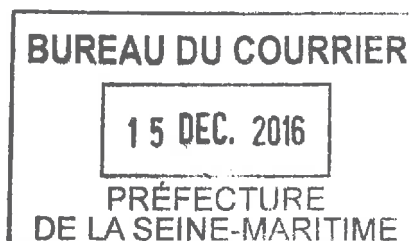
Les membres du conseil d'administration,

M. LEMONNIER Luc	Mme LUCOT-AVRIL Virginie
M. TASSERIE Sébastien	Mme SINEAU PATRY Cécile
Mme DURANDE Florence	M. BERTRAND Nicolas
M. LEJEUNE Michel	Mme MSICA GUEROUT Christelle
Mme ALLAIS Sophie <i>a donné pouvoir à N. Tasserie</i>	M. ROUSSELIN Jean-Louis
Mme COTTEREAU Chantal <i>a donné pouvoir à N. Tasserie</i>	Mme CARON Marine
Mme LEFEBVRE Blandine	M. DUVAL Christian
Mme THIBAudeau RAINOT Florence <i>a donné pouvoir à N. Gautier.</i>	Mme FLAVIGNY Catherine
Mme CANU Pierrette	M. MARCHE Frédéric
M. REGNIER Didier	Mme VIEUBLE Nacéra
M. CORITON Bastien	Mme DUPARC Fabienne

Mme FIRMIN-LE-BODO Agnès	M. BLOND Eric
M. THEVENOT Jean-Pierre	
M. JOUAN Gérard	Mme GAUTIER-HURTADO Maria-Dolorès
M. LEROY Philippe	
M. COUTEY Guillaume	Mme DIALLO Dieynaba
	Mme TESSIER Dominique

Certifié exécutoire par le président, compte tenu de la transmission en préfecture le
et de la publication le

A YVETOT, le..... 2016



- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
13
- Pouvoirs :
3
- Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**POLITIQUE IMMOBILIERE –
PROPOSITION DE CREATION D'UN GROUPE DE TRAVAIL**

Le 14 décembre 2016, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 22 novembre 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes, Pierrette CANU, Mme Florence DURANDE, Agnès FIRMIN LE BODO, Blandine LEFEBVRE.

MM. Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Luc LEMONNIER, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

M. Philippe LEROY, Mme Fabienne DUPARC.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental par intérim, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Hervé TESNIERE, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Caporal Mathieu GIBASSIER, Dominique PROUST, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Mme Sophie ALLAIS à Monsieur Sébastien TASSERIE,

Mme Florence THIBAUDEAU RAINOT à Monsieur André GAUTIER,

Mme Chantal COTTEREAU à Monsieur Gérard JOUAN.

Étaient absents excusés :

Mmes Sophie ALLAIS, Chantal COTTEREAU, Florence THIBAUDEAU RAINOT.

MM. Bastien CORITON, Jean-Pierre THEVENOT, le Capitaine André HENRY, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Courant octobre dernier, des réunions d'information à l'attention des maires et des présidents des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) ont eu lieu afin de présenter la réforme du mode de calcul des contributions et les propositions votées par le Conseil d'administration pour la réalisation du futur plan immobilier du Service départemental d'incendie et de secours (Sdis).

Les propositions liées à la nouvelle politique immobilière sont décrites dans la délibération du Conseil d'administration du 17 juin 2016.

Pour rappel, ce plan immobilier concerne plus de quarante opérations pour un montant d'environ 100 millions d'euros.

Ces propositions résultent de la situation financière du Sdis qui ne pourra assumer seul la prise en charge des investissements à réaliser, sauf à lisser ces opérations sur une période extrêmement longue ; justifiant ainsi la participation des acteurs du territoire, afin de mener à bien la réalisation de ces différentes opérations.

En résumé, cette modification du plan immobilier suppose qu'une commune cède à l'euro symbolique un terrain ou un bâtiment. En complément, l'EPCI est sollicité pour mobiliser les financements des collectivités du bloc communal sur un pourcentage des travaux. Le Sdis gardant à sa charge le complément du coût des travaux, ainsi que les frais d'études et de maîtrise d'œuvre.

Cette proposition de refonte de la politique immobilière a suscité de nombreux commentaires et interrogations.

Des débats ont également eu lieu au sein du Conseil départemental.

Compte tenu de ces commentaires, interrogations et débats, il est nécessaire de poursuivre la réflexion afin d'apporter des précisions et des réponses (le taux de participation des EPCI aux coûts de construction notamment)

C'est pourquoi il est proposé de créer un groupe de travail ad hoc afin d'étudier l'ensemble des possibilités qui s'offrent à nous, en cohérence avec la réalité actuelle du Sdis, sur le modèle de ce qui a été fait pour le dossier des contributions des communes et EPCI.

Afin que ce groupe soit représentatif des acteurs du territoire et du Conseil d'administration dans sa pluralité, il est proposé de choisir deux représentants du Département, deux représentants des communes et deux représentants des EPCI.

L'objectif de ce groupe est de remettre ses conclusions afin de soumettre au Conseil d'administration de juin 2017 une politique immobilière applicable rapidement et économiquement acceptable pour les futurs partenaires.

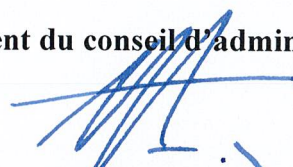
Ces résultats feront l'objet d'une nouvelle concertation avec les territoires durant les prochains mois.

Ainsi, il vous est proposé de procéder à la désignation des membres du groupe de travail.

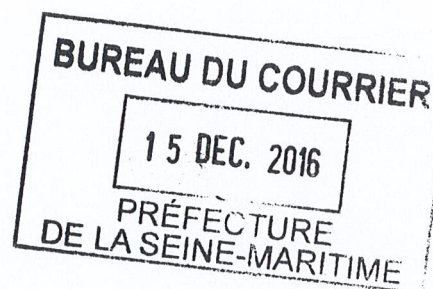
*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité la création d'un groupe de travail ainsi que la sollicitation du président du Département et du président de l'Association Départementale des Maires pour la désignation des membres représentants les communes et les EPCI.

Le président du conseil d'administration,



André GAUTIER



- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
13
- Pouvoirs :
3
- Votants :
-

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2017

Le 14 décembre 2016, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 22 novembre 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes, Pierrette CANU, Mme Florence DURANDE, Agnès FIRMIN LE BODO, Blandine LEFEBVRE.

MM. Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Luc LEMONNIER, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

M. Philippe LEROY, Mme Fabienne DUPARC.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental par intérim, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Hervé TESNIERE, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Caporal Mathieu GIBASSIER, Dominique PROUST, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Mme Sophie ALLAIS à Monsieur Sébastien TASSERIE,
Mme Florence THIBAUDEAU RAINOT à Monsieur André GAUTIER,
Mme Chantal COTTEREAU à Monsieur Gérard JOUAN.

Étaient absents excusés :

Mmes Sophie ALLAIS, Chantal COTTEREAU, Florence THIBAUDEAU RAINOT.
MM. Bastien CORITON, Jean-Pierre THEVENOT, le Capitaine André HENRY, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Le conseil d'administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Seine Maritime (Sdis 76) est invité à tenir un débat d'orientations budgétaires (DOB) pour l'exercice 2017 et les années suivantes.

Ce débat, obligatoire, sur les grandes orientations budgétaires doit être réalisé deux mois avant l'examen du budget primitif 2017. Cette disposition est imposée par l'article L 3312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) aux départements et transposée aux services départementaux d'incendie et de secours. Il doit s'appuyer sur un rapport dont la forme et le contenu ont été précisés par l'article 93 de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 sur la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et l'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe). Ces nouvelles dispositions visent à renforcer la transparence et la responsabilité financières des collectivités territoriales.

Le rapport doit présenter les orientations budgétaires de l'exercice, les engagements pluriannuels envisagés, la structure et l'évolution des dépenses et des effectifs ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

Le DOB constitue une étape essentielle du cycle budgétaire du Sdis 76, il permet d'informer les membres du conseil d'administration sur la situation financière réelle de l'établissement et ses perspectives budgétaires afin d'éclairer leur choix pour le vote du budget primitif 2017.

La note jointe au présent rapport, contenant les informations prévues par la loi (notamment les données en matière d'emprunt et de personnel présentées en annexes), sera transmise au représentant de l'Etat et publiée sur le site internet du Sdis 76 après la tenue du débat.

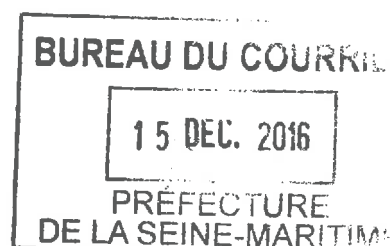
*

**

Les membres du Conseil d'administration ont pris connaissance du débat d'orientations budgétaires 2017 et en ont débattu.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER



RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2017

Le présent rapport vise à alimenter la réflexion des administrateurs en présentant les grandes orientations qui vont présider à la structuration des prochains budgets du Sdis 76.

Avant d'aborder en détail les principaux facteurs qui impacteront, à moyen terme, tant en fonctionnement qu'en investissement, la gestion du service (II), il est nécessaire de s'arrêter sur le contexte dans lequel cet acte budgétaire se prépare pour l'exercice 2017 (I).

*

*

*

I – Le contexte de préparation du budget 2017

Une présentation de la situation conjoncturelle dans laquelle se trouve le Sdis 76 (A) permettra de mieux appréhender son analyse financière rétrospective (B).

A – Les éléments de contexte :

Force est de constater que la préparation du budget 2017 est impactée par des sujets qui trouvent leur fondement dans des décisions internes au service (1) ou qui lui sont imposées par l'extérieur (2).

1) Les éléments internes :

S'agissant des domaines sur lequel le conseil d'administration dispose d'une maîtrise, l'année 2017 sera dans la continuité de l'exercice passé.

Les investissements nécessaires à la mise en œuvre du nouveau schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR) et du règlement opérationnel (RO) conduiront à poursuivre la modernisation des outils informatiques, le renouvellement du matériel roulant et des équipements d'intervention ainsi qu'à se positionner sur le calendrier de réalisation du nouveau programme immobilier.

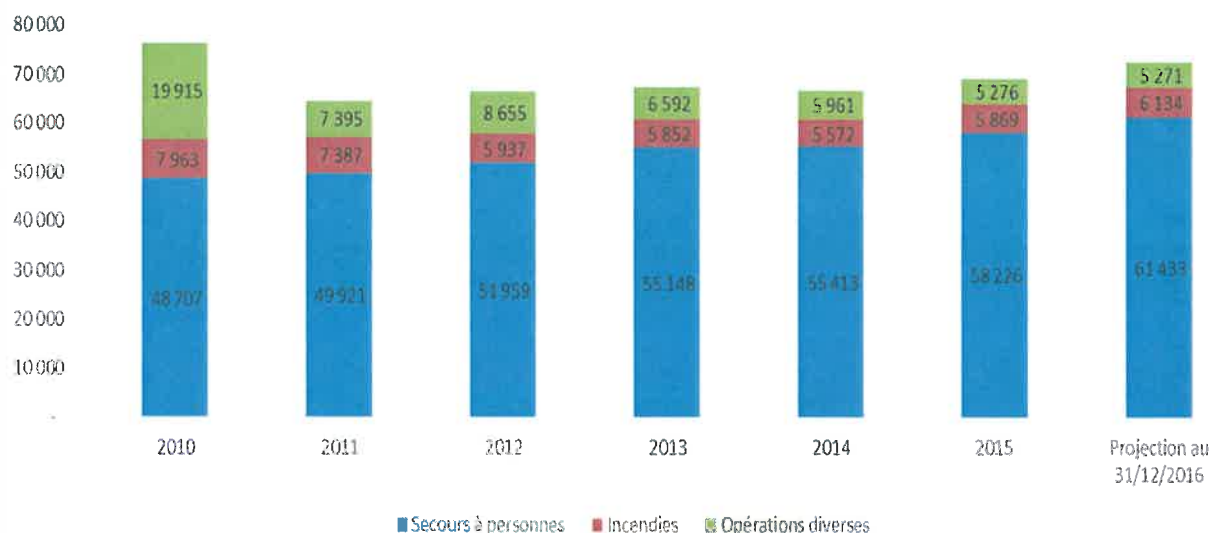
Dans le même temps, la gestion rigoureuse des charges de fonctionnement restera une priorité. Il est d'ailleurs regrettable que les efforts entrepris, depuis plusieurs années, soient masqués par l'augmentation constante du volume des dépenses de fonctionnement en raison de décisions prises, le plus souvent, au niveau national.

2) Les éléments externes :

Les facteurs exogènes sont autant de contraintes à surmonter pour préparer et équilibrer un budget.

L'augmentation continue des interventions pour secours à personnes

Evolution du nombre d'interventions



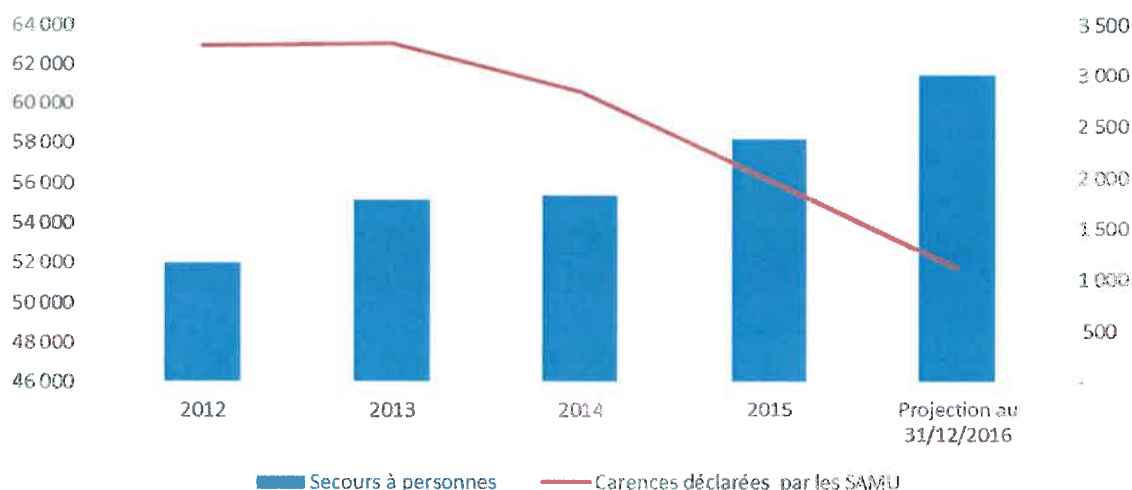
A l'instar des autres Sdis de France, plus de 84 % des missions du Sdis76 sont désormais consacrées aux secours à personnes. Ces derniers ne cessent de progresser année après année. Il est d'ailleurs important de souligner leur augmentation de plus de 26 % depuis 2010.

De fait, en six années, les dépenses de fonctionnement, notamment celles liées aux matériels à usage unique, ont augmenté de 25 500 euros.

Cette progression des charges, directement liée à l'augmentation du nombre de sorties d'ambulances du Sdis 76, est accentuée de façon significative par la baisse des recettes provenant de la carence des transports sanitaires.

En effet, sur les cinq dernières années, les carences déclarées par le SAMU de Rouen (dit SAMU A) et celles du SAMU du Havre (dit SAMU B) ont respectivement baissé de plus de 70 % et 22 %.

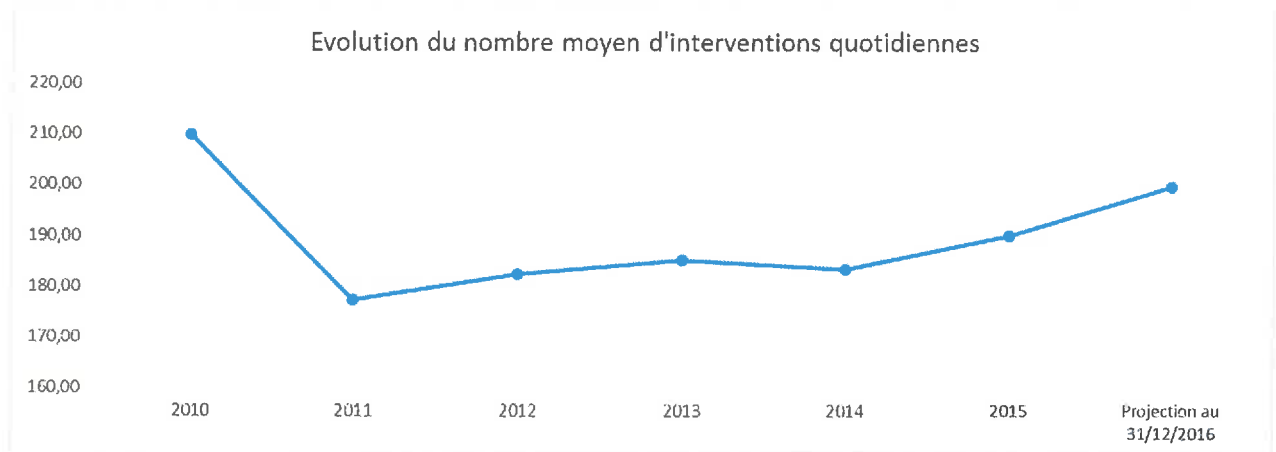
Evolution comparée des interventions pour secours à personnes et des carences déclarées par les SAMU



La lutte contre les incendies ne représente qu'environ 8 % de l'activité, avec une baisse de près de 23 % depuis 2010.

Le nombre d'interventions diverses (destructions de nids d'insectes, fuites d'eau...) a été réduit de plus de 73 % depuis 2010. Le conseil d'administration a en effet, souhaité recentrer l'activité du Service sur son cœur de missions. Ainsi, les interventions diverses ne présentant pas de caractère d'urgence ne sont plus réalisées, sauf par carence du secteur privé. Elles donnent alors lieu à une participation financière des bénéficiaires, facturée de manière forfaitaire. Parmi les interventions diverses, il faut également compter les missions de secours liées aux risques industriels. Il faut préciser qu'elles sont régulières (environ deux interventions par mois) et mobilisent une expertise, des moyens humains et techniques très importants. C'est la caractéristique du Sdis 76 dont le savoir-faire en la matière est reconnu au niveau local et national.

Au 31 décembre 2016, s'il est possible d'estimer que le nombre total d'interventions aura progressé de 5 % par rapport à l'an dernier, il faut se rappeler qu'il reste de 5 % inférieur à celui constaté en 2010.



L'évolution des normes

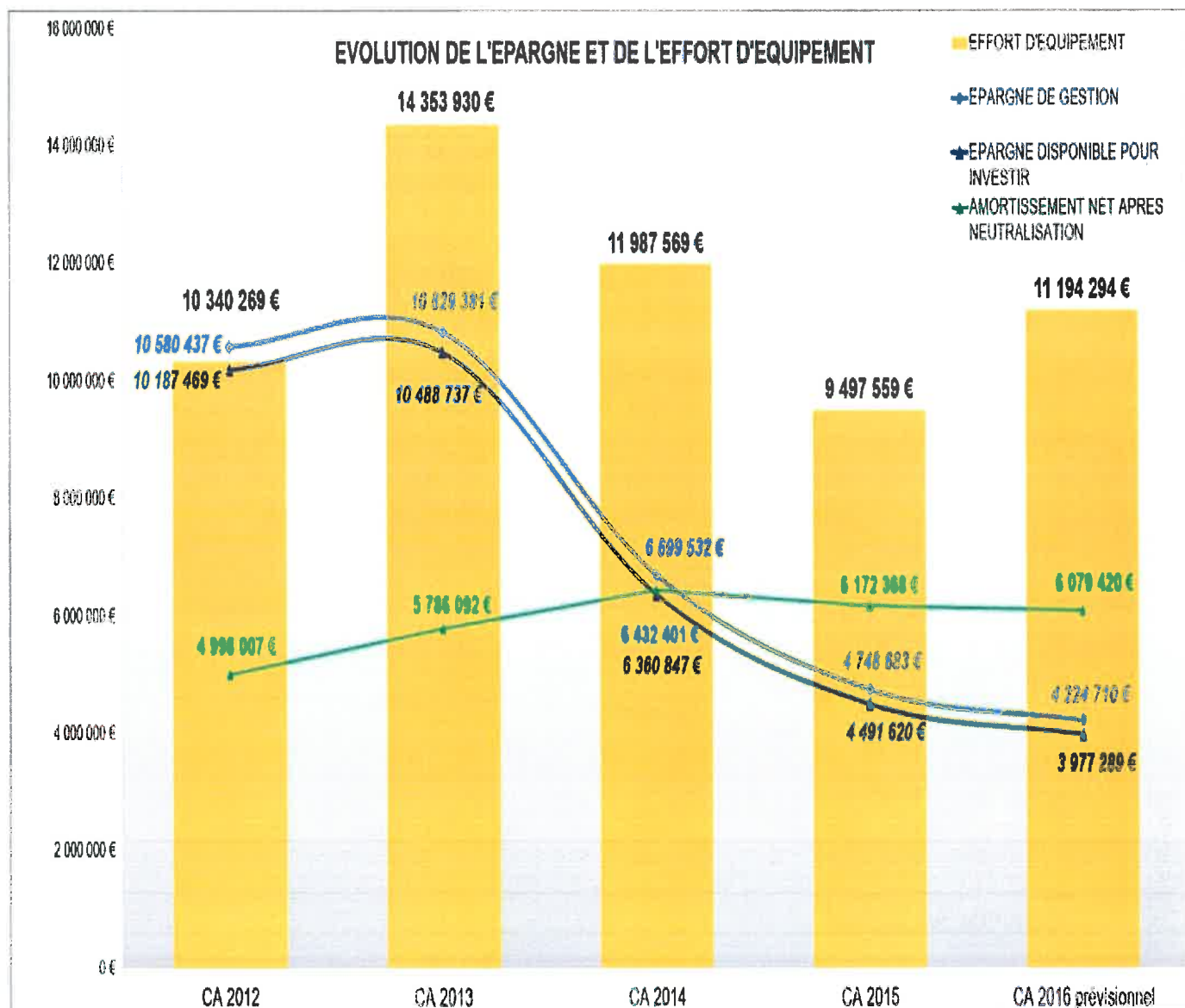
De même, l'évolution des différentes normes applicables dans le cadre de l'activité du Sdis 76 n'est pas neutre pour son budget :

	Incidence budgétaire 2014	Incidence budgétaire 2015	Incidence budgétaire 2016	Incidence budgétaire 2017	Total
Investissements		20 005 €	5 438 €	29 550 €	54 993 €
Charges à caractère général		916 €	1 831 €	2 747 €	5 494 €
Charges de personnel	483 000 €	1 249 695 €	926 585 €	2 025 947 €	4 685 227 €
Total	483 000 €	1 270 616 €	933 854 €	2 058 244 €	4 745 714 €

L'effet cumulé des mesures nationales prises depuis 2013, notamment en matière de personnel (voir ultérieurement au § II - A - 2), va ainsi conduire irrémédiablement à alourdir le budget 2017 du Sdis 76 de plus de 2 M€.

Avec une progression des dépenses plus rapide que celle des recettes, l'équilibre budgétaire va être de plus en plus difficile à respecter.

B – La situation financière du Sdis 76



Depuis 2013, l'épargne nette, qui mesure l'épargne disponible pour financer l'équipement après déduction du financement mobilisé pour le remboursement de la dette, s'est fortement dégradée passant de 10 488 737 € à 3 977 289 €.

L'épargne nette est calculée à partir de l'épargne de gestion (recettes courantes - charges de gestion de l'exercice) de laquelle il est déduit les intérêts et le capital de la dette à rembourser au titre de l'exercice considéré.

Cet indicateur permet d'apprécier si le principe d'équilibre réel du budget est vérifié.

En effet, comme le rappelle l'article 1612-3 du CGCT, il est impératif que « *le prélèvement sur les recettes de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement, ajouté aux recettes propres de cette section [...] fourni(sse) des ressources suffisantes pour couvrir le remboursement en capital des annuités d'emprunt à échoir au cours de l'exercice* ».

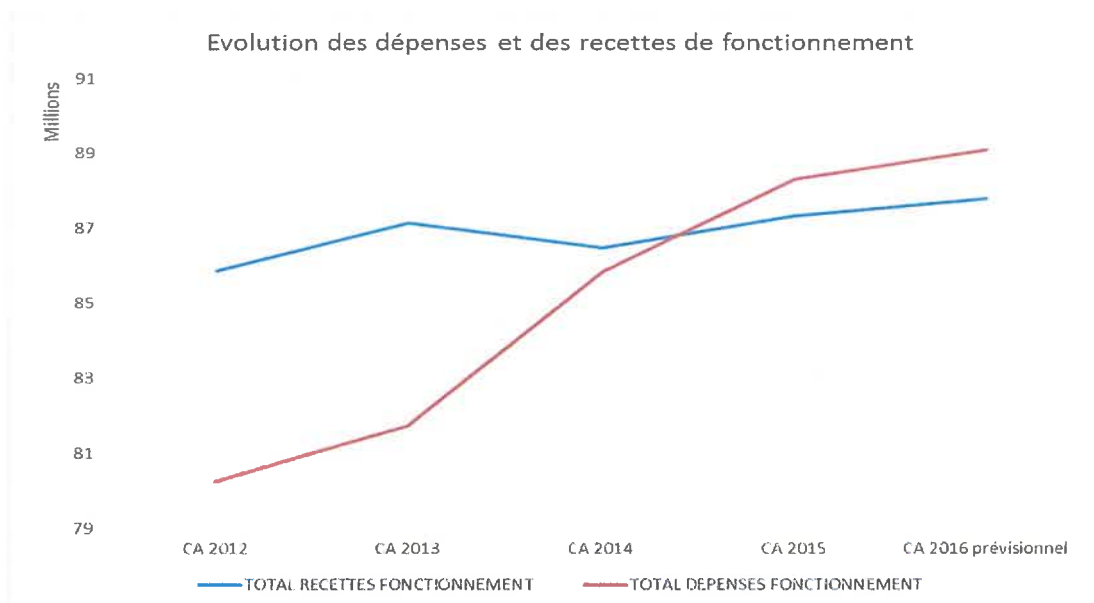
Concrètement, ce sera obligatoirement le cas si l'épargne nette est positive.

Par ailleurs, sachant que l'autofinancement des dépenses d'équipement est constitué par le virement issu de la section de fonctionnement, composé à la fois de l'épargne nette et de la dotation aux amortissements, il est possible d'en déduire que plus le montant de l'épargne nette

est proche du montant de la dotation aux amortissements, moins l'excédent de recettes de fonctionnement de l'exercice en cours est élevé.

En l'occurrence, on constate que, **depuis l'année 2014, le montant de la dotation aux amortissements est supérieur à l'épargne nette. Cela signifie qu'il a été nécessaire de puiser dans l'excédent reporté des exercices précédents au niveau de la section de fonctionnement pour alimenter cette dotation obligatoire.**

Ce mécanisme a d'ailleurs été **renforcé par l'apparition d'un effet de ciseau en 2015** lorsque les dépenses globales de fonctionnement ont dépassé le volume total des recettes de l'année.



De fait, les excédents accumulés ont progressivement été consommés :

FONCTIONNEMENT	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016 prévisionnel
TOTAL RECETTES	85 855 171	87 153 695	86 490 617	87 319 441	87 782 342
TOTAL DEPENSES	80 261 240	81 729 481	85 843 928	88 315 394	89 080 108
SOLDE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	5 593 931	5 424 214	646 689	-995 953	-1 297 766
EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	1 426 882	7 020 813	10 107 102	7 271 918	6 275 965
AUTOFINANCEMENT DISPONIBLE	7 020 813	12 445 027	10 753 791	6 275 965	4 978 199

La dégradation durable du niveau de l'épargne est enfin un mauvais signal pour la recherche de financements extérieurs.

La capacité de désendettement est effectivement un indicateur très utilisé pour mesurer la solvabilité des collectivités. Ce ratio compare le niveau de l'épargne brute (épargne de gestion - intérêts de la dette de l'exercice) à celui de l'encours de la dette et permet de savoir en combien d'années l'entité pourrait rembourser sa dette si elle y consacrait toute son épargne brute. Il est

généralement admis que le seuil critique, révélateur de tensions futures, se situe entre 10 et 12 ans.

Il faut toutefois souligner que l'incapacité à dégager une épargne positive est le signe d'une incapacité à se désendetter et par extension à contracter de nouveaux emprunts.

En l'espèce, si le faible niveau d'endettement autorisait le Sdis 76 à mettre en avant un ratio de désendetttement très attractif pour les établissements bancaires jusqu'en 2014, le déficit annuel de la section de fonctionnement dès 2015 a conduit à le priver, en théorie, d'un accès facile aux emprunts.

	2012	2013	2014	2015	2016
Capacité de désendetttement (en années)	0,19 ans	0,15 ans	0,92 ans	inexistante	inexistante

Dans la même période, le Sdis 76 a continué à mettre en œuvre un ambitieux programme d'investissement.

Si cette décision est rassurante au niveau de la qualité de la réponse opérationnelle, en ce qu'elle s'est concentrée sur le renouvellement des parcs de matériels et d'engins d'incendie et de secours, ainsi qu'aux constructions/ réhabilitations de centres de secours, elle s'oppose à celle constatée au niveau national par la Banque Postale qui souligne dans sa note de conjoncture sur les finances locales publiée le 3 novembre dernier « un net repli des dépenses d'investissement (-5,2%) ».

Jusqu'en 2015, ces dépenses ont été intégralement autofinancées, en premier lieu par la dotation d'amortissement, puis par les excédents propres de la section d'investissement et enfin par l'excédent de fonctionnement :

INVESTISSEMENT	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016 prévisionnel
TOTAL DEPENSES	10 697 161	20 503 082	15 033 908	18 299 110	11 994 436
TOTAL RECETTES	15 820 085	7 962 735	10 671 333	19 754 054	11 104 262
SOLDE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	5 122 924	-12 540 347	-4 362 575	1 454 944	-890 174
EXCEDENT D'INVESTISSEMENT REPORTE	5 079 498	10 202 422	3 463 788	1 818 701	3 495 909
SOLDE	10 202 422	-2 337 925	-898 785	3 273 645	2 605 735

Ainsi, la section de fonctionnement a-t-elle été prélevée de plus de 3.2 M€ sur les résultats 2013 et 2014 pour abonder les réserves obligatoires à constituer au compte 1068.

Pour être exhaustif, il convient de préciser qu'une réserve complémentaire de près de 2.6 M€ avait également été validée par le conseil d'administration sur le résultat de fonctionnement de l'exercice 2014.

Afin de profiter de l'opportunité de taux historiquement bas et d'une analyse financière encore acceptable pour les établissements bancaires, il a été choisi de contracter un prêt de 2.5 M€

mobilisable jusqu'au 31 décembre 2017 pour financer une part, somme toute modeste, des investissements 2016 et 2017.

L'impact de cette décision est prise en compte dans la préparation du budget 2017 et son effet sur les exercices futurs est intégré dans la prospective établie pour projeter la situation financière du Sdis 76 jusqu'en 2020, échéance du mandat du conseil d'administration actuel.

II – L'évolution prévisionnelle du budget du Sdis 76 :

Les développements qui vont suivre visent à présenter les ressources et les charges prévisionnelles du Sdis 76 telles qu'elles se profilent, tant en section de fonctionnement (A) que d'investissement (B), pour l'exercice à venir ainsi que la projection jusqu'en 2020.

A – La section de fonctionnement

Par définition, la section de fonctionnement retrace toutes les opérations de recettes (1) et de dépenses (2) nécessaires à la gestion courante du Service. Néanmoins, comme déjà évoqué, l'excédent de recettes par rapport aux dépenses, dégagé par la section de fonctionnement, a vocation à constituer l'épargne brute (3) qui autofinancera une partie de la section d'investissement.

1) Les recettes de fonctionnement

Sur la période envisagée, les recettes de fonctionnement annuelles, hors reprise d'excédent antérieur, devraient globalement rester stables :

FONCTIONNEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
TOTAL RECETTES	87 782 342	85 916 920	86 270 232	86 847 520	87 286 310

Il convient cependant de noter les évolutions contrastées de leurs différentes composantes.

Les contributions des collectivités

Les contributions du Département, des communes et des EPCI représentent plus de 95% des recettes de fonctionnement.

La contribution du Département

Premier contributeur du Sdis 76, le Département est libre de fixer sa contribution.

Il a d'ailleurs été contraint en 2016 de la baisser de 932 K€ compte tenu de ses propres impératifs budgétaires.

En l'absence, à ce jour, d'un engagement conventionnel et pluriannuel de la part du Conseil départemental, une stabilité de cette contribution jusqu'en 2020 est retenue comme postulat.

FONCTIONNEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
----------------	-------------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------

CONTRIBUTION DU DEPARTEMENT	45 731 000	45 731 000	45 731 000	45 731 000	45 731 000
--------------------------------	------------	------------	------------	------------	------------

La contribution des communes et des EPCI

Deuxième contributeur du Sdis 76, les collectivités de l'échelon communal voient leurs participations plafonnées à la hausse par le niveau de l'inflation.

Pour les contributions 2017, la limite d'augmentation est fixée à + 0.41 %.

Parallèlement, le mécanisme de lissage des contributions locales d'ici à 2020 sera mis en œuvre à compter de 2017. Il n'aura pas d'incidence notable sur le volume total des contributions.

Par conséquent, il est projeté une évolution de ces contributions sur la base d'une inflation moyenne de 1% par an jusqu'en 2020.

FONCTIONNEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
CONTRIBUTION DES COMMUNES ET EPCI	35 757 779	35 904 028	36 263 068	36 625 699	36 991 956

Il est à souligner que l'évolution de la législation incite les EPCI à prendre en charge le financement du contingent incendie en lieu et place de leurs communes membres. Ces transferts de compétence n'auront pas d'effet sur les recettes puisque la contribution de l'EPCI correspond à l'addition des contributions calculées pour chaque commune de son territoire.

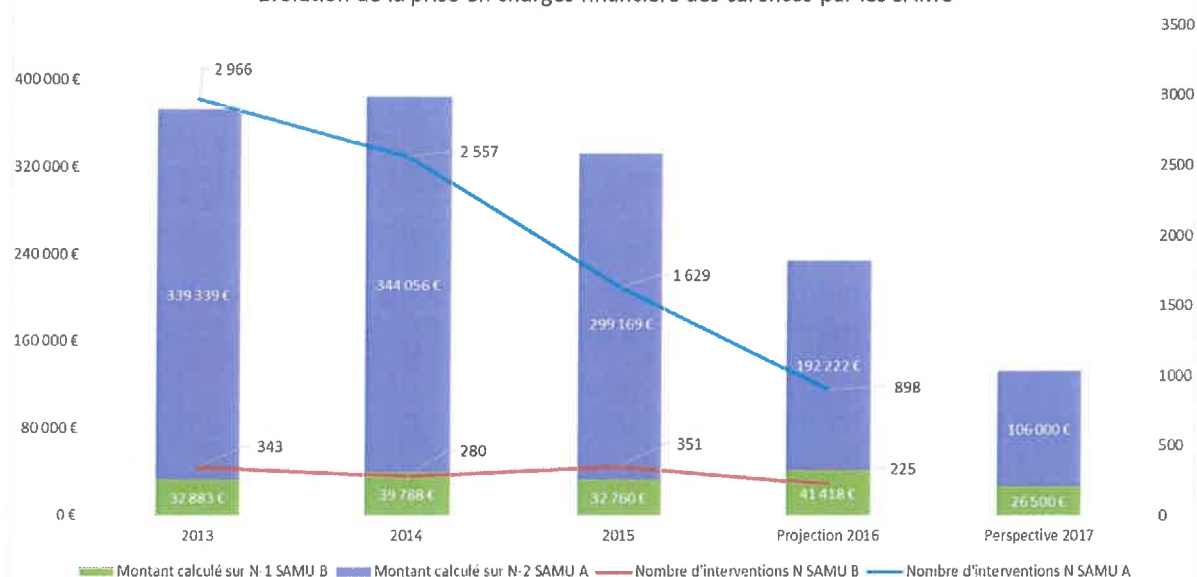
Les autres recettes réelles

Les autres recettes réelles sont marginales dans la mesure où elles ne représentent que 4 % des ressources annuelles du Sdis.

Les recettes qui présentent un caractère récurrent correspondent essentiellement aux remboursements sur charges de personnel (mises à disposition, emplois aidés, congés maternité et paternité...) et aux diverses prestations facturées (interventions payantes, carence des transports sanitaires, conventions d'entraide).

A l'instar d'autres départements normands, des négociations devront être engagées avec les autorités sanitaires pour déterminer de nouvelles modalités de dédommagement des interventions en cas de carences. Le système actuel conduit effectivement à une diminution des recettes totalement déconnectée de la progression des interventions pour secours à personnes :

Evolution de la prise en charges financière des carences par les SAMU



Les autres recettes sont plus exceptionnelles. Les fortes variations sont le plus souvent à rapprocher des indemnités versées dans le cadre de contentieux. Ainsi, en 2016, les recours formulés à l'encontre de l'assurance dommage ouvrage pour les désordres de construction du centre de formation de Saint-Valéry-en-Caux ont conduit à des entrées de recettes pour un montant très largement supérieur aux moyennes habituellement constatées. Toutefois, le Service devra obligatoirement programmer, en investissement, dès 2017, les opérations de réparation des désordres constatés.

FONCTIONNEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
ATTENUATIONS DE CHARGES DE PERSONNEL	907 478	1 113 963	1 110 000	1 110 000	1 110 000
PRODUITS DES SERVICES	1 204 057	964 547	993 232	1 029 028	1 066 516
AUTRES PARTICIPATIONS	1 032 485	1 194 777	1 215 433	1 215 433	1 215 433
AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	30 383	40 000	40 000	40 000	40 000
PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 427 624	144 000	48 570	47 181	45 832
AUTRES RECETTES	5 602 027	3 557 287	3 407 235	3 441 642	3 477 781

Les opérations d'ordre budgétaire

Avant 2016, les opérations d'amortissement des subventions d'investissement ainsi que de neutralisation des amortissements des opérations immobilières et des subventions d'équipements versées n'étaient pas réalisées.

Ces opérations permettent d'atténuer l'impact de la dotation obligatoire aux amortissements sur la section de fonctionnement.

Dans une optique presque similaire, les premières opérations de valorisation des travaux en régie ont été traitées au cours de l'exercice 2016.

Il s'agit, à partir de fiches recensant le coût de main d'œuvre et de fournitures acquises en section de fonctionnement, de transférer en section d'investissement les montants des travaux

réalisés par les agents du Sdis 76 et qui ont permis d'accroître la valeur d'un bien (ex. : mise en conformité, fabrication et pose, réfection, etc...), avec l'avantage complémentaire de permettre la récupération de la TVA sur les fournitures l'année suivante au titre du FCTVA.

FONCTIONNEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
NEUTRALISATION DES AMORTISSEMENTS	506 940	663 345	807 669	987 919	1 024 313
AMORTISSEMENT DES RECETTES	1 260	1 260	1 260	1 260	1 260
TRAVAUX EN REGIE	56 609	60 000	60 000	60 000	60 000
ECRITURES DE CESSIONS	126 727				
OPERATIONS D'ORDRE	691 536	724 605	868 929	1 049 179	1 085 573

Ces pratiques sont désormais intégrées par les services et seront poursuivies sur les exercices futurs pour réduire autant que possible le poids des dépenses d'exploitation au sein de la section de fonctionnement.

2) Les dépenses de fonctionnement

D'ici 2020, les dépenses de fonctionnement devraient dans leur ensemble augmenter de près de 2 % par an :

FONCTIONNEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
TOTAL DEPENSES	89 080 108	91 543 643	92 621 769	95 774 269	97 651 945

La structure de ces charges explique leur rigidité et leur évolution spontanée en dépit des efforts de rationalisation déjà entrepris et qui seront maintenus, voire accentués.

Les charges de gestion

Les dépenses courantes d'un Sdis relèvent de trois catégories.

FONCTIONNEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
CHARGES A CARACTERE GENERAL	10 945 823	10 659 877	10 766 476	10 874 141	10 982 882
CHARGES DE PERSONNEL	68 788 711	71 067 137	72 595 080	74 155 874	75 750 225
AUTRES CHARGES COURANTES	703 938	1 208 859	1 210 000	1 210 000	1 210 000
CHARGES DE GESTION	80 438 472	82 935 873	84 571 556	86 240 015	87 973 107

Les charges à caractère général

Depuis 2015, le Sdis 76 travaille à la réduction de ses charges à caractère général de fonctionnement.

La redéfinition de certaines procédures d'organisation et la mutualisation des achats dans le cadre de groupements de commandes, notamment avec le Département de la Seine-Maritime et les Sdis voisins, restent une priorité.

Ainsi, en 2017, malgré l'évolution de certaines normes, l'augmentation des prix attendue (notamment en matière de carburants et combustibles) et le renouvellement des contrats d'assurances entraînant une augmentation des cotisations, en raison d'une forte sinistralité de la flotte automobile, **cette nature de charges sera en diminution de 7.55 % par rapport au budget 2016, soit le niveau le plus bas jamais proposé depuis la départementalisation.**

La prudence invite, en partant d'un montant qui apparaît comme un plancher jamais connu, de prévoir pour l'avenir une progression suivant l'inflation moyenne retenue de 1 % par an, assurant une stabilité de ces dépenses sur la période de 2016 à 2020.

Les charges de personnel

Ce chapitre est le plus difficile à contenir car l'évolution de la masse salariale dépend en partie de contraintes externes subies et de décisions de gestion.

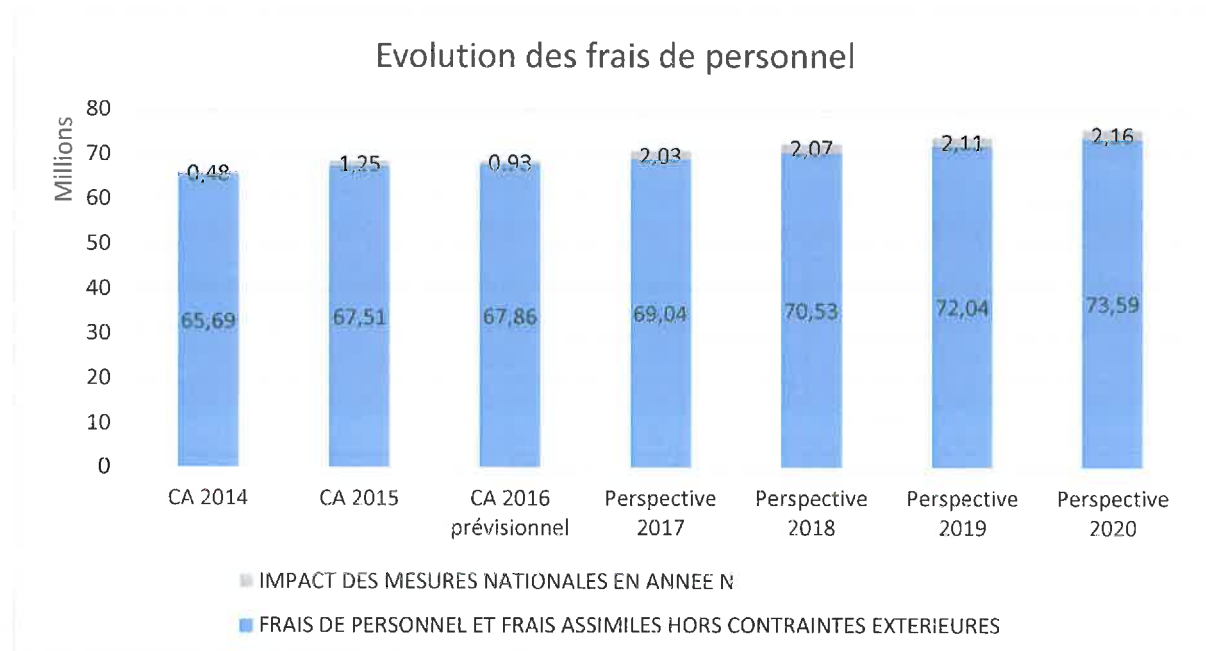
Ces dernières années, les décisions d'origines législatives ou réglementaires à forte incidence financières se sont multipliées en matière de politique salariale.

Ainsi, le Sdis 76 a notamment dû absorber les contraintes suivantes :

- la transcription en droit français de la directive européenne du 4 novembre 2003, faisant obligation d'adapter le temps de travail des sapeurs-pompiers professionnels (SPP), a conduit à plusieurs recrutements réduisant le taux de vacance des postes et se traduisant par la création de 5 postes supplémentaires entre 2013 et 2015 ;
- l'augmentation progressive des cotisations retraites jusqu'en 2020 pour rapprocher les taux de la fonction publique de ceux du secteur privé ;
- la suppression du jour de carence au 1^{er} janvier 2014 ;
- la réforme des dispositions indiciaires applicables aux agents des catégories C (SPP et personnels administratifs, techniques et spécialisés – PATS) par décrets du 29 janvier 2014 ;
- l'accord national relatif aux « parcours professionnels, carrières et rémunérations » (PPCR) qui se traduit par la restructuration des grilles indiciaires, des reclassements et le transfert d'une partie du régime indemnitaire sur le traitement indiciaire pour l'ensemble des agents (SPP et PATS) ;
- la garantie individuelle de pouvoir d'achat (GIPA) qui est une indemnité compensant la perte de pouvoir d'achat subie par les agents bloqués depuis au moins quatre ans au sommet de leur grade ;
- le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP), qui sera le nouvel outil indemnitaire de référence des filières administratives et techniques, remplaçant une partie des primes et indemnités existantes dans la fonction publique ;

- l'augmentation des quotas de caporaux chefs faisant passer le taux de promotion de 14 % à 25 % ;
- la revalorisation en deux temps (1^{er} juillet 2016 et 1^{er} février 2017) du point d'indice servant de référence pour fixer les rémunérations ;
- la réforme du cadre d'emplois des infirmiers sapeurs-pompiers professionnels par décret du 30 août 2016 ;
- la réforme du cadre d'emplois des médecins et pharmaciens par décret du 20 septembre 2016.

En comptabilisant uniquement l'impact des mesures prises depuis 2013, cela induit une augmentation mécanique des charges de personnel de près de 2 M€ pour 2017, **soit un surcoût cumulé de plus de 4,6 M€ depuis 2014.**



Par ailleurs, s'ajoutent les effets du glissement vieillesse technicité (GVT) qui traduit les évolutions de la masse salariale liées à la fois au statut de l'agent et à une décision de l'autorité territoriale s'agissant :

- du glissement : augmentations accordées individuellement, au mérite, sans qu'il y ait changement de qualification ni de promotion (exemple : variation du régime indemnitaire) ;
- du vieillissement : augmentations automatiques liées à l'ancienneté (exemple : avancement d'échelon) ;
- de la technicité : augmentations liées à des promotions ou à des changements de qualification (exemple : avancement de grade).

Evolution prévisionnelle du GVT	2016	2017	2018
Impact budgétaire	572 000 €	631 000 €	648 000 €

En outre, il ne faut pas oublier de compter les **effets de la politique salariale décidée exclusivement par le Sdis 76** :

- la **création de 13 postes de cadres techniques ou administratifs**, sur la période 2013 à 2014, pour se doter d'expertise dans divers domaines de la communication, de l'évaluation, des finances, de la commande publique, des systèmes d'information, de l'infrastructure, du juridique et du médical.

Création de 13 postes	2013	2014	2015	2016	2017
Impact budgétaire (hors GVT)	63 812 €	560 705 €	560 705 €	560 705 €	560 705 €

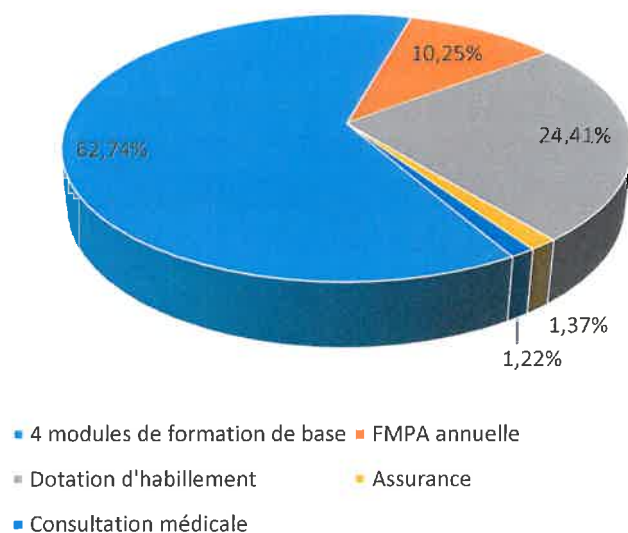
- la création de 8 postes non permanents pour couvrir les besoins opérationnels en cas de départs à la retraite et durant la formation des sapeurs-pompiers 1ère classe sur 4 mois, soit **un coût annuel de 106 000 €**.

Parallèlement, la politique relative au développement du volontariat a permis d'augmenter les effectifs de 210 sapeurs-pompiers volontaires (SPV) en 3 ans pour répondre aux besoins de la mixité :

	2013	2014	2015	2016
Nombre de SPV	2 563	2 618	2 664	2 773
Evolution annuelle		2,15%	1,76%	4,09%
Evolution cumulée		2,15%	3,94%	8,19%

Le coût moyen pour l'engagement d'un SPV est évalué à 3 277 €.

Décomposition du coût de l'engagement d'un SPV



Dans ce contexte, il est nécessaire de prendre des dispositions pour maîtriser les dépenses de personnel sans remettre en question les objectifs opérationnels validés.

Mesures proposées en vue de contenir les charges de personnel

Avec le postulat que la contribution du Département reste identique à celle de 2016 et après intégration des contraintes précédemment citées, il est proposé pour contenir les dépenses de personnel au niveau de celles du budget de 2016, de réduire le nombre de postes budgétaires.

Les postes ciblés sont :

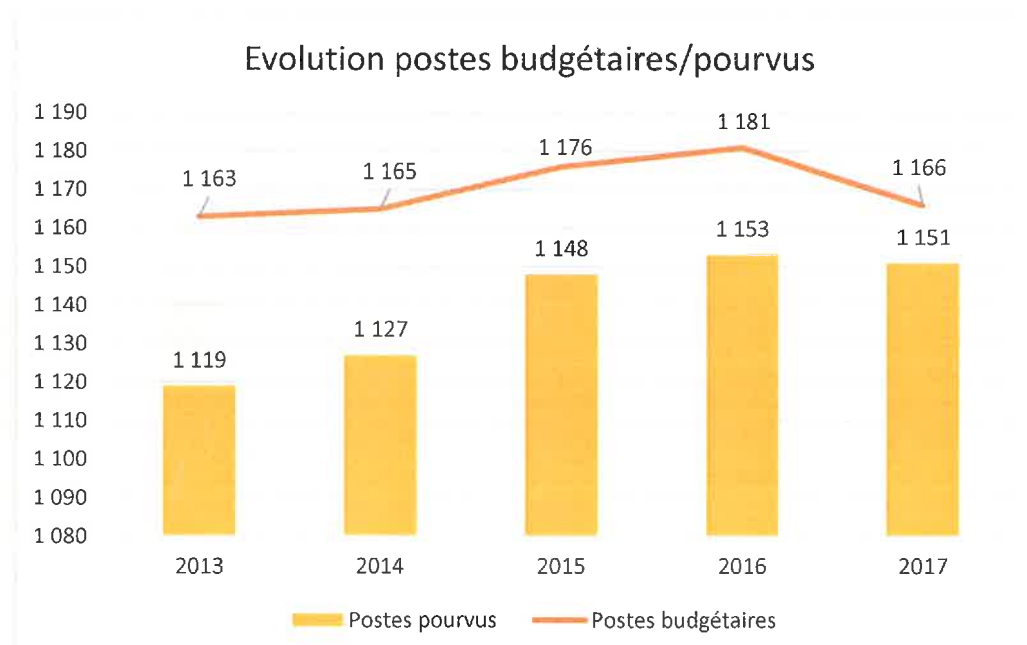
- des postes non occupés depuis plus d'un an, (ex : officier superviseur codis dont les trois relances d'avis de vacances ont été infructueuses) ;
- le non renouvellement de certains postes occupés par des contractuels, le départ d'agents en retraite ou les mobilités en cours d'année seront compensés par la future réorganisation fonctionnelle des tâches administratives et techniques,
- la prise en charge d'un service par les adjoints aux chefs de groupement en parallèle de leur rôle d'adjoint au même titre que les adjoints aux chefs de centre de secours.

Le nombre de postes budgétaires serait ainsi fixé à 1166 pour 2017, soit une diminution de 15 postes.

	2013	2014	2015	2016	2017
Postes budgétaires	1 163	1 165	1 176	1 181	1 166
Postes pourvus	1 119	1 127	1 148	1 153	1 151
Taux d'occupation des postes	96,21 %	96,73 %	97,62 %	97,63 %	98,71 %

Cet ajustement ne remet pas en cause la capacité opérationnelle du Sdis76 et assure le respect des engagements du SDACR et du RO.

D'ailleurs, on constate que, pour un nombre de postes budgétaires presque identique, le nombre de postes pourvus nécessaires au fonctionnement du service est plus élevé ; ce qui signifie, en définitive, que le Service a essentiellement choisi de pourvoir des postes vacants :



En outre, il est proposé de décaler les dates d'effet des avancements de grade pour l'ensemble des agents, toutes catégories confondues. Un report de 6 mois serait appliqué.

Pour tenir l'objectif de progression retenu dans la projection, à savoir + 2.15 % par an, une attention particulière devra être portée à l'évolution des charges de personnel. La politique de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, qui s'appuie sur la modernisation des outils de travail en cours et la pyramide des âges du personnel de l'établissement, devra être poursuivie.

Les éléments de compréhension de la composition de la masse salariale du Sdis 76 sont développés dans l'annexe n°2 au présent rapport.

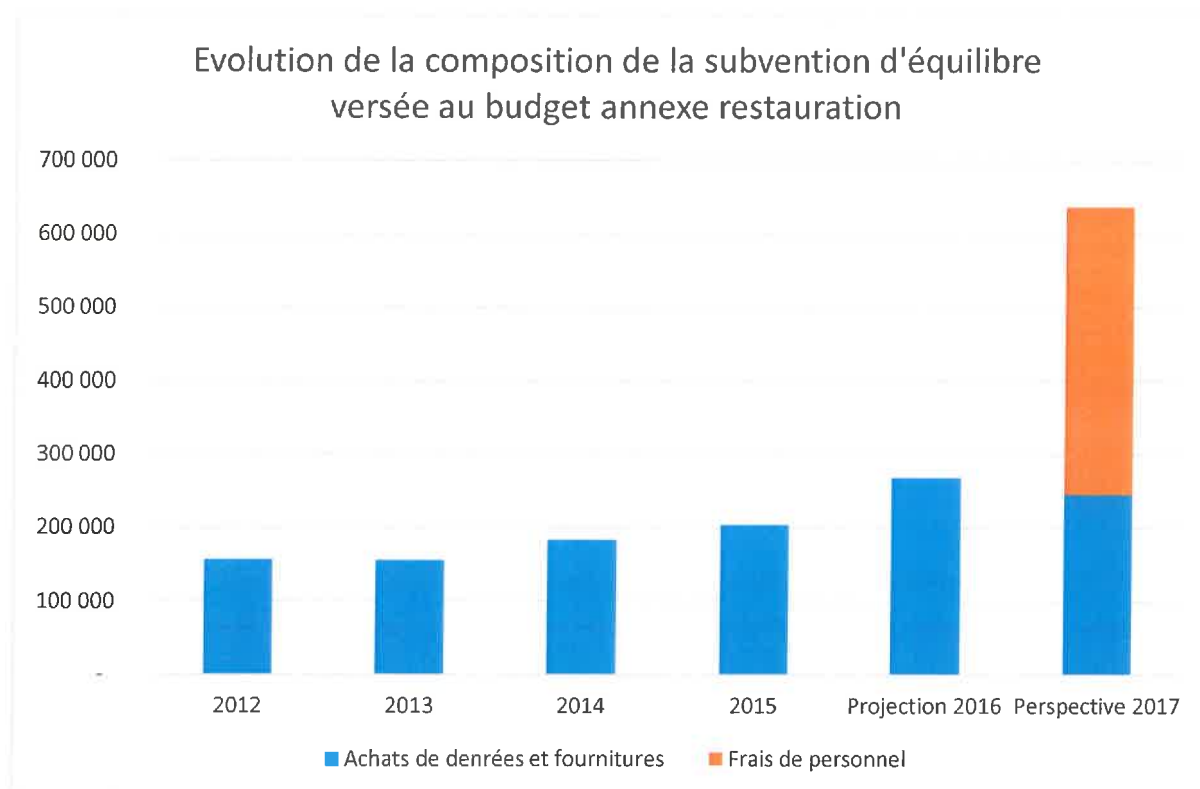
Les autres charges de gestion courante

Ces charges regroupent des dépenses de natures très diverses : la contribution ANTARES, les frais facturés dans le cadre des conventions interdépartementales d'assistance mutuelle (CIAM), les indemnités et frais de déplacements des élus, le fonds de secours, les subventions accordées aux associations ou organisations syndicales ainsi que la subvention d'équilibre versée au budget annexe restauration

L'augmentation de ces dépenses entre 2016 et 2017 s'explique principalement par :

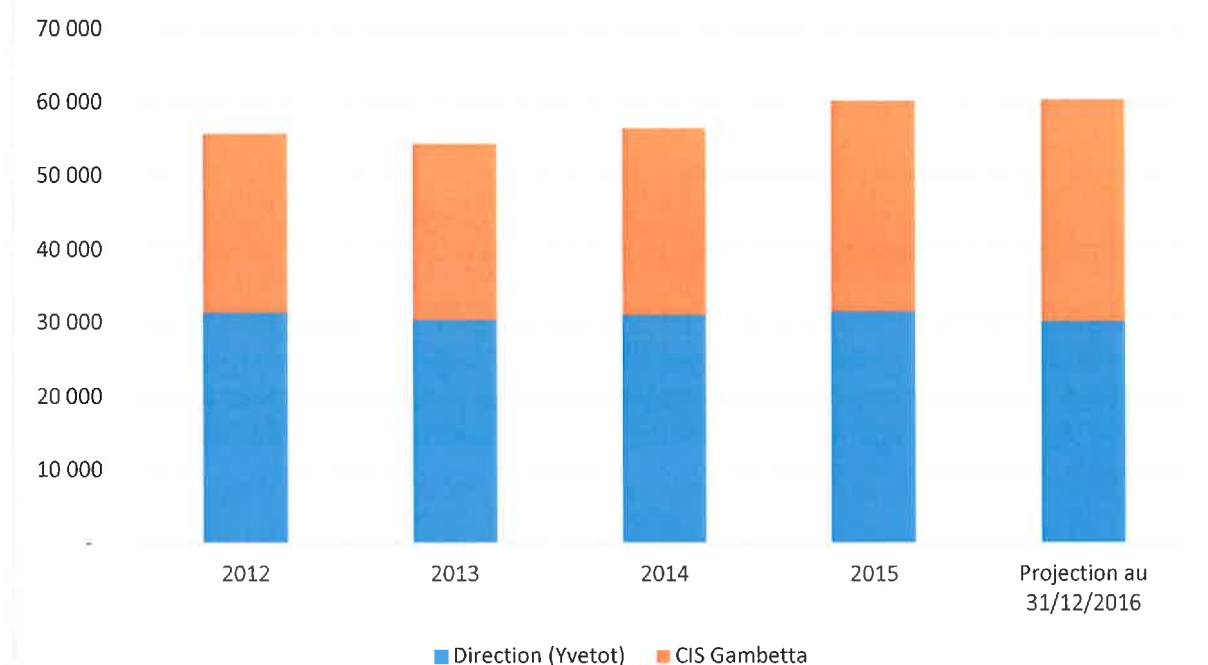
- l'élargissement du périmètre des CIAM aux Sdis de l'Oise et de l'Eure (+ 0.086 M€),
- une modification de pratique budgétaire sollicitée par le Payeur Départemental s'agissant du budget annexe restauration.

Dorénavant, les frais de personnel du service de restauration seront directement imputés sur ce budget (soit + 0.392 M€ pour 14 agents), ce qui nécessite d'augmenter d'autant le montant de la subvention provenant du budget principal.



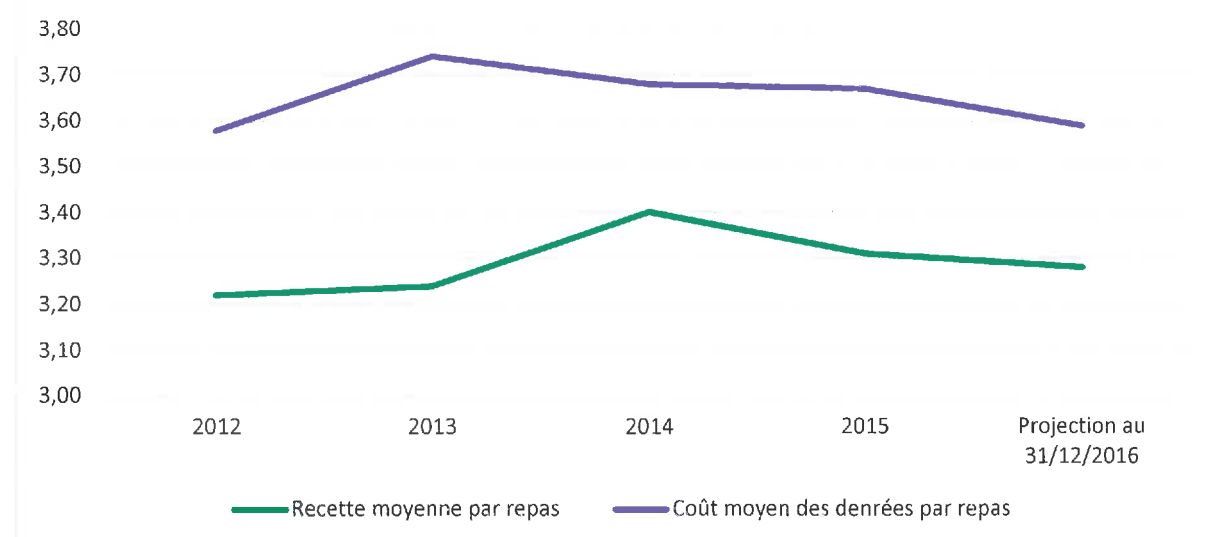
Cette subvention d'équilibre, hors frais de personnel, varie en fonction du nombre de repas et plus particulièrement de ceux pris mais non facturés aux agents du Service dans le cadre des formations organisées par le Sdis 76 :

Evolution du nombre de repas servis



D'ailleurs, il convient de souligner que, sur les derniers exercices, alors même que le nombre de repas servis était relativement stable et que les tarifs n'avaient pas été révisés, le service restauration a réussi à réduire le coût moyen des achats, sans sacrifier la qualité des denrées.

Evolution des moyennes relatives à la restauration



Une gestion rigoureuse des dépenses de ce budget annexe associée à une revalorisation annuelle des tarifs suivant l'inflation devrait permettre dans le futur de stabiliser ce chapitre de dépenses.

Les autres charges réelles

Le volume des autres charges réelles est minime.

FONCTIONNEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
CHARGES EXCEPTIONNELLES	189 929	41 300	41 300	41 300	41 300
DOTATIONS AUX PROVISIONS	1 751 793	91 262			
AUTRES CHARGES REELLES	1 941 722	132 562	41 300	41 300	41 300

Les charges exceptionnelles

Par nature peu prévisibles, les charges exceptionnelles couvrent le versement d'intérêts moratoires en cas de retard de paiement, les annulations de titres d'exercices antérieurs, les éventuelles remises gracieuses, les indemnités à verser en cas de résiliation de marché ou en cas de condamnation judiciaire.

Leur prévision est fondée sur le niveau minimum exécuté les années précédentes hors événement particulier. L'éventuel besoin d'ajustement en cours d'exercice sera alimenté par les crédits pour dépenses imprévues le cas échéant.

Les dotations aux provisions

Les dotations aux provisions sont décidées par le conseil d'administration suivant les risques encourus pour chaque dossier.

Lorsque le risque porte sur un possible reversement d'une somme encaissée, la provision est alimentée en cours d'année par la recette constatée.

Lorsque le risque porte sur une potentielle autre charge, la provision est alimentée en cours d'année par les crédits pour dépenses imprévues.

Les charges financières

L'encours de dette projeté au 31 décembre 2016 est de 1.252 M €.

Il est composé d'une dette ancienne transférée lors de la départementalisation et arrivant à échéance en 2017 pour 0.127 M € et de la mobilisation d'une enveloppe d'emprunt à hauteur de 1.125 M€ comme prévu au budget 2016 après décision modificative n° 4.

Le recours à l'emprunt devra être envisagé à l'avenir dans le cadre d'une stratégie d'endettement soutenable pour le Sdis 76 afin de financer son programme immobilier.

Dans l'attente des conclusions du groupe de travail qui va être formé pour étudier le financement de ce plan immobilier, il est prévu de lever des emprunts nouveaux à hauteur du montant des travaux de construction réalisés, déduction faite du FCTVA afférents à ces dépenses, soit une somme de 1.137 M€ en 2017.

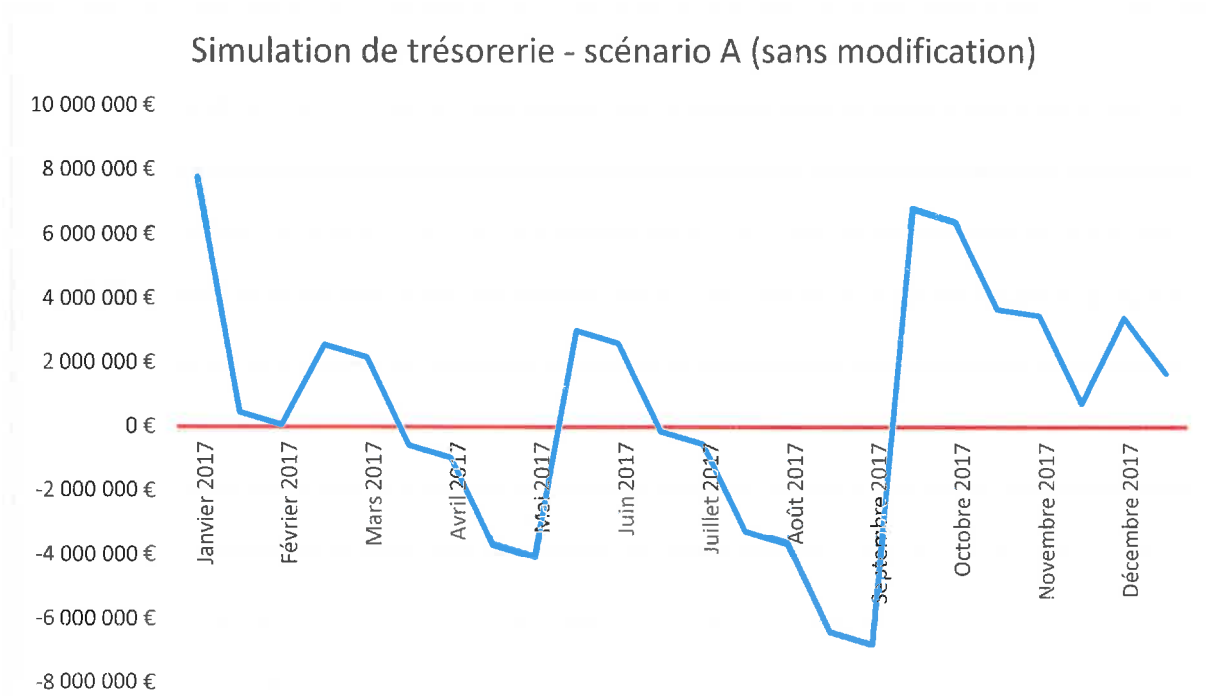
Les frais financiers sont donc projetés, de manière théorique, suivant cette logique :

FONCTIONNEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
CHARGES FINANCIERES	12 088	25 411	50 012	130 639	266 841

Le poids des intérêts de la dette restera somme toute limité durant la période envisagée.

Toutefois, la diminution progressive des excédents du budget va fortement mettre sous tension le niveau de la trésorerie du Sdis 76.

Ainsi, compte-tenu des rythmes actuels de perception des contributions, principales recettes, la trésorerie du Sdis 76 risque d'être négative sur 5 mois de l'année 2017 et presque sur l'exercice entier au-delà.



En complément d'une nécessaire modification des modalités d'appel des contributions du Département, des communes et des EPCI, il serait prudent de contracter une ligne de trésorerie pour 2017 à hauteur de 3 M€.

Le coût de ce contrat pour 2017, non budgété à ce jour, peut être estimé entre un coût plancher de 6 000 € et un plafond de 24 000 € sur la base des éléments suivants :

- Montant de la ligne de trésorerie : 3 millions
- Frais fixes de dossier : 3 000 €
- Frais variables estimés :
 - o 0,10% du montant non mobilisé, soit 1 750 € pour 7 mois.
 - o Maximum : EONIA (0% car négatif à ce jour) + 0,50% de marge sur le montant mobilisé, soit 6 250 € pour 5 mois.

Ces montants seront prélevés sur les crédits projetés pour dépenses imprévues le cas échéant.

Les opérations d'ordre budgétaire

En dépenses de fonctionnement, les opérations d'ordre correspondent exclusivement, au niveau de la préparation budgétaire, à la dotation aux amortissements.

L'amortissement est une technique comptable qui permet, chaque année, de constater forfaitairement la dépréciation des biens et de dégager des ressources destinées à les renouveler.

La politique d'investissement volontariste opérée ces dernières années implique une augmentation de la dotation obligatoire aux amortissements corrélative.

La projection intègre l'amortissement des opérations suivant un rythme annuel pour les équipements et à compter de la clôture prévisible des travaux telles qu'elles sont inscrites dans les autorisations de programme approuvées.

FONCTIONNEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS	6 587 620	7 547 797	7 558 901	8 962 315	9 000 697
ECRITURES DE CESSIONS	100 206				
OPERATIONS D'ORDRE	6 687 826	7 547 797	7 558 901	8 962 315	9 000 697

Pour maintenir la progression du volume de la dotation aux amortissements, il faudra sans doute s'interroger sur une modification du rythme des acquisitions ou des constructions/réhabilitations.

Les dépenses imprévues

Elles permettent à l'exécutif de répondre rapidement à des aléas budgétaires sans solliciter une décision modificative du conseil d'administration.

Elles représentent moins de 1% de l'ensemble des dépenses de fonctionnement de l'exercice 2017.

FONCTIONNEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
DEPENSES IMPREVUES	-	902 000	400 000	400 000	400 000

Elles ont vocation à être réduites pour couvrir les dépenses déjà évoquées qui ne sont pas intégrées à ce jour dans la prévision budgétaire.

3) Le solde de la section de fonctionnement et l'épargne brute

Le solde de la section de fonctionnement, après couverture de l'éventuel déficit d'investissement, constitue le résultat prévisionnel de l'exercice à reprendre au sein de la section d'exploitation l'année suivante.

FONCTIONNEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
TOTAL RECETTES	87 782 342	85 916 920	86 270 232	86 847 520	87 286 310
TOTAL DEPENSES	89 080 108	91 543 643	92 621 769	95 774 269	97 651 945

SOLDE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	-1 297 766	-5 626 723	-6 351 537	-8 926 749	-10 365 635
--	------------	------------	------------	------------	-------------

EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	6 275 965	4 978 199	-648 524	-7 000 061	-15 926 810
--	-----------	-----------	----------	------------	-------------

AUTOFINANCEMENT DISPONIBLE	4 978 199	-648 524	-7 000 061	-15 926 810	-26 292 445
-------------------------------	-----------	----------	------------	-------------	-------------

Au fil de l'eau, la projection budgétaire met en évidence la difficulté du Sdis 76 à équilibrer son budget dès 2017.

Il ne s'agit là que des prémices des contraintes qui s'annoncent pour les exercices futurs si les hypothèses retenues pour la prospective ne sont pas modifiées.

Conscient des efforts demandés aux collectivités par l'Etat dans le cadre du redressement des finances publiques et du poids des dépenses sociales croissantes mise à la charge du Département de la Seine-Maritime, le Sdis 76 ne voit s'offrir à lui que deux alternatives immédiates :

- poursuivre la réduction des dépenses : un tel axe de travail impliquerait des évolutions du SDACR et du RO ;
- saisir l'opportunité offerte par les articles L.2311-6 et D.2311-14 du code général des collectivités territoriales qui permettent « la reprise en section de fonctionnement [...] de la part d'excédent d'investissement née d'une dotation complémentaire en réserves, constatée au compte administratif au titre de deux exercices consécutifs » afin de contribuer à l'équilibre du budget. Il s'agirait de reprendre au résultat de fonctionnement 2017 la réserve complémentaire de 2 583 086.09 € validée lors de l'affectation des résultats de l'exercice 2014.

Dans ce second cas, le solde de la section de fonctionnement pourrait être projeté comme suit :

FONCTIONNEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
TOTAL RECETTES	87 782 342	85 916 920	86 270 232	86 847 520	87 286 310
TOTAL DEPENSES	89 080 108	91 543 643	92 621 769	95 774 269	97 651 945

SOLDE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	-1 297 766	-5 626 723	-6 351 537	-8 926 749	-10 365 635
--	------------	------------	------------	------------	-------------

EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	6 275 965	7 561 285	1 934 562	-4 416 975	-13 343 724
--	-----------	-----------	-----------	------------	-------------

AUTOFINANCEMENT DISPONIBLE	4 978 199	1 934 562	-4 416 975	-13 343 724	-23 709 359
-------------------------------	-----------	-----------	------------	-------------	-------------

Cette solution exceptionnelle ne permet que de reporter l'échéance des difficultés d'équilibre de la section de fonctionnement mais laisse à la fois le temps :

- aux services d'appréhender la nouvelle situation budgétaire dans laquelle se trouve le Sdis 76 car un effet ciseau de cette ampleur (accentué par le poids des mesures exogènes) n'avait pas été anticipé, ainsi que de rechercher et développer toutes nouvelles pistes d'optimisations ;
- au conseil d'administration du Sdis et à son premier et ultime financeur, le Département, d'élaborer une stratégie financière commune pour assurer la capacité du Sdis 76 à conduire les missions de service public qui lui sont confiées sur un territoire qui présente un niveau de risque élevé.

Par ailleurs, ce choix de reprendre l'excédent d'investissement réduit le besoin de financements nouveaux à mobiliser au niveau de la section de fonctionnement sur l'exercice 2018.

Enfin, toujours dans cette optique d'investiguer toutes les possibilités d'optimisation, le programme d'investissement pourrait être revisité pour privilégier les investissements sources d'économies de fonctionnement.

B – La section d'investissement

La section d'investissement est par nature celle qui a vocation à modifier ou enrichir le patrimoine.

La section d'investissement présente les programmes d'investissements nouveaux ou en cours (1). Ces dépenses sont financées par les ressources propres de l'établissement, par des dotations ou des subventions et éventuellement par l'emprunt (2).

1) Les dépenses d'investissement

Sur la période envisagée, les dépenses d'investissement devraient évoluer comme suit :

INVESTISSEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
TOTAL DEPENSES	11 994 436	12 786 965	10 758 830	11 275 825	10 351 306

Elles comprennent non seulement les opérations qui traduisent une modification de la consistance ou de la valeur du patrimoine de l'établissement mais aussi le montant du remboursement en capital des emprunts et diverses dépenses ayant pour effet de réduire les fonds propres (reprises ou versements, moins-value, etc).

Le plan d'investissement

L'essentiel des dépenses d'investissement est consacré au plan d'équipement du Sdis.

INVESTISSEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
DEPENSES HORS AP	2 496 649	219 471			
DEPENSES EN AP	8 570 918	11 370 150	9 498 139	9 730 254	8 621 316
EFFORT D'EQUIPEMENT	11 067 567	11 589 621	9 498 139	9 730 254	8 621 316

L'effort d'équipement varie aux environs de 10% de l'ensemble des dépenses annuelles.

Il est principalement matérialisé dans un plan pluriannuel qui est formalisé par les différentes autorisations de programme approuvées par le conseil d'administration.

La multiplication des autorisations de programme répond au souci de donner une vision prospective et synthétique du programme d'investissement par type de politique et présente l'avantage de permettre la simulation de la future dotation aux amortissements qui en découlera.

Après les créations d'autorisations de programme présentées en décembre 2016, il sera proposé la création d'une AP dédiée aux travaux de réhabilitation du centre de formation (CDF) de Saint-Valéry-en-Caux pour un montant global de 1.4 M€.

Ainsi, les crédits de paiement (CP) pour 2017 portant sur les dépenses d'équipements et les travaux nécessaires à la mise en œuvre du SDACR et du RO sont envisagés, après éventuels ajustements d'ici au vote du budget 2017, comme suit :

N° d'AP	Libellé de l'autorisation de programme	CP 2017
2010000006	Construction Groupement Ouest	23 852,45 €
2012000001	Plateau technique de formation	80 000,00 €
2013000001	Construction Groupement Est	430 000,00 €
2013000002	Modernisation outils info. De gestion	430 000,00 €
N° d'AP	Libellé de l'autorisation de programme	CP 2017
2014000006	Réhabilitation CIS de Forges les Eaux	30 180,13 €
2014000008	Réhabilitation CIS de La Mailleraye sur Seine	30 041,42 €
2014000009	Réhabilitation CIS de Montivilliers	53 500,00 €
2014000010	Réaménagement des locaux de la Direction	137 964,91 €

2014000011	Construction du CIS de Cany Barville	54 800,00 €
2014000012	Construction du CIS Le Havre Sud	176 100,00 €
2015000001	Acquisition de matériels roulants	2 301 800,00 €
2015000003	Refonte Système de Gestion Opérationnelle	3 680 000,00 €
2015000004	Acquisition de caissons multiactivités	180 000,00 €
2016000001	Acquisition moyens équipes spécialisées	735 177,00 €
2016000002	Maintien en état de fonctionnement du système global d'information	633 290,00 €
2016000003	Reconditionnement, aménagement, maintenance et équipements des matériels roulants	542 369,00 €
2016000004	Acquisition d'équipements et de matériels opérationnels	1 087 428,00 €
2016000005	Acquisition d'équipements et de matériels non opérationnels	85 025,00 €
2016000006	Renouvellement des matériels SSSM	73 822,00 €
2016000007	Acquisition de mobiliers	41 000,00 €
2016000008	Réfection et aménagement du patrimoine bâti	423 800,00 €
2017000001	Réhabilitation du CDF de Saint-Valéry-en-Caux	140 000,00 €
Total		11 370 149.91 €

Suivant le débat suscité par le présent rapport, **la planification de certaines opérations immobilières, non commencées, pourrait être modifiée pour être englobée dans le champ de la nouvelle politique immobilière**, sujette aux réflexions d'un groupe de travail.

A ce jour, la nouvelle politique immobilière n'est pas intégrée dans les projections.

Le capital de la dette à rembourser

Au 31 décembre 2017, le Sdis 76 sera endetté à hauteur de 2.216 M€ pour un capital correspondant aux emprunts nouveaux souscrits en 2016 et 2017 suivant la méthode développée précédemment.

Cela se traduira par des annuités théoriques de capital à rembourser comme suit :

INVESTISSEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
DETTE EXISTANTE	235 333	126 667			
DETTE NOUVELLE	-	46 322	91 762	196 392	344 417
CAPITAL A REMBOURSER	235 333	172 989	91 762	196 392	344 417

Les éléments d'appréciation de la structure de la dette du Sdis 76 et de son évolution prévisionnelle sont développés en annexe n° 1 au présent rapport.

Les opérations d'ordre budgétaire

Elles sont identiques à celles inscrites en dépenses de fonctionnement pour assurer leur neutralité budgétaire :

INVESTISSEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
NEUTRALISATION DES AMORTISSEMENTS	506 940	663 345	807 669	987 919	1 024 313
AMORTISSEMENT DES RECETTES	1 260	1 260	1 260	1 260	1 260
TRAVAUX EN REGIE	56 609	60 000	60 000	60 000	60 000
ECRITURES DE CESSIONS	126 727				
OPERATIONS D'ORDRE	691 536	724 605	868 929	1 049 179	1 085 573

Les dépenses imprévues

Elles constituent une variable d'ajustement de faible ampleur pour faire face à une dépense d'investissement non prévue mais impondérable.

INVESTISSEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
DEPENSES IMPREVUES	-	299 750	300 000	300 000	300 000

2) Les recettes d'investissement

D'ici 2020, hors reprise des excédents antérieurs, les recettes d'investissement devraient évoluer comme suit :

INVESTISSEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
TOTAL RECETTES	11 104 262	8 440 041	12 265 393	14 609 149	15 179 387

Les recettes d'investissement ont vocation à financer l'ensemble des dépenses de cette section, excepté le remboursement du capital de la dette qui ne peut être effectué que par des recettes propres.

Les recettes propres d'investissement sont constituées par l'épargne nette, les dotations, les subventions et les éventuelles cessions.

Le fonds de compensation de la TVA (FCTVA)

Dotation de l'Etat versée aux collectivités territoriales et à leurs établissements pour assurer une compensation, à un taux forfaitaire, la charge de TVA supportée sur leurs dépenses réelles d'investissement de l'exercice antérieur, le FCTVA est étroitement lié au volume des dépenses éligibles.

Mathématiquement, il devrait donc évoluer comme suit, sachant que le taux forfaitaire est actuellement fixé à 16.404 % :

INVESTISSEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
FCTVA	2 805 085	1 790 000	2 050 332	1 607 287	1 645 363

Les subventions d'équipement

Elles correspondent aux diverses aides accordées en lien avec le programme d'investissement par différents organismes.

Dans le cadre de la nouvelle politique immobilière, il est envisagé de solliciter une participation du Département ainsi que des communes ou des EPCI, au titre des opérations immobilières se déroulant sur leur territoire. A ce stade, ce mode de financement n'étant pas encore arrêté et le nouveau plan immobilier n'étant pas pris en compte au niveau des dépenses, aucune recette de ces collectivités n'est ainsi intégrée dans la prospective.

Néanmoins, ponctuellement, des subventions d'équipement sont accordées au Sdis 76.

Seules les subventions ayant d'ores et déjà été attribuées ou ayant fait l'objet d'un accord de principe (bonus écologique, aide ANR pour le projet Firediag...) sont inscrites pour l'exercice 2017.

INVESTISSEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
SUBVENTIONS	485 851	192 225			

Les cessions d'immobilisations

La prévision des cessions d'immobilisations se fait grâce à la ligne budgétaire 024 (produits des cessions) en recette d'investissement.

On n'inscrit que les montants de cessions estimés sans plus ou moins-value.

Les prévisions budgétaires de la ligne 024 doivent être sincères, c'est à dire qu'elles doivent être justifiées par des promesses d'achat émanant d'acquéreurs potentiels ou par tout document permettant d'établir que la vente se caractérise par de fortes probabilités de réalisation au cours de l'exercice.

Ces recettes sont donc exclusivement retenues pour l'exercice 2017 sur la base de nos prévisions affinées de cessions.

Il s'agit non seulement des cessions de matériels, opérées en direct ou au moyen de la plateforme Agorastore, dont le volume est en constante progression sur les derniers exercices (0.095 € en 2015 et 0.192 € projeté en 2016), mais aussi de la promesse de vente formulée pour l'ancien CIS de Neufchâtel, à hauteur de 140 000 €.

INVESTISSEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
PRODUITS DES CESSIONS	-	356 000			

Le chapitre 024 est un chapitre sans exécution budgétaire. La sortie du bien est constatée uniquement au compte administratif.

Les opérations d'ordre budgétaire

Elles sont identiques à celles inscrites en recettes de fonctionnement pour assurer leur neutralité budgétaire :

INVESTISSEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS	6 587 620	7 547 797	7 558 901	8 962 315	9 000 697
ECRITURES DE CESSIONS	100 206				
OPERATIONS D'ORDRE	6 687 826	7 547 797	7 558 901	8 962 315	9 000 697

Les emprunts à contracter

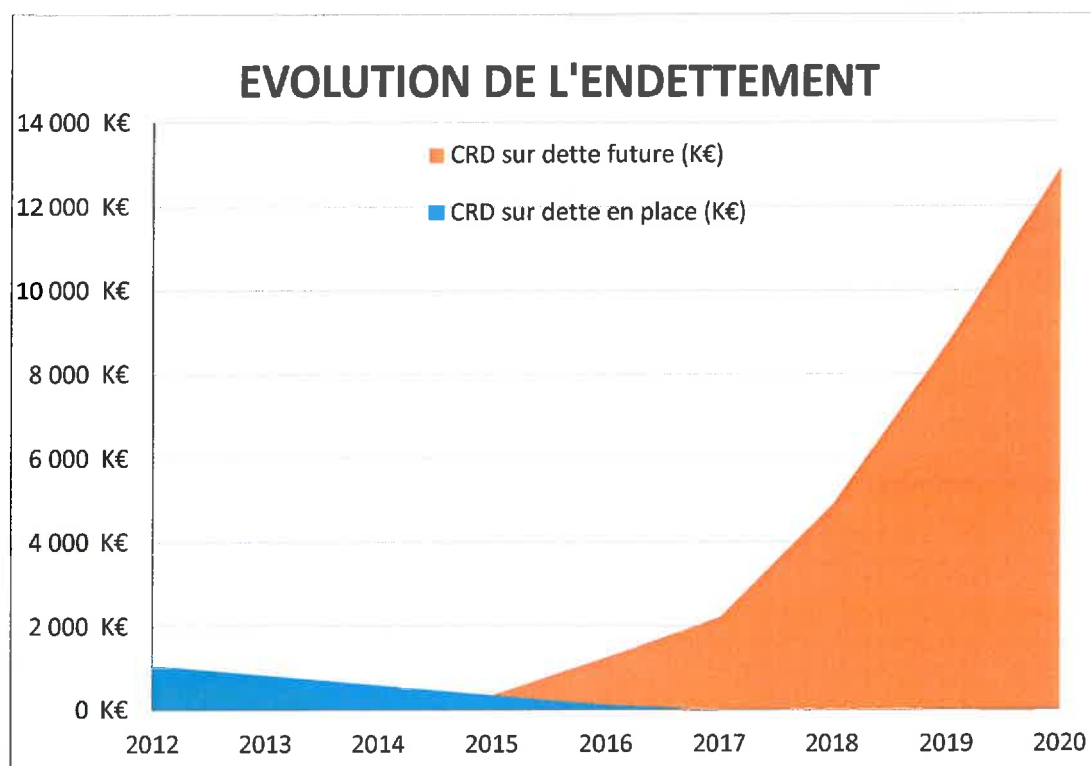
Les emprunts sont exclusivement destinés à financer des investissements.

Ils n'ont pas à être affectés explicitement à une ou plusieurs opérations d'investissement précisément désignées au contrat. Ils peuvent être globalisés et correspondre à l'ensemble du besoin de financement de la section d'investissement.

Toutefois, dans l'attente de la définition d'une stratégie d'emprunt, il est prévu de lever des emprunts nouveaux à hauteur du montant des travaux de construction réalisés, déduction faite du FCTVA afférents à ces dépenses comme suit :

INVESTISSEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
EMPRUNTS NOUVEAUX	1 125 500	1 137 105	2 756 160	4 039 547	4 533 327

Le capital restant dû (CRD) à la fin de chaque exercice serait donc théoriquement amené à progresser comme indiqué ci-dessous :



3) Le solde de la section d'investissement

Le solde de la section d'investissement (intégrant les restes à réaliser) constitue le résultat prévisionnel de l'exercice à reprendre au sein de cette même section l'année suivante.

Sur la base de la prospective établie au fil de l'eau, le solde de la section d'investissement se présenterait comme suit :

INVESTISSEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
TOTAL DEPENSES	11 994 436	12 786 965	10 758 830	11 275 825	10 351 306
TOTAL RECETTES	11 104 262	11 023 127	12 265 393	14 609 149	15 179 387

SOLDE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	-890 174	-1 763 838	1 506 563	3 333 324	4 828 081
---	----------	------------	-----------	-----------	-----------

EXCEDENT D'INVESTISSEMENT REPORTE	3 495 909	2 605 735	841 897	2 348 460	5 681 784
--	-----------	-----------	---------	-----------	-----------

SOLDE	2 605 735	841 897	2 348 460	5 681 784	10 509 865
--------------	-----------	---------	-----------	-----------	------------

Compte tenu des développements précédents, dans l'hypothèse d'une validation de la reprise au résultat de fonctionnement 2017 de la réserve complémentaire de 2 583 086.09 € constituée en 2015, le solde de la section d'investissement évoluerait comme suit :

INVESTISSEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
TOTAL DEPENSES	11 994 436	12 786 965	10 758 830	11 275 825	10 351 306
TOTAL RECETTES	11 104 262	11 023 127	12 265 393	14 609 149	15 179 387

SOLDE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	-890 174	-1 763 838	1 506 563	3 333 324	4 828 081
---	----------	------------	-----------	-----------	-----------

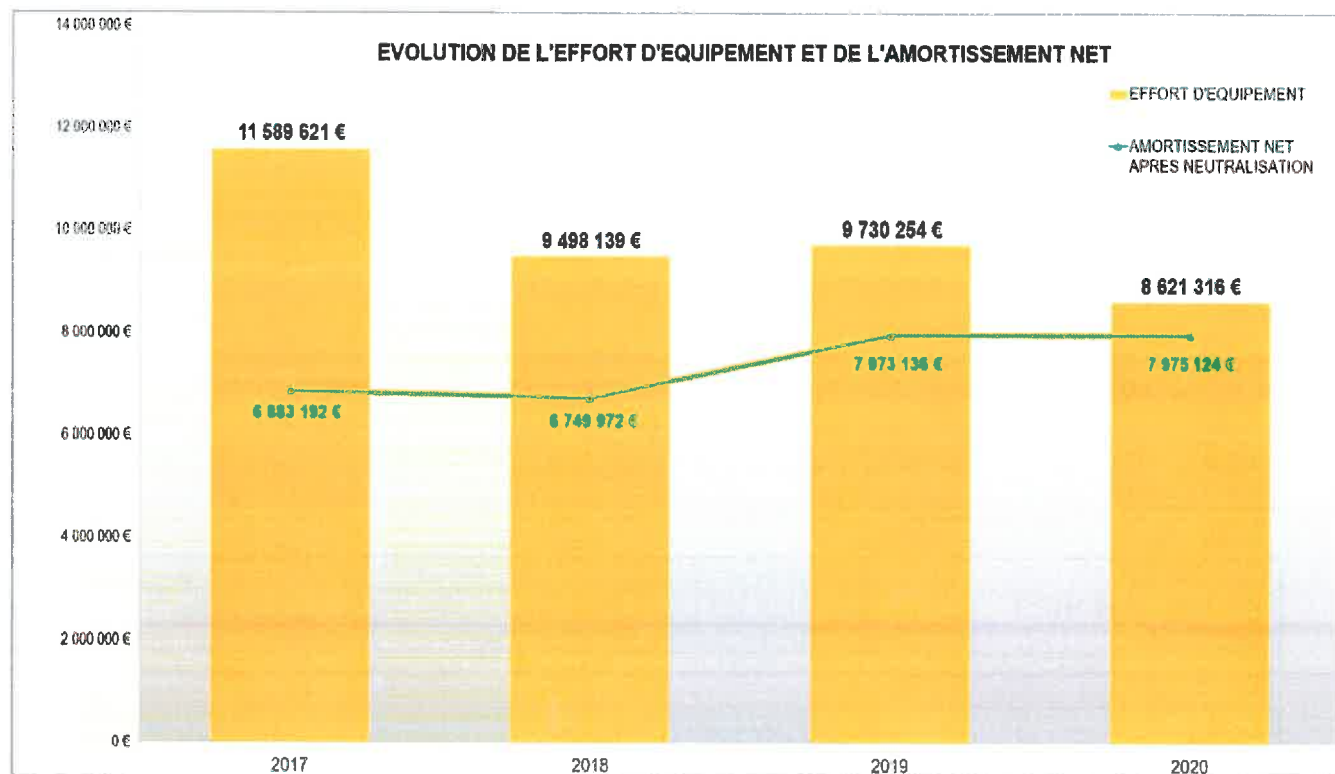
EXCEDENT D'INVESTISSEMENT REPORTE	3 495 909	22 649	-1 741 189	-234 626	3 098 698
---	-----------	--------	------------	----------	-----------

SOLDE	2 605 735	-1 741 189	-234 626	3 098 698	7 926 779
-------	-----------	------------	----------	-----------	-----------

Pour mémoire, si la section d'investissement laisse apparaître un besoin de financement, celui-ci doit être couvert en priorité par l'excédent de la section de fonctionnement.

Aussi, l'intérêt de l'opération exceptionnelle de reprise de résultat perdrait en partie de son intérêt si une réduction du programme d'investissement n'est pas engagée, de sorte à conserver au maximum l'excédent de fonctionnement pour financer les dépenses d'exploitation.

En conséquence, cette perspective invite impérativement à retravailler le plan d'équipement d'ici au vote du budget 2017 suivant le sens des débats qui suivront le présent rapport.



ANNEXE N° 1 : LA DETTE DU SDIS 76

La dette au 31 décembre 2016

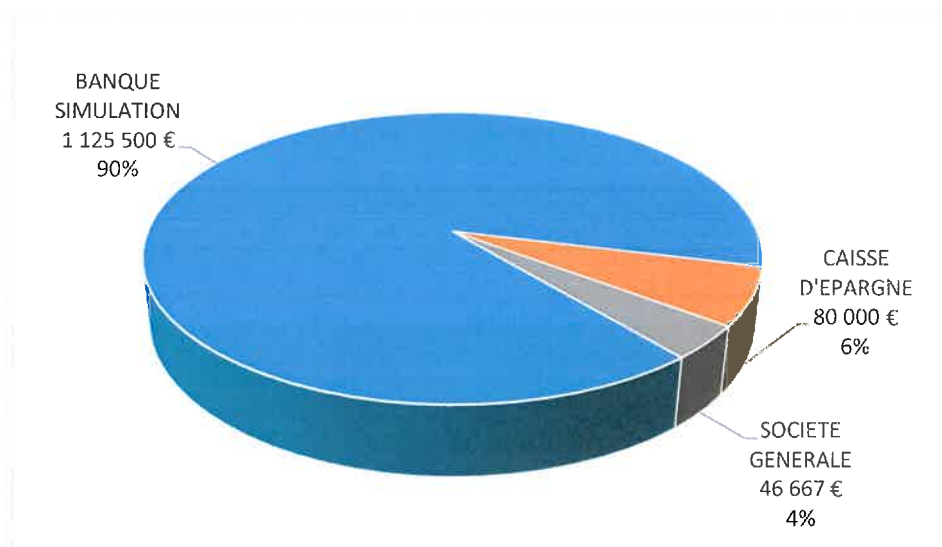
Le Sdis 76 n'a contracté des contrats d'emprunt qu'en lien avec son budget principal.

Nature de la dette

En intégrant le contrat de prêt proposé au conseil d'administration en décembre 2016 et la consolidation (théorique) d'une première tranche d'un montant de 1.125 M€ au 31 décembre 2016, la dette peut être synthétisée comme suit :

	Nombre de lignes	Capital restant dû (CRD)	Taux moyen	Durée de vie résiduelle
Dette ancienne	2	126 667 €	4,44 %	8 mois
Dette nouvelle (simulée)	1	1 125 500 €	1,34 %	20 ans
Total dette	3	1 252 167 €	1,65 %	18 ans

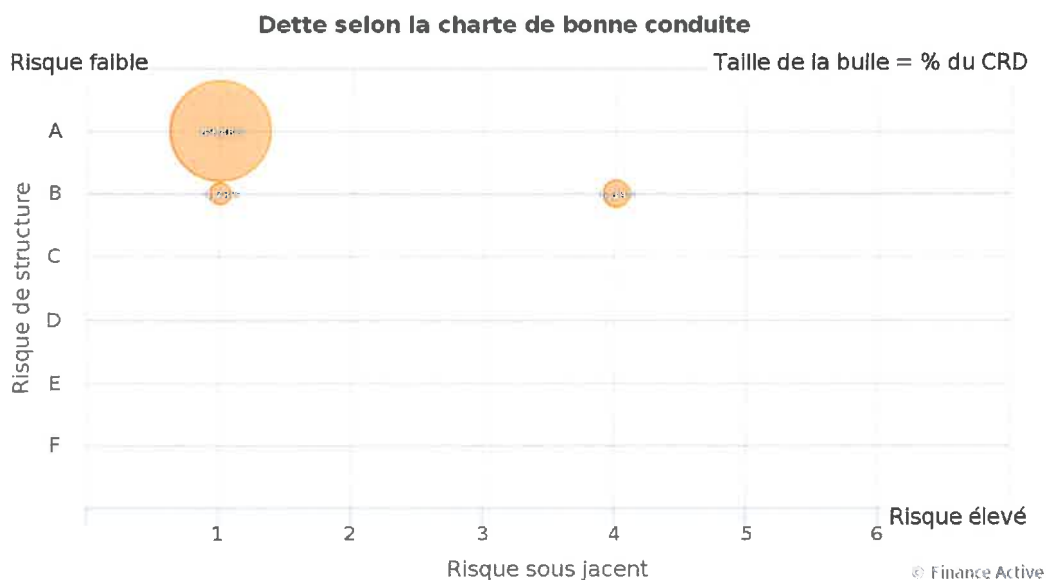
La répartition par prêteurs



La typologie de risque de la dette

Type	Encours	% d'exposition
Fixe	1 125 500 €	89,88%
Variable	0 €	0,00%
Barrière	46 667 €	3,73%
Barrière hors zone EUR	80 000 €	6,39%
Ensemble des risques	1 252 167 €	100,00%

Ce qui se traduit selon la charte Gissler comme suit :



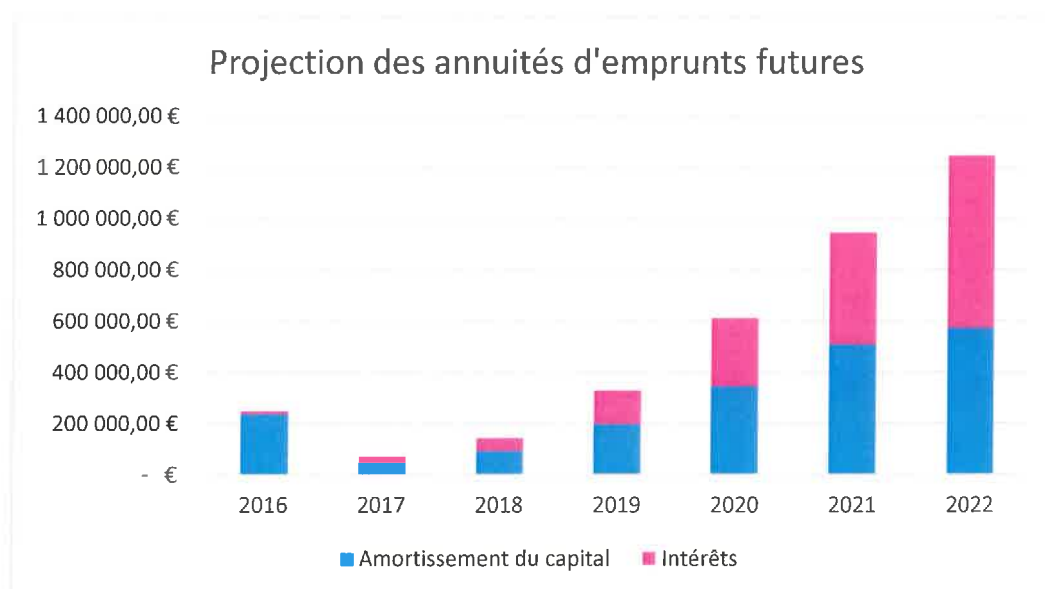
La dette projetée

Le montant du nouveau capital souscrit chaque année est conforme aux éléments développés précédemment.

Ainsi, le calcul des annuités est projeté suivant les conditions suivantes :

	2016	2017	2018	2019	2020
Montant emprunté en prospective (en €)	1 125 500 €	1 137 105 €	2 756 160 €	4 039 547 €	4 533 327 €
Taux d'intérêt	1,31 %	2,50 %	3,00 %	3,50 %	4,00 %
Durée en années	20 ans	20 ans	20 ans	20 ans	20 ans

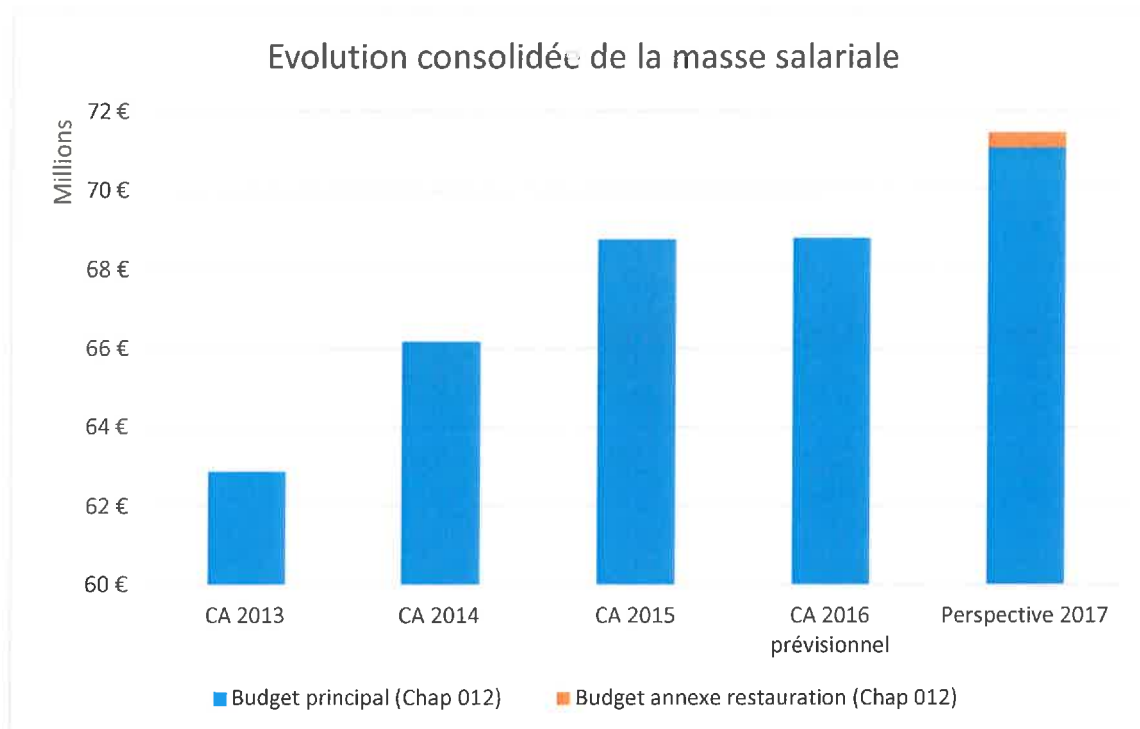
Soit une évolution des annuités prévisionnelles correspondant à :



ANNEXE N° 2 : LA MASSE SALARIALE DU SDIS 76

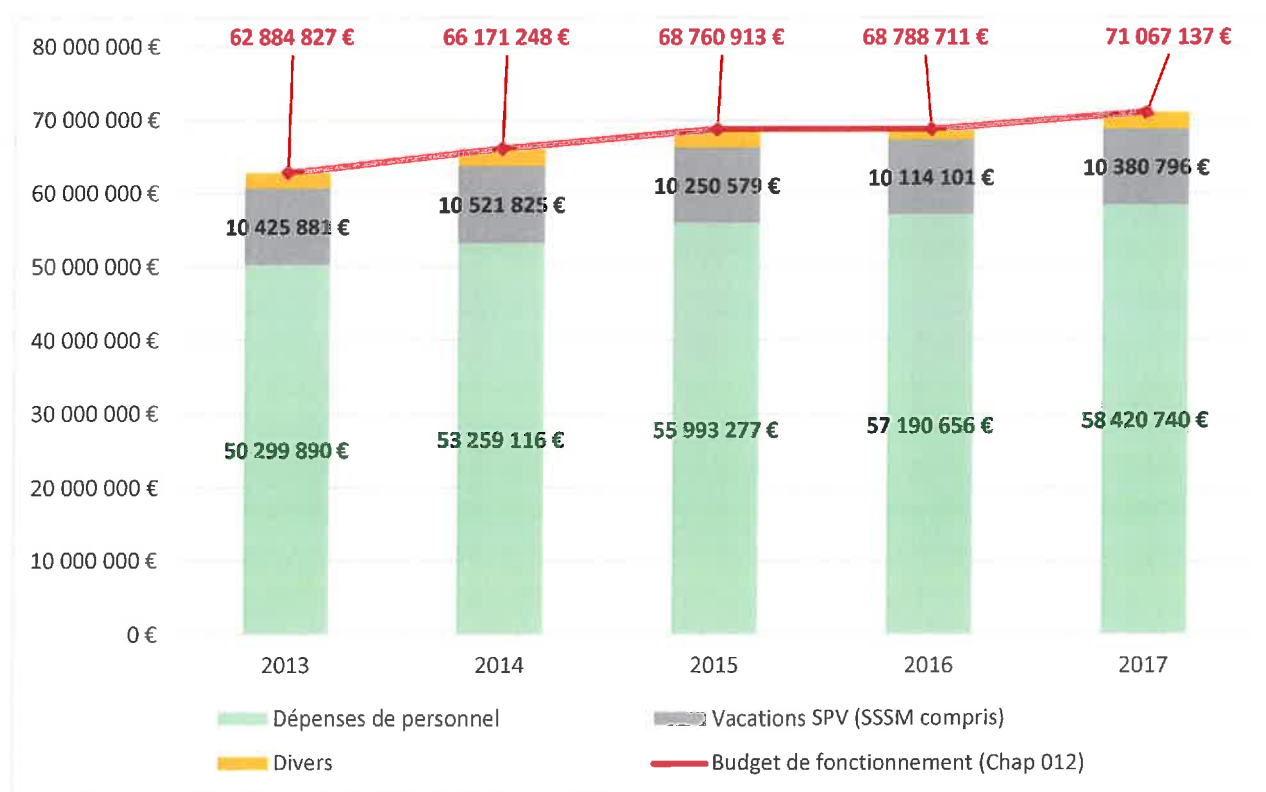
La masse salariale

L'évolution consolidée de la masse salariale se présente comme suit :



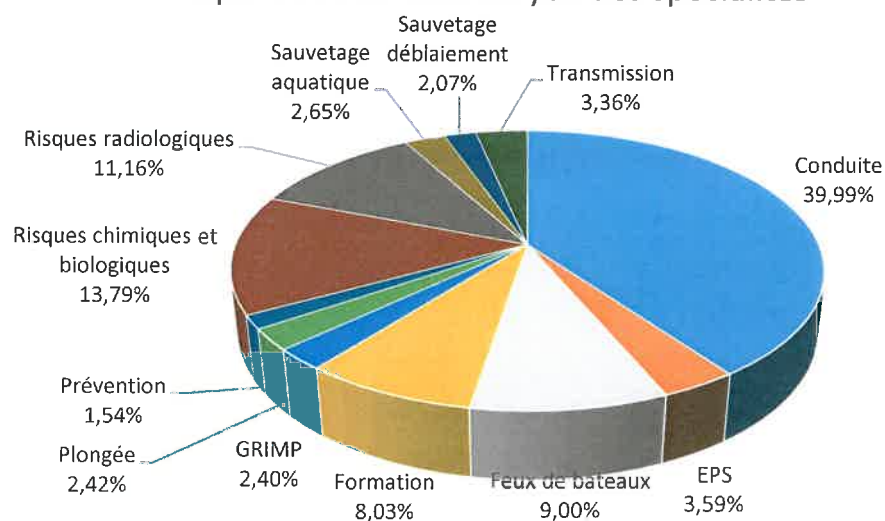
Pour mémoire, avant 2017, l'intégralité de la masse salariale du personnel de restauration était portée au sein du budget principal.

L'évolution de la composition du chapitre 012 du budget principal se détaille comme suit :



Parmi les dépenses de personnel, il faut souligner le montant des indemnités de spécialités qui dépasse 1 M€ chaque année et se décompose comme suit :

Répartition du coût moyen des spécialités

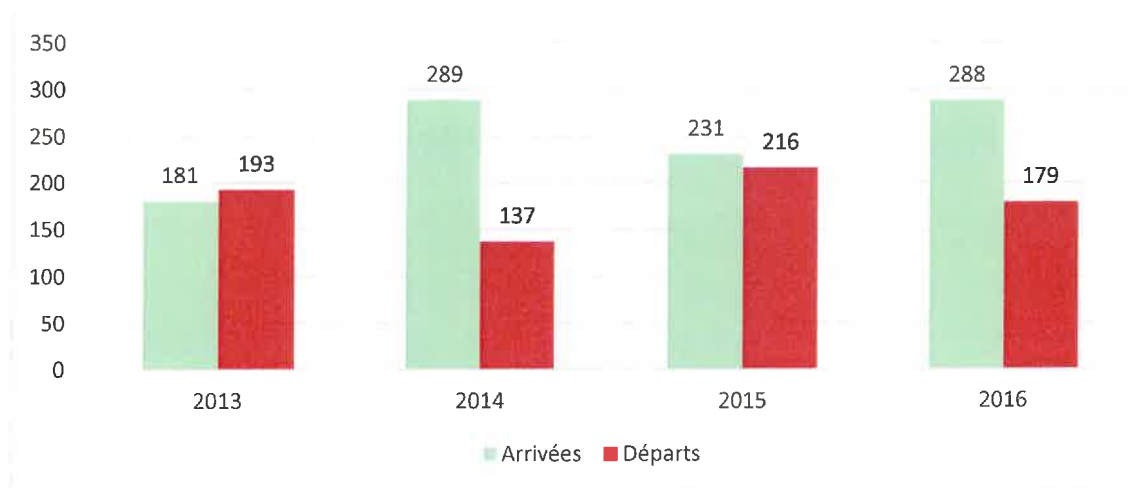


L'évolution des effectifs :

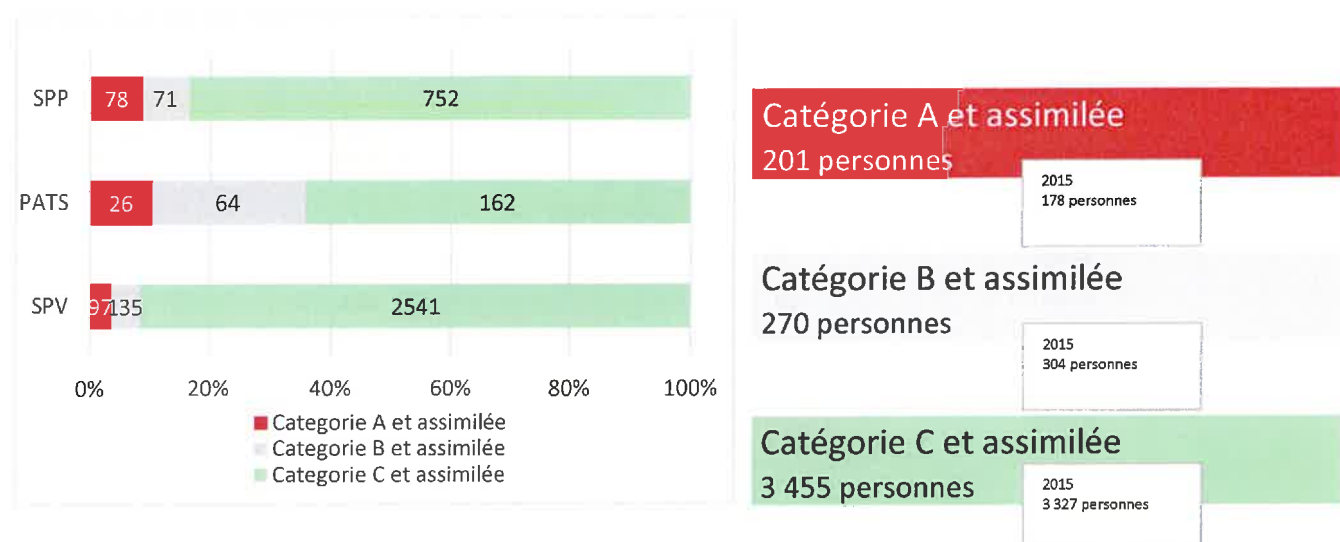
L'évolution globale des effectifs se résume comme suit :



Les mouvements au sein des SPV s'expliquent comme suit :

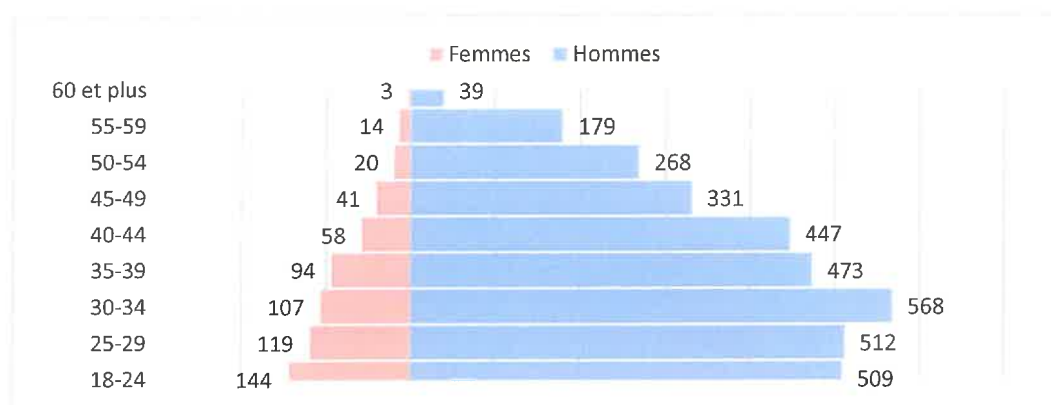


En 2016, la composition des effectifs, par catégorie, se présente de la manière suivante :



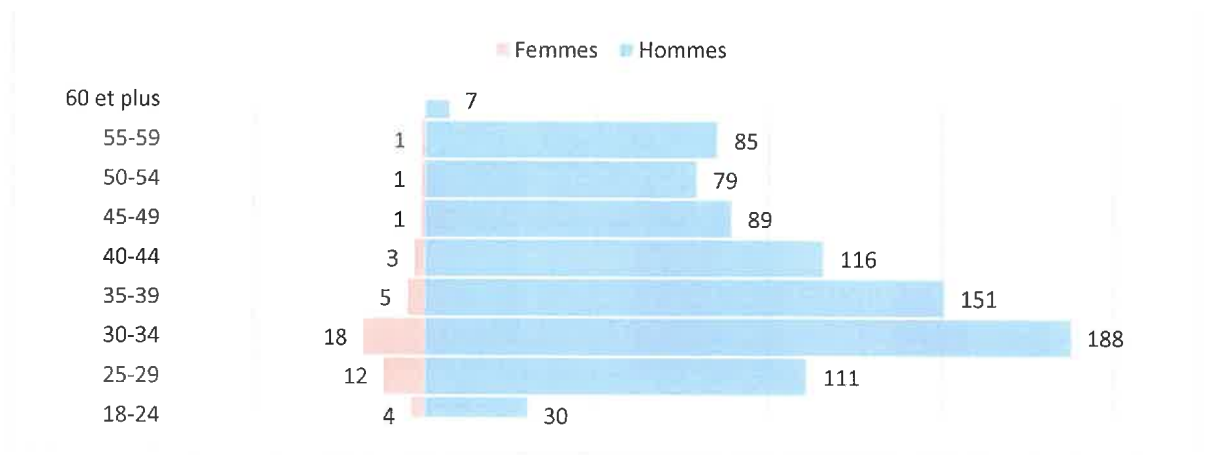
Les différentes pyramides des âges (au 31 décembre 2016) :

La pyramide des âges de l'ensemble des personnes se présente comme suit :



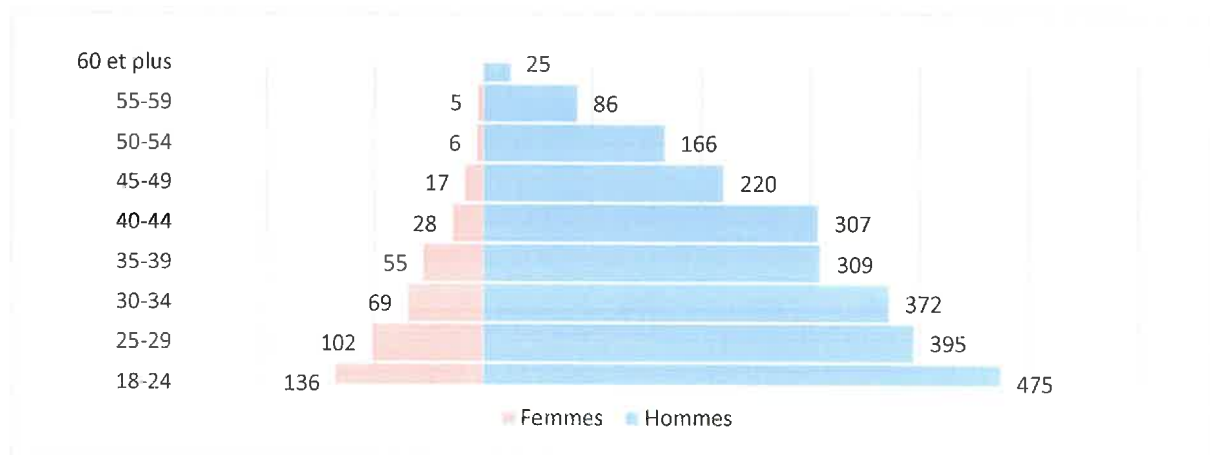
Depuis 2015, la moyenne d'âge est passée de 40 à 36 ans.

La pyramide des âges spécifique aux SPP se présente comme suit :



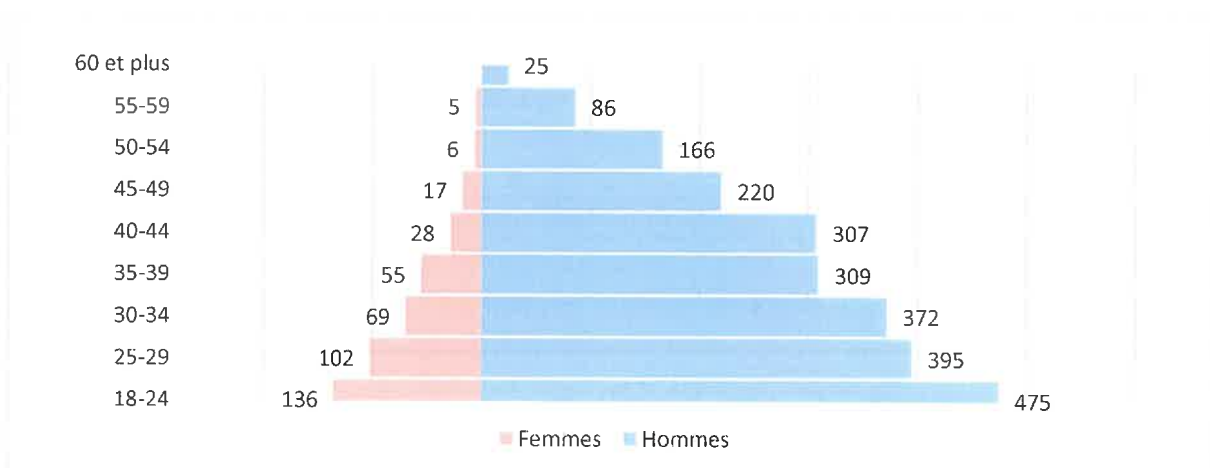
Depuis 2015, la moyenne d'âge est passée de 42 à 39,5 ans.

La pyramide des âges spécifique aux SPV se présente comme suit :



Depuis 2015, la moyenne d'âge est passée de 37 à 34 ans.

La pyramide des âges spécifique aux PATS se présente comme suit :



Depuis 2015, la moyenne d'âge est passée de 41 à 43 ans.

Le temps de travail :

220 SPP sont en service hors rang (SHR) dont 72 réparti dans les centres de secours.

256 PATS dont 41 en temps partiel.

Des sapeurs-pompiers professionnels (SPP) en équipes de gardes :

Le contexte réglementaire

Le temps de travail des SPP en équipe opérationnelle est organisé selon des règles dérogatoires à celles du temps de travail des agents de la fonction publique. Ces dispositions spécifiques sont fondées sur la notion de durée de travail effectif (interventions, formation, entretien des matériels...) et de temps de présence au sein du centre de secours. Pour les gardes de 24 heures, une délibération du conseil d'administration fixe un temps d'équivalence.

En décembre 2013, la réglementation a évolué pour prendre en compte les directives européennes : période de référence de la durée maximale du travail correspondant à 6 mois, plafond semestriel de 1128 heures, fin de la majoration du temps d'équivalence pour les agents logés. Pour respecter ces nouvelles dispositions, le SDIS a dû modifier le régime de travail des SPP durant l'année 2014.

Ainsi, le régime de travail en garde 24 heures (G24) est devenu un régime mixte comprenant des gardes de 24h et des gardes de 12h (G12) avec un temps de présence annuel de 2160 heures, une réduction du nombre de nuits travaillées, une prise en compte de la pénibilité du travail de nuit par un aménagement de la fin de carrière.

Les régimes de travail des SPP

Ils sont aux nombres de trois correspondants aux trois types d'unités opérationnelles du service.

➤ Régime « mixtes » (gardes de 24h et gardes de 12h) :

Il concerne 511 SPP affectés dans les 8 principaux centres urbains du Le Havre, Rouen, Dieppe et Elbeuf. Le régime de base est de 80 G24h et 20 G12h ou la possibilité offerte de conserver un régime mixte dérogatoire de 83 G24h et 14 G12h pour les SPP en fonction au 1er octobre 2013. Pour ces deux régimes mixtes le présentiel annuel est de 2160 heures.

De plus, dans ces 8 centres de secours, 36 SPP en fonction au 1^{er} octobre 2013 ont pu opter pour le maintien de leur régime de garde de 12 heures en l'état.

➤ Régime « gardes 12 heures »

Il concerne 75 SPP affectés à Fécamp et dans les centres professionnalisés dans le cadre du SDACR (Sotteville, Gd Quevilly, Yvetot, Neufchâtel, Saint Valéry, Lillebonne, Barentin, Prés-salés). Ce régime correspond à 133 gardes de 12 heures en journée, du lundi au vendredi, soit 1596 heures de travail.

➤ Régime « CTA CODIS »

Il concerne les 61 agents affectés au CTA CODIS. Ce régime correspond à 129 gardes de 12 heures, soit 1548 heures, réalisées 60% en journée et 40% la nuit. La pénibilité est prise en compte après 50 ans par une diminution du travail de nuit.

Des autres agents du service

Le décompte du temps de travail est réalisé sur la base d'une durée annuelle de 1607 heures.

La durée hebdomadaire du travail est fixée à 35 heures. Si la présence effective hebdomadaire des agents est de 37h30, chaque agent bénéficie en compensation de 10 jours d'ARTT par an.

Le nombre de jour de travail effectif est ainsi fixé à 213 jours par an.

Le logement des agents

Des sapeurs-pompiers professionnels (SPP) en équipes de gardes

Historiquement, de nombreux SPP étaient logés, au sein des centres de secours ou à proximité de ceux-ci, en échange de gardes supplémentaires à celles réalisés par les agents non logés.

Le décret du 18 décembre 2013 a modifié le cadre réglementaire des logements des SPP en ne permettant pas de majorer le temps d'équivalence et de dépasser le plafond semestriel de 1128 heures. Ces dispositions ont rendu impossible le logement de SPP en équipe de garde en compensation d'un temps de travail supplémentaire.

Une trentaine d'agents étaient concernés au sein du Sdis. De facto, ces agents se trouvaient soumis au régime des fonctionnaires bénéficiant d'un logement qui ne relèvent pas de la nécessité absolue de service. Concrètement, ces agents devaient verser une participation (50% à minima) de la valeur locative et des charges du logement occupé. Afin de limiter l'impact de cette évolution réglementaire, une solution d'accompagnement exceptionnelle a été mise en place, jusqu'au 31 août 2015, pour leur permettre de sortir de ce dispositif de logement.

Des autres agents du service

Au 1^{er} février 2016, la réforme des logements de fonction instaurée par le décret n°2012-752 du 9 mai 2012 portant réforme du régime des concessions de logement a été mise en œuvre.

Ce décret distingue deux types d'attributions de logement :

La concession de logement par nécessité absolue de service (NAS) : accordée lorsque l'agent ne peut accomplir normalement son service, notamment pour des raisons de sureté, de sécurité ou de responsabilité, sans être logés sur son lieu de travail ou à proximité immédiate.

La convention d'occupation précaire (COP) : pouvant être accordée à un agent tenu d'accomplir un service d'astreinte mais qui ne remplit pas les conditions ouvrant droit au logement par NAS.

L'ensemble des agents logés par NAS bénéficie d'un arrêté individuel d'attribution d'une concession de logement, et s'acquitte d'une cotisation CSG et RDS. Les agents logés par convention d'occupation précaire bénéficient également d'un arrêté d'attribution et s'acquittent d'un loyer calculé sur la valeur locative du bien,

Le décret prévoit entre autres, le paiement des fluides pour les agents logés par nécessité absolue de service ou par convention d'occupation précaire. Au 1^{er} janvier 2017, sur la base de la délibération du Bureau du Conseil d'administration en date du 30 mars 2016, les agents s'acquitteront également du paiement des fluides et des charges.

Le service a mené cette réforme, parallèlement à sa réflexion sur la chaîne de commandement dans le cadre du SDACR, les SPP participant à cette permanence opérationnelle répondant aux conditions peuvent bénéficier d'un logement par COP ainsi que le versement d'indemnité d'astreinte.

Dans ce cadre, il a été défini de manière limitative les emplois opérationnels pouvant bénéficier d'un logement par nécessité absolue de service sans compensation d'indemnité d'astreinte. Ils correspondent à certains emplois opérationnels sur des territoires dont les ressources humaines ne permettent pas de couvrir les besoins opérationnels.

8 agents sont logés par nécessité absolue de service (NAS) et 25 agents sont logés par convention d'occupation précaire (COP).

Logements	2013	2014	2015	2016	2017
SPP logés	83	86	84	55	33
Impact budgétaire chapitre 011	1 568 971€	1 419 579 €	1 092 503 €	780 192 €	305 347 €

Indemnités forfaitaires	2013	2014	2015	2016	2017
SPP concernés	78	81	97	104	158
Impact budgétaire chapitre 012	405 777 €	441 231 €	502 351 €	579 657 €	929 545 €

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
13
- Pouvoirs :
3
- Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

CONTRIBUTIONS 2017

Le 14 décembre 2016, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 22 novembre 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes, Pierrette CANU, Mme Florence DURANDE, Agnès FIRMIN LE BODO, Blandine LEFEBVRE.

MM. Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Luc LEMONNIER, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

M. Philippe LEROY, Mme Fabienne DUPARC.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental par intérim, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Hervé TESNIERE, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Caporal Mathieu GIBASSIER, Dominique PROUST, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Mme Sophie ALLAIS à Monsieur Sébastien TASSERIE,
Mme Florence THIBAUDEAU RAINOT à Monsieur André GAUTIER,
Mme Chantal COTTEREAU à Monsieur Gérard JOUAN.

Étaient absents excusés :

Mmes Sophie ALLAIS, Chantal COTTEREAU, Florence THIBAUDEAU RAINOT.
MM. Bastien CORITON, Jean-Pierre THEVENOT, le Capitaine André HENRY, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

En application de l'article L 1424-35 du Code général des collectivités territoriales, il appartient au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours (Sdis) de fixer les modalités de calcul des contributions des communes et des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), ayant la compétence incendie, au budget du Sdis.

Cet article précise également qu'il s'agit d'une dépense obligatoire pour les contributeurs concernés.

Enfin, il stipule que le montant global de ces contributions ne peut excéder le montant global atteint à l'exercice précédent, augmenté de l'indice des prix à la consommation. Sachant que le Conseil d'administration est libre de choisir chaque année l'indice des prix à prendre en compte.

Depuis 2013, le Sdis a fait le choix d'appliquer une évolution nulle.

Dans le respect de ces règles, un groupe de travail composé d'élus, missionné lors du Conseil administration du 17 décembre 2015, s'est réuni à plusieurs reprises afin de proposer une évolution acceptable du mode de calcul de ces contributions.

Ce groupe de travail, composé de représentants du conseil départemental (Monsieur Sébastien Tasserie), des communes (Monsieur Bastien Coriton) et des EPCI (Monsieur Philippe Leroy), est arrivé à l'analyse et aux conclusions suivantes.

Le mode de calcul actuel des contributions au Sdis date de 1999. Depuis cette date, beaucoup de choses ont évolué : le territoire, la population, les risques, les prestations de secours délivrées par le Sdis. Aujourd'hui, le montant de la contribution des communes du département varie de 3 à 54 euros par an et par habitant. De plus, 11 % des communes apportent 79 % des contributions, cet écart et cette iniquité ne sont plus ni justifiables ni acceptables..

Le travail de recherche, pour aboutir à un nouveau mode de calcul plus équitable, s'est alors structuré autour de deux axes :

- Aboutir à un coût par habitant plus homogène
- Conserver une solidarité entre les contributeurs

Après plus d'une soixantaine de simulations, étudiant de nombreux critères et les combinant entre eux, il est apparu qu'aucun mode de calcul ne permet d'atteindre ces objectifs. Par ailleurs, les variations du montant des contributions issues de ces simulations sont insupportables économiquement et financièrement.

Face à ces premières conclusions, le groupe de travail a donc proposé lors d'une communication au conseil d'administration du 17 juin 2016 de conserver la base du mode de calcul actuel en lui appliquant un dispositif permettant de réduire les écarts observés. Les membres du conseil ont répondu favorablement à cette recommandation.

Sur la base de ce nouveau dispositif, la contribution pour l'année 2017 variera en fonction de l'évolution de la population DGF survenue entre 1998 (année de la population prise en compte dans le mode de calcul d'origine) et 2016. A cette évolution est appliqué le coût moyen départemental par habitant, à savoir 27.44 euros. Ce montant est alors appliqué à la contribution de 2016. La variation des contributions en résultant sera limitée à la baisse à

moins 2.5% et plafonné à la hausse à 4%. Sachant que les évolutions hors bornes produiront, pour les contributeurs concernés, une enveloppe à absorber sur les années suivantes jusqu'à épuisement.

Pour les années suivantes, le calcul sera reproduit jusqu'en 2020

Il intégrera donc la dernière évolution annuelle connue de la population DGF, les éventuels reste à prendre en charge résultant de l'application des bornes -2.5% et 4%, ainsi que l'inflation.

Ce dispositif a été présenté par le Président du conseil d'administration à l'ensemble des élus concernés.

Durant une rencontre avec l'association des maires de la Seine-Maritime, ainsi que lors de quatre réunions d'informations, courant octobre, à destination des maires (une par arrondissement) et des présidents d'EPCI.

Les élus des collectivités contributrices s'accordent à reconnaître l'équité de la démarche et la volonté de réduire les effets d'un mode de calcul devenu inéquitable.

Cela a permis d'entendre la satisfaction des maires, ou présidents d'EPCI, dont la population a baissé. Mais naturellement, ceux dont la population a augmenté sont moins enthousiastes. Conjointement à cette réforme, il est proposé au conseil d'administration de maintenir la politique de soutien au volontariat.

Cette politique consiste pour chaque contributeur, dont le territoire est défendu en premier appel par un ou des centres d'incendies et de secours exclusivement volontaires et ayant conventionné avant le 1^{er} octobre de l'année précédente, ou mis en application avant cette date, avec le Sdis la disponibilité d'agents de la collectivité également sapeur-pompier volontaire en cas de besoin, en un abattement de 1 000€ par convention signée.

La totalité de ces abattements est répartie sur l'ensemble des autres contributeurs, à hauteur de leur participation dans l'enveloppe globale des contributions.

De plus, à partir des contributions de l'année 2015, il a été mis en place une mesure transitoire complémentaire pour les territoires passant d'une défense en premier appel par un centre volontaire à une défense par un centre mixte, consistant en un dernier abattement de 500€.

A noter que l'application de cette politique respecte le bornage des -2.5% et 4% arrêté par le groupe de travail.

Ainsi, chaque contributeur verra bien l'évolution de sa contribution entre 2016 et 2017 comprise entre ces bornes.

Cf. annexe 1 : Les communes bénéficiant de la politique de soutien au volontariat

Ces différents éléments pris en compte, **la contribution 2017 des communes et EPCI au budget du Sdis 76 s'élèvera à 35 904 177 €**. Soit un montant en évolution de 0.4% par rapport à l'enveloppe des contributions 2016, conforme à l'inflation, basée sur l'indice des prix à la consommation « Ensemble » (anciennement 00E, avant la réforme de janvier 2015), entre septembre 2015 et septembre 2016.

Cf. annexe 2 : Le détail du montant des contributions par contributeur

Il est également nécessaire de faire évoluer les modalités de paiement de cette contribution. Dans un cadre d'optimisation de la ligne de trésorerie, principalement afin d'éviter des pics de découvert, l'encaissement des contributions doit être lissé.

C'est pourquoi il est proposé de demandé aux contributeurs, à compter de 2017, un versement mensuel pour le 20 de chaque mois.

A prendre en compte, également, l'évolution du périmètre de certains contributeurs au 1^{er} janvier 2017.

Concernant la création de communes nouvelles

Les seules actées pour le début d'année prochaine sont Terres-de-Caux et Buchy.

Les contributions devant être notifiées aux contributeurs avant le 31 décembre de l'année N-1, les notifications seront envoyées aux communes existantes à cette date. Charge à elles de ne pas les payer de suite. Une nouvelle notification sera envoyée à Terres-de-Caux et Buchy courant janvier, correspondant à l'addition des contributions des communes fusionnant, afin de pouvoir opérer le règlement.

Concernant les fusions ou extensions d'EPCI

Les contributions seront notifiées aux EPCI disposant de la compétence avant le 31 décembre 2016.

Ainsi, ces EPCI évoluant, cela signifie que l'EPCI recevra la notification concernant son périmètre actuel. Les autres communes intégrant cet EPCI recevront les notifications en leur nom. Charges à elles de ne pas les payer et à l'EPCI, dans le cadre de son nouveau périmètre, de demander une nouvelle notification, comprenant l'intégralité de ses communes au 1^{er} janvier 2017. La contribution correspondra, à nouveau, à l'addition des contributions de l'EPCI et des nouvelles communes membres.

Cf. annexe 3 : Les évolutions prévisionnelles des contributeurs

Enfin, suite à la loi NOTRe du 7 août 2015, reste le cas des EPCI souhaitant acquérir la compétence incendie, c'est-à-dire de prendre à sa charge le règlement des contributions de ses communes membres.

Pour cela, l'EPCI doit délibérer pour informer de sa volonté de prendre la compétence incendie. Il invite alors les communes membres à en délibérer pour application.

Les conseils municipaux de chacune des communes concernées délibèrent sur la volonté de déléguer, ou non, à leur EPCI le règlement de la contribution incendie.

Si le choix du transfert de compétence est favorable, alors l'arrêté préfectoral fixe le basculement de la compétence. Il existe alors deux possibilités.

Soit la date arrêtée par l'EPCI dans sa délibération correspond à un 31 décembre, alors celui-ci paiera l'intégralité de la somme des contributions des communes membres à partir de l'année suivante.

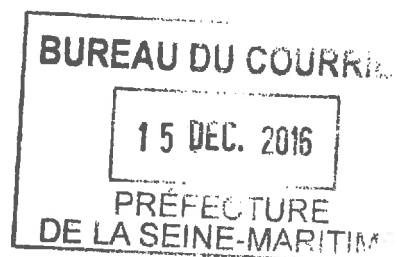
Soit la date est fixée en cours d'année dans la délibération, ou bien elle n'est pas fixée, dans quel cas c'est la date de l'arrêté de la Préfecture qui fait foi pour le basculement de la compétence, il faudra alors appliquer un prorata temporis à répartir entre les communes avant cette date et pour l'EPCI après cette date.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à 12 votes pour et 4 votes contre ce dossier.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER



- Politique de soutien au volontariat -

Les contributeurs bénéficiant du système d'abattement

Communes	Nombre de SPV conventionnés au 01/10/2016	Montant de l'abattement
Angerville-l'Orcher	1	1 000 €
Arelaune-en-Seine	1	1 000 €
Arques-la-Bataille	1	1 000 €
Auffay	2	2 000 €
Aumale	5	5 000 €
Bolbec	3	3 000 €
Bosc-le-Hard	1	1 000 €
Buchy	1	1 000 €
Cailly	1	1 000 €
Cany-Barville	1	1 000 €
Compainville	1	1 000 €
Criel-sur-Mer	2	2 000 €
Étretat	2	2 000 €
Fauville-en-Caux	1	1 000 €
Ferrières-en-Bray	1	1 000 €
Fontaine-le-Bourg	2	2 000 €
Forges-les-Eaux	3	3 000 €
Foucarmont	3	3 000 €
Gaillefontaine	2	2 000 €
Gournay-en-Bray	1	1 000 €
Grandcourt	1	1 000 €
La Feuillie	3	3 000 €
La Rue-Saint-Pierre	1	1 000 €
Les Grandes-Ventes	2	2 000 €
Martainville-Épreville	1	1 000 €
Montivilliers	2	2 000 €
Offranville	2	2 000 €
Pavilly	1	1 000 €
Port Jérôme sur Seine	1	1 000 €
Rives-en-Seine	2	2 000 €
Saint-Laurent-en-Caux	1	1 000 €
Saint-Maclou-de-Folleville	1	1 000 €
Saint-Martin-au-Bosc	1	1 000 €
Saint-Nicolas-d'Aliermont	1	1 000 €
Saint-Vaast-d'Équiqueville	1	1 000 €

Communes	Nombre de SPV conventionnés au 01/10/2016	Montant de l'abattement
Sassetot-le-Mauconduit	1	1 000 €
Sausseuzemare-en-Caux	1	1 000 €
Servaville-Salmonville	1	1 000 €
Tôtes	3	3 000 €
Valmont	2	2 000 €
Veules-les-Roses	1	1 000 €
Villers-sous-Foucarmont	1	1 000 €
Yerville	1	1 000 €
	67	67 000 €

Les contributeurs bénéficiant de la mesure transitoire liée au système d'abattement

Communes	Nombre de SPV conventionnés au 01/10/2016	Montant de l'abattement
Lillebonne	1	500 €
	1	500 €

- Détail des contributions -

	Contributions nettes 2016	Contributions nettes 2017	Evolution	
			en %	en €
Métropole Rouen Normandie	15 434 582 €	15 697 466 €	1,7%	262 884 €
Agglo. Fécamp Caux Littoral	564 554 €	574 780 €	1,8%	10 226 €
CC Varenne et Scie	100 437 €	104 455 €	4,0%	4 017 €
<i>Total des EPCI</i>	16 099 573 €	16 376 701 €	1,7%	277 128 €
Allouville-Bellefosse	24 317 €	25 277 €	3,9%	959 €
Alvimare	6 617 €	6 878 €	3,9%	261 €
Ambrumesnil	11 441 €	11 893 €	3,9%	451 €
Amfreville-la-Mi-Voie				
Amfreville-les-Champs	1 416 €	1 471 €	3,9%	56 €
Anceaumeville	10 229 €	9 974 €	-2,5%	-256 €
Ancourt	9 755 €	10 140 €	3,9%	385 €
Ancourteville-sur-Héricourt	3 121 €	3 244 €	3,9%	123 €
Ancretiéville-Saint-Victor	3 896 €	4 050 €	3,9%	154 €
Ancretteville-sur-Mer	2 548 €	2 648 €	3,9%	100 €
Angerville-Bailleul	2 905 €	2 833 €	-2,5%	-73 €
Angerville-la-Martel	10 001 €	10 395 €	3,9%	394 €
Angerville-l'Orcher	16 458 €	17 116 €	4,0%	658 €
Angiens	9 867 €	9 621 €	-2,5%	-247 €
Anglesqueville-la-Bras-Long	1 931 €	1 883 €	-2,5%	-48 €
Anglesqueville-l'Esneval	6 774 €	7 042 €	3,9%	267 €
Anneville-Ambourville				
Anneville-sur-Scie	5 844 €			
Annouville-Vilmesnil	5 512 €	5 730 €	3,9%	217 €
Anquetierville	4 826 €	4 706 €	-2,5%	-121 €
Anvéville	3 536 €	3 676 €	3,9%	139 €
Ardouval	1 947 €	2 024 €	3,9%	77 €
Arelaune-en-Seine	37 494 €	38 994 €	4,0%	1 500 €
Argueil	5 241 €	5 110 €	-2,5%	-131 €
Arques-la-Bataille	48 272 €	50 203 €	4,0%	1 931 €
Assigny				
Aubéguimont	2 519 €	2 619 €	3,9%	99 €
Aubermesnil-aux-Érables	2 905 €	3 020 €	3,9%	115 €
Aubermesnil-Beaumais	6 547 €	6 805 €	3,9%	258 €
Auberville-la-Campagne	9 874 €			
Auberville-la-Manuel	2 194 €	2 139 €	-2,5%	-55 €
Auberville-la-Renault	4 971 €	5 167 €	3,9%	196 €
Auffay	28 585 €	29 134 €	1,9%	549 €
Aumale	69 633 €	67 892 €	-2,5%	-1 741 €
Auppegard	8 037 €	8 354 €	3,9%	317 €

	Contributions nettes 2016	Contributions nettes 2017	Evolution	
			en %	en €
Auquemesnil				
Authieux-Ratiéville	4 898 €	5 091 €	3,9%	193 €
Autigny	3 207 €	3 334 €	3,9%	126 €
Autretot	9 226 €	9 590 €	3,9%	364 €
Auvilliers	1 531 €	1 591 €	3,9%	60 €
Auzebosc	13 797 €	14 342 €	3,9%	544 €
Auzouville-Auberbosc	3 693 €	3 839 €	3,9%	146 €
Auzouville-l'Esneval	5 069 €	5 269 €	3,9%	200 €
Auzouville-sur-Ry	8 266 €	8 592 €	3,9%	326 €
Auzouville-sur-Saône	1 960 €	2 014 €	2,8%	54 €
Avesnes-en-Bray	3 665 €	3 810 €	3,9%	145 €
Avesnes-en-Val	3 838 €	3 742 €	-2,5%	-96 €
Avremesnil	12 505 €	12 998 €	3,9%	493 €
Bacqueville-en-Caux	28 070 €	29 177 €	3,9%	1 107 €
Bailleul-Neuville	2 564 €	2 617 €	2,1%	54 €
Baillolet	1 832 €	1 786 €	-2,5%	-46 €
Bailly-en-Rivière	7 132 €	7 414 €	3,9%	281 €
Baons-le-Comte	5 140 €	5 343 €	3,9%	203 €
Bardouville				
Barentin	233 642 €	228 753 €	-2,1%	-4 889 €
Baromesnil	3 710 €	3 617 €	-2,5%	-93 €
Bazinval	4 282 €	4 451 €	3,9%	169 €
Beaubec-la-Rosière	5 642 €	5 865 €	3,9%	223 €
Beaumont-le-Hareng	2 720 €	2 827 €	3,9%	107 €
Beaurepaire	5 629 €	5 851 €	3,9%	222 €
Beaussault	5 285 €	5 493 €	3,9%	208 €
Beautot	1 518 €	1 578 €	3,9%	60 €
Beauval-en-Caux	6 243 €	6 489 €	3,9%	246 €
Beauvoir-en-Lyons	6 774 €	7 042 €	3,9%	267 €
Bec-de-Mortagne	8 808 €	9 155 €	3,9%	347 €
Belbeuf				
Bellencombre	10 247 €	10 651 €	3,9%	404 €
Bellengreville	5 686 €	5 910 €	3,9%	224 €
Belleville-en-Caux	5 113 €	5 315 €	3,9%	202 €
Belleville-sur-Mer				
Belmesnil				
Bénarville	2 762 €	2 871 €	3,9%	109 €
Bénesville	2 032 €	2 112 €	3,9%	80 €
Bennetot	1 818 €	1 889 €	3,9%	72 €
Bénouville	1 832 €	1 904 €	3,9%	72 €
Bermonville	5 314 €	5 523 €	3,9%	210 €
Berneval-le-Grand				
Bernières	8 259 €	8 585 €	3,9%	326 €
Bertheauville	1 874 €	1 948 €	3,9%	74 €
Bertreville	2 022 €	2 102 €	3,9%	80 €
Bertreville-Saint-Ouen				
Bertrimont	2 793 €	2 903 €	3,9%	110 €
Berville	6 875 €	7 146 €	3,9%	271 €
Berville-sur-Seine				

Annexe 2

	Contributions nettes 2016	Contributions nettes 2017	Evolution	
			en %	en €
Betteville	6 946 €			
Beuzeville-la-Grenier	14 825 €	15 410 €	3,9%	585 €
Beuzeville-la-Guérand	2 148 €	2 232 €	3,9%	85 €
Beuzevillette	9 314 €	9 081 €	-2,5%	-233 €
Bézancourt	3 552 €	3 692 €	3,9%	140 €
Bierville	3 710 €	3 856 €	3,9%	146 €
Bihorel				
Biville-la-Baignarde	8 402 €	8 733 €	3,9%	331 €
Biville-la-Rivière	1 531 €	1 591 €	3,9%	60 €
Biville-sur-Mer				
Blacqueville	7 872 €	8 183 €	3,9%	310 €
Blainville-Crevon	16 868 €	17 534 €	3,9%	665 €
Blangy-sur-Bresle	54 171 €	53 901 €	-0,5%	-270 €
Blosseville	6 008 €	6 245 €	3,9%	237 €
Bois-d'Ennebourg	7 318 €	7 606 €	3,9%	289 €
Bois-Guilbert	2 648 €	2 752 €	3,9%	104 €
Bois-Guillaume				
Bois-Hérault	2 003 €	2 082 €	3,9%	79 €
Bois-Himont	5 614 €	5 836 €	3,9%	221 €
Bois-l'Évêque	5 270 €	5 477 €	3,9%	208 €
Boissay	3 838 €	3 989 €	3,9%	151 €
Bolbec	268 182 €	261 478 €	-2,5%	-6 705 €
Bolleville	7 639 €	7 940 €	3,9%	301 €
Bonsecours				
Boos				
Bordeaux-Saint-Clair	8 110 €	8 430 €	3,9%	320 €
Bornamusc	3 451 €	3 587 €	3,9%	136 €
Bosc-Bérenger	2 535 €	2 634 €	3,9%	100 €
Bosc-Bordel	6 301 €	6 550 €	3,9%	249 €
Bosc-Édeline	4 066 €	4 227 €	3,9%	160 €
Bosc-Guérand-Saint-Adrien	11 117 €	11 555 €	3,9%	438 €
Bosc-Hyons	4 453 €	4 629 €	3,9%	176 €
Bosc-le-Hard	28 413 €	29 550 €	4,0%	1 137 €
Bosc-Mesnil	3 036 €	3 156 €	3,9%	120 €
Bosc-Roger-sur-Buchy	9 309 €	9 676 €	3,9%	367 €
Bosville	11 077 €	11 514 €	3,9%	437 €
Boudeville	2 608 €	2 711 €	3,9%	103 €
Bouelles	3 464 €	3 601 €	3,9%	137 €
Bourdainville	4 568 €	4 748 €	3,9%	180 €
Bourville	4 482 €	4 479 €	-0,1%	-2 €
Bouville	14 244 €	13 888 €	-2,5%	-356 €
Brachy	13 325 €	13 851 €	3,9%	526 €
Bracquemont				
Bracquetuit	4 352 €	4 524 €	3,9%	172 €
Bradiancourt	1 976 €	2 054 €	3,9%	78 €
Brametot	2 476 €	2 574 €	3,9%	98 €
Bréauté	16 873 €	17 539 €	3,9%	665 €
Brémontier-Merval	4 668 €	4 852 €	3,9%	184 €
Bretteville-du-Grand-Caux	16 244 €	16 884 €	3,9%	641 €

	Contributions nettes 2016	Contributions nettes 2017	Evolution	
			en %	en €
Bretteville-Saint-Laurent	2 620 €	2 554 €	-2,5%	-65 €
Brunville				
Buchy	24 601 €	25 585 €	4,0%	984 €
Bully	11 344 €	11 792 €	3,9%	447 €
Bures-en-Bray	3 810 €	3 753 €	-1,5%	-57 €
Butot	3 937 €	4 092 €	3,9%	155 €
Butot-Vénesville	5 858 €	6 089 €	3,9%	231 €
Cailleville	4 922 €	5 116 €	3,9%	194 €
Cailly	14 033 €	14 114 €	0,6%	81 €
Callengeville	6 516 €	6 773 €	3,9%	257 €
Calleville-les-Deux-Églises	4 368 €	4 540 €	3,9%	172 €
Campneuseville	6 946 €	6 860 €	-1,2%	-86 €
Canehan	4 383 €	4 556 €	3,9%	173 €
Canouville	5 454 €	5 669 €	3,9%	215 €
Canteleu				
Canville-les-Deux-Églises	4 282 €	4 451 €	3,9%	169 €
Cany-Barville	70 793 €	69 973 €	-1,2%	-820 €
Carville-la-Folletière	3 177 €	3 302 €	3,9%	125 €
Carville-Pot-de-Fer	1 589 €	1 652 €	3,9%	63 €
Catenay	9 324 €	9 692 €	3,9%	368 €
Caudebec-en-Caux	74 008 €			
Caudebec-lès-Elbeuf				
Cauville-sur-Mer	17 806 €	18 508 €	3,9%	702 €
Cideville	3 953 €	4 109 €	3,9%	156 €
Clais	2 893 €	3 008 €	3,9%	114 €
Clasville	4 899 €	5 092 €	3,9%	193 €
Claville-Motteville	3 338 €	3 469 €	3,9%	132 €
Cléon				
Clères	20 381 €	21 185 €	3,9%	804 €
Cleuville	1 704 €	1 772 €	3,9%	67 €
Cléville	2 419 €	2 359 €	-2,5%	-60 €
Cliponville	3 507 €	3 645 €	3,9%	138 €
Colleville	18 197 €	18 914 €	3,9%	718 €
Colmesnil-Manneville	2 003 €	1 953 €	-2,5%	-50 €
Compainville	542 €	564 €	4,0%	22 €
Conteville	6 503 €	6 759 €	3,9%	256 €
Contremoulins	2 979 €	2 904 €	-2,5%	-74 €
Cottévrard	4 853 €	5 045 €	3,9%	191 €
Crasville-la-Mallet	2 916 €	3 032 €	3,9%	115 €
Crasville-la-Rocquefort	3 853 €	3 757 €	-2,5%	-96 €
Cressy	3 177 €	3 302 €	3,9%	125 €
Criel-sur-Mer	36 148 €	37 594 €	4,0%	1 446 €
Crriquebeuf-en-Caux				
Criquetot-le-Mauconduit	3 810 €	3 960 €	3,9%	150 €
Criquetot-l'Esneval	36 727 €	38 176 €	3,9%	1 448 €
Criquetot-sur-Longueville	2 277 €			
Criquetot-sur-Ouville	8 740 €	9 085 €	3,9%	345 €
Criquiers	8 622 €	8 962 €	3,9%	340 €
Critot	6 459 €	6 713 €	3,9%	255 €

Annexe 2

	Contributions nettes 2016	Contributions nettes 2017	Evolution	
			en %	en €
Croisy-sur-Andelle	7 518 €	7 815 €	3,9%	297 €
Croixdalle	3 293 €	3 423 €	3,9%	130 €
Croix-Mare	8 451 €	8 784 €	3,9%	333 €
Cropus	3 065 €	3 186 €	3,9%	121 €
Crosville-sur-Scie	3 380 €			
Cuverville	4 183 €	4 348 €	3,9%	165 €
Cuverville-sur-Yères	2 519 €	2 619 €	3,9%	99 €
Cuy-Saint-Fiacre	7 605 €	7 904 €	3,9%	300 €
Dampierre-en-Bray	5 257 €	5 464 €	3,9%	207 €
Dampierre-Saint-Nicolas	6 918 €	7 189 €	3,9%	271 €
Dancourt	3 780 €	3 685 €	-2,5%	-94 €
Darnétal				
Daubeuf-Serville	4 611 €	4 793 €	3,9%	182 €
Dénestanville	3 393 €			
Derchigny				
Déville-lès-Rouen				
Dieppe	1 228 807 €	1 198 087 €	-2,5%	-30 720 €
Doudeauville	1 160 €	1 206 €	3,9%	46 €
Doudeville	37 757 €	39 267 €	4,0%	1 510 €
Douvrend	6 659 €	6 922 €	3,9%	263 €
Drosay	4 046 €	4 206 €	3,9%	160 €
Duclair				
Écalles-Alix	7 174 €	7 457 €	3,9%	283 €
Écrainvill	13 293 €	13 817 €	3,9%	524 €
Écretteville-lès-Baons	6 015 €	5 865 €	-2,5%	-150 €
Écretteville-sur-Mer	1 331 €	1 384 €	3,9%	53 €
Ectot-l'Auber	6 158 €	6 401 €	3,9%	243 €
Ectot-lès-Baons	5 485 €	5 701 €	3,9%	216 €
Elbeuf				
Elbeuf-en-Bray	5 140 €	5 343 €	3,9%	203 €
Elbeuf-sur-Andelle	4 066 €	4 227 €	3,9%	160 €
Életot	7 691 €	7 994 €	3,9%	303 €
Ellecourt	2 148 €	2 232 €	3,9%	85 €
Émanville	7 276 €	7 563 €	3,9%	287 €
Envermeu	35 522 €	36 923 €	3,9%	1 401 €
Envronville	4 769 €	4 957 €	3,9%	188 €
Epinay-sur-Duclair				
Épouville	47 903 €	46 706 €	-2,5%	-1 198 €
Épretot	9 330 €	9 698 €	3,9%	368 €
Épreville				
Ermenouville	2 205 €	2 150 €	-2,5%	-55 €
Ernemont-la-Villette	2 519 €	2 619 €	3,9%	99 €
Ernemont-sur-Buchy	2 678 €	2 783 €	3,9%	106 €
Esclavelles	4 410 €	4 584 €	3,9%	174 €
Eslettes	20 003 €	20 792 €	3,9%	789 €
Esteville	5 386 €	5 598 €	3,9%	212 €
Estouteville-Écalles	5 357 €	5 568 €	3,9%	211 €
Étaimpuis	7 568 €	7 867 €	3,9%	298 €
Étainhus	14 428 €	14 997 €	3,9%	569 €

Annexe 2

	Contributions nettes 2016	Contributions nettes 2017	Evolution	
			en %	en €
Étalleville	5 212 €	5 418 €	3,9%	206 €
Étalondes	22 858 €	23 772 €	4,0%	914 €
Étoutteville	6 288 €	6 536 €	3,9%	248 €
Étretat	49 843 €	50 678 €	1,7%	835 €
Eu	293 000 €	288 699 €	-1,5%	-4 301 €
Fallencourt	2 118 €	2 202 €	3,9%	84 €
Fauville-en-Caux	26 674 €	27 741 €	4,0%	1 067 €
Fécamp				
Ferrières-en-Bray	41 064 €	41 997 €	2,3%	933 €
Fesques	1 818 €	1 772 €	-2,5%	-45 €
Flamanville	4 914 €	5 107 €	3,9%	194 €
Flamets-Frétils	2 205 €	2 150 €	-2,5%	-55 €
Flocques	9 320 €	9 688 €	3,9%	368 €
Fongueusemare	2 433 €	2 529 €	3,9%	96 €
Fontaine-en-Bray	2 433 €	2 529 €	3,9%	96 €
Fontaine-la-Mallet	40 131 €	41 714 €	3,9%	1 583 €
Fontaine-le-Bourg	24 664 €	25 651 €	4,0%	987 €
Fontaine-le-Dun	28 971 €	28 247 €	-2,5%	-724 €
Fontaine-sous-Préaux				
Fontenay	16 379 €	15 970 €	-2,5%	-409 €
Forges-les-Eaux	73 948 €	76 906 €	4,0%	2 958 €
Forges-les-Eaux	68 490 €			
Foucarmont	14 118 €	13 765 €	-2,5%	-353 €
Foucart	4 554 €	4 733 €	3,9%	180 €
Franqueville-Saint-Pierre				
Fréauville	2 019 €	1 969 €	-2,5%	-50 €
Freneuse				
Fresles	2 103 €	2 186 €	3,9%	83 €
Fresnay-le-Long	2 877 €	2 991 €	3,9%	113 €
Fresne-le-Plan	6 530 €	6 787 €	3,9%	258 €
Fresnoy-Folny	8 980 €	9 334 €	3,9%	354 €
Fresquiennes	14 022 €	14 575 €	3,9%	553 €
Freulleville	4 797 €	4 987 €	3,9%	189 €
Fréville	11 415 €			
Frichemesnil	5 758 €	5 985 €	3,9%	227 €
Froberville				
Fry	1 947 €	2 024 €	3,9%	77 €
Fultot	2 564 €	2 499 €	-2,5%	-64 €
Gaillefontaine	21 535 €	20 997 €	-2,5%	-538 €
Gainneville	33 960 €	35 300 €	3,9%	1 339 €
Gancourt-Saint-Étienne	3 021 €	3 140 €	3,9%	119 €
Ganzeville				
Gerponville	4 296 €	4 465 €	3,9%	169 €
Gerville				
Glicourt				
Goderville	32 675 €	33 964 €	3,9%	1 289 €
Gommerville	9 282 €	9 648 €	3,9%	366 €
Gonfreville-Caillot	3 753 €	3 901 €	3,9%	148 €
Gonfreville-l'Orcher	487 348 €	475 165 €	-2,5%	-12 184 €

Annexe 2

	Contributions nettes 2016	Contributions nettes 2017	Evolution	
			en %	en €
Gonnetot	2 047 €	2 128 €	3,9%	81 €
Gonneville-la-Mallet	17 446 €	18 134 €	3,9%	688 €
Gonneville-sur-Scie	4 985 €	5 181 €	3,9%	197 €
Gonzeville	1 589 €	1 549 €	-2,5%	-40 €
Gouchaupre				
Goupillières	5 314 €	5 523 €	3,9%	210 €
Gournay-en-Bray	111 711 €	114 881 €	2,8%	3 170 €
Gouy				
Grainbouville	7 105 €	7 385 €	3,9%	280 €
Grainville-la-Teinturière	22 500 €	23 387 €	3,9%	887 €
Grainville-sur-Ry	6 860 €	7 130 €	3,9%	271 €
Grainville-Ymauville	5 614 €	5 836 €	3,9%	221 €
Grand-Camp	9 324 €	9 692 €	3,9%	368 €
Grand-Couronne				
Grandcourt	3 728 €	3 877 €	4,0%	149 €
Graval	1 433 €	1 489 €	3,9%	57 €
Grèges	10 820 €	11 247 €	3,9%	427 €
Grémonville	5 629 €	5 489 €	-2,5%	-141 €
Greny				
Greuville	4 512 €	4 690 €	3,9%	178 €
Grigneuseville	4 682 €	4 867 €	3,9%	185 €
Gruchet-le-Valasse	66 898 €	69 536 €	3,9%	2 638 €
Gruchet-Saint-Siméon	10 132 €	10 532 €	3,9%	400 €
Grugny	15 721 €	15 328 €	-2,5%	-393 €
Grumesnil	5 772 €	5 999 €	3,9%	228 €
Guerville	5 844 €	6 074 €	3,9%	230 €
Gueures	7 591 €	7 890 €	3,9%	299 €
Gueutteville	1 922 €	1 998 €	3,9%	76 €
Gueutteville-les-Grès	6 583 €	6 843 €	3,9%	260 €
Guilmécourt				
Harcanville	5 772 €	5 999 €	3,9%	228 €
Harfleur	170 532 €	166 269 €	-2,5%	-4 263 €
Hattenville	7 905 €	8 217 €	3,9%	312 €
Haucourt	2 921 €	3 036 €	3,9%	115 €
Haudricourt	6 344 €	6 595 €	3,9%	250 €
Haussez	3 338 €	3 469 €	3,9%	132 €
Hautot-l'Auvray	7 413 €	7 705 €	3,9%	292 €
Hautot-le-Vatois	3 838 €	3 989 €	3,9%	151 €
Hautot-Saint-Sulpice	8 050 €	8 367 €	3,9%	317 €
Hautot-sur-Mer	38 328 €	37 370 €	-2,5%	-958 €
Hautot-sur-Seine				
Héberville	1 646 €	1 700 €	3,3%	54 €
Henouville				
Héricourt-en-Caux	12 420 €	12 910 €	3,9%	490 €
Hermanville	1 589 €	1 549 €	-2,5%	-40 €
Hermeville	5 328 €	5 538 €	3,9%	210 €
Héronchelles	1 272 €	1 322 €	3,9%	50 €
Heugleville-sur-Scie	7 791 €	8 098 €	3,9%	307 €
Heuqueville	8 906 €	9 257 €	3,9%	351 €

Annexe 2

	Contributions nettes 2016	Contributions nettes 2017	Evolution	
			en %	en €
Heurteauville	4 352 €	4 524 €	3,9%	172 €
Hodeng-au-Bosc	19 545 €	19 397 €	-0,8%	-148 €
Hodeng-Hodenger	2 893 €	3 008 €	3,9%	114 €
Houdetot	1 931 €	2 007 €	3,9%	76 €
Houpeville				
Houquetot	4 139 €	4 302 €	3,9%	163 €
Hugleville-en-Caux	4 153 €	4 316 €	3,9%	164 €
Illois	3 810 €	3 960 €	3,9%	150 €
Imbleville	3 953 €	4 109 €	3,9%	156 €
Incheville	26 167 €	25 513 €	-2,5%	-654 €
Ingouville	5 731 €	5 957 €	3,9%	226 €
Intraville				
Isneauville				
Jumièges				
La Bellière	1 015 €	1 042 €	2,7%	27 €
La Bouille				
La Cerlangue	19 916 €	20 702 €	3,9%	785 €
La Chapelle-du-Bourgay	1 359 €			
La Chapelle-Saint-Ouen	1 031 €	1 071 €	3,9%	41 €
La Chapelle-sur-Dun	2 964 €	2 907 €	-1,9%	-57 €
La Chaussée	4 124 €			
La Crique	4 124 €	4 286 €	3,9%	163 €
La Ferté-Saint-Samson	4 883 €	5 075 €	3,9%	193 €
La Feuillie	13 428 €	13 965 €	4,0%	537 €
La Folletière	800 €			
La Fontelaye	571 €	557 €	-2,5%	-14 €
La Frénaye	28 557 €	29 684 €	3,9%	1 126 €
La Gaillarde	5 944 €	5 831 €	-1,9%	-113 €
La Hallotière	2 118 €	2 202 €	3,9%	84 €
La Haye	3 766 €	3 914 €	3,9%	149 €
La Houssaye-Béranger	7 132 €	7 414 €	3,9%	281 €
La Londe				
La Mailleraye-sur-Seine	30 449 €			
La Neuville-Chant-d'Oisel				
La Poterie-Cap-d'Antifer	4 525 €	4 703 €	3,9%	178 €
La Remuée	16 844 €	17 509 €	3,9%	664 €
La Rue-Saint-Pierre	4 414 €	4 591 €	4,0%	177 €
La Trinité-du-Mont	9 134 €	9 495 €	3,9%	360 €
La Vaupalière	27 104 €	26 426 €	-2,5%	-678 €
La Vieux-Rue	5 830 €	6 060 €	3,9%	230 €
Lamberville	2 463 €	2 560 €	3,9%	97 €
Lammerville	4 682 €	4 867 €	3,9%	185 €
Landes-Vieilles-et-Neuves	1 889 €	1 842 €	-2,5%	-47 €
Lanquetot	14 381 €	14 948 €	3,9%	567 €
Le Bocasse	10 389 €	10 798 €	3,9%	410 €
Le Bois-Robert	4 009 €			
Le Bourg-Dun	6 301 €	6 144 €	-2,5%	-158 €
Le Catellier	3 194 €			
Le Caule-Sainte-Beuve	5 758 €	5 985 €	3,9%	227 €

Annexe 2

	Contributions nettes 2016	Contributions nettes 2017	Evolution	
			en %	en €
Le Fossé	5 458 €			
Le Grand-Quevilly				
Le Hanouard	5 858 €	5 712 €	-2,5%	-146 €
Le Havre	8 748 431 €	8 529 720 €	-2,5%	-218 711 €
Le Héron	3 307 €	3 438 €	3,9%	130 €
Le Houltme				
Le Mesnil-Durdent	638 €	663 €	3,9%	25 €
Le Mesnil-Esnard				
Le Mesnil-Lieubray	1 102 €	1 145 €	3,9%	43 €
Le Mesnil-Réaume	6 288 €	6 536 €	3,9%	248 €
Le Mesnil-sous-Jumièges				
Le Petit-Quevilly				
Le Thil-Riberpré	2 620 €	2 723 €	3,9%	103 €
Le Tilleul	9 059 €	9 417 €	3,9%	357 €
Le Torp-Mesnil	3 338 €	3 469 €	3,9%	132 €
Le Trait				
Le Tréport	159 661 €	162 825 €	2,0%	3 164 €
Les Authieux-sur-le-Port-Saint-Ouen				
Les Cent-Acres	1 299 €			
Les Grandes-Ventes	30 961 €	32 141 €	3,8%	1 180 €
Les Ifs	1 480 €	1 538 €	3,9%	58 €
Les Loges				
Les Trois-Pierres	10 356 €	10 764 €	3,9%	408 €
Lestanville	1 086 €	1 129 €	3,9%	43 €
Lillebonne	378 002 €	369 831 €	-2,2%	-8 171 €
Limésy	18 693 €	19 430 €	3,9%	737 €
Limpiville	4 870 €	5 062 €	3,9%	192 €
Lindebeuf	4 052 €	4 212 €	3,9%	160 €
Lintot	5 915 €	5 939 €	0,4%	24 €
Lintot-les-Bois	2 162 €			
Londinières	16 151 €	16 797 €	4,0%	646 €
Longmesnil	1 247 €	1 296 €	3,9%	49 €
Longroy	15 298 €	15 902 €	3,9%	603 €
Longueil	8 792 €	9 138 €	3,9%	347 €
Longuerue	4 009 €	4 167 €	3,9%	158 €
Longueville-sur-Scie	15 825 €			
Louvetot	8 234 €	8 559 €	3,9%	325 €
Lucy	2 061 €	2 010 €	-2,5%	-52 €
Luneray	32 508 €	33 790 €	3,9%	1 282 €
Malaunay				
Malleville-les-Grès	3 089 €	3 211 €	3,9%	122 €
Manéglise	17 046 €	17 718 €	3,9%	672 €
Manéhouville	2 620 €			
Maniquerville				
Manneville-ès-Plains	5 668 €	5 891 €	3,9%	224 €
Manneville-la-Goupil	13 351 €	13 878 €	3,9%	527 €
Mannevillette	9 882 €	10 272 €	3,9%	390 €
Maronne				
Marques	3 409 €	3 324 €	-2,5%	-85 €

Annexe 2

	Contributions nettes 2016	Contributions nettes 2017	Evolution	
			en %	en €
Martainville-Épreville	9 438 €	9 816 €	4,0%	378 €
Martigny	8 159 €	7 955 €	-2,5%	-204 €
Martin-Église	57 150 €	59 404 €	3,9%	2 254 €
Massy	3 937 €	4 092 €	3,9%	155 €
Mathonville	2 491 €	2 590 €	3,9%	98 €
Maucomble	4 597 €	4 778 €	3,9%	181 €
Maulévrier-Sainte-Gertrude	12 968 €	13 480 €	3,9%	511 €
Mauny	1 889 €	1 963 €	3,9%	74 €
Mauquenchy	3 953 €	4 109 €	3,9%	156 €
Mélamare	13 654 €	14 193 €	3,9%	538 €
Melleville	4 209 €	4 104 €	-2,5%	-105 €
Ménerval	2 535 €	2 634 €	3,9%	100 €
Ménonval	2 491 €	2 590 €	3,9%	98 €
Mentheville	2 262 €	2 351 €	3,9%	89 €
Mésangueville	2 047 €	2 128 €	3,9%	81 €
Mesnières-en-Bray	15 436 €	16 044 €	3,9%	609 €
Mesnil-Follemprise	1 761 €	1 717 €	-2,5%	-44 €
Mesnil-Mauger	3 194 €	3 320 €	3,9%	126 €
Mesnil-Panneville	7 376 €	7 667 €	3,9%	291 €
Mesnil-Raoul	10 389 €	10 798 €	3,9%	410 €
Meulers	5 658 €	5 881 €	3,9%	223 €
Millebosc	3 494 €	3 632 €	3,9%	138 €
Mirville	4 554 €	4 733 €	3,9%	180 €
Molagnies	2 133 €	2 218 €	3,9%	84 €
Monchaux-Soreng	9 570 €	9 592 €	0,2%	22 €
Monchy-sur-Eu	7 045 €	7 323 €	3,9%	278 €
Mont-Cauvaire	8 428 €	8 760 €	3,9%	332 €
Mont-de-l'If	1 375 €			
Montérolier	7 161 €	7 444 €	3,9%	282 €
Montigny	15 957 €	16 586 €	3,9%	629 €
Montivilliers	318 815 €	310 845 €	-2,5%	-7 970 €
Montmain				
Montreuil-en-Caux	5 441 €	5 656 €	3,9%	215 €
Montroty	2 964 €	3 080 €	3,9%	117 €
Mont-Saint-Aignan				
Montville	66 528 €	69 152 €	3,9%	2 624 €
Morgny-la-Pommeraye	12 776 €	13 280 €	3,9%	504 €
Morienne	2 519 €	2 456 €	-2,5%	-63 €
Mortemer	1 531 €	1 493 €	-2,5%	-38 €
Morville-sur-Andelle	3 194 €	3 320 €	3,9%	126 €
Motteville	10 460 €	10 872 €	3,9%	413 €
Moulineaux				
Muchedent	1 847 €			
Nesle-Hodeng	4 482 €	4 369 €	-2,5%	-112 €
Nesle-Normandeuse	10 392 €	10 132 €	-2,5%	-260 €
Neufbosc	3 924 €	4 079 €	3,9%	155 €
Neufchâtel-en-Bray	136 793 €	133 374 €	-2,5%	-3 420 €
Neuf-Marché	9 098 €	9 457 €	3,9%	359 €
Neuville-Ferrières	8 908 €	8 685 €	-2,5%	-223 €

Annexe 2

	Contributions nettes 2016	Contributions nettes 2017	Evolution	
			en %	en €
Néville	23 736 €	24 672 €	3,9%	936 €
Nointot	15 572 €	16 186 €	3,9%	614 €
Nolléval	3 327 €	3 460 €	4,0%	133 €
Normanville	8 551 €	8 888 €	3,9%	337 €
Norville	13 167 €	13 686 €	3,9%	519 €
Notre-Dame-d'Aliermont	7 705 €	8 009 €	3,9%	304 €
Notre-Dame-de-Bliquetuit	8 942 €	9 295 €	3,9%	353 €
Notre-Dame-de-Bondeville				
Notre-Dame-de-Gravenchon	424 022 €			
Notre-Dame-du-Bec	5 428 €	5 642 €	3,9%	214 €
Notre-Dame-du-Parc	1 832 €			
Nullemont	1 460 €	1 517 €	3,9%	58 €
Ocqueville	9 652 €	10 032 €	3,9%	381 €
Octeville-sur-Mer	78 729 €	81 834 €	3,9%	3 105 €
Offranville	48 754 €	50 704 €	4,0%	1 950 €
Oherville	3 409 €	3 543 €	3,9%	134 €
Oisiel				
Omonville	3 651 €	3 560 €	-2,5%	-91 €
Orival				
Osmoy-Saint-Valery	4 440 €	4 616 €	3,9%	175 €
Ouainville	10 461 €	10 873 €	3,9%	413 €
Oudalle	16 060 €	16 694 €	3,9%	633 €
Ourville-en-Caux	22 329 €	23 210 €	3,9%	881 €
Ouville-l'Abbaye	7 924 €	8 237 €	3,9%	313 €
Ouville-la-Rivière	16 616 €	16 200 €	-2,5%	-415 €
Paluel	9 075 €	9 433 €	3,9%	358 €
Parc-d'Anxtot	6 904 €	7 176 €	3,9%	272 €
Pavilly	95 444 €	99 262 €	4,0%	3 818 €
Penly				
Petit-Caux	206 907 €	215 067 €	3,9%	8 160 €
Petit-Couronne				
Petiville	24 496 €	25 462 €	3,9%	966 €
Pierrecourt	6 516 €	6 773 €	3,9%	257 €
Pierrefiques	1 518 €	1 578 €	3,9%	60 €
Pierreval	4 697 €	4 882 €	3,9%	185 €
Pissy-Pôville	17 997 €	17 547 €	-2,5%	-450 €
Pleine-Sève	2 344 €	2 436 €	3,9%	92 €
Pommereux	1 246 €	1 295 €	3,9%	49 €
Pommeréval	4 139 €	4 302 €	3,9%	163 €
Ponts-et-Marais	18 173 €	18 135 €	-0,2%	-37 €
Port Jérôme sur Seine	443 950 €	432 851 €	-2,5%	-11 099 €
Préaux	23 506 €	24 433 €	3,9%	927 €
Prétot-Vicquemare	1 919 €	1 995 €	3,9%	76 €
Preuseville	2 103 €	2 051 €	-2,5%	-53 €
Puisenval	1 102 €	1 074 €	-2,5%	-28 €
Quevillon				
Quévreville-la-Poterie				
Quiberville	6 688 €	6 952 €	3,9%	264 €
Quièvreecourt	6 001 €	5 943 €	-1,0%	-58 €

Annexe 2

	Contributions nettes 2016	Contributions nettes 2017	Evolution	
			en %	en €
Quincampoix	38 534 €	40 054 €	3,9%	1 520 €
Raffetot	6 802 €	7 071 €	3,9%	268 €
Rainfreville	1 188 €	1 235 €	3,9%	47 €
Réalcamp	8 795 €	9 141 €	3,9%	347 €
Rebets	1 575 €	1 637 €	3,9%	62 €
Rétonval	2 720 €	2 652 €	-2,5%	-68 €
Reuville	1 660 €	1 726 €	3,9%	65 €
Ricarville	4 383 €	4 556 €	3,9%	173 €
Ricarville-du-Val	1 531 €	1 591 €	3,9%	60 €
Richemont	6 402 €	6 655 €	3,9%	253 €
Rieux	8 224 €	8 548 €	3,9%	324 €
Rives-en-Seine	111 826 €	111 070 €	-0,7%	-756 €
Riville	3 624 €	3 767 €	3,9%	143 €
Robertot	1 673 €	1 739 €	3,9%	66 €
Rocquefort	3 865 €	4 017 €	3,9%	152 €
Rocquemont	8 680 €	9 023 €	3,9%	342 €
Rogerville	59 900 €	59 675 €	-0,4%	-225 €
Rolleville	16 419 €	17 067 €	3,9%	648 €
Roncherolles-en-Bray	6 158 €	6 401 €	3,9%	243 €
Roncherolles-sur-le-Vivier				
Ronchois	2 419 €	2 359 €	-2,5%	-60 €
Rosay	3 606 €	3 577 €	-0,8%	-29 €
Rouen				
Roumare	15 806 €	16 429 €	3,9%	623 €
Routes	2 535 €	2 634 €	3,9%	100 €
Rouville	7 276 €	7 563 €	3,9%	287 €
Rouvray-Catillon	2 794 €	2 904 €	3,9%	110 €
Rouxmesnil-Bouteilles	81 653 €	84 873 €	3,9%	3 220 €
Royville	3 093 €	3 215 €	3,9%	122 €
Ry	13 182 €	13 702 €	3,9%	520 €
Saâne-Saint-Just	2 032 €	2 112 €	3,9%	80 €
Sahurs				
Sainneville	11 835 €	12 302 €	3,9%	467 €
Saint-Aignan-sur-Ry	4 023 €	4 182 €	3,9%	159 €
Saint-André-sur-Cailly	11 761 €	12 225 €	3,9%	464 €
Saint-Antoine-la-Forêt	13 397 €	13 926 €	3,9%	528 €
Saint-Arnoult	21 085 €	20 558 €	-2,5%	-527 €
Saint-Aubin-Celloville				
Saint-Aubin-de-Crétot	6 788 €	7 056 €	3,9%	268 €
Saint-Aubin-Épinay				
Saint-Aubin-le-Cauf	13 016 €	13 530 €	3,9%	513 €
Saint-Aubin-lès-Elbeuf				
Saint-Aubin-Routot	16 184 €	16 822 €	3,9%	638 €
Saint-Aubin-sur-Mer	4 009 €	3 909 €	-2,5%	-100 €
Saint-Aubin-sur-Scie	20 019 €	19 519 €	-2,5%	-500 €
Saint-Clair-sur-les-Monts	8 021 €	8 337 €	3,9%	316 €
Saint-Crespin				
Saint-Denis-d'Aclon	2 805 €	2 735 €	-2,5%	-70 €
Saint-Denis-le-Thibault	7 019 €	7 296 €	3,9%	277 €

	Contributions nettes 2016	Contributions nettes 2017	Evolution	
			en %	en €
Saint-Denis-sur-Scie	5 528 €	5 746 €	3,9%	218 €
Sainte-Adresse	142 260 €	138 703 €	-2,5%	-3 556 €
Sainte-Agathe-d'Aliermont	4 169 €	4 333 €	3,9%	164 €
Sainte-Austreberthe	8 607 €	8 947 €	3,9%	339 €
Sainte-Beuve-en-Rivière	2 319 €	2 373 €	2,3%	54 €
Sainte-Colombe	4 239 €	4 406 €	3,9%	167 €
Sainte-Croix-sur-Buchy	7 805 €	8 113 €	3,9%	308 €
Sainte-Foy	5 585 €			
Sainte-Geneviève	3 594 €	3 736 €	3,9%	142 €
Sainte-Hélène-Bondeville	9 740 €	10 124 €	3,9%	384 €
Sainte-Marguerite-sur-Duclair				
Sainte-Marguerite-sur-Fauville	3 780 €	3 929 €	3,9%	149 €
Sainte-Marguerite-sur-Mer	8 747 €	8 529 €	-2,5%	-219 €
Sainte-Marie-au-Bosc	3 049 €	3 169 €	3,9%	120 €
Sainte-Marie-des-Champs	26 482 €	27 526 €	3,9%	1 044 €
Saint-Etienne-du-Rouvray				
Saint-Eustache-la-Forêt	18 468 €	18 007 €	-2,5%	-462 €
Saint-Georges-sur-Fontaine	10 900 €	11 330 €	3,9%	430 €
Saint-Germain-des-Essourts	5 041 €	5 240 €	3,9%	199 €
Saint-Germain-d'Étables	4 268 €			
Saint-Germain-sous-Cailly	3 008 €	3 126 €	3,9%	119 €
Saint-Germain-sur-Eaulne	3 366 €	3 282 €	-2,5%	-84 €
Saint-Gilles-de-Crétot	3 838 €	3 989 €	3,9%	151 €
Saint-Gilles-de-la-Neuville	8 050 €	8 367 €	3,9%	317 €
Saint-Hellier	6 001 €	6 238 €	3,9%	237 €
Saint-Honoré	2 463 €			
Saint-Jacques-d'Aliermont	4 655 €	4 839 €	3,9%	184 €
Saint-Jacques-sur-Darnétal				
Saint-Jean-de-Folleville	12 449 €	12 940 €	3,9%	491 €
Saint-Jean-de-la-Neuville	6 747 €	7 013 €	3,9%	266 €
Saint-Jean-du-Cardonnay	19 510 €	20 280 €	3,9%	769 €
Saint-Jouin-Bruneval	46 190 €	48 011 €	3,9%	1 822 €
Saint-Laurent-de-Brèvedent	21 894 €	21 965 €	0,3%	71 €
Saint-Laurent-en-Caux	12 345 €	12 839 €	4,0%	494 €
Saint-Léger-aux-Bois	6 516 €	6 705 €	2,9%	189 €
Saint-Léger-du-Bourg-Denis				
Saint-Léonard				
Saint-Maclou-de-Folleville	6 360 €	6 614 €	4,0%	254 €
Saint-Maclou-la-Brière	5 971 €	6 207 €	3,9%	235 €
Saint-Mards	2 777 €	2 831 €	1,9%	53 €
Saint-Martin-au-Bosc	1 470 €	1 529 €	4,0%	59 €
Saint-Martin-aux-Arbres	4 052 €	4 212 €	3,9%	160 €
Saint-Martin-aux-Buneaux	12 870 €	13 378 €	3,9%	508 €
Saint-Martin-de-Boscherville				
Saint-Martin-de-l'If	20 536 €	21 346 €	3,9%	810 €
Saint-Martin-du-Bec	8 870 €	8 648 €	-2,5%	-222 €
Saint-Martin-du-Manoir	22 686 €	22 119 €	-2,5%	-567 €
Saint-Martin-du-Vivier				
Saint-Martin-en-Campagne				

	Contributions nettes 2016	Contributions nettes 2017	Evolution	
			en %	en €
Saint-Martin-le-Gaillard	4 512 €	4 690 €	3,9%	178 €
Saint-Martin-l'Hortier	2 835 €	2 947 €	3,9%	112 €
Saint-Martin-Osmonville	11 803 €	12 269 €	3,9%	466 €
Saint-Maurice-d'Ételan	3 423 €	3 558 €	3,9%	135 €
Saint-Michel-d'Halescourt	1 558 €	1 619 €	3,9%	61 €
Saint-Nicolas-d'Aliermont	56 579 €	55 165 €	-2,5%	-1 414 €
Saint-Nicolas-de-Bliquetuit	7 045 €			
Saint-Nicolas-de-la-Haie	5 428 €	5 642 €	3,9%	214 €
Saint-Nicolas-de-la-Taille	16 215 €	16 854 €	3,9%	639 €
Saint-Ouen-du-Breuil	10 605 €	11 024 €	3,9%	418 €
Saint-Ouen-le-Mauger	2 463 €	2 560 €	3,9%	97 €
Saint-Ouen-sous-Bailly	2 678 €	2 783 €	3,9%	106 €
Saint-Paër				
Saint-Pierre-Bénouville	4 668 €	4 852 €	3,9%	184 €
Saint-Pierre-de-Manneville				
Saint-Pierre-des-Jonquières	1 805 €	1 760 €	-2,5%	-45 €
Saint-Pierre-de-Varengeville				
Saint-Pierre-en-Port	14 029 €	14 582 €	3,9%	553 €
Saint-Pierre-en-Val	14 581 €	15 157 €	3,9%	575 €
Saint-Pierre-Lavis	1 832 €	1 904 €	3,9%	72 €
Saint-Pierre-lès-Elbeuf				
Saint-Pierre-le-Vieux	2 905 €	2 833 €	-2,5%	-73 €
Saint-Pierre-le-Viger	3 924 €	4 079 €	3,9%	155 €
Saint-Quentin-au-Bosc				
Saint-Rémy-Boscrocourt	9 942 €	10 334 €	3,9%	392 €
Saint-Riquier-en-Rivière	1 931 €	2 007 €	3,9%	76 €
Saint-Riquier-ès-Plains	12 442 €	12 933 €	3,9%	491 €
Saint-Romain-de-Colbosc	64 414 €	66 954 €	3,9%	2 540 €
Saint-Saëns	41 884 €	43 535 €	3,9%	1 652 €
Saint-Saire	6 832 €	7 101 €	3,9%	269 €
Saint-Sauveur-d'Émalleville	13 866 €	14 412 €	3,9%	547 €
Saint-Sylvain	4 623 €	4 507 €	-2,5%	-116 €
Saint-Vaast-d'Équieville	7 340 €	7 634 €	4,0%	294 €
Saint-Vaast-Dieppedalle	7 030 €	7 307 €	3,9%	277 €
Saint-Vaast-du-Val	4 296 €	4 465 €	3,9%	169 €
Saint-Valery-en-Caux	105 730 €	103 086 €	-2,5%	-2 643 €
Saint-Victor-l'Abbaye	9 672 €	10 053 €	3,9%	381 €
Saint-Vigor-d'Ymonville	40 237 €	41 824 €	3,9%	1 587 €
Saint-Vincent-Cramesnil	7 174 €	7 457 €	3,9%	283 €
Saint-Wandrille-Rançon	24 137 €			
Sandouville	34 106 €	35 451 €	3,9%	1 345 €
Sassetot-le-Malgardé	1 200 €	1 247 €	3,9%	47 €
Sassetot-le-Mauconduit	16 559 €	17 221 €	4,0%	662 €
Sasseville	5 858 €	5 712 €	-2,5%	-146 €
Sauchay	5 614 €	5 474 €	-2,5%	-140 €
Saumont-la-Poterie	5 472 €	5 688 €	3,9%	216 €
Sauqueville	5 155 €	5 359 €	3,9%	203 €
Saussay	4 396 €	4 570 €	3,9%	173 €
Saussezemare-en-Caux	4 142 €	4 308 €	4,0%	166 €

Contributions nettes 2016	Contributions nettes 2017	Evolution	
		en %	en €
2 333 €	2 332 €	-0,1%	-1 €
14 156 €	13 802 €	-2,5%	-354 €
14 986 €	15 585 €	4,0%	599 €
4 052 €	4 212 €	3,9%	160 €
12 303 €	12 788 €	3,9%	485 €
8 686 €	9 029 €	3,9%	343 €
3 552 €	3 463 €	-2,5%	-89 €
9 241 €	9 605 €	3,9%	364 €
1 200 €	1 247 €	3,9%	47 €
2 319 €	2 261 €	-2,5%	-58 €
5 557 €	5 776 €	3,9%	219 €
23 675 €	24 542 €	3,7%	867 €
6 547 €	6 805 €	3,9%	258 €
5 413 €	5 626 €	3,9%	213 €
4 195 €	4 360 €	3,9%	165 €
5 027 €	5 225 €	3,9%	198 €
6 446 €	6 700 €	3,9%	254 €
3 437 €	3 572 €	3,9%	136 €
1 847 €	1 920 €	3,9%	73 €
2 992 €	3 110 €	3,9%	118 €
10 314 €			
6 788 €			
22 322 €	23 215 €	4,0%	893 €
5 069 €			
11 517 €	11 971 €	3,9%	454 €
2 964 €	3 080 €	3,9%	117 €
15 470 €	16 080 €	3,9%	610 €
11 085 €	11 523 €	3,9%	437 €
1 272 €	1 322 €	3,9%	50 €
4 985 €			
8 214 €	8 538 €	3,9%	324 €
19 030 €	19 780 €	3,9%	751 €
22 736 €	23 633 €	3,9%	897 €
20 048 €	20 838 €	3,9%	791 €
14 526 €	15 107 €	4,0%	581 €
17 211 €	17 890 €	3,9%	679 €
3 172 €	3 299 €	4,0%	127 €
4 711 €	4 897 €	3,9%	186 €
1 503 €	1 562 €	3,9%	59 €
7 019 €	7 296 €	3,9%	277 €

Annexe 2

	Contributions nettes 2016	Contributions nettes 2017	Evolution	
			en %	en €
Vatteville-la-Rue	13 369 €	13 897 €	3,9%	527 €
Veauville-lès-Baons	10 268 €	10 673 €	3,9%	405 €
Veauville-lès-Quelles	2 194 €	2 280 €	3,9%	87 €
Vénestanville	2 103 €	2 186 €	3,9%	83 €
Ventes-Saint-Rémy	3 121 €	3 244 €	3,9%	123 €
Vergetot	4 998 €	5 195 €	3,9%	197 €
Veules-les-Roses	13 685 €	13 343 €	-2,5%	-342 €
Veulettes-sur-Mer	6 370 €	6 622 €	3,9%	251 €
Vibeuf	7 638 €	7 939 €	3,9%	301 €
Vieux-Manoir	8 785 €	9 136 €	4,0%	351 €
Vieux-Rouen-sur-Bresle	9 944 €	9 695 €	-2,5%	-249 €
Villainville	4 124 €	4 286 €	3,9%	163 €
Villequier	13 681 €			
Villers-Écalles	49 381 €	49 932 €	1,1%	551 €
Villers-sous-Foucarmont	1 929 €	2 006 €	4,0%	77 €
Villy-sur-Yères	1 976 €	2 054 €	3,9%	78 €
Vinnemerville	3 021 €	3 140 €	3,9%	119 €
Virville	3 724 €	3 870 €	3,9%	147 €
Vitteflour	13 977 €	14 528 €	3,9%	551 €
Wanchy-Capval	4 541 €	4 427 €	-2,5%	-114 €
Yainville				
Yébleron	19 245 €	20 004 €	3,9%	759 €
Yerville	30 015 €	31 216 €	4,0%	1 201 €
Ymare				
Yport				
Ypreville-Biville	6 459 €	6 713 €	3,9%	255 €
Yquebeuf	3 121 €	3 244 €	3,9%	123 €
Yvecrique	9 098 €	9 457 €	3,9%	359 €
Yvetot	260 412 €	270 682 €	3,9%	10 270 €
Yville-sur-Seine				
Total des communes	19 658 195 €	19 527 476 €	-0,7%	-130 719 €
TOTAL	35 757 768 €	35 904 177 €	0,4%	146 409 €

Légende :

Communes membres d'un EPCI

Communes composant une commune nouvelle

La couleur de la police permet d'identifier les communes composant une même collectivité.

- Les évolutions prévisionnelles des contributeurs -

Les communes nouvelles

Terres-de-Caux	49 382 €
<i>Auzouville-Auberbosc</i>	<i>3 839 €</i>
<i>Bennetot</i>	<i>1 889 €</i>
<i>Bermonville</i>	<i>5 523 €</i>
<i>Fauville-en-Caux</i>	<i>27 741 €</i>
<i>Ricarville</i>	<i>4 556 €</i>
<i>Saint-Pierre-Lavis</i>	<i>1 904 €</i>
<i>Sainte-Marguerite-sur-Fauville</i>	<i>3 929 €</i>
Buchy	40 829 €
<i>Bosc-Roger-sur-Buchy</i>	<i>9 676 €</i>
<i>Buchy</i>	<i>25 585 €</i>
<i>Estouteville-Ecalles</i>	<i>5 568 €</i>

Les fusions / extensions d'EPCI

Com. d'agglomération Fécamp - Valmont	738 962 €
Agglomération Fécamp Caux Littoral	574 780 €
Com. com. du canton de Valmont	164 183 €
<i>Ancretteville sur Mer</i>	<i>2 648 €</i>
<i>Angerville la Martel</i>	<i>10 395 €</i>
<i>Colleville</i>	<i>18 914 €</i>
<i>Contremoulins</i>	<i>2 904 €</i>
<i>Criquetot le Mauconduit</i>	<i>3 960 €</i>
<i>Ecretteville sur Mer</i>	<i>1 384 €</i>
<i>Eletot</i>	<i>7 994 €</i>
<i>Gerponville</i>	<i>4 465 €</i>
<i>Limpiville</i>	<i>5 062 €</i>
<i>Riville</i>	<i>3 767 €</i>
<i>Saint Pierre en Port</i>	<i>14 582 €</i>
<i>Ste Hélène Bondeville</i>	<i>10 124 €</i>
<i>Sassetot le Mauconduit</i>	<i>17 221 €</i>
<i>Sorquainville</i>	<i>2 261 €</i>
<i>Therouldeville</i>	<i>6 805 €</i>

<i>Theuville aux Maillots</i>	5 626 €
<i>Thiergeville</i>	4 360 €
<i>Thiétreville</i>	5 225 €
<i>Toussaint</i>	11 523 €
<i>Valmont</i>	15 107 €
<i>Vinnemerville</i>	3 140 €
<i>Ypreville Biville</i>	6 713 €

Com. com. Terroir de Caux	524 227 €
----------------------------------	------------------

Com. com. Varenne et Scie	104 455 €
----------------------------------	------------------

Com. com. Saône et Vienne	216 451 €
----------------------------------	------------------

<i>Ambrumesnil</i>	11 893 €
<i>Auppegard</i>	8 354 €
<i>Auzouville sur Saône</i>	2 014 €
<i>Avremesnil</i>	12 998 €
<i>Bacqueville en Caux</i>	29 177 €
<i>Biville la Rivière</i>	1 591 €
<i>Brachy</i>	13 851 €
<i>Gonnetot</i>	2 128 €
<i>Greuville</i>	4 690 €
<i>Gruchet St Siméon</i>	10 532 €
<i>Gueures</i>	7 890 €
<i>Hermanville</i>	1 549 €
<i>Lamberville</i>	2 560 €
<i>Lammerville</i>	4 867 €
<i>Lestanville</i>	1 129 €
<i>Longueil</i>	9 138 €
<i>Luneray</i>	33 790 €
<i>Omonville</i>	3 558 €
<i>Ouville la Rivière</i>	16 200 €
<i>Quiberville</i>	6 952 €
<i>Rainfreville</i>	1 235 €
<i>Royville</i>	3 215 €
<i>Saône St Just</i>	2 112 €
<i>St Denis d'Aclon</i>	2 734 €
<i>St Mards</i>	2 831 €
<i>St Ouen le Mauger</i>	2 560 €
<i>St Pierre Bénouville</i>	4 852 €
<i>Sassetot le Malgardé</i>	1 247 €
<i>Thil Manneville</i>	6 700 €
<i>Tocqueville en Caux</i>	1 920 €
<i>Vénestanville</i>	2 186 €

Com. com. des 3 Rivières	192 308 €
---------------------------------	------------------

<i>Auffay</i>	29 134 €
<i>Beautot</i>	1 578 €

Annexe 3

<i>Beauval en Caux</i>	6 489 €
<i>Belleville en Caux</i>	5 315 €
<i>Bertrimont</i>	2 903 €
<i>Biville la Baignarde</i>	8 733 €
<i>Calleville les Deux Eglises</i>	4 540 €
<i>Etampuis</i>	7 867 €
<i>Fresnay le Long</i>	2 991 €
<i>Gonneville sur Scie</i>	5 181 €
<i>Gueutteville</i>	1 998 €
<i>Heugleville sur Scie</i>	8 098 €
<i>Imbleville</i>	4 109 €
<i>La Fontelaye</i>	557 €
<i>Montreuil en Caux</i>	5 656 €
<i>St Denis sur Scie</i>	5 746 €
<i>St Maclou de Folleville</i>	6 614 €
<i>St Ouen du Breuil</i>	11 024 €
<i>St Vasst du Val</i>	4 465 €
<i>St Victor l'Abbaye</i>	10 053 €
<i>Sévis</i>	4 212 €
<i>Tôtes</i>	23 215 €
<i>Val de Saône</i>	23 633 €
<i>Varneville Bretteville</i>	3 299 €
<i>Vassonville</i>	4 897 €

+ extension aux communes suivantes 11 012 €

<i>Bracquetuit</i>	4 524 €
<i>Cressy</i>	3 302 €
<i>Cropus</i>	3 186 €

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
12
- Pouvoirs :
4
- Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**EVOLUTION DES RESSOURCES ET CHARGES PREVISIBLES
POUR L'ANNEE 2017**

Le 14 décembre 2016, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 22 novembre 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 12 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes, Pierrette CANU, Mme Florence DURANDE, Blandine LEFEBVRE.
MM. Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Luc LEMONNIER, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

M. Philippe LEROY, Mme Fabienne DUPARC.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental par intérim, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Hervé TESNIERE, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Caporal Mathieu GIBASSIER, Dominique PROUST, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Mme Sophie ALLAIS à Monsieur Sébastien TASSERIE,
Mme Florence THIBAUDEAU RAINOT à Monsieur André GAUTIER,
Mme Chantal COTTEREAU à Monsieur Gérard JOUAN,
Mme Agnès FIRMIN LE BODO à Madame Blandine LEFEBVRE.

Étaient absents excusés :

Mmes Sophie ALLAIS, Chantal COTTEREAU, Agnès FIRMIN LE BODO, Florence THIBAUDEAU RAINOT.
MM. Bastien CORITON, Jean-Pierre THEVENOT, le Capitaine André HENRY, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Comme les collectivités territoriales de plus de 3 500 habitants, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) est soumis à une préparation budgétaire intégrant une phase de débats dans le cadre de la présentation du rapport d'orientations budgétaires pluriannuel puis un vote du budget primitif annuel.

En parallèle, conformément à l'article L.1424-35 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le Sdis 76 doit conduire une démarche destinée à permettre à ses principaux financeurs d'inscrire dans leurs budgets respectifs les crédits nécessaires à son financement. Ainsi, il doit adopter deux délibérations :

- une première portant sur l'évolution de ses ressources et de ses charges prévisibles qui doit être transmise au Conseil départemental afin qu'il vote sa contribution au Sdis,
- une seconde portant fixation du montant prévisionnel des contributions des communes et établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) qui doit être notifiée avant le 1^{er} janvier de l'exercice concerné.

Le présent rapport traite de l'évolution des ressources et des charges prévisibles du Sdis 76 pour l'exercice 2017.

*

* *

Le contexte dans lequel le budget 2017 du Sdis se prépare est presque similaire à celui de l'année précédente.

Le Sdis 76 doit faire face à une sollicitation opérationnelle qui ne faiblit pas et dont les missions de secours à personnes prennent une part toujours plus importante chaque année. Le service poursuivra l'application du Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR) et du Règlement opérationnel (RO) dans le respect des objectifs de réponses fixés avec le souci d'une gestion budgétaire maîtrisée.

Cette volonté sera développée au travers de la présentation des ressources (I) et des charges (II) prévisionnelles telles qu'elles se profilent, tant en section de fonctionnement que d'investissement.

Néanmoins, cela conduira à la mise en évidence de la situation difficile dans laquelle se trouve le Sdis 76 qui n'est pas en mesure, à ce jour, d'équilibrer son budget 2017 ; ce qui va nécessiter un certain nombre d'arbitrages (III).

I – Les recettes prévisionnelles

A – Les recettes de fonctionnement

En millions d'euros	Budget 2016*	Perspectives 2017	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Contribution du Département	45.731	45.731	-	-
Contributions des communes et EPCI	35.757	35.904	0.147	0.41 %

Autres recettes	4.834	3.557	-1.277	-26.42 %
Ressources d'ordre en provenance de la section d'investissement	0.343	0.060	-0.283	-82.51 %
Sous-total	86.665	85.252	-1.413	-1.63 %

* (après décision modificative n° 4)

Le fonctionnement du Sdis 76 est principalement financé par les collectivités qui l'administrent.

Les contributions

Hors excédent antérieur, les ressources annuelles de fonctionnement du Sdis 76 sont constituées à 95.76 % de contributions des collectivités territoriales.

La contribution du Département est prévue au même niveau qu'en 2016, soit 45.731 M €.

La contribution des communes et des EPCI s'établit à 35.904 M €, soit une progression correspondant à l'inflation (+ 0.4 %).

Les autres recettes

Les autres recettes réelles sont marginales dans la mesure où elles s'élèvent à près de 3.6 M €, (soit 4.17 % des ressources annuelles du Sdis).

Elles correspondent essentiellement aux remboursements sur charges de personnel (mises à disposition, emplois aidés, congés maternité et paternité...) et aux diverses prestations facturées (interventions payantes, carence des transports sanitaires, conventions d'entraide).

Les opérations d'ordre

Hormis l'amortissement des subventions d'équipement (qui sera traité ultérieurement), des recettes sont inscrites pour 60 K€ pour permettre de passer les écritures de travaux en régie, opérations valorisant l'action de nos services en matière de rénovations immobilières notamment.

B – Les recettes d'investissement

En millions d'euros	Budget 2016*	Perspectives 2017	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
FCTVA	2.805	1.790	-1.015	-36.19 %
Subventions	0.164	0.192	0.028	17.07 %
Autres recettes	0.001	0.356	0.355	71 100.00 %
Emprunts	1.125	1.137	0.012	1.07 %
Sous-total	4.095	3.475	-0.620	-15.13 %

* (après décision modificative n° 4)

L'investissement du Sdis 76 est, pour la majeure partie, autofinancé par les amortissements. Ce point sera développé ultérieurement.

Le fonds de compensation de la TVA

Le montant du FCTVA est estimé à 1.790 M € (soit 16.404 % du montant prévisionnel des dépenses d'investissements 2016 éligibles).

Les subventions

Les subventions d'équipement sont attendues pour 0.192 M €. Elles correspondent aux diverses aides accordées en lien avec le programme d'investissement par différents organismes (bonus écologique, aide ANR pour le projet Firediag...).

Il faut noter que dans le cadre de la nouvelle politique immobilière, il est envisagé de solliciter une participation des communes au titre des opérations immobilières se déroulant sur leur territoire. A ce stade, ce mode de financement doit encore faire l'objet d'un travail avant d'être entériné. Aucune recette de la sorte n'est ainsi prévue au budget 2017.

Les autres recettes

Les autres recettes ont un caractère exceptionnel. Elles sont issues des cessions de matériel opérées en direct ou au moyen de la plateforme Agorastore, dont le volume est en constante progression sur les derniers exercices (0.095 € en 2015 et 0.192 € projeté en 2016). La promesse de vente formulée pour l'ancien CIS de Neufchâtel, à hauteur de 140 000 €, est également intégrée dans cette catégorie de ressources.

Les emprunts

Au cours de l'exercice 2017, il sera proposé de définir une stratégie d'endettement soutenable pour le Sdis afin de financer le programme immobilier.

Dans cette optique et dans l'attente des conclusions du groupe de travail sur le financement des communes et EPCI, il est prévu de lever des emprunts nouveaux à hauteur du montant des travaux de construction réalisés, déduction faite du FCTVA afférents à ces dépenses, soit une somme

de 1.137 M € calculée comme suit :

Montant des dépenses immobilières 2017	1.360 M €
FCTVA correspondant	0.223 M €
Montant d'emprunt à souscrire	1.137 M €

II – Les dépenses prévisionnelles

A – Les charges de fonctionnement (hors frais financiers et amortissements)

En millions d'euros	Budget 2016*	Perspectives 2017	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Chapitre 011 – charges à caractère général	11.531	10.660	-0.871	-7.55 %
Chapitre 012 – charges de personnel	71.115	71.067	-0.048	-0.07 %
Chapitre 65 – Autres charges courantes	0.741	1.209	0.468	63.16 %

Chapitre 67 – charges exceptionnelles	1.994	0.133	-1.861	-93.33 %
Dépenses imprévues	1.471	0.902	-0.569	-38.68 %
Sous-total	86.852	83.971	-2.881	-3.32 %

* (après décision modificative n° 4)

Les dépenses d'exploitation sont, comme dans tous les budgets de Sdis, très rigides car elles sont composées à plus de 81 % par la masse salariale.

Les charges à caractère général

Conscient des efforts demandés aux collectivités par l'Etat dans le cadre du redressement des finances publiques et des réductions successives de leur dotation globale de fonctionnement (DGF), le Sdis a entrepris depuis 2015 des efforts de rationalisation de ses charges à caractère général de fonctionnement (chapitre 011).

Cette orientation est maintenue au moyen de la redéfinition de certaines procédures d'organisation (centralisation d'achats à l'état-major ; définition d'une doctrine sur l'entretien des véhicules...) et d'une recherche toujours plus large de la mutualisation des achats dans le cadre de groupements de commandes.

Ainsi, les charges à caractère général sont en baisse de 7.55 % par rapport à 2016 et en diminution de 15% par rapport à 2012 (pour rappel les charges à caractère général au compte administratif 2012 s'élevaient à 12.659 millions d'euros).

Elles atteignent d'ailleurs leur niveau le plus bas depuis la départementalisation.

Les charges de personnel

Malgré l'impact de mesures nationales prises depuis 2013 (réformes de certains cadres statutaires, PPCR, RIFSEEP...) dont le montant sur l'exercice est estimé à plus de 2 M€ et l'incidence naturelle du glissement vieillesse technicité (GVT), la masse salariale restera stable en 2017 par l'effet des décisions suivantes :

- réduction de 15 postes budgétaires,
- restructuration de certains groupements fonctionnels,
- report de 6 mois des avancements de grades pour l'ensemble des agents,
- mais maintien du taux de vacance sur les postes libérés en cours d'année (2.5% pour les sapeurs-pompiers professionnels et de 2.9 % pour les personnels administratifs, techniques et spécialisés).

Les autres charges courantes

Ces charges regroupent des dépenses de natures très diverses : la contribution ANTARES, les frais facturés dans le cadre des conventions interdépartementales d'assistance mutuelle (CIAM), les indemnités et frais de déplacements des élus, le fonds de secours, les subventions accordées aux associations ou organisations syndicales ainsi que la subvention d'équilibre versée au budget annexe restauration

L'augmentation de ces dépenses entre 2016 et 2017 s'explique principalement par l'élargissement du périmètre des CIAM aux Sdis de l'Oise et de l'Eure (+ 0.086 M€) et une modification de pratique budgétaire sollicitée par le Payeur Départemental s'agissant du budget annexe restauration.

Dorénavant, les frais de personnel du service de restauration seront directement imputés sur ce budget (soit + 0.392 M€ pour 14 agents), ce qui nécessite d'augmenter d'autant le montant de la subvention provenant du budget principal.

Les charges exceptionnelles

Par nature peu prévisibles, elles sont principalement prévues pour faire face au versement d'intérêts moratoires en cas de retard de paiement, aux annulations de titres d'exercices antérieurs, aux éventuelles remises gracieuses ou aux indemnités à verser en cas de résiliation de marché.

Ce chapitre porte également les indemnisations à régler lors de condamnations judiciaires. Il est escompté que les décisions défavorables au Sdis 76 seront moins nombreuses et onéreuses qu'en 2016.

Les dépenses imprévues

Elles permettent à l'exécutif de répondre rapidement à des aléas budgétaires sans solliciter une décision modificative du conseil d'administration.

Elles représentent moins de 1 % de l'ensemble des dépenses de fonctionnement de l'exercice.

B – Les dépenses d'investissement (hors frais financiers et amortissements)

En millions d'euros	Budget 2016*	Perspectives 2017	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Crédits de paiement des autorisations de programme	8.764	11.370	2.606	29.74 %
Dépenses hors autorisations de programme	3.434	0.219	-3.215	-93.62 %
Travaux en régie	0.343	0.060	-0.283	-82.51 %
Dépenses imprévues	0.879	0.300	-0.579	-65.57 %
Sous-total	13.420	11.949	-1.471	-10.96 %

* (après décision modificative n° 4)

L'essentiel des dépenses d'investissement est consacré au plan d'investissement du Sdis.

Ce plan d'investissement est désormais pluriannuel. Il est formalisé dans différentes autorisations de programme qui retracent les dépenses d'équipements et les travaux nécessaires à la mise en œuvre du SDACR et du RO.

Ainsi, les crédits de paiement (CP) pour 2017 portant sur les dépenses d'équipements et les travaux nécessaires à la mise en œuvre du SDACR et du RO sont envisagés, après éventuels ajustements d'ici au vote du budget 2017, comme suit :

N° d'AP	Libellé de l'autorisation de programme	CP 2017
2010000006	Construction Groupement Ouest	23 852,45 €
2012000001	Plateau technique de formation	80 000,00 €

2013000001	Construction Groupement Est	430 000,00 €
2013000002	Modernisation outils info. De gestion	430 000,00 €
2014000006	Réhabilitation CIS de Forges les Eaux	30 180,13 €
2014000008	Réhabilitation CIS de La Mailleraye sur Seine	30 041,42 €
2014000009	Réhabilitation CIS de Montivilliers	53 500,00 €
2014000010	Réaménagement des locaux de la Direction	137 964,91 €
2014000011	Construction du CIS de Cany Barville	54 800,00 €
2014000012	Construction du CIS Le Havre Sud	176 100,00 €
2015000001	Acquisition de matériels roulants	2 301 800,00 €
2015000003	Refonte Système de Gestion Opérationnelle	3 680 000,00 €
2015000004	Acquisition de caissons multiactivités	180 000,00 €
2016000001	Acquisition moyens équipes spécialisées	735 177,00 €
2016000002	Maintien en état de fonctionnement du système global d'information	633 290,00 €
2016000003	Reconditionnement, aménagement, maintenance et équipements des matériels roulants	542 369,00 €
2016000004	Acquisition d'équipements et de matériels opérationnels	1 087 428,00 €
2016000005	Acquisition d'équipements et de matériels non opérationnels	85 025,00 €
2016000006	Renouvellement des matériels SSSM	73 822,00 €
2016000007	Acquisition de mobiliers	41 000,00 €
2016000008	Réfection et aménagement du patrimoine bâti	423 800,00 €
2017000001	Réhabilitation du CDF de Saint Valéry en Caux	140 000,00 €
Total		11 370 149.91 €

C – Les amortissements et leur neutralisation

En millions d'euros	Budget 2016*	Perspectives 2017	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Amortissement des dépenses	6.596	7.548	0.952	14.43 %
Amortissement des recettes	0.023	0.001	-0.022	-95.65 %
Neutralisation de l'amortissement des opérations en lien avec des biens immobiliers	0.507	0.663	0.156	30.77 %
Sous-total	6.066	6.884	0.818	13.48%

* (après décision modificative n° 4)

La dotation aux amortissements est une opération d'ordre destinée à permettre l'autofinancement du renouvellement des équipements structurants.

L'amortissement des subventions d'équipements ainsi que la neutralisation des amortissements des opérations immobilières et des subventions d'équipements versées permettent au contraire d'atténuer l'impact de la dotation sur la section de fonctionnement.

En ce qu'elle constitue l'autofinancement naturel des investissements, la dotation nette est un indicateur de l'effort d'équipement. Lorsque les dépenses d'investissement la dépassent, un financement complémentaire devra être assuré : soit par un autofinancement complémentaire provenant d'un virement de la section de fonctionnement à partir de l'épargne dégagée, soit par l'emprunt.

Or, le volume des investissements opérés ces dernières années entraîne une augmentation de la dotation obligatoire aux amortissements qui n'a pas pu être régulé malgré le travail réalisé par les services du Sdis, sur l'actif et la neutralisation systématique de l'intégralité des amortissements en lien avec des biens immobiliers.

D – Les annuités d'emprunts

En millions d'euros	Budget 2016*	Perspectives 2017	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Chapitre 16 – remboursement du capital	0.237	0.173	-0.064	-27.00 %
Chapitre 66 – paiement des intérêts	0.023	0.025	0.002	8.70 %
Sous-total	0.260	0.198	-0.062	-23.85 %

* (après décision modificative n° 4)

Au 31 décembre 2017, le Sdis 76 sera endetté à hauteur de 2.216 M € pour un capital correspondant aux emprunts nouveaux souscrits en 2016 et 2017 suivant la méthode développée précédemment.

La dette la plus ancienne, transférée lors de la départementalisation et présentant le plus de risques, arrivera à son terme sur l'exercice 2017.

La nouvelle dette du Sdis sera saine en ce qu'elle entrera intégralement dans la classification 1A de la charte Gissler.

Néanmoins, la réduction de l'épargne nette constatée ces dernières années et son passage en négatif sur les deux derniers exercices sont autant de signaux défavorables adressés aux prêteurs.

Il semble inexorable que de nouveaux emprunts seront plus difficiles à négocier avec le profil que présente désormais le Sdis.

III – Les arbitrages possibles pour éviter le vote d'un budget non équilibré

Aujourd'hui, le budget prévisionnel pour 2017 s'établit comme suit :

En millions d'euros	Budget 2016*	Perspectives 2017	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Charges de fonctionnement	86.852	83.971	-2.881	-3.32 %
Intérêts des emprunts	0.023	0.025	0.002	8.70 %
Amortissement dépenses	6.596	7.548	0.952	14.43 %
Total des dépenses de fonctionnement	93.471	91.544	-1.927	-2.06 %

Total des recettes de fonctionnement	87.195	85.916	-1.279	-1.47 %
---	---------------	---------------	---------------	----------------

Solde de la section de fonctionnement	-6.276	- 5.628	0.648	-10.33 %
--	---------------	----------------	--------------	-----------------

Excédent prévisionnel 2016 à reporter	6.276	4.978	-1.298	-20.68 %
--	--------------	--------------	---------------	-----------------

Besoin de financement ou économie à réaliser	-	-0.650	-0.650	
---	----------	---------------	---------------	--

* (après décision modificative n° 4)

Malgré les efforts entrepris, la section de fonctionnement ne parvient pas à s'équilibrer.

En millions d'euros	Budget 2016*	Perspectives 2017	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Equipements et travaux	13.420	11.949	-1.471	-10.96 %
Capital des emprunts	0.237	0.173	-0.064	-27.00 %
Neutralisation amortissements	0.507	0.663	0.156	30.77 %
Amortissement recettes	0.023	0.001	-0.022	-95.65 %
Total des dépenses d'investissement	14.187	12.786	-1.401	-9.88 %

Total des recettes d'investissement	10.691	11.023	0.332	3.11 %
--	---------------	---------------	--------------	---------------

Solde de la section d'investissement	-3.496	-1.763	1.733	-49.57 %
---	---------------	---------------	--------------	-----------------

Excédent prévisionnel 2016 à reporter	3.496	2.606	-0.890	-25.46 %
--	--------------	--------------	---------------	-----------------

Excédent de financement ou dépenses supplémentaires possibles	-	0.843	0.843	
--	----------	--------------	--------------	--

* (après décision modificative n° 4)

Au contraire, la section d'investissement présente un niveau global de recettes supérieur au volume des dépenses.

Malgré le travail préparatoire consciencieux, les décisions et actions fortes déjà intégrées dans ce projet de budget pour 2017, force est de constater que le principe de l'équilibre budgétaire ne peut pas à ce jour être respecté.

Compte tenu des réductions de dotations de l'Etat aux collectivités et conscient du poids des dépenses sociales croissantes mise à la charge du Département de la Seine-Maritime, le Sdis 76 ne voit s'offrir à lui que trois alternatives immédiates :

- soit poursuivre la réduction des dépenses:

Un tel axe de travail impliquerait des évolutions du SDACR et du RO,

- Soit saisir l'opportunité offerte par les articles L.2311-6 et D.2311-14 du code général des collectivités territoriales :

Ces dispositions permettent « la reprise en section de fonctionnement [...] de la part d'excédent d'investissement née d'une dotation complémentaire en réserves, constatée au compte administratif au titre de deux exercices consécutifs » afin de contribuer à l'équilibre du budget.

Cette dérogation exceptionnelle est encadrée mais le Sdis 76 semble en capacité de réunir les conditions posées à savoir :

- L'existence d'une dotation complémentaire : en 2015, lors de l'affectation des résultats de l'exercice 2014, le conseil d'administration a choisi de constituer une dotation complémentaire en section d'investissement au compte 1068 pour 2 583 086.09 € en vue d'autofinancer les travaux du CIS du Havre Sud. La pollution identifiée sur le terrain prévu pour cette opération impose un traitement préalable du sol avant toute construction. De fait, cette, opération n'a pas encore pu démarrer et il pourrait sembler légitime de s'interroger sur l'intégration de celle-ci dans le cadre des réflexions à mener s'agissant du nouveau plan immobilier.
- Une dotation qui a conduit à deux exercices consécutifs excédentaires : les projections actuelles laissent à penser que le résultat de la section d'investissement en 2016 sera excédentaire, comme celui de 2015, à un niveau supérieur à la dotation complémentaire.

Cette dernière solution n'est que ponctuelle.

Elle ne doit pas occulter les tendances projetées pour les années futures, énumérées dans le rapport d'orientations budgétaires pour 2017.

Celles-ci vont contraindre le conseil d'administration du Sdis et son premier financeur, le Département, à s'interroger sur la soutenabilité de continuer à conduire les missions de service public confiées avec un coût moyen par habitant très inférieur à celui des Sdis de 1^{ère} catégorie, dont aucun n'a affronté un niveau de risques aussi élevé sur son territoire.

Montant des contributions par habitant

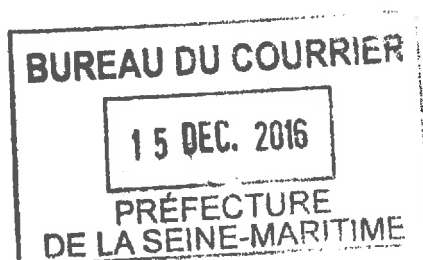
■ du Département ■ des communes et EPCI

source : DGSCGC (données 2015)




*
**

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.



Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
12
- Pouvoirs :
4
- Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**ACTUALISATION DES TARIFS ET DES PARTICIPATIONS DEMANDES PAR LE
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-
MARITIME AUX BENEFICIAIRES DE CERTAINES PRESTATIONS**

Le 14 décembre 2016, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 22 novembre 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 12 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes, Pierrette CANU, Mme Florence DURANDE, Blandine LEFEBVRE.

MM. Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Luc LEMONNIER, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

M. Philippe LEROY, Mme Fabienne DUPARC.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental par intérim, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Hervé TESNIERE, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Caporal Mathieu GIBASSIER, Dominique PROUST, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Mme Sophie ALLAIS à Monsieur Sébastien TASSERIE,

Mme Florence THIBAudeau RAINOT à Monsieur André GAUTIER,

Mme Chantal COTTEREAU à Monsieur Gérard JOUAN,

Mme Agnès FIRMIN LE BODO à Madame Blandine LEFEBVRE.

Étaient absents excusés :

Mmes Sophie ALLAIS, Chantal COTTEREAU, Agnès FIRMIN LE BODO, Florence THIBAudeau RAINOT.

MM. Bastien CORITON, Jean-Pierre THEVENOT, le Capitaine André HENRY, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

L'article L.1424-42 du Code général des collectivités territoriales en ses alinéas 1 et 2, dispose que « le Service départemental d'incendie et de secours n'est tenu de procéder qu'aux seules interventions qui se rattachent directement à ses missions de service public définies à l'article L.1424-2. S'il a procédé à des interventions ne se rattachant pas directement à l'exercice de ses missions, il peut demander aux personnes bénéficiaires une participation aux frais, dans les conditions déterminées par délibération du Conseil d'administration ».

En dehors des dispositions de conventions particulières (convention interdépartementale d'assistance mutuelle avec les Sdis limitrophes, conventions de surveillance des baignades et des activités nautiques, ...) ou de tarifs fixés par voie réglementaire, le Service départemental d'incendie et de secours procède à la facturation de participation aux frais essentiellement en raison d'intervention de secours.

L'objet du présent rapport est de procéder à la révision annuelle des tarifs pratiqués dans le domaine des secours et dans le cadre des dispositions suivantes :

- assurer de manière exceptionnelle, en particulier lorsque les moyens du gestionnaire des routes ne sont pas disponibles, à titre gratuit les interventions pour le dégagement des voies publiques ;
- facturer sur barème les interventions dont l'urgence n'est pas caractérisée et ne relevant pas directement des missions du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- facturer les petits matériels détériorés et les consommables (émulseurs, barrage, poudres extincteurs, ...) à leur valeur de remplacement.

Considérant l'évolution des prix à la consommation (+ 0,4 %), il est envisagé une actualisation des tarifs à compter du 1^{er} jour ouvré de l'année 2017, soit le 2 janvier 2017.

Vous trouverez ci-après le détail des nouvelles tarifications qu'il vous est proposé d'approuver.

Type de sortie non urgente (hors secours à personne)	MOINS DE 2 HEURES FORFAIT		PLUS DE 2 HEURES OU SANS FORFAIT	
	Tarif 2016	Tarif 2017	Tarif 2016	Tarif 2017
Ouverture de porte	262 €	264 €	Sans objet	
Inondation de locaux	262 €	264 €	En fonction des moyens engagés sur la base du tarif de mobilisation des matériels ci-dessous *	
Destruction d'insectes par carence d'entreprises privées spécialisées, hors lieux publics qui restent gratuits	105 €	106 €	Sans objet	
Pollution	262 €	264 €	En fonction des moyens engagés sur la base du tarif de mobilisation des matériels ci-dessous *	
Réquisitions de l'autorité judiciaire	Sans objet	Sans objet	En fonction des moyens engagés sur la base du tarif de mobilisation des matériels ci-dessous *	
Ascenseurs	262 €	264 €	Sans objet	
Service de sécurité	Sans objet	Sans objet	En fonction des moyens engagés sur la base du tarif de mobilisation des matériels ci-dessous *	
Prestation d'assistance au remorquage ou à la récupération d'objet flottant	262 €	264 €	Sans objet	
FRAIS DE GESTION par facture émise	35 €	36 €	35 €	36 €

La facturation des moyens engagés sera calculée sur la base des éléments suivants :



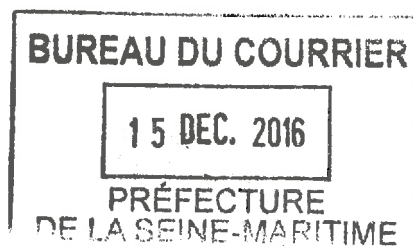
*TARIF HORAIRE DE MOBILISATION DES MATÉRIELS			
<i>Toute heure commencée est due. La durée est calculée de l'horaire de départ à l'horaire de retour au CIS</i>			
Type d'engin	Tarif 2016	Tarif 2017	Observations
FPT	262 €	264 €	Y compris engins assimilés (FPTL, FPTSR, FPT, FPTGP...)
EPS / BEA	262 €	264 €	
CCF	262 €	264 €	Y compris engins assimilés (CCR, CCI...)
MPE	167 €	168 €	Y compris tous les moyens légers d'épuisement ... (VTU + REP)
HYDROSUB (CEDGP)	366 €	368 €	
VTU	105 €	106 €	
VRT	262 €	264 €	Tous les engins risques technologiques (FRT, Cellule Dépollution...)
Autres véhicules (VSAV, VPC, VSAQ, Cellule...)	262 €	264 €	
VL / VLR / VLHR / VLRTC	106 €	107 €	
FMOGP	366 €	368 €	

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER



- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
12
- Pouvoirs :
4
- Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**ACTUALISATION DE LA TARIFICATION DES PRESTATIONS DES
STRUCTURES DE FORMATION A DES ORGANISMES EXTERIEURS**

Le 14 décembre 2016, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 22 novembre 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 12 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes, Pierrette CANU, Mme Florence DURANDE, Blandine LEFEBVRE.
MM. Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Luc LEMONNIER, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

M. Philippe LEROY, Mme Fabienne DUPARC.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental par intérim, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Hervé TESNIERE, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Caporal Mathieu GIBASSIER, Dominique PROUST, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Mme Sophie ALLAIS à Monsieur Sébastien TASSERIE,
Mme Florence THIBAUDEAU RAINOT à Monsieur André GAUTIER,
Mme Chantal COTTEREAU à Monsieur Gérard JOUAN,
Mme Agnès FIRMIN LE BODO à Madame Blandine LEFEBVRE.

Étaient absents excusés :

Mmes Sophie ALLAIS, Chantal COTTEREAU, Agnès FIRMIN LE BODO, Florence THIBAUDEAU RAINOT.
MM. Bastien CORITON, Jean-Pierre THEVENOT, le Capitaine André HENRY, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Le Groupement Emplois, Activités et Compétences (GEAC) est appelé à former les sapeurs-pompiers professionnels et volontaires de Seine-Maritime, mais également des stagiaires d'autres départements dans le cadre de formations pour lesquelles le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) a reçu un agrément.

Les structures de formation sont, par ailleurs, susceptibles d'intéresser des organismes extérieurs avec lesquels le Sdis 76 a noué un partenariat.

Considérant que les prix à la consommation sont en hausse (+ 0,4 %) depuis la délibération n° 2015-BCA-53 du 9 septembre 2015, il est proposé une actualisation des tarifs de prestation des structures de formation à des organismes extérieurs à compter du 2 janvier 2017 (soit le premier jour ouvré de l'année).

Vous trouverez le détail ci-dessous, hors taxe. Différents taux de TVA pourront s'appliquer selon le type de prestation proposée. La TVA s'appliquera en fonction de la réglementation en vigueur.

FRAIS DE GESTION	
Frais de gestion par facture émise	36 euros

FRAIS DE RESTAURATION ET D'HEBERGEMENT	
Hébergement (1 nuitée avec petit déjeuner dans nos structures départementales) chambre simple ou double dans nos structures départementales	34,12 euros/personne
Petit déjeuner en dehors des structures départementales (Direction, Cis Gambetta, centre de formation)	4,57 euros/personne
Repas midi ou soir dans nos structures départementales (Direction, Cis Gambetta, centre de formation)	9,27 euros/personne
Repas midi ou soir en dehors des structures départementales (Direction, Cis Gambetta, centre de formation)	11,87 euros/personne
Pension complète avec repas (hébergement, petit déjeuner, 2 repas pris au sein des structures)	52,66 euros/personne
Pension complète avec repas (hébergement, petit déjeuner, 2 repas pris en dehors des structures)	57,86 euros/personne

LOCATION DES SALLES DE FORMATION	Journée	Demi-journée
Salle de formation* de 20 personnes	200,80 euros	100,40 euros
Amphithéâtre** de 190 personnes	504,00 euros	252,00 euros

FRAIS DE MISE A DISPOSITION DE MOYENS PEDAGOGIQUES, TECHNIQUES ET LOGISTIQUES	
Indemnités journalières de formation par stagiaire comprenant les frais de restauration et d'hébergement	187,00 euros
Indemnités journalières de formation par stagiaire comprenant les frais de restauration midi, hors hébergement	143,61 euros
Indemnités journalières de formation par stagiaire, hors frais de restauration et d'hébergement	134,34 euros

FRAIS DE MISE A DISPOSITION DE MOYENS SPORTIFS	
Mise à disposition de l'ensemble parcours sportif (berce, accompagnement et personnel requis) hors frais de transport de l'équipement	602,40 euros
Mise à disposition de nos installations ou de nos dispositifs sportifs	1004,00 euros

FRAIS DE MISE A DISPOSITION DE MOYENS PEDAGOGIQUES POUR LA STRUCTURE « VULCAIN » AVEC UTILISATION DES POINTS FEUX (1 responsable pédagogique – 2 formateurs – 1 responsable sécurité)	
Forfait ½ journée d'utilisation	1004,00 euros
Forfait 1 journée d'utilisation	1935,71 euros

* compris système de vidéo-projection / tableau blanc / marqueurs

** compris système de vidéo-projection / tableau blanc / marqueurs / système de sonorisation

FRAIS DE MISE A DISPOSITION DE MOYENS PEDAGOGIQUES POUR LES DIFFERENTES STRUCTURES	
Forfait formation « COEPT » journée par stagiaire (y compris frais pédagogiques et techniques)	242,97 euros
Forfait formation « caisson d'attaque » journée par stagiaire (y compris frais pédagogiques et techniques)	120,48 euros
Forfait formation « caisson gaz » journée par stagiaire (y compris frais pédagogiques et techniques)	60,24 euros

FRAIS DE MISE A DISPOSITION DE MOYENS PEDAGOGIQUES POUR LA CELLULE D'ENTRAINEMENT A.R.I	
Forfait journalier par stagiaire (y compris frais pédagogiques et techniques)	251,00 euros

FRAIS DE MISE A DISPOSITION DE MOYENS PEDAGOGIQUES POUR LA STRUCTURE « MULTI ACTIVITES »	
Forfait journalier par stagiaire (y compris frais pédagogiques et techniques)	251,00 euros

Il convient d'utiliser le modèle « guide » de la convention de mise à disposition de moyens et de biens du Sdis 76 à destination d'autres organismes, à titre onéreux, et d'autoriser le Président du Conseil d'administration à conclure les conventions se rapportant au modèle approuvé et à les signer ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

Par ailleurs, le Sdis 76 peut également être amené à mettre à disposition de ses partenaires des locaux et structures de formation à titre gracieux. Ces mises à disposition font l'objet de conventions spécifiques soumises à l'approbation du Bureau du conseil d'administration.

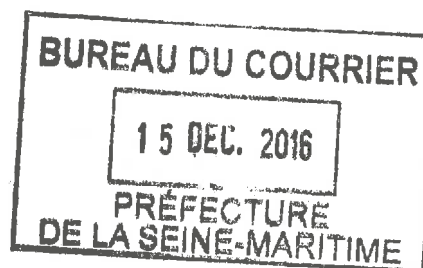
Cette délibération annule et remplace la délibération n° 2015-BCA-53, du 09 septembre 2015.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER



**MODELE CONVENTION DE MISE A DISPOSITION
PONCTUELLE DE MOYENS ET DE BIENS DU SDIS 76
A D'AUTRES SERVICES
A TITRE ONEREUX**

Entre :

**LA « COMMUNE, ETABLISSEMENT PUBLIC, COLLECTIVITE, ETAT,
PERSONNE PRIVEE »**

« le Cocontractant »

Représenté(e) par son « Maire, Directeur Général, Directeur, Représentant » en
exercice, agissant en vertu d'une « délibération du Conseil Municipal, du Conseil
d'Administration ».

d'une part,

ET

**LE SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA
SEINE-MARITIME** dont le siège est 6, rue du Verger – CS 40078 – 76192 YETOT CEDEX.

« le Sdis 76 »

Représenté par Monsieur André GAUTIER, agissant en qualité de Président.

d'autre part.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 - Objet

La présente convention a pour objet de définir entre les parties, les modalités de mise à disposition et d'utilisation de locaux et ou biens appartenant au Sdis 76. Le Sdis 76 consent dans le cadre de cette convention, à la mise à disposition de ses locaux et ou biens à titre onéreux à « cocontractant » afin d'assurer le déroulement de(objectifs).

ARTICLE 2 – Moyens, biens mis à disposition

Le Sdis 76 agissant dans les droits du propriétaire des locaux /biens objets de la présente convention, met à la disposition des personnels des locaux/ biens aménagés et adaptés à la réalisation de formations, visites médicales, exercices.

Les locaux/biens mis à disposition, sont situés, comprennent et éventuellement(le mobilier).

Ils ne comprennent pas : le matériel (.....)

La mise à disposition est accordée à titre strictement personnel et ne peut faire l'objet de cession d'aucune sorte. De même, toute sous location partielle ou totale des locaux/biens est interdite.

ARTICLE 3 – Définition des utilisateurs et accès

Les utilisateurs sont

L'accès aux locaux/biens mis à disposition est réservé aux personnels préalablement identifiés, pendant la durée de validité de la convention.

ARTICLE 4 - Utilisation des biens mis à disposition

Les modalités pratiques de la mise à disposition des locaux/biens et notamment les jours et heures seront préalablement définies conjointement avec le Bureau/Service/ Groupement référent, afin de ne pas interférer dans l'activité principale du SDIS et de permettre la planification et le déroulement dans les meilleures conditions.

Le « cocontractant » ne pourra employer les locaux et biens mis à disposition à un autre usage que celui auquel ils sont destinés.

Le Sdis 76 se réserve le droit d'annuler, dans l'urgence, des utilisations programmées dans l'intérêt du SDIS, par courrier recommandé avec accusé réception. Dans cette hypothèse, la convention prend fin de droit (nombre de jours adaptable) après la date d'envoi dudit courrier, le cachet de la poste faisant foi.

ARTICLE 5 - Obligations et Engagements des parties

Le « cocontractant » est responsable du bon déroulement de l'utilisation du local/bien. Les utilisateurs veillent au bon état des locaux et biens mis à disposition ainsi qu'au respect des règles d'hygiène et de sécurité et du règlement intérieur en vigueur.

Le « cocontractant » devra informer le Sdis 76 de tout sinistre ou dégradation, se produisant dans les locaux ou moyens mis à disposition, dès lors qu'il résulte d'une utilisation anormale des locaux ou moyens mis à disposition.

En cas de dégradations, de sinistre ou d'utilisation anormale des locaux mis à disposition, le « cocontractant » supportera le coût de la remise en état, sur présentation des factures ou mémoires correspondants par le Sdis.

Concernant l'entretien:

- Le Sdis 76 assure l'entretien des locaux et moyens mis à disposition durant la durée de la convention.

Fluides:

- « Le Sdis 76 » prend en charge tous les abonnements et dépenses de fluides (eau, gaz, électricité, chauffage ou toutes autres fournitures éventuelles).

ARTICLE 6 – Description de la prestation

La prestation fournie par le Sdis 76 comprend :

- Hébergement (nuitée) du au
- Restauration (petit déjeuner, déjeuner, dîner) du au
- Location de salles de formation (type de salles, nombre) du au
- Location de structure(s) (type de la/les structure(s) de au
- Autres

ARTICLE 7 – Dispositions administratives

La mise à disposition des locaux dans les conditions définies par la présente convention est faite à titre onéreux.

Le « cocontractant » prendra les locaux/biens dans l'état dans lequel ils se trouvent au moment de l'entrée en possession.

Cas Echéant:

- « Le Sdis 76 » aura à sa charge tous impôts, taxes et redevances se rapportant à l'espace occupé.

ARTICLE 8 – Dispositions financières

Hébergement (à détailler) : ... € TTC/ personne pour une durée de (à détailler)

Restauration (à détailler) : € TTC/ personne pour une durée de (à détailler)

Location de locaux (à détailler) : ... € TTC / pour une durée de (à détailler)

Location de structure(s) (à détailler) : : ... € TTC / pour une durée de (à détailler)

Autres :

Le « cocontractant » s'engage à verser au Sdis 76, pour rémunération de service, la somme de pour les prestations de mise à sa disposition de (biens meubles, immeubles ou service du Sdis76).

Le règlement s'effectuera à l'issue de la mise à disposition des (biens meubles, immeubles ou service du Sdis76) après réception des titres de recettes.

ARTICLE 9 – Durée de la convention

La présente convention est établie pour la période du (date) au (date).

La présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution par l'une ou l'autre des parties de l'une de ses obligations moyennant un préavis de (adaptable) ou lorsque « le cocontractant » cesse d'utiliser les locaux.

Enfin le Sdis 76 conserve pour sa part la faculté de résilier la présente pour tout motif d'intérêt général, par courrier recommandé avec accusé réception. Dans cette hypothèse, la convention prend fin de droit (nombre de jours adaptable) après la date d'envoi dudit courrier, le cachet de la poste faisant foi.

ARTICLE 10 - Avenant à la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux fixés dans la convention. L'avenant devra être signé dans un délai de (adaptable) avant le début de la mise à disposition des locaux.

ARTICLE 11 - Assurance et Responsabilité

Le « cocontractant » s'engage à fournir au Sdis 76 une attestation garantie responsabilité civile, à la signature de ladite convention.

Le « cocontractant » est responsable vis à vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit, engendrés du fait de son activité dans les lieux.

Il s'engage à prendre en charge les dégâts matériels qui seraient commis pendant le temps d'utilisation, tant sur le bâtiment que sur le matériel.

Il contracte à cet effet toutes assurances utiles, notamment en responsabilité civile et pour les risques locatifs.

L'utilisateur s'engage à faire en sorte que la réglementation soit strictement appliquée, que les personnes désignées pour assurer la sécurité soient présentes lors des activités et dégage par avance toute responsabilité « du Sdis 76 » en cas d'accident survenant aux participants pendant les séances qui leur sont réservées dans les équipements.

ARTICLE 12 - Règlement des litiges et attribution de compétence

Dans l'hypothèse d'un litige lié à l'application des stipulations de la présente convention, les cocontractants s'engagent à rechercher une solution amiable de règlement, préalablement à toute saisine du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à YVETOT, le

Fait en 2 exemplaires originaux,

**Le Président du Conseil
d'Administration du Sdis 76,**

**« Monsieur le Maire, Directeur,
Directeur Général, Président du Conseil
d'Administration.... »**

PROJET

PROJET

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
12
- Pouvoirs :
4
- Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

ACTUALISATION DES TARIFS DE LA RESTAURATION ADMINISTRATIVE

Le 14 décembre 2016, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 22 novembre 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 12 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes, Pierrette CANU, Mme Florence DURANDE, Blandine LEFEBVRE.

MM. Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Luc LEMONNIER, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

M. Philippe LEROY, Mme Fabienne DUPARC.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental par intérim, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Hervé TESNIERE, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Caporal Mathieu GIBASSIER, Dominique PROUST, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Mme Sophie ALLAIS à Monsieur Sébastien TASSERIE,

Mme Florence THIBAUDEAU RAINOT à Monsieur André GAUTIER,

Mme Chantal COTTEREAU à Monsieur Gérard JOUAN,

Mme Agnès FIRMIN LE BODO à Madame Blandine LEFEBVRE.

Étaient absents excusés :

Mmes Sophie ALLAIS, Chantal COTTEREAU, Agnès FIRMIN LE BODO, Florence THIBAUDEAU RAINOT.

MM. Bastien CORITON, Jean-Pierre THEVENOT, le Capitaine André HENRY, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

La dernière modification de ces tarifs remonte au 19 décembre 2013, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime avait répercuté uniquement le changement du taux intermédiaire de TVA sur les tarifs de la restauration au 1^{er} janvier 2014.

Depuis cette date, les tarifs n'avaient pas fait l'objet de révision du fait notamment d'une maîtrise des coûts par le service de la restauration et du gel du pouvoir d'achat des agents de la fonction publique.

Considérant l'augmentation du point d'indice des fonctionnaires et du coût des denrées, il est proposé d'approuver une actualisation des tarifs de la restauration administrative à compter du 2 janvier 2017 (soit le premier jour ouvré de l'année) sur la base de l'évolution des prix à la consommation (+ 0,4 %) comme suit :

	TARIFS RESTAURANTS ADMINISTRATIFS									
	PERSONNEL					VISITEURS				
	au 01/01/2014		au 02/01/2017			au 01/01/2014		au 02/01/2017		
	HT	TTC	HT		TTC	HT	TTC	HT		TTC
			calculés** (3 chiffres)	retenus				calculés** (3 chiffres)	retenus	
Petit déjeuner	0,78	0,86	0,784	0,78	0,86	2,15	2,37	2,159	2,16	2,37
Hors d'Oeuvre 1	0,39	0,43	0,392	0,39	0,43	1,03	1,13	1,035	1,04	1,14
Hors d'Oeuvre 2	0,60	0,66	0,603	0,60	0,66	1,54	1,69	1,547	1,55	1,70
Hors d'Oeuvre 3	0,78	0,86	0,784	0,78	0,86	2,05	2,26	2,059	2,06	2,26
Plat 1	1,56	1,72	1,567	1,57	1,72	4,00	4,40	4,016	4,02	4,42
Plat 2	1,97	2,17	1,978	1,98	2,18	5,02	5,52	5,041	5,04	5,55
Plat 3	2,34	2,57	2,350	2,35	2,59	6,05	6,66	6,075	6,08	6,68
Légumes verts ou seuls	0,60	0,66	0,603	0,60	0,66	1,54	1,69	1,547	1,55	1,70
Féculents	0,39	0,43	0,392	0,39	0,43	1,03	1,13	1,035	1,04	1,14
Salade	0,39	0,43	0,392	0,39	0,43	1,03	1,13	1,035	1,04	1,14
Jambon	1,17	1,29	1,175	1,18	1,29	2,97	3,27	2,982	2,98	3,28
Fromage 1	0,39	0,43	0,392	0,39	0,43	1,03	1,13	1,035	1,04	1,14
Fromage 2	0,60	0,66	0,603	0,60	0,66	1,54	1,69	1,547	1,55	1,70
Dessert 1	0,39	0,43	0,392	0,39	0,43	1,03	1,13	1,035	1,04	1,14
Dessert 2	0,60	0,66	0,603	0,60	0,66	1,54	1,69	1,547	1,55	1,70
Dessert 3	0,83	0,91	0,834	0,83	0,92	2,15	2,37	2,159	2,16	2,37
Soda ou eau gazeuse	0,55	0,61	0,553	0,55	0,61	1,44	1,58	1,446	1,45	1,59
Eau plate 50 cl	0,29	0,32	0,292	0,29	0,32	0,72	0,79	0,723	0,72	0,80
Eau (grande bouteille)	0,48	0,53	0,482	0,48	0,53	1,23	1,35	1,235	1,24	1,36
Vin *	1,17	1,40	1,175	1,18	1,41	2,97	3,27	2,982	2,98	3,58
Bière	0,78	0,86	0,784	0,78	0,86	2,05	2,26	2,059	2,06	2,26
Sandwich	1,17	1,29	1,175	1,18	1,29	2,97	3,27	2,982	2,98	3,28
Repas école	3,27	3,60	3,284	3,28	3,61	9,23	10,15	9,267	9,27	10,19
Remplacement badge *	3,08	3,70	3,093	3,09	3,71					

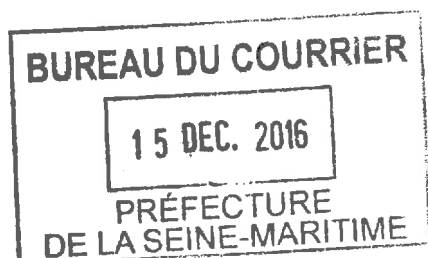
TVA au taux de 10% sauf * à 20%

** à titre indicatif et nouvelle base de calcul des prochaines révisions

*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.



Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
10
- Pouvoirs :
6
- Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CREATION D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME
« ACQUISITION D'EQUIPEMENTS ET DE MATERIELS OPERATIONNELS »**

Le 14 décembre 2016, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 22 novembre 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 10 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes, Florence DURANDE, Blandine LEFEBVRE.

MM. Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

M. Philippe LEROY, Mme Fabienne DUPARC.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental par intérim, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Hervé TESNIERE, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Caporal Mathieu GIBASSIER, Dominique PROUST, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Mme Sophie ALLAIS à Monsieur Sébastien TASSERIE,

Mme Florence THIBAudeau RAINOT à Monsieur André GAUTIER,

Mme Chantal COTTEREAU à Monsieur Gérard JOUAN,

Mme Agnès FIRMIN LE BODO à Madame Blandine LEFEBVRE,

M. Luc LEMONNIER à Monsieur Philippe LEROY,

Mme Pierrette CANU à Monsieur Guillaume COUTEY.

Étaient absents excusés :

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU, Agnès FIRMIN LE BODO, Florence THIBAudeau RAINOT.

MM. Bastien CORITON, Luc LEMONNIER, Jean-Pierre THEVENOT, le Capitaine André HENRY, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

La présente délibération a pour objet la création de l'autorisation de programme dédiée aux acquisitions d'équipements et de matériels opérationnels.

Cette politique est guidée par :

- le nécessaire renouvellement de 750 casques de protection contre le feu lié à la prise en compte d'une rupture d'approvisionnement en pièces détachées, dès 2017, pour les modèles acquis il y a plus de 20 ans ;
- l'intégration d'outils de transmissions sur les casques de protection pour améliorer les capacités de communication et la sécurité des opérateurs luttant contre le feu ;
- l'acquisition d'équipements et de matériels opérationnels nécessaires à la réalisation des missions de secours.

Pour faciliter la lisibilité, l'autorisation de programme 1502 Masques ARI sera clôturée au 31 décembre 2016 et les crédits de paiement associés sont intégrés dans cette nouvelle opération à compter de 2017.

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		2017	2018	2019	2020
Acquisition d'équipements et de matériels opérationnels	3 500 654 €	1 087 428 €	881 776 €	859 958 €	671 492 €

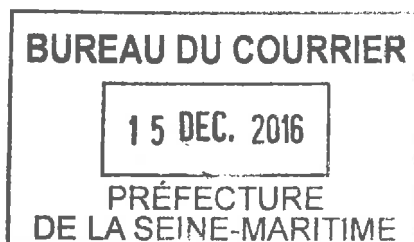
Détail par type de matériels :

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		2017	2018	2019	2020
EPI (masques, casques, ARI, etc.)	450 890 €	141 800 €	145 720 €	141 759 €	21 611 €
EPI vestimentaires	1 878 193 €	568 035 €	432 381 €	436 705 €	441 072 €
Matériels opérationnels (tactique de niveau 5, outils de forçement, production d'énergie, etc.)	1 171 571 €	377 593 €	303 675 €	281 494 €	208 809 €

*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.



Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
10
- Pouvoirs :
6
- Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CREATION D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME
« ACQUISITION D'EQUIPEMENTS ET DE MATERIELS NON OPERATIONNELS »**

Le 14 décembre 2016, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 22 novembre 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 10 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes, Florence DURANDE, Blandine LEFEBVRE.

MM. Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

M. Philippe LEROY, Mme Fabienne DUPARC.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental par intérim, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Hervé TESNIERE, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Caporal Mathieu GIBASSIER, Dominique PROUST, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Mme Sophie ALLAIS à Monsieur Sébastien TASSERIE,

Mme Florence THIBAudeau RAINOT à Monsieur André GAUTIER,

Mme Chantal COTTEREAU à Monsieur Gérard JOUAN,

Mme Agnès FIRMIN LE BODO à Madame Blandine LEFEBVRE,

M. Luc LEMONNIER à Monsieur Philippe LEROY,

Mme Pierrette CANU à Monsieur Guillaume COUTEY.

Étaient absents excusés :

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU, Agnès FIRMIN LE BODO, Florence THIBAudeau RAINOT.

MM. Bastien CORITON, Luc LEMONNIER, Jean-Pierre THEVENOT, le Capitaine André HENRY, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

La présente délibération a pour objet la création de l'autorisation de programme dédiée à l'acquisition d'équipements et de matériels non opérationnels.

Cette politique est guidée par l'acquisition et le renouvellement de matériels électroménagers et audiovisuels, ainsi que l'outillage nécessaire au fonctionnement quotidien des unités fonctionnelles et opérationnelles.

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		2017	2018	2019	2020
Acquisition d'équipements et de matériels non opérationnels	341 025 €	95 025 €	82 000 €	82 000 €	82 000 €

Détail par type de matériels :

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		2017	2018	2019	2020
Matériels et outillages techniques pour les ateliers	25 100 €	7 100 €	6 000 €	6 000 €	6 000 €
Matériels et outillages techniques pour les autres unités (fonctionnelles et opérationnelles)	271 305 €	76 305 €	65 000 €	65 000 €	65 000 €
Matériels électroménagers et audiovisuels	44 620 €	11 620 €	11 000 €	11 000 €	11 000 €

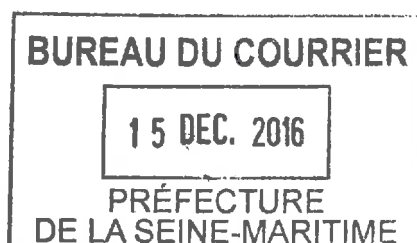
*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER



- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
10
- Pouvoirs :
6
- Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CREATION D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME
« RECONDITIONNEMENT, AMENAGEMENT, MAINTENANCE ET EQUIPEMENT
DES MATERIELS ROULANTS »**

Le 14 décembre 2016, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 22 novembre 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 10 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes, Florence DURANDE, Blandine LEFEBVRE.

MM. Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

M. Philippe LEROY, Mme Fabienne DUPARC.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental par intérim, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Hervé TESNIERE, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Caporal Mathieu GIBASSIER, Dominique PROUST, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Mme Sophie ALLAIS à Monsieur Sébastien TASSERIE,

Mme Florence THIBAUDEAU RAINOT à Monsieur André GAUTIER,

Mme Chantal COTTEREAU à Monsieur Gérard JOUAN,

Mme Agnès FIRMIN LE BODO à Madame Blandine LEFEBVRE,

M. Luc LEMONNIER à Monsieur Philippe LEROY,

Mme Pierrette CANU à Monsieur Guillaume COUTEY.

Étaient absents excusés :

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU, Agnès FIRMIN LE BODO, Florence THIBAUDEAU RAINOT.

MM. Bastien CORITON, Luc LEMONNIER, Jean-Pierre THEVENOT, le Capitaine André HENRY, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

La présente délibération a pour objet la création de l'autorisation de programme dédiée aux différents reconditionnements et aménagements des véhicules. Cette politique est guidée par l'amortissement technique des matériels, l'optimisation du parc, ainsi que par les politiques opérationnelles dictées par le SDACR et le RO.

Cela concerne notamment :

- la maintenance décennale des moyens aériens de type « échelle mécanique » permettant de prolonger leur durée jusqu'au moins 20 ans,
- l'amélioration du balisage des véhicules tout usage au rythme de 9 transformations par an,
- un aménagement adapté des véhicules de la chaîne de commandement,
- l'équipement de pneumatiques en adéquation avec les missions opérationnelles et le climat local.

L'autorisation de programme permettra également d'optimiser la planification des travaux d'aménagement dès le début de chaque année civile.

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		2017	2018	2019	2020
Reconditionnement - Aménagement – Maintenance des matériels roulants	1 820 920 €	542 369 €	519 087 €	388 513 €	370 951 €

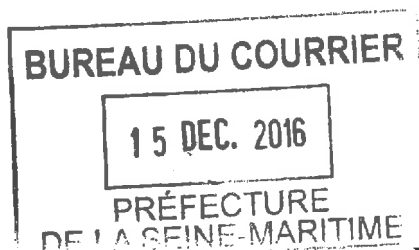
Détail par type de matériels :

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		2017	2018	2019	2020
Équipement Matériels roulants opérationnels	1 819 420 €	542 369 €	518 586 €	388 013 €	370 452 €
Demi-décennale EPS	433 867 €	107 120 €	216 382 €	0 €	110 365 €
Décennale EPS	991 582 €	367 684 €	247 574 €	250 049 €	126 275 €
Transformation VTU en VTU-BS	142 116 €	35 000 €	35 350 €	35 704 €	36 062 €
Aménagement des VLR en VLRCG ou VLHR en VLHRCC	24 000 €	15 000 €	0 €	0 €	9 000 €
Aménagement des VSSO	11 500 €	0 €	0 €	11 500 €	0 €
Équipement de véhicules	142 445 €	15 145 €	9 500 €	58 750 €	59 050 €
Pneumatiques hivers	73 910 €	2 420 €	9 780 €	32 010 €	29 700 €
Équipement Matériels roulants non opérationnels	1 500 €	0 €	500 €	500 €	500 €

*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.



Le président du conseil d'administration,

André GAUTHIER

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
10
- Pouvoirs :
6
- Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CREATION D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME
« ACQUISITION DE MOBILIER »**

Le 14 décembre 2016, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 22 novembre 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 10 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes, Florence DURANDE, Blandine LEFEBVRE.

MM. Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

M. Philippe LEROY, Mme Fabienne DUPARC.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental par intérim, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Hervé TESNIERE, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Caporal Mathieu GIBASSIER, Dominique PROUST, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Mme Sophie ALLAIS à Monsieur Sébastien TASSERIE,

Mme Florence THIBAUDEAU RAINOT à Monsieur André GAUTIER,

Mme Chantal COTTEREAU à Monsieur Gérard JOUAN,

Mme Agnès FIRMIN LE BODO à Madame Blandine LEFEBVRE,

M. Luc LEMONNIER à Monsieur Philippe LEROY,

Mme Pierrette CANU à Monsieur Guillaume COUTEY.

Étaient absents excusés :

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU, Agnès FIRMIN LE BODO, Florence THIBAUDEAU RAINOT.

MM. Bastien CORITON, Luc LEMONNIER, Jean-Pierre THEVENOT, le Capitaine André HENRY, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

La présente délibération a pour objet la création de l'autorisation de programme dédiée au renouvellement du mobilier du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime à l'exception de celui nécessaire dans les nouvelles constructions, qui sera intégré directement aux projets.

Ce mobilier comprend la literie, les assises, les bureaux, les tables, les mobiliers de rangement, les vestiaires, les rayonnages ainsi que quelques mobiliers divers.

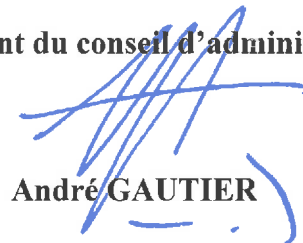
Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		2017	2018	2019	2020
Acquisition de mobiliers	191 000 €	41 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €

L'objectif est de remplacer dans le temps, le matériel vétuste. Ce dernier sera ensuite valorisé via les ventes en ligne conformément à la délibération 2014-BCA-47 du 11 septembre 2014.

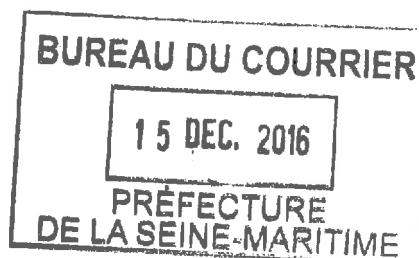
*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,



André GAUTIER



- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
10
- Pouvoirs :
6
- Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CREATION D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME
« REFECTION ET AMENAGEMENT DU PATRIMOINE BATI »**

Le 14 décembre 2016, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 22 novembre 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 10 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes, Florence DURANDE, Blandine LEFEBVRE.

MM. Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

M. Philippe LEROY, Mme Fabienne DUPARC.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental par intérim, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Hervé TESNIERE, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Caporal Mathieu GIBASSIER, Dominique PROUST, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Mme Sophie ALLAIS à Monsieur Sébastien TASSERIE,
Mme Florence THIBAudeau RAINOT à Monsieur André GAUTIER,
Mme Chantal COTTEREAU à Monsieur Gérard JOUAN,
Mme Agnès FIRMIN LE BODO à Madame Blandine LEFEBVRE,
M. Luc LEMONNIER à Monsieur Philippe LEROY,
Mme Pierrette CANU à Monsieur Guillaume COUTEY.

Étaient absents excusés :

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU, Agnès FIRMIN LE BODO, Florence THIBAudeau RAINOT.

MM. Bastien CORITON, Luc LEMONNIER, Jean-Pierre THEVENOT, le Capitaine André HENRY, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

La présente délibération a pour objet la création de l'autorisation de programme qui portera les crédits liés à la réfection, l'aménagement ou encore la mise en conformité du patrimoine bâti qui ne fait pas l'objet de la nouvelle politique immobilière ou dont l'état ne permet pas d'attendre la mise en œuvre de celle-ci.

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		2017	2018	2019	2020
Réfection et aménagement du patrimoine bâti du Sdis 76	1 600 000 €	423 800 €	400 000 €	400 000 €	376 200 €

Détail par type de travaux :

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		2017	2018	2019	2020
Bâtiments administratifs	232 000 €	85 000 €	50 000 €	50 000 €	47 000 €
Centres en pleine propriété	836 400 €	321 800 €	175 000 €	175 000 €	164 600 €
Centres mis à disposition	531 600 €	17 000 €	175 000 €	175 000 €	164 600 €

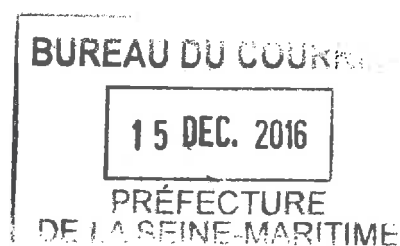
*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER



- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
10
- Pouvoirs :
6
- Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CREATION D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME
« RENOUVELLEMENT DES MATERIELS SSSM »**

Le 14 décembre 2016, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 22 novembre 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 10 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes, Florence DURANDE, Blandine LEFEBVRE.

MM. Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

M. Philippe LEROY, Mme Fabienne DUPARC.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental par intérim, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Hervé TESNIERE, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Caporal Mathieu GIBASSIER, Dominique PROUST, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Mme Sophie ALLAIS à Monsieur Sébastien TASSERIE,
Mme Florence THIBAUDEAU RAINOT à Monsieur André GAUTIER,
Mme Chantal COTTEREAU à Monsieur Gérard JOUAN,
Mme Agnès FIRMIN LE BODO à Madame Blandine LEFEBVRE,
M. Luc LEMONNIER à Monsieur Philippe LEROY,
Mme Pierrette CANU à Monsieur Guillaume COUTEY.

Étaient absents excusés :

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU, Agnès FIRMIN LE BODO, Florence THIBAUDEAU RAINOT.

MM. Bastien CORITON, Luc LEMONNIER, Jean-Pierre THEVENOT, le Capitaine André HENRY, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

La présente délibération a pour objet la création de l'autorisation de programme concernant la planification des investissements nécessaires au renouvellement des matériels médico-secouristes. Cette planification concerne le matériel en dotation et tient compte de son obsolescence programmée mais aussi de la récurrence des pertes et des pannes définitives constatées sur les années antérieures.

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		2017	2018	2019	2020
Renouvellement matériels SSSM	283 357 €	73 822 €	73 099 €	69 718 €	66 718 €

Détail par type de matériels :

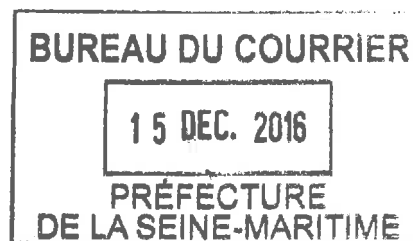
Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		2017	2018	2019	2020
Cabinets médicaux	7 000 €	1 000 €	1 000 €	4 000 €	1 000 €
Immobilisation	34 992 €	6 676 €	9 026 €	9 645 €	9 645 €
Réanimation	183 915 €	46 485 €	45 810 €	45 810 €	45 810 €
Bagagerie	42 500 €	14 125 €	14 125 €	7 125 €	7 125 €
Relevage	14 950 €	5 536 €	3 138 €	3 138 €	3 138 €

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER



- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
10
- Pouvoirs :
6
- Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CREATION D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME
« MAINTIEN EN ETAT DE FONCTIONNEMENT
DU SYSTEME GLOBAL D'INFORMATION »**

Le 14 décembre 2016, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 22 novembre 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 10 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes, Florence DURANDE, Blandine LEFEBVRE.

MM. Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

M. Philippe LEROY, Mme Fabienne DUPARC.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental par intérim, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Hervé TESNIERE, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Caporal Mathieu GIBASSIER, Dominique PROUST, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Mme Sophie ALLAIS à Monsieur Sébastien TASSERIE,

Mme Florence THIBAudeau RAINOT à Monsieur André GAUTIER,

Mme Chantal COTTEREAU à Monsieur Gérard JOUAN,

Mme Agnès FIRMIN LE BODO à Madame Blandine LEFEBVRE,

M. Luc LEMONNIER à Monsieur Philippe LEROY,

Mme Pierrette CANU à Monsieur Guillaume COUTEY.

Étaient absents excusés :

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU, Agnès FIRMIN LE BODO, Florence THIBAudeau RAINOT.

MM. Bastien CORITON, Luc LEMONNIER, Jean-Pierre THEVENOT, le Capitaine André HENRY, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

La présente délibération a pour objet la création de l'autorisation de programme dédiée au maintien en état de fonctionnement du système d'information global, en complément des autorisations de programme existantes.

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		2017	2018	2019	2020
Maintien en état de fonctionnement du système global d'information	2 068 040 €	633 290 €	492 750 €	471 000 €	471 000 €

La ventilation est sur trois axes :

- les licences logicielles,
- le parc informatique (postes de travail, outils d'impression, vidéo projection et système-réseaux),
- le parc téléphonique et transmission radio.

Détails par axes :

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		2017	2018	2019	2020
Gestion des licences logicielles	344 300 €	104 300 €	80 000 €	80 000 €	80 000 €
Gestion du parc informatique	1 322 500 €	427 750 €	312 750 €	291 000 €	291 000 €
Postes de travail	684 500 €	219 500 €	155 000 €	155 000 €	155 000 €
Outils d'impressions	496 500 €	174 750 €	121 750 €	100 000 €	100 000 €
Vidéo projection	44 000 €	11 000 €	11 000 €	11 000 €	11 000 €
Système et réseaux	97 500 €	22 500 €	25 000 €	25 000 €	25 000 €
Gestion du parc téléphonique et transmission radio	401 240 €	101 240 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €

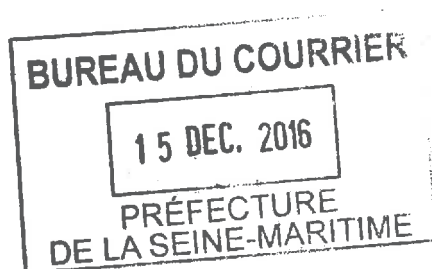
*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER



- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
10
- Pouvoirs :
6
- Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**AUTORISATION D'ENGAGER, DE LIQUIDER, ET DE MANDATER DES
DEPENSES JUSQU'A L'ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2017**

Le 14 décembre 2016, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 22 novembre 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 10 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes, Florence DURANDE, Blandine LEFEBVRE.

MM. Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

M. Philippe LEROY, Mme Fabienne DUPARC.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental par intérim, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Hervé TESNIERE, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Caporal Mathieu GIBASSIER, Dominique PROUST, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Mme Sophie ALLAIS à Monsieur Sébastien TASSERIE,

Mme Florence THIBAUDEAU RAINOT à Monsieur André GAUTIER,

Mme Chantal COTTEREAU à Monsieur Gérard JOUAN,

Mme Agnès FIRMIN LE BODO à Madame Blandine LEFEBVRE,

M. Luc LEMONNIER à Monsieur Philippe LEROY,

Mme Pierrette CANU à Monsieur Guillaume COUTEY.

Étaient absents excusés :

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU, Agnès FIRMIN LE BODO, Florence THIBAUDEAU RAINOT.

MM. Bastien CORITON, Luc LEMONNIER, Jean-Pierre THEVENOT, le Capitaine André HENRY, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

L'instruction budgétaire et comptable M61 prévoit les modalités d'exécution du budget pour la période du 1er janvier jusqu'au vote du budget par le conseil d'administration. Elle permet ainsi au Sdis, pour cette période, de recouvrer les recettes, d'engager, de liquider et de mandater les dépenses. Cependant, la mise en œuvre est différente selon la section concernée.

Aussi, s'agissant de la section de fonctionnement, l'instruction permet la mise en recouvrement des recettes, d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Pour la section investissement, il est précisé que le Sdis peut engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

S'agissant des dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme votée sur des exercices antérieurs, l'instruction comptable permet leur liquidation et leur mandatement dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture, éventuellement modifiée ultérieurement, de ladite autorisation de programme.

Le Sdis est également en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement de la dette (en capital et en intérêts) des annuités venant à échéance avant le vote du budget.

Le tableau ci-après recense les crédits ouverts pour la période du 1er janvier jusqu'au vote du budget de l'année 2017 :

Chapitre	Libellé	BP 2016	Crédits maximum pouvant être ouverts dans l'attente du vote du BP 2017	Crédits autorisés avant le vote du BP 2017
BUDGET PRINCIPAL				
Section de fonctionnement				
011	Charges à caractère général	11 531 373,00 €	11 531 373,00 €	10 600 000,00 €
012	Charges de personnel	71 114 794,42 €	71 114 794,42 €	71 000 000,00 €
65	Autres charges de gestion courante	740 451,00 €	740 451,00 €	740 451,00 €
66	Charges financières	22 500,00 €	22 500,00 €	15 000,00 €
67	Charges exceptionnelles	188 000,00 €	188 000,00 €	41 300,00 €
68	Dotation aux provisions	317 000,00 €	317 000,00 €	91 262,00 €
022	Dépenses imprévues	852 001,61 €	852 001,61 €	400 000,00 €
042	Opérations d'ordre entre sections	6 596 779,32 €	6 596 779,32 €	6 596 779,32 €
023	Virement à la section d'investissement	- €	- €	- €
TOTAL		91 362 899,35 €	91 362 899,35 €	89 484 792,32 €
Section d'investissement				
20	Immobilisations incorporelles	136 550,00 €	34 137,50 €	34 137,50 €
21	Immobilisations corporelles	3 071 594,00 €	767 898,50 €	237 990,00 €
23	Immobilisations en cours	- €	- €	- €
27	Autres immobilisations financières	1 000,00 €	250,00 €	250,00 €
020	Dépenses imprévues	639 882,49 €	159 970,62 €	159 970,62 €
TOTAL		3 849 026,49 €	962 256,62 €	432 348,12 €
BUDGET ANNEXE				
Section de fonctionnement				
011	Charges à caractère général	412 000,00 €	412 000,00 €	362 000,00 €
012	Charges de personnel	- €		50 000,00 €
66	Charges financières	1 000,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €
67	Charges exceptionnelles	11 100,00 €	11 100,00 €	11 100,00 €
042	Opérations d'ordre entre sections	12 500,00 €	12 500,00 €	12 500,00 €
TOTAL		436 600,00 €	436 600,00 €	436 600,00 €
Section d'investissement				
21	Immobilisations corporelles	17 233,86 €	4 308,47 €	4 308,47 €
TOTAL		17 233,86 €	4 308,47 €	4 308,47 €

Ces crédits autorisés seront obligatoirement inscrits au budget lors de son adoption.

Il est rappelé qu'à la demande du Payeur départemental, les charges des personnels concernant le service restauration seront affectées au budget annexe à compter du 1^{er} janvier 2017.

Pour mémoire, s'agissant des autorisations de programme, les crédits de paiement sont ouverts à hauteur des derniers montants validés, soit le détail suivant :

N° d'AP	Libellé de l'autorisation de programme	CP 2017
2010000006	Construction Groupement Ouest	23 852,42 €
2012000001	Plateau technique de formation	237 231,05 €
2013000001	Construction Groupement Est	465 000,00 €
2013000002	Modernisation outils info. De gestion	430 000,00 €
2014000006	Réhabilitation CIS de Forges les Eaux	30 180,13 €
2014000008	Réhabilitation CIS de La Mailleraye sur Seine	30 041,42 €
2014000009	Réhabilitation CIS de Montivilliers	53 500,00 €
2014000010	Réaménagement des locaux de la Direction	137 964,91 €
2014000011	Construction du CIS de Cany Barville	54 800,00 €
2014000012	Construction CIS Le Havre Sud	361 426,00 €
2015000001	Acquisition de matériels roulants	2 301 800,00 €
2015000003	Refonte Syst. Gestion Opérationnelle	3 680 000,00 €
2015000004	Acquisition de caissons multiactivités	180 000,00 €
2016000001	Acquisition moyens équipes spécialisées	735 177,00 €
2016000002	Maintien en état de fonctionnement du système global d'information	633 290,00 €
2016000003	Reconditionnement, aménagement, maintenance et équipements des mat. Roulants	542 369,00 €
2016000004	Acquisition d'équipements et de matériels opérationnels	1 087 428,00 €
2016000005	Acquisition d'équipements et de matériels non opérationnels	95 025,00 €
2016000006	Renouvellement des matériels SSSM	73 822,00 €
2016000007	Acquisition de mobiliers	41 000,00 €
2016000008	Réfection et aménagement du patrimoine bâti	423 800,00 €

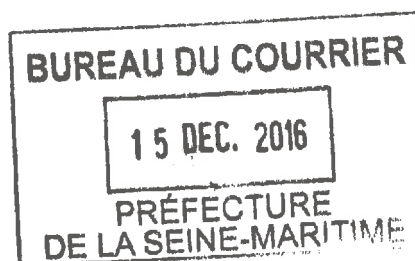
*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER



- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
10
- Pouvoirs :
6
- Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

AUTORISATION DE SIGNATURE D'UN CONTRAT DE LIGNE DE TRESORERIE

Le 14 décembre 2016, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 22 novembre 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 10 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes, Florence DURANDE, Blandine LEFEBVRE.

MM. Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

M. Philippe LEROY, Mme Fabienne DUPARC.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental par intérim, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Hervé TESNIERE, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Caporal Mathieu GIBASSIER, Dominique PROUST, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Mme Sophie ALLAIS à Monsieur Sébastien TASSERIE,

Mme Florence THIBAUDEAU RAINOT à Monsieur André GAUTIER,

Mme Chantal COTTEREAU à Monsieur Gérard JOUAN,

Mme Agnès FIRMIN LE BODO à Madame Blandine LEFEBVRE,

M. Luc LEMONNIER à Monsieur Philippe LEROY,

Mme Pierrette CANU à Monsieur Guillaume COUTEY.

Étaient absents excusés :

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU, Agnès FIRMIN LE BODO, Florence THIBAUDEAU RAINOT.

MM. Bastien CORITON, Luc LEMONNIER, Jean-Pierre THEVENOT, le Capitaine André HENRY, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Jusqu'à présent, le Sdis bénéficiait d'un excédent budgétaire de nature à faire face aux plus fortes variations de trésorerie. Dorénavant, cet excédent n'existe plus.

Les principales recettes du Sdis⁷⁶ sont constituées par les contributions du Département, des communes et des établissements publics de coopération intercommunale.

Dans l'attente de leur encaissement, il faut envisager le recours à une ligne de trésorerie afin de pallier rapidement à une insuffisance éventuelle et momentanée de disponibilités.

Le besoin de trésorerie sur 2017 a été estimé entre 550 000 et 6 750 000 € selon les périodes.

*

* *

Différents organismes bancaires ont été sollicités pour l'ouverture d'un contrat de ligne de trésorerie d'un montant maximal de 3 000 000 € sur une durée maximum de douze mois.

La date de remise des offres était fixée au 18 novembre 2016 à 12h00.

Deux établissements bancaires ont formulé trois offres dans les délais. Ces trois offres ont été analysées selon les critères de jugement suivants :

- Conditions financières proposées (commissions et frais divers), ... **80 points**
- la valeur technique de l'offre ; cette valeur technique sera appréciée en **20 points**
fonction de la concordance de l'offre par rapport aux éléments demandés :
délai de validité de l'offre, souplesse d'utilisation, ...

*

* *

Après analyse, il vous est proposé de retenir l'offre de La Banque Postale avec les caractéristiques suivantes :

- Plafond maximal : 3 000 000 € ;
- Durée de 12 mois à compter du 1er janvier 2017 ;
- Commission d'engagement : 3 000 € payable à la prise d'effet du contrat au plus tard ;
- Montant minimum de tirage : 10 000 €
- Taux payé EONIA (flooré à 0% base de calcul $E_x / 360$) + 0.48 % avec un paiement trimestriel des intérêts ;
- Commission de non-utilisation dégressive : 0 % si utilisation de la ligne supérieure à 50% ; 0.05 % si utilisation de la ligne comprise entre 50 et 35% ; 0.10 % si utilisation de la ligne inférieure à 50% ; payable trimestriellement.

Il vous est demandé d'autoriser le Président à signer le contrat avec La Banque Postale ainsi que tous les documents relatifs à sa mise en œuvre, et procéder sans autre délibération aux demandes de versements et aux remboursements.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER



- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
10
 - Pouvoirs :
6
 - Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

ACTUALISATION DES DUREES D'AMORTISSEMENT

Le 14 décembre 2016, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 22 novembre 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 10 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes, Florence DURANDE, Blandine LEFEBVRE.

MM. Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

M. Philippe LEROY, Mme Fabienne DUPARC.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental par intérim, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Hervé TESNIERE, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Caporal Mathieu GIBASSIER, Dominique PROUST, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Mme Sophie ALLAIS à Monsieur Sébastien TASSERIE,

Mme Florence THIBAUDEAU RAINOT à Monsieur André GAUTIER,

Mme Chantal COTTEREAU à Monsieur Gérard JOUAN,

Mme Agnès FIRMIN LE BODO à Madame Blandine LEFEBVRE,

M. Luc LEMONNIER à Monsieur Philippe LEROY,

Mme Pierrette CANU à Monsieur Guillaume COUTEY.

Étaient absents excusés :

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU, Agnès FIRMIN LE BODO, Florence THIBAUDEAU RAINOT.

MM. Bastien CORITON, Luc LEMONNIER, Jean-Pierre THEVENOT, le Capitaine André HENRY, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Les Services départementaux d'incendie et de secours sont soumis à l'obligation d'amortir les biens immobilisés acquis depuis le 1^{er} janvier 2004, qu'ils soient corporels ou incorporels.

L'objectif poursuivi est d'améliorer la sincérité des comptes par la constatation comptable de l'amoindrissement de la valeur de chacun des éléments intégrés à l'actif de l'Etablissement ; amoindrissement résultant notamment de l'usage, du temps ou encore d'un changement d'ordre technique.

La durée de vie probable du bien considéré permet de cerner au mieux cette notion de dépréciation et va donc servir d'assise dans le temps, au mécanisme d'amortissement qui sera initié à partir de l'exercice suivant la mise en service dudit bien.

Des évolutions d'ordre technique, tant dans l'utilisation de certains matériels qu'en termes d'acquisition, rendent nécessaires l'actualisation de certaines durées d'amortissement, lesquelles doivent être fixées par le Conseil d'administration.

Il est proposé d'adopter :

- 1) les différentes durées d'amortissement proposées pour l'ensemble des catégories représentatives de biens susceptibles d'être acquis par le Service, comme détaillé en annexe 1 (modifications en gras dans le tableau),
- 2) les principes suivants :
 - l'application du mode d'amortissement linéaire (répartition égale de la dépréciation sur la durée de vie du bien),
 - la fixation à 500 € TTC, du seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations s'amortissent en 1 an, sauf si les achats constituent un ensemble homogène acquis par lot,
 - la sortie de l'actif, des biens d'une valeur inférieure à 500 € TTC amortis sur 1 an, au 1^{er} janvier de l'année suivant leur amortissement,
 - la sortie de l'actif des biens acquis par lot, dont la valeur unitaire n'est pas identifiable, selon la méthode du coût moyen pondéré,

Ces durées d'amortissement et ces principes s'appliqueront aux acquisitions effectuées à compter du 1^{er} janvier 2016¹, se substituant donc aux dispositions des délibérations prises antérieurement.

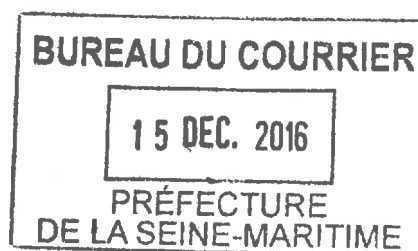
¹ Et donc un impact sur le montant de la dotation aux amortissements 2017.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER



Annexe 1 : tableau d'amortissement

Immobilisations incorporelles - Famille de biens	Type de biens	Durée d'amortissement	
		actuelle	proposée
Frais d'études (non suivies de réalisation)		5 ans	5 ans
Frais de recherche et de développement (en cas de réussite du projet)		5 ans	5 ans
Frais d'insertion (en cas d'échec du projet)		5 ans	5 ans
Logiciels	Logiciels bureautiques	3 ans	3 ans
	Prologiciels métiers	6 ans	6 ans
Immobilisations corporelles : Famille de biens	Type de biens	Durée d'amortissement	
		actuelle	proposée
Matériel de transmission et de téléphonie		8 ans	8 ans
Matériel bureautique	PC fixes	3 ans	4 ans
	PC portables	4 ans	3 ans
	Tablettes	3 ans	3 ans
	Ecrans	5 ans	5 ans
	Fax	3 ans	3 ans
	Imprimantes	1 an	1 an
Matériel informatique	Serveurs	4 ans	4 ans
	Matériel réseau	4 ans	4 ans
	Copieurs	5 ans	5 ans
Moyens élévateurs automobiles	Bras Elévateurs Aériens (BEA)	20 ans	20 ans
	Echelles Pivotantes Séquentielles (EPS)	20 ans	20 ans
Véhicules sanitaires	Véhicules de Secours Aux Victimes (VSAV)	10 ans	10 ans
	Véhicules de Soutien Sanitaire (VSS) / SSO	20 ans	20 ans
Engins pompes et de secours routiers	Camions Citernes Forestiers Moyens (CCFM) / Camions Citernes Industriels (CCI et CCGC)	25 ans	25 ans
	Camions Citernes Ruraux (CCR)	20 ans	20 ans
	Fourgons Pompe Tonne Légers (FPTL) / Véhicules Première Intervention (VPI)	20 ans	20 ans
	Fourgons Pompe Tonne (FPT)	20 ans	20 ans
	Fourgons Pompe Tonne Grande Puissance (FPTGP)	20 ans	20 ans
	Fourgons Pompe Tonne Secours Routiers (FPTSR)	20 ans	20 ans
	Fourgons Mousse Grande Puissance (FMOGP)	20 ans	20 ans
	Véhicules de Secours Routier Moyen (VSRM)	20 ans	20 ans
	Dévidoirs Automobiles (DA)	25 ans	25 ans
	Véhicules de Balisage et Signalisation (VBS)	20 ans	20 ans
Engins de balisage et opérations diverses	Véhicules Tous Usages (VTU) / Véhicules Tous Usages option Balisage et Signalisation (VTU- BS) / Véhicules LOGistiques (VLOG)	20 ans	20 ans
	Véhicules de Maintenance (VMA)	10 ans	10 ans
	Véhicules Légers (VL)	10 ans	10 ans
Véhicules de liaison, de reconnaissance et de transport	Véhicules légers (VL) électriques	10 ans	10 ans
	Véhicules Légers de Reconnaissance (VLR)	12 ans	12 ans
	Véhicules Légers de Reconnaissance Chefs de Groupe (VLRCG) / Véhicules Légers de Reconnaissance Chefs de Colonne (VLHRCC)	12 ans	12 ans
	Véhicules Légers de Reconnaissance Tout Chemin (VLRTC)	12 ans	12 ans
	Véhicules légers Hors Route (VLHR)	25 ans	25 ans
	Véhicule de transport de personnes (VTP)	15 ans	15 ans

Immobilisations corporelles : Famille de biens	Type de biens	Durée d'amortissement	
		actuelle	proposée
Engins spécialisés	Véhicule Groupe de Reconnaissance et Intervention en Milieu Périlleux (VGRIMP)	20 ans	20 ans
	Fourgon Risques Technologiques (FRT)	20 ans	20 ans
	Véhicule de Secours AQuatique (VSAQ)	10 ans	10 ans
	Véhicule poste de commandement (VPCS) site	20 ans	20 ans
	Véhicule poste de commandement (VPCC) colonne	12 ans	12 ans
Porte-cellules	Véhicule Porte-Cellules (VPCE)	25 ans	25 ans
Cellules spécialisées	Toutes cellules	25 ans	25 ans
Remorques	Moto-Pompes Remorquables (MPR) / Remorques Epuisement (REP)	20 ans	20 ans
Matériels nautiques	Bateaux de Sauvetage Léger (BSL)	10 ans	10 ans
Petit matériel de sauvetage et de lutte contre les incendies et les risques courants	Incendie	10 ans	10 ans
	Sauvetage	10 ans	10 ans
	dont cordes et harnais	7 ans	7 ans
	Désincarcération	15 ans	15 ans
	Epuisement (dont matériels d'obturation)	15 ans	15 ans
Petit matériel de secours à personne	Matériel biomédical	8 ans	8 ans
	Matériel d'immobilisation	4 ans	4 ans
	Bagagerie	4 ans	4 ans
	Dispositif de transport	8 ans	8 ans
Equipement de protection des personnels (hors équipes spécialisées)	Tenue de protection textile	10 ans	10 ans
	Tenue F1/ Polos / Gants	2 ans	2 ans
	Bottes d'intervention et chaussures de sécurité	5 ans	5 ans
	Casques	15 ans	15 ans
	ARI	10 ans	10 ans
	Bouteilles sous pression	15 ans	15 ans
Matériels et équipement dédiés aux équipes spécialisées	<u>Spécialité risques technologiques :</u>		
	Tenues à usage limité	5 ans	5 ans
	Tenues lourdes	10 ans	10 ans
	Appareils de détection	10 ans	10 ans
	Sondes	5 ans	5 ans
	Aspirateur de récupération des effluents et poussières	15 ans	15 ans
	Barrages flottants	10 ans	10 ans
	Ecran de protection des rayonnements	15 ans	15 ans
	Citernes souples	10 ans	10 ans
	Détecteurs gazeux	5 ans	5 ans
	Douche de décontamination SAS	10 ans	10 ans
	Pincès à distance	10 ans	10 ans
	<u>Spécialité sauvetage déblaiement :</u>		
	Combinaisons	3 ans	3 ans
	Vibraphones et vibrascopes	10 ans	10 ans
	Elingues textiles	7 ans	7 ans
	Elingues et câbles acier	10 ans	10 ans
	<u>Spécialité intervention à bord des navires :</u>		
	Tenues Feux de navire et sous-combinaisons	10 ans	10 ans
	Tenues de survie en mer	7 ans	7 ans
	Bottes Feux de navire	7 ans	7 ans

Annexe 1 : tableau d'amortissement

Immobilisations corporelles : Famille de biens	Type de biens	Durée d'amortissement	
		actuelle	proposée
Matériels et équipement dédiés aux équipes spécialisées (suite)	<u>Spécialité aquatique :</u>		
	Combinaisons humides et semi-sèches	5 ans	5 ans
	Combinaisons étanches	7 ans	7 ans
	Instruments d'éclairage (lampes...)	5 ans	5 ans
	Gilets de sauvetage ou de stabilisation	7 ans	7 ans
	Instruments de mesure (montres, profondimètres...)	10 ans	10 ans
	Matériel de relevage (bouée de palier, parachutes)	10 ans	10 ans
	Ceintures de lestage et plomb	10 ans	10 ans
	Détendeurs	10 ans	10 ans
	Paddle board	15 ans	15 ans
	<u>Spécialité Groupe de Reconnaissance et d'Intervention en Milieu Périlleux:</u>		
	Combinaisons	3 ans	3 ans
	Treuil	15 ans	15 ans
	Barquettes	20 ans	20 ans
	Civière	10 ans	10 ans
Mobilier, matériel et outillage techniques	Siège	5 ans	5 à 15 ans
	Mobilier	10 ans	
	Audiovisuel	10 ans	
	Outillages	10 ans	
	Autres	10 ans	
Immobilier	Construction bâtiment	40 ans	40 ans
	Réhabilitation bâtiment	20 ans	20 ans
	Pylônes	15 ans	15 ans
	Installations, matériels et outillage technique attachés aux bâtiments	10 ans	10 ans
Reconditionnement de véhicules	Aménagements complémentaires modifiant la catégorie d'appartenance du bien	-	durée d'amortissement de la nouvelle catégorie d'appartenance - durée d'amortissement pratiquée sous l'empire de la précédente catégorie d'appartenance
Subvention	Subventions versées visant à financer un ou plusieurs équipements	-	durée d'amortissement du bien
		-	5 ans

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
10
- Pouvoirs :
6
- Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**RAPPORT PORTANT SUR LA SITUATION DES AGENTS CONTRACTUELS ET
PROGRAMME PLURIANNUEL D'ACCES À L'EMPLOI TITULAIRE**

Le 14 décembre 2016, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 22 novembre 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 10 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes, Florence DURANDE, Blandine LEFEBVRE.

MM. Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

M. Philippe LEROY, Mme Fabienne DUPARC.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental par intérim, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Hervé TESNIERE, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Caporal Mathieu GIBASSIER, Dominique PROUST, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Mme Sophie ALLAIS à Monsieur Sébastien TASSERIE,
Mme Florence THIBAUDEAU RAINOT à Monsieur André GAUTIER,
Mme Chantal COTTEREAU à Monsieur Gérard JOUAN,
Mme Agnès FIRMIN LE BODO à Madame Blandine LEFEBVRE,
M. Luc LEMONNIER à Monsieur Philippe LEROY,
Mme Pierrette CANU à Monsieur Guillaume COUTEY.

Étaient absents excusés :

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU, Agnès FIRMIN LE BODO, Florence THIBAUDEAU RAINOT.

MM. Bastien CORITON, Luc LEMONNIER, Jean-Pierre THEVENOT, le Capitaine André HENRY, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

La loi n°2012-347 du 12 mars 2012 a créé un dispositif d'accès aux cadres d'emplois de la fonction publique territoriale selon trois modalités :

- La sélection professionnelle,
- Les concours réservés,
- Les recrutements réservés sans concours pour l'accès au premier grade des cadres d'emplois de catégorie C accessibles sans concours.

Le dispositif de sélection professionnelle était initialement prévu sur la période du 13 mars 2012 au 13 mars 2016.

L'article 41-1 de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires et son décret d'application n° 2016-1123 du 11 août 2016, prolonge de deux ans la durée d'application de la sélection professionnelle, soit jusqu'au 12 mars 2018.

Au regard de ces nouvelles dispositions peuvent bénéficier du dispositif de titularisation :

- Les agents en contrat à durée indéterminée au 31/03/2016 sur un emploi à temps complet ou non complet dont la quotité de temps de travail est au moins égale à 50% d'un temps complet,
- Les agents actuellement en contrat à durée indéterminée qui ont bénéficié au 13 mars 2012, de la transformation de leur contrat à durée déterminée (CDD) en contrat à durée indéterminée (CDI) en application de l'article 21 de la loi n°2012-347,
- Les agents en CDD :
 - Recrutés sur un emploi permanent à temps complet ou à temps non complet dont la quotité de temps de travail est au moins égale à un mi-temps,
 - Et justifiant des conditions minimales de services publics effectifs (au 31 mars 2013) :
 - Soit une ancienneté au moins égale à 4 années de service en équivalent temps plein entre le 31 mars 2007 et le 30 mars 2013,
 - Soit une ancienneté au moins égale à 4 années en équivalent temps plein à la date de clôture des inscriptions au recrutement auquel l'agent contractuel postule dont au moins 2 années accomplies entre le 31 mars 2009 et le 30 mars 2013.

Les agents contractuels remplissant les conditions requises ne peuvent accéder qu'aux cadres d'emplois dont les missions relèvent d'une catégorie hiérarchique équivalente à celle des fonctions exercées pendant 4 années en équivalent temps plein (pour les CDD) ou au 31 mars 2013 (pour les CDI).

En application de l'article 17 modifié de la loi n°2012-347, l'autorité territoriale doit présenter au comité technique compétent :

- Un bilan sur la mise en œuvre du plan de résorption de l'emploi précaire pour la période du 13/03/2012 au 12/03/2016,
- Un rapport présentant la situation des agents contractuels remplissant les conditions requises pour prétendre à la prolongation du dispositif de titularisation pour la période du 13/03/2016 au 12/03/2018,
- Un programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire pour la période du 13/03/2016 au 12/03/2018.

L'identité des agents concernés est indiquée en annexe.

*
* *

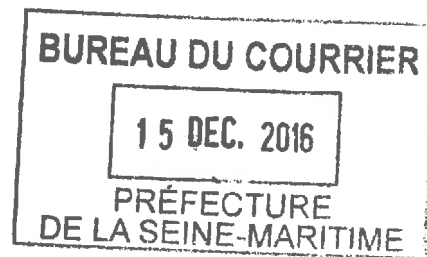
Le comité technique s'est prononcé le 07 décembre 2016 avec avis favorable à l'unanimité du collège des représentants du personnel et avis favorable à l'unanimité du collège des représentants de l'administration.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER



I - DONNEES GENERALES DE LA COLLECTIVITE

1. Informations générales

Nom de votre collectivité :

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME

Type de collectivité :

Type de CT :

Au 1er décembre 2016 :

Nombre d'agents titulaires et stagiaires

1123

Nombre d'agents non-titulaires

32

Nombre d'agents sous contrats privés

10

2. Coordonnées de la personne en charge du dossier

Nom et prénom :

DUBUC Arnaud

Courriel :

arnaud.dubuc@sdis76.fr

Téléphone :

02 32 70 70 16

saisissez votre numéro au kilomètre (sans espaces, sans points, sans tirets)
ex : 0492273434 ce qui affichera 04 92 27 34 34

II. BILAN DE LA RESORPTION DE L'EMPLOI PRECAIRE - ANNÉES 2012 A 2016

1. Rapport sur la transformation des CDD en CDI

	Nombre de dossiers éligibles			Nombre de dossiers transformés		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Transformation de plein droit du contrat à durée déterminée (CDD) en contrat à durée indéterminée (CDI)	1	1	2	0	0	0
	6	0	6	0	0	0
	0	0	0	0	0	0
	Cat. A					
	Cat. B					
	Cat. C					

Sur les huit agents éligibles, aucune transformation de CDD en CDI n'a été réalisée car :

- 6 agents ont été titularisés suite à sélection professionnelle
- 1 agent a démissionné
- 1 agent a intégré la filière sapeur-pompier suite à concours

2. Rapport sur le dispositif de titularisation

Titularisation	Nombre de dossiers éligibles			Nombre de titularisations réalisées			
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	
	Cat. A	2	3	5	1	2	3
	Cat. B	10	0	10	7	0	7
Cat. C	2	0	2	2	0	2	

Sur les 17 agents éligibles, 5 agents n'ont pas participé au processus de titularisation car :

- 2 agents ont démissionné
- 2 agents ont été maintenus en CDI
- 1 agent a intégré la filière sapeurs-pompiers professionnels suite à concours

Filière	Répartition des dossiers éligibles au dispositif de titularisation par filière et catégorie				Répartition des dossiers de titularisations réalisées par filière et catégorie			
	Cat. A	Cat. B	Cat. C	Total	Cat. A	Cat. B	Cat. C	Total
Administrative	3	0	0	3	2	0	0	2
Technique	2	10	2	14	1	7	2	10
Animation	0	0	0	0	0	0	0	0
Culturelle	0	0	0	0	0	0	0	0
Sportive	0	0	0	0	0	0	0	0
Sociale	0	0	0	0	0	0	0	0
Médico-sociale	0	0	0	0	0	0	0	0
Médico-technique	0	0	0	0	0	0	0	0
Sapeurs-pompiers	0	0	0	0	0	0	0	0

III. PROGRAMME PLURIANNUEL D'ACCES A L'EMPLOI TITULAIRE

1 - Définition des besoins de la collectivité

a. En matière de recrutement direct

Les recrutements directs sans concours (1er grade d'accès aux cadres d'emplois des adjoints administratifs et techniques) continueront à être faits en dehors de ce programme pluriannuel.

b. En matière de sélection professionnelle

Les trois agents éligibles au dispositif de titularisation occupent des emplois permanents permettant de couvrir les besoins du service au sein desquels ils sont affectés. Deux agents en CDI depuis 2006, n'ont pas souhaité intégrer le dispositif de sélection professionnelle à compter de 2012 et n'ont aucun intérêt à l'intégrer à partir de 2016 (proches de l'âge de la retraite). Ainsi, il est proposé d'ouvrir à la sélection professionnelle un seul poste sur l'année 2017.

2 - Objectifs de la gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences

<p><i>a. En matière de recrutement direct</i> Sans objet.</p>	
<p><i>b. En matière de sélection professionnelle</i> L'ouverture dès 2017 de la sélection professionnelle permettra à l'agent, s'il est déclaré apte à exercer les missions de son cadre d'emplois, de bénéficier d'une évolution de carrière et d'une continuité s'il souhaite évoluer au sein de la fonction publique.</p>	

3 - Données du programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire (PPAET)

a. Accès au dispositif de sélection professionnelle

A renseigner en fonction des besoins de recrutement de votre structure et des objectifs de G.P.E.E.C.									
	Effectif éligible (RSA)	Effectif éligible d'un grade équivalent	Nb d'éligibles au RSA ultérieur	Besoins de la collectivité en 2017	Besoins de la collectivité en 2018	Besoins de la collectivité en 2014	Besoins de la collectivité en 2015	Besoins de la collectivité en 2016 (jusqu'au 12/03)	Convention CDG
ATTACHE	0		0						
REDACTEUR PPAL DE 2ème CL	0		0						
REDACTEUR	0		0						
ADJOINT ADMINISTRATIF DE 1ère CL	0		0						
ANIMATEUR PPAL DE 2ème CL	0		0						
ANIMATEUR	0		0						
ADJOINT D'ANIMATION DE 1ère CL	0		0						
ATTACHE DE CONSERVATION DU PATRIMOINE	0		0						
BIBLIOTHECAIRE	0		0						
PROFESSEUR D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE	0		0						
ASSISTANT DE CONSERV. DU PAT ET DES BIB.	0		0						
ASSISTANT DE CONSERV. DU PAT ET DES BIB. PPAL DE 2ème CL	0		0						
ASS. D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE PPAL DE 2ème CL	0		0						
ASSISTANT D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE	0		0						
ADJOINT DU PATRIMOINE DE 1ère CL	0		0						
CADRE TERRITORIAL DE SANTE	0		0						
CONSEILLER SOCIO-EDUCATIF	0		0						
PSYCHOLOGUE DE CLASSE NORMALE	0		0						
PUERICULTRICE DE CLASSE NORMALE	0		0						
PUERICULTRICE CADRE DE SANTE	0		0						
SAGE-FEMME DE CLASSE NORMALE	0		0						
ASSISTANT MEDICO-TECHNIQUE DE CLASSE NORMALE	0		0						
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	0		0						
EDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS	0		0						
INFIRMIER DE CLASSE NORMALE	0		0						

3 - Données du programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire (PPAET)

a. Accès au dispositif de sélection professionnelle (suite)

A renseigner en fonction des besoins de recrutement de votre structure et des objectifs de G.P.E.E.C.						
Effectif éligible (RSA)	Effectif éligible d'un grade équivalent	Nb d'éligibles au RSA ultérieur	Besoins de la collectivité en 2016	Besoins de la collectivité en 2017 (cf annexe)	Besoins de la collectivité en 2018 (jusqu'au 12/03)	Convention CDG
MONITEUR-EDUCATEUR	0	0				
REEDUCATEUR DE CLASSE NORMALE	0	0				
AGENT SOCIAL DE 1ère CL	0	0				
ATSEM DE 1ère CL	0	0				
AUXILIAIRE DE PUERICULTURE DE 1ère CLASSE	0	0				
AUXILIAIRE DE SOINS DE 1ère CL	0	0				
CONSEILLER APS	0	0				
EDUCATEUR APS PPAL DE 2ème CL	0	0				
EDUCATEUR APS	0	0				
OPERATEUR DES APS	0	0				
INGENIEUR	0	0				
TECHNICIEN PRINCIPAL DE 2ème CL	1	0		1		Oui
TECHNICIEN	0	0				
AGENT DE MAÎTRISE	0	0				
ADJOINT TECHNIQUE DE 1ère CL	0	0				
ADJOINT TECHNIQUE 1ère CL DES ETS D'ENSEIGNEMENT	0	0				
SAPEUR DE 1ERE CLASSE	0	0				
SERGEN	0	0				
INFIRMIER SAPEUR POMPIER	0	0				
LIEUTENANT DE 2ème CL	0	0				
LIEUTENANT DE 1ère CL	0	0				
INFIRMIER D'ENCADREMENT	0	0				
CAPITAINE	0	0				

* les deux agents ont un grade supérieur au grade d'accès pour la sélection professionnelle (technicien principal de 1ère classe).
La sélection professionnelle ne pourrait se faire qu'au grade de technicien principal de 2ème classe.

ANNEXE

Etat de l'ancienneté individuelle acquise des agents remplissant les conditions des articles 14 et 15

N° réf. du dossier	Fonctions des agents référencés	Admissibilité titularisation	Admissibilité titularisation ultérieure	Ancienneté acquise au 31/03/2013	Ancienneté acquise à la date d'édition du rapport (au 11/10/2016)
1	Sanjy CHAN WING YEN technicien hygiène et sécurité	oui		2 ans et 8 mois	6 ans, 2 mois et 11 jours

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
10
- Pouvoirs :
6
- Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

MODIFICATION DE L'ORGANIGRAMME

Le 14 décembre 2016, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 22 novembre 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 10 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes, Florence DURANDE, Blandine LEFEBVRE.

MM. Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

M. Philippe LEROY, Mme Fabienne DUPARC.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental par intérim, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Hervé TESNIERE, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Caporal Mathieu GIBASSIER, Dominique PROUST, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Mme Sophie ALLAIS à Monsieur Sébastien TASSERIE,

Mme Florence THIBAUDEAU RAINOT à Monsieur André GAUTIER,

Mme Chantal COTTEREAU à Monsieur Gérard JOUAN,

Mme Agnès FIRMIN LE BODO à Madame Blandine LEFEBVRE,

M. Luc LEMONNIER à Monsieur Philippe LEROY,

Mme Pierrette CANU à Monsieur Guillaume COUTEY.

Étaient absents excusés :

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU, Agnès FIRMIN LE BODO, Florence THIBAUDEAU RAINOT.

MM. Bastien CORITON, Luc LEMONNIER, Jean-Pierre THEVENOT, le Capitaine André HENRY, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Le Service départemental d'incendie et de secours (Sdis) est organisé en trois niveaux hiérarchiques :

- La direction, composée de groupements fonctionnels dont la mission est la préparation et la mise en œuvre des décisions du Conseil d'administration et du préfet ;
- Les groupements territoriaux qui correspondent aux arrondissements des sous-préfectures et dont le rôle est la coordination des centres de l'arrondissement et la mise en œuvre des politiques départementales sur leur territoire ;
- Les centres d'incendie et de secours (Cis) dont le rôle principal est la distribution des secours.

Cette organisation est formalisée dans le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours, arrêté par le conseil d'administration du 29 juin 2016.

L'organisation doit s'adapter aux évolutions de nos missions afin d'apporter la réponse la plus efficiente au fonctionnement.

Les évolutions aujourd'hui proposées sont :

- 1- la création d'un groupement Technique et d'un groupement Immobilier issue de la division du groupement technique immobilier,
- 2- l'ajustement de l'organisation du groupement Emplois, Activités et Compétences,
- 3- la création d'un poste d'officier chargé de la mise en œuvre, de l'évaluation et de l'évolution du schéma départemental d'analyse et de couverture des risques auprès du Directeur départemental.

I – La création d'un groupement Technique et d'un groupement Immobilier

(Annexe 1 et 2)

Le développement des compétences liées à chacun des grands métiers du GTI (la partie technique et la partie immobilière) ainsi que les enjeux, tant organisationnels qu'économiques conduisent à scinder le groupement en deux entités.

a- Groupement Technique

L'audit externalisé de maintenance des matériels roulants réalisé en 2015 et l'utilisation d'un logiciel de gestion du patrimoine ont été pris en compte dans cette nouvelle organisation du groupement technique qui doit répondre à plusieurs objectifs :

- Diminuer l'indisponibilité technique et opérationnelle en précisant et réorientant la filière maintenance des équipements et matériels. Ainsi, une prestation de service de convoyage des véhicules vers les prestataires de maintenance est créée pour ne pas impacter les potentiels opérationnels et journaliers (hors contrôle technique s'agissant d'une activité programmable),
- Résorber les difficultés d'application et de mise en œuvre des politiques départementales issues d'un fonctionnement de la filière technique actuellement décentralisé dans un contexte économique contraint,
- Optimiser les ressources matérielles disponibles, parfois sous-exploitées (Ateliers de TLR notamment) et une limitation d'investissements potentiels en structures de maintenance conduisant à développer de nouveaux processus pour assurer la maintenance préventive sur le territoire,

- Développer la filière logistique par la redéfinition des procédures d'approvisionnements afin d'optimiser les flux entre les entités du Sdis, par la réalisation d'inventaire régulier afin de connaître précisément le patrimoine et par l'adéquation entre les ressources et les besoins définies par les services.

Dans cette optique le groupement technique s'appuie,

A la direction sur :

- un service équipements, approvisionnements et logistiques,
- un service matériels roulants,
- un service contrôle des équipements et des matériels,
- un service gestion administrative et budgétaire,

sur les territoires sur :

- le centre de Tourville-la-Rivière.
- trois services techniques territoriaux.

Les services techniques territoriaux sont des fonctions supports du chef de groupement territorial mais sont rattachés à la chefferie du groupement Technique dans un souci de cohérence des actions sur le territoire.

b- Groupement Immobilier

L'organisation du groupement Immobilier doit répondre à quatre objectifs majeurs :

- Assurer une performance dans la gestion et la maîtrise du parc immobilier du Sdis, en développant un plan pluriannuel pour la maintenance programmée, en diminuant la part du fortuit mais en gagnant en force de réactivité lorsqu'il se présente et en gardant le contrôle sur les petits travaux en régie,
- Gagner en efficacité sur les constructions neuves et réhabilitations grâce à la mise en place de cahier des charges types basés sur des principes de standardisation (ex : cuisines, remises spécialisées, hébergements) ou à l'identification de « familles » de CIS notamment,
- Apporter de nouvelles compétences en ingénierie des marchés de travaux,
- Développer et réorganiser des outils pour la mise en pratique de ces objectifs (marchés à bons de commande, logiciels, tableaux de bords, ratios...).

Dans cette optique le groupement Immobilier s'appuie sur :

- un service de la maintenance immobilière, qui fonctionnera suivant un découpage territorial pour la répartition des dossiers, avec un référent par territoire, basé à la direction,
- un service de la nouvelle politique immobilière, avec pour ligne directrice le SDACR, regroupant le neuf, la réhabilitation, et la programmation,
- un service administratif et financier, en charge des affaires générales, financières et des marchés publics du groupement dont il sera la boîte à outils.

Par ailleurs, les contrôleurs et factotum, remplacés par des « surveillants de travaux », seront rattachés au service de la maintenance dans un souci de cohérence et afin de reprendre la maîtrise globale des actions sur le territoire.

II – Ajustement de l'organisation du groupement Emplois, Activités et Compétences (GEAC)

Pour mémoire, le groupement ressources humaines a fusionné avec le groupement formation en août 2014. Des modifications ont été apportées en février 2015 suite à la création d'une cellule pour le développement du volontariat et le transfert de la gestion budgétaire au service rétributions. Enfin, en juin 2016, le transfert au service communication de la cellule développement du volontariat a été acté ainsi que la création d'un poste de chargé des études et projets RH et le rattachement d'une assistante auprès de la chefferie du groupement. Les ajustements se poursuivent afin d'apporter une cohérence avec les nouveaux processus de traitement mis en place et afin de palier la lenteur constatée dans le transfert et le traitement des informations. Ainsi ils se traduisent par :

- la fusion des chefferies du service gestion administrative du personnel (GAP) et du service budget, rétributions et indicateurs (BRI) pour devenir le service carrières, rétributions et budget (CRB). Le chef de service dispose d'un adjoint spécialisé pour chaque entité, d'un côté pour les carrières et de l'autre pour les rétributions et le budget. Dans cette même dynamique de cohérence, la cellule des accidents et des retraites est rattachée à l'entité carrières. Cette cellule prend en charge la gestion du comité médical, la commission d'imputabilité et de la commission de réforme,
- la fusion des services de l'administration générale-formation et du service des emplois, des effectifs et des activités pour devenir le service de la gestion des emplois, des effectifs, des activités et des compétences. Le service a en charge l'administration générale, le recrutement, la gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois, des activités et des compétences (GPEAC) et la conception du plan de formation. A ce titre, un poste d'officier du centre départemental de formation est transféré dans ce service et aura pour mission de réaliser le plan pluriannuel de formation de l'établissement et d'assurer la veille réglementaire dans son domaine d'activité.
- le regroupement en un même service de toutes les missions transverses au groupement GEAC. Ainsi la gestion des instances, la veille juridique et le précontentieux, l'expertise statutaire, la mission études et projets RH et la gestion des indicateurs sont regroupés au sein du service des affaires générales, juridiques et organisationnelles sous la responsabilité de l'adjoint au chef de groupement.

III – la création d'un poste d'officier chargé de la mise en œuvre, de l'évaluation et de l'évolution du SDACR

(Annexe 4)

L'adoption du nouveau schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR) a entériné un principe d'évolution pluriannuelle. Ces évolutions entraînent également l'adaptation concomitante du règlement opérationnel.

Le SDACR étant « évolutif » il est proposé qu'un officier rattaché auprès du directeur départemental soit chargé de la mise en œuvre, de l'évaluation et de l'évolution du SDACR. Celui-ci s'assurera de la cohérence et de la transversalité entre les groupements fonctionnels en veillant à son application sur les territoires. Dans ce cadre, il est chargé de l'animation et de leur coordination.

Les différentes modifications des organigrammes du service départemental d'incendie et de secours de la Seine Maritime sont présentées en annexe.

*

* *

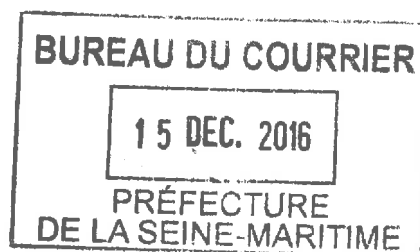
Le comité technique s'est prononcé le 07 décembre 2016 avec avis favorable à l'unanimité du collège des représentants du personnel et avis favorable à l'unanimité du collège des représentants de l'administration.

*
* *

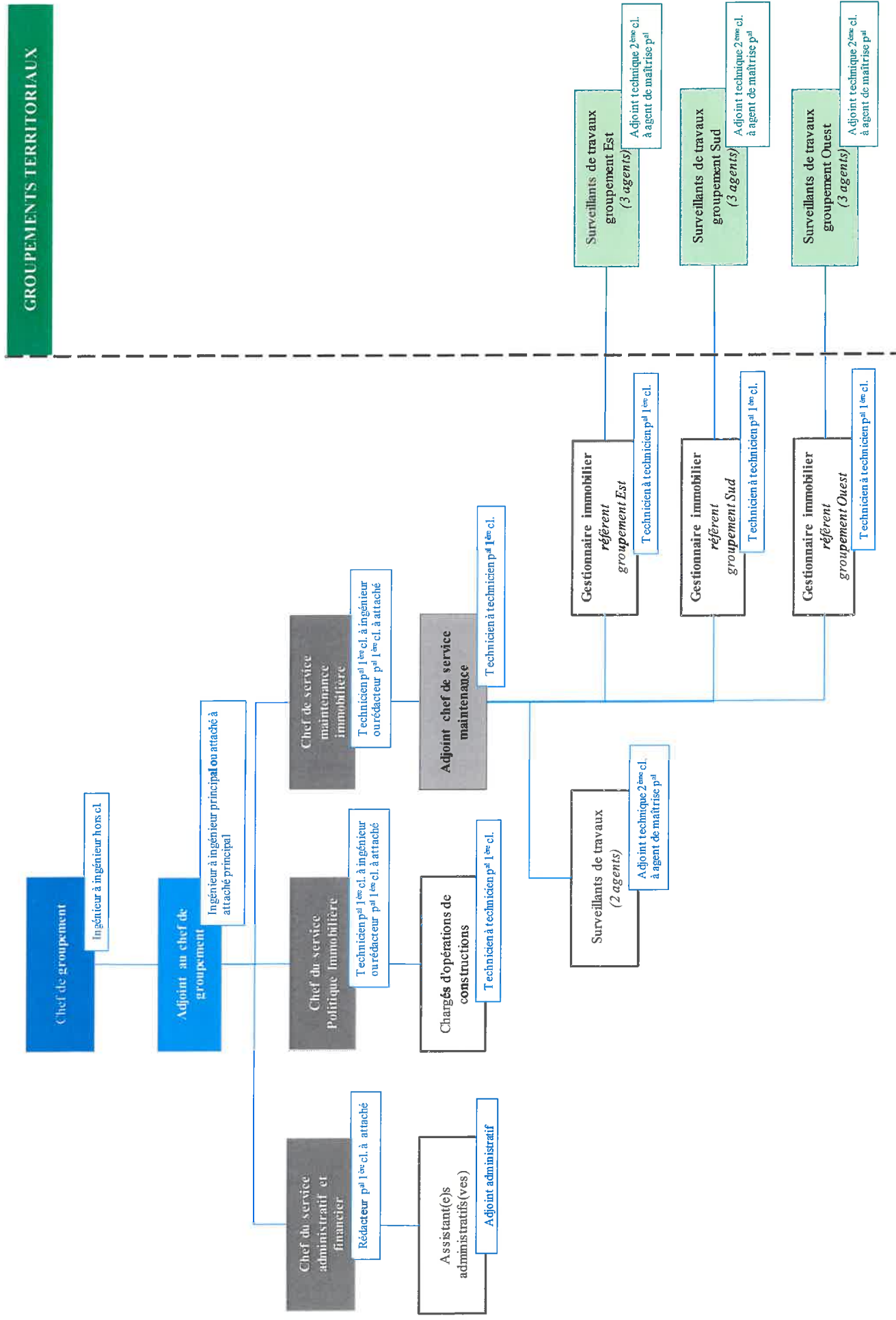
Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,

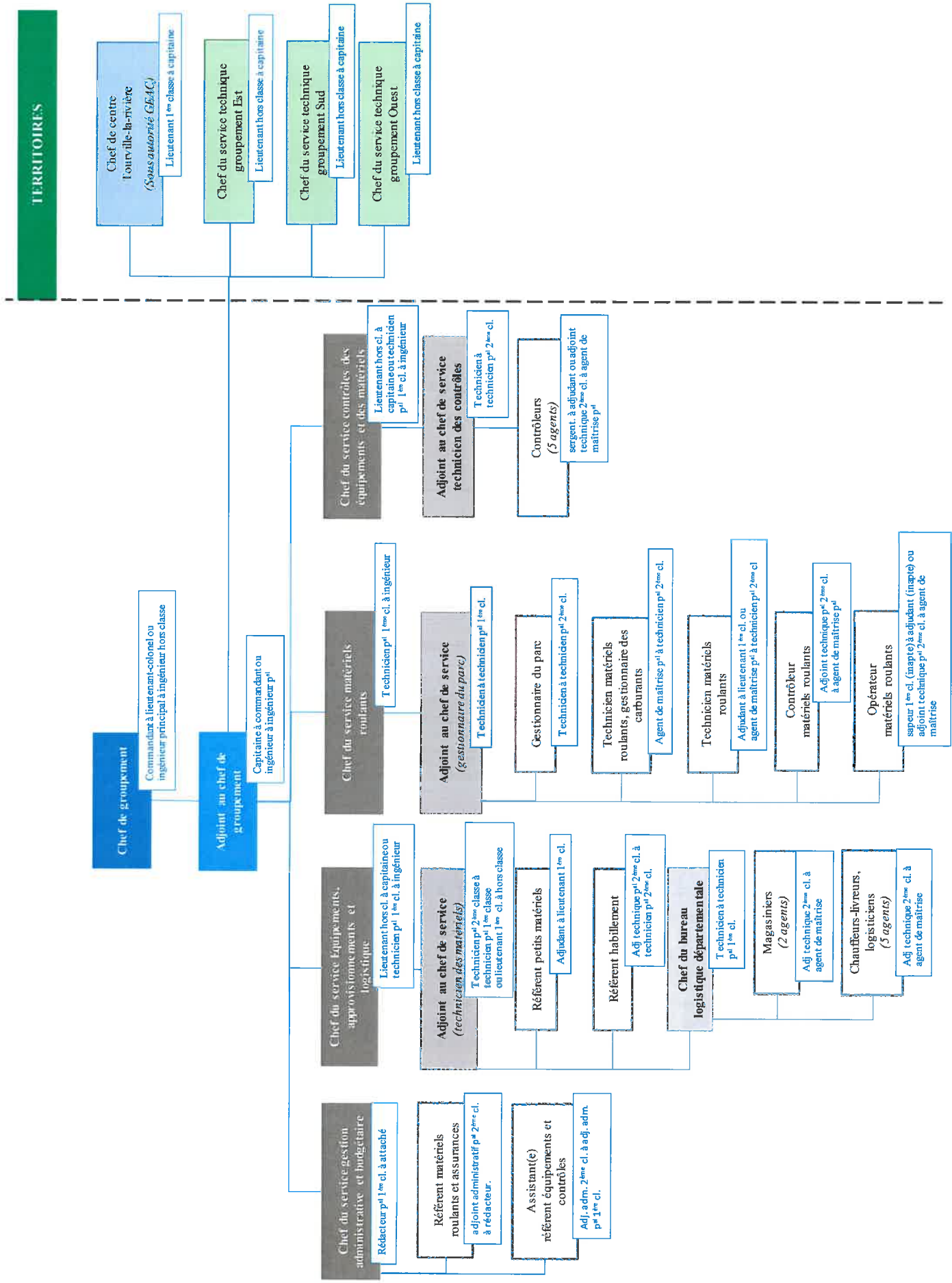

André CAUTIER



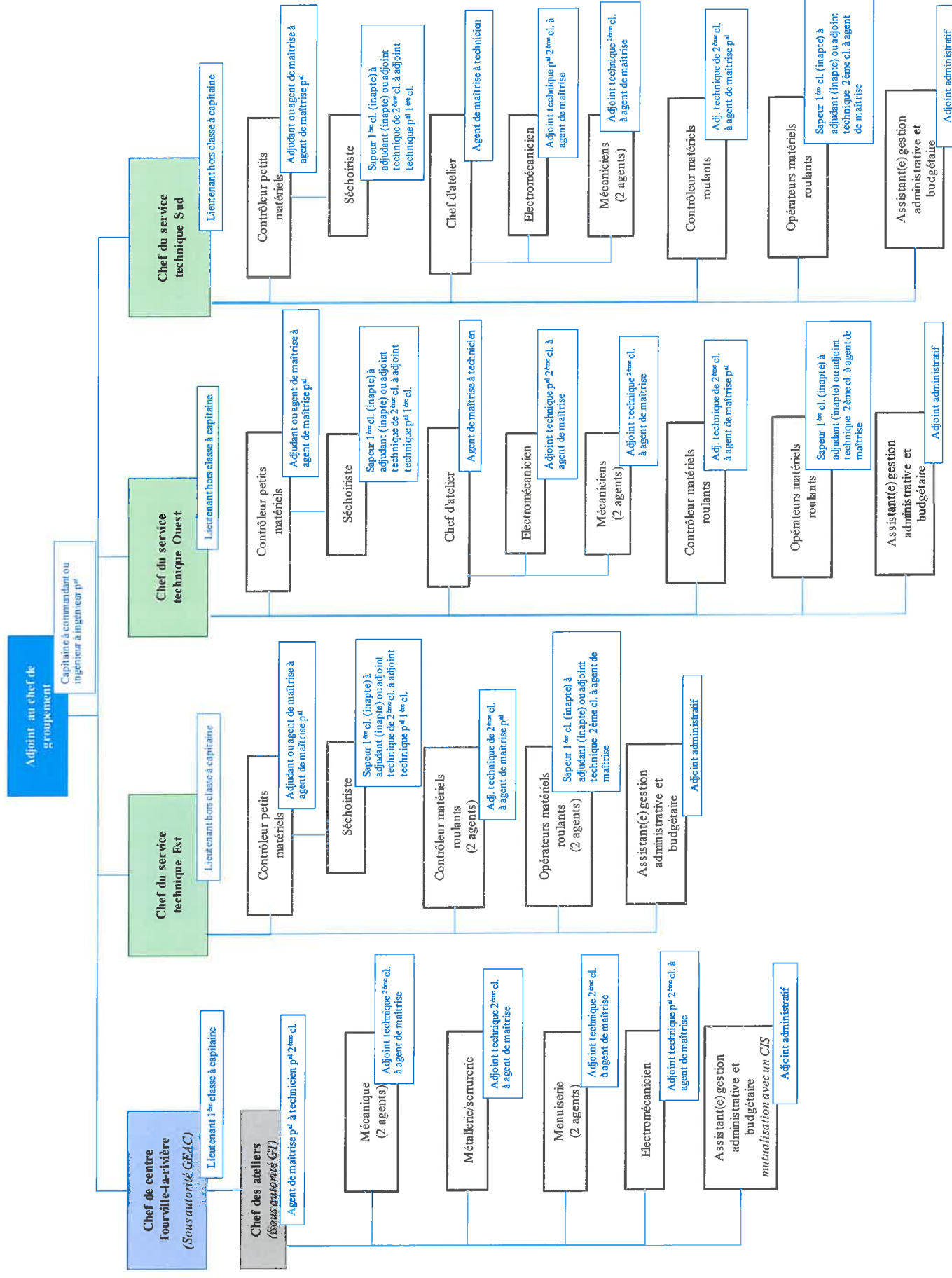
ANNEXE 1 : ORGANIGRAMME DU GROUPEMENT IMMOBILIER



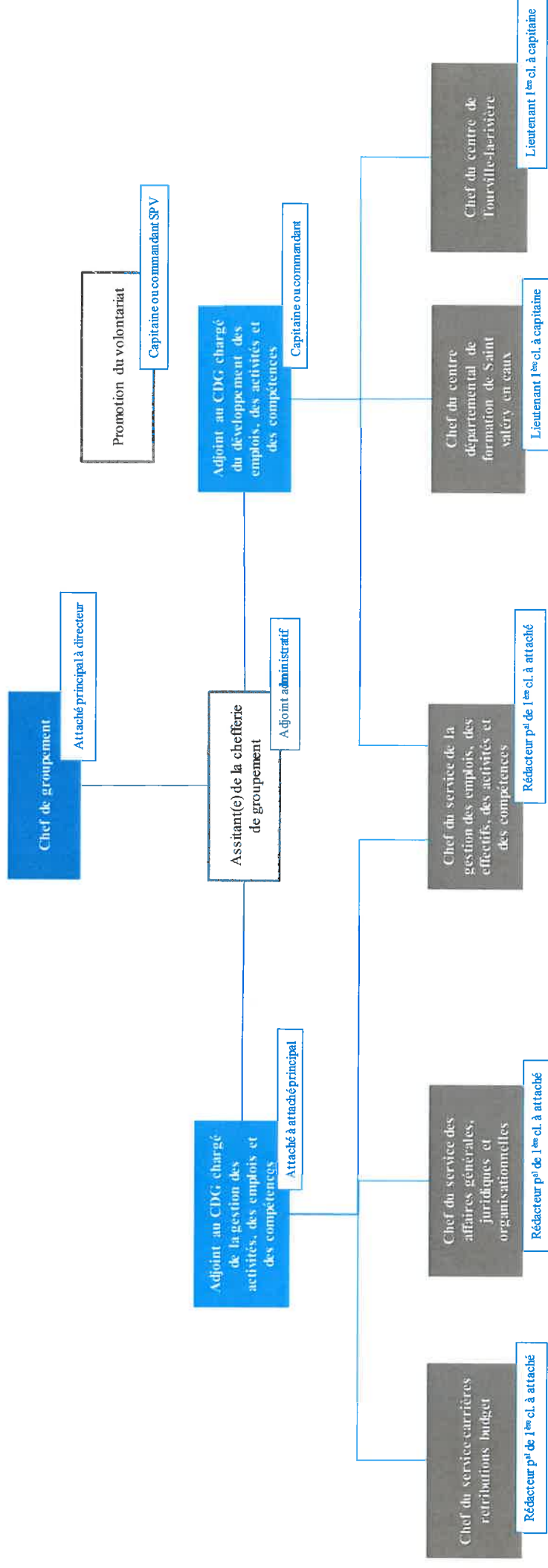
ANNEXE 2 : ORGANIGRAMME DU GROUPEMENT TECHNIQUE



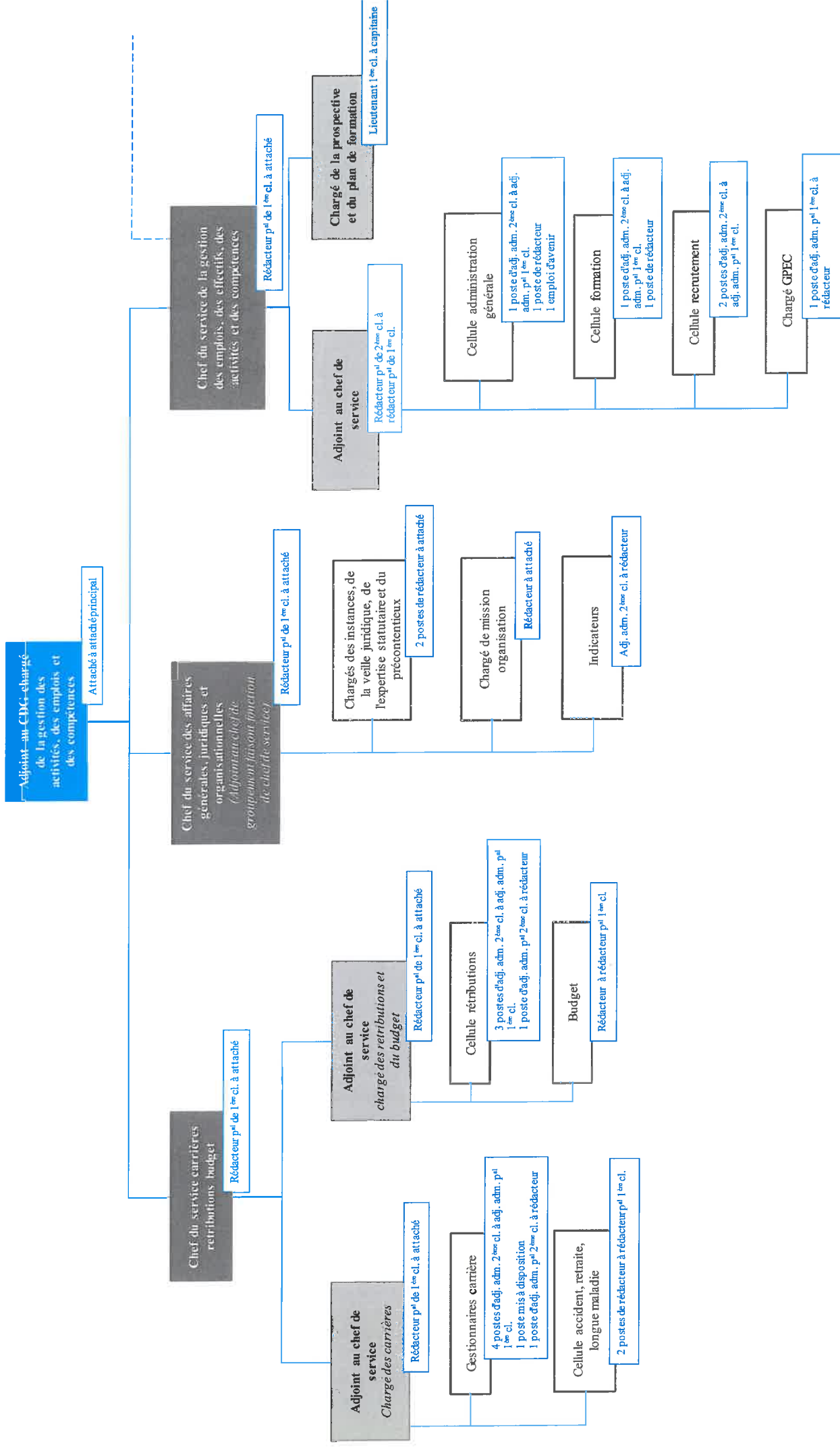
ORGANIGRAMME DU GROUPEMENT TECHNIQUE (suite)



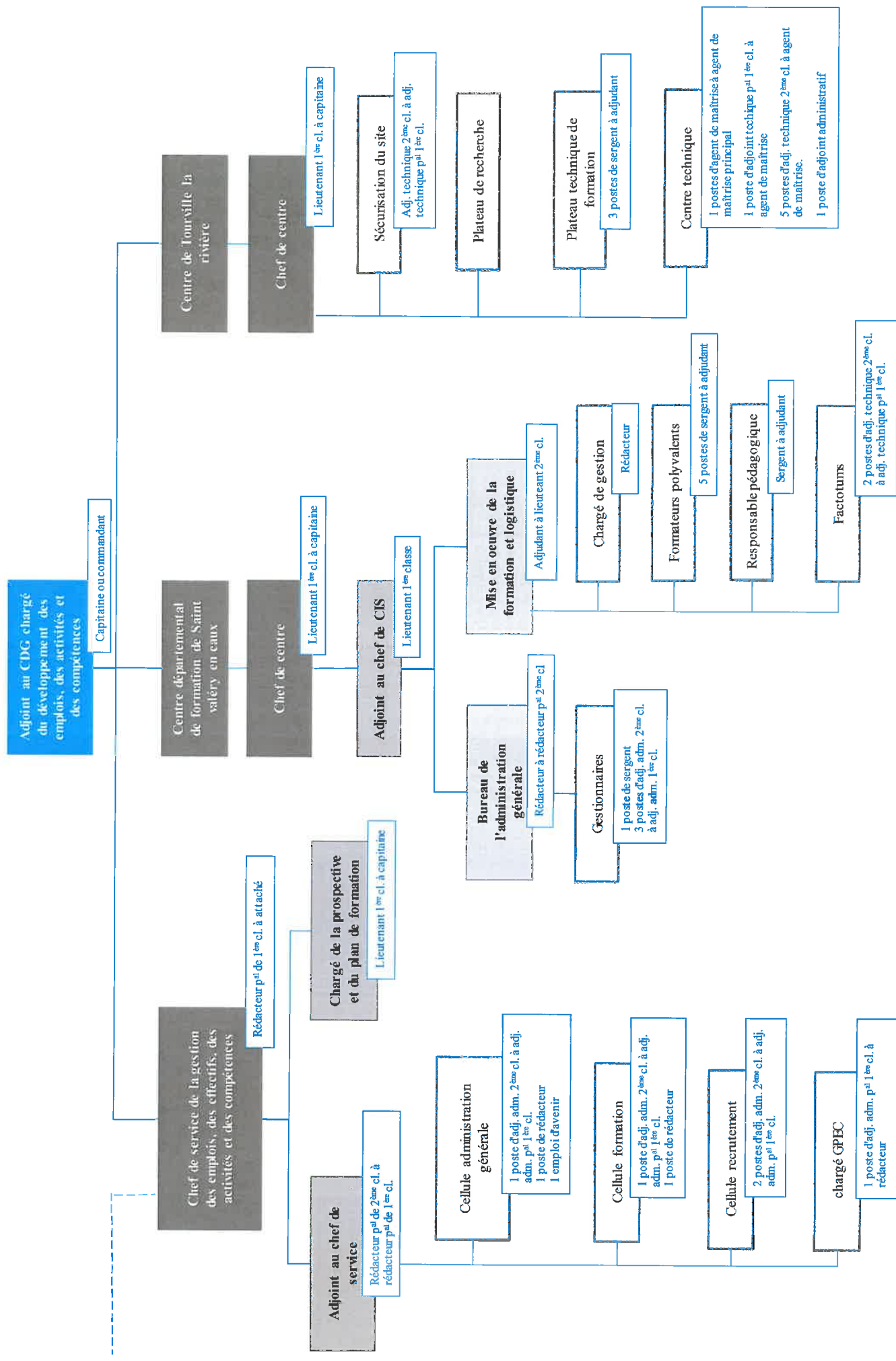
ANNEXE 3 : ORGANIGRAMME DU GROUPEMENT EMPLOIS, ACTIVITES ET COMPETENCES



ORGANIGRAMME DU GROUPEMENT EMPLOIS, ACTIVITES ET COMPETENCES (suite)



ORGANIGRAMME DU GROUPEMENT EMPLOIS, ACTIVITES ET COMPETENCES (suite)



ANNEXE 4 : ORGANIGRAMME GENERAL

